

ÉDITION DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

TABLE DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

DÉBATS ET DOCUMENTS DES ASSEMBLÉES

(Assemblée nationale et Conseil de la République.)

ANNÉE 1948

A

Abattoirs. — V. *Enquête parlementaire (Assemblée nationale)*.

Accidents d'aviation. — V. *Enquêtes parlementaires. — Interpellations n°s 55, 56.*

Accidents de chemins de fer. — V. *Interpellations n°s 51, 178, 182, 187.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramette, tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée nationale aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Thumeries, à inviter le Gouvernement à faire procéder à une enquête sur les causes de cette catastrophe et à venir en aide aux blessés et aux familles des victimes, p. 830 (Document n° 3131); adoption, p. 830.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Isabelle Claeys, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 5 millions pour subvenir aux besoins immédiats des familles des victimes de la catastrophe de Thumeries, p. 286 (Document n° 120). Lecture du rapport par M. Vanrullen, p. 209; adoption, p. 300.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gernez, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux victimes de la catastrophe de chemin de fer de Thumeries (Nord), p. 1121 (Document n° 3555).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denvers, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures propres à venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe de Thumeries, p. 286 (Document n° 121).

Accidents du travail. — V. *Assurances sociales. — Interpellations n°s 7, 10, 11. — Médaille du travail.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Perdon sur le projet de loi portant

majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail dans les professions agricoles ou forestières (n° 2991), p. 982 (Document n° 3493). — Discussion, p. 2113; adoption, à l'unanimité, du projet de loi, p. 2516 (*rectificatif*, p. 2527).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1118 (Document n° 379). — Dépôt du rapport par M. Le Goff, p. 1528 (Document n° 538). — Discussion, p. 1621; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1628 (*rectificatif*, p. 1817, 2912).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3918 (Document n° 4705). — Dépôt du rapport par M. Perdon, p. 4336 (Document n° 4860). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Renard, p. 5076 (Document n° 5091). — Discussion, p. 6233; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6231 (*Loi n° 48-1398 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louvel tendant à exprimer aux victimes de la catastrophe des hauts fourneaux de Mondévillie (près Caen), l'hommage de l'Assemblée nationale et à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes, p. 2518 (Document n° 1165). — Adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 2518.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramette tendant: 1° à adresser l'hommage de l'Assemblée nationale aux victimes de la catastrophe minière de Courrières et à leurs familles; 2° à inviter le Gouvernement à venir en aide à ces victimes, p. 2076 (Document n° 3929); discussion et adoption, à l'unanimité, p. 2077.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Sion tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les familles des victimes de la catastrophe de Courrières, p. 2076 (Document n° 3930); discussion et adoption, à l'unanimité, p. 2077.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Martel tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des secours d'urgence pour venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe des Houehes (Haute-Savoie), p. 3076 (Document n° 4395). — Dépôt du rapport par M. Bocca-

gny, p. 6006 (Document n° 5311). — Adoption, p. 7262.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bourbon tendant à inviter le Gouvernement à établir les responsabilités dans la catastrophe de Saint-Maurice-de-Remères (Ain), qui coûta la vie à douze travailleurs, et à prendre les mesures propres à éviter définitivement le retour de semblables événements, p. 2021 (Document n° 3883).

Conseil de la République. — Dépôt d'une motion de M. Ernest Pezet ainsi conçue: « Le Conseil de la République, douloureusement ému pour la catastrophe de Ludwigshafen, s'incline devant les victimes de toutes nationalités et adresse à leurs familles comme aux populations éprouvées l'expression de sa sympathie attristée », p. 1998. — Lecture du rapport par M. Salomon Grumbach et discussion, p. 2007; adoption, p. 2008.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion concernant la catastrophe minière de Sallaumines, p. 916.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail, p. 1123 (Document n° 3559). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne, p. 1676 (Document n° 3771). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant au rajustement des rentes accidents du travail, p. 1676 (Document n° 3772). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail, p. 1676 (Document n° 3773). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mirjoz tendant à rajuster le taux des rentes et allocations accordées aux victimes d'accident du travail, p. 7554 (Document n° 5788). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 7963 (Document n° 5893). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Ramette, p. 8182 (Document n° 6006) (*rectificatif*, p. 8318).

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date des numéros du Journal officiel où sont publiés les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inséré à la fin de l'annexe de la présente table.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à proroger le délai fixé par l'article 12 de la loi du 16 octobre 1946, pour l'introduction des demandes de majoration des rentes accidents du travail prévues par ladite loi, p. 5576 (Document n° 5220). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 5753 (Document n° 5255). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Ramette, p. 5396 (Document n° 5405).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à majorer les indemnités au titre des législations sur les accidents du travail, p. 8181 (Document n° 5983).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sauder tendant à ouvrir un crédit en faveur des victimes de la catastrophe minière de Petite-Rosselle, p. 298 (Document n° 3194).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal relative aux accidents du travail, p. 362 (Document n° 3227).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Plet André, précisant la portée de l'article 65 nouveau (loi du 10 septembre 1947) de la loi du 30 octobre 1946 relative à la faute inexcusable, en autorisant l'assurance de ce risque sous la réserve d'une franchise obligatoirement supportée par l'employeur, p. 1768 (Document n° 3800).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentini, complétant la loi n° 46-2242 du 16 octobre 1946 portant rajustement des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail et à leurs ayants droit, pour son application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 1768 (Document n° 3816).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que la loi de rajustement du 12 janvier 1948, relevant les chiffres des salaires de calcul des rentes de mutilés du travail, ainsi que les majorations des rentes des anciens mutilés, p. 7551 (Document n° 5788).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin tendant à assurer la réparation intégrale des dommages subis par les victimes des accidents du travail provoqués par des faits de sabotage, p. 7363 (Document n° 5373).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lenormand tendant : 1° à adresser l'hommage de l'Assemblée nationale aux victimes de l'accident survenu le 8 mai 1948 au chantier de démolition des hauts fourneaux de Colombelles et à leurs familles; 2° à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles de ces victimes, p. 2561 (Document n° 4179).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Baras tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux familles des victimes du grave accident de mine survenu au puits n° 7 à Liévin, p. 6527 (Document n° 5166).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Molton tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer une pension d'invalidité aux mutilés à la suite d'un acte de dévouement, p. 7963 (Document n° 5927).

Accords commerciaux. — V. *Conventions internationales.* — *Interpellations* n° 23. — *Questions orales (Conseil de la République* n° 22).

Actes de l'état civil. — V. *Code civil.*

Actions. — V. *Sociétés anonymes.* — *Valeurs mobilières.*

Adjudications et marchés. — V. *Questions orales (Assemblée nationale* n° 41).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hocquard tendant à rendre applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, modifiée par la loi n° 47-4926 du 15 septembre 1947, relative à la réglementation des marchés de communes, des syndicats de communes et des établissements communaux, p. 511 (Document n° 173).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4357 (Document n° 3636). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 3189 (Document n° 4118). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à rendre applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, relative à la réglementation des marchés de communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance*, p. 4795.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1976 (Document n° 716). — Dépôt du rapport par M. Hocquard, p. 2553 (Document n° 870). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3001.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6528 (Loi n° 48-1463 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à proroger d'un an le délai prévu pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, p. 4150 (Document n° 4753). — Dépôt du rapport par M. Bona, p. 4498 (Document n° 4903). — Discussion, p. 4993; adoption, p. 4993.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1988 (Document n° 761). — Dépôt du rapport par M. Trémintin, p. 2072 (Document n° 779). — Discussion, p. 2101; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre:

Proposition de loi tendant à proroger et à modifier les délais prévus pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, p. 2106.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5185 (Document n° 5128). — Dépôt du rapport par M. Bona, p. 5624 (Document n° 5227). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 6159 (Document n° 5115). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bona, p. 6591 (Document n° 5185). — Discussion, p. 6784; adoption de la proposition de loi, avec le titre adopté par le Conseil de la République, p. 6785 (Loi n° 48-1539 du 1^{er} octobre 1948 (J. O. du 2 octobre 1948)).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahouire sur la proposition de loi de M. Courant sur la résiliation des contrats privés conclus avant le 10 mai 1940 (n° 740), p. 4208 (Document n° 4836). — Discussion, p. 7227; adoption après modification du titre: *Proposition de loi permettant la résiliation de certains marchés et contrats*, p. 7230.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3540 (Document n° 31, 2^e partie).

Administration communale. — V. *Adjudications et marchés.* — *Elections municipales.*

Assemblée nationale. — Dépôts d'un projet de loi tendant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle l'article 51 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, p. 1123 (Document n° 3548). — Dépôt du rapport par M. René Kuehn, p. 3001 (Document n° 419). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3151.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1563 (Document n° 572). — Dépôt du rapport par M. Hocquard, p. 2269 (Document n° 822). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2689.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6172 (Loi n° 48-1296 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, déjà modifiés par la loi n° 47-655 du 9 avril 1947, p. 2605 (Document n° 4191). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier la loi du 9 avril 1947 relative aux indemnités des

maires et adjoints, p. 2106 (Document n° 3931).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippe Gerber tendant à ajouter un article complémentaire à la loi du 9 avril 1947 modifiant l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonction des maires et adjoints, p. 1183 (Document n° 401).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2809 (Document n° 4282).

— Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 4211 (Document n° 4770). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 4499 (Document n° 4908). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Schaff, p. 5159 (Document n° 5111). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Schaff, p. 6260 (Document n° 5391). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Pierre Truffaut, p. 6261 (Document n° 5392). — Discussion, p. 6591; adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et la loi n° 47-655 du 9 avril 1947 relatives aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints*, p. 6592.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3172 (Document n° 971).

— Dépôt du rapport par M. Valentin-Pierre Vignard, p. 3227 (Document n° 982). — Discussion, p. 3278; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3280.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6900 (Document n° 5342). — Rapporteur M. Yves Fagon et adoption du projet de loi avec modifications, p. 6920 (Loi n° 48-1526 du 29 septembre 1948, J. O. du 1^{er} octobre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation du territoire de Lihre rattaché à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie, p. 2165 (Document n° 3917).

— Dépôt du rapport par M. Benchenouff, p. 4597 (Document n° 5048). — Discussion, p. 7309; adoption, p. 7400.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3552 (Document n° 46, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à obliger les employeurs à accorder aux salariés membres d'un conseil municipal le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ainsi qu'aux commissions qui en dépendent, p. 4122 (Document n° 4879) (*rectifié*), p. 5501). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 6173 (Document n° 5353). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme Francine Lefebvre, p. 7963 (Document n° 5921).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à rendre obligatoire la création de commissions spécialisées auprès des conseils municipaux dans les villes de plus de 9.000 habitants, p. 146 (Document n° 48).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 362 (Document n° 3211).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à diviser le territoire de la commune de Marseille en quatorze cantons et la création d'un canton comprenant les communes d'Allauch et de Plan-de-Cuques, p. 1026 (Document n° 5526).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel tendant à modifier l'article 143 de la loi du 5 avril 1884 fixant le montant des emplacements communaux pouvant être autorisés par les préfets ou sous-préfets, p. 6868 (Document n° 5321).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Guillon tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, p. 7249 (Document n° 5660).

Administration départementale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cudenet relative au renouvellement des conseils généraux, p. 6858 (Document n° 5524). — Débat sur la recevabilité de la demande de discussion d'urgence, p. 6858; adoption, au scrutin, de la demande, p. 6862. — Dépôt de rapport par M. Cordou-

nier (Document n° 5529) et discussion, p. 6664; adoption, au scrutin, p. 6668.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3292 (Document n° 1010). — Dépôt du rapport par M. Serge Lefranc, p. 3310 (Document n° 1011). — Discussion, p. 3333, 3340, 3346; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 3351 (rectificatif, p. 3474).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6920 (Document n° 5546). — Rapporteur M. Denis Cordonnier et discussion, p. 6920; adoption, p. 6928 (Loi n° 48-1460 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Foulupt-Espéraber relative à la formation du conseil général et aux élections cantonales, p. 5631 (Document n° 5235). — Discussion sur la compétence de la commission, p. 5892, et renvoi, au scrutin, à la commission, p. 5893. — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 6099 (Document n° 5334). — Discussion, p. 6139, 6161. — Suite de la discussion, p. 6181, 6212; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 6221 (rectificatif, p. 6397).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2783 (Document n° 895). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 2972 (Document n° 937). — Discussion, p. 2973, 2989, 3112, 3137; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 3112.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6700 (Document n° 5490). — Rapporteur M. Valentino et discussion, p. 6834, 6837, 6839, 6854, 6856; renvoi à la commission, p. 6868.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Dreyfus-Schmidt sur: 1° le projet de loi relatif à l'organisation départementale; 2° les propositions de loi: a) de M. Auguet relative à l'organisation départementale; b) de M. de Tinguy tendant à réorganiser l'administration départementale dans le cadre de la réforme administrative (nos 1391, 1893, 2311), p. 3721 (Document n° 4618). — Dépôt d'un avis de la commission de la réforme administrative par M. Foulupt-Espéraber, p. 5558 (Document n° 5213).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la déconcentration administrative, p. 1482 (Document n° 3705).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux élections cantonales, p. 5352 (Document n° 5156).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desjardins tendant à faire procéder à une élection générale pour tous les conseillers généraux, p. 2351 (Document n° 4066).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Grimal relative à l'élection des conseillers généraux, p. 2476 (Document n° 892).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5939 (Document n° 5295).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Noël tendant à faire élire les conseillers généraux suivant le principe de la représentation proportionnelle, p. 6839 (Document n° 5513).

Administration préfectorale. — V. Administration départementale. — Administration de la ville de Paris et du département de la Seine.

Administrations publiques. — V. Interpellations n° 453. — Loyers (locaux administratifs). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 9.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) en vue du regroupement des services administratifs, p. 4860 (Document n° 4990). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 6096 (Document n° 5319). — Discussion, p. 6108; adoption, p. 6114.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2640 (Document n° 835). Lecture du rapport par M. Dorrey et discussion, p. 2937; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2938.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6458 (Loi n° 48-1105 du 9 septembre 1948, J. O. du 10 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Fagon relative à l'organisation administrative, p. 2106 (Document n° 3915). — Dépôt du rapport par M. Fagon, p. 3652 (Document n° 4608).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski relative à la réforme des méthodes administratives d'approvisionnement d'achats et de règlement des matériels des départements ministériels, p. 3601 (Document n° 4532).

Assemblée nationale. — Désignation de candidats pour la commission de la réforme administrative, p. 535, 631, 1030, 2323, 2689, 5076, 6377, 7252 (rectificatif, p. 5160). — Nomination de membres, p. 581, 775, 1218, 2183, 2752, 2896, 5188, 6732, 7302.

Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — V. Elections.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Yves Fagon sur le projet de loi tendant à compléter l'article 4 du décret-loi du 10 septembre 1926 (n° 2987), p. 1677 (Document n° 3736). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi tendant à compléter l'article 4 du décret du 10 septembre 1926 relatif à l'organisation de l'administration préfectorale* », p. 2298.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1101 (Document n° 361). — Dépôt du rapport par M. Georges Marrane, p. 1350 (Document n° 481). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1445.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3411 (Loi n° 48-1003 du 23 juin 1948, J. O. du 21 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine, déjà modifiée par la loi n° 47-589 du 4 avril 1947, p. 2605 (Document n° 4195). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 3601 (Document n° 4585). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 4499 (Document n° 4907). — Adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 modifiée par la loi n° 47-589 du 4 avril 1947, relative aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine* », p. 4728.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1968 (Document n° 726). — Dépôt du rapport par M. Trémintin, p. 1977 (Document n° 752). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2113.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5284 (Loi n° 48-1279 du 17 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Adoption. — V. Code civil. — Noms patronymiques.

Aéro-clubs. — V. Education physique et sports.

Aéronautique. — V. Education physique et sports. — Pensions et retraites. — Transports et voies de communication.

Aéronautique civile. — V. Interpellation n° 31. Transports et voies de communication.

Aéronautique marchande. — V. Transports et voies de communications (transports aériens).

Affaires économiques (Ministère. — Secrétaire d'Etat).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant, dans le cadre de la réforme administrative, à l'institution d'un ministère des affaires économiques, et à la réforme de l'administration économique française, p. 3771 (Document n° 4613).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrand tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réorganisation des services du ravitaillement général, sous forme d'une direction unique

rattachée au secrétariat d'Etat aux affaires économiques, p. 7041 (Document n° 5572). — Dépôt du rapport par Mme Degrand, p. 7410 (Document n° 5727).

Affaires étrangères (Ministère).

POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Landry sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.770.000 francs pour le fonctionnement de la nouvelle ambassade de Karachi et de la délégation française au conseil de tutelle. (N° 916, année 1947.), p. 111 (Document n° 37). — Discussion, p. 196; adoption, p. 197.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 362. — (Loi n° 48-193 du 7 février 1948, J. O. du 8 février 1948).

Affichage. — V. Discours.

Afrique équatoriale française. — V. France d'outre-mer.

Afrique du Nord. — V. Pensions et retraites (anciens combattants). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 43, 84.

Afrique occidentale française. — V. France et territoires d'outre-mer.

Agence coopérative d'information. — Agence de presse. — V. Presse.

Agence Havas. — V. Interpellation n° 26.

Agences postales. — V. Postes, télégraphes et téléphones.

Agences de voyage. — V. Postes, télégraphes et téléphones (distributions postales).

Agents des chemins de fer. — V. Légion d'honneur. — Pensions et retraites. — Postes (personnel). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 45. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Agriculture. — V. Allocations familiales. — Armées (congé et permissions). — Assurances sociales. — Caisse nationale des calamités agricoles. — Calamités publiques. — Code de la route. — Code du travail (congé, salaires). — Combustibles liquides et dérivés. — Crédit public, emprunt de l'Etat. — Départements, villes et communes. — Dommages de guerre. — Economie et finances (redressement). — Electricité (forces hydrauliques). — Enquêtes parlementaires. — Enregistrement. — Impôts (prélèvements, revenus). — Interpellations n° 30, 71, 129. — Loyers (baux ruraux). — Monnaie. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 11, 36, 53, 56 (Conseil de la République) n° 15. — Propriété foncière. — Sociétés coopératives agricoles. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

BLÉ, CÉRÉALES, FARINE ET PAIR

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de loi de M. Thiriet tendant à modifier l'article 10 de la loi validée n° 11, du 8 juin 1944, instituant un fonds de garantie des risques de guerre sur stocks de céréales et de farines, p. 3935.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1780 (Document n° 658). — Dépôt du rapport par M. Paumelle, p. 2615 (Document n° 877). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2921.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6120 (Loi n° 48-1396 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Boutard sur la proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour sauvegarder les récoltes contre les incendies (n° 2503), p. 5300 (Document n° 5195). — Adoption, p. 6017.

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Bossanne tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour assurer à tous les Français une qualité de pain uniforme (n° 341, année 1947), p. 202.

— Retrait d'une proposition de résolution de M. André Dulin tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre en vue d'assurer aux Français le pain quotidien d'ici la soudure 1947 (n° 35, année 1947), p. 1435.

— Retrait d'une proposition de résolution de M. Charles Morel tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux producteurs de blé (n° 49, année 1947), p. 1515.

— Retrait d'une proposition de résolution de M. Tognard tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour collecter et mettre à la disposition des agriculteurs sinistrés les blés indispensables aux semailles d'automne (n° 67, année 1947), p. 1435.

— Retrait d'une proposition de résolution de M. Mammouat tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures d'urgence pour fournir aux cultivateurs les semences nécessaires aux emblavements d'automne 1947 et de printemps 1948 (n° 663, année 1947), p. 1435.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Vermeersch tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'attribution d'une carte de pain supplémentaire aux familles de trois et quatre enfants et à attribuer un supplément de pain aux familles de deux enfants, p. 2186 (Document n° 3964). — Discussion d'urgence, p. 2312; rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 2314.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Marcelle Ruineau tendant à inviter le Gouvernement à maintenir aux tuberculeux en convalescence dans leur foyer la ration de pain à 450 grammes par jour, p. 2521 (Document n° 4119). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 3652 (Document n° 4692). — Adoption, p. 3885.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à porter, à dater du 4^{er} juillet 1948, la ration de pain à 350 grammes et à en améliorer la qualité en ramenant le taux de blutage à 85 p. 100, p. 4007 (Document n° 4729). — Lecture du rapport par M. Maurice Genest, p. 4184; discussion, p. 4182. — Suite de la discussion, p. 5113; adoption, au scrutin, p. 5117.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jarric tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la politique céréalière, p. 1350 (Document n° 477). — Dépôt du rapport par M. Jayr, p. 1528 (Document n° 566). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Tognard, p. 1619 (Document n° 591). — Discussion, p. 1654, et adoption, p. 1657.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moussu modifiant la loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947 et de 1948, p. 2551 (Document n° 4136). — Dépôt du rapport par M. Castéra, p. 5552 (Document n° 5149). — Demande de discussion d'urgence, p. 5729; rejet, au scrutin, de la demande, p. 6793.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à fixer pour la campagne 1947-1948 la prime d'encouragement à l'hectare pour le blé et le seigle à un taux égal à la valeur de deux quintaux de blé, p. 682 (Document n° 3348). — Dépôt d'un rapport de M. Jean Masson sur les propositions de loi: 1^o de M. David tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-4326 du 4^{er} juillet 1947 encourageant la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947-1948; 2^o de M. Dulin, conseiller de la République, tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-4326 du 4^{er} juillet 1947 par la fixation à deux quintaux à l'hectare emblavé de la prime d'encouragement et par l'établissement d'une prime supplémentaire d'un quintal par hectare ensemené en sus des emblavements de l'an dernier; 3^o de M. Castéra tendant à fixer pour la campagne 1947-1948 la prime d'encouragement à l'hectare pour le blé et le seigle à un taux égal à la valeur de deux quintaux de blé; 4^o de M. Waldeck Rochet tendant à fixer pour la campagne 1947-1948 la prime d'encouragement à l'hectare pour le blé et le seigle à un

taux égal à la valeur de deux quintaux de blé (nos 2515, 2557, 2595, 3348), p. 1769 (Document n° 3898).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la suppression de toutes les taxes sur l'avoine pour la partie de ce produit vendue au marché libre, p. 226 (Document n° 3153). — Dépôt du rapport par M. Genest, p. 1966 (Document n° 3847).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles qui en feront la demande une quantité d'avoine égale en poids à la quantité de blé qu'ils auront à livrer au ravitaillement concernant la prochaine récolte, p. 3242 (Document n° 4164). — Dépôt du rapport par M. Pirot, p. 4211 (Document n° 4772) (rectificatif, p. 4385).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à accorder une bonification de 300 francs par quintal de blé aux producteurs des départements dont le rendement moyen est inférieur à 12 quintaux et de 150 francs pour ceux dont le rendement se situe entre 12 et 16 quintaux maximum, p. 5059 (Document n° 5092).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe tendant à la fixation du prix de base du blé servant au calcul du prix des fermages, p. 5075 (Document n° 5098).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Caillaud tendant à instaurer l'échange en nature blé-pain, p. 7117 (Document n° 5622).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe tendant à l'abrogation des actes dits lois du 18 septembre 1940 et du 11 juin 1941, ainsi que de la circulaire ministérielle du 6 octobre 1947, et réinstituant l'échange en nature blé-pain, p. 7285 (Document n° 5667).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Thorral tendant à rendre libres l'achat, la vente et le transport de l'avoine, p. 7833 (Document n° 5884).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à rendre la liberté sur le marché des céréales secondaires, p. 8181 (Document n° 5931).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Brion tendant à porter la ration de pain à 350 grammes dès le 15 juillet 1948, p. 1828 (Document n° 671). — Demande de discussion immédiate, p. 1845 et rejet, au scrutin, de la demande, p. 1846.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique, sur la proposition de loi de M. Bougrain tendant à modifier la réglementation du marché des céréales secondaires (n° 1922), p. 3498 (Document n° 4549). — Dépôt du rapport par M. Gérard Vée, p. 4572 (Document n° 4939).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Galicier tendant à inviter le Gouvernement à attribuer chaque mois à tout Français, à toute Française un demi-kilogramme de farine en plus de la ration normale de pain et de farine de régime, p. 2525 (Document n° 4136).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fredet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer dans le plus bref délai possible la qualité de la farine et du pain, p. 3498 (Document n° 4543).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Moussu tendant à modifier la réglementation du marché des céréales secondaires, p. 4490 (Document n° 4916).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté sur le marché des céréales secondaires, p. 4625 (Document n° 4960).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Doyen tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de pain des jeunes de cinq à vingt ans, p. 4755 (Document n° 4985).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juge tendant à inviter le Gouvernement à porter, à dater du 1^{er} août 1948, la ration de

pain à 350 grammes et à en améliorer la qualité en ramenant le taux de blutage à 85 pour 100, p. 4993 (Document n° 5075).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roulon tendant à inviter le Gouvernement à instituer en faveur des vieux « économiquement faibles », retraités, allocataires ou petits rentiers: 1^o une augmentation de la ration de pain; 2^o une carte spéciale leur permettant l'acquisition de cette ration à un prix inférieur au prix actuel, p. 6869 (Document n° 5525).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Forcinat tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la carte de pain, p. 6950 (Document n° 5532).

CALAMITÉS AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Llanto tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de deux milliards de francs en vue de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles qui se sont produites en 1948, p. 3115 (Document n° 4529).

Conseil de la République. — Discussion: 1^o de la proposition de résolution de M. Boisrond, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de Loir-et-Cher dont les récoltes ont subi de très graves dommages par suite de chutes de grêle; 2^o de la proposition de résolution de M. Rofinal, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs de l'Indre, victimes de la grêle; 3^o de la proposition de résolution de M. André-Bossanne, tendant à inviter le Gouvernement à distribuer d'urgence des secours et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a ravagé, le 19 juillet 1947, les communes de Saint-Donat-sur-l'Herbasse, Clérieux, Saint-Bardoux, Charros-Carson (Drôme) et les communes limitrophes; 4^o de la proposition de résolution de M. Léo Hamon, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une allocation de secours aux sinistrés de la rue Montcaim; 5^o de la proposition de résolution de M. Jarric, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle et d'orages dans le département du Gard; 6^o de la proposition de résolution de M. Chambrard, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les habitants de certaines communes de la Haute-Loire et du Cantal dont les récoltes et les biens ont subi des dommages importants du fait de l'orage de grêle du 5 août 1947, p. 202; rejet, au scrutin, des propositions de résolution, p. 204.

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Paul Fourré, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs et agriculteurs, ainsi que tous les habitants de la ville d'Auxerre et des communes avoisinantes victimes de l'ouragan qui s'est abattu sur une partie de la région de la vallée de l'Yonne le 4 août 1947 (n° 569, année 1947), p. 1210.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pournadère, tendant à inviter le Gouvernement à porter secours aux agriculteurs de l'Arège, victimes d'un violent orage de grêle, qui s'est abattu dans la région le 19 avril, p. 2199 (Document n° 3981).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lalle, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la Côte-d'Or victimes d'un violent ouragan de grêle le 10 mai 1948, p. 2548 (Document n° 4172).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un certain nombre d'avantages aux agriculteurs des communes de Bedarrides, Sarrigans, Loriol, Carpentras et Montoux à la suite de l'orage de grêle du 16 mai 1948, p. 2931 (Document n° 4345).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hubert Ruffe, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la grêle et de l'ouragan qui a sévi en Lot-et-Garonne le 28 mai 1948, p. 3125 (Document n° 4410).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Daladier, tendant à inviter le Gouverne-

ment à secourir les agriculteurs du Vaucluse, victimes des orages des 8 et 16 mai 1948, p. 3363 (Document n° 4499).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Couston, tendant à inviter le Gouvernement à intervenir efficacement dans l'intérêt matériel des populations sinistrées par les orages de grêle, les 8, 13, 16 mai et 23 juin, sur les territoires de Montoux, Sarrasins, Bedarrides, Lorient, du Comtat, Courthézon, Châteauneuf-du-Pape, Morières, certaines communes de l'arrondissement d'Apt et quelques autres points des départements, p. 3799 (Document n° 4616).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Boulard, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs sinistrés dans le département d'Indre-et-Loire, p. 6006 (Document n° 5326).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à dédommager les agriculteurs, viti-culteurs et maraîchers de la Haute-Garonne, victimes des calamités agricoles au cours de l'année 1948, p. 6260 (Document n° 5389).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour indemniser les cultivateurs du département du Loiret sinistrés au cours de l'été 1948, p. 7589 (Document n° 5806) (rectificatif, p. 7966).

Voir également à la rubrique : *Calamités publiques*.

CHERTEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Amiot tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des agriculteurs français une partie des stocks de harnachements existants, p. 1026 (Document n° 3531). — Retrait de la proposition de résolution, p. 4718.

— Dépôt d'un rapport de M. Lalle sur la proposition de résolution de M. Philippe Moirin tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser l'élevage des chevaux. (N° 916), p. 681 (Document n° 3312).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à abroger le décret n° 47-1973 relatif à la passation des engagements de livraison de bétail, p. 1871 (Document n° 3832).

CRÉDIT AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lalle sur la proposition de loi de M. Séro, conseiller de la République, tendant à modifier certains articles de l'ordonnance du 17 octobre 1944 relative à l'attribution de prêts par le crédit agricole mutuel pour la reprise de l'activité agricole. (N° 2557.), p. 750 (Document n° 3376). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Lalle, p. 3112 (Document n° 4518). — Adoption de la proposition de loi, p. 4280.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1906 (Document n° 707). — Dépôt du rapport par M. Robert Gravier, p. 1976 (Document n° 737). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2152.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5351 (Loi n° 48-425 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurenti tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide financière temporaire sous forme de prêt consenti aux producteurs de fleurs et plantes à parfum, afin de sauver une production nationale gravement menacée, p. 1619 (Document n° 600). — Dépôt du rapport par M. Laurenti, p. 1832 (Document n° 678). — Adoption, p. 1989 (rectificatif, p. 2143).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux producteurs de fleurs et plantes à parfum d'obtenir une avance exceptionnelle de la caisse nationale du crédit agricole, p. 3563 (Document n° 4677). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 4269 (Document n° 4799). — Discussion, p. 4421. — Suite de la discussion, p. 4495 et rejet, au

scrutin, de la proposition de résolution, p. 4496.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Olmi sur la proposition de loi de M. Pleven, tendant à modifier le décret-loi du 29 avril 1940, modifié par la loi du 7 mai 1946, portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricoles (n° 2650), p. 4159 (Document n° 3588).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions annexées au décret du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit agricole, p. 5849 (Document n° 5284).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Degoutte, tendant à autoriser la Banque de France à faire à l'Etat une avance exceptionnelle de 100 milliards de francs destinés à aider au financement de la récolte de blé, p. 3551 (Document n° 4551).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Asseray relative au crédit mutuel, p. 3723 (Document n° 4628).

ÉQUIPEMENT RURAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armand de Baudry d'Asson, tendant à faciliter le financement de l'équipement rural, p. 2198 (Document n° 4008).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. le colonel Félix, tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, toutes les mesures utiles pour équiper de pneumatiques les véhicules agricoles livrés aux cultivateurs, p. 6396 (Document n° 5101).

EXPLOITATIONS AGRICOLES
MISE EN VALEUR DES TERRES

Assemblée nationale. — Adoption d'un projet de loi introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la loi du 9 mars 1941, validée et modifiée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, sur la réorganisation foncière et le remembrement, après modification du titre : « *Projet de loi introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 9 mars 1941, validée et modifiée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement* », p. 66.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 102 (Document n° 27). — Dépôt du rapport par M. Robert Gravier, p. 211 (Document n° 91). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 490.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4158 (Loi n° 48-404 du 10 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi tendant à maintenir en vigueur jusqu'au 30 juin 1948 les dispositions de l'article 19 de l'ordonnance n° 45-2063 du 8 septembre 1945 concernant l'aide de l'Etat aux agriculteurs sinistrés (n° 2971), p. 177.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. de Sesmaisons sur la proposition de loi de M. Croizier, tendant à restituer aux anciens agriculteurs expropriés les terrains d'aviation militaire désaffectés (n° 919, rapport 1377, premier rapport supplémentaire 2109), p. 750 (Document n° 3377).

— Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Baragè, p. 3724 (Document n° 3636). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. de Sesmaisons, p. 4270 (Document n° 4826). — Adoption après modification du titre : *Proposition de loi relative à la dévolution des terrains d'aviation militaires désaffectés*, p. 777.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3614 (Document n° 93, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lucas sur : 1^o la proposition de loi de M. Lenormand, tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale; 2^o la proposition de loi de M. Itahout, tendant à permettre l'établissement de jeunes foyers d'agriculture en empêchant le cumul des exploitations (n° 926-2610), p. 922

(Document n° 3165). — Discussion, p. 2926. — Renvoi à la commission, p. 2931. — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Defos du Rau, p. 7172 (Document n° 5751). — Suite de la discussion, p. 7635, 7670; adoption au scrutin, après modification du titre : « *Proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles* », p. 7691.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3635 (Document n° 82, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à constater la nullité du paragraphe 2 de l'article 4 de l'acte dit loi n° 284 du 23 mai 1943 assurant l'exploitation des terres abandonnées, incultes ou insuffisamment cultivées et portant réquisition et emploi de la main-d'œuvre agricole, modifiant et complétant la loi n° 5384 bis du 31 décembre 1941 et les lois n° 304 du 19 février 1942 et n° 669 du 4 septembre 1942, p. 6121 (Document n° 5115).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à la révision des actes de concession consentis en vertu de la loi du 27 août 1940 sur la mise en culture des terres abandonnées, p. 866 (Document n° 3429).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent tendant à limiter le nombre des domaines agricoles mis en valeur par un même exploitant et à faciliter l'installation à la terre des jeunes agriculteurs, p. 3000 (Document n° 4350) (rectificatif, p. 3243).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lenormand tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale, p. 3412 (Document n° 4508).

FRUITS ET LÉGUMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazier tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue d'enrayer la crise agricole qui menace certaines régions, notamment les régions productrices de pommes de terre et légumes, p. 8317 (Document n° 6051).

HABITATIONS RURALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par Mme Boulard sur la proposition de loi de M. Paumier tendant à augmenter la participation financière de l'Etat relative à la restauration de l'habitat rural et à compléter la loi du 21 novembre 1940 (n° 2953 rectifié), p. 2199 (Document n° 4005).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à modifier le taux de la participation financière de l'Etat aux travaux collectifs ou privés ayant pour objet l'amélioration de l'habitat rural, p. 2606 (Document n° 4155).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent relative aux foyers ruraux, p. 3822 (Document n° 4663).

JARDINS OUVRIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, p. 1616 (Document n° 3717). — Adoption, p. 1808.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 780 (Document n° 237). — Lecture du rapport par M. Menu, p. 803; adoption, p. 804.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1965 (Loi n° 48-482 du 21 mars 1948, J. O. du 25 mars 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dumas, tendant à modifier la loi du 21 mars 1948, relative à la législation sur les jardins ouvriers, p. 1918 (Document n° 664).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4298 (Document n° 4344).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gautier portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiée par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948, portant co-

dification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, p. 7249 (Document n° 5659).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest, tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement de la production laitière, p. 750 (Document n° 3386); retrait de la proposition de loi, p. 921.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Hélène Le Jeune, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer immédiatement une ration de beurre aux consommateurs de toutes catégories dans la région parisienne et les centres urbains, p. 1218 (Document n° 3615). — Dépôt du rapport par Mme Hélène Le Jeune, p. 2199 (Document n° 3985). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer régulièrement une ration de beurre aux consommateurs de toutes catégories dans la région parisienne et les centres urbains », p. 3698.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un supplément d'un quart de litre de lait cru aux vieillards, p. 3212 (Document n° 4463). — Dépôt du rapport par M. Genest, p. 4270 (Document n° 4819). — Adoption, p. 4535.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Ginollin, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux catégories J et A 200 grammes de beurre en remplacement des 200 grammes de margarine, p. 3039 (Document n° 4365). — Dépôt du rapport par M. Genest, p. 3652 (Document n° 4601). — Adoption, p. 3985.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lucas sur la proposition de loi de M. Bocquet, tendant à modifier la loi du 13 avril 1916, relative à l'organisation du ravitaillement en lait et en produits laitiers (n° 2482), p. 922 (Document n° 3166).

— Dépôt d'un rapport par M. Guilbert sur la proposition de loi de M. Deixonne relative à la conservation du lait (n° 2193), p. 2385 (Document n° 4053). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement, p. 4270 (Document n° 4830).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Recy, tendant à abroger l'ordonnance n° 45-1580 du 17 juillet 1945 portant création d'un service provisoire de l'économie laitière, l'ordonnance n° 45-1581 du 17 juillet 1945 sur le ravitaillement en lait et produits laitiers et permettant le retour à la loi du 2 juillet 1935, sous réserve de certaines modifications, afin d'accorder à l'économie laitière une plus grande liberté, p. 5500 (Document n° 5196).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouchet, tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté aux produits laitiers et à assurer une ration normale de lait aux enfants, vieillards et invalides, p. 2385 (Document n° 4081).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Hélène Le Jeune, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux enfants, aux jeunes et aux vieillards de province, la même quantité de lait qu'aux ayants droit de la région parisienne, p. 5069 (Document n° 5073).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Denise Ginollin, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions permettant d'assurer le ravitaillement en lait de la région parisienne et des grands centres, afin que les rations des catégories A et V soient au moins honorées, p. 7555 (Document n° 5803).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Dulin, tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour relever le niveau de notre production laitière en vue de couvrir les besoins des consommateurs et plus particulièrement des enfants des grandes villes en lait de qualité, p. 4190 (Document n° 403). — Dépôt du rapport par M. Dulin, p. 4690 (Document n° 627).

MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Brettes sur la proposition de résolution de MM. Liénard et Bossanne tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'immigration d'une main-d'œuvre agricole qualifiée (n° 315, année 1947), p. 1711 (Document n° 637). — Discussion, p. 1932, 1911; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 1952.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Mouchet tendant à inviter le Gouvernement à maintenir à l'agriculture 60 p. 100 des effectifs de prisonniers de guerre allemands ou anciens prisonniers de guerre devenus travailleurs libres, p. 4122 (Document n° 4895).

MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Zunino sur la proposition de loi de M. Barel tendant à décréter gratuite et obligatoire la vaccination des animaux (ovins et caprins) dans les départements du Sud-Est de la France dont les communes sont contaminées par la fièvre de Malte (n° 4376), p. 3721 (Document n° 4626). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution relative à la prophylaxie contre la fièvre de Malte », p. 4280.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juge tendant à inviter le Gouvernement: 1° à renforcer les mesures préventives contre la fièvre aphteuse par l'installation dans chaque département de services de vaccination; 2° faire bénéficier d'un dégrèvement sur l'impôt foncier les cultivateurs dont le cheptel a été atteint par la fièvre aphteuse, p. 2524 (Document n° 4122).

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rétablir et à organiser l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, p. 3125 (Document n° 4429). — Dépôt du rapport par M. Terpend, p. 5850 (Document n° 5281). — Discussion, p. 7096; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 7075 (rectificatif, p. 7201).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3180 (Document n° 4, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Le Goff, p. 3632 (Document n° 75, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à abroger le décret n° 48-815 du 2 mai 1948 relatif à la création de comités agricoles régionaux, p. 3723 (Document n° 4633).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dulin portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, p. 3510 (Document n° 35, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7471 (Document n° 5770).

RÉGIME ET DURÉE DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Discussion en deuxième lecture d'une proposition de loi tendant à régler le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, p. 4248; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 4254 (rectificatif, p. 4361) (Loi n° 48-401 du 11 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann relative à l'obligation de l'arrachage des pieds de houblons mâles dans les régions houblonnières, p. 2605 (Document n° 4151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à laisser aux communes du département du Bas-Rhin la pleine propriété des appareils de vaporisation pour la destruction des doryphores de la pomme de terre, p. 4211 (Document n° 4787).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à aider le groupement de défense contre les parasites des cultures, p. 7058 (Document n° 5609).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 20 millions de francs pour la lutte contre la fourmi d'Argentine, p. 8181 (Document n° 6000).

TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET D'AMÉLIORATION AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Furaud sur le projet de loi ayant pour objet de valider, en complétant certaines de ses dispositions, l'acte dit loi n° 4834 du 30 novembre 1941 relatif à l'aménagement et l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche (n° 813), p. 2448 (Document n° 4102). — Adoption, p. 3153 (rectificatif, p. 3602).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1563 (Document n° 574). — Dépôt du rapport par M. Noval, p. 2221 (Document n° 808). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2553.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6100 (Document n° 5328). — Dépôt du rapport par M. Finaud, p. 6261 (Document n° 5393). — Adoption, p. 7567 (Loi n° 48-1993 du 31 décembre 1948, J. O. du 2 janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hugues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures administratives et financières destinées à assurer la reprise des travaux d'équipement réalisés par le génie rural, p. 3126 (Document n° 4401). — Dépôt du rapport par M. Olmi, p. 5352 (Document n° 5116).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurent tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention en capital de 300 millions de francs au syndicat intercommunal de l'Estéron et du Var inférieur (Alpes-Maritimes) pour permettre l'exécution complète des travaux d'irrigation commencés, p. 1690 (Document n° 628). — Dépôt du rapport par M. Laurenti, p. 1976 (Document n° 738). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Landaboure, p. 2190 (Document n° 796).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel accordant une subvention en capital de 300 millions de francs au syndicat intercommunal de l'Estéron et du Var inférieur (Alpes-Maritimes) pour permettre l'exécution complète de travaux d'irrigation commencés, p. 3822 (Document n° 4653).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. P. Ribeyre relative au financement des travaux d'équipement rural, p. 6099 (Document n° 5329).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Citerne tendant à inviter le Gouvernement à remédier à la situation critique des marais des vallées de la Sèvre, du Mignon et des Aulises, p. 3001 (Document n° 4331).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. P. Ribeyre tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté interministériel du 25 février 1948 relatif au financement de l'équipement rural, p. 6099 (Document n° 5330).

Agriculture (Ministère).

EAUX ET FORÊTS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vieljeux tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 13 janvier 1948 de façon à établir l'identité des indices de fin de carrière des conservateurs des eaux et forêts et des ingénieurs en chef des différents grands corps techniques, p. 1350 (Document n° 483).

HARAS (ADMINISTRATION)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en place le person-

nel et le cadre actuel de l'administration des haras, p. 1218 (Document n° 3606). — Dépôt du rapport par M. Gros, p. 3601 (Document n° 4579).

SERVICES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lalle tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 18-78 du 13 janvier 1948 relatif au classement hiérarchique des emplois permanents de l'Etat en vue d'accorder aux fonctionnaires des services agricoles les indices applicables aux autres services du ministère de l'Agriculture et notamment aux fonctionnaires des eaux et forêts, p. 362 (Document n° 3209).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson relative à la fixation de la place dans la hiérarchie administrative des emplois occupés par les fonctionnaires des services agricoles départementaux, p. 1285 (Document n° 3619) (rectificatif, p. 1771).

SERVICES VÉTÉRINAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Brune tendant à la création, au ministère de l'Agriculture, d'un centre national des recherches vétérinaires doté de l'autonomie financière, p. 3403 (Document n° 1030) (rectificatif, p. 3432).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7011 (Document n° 5554).

Aide à famille. — V. *Allocations familiales.* — *Assistance à la famille.*

Aide sociale. — V. *Bureaux d'aide sociale.*

Air France (Compagnie). — *Transports et voies de communication (transports aériens).*

Alcool. — V. *Débit de boissons.* — *France d'outre-mer.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Alfred Coste-Floret sur les propositions de loi: 1° de M. Hugues tendant à modifier la législation actuelle sur la fabrication et la consommation des boissons alcooliques; 2° de M. Jean-Raymond Guyon tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1910 et 24 septembre 1911 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme (nos 109, 552, 1638), p. 867 (Document n° 3454).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Gondonnier sur: 1° les propositions de loi: a) de M. Hugues tendant à modifier la législation actuelle sur la fabrication et la consommation des boissons alcooliques; b) de M. Jean-Raymond Guyon tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1910 et 24 septembre 1911 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme; c) de M. Lalle, tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de l'acte dit loi du 24 septembre 1911 contre l'alcoolisme; 2° la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à organiser et poursuivre la lutte antialcoolique (nos 333, 409, 552, 1638, 1900, 2263, 3454), p. 1678 (Document n° 3776). — Avis du Conseil économique, p. 2319 (Document n° 4030). — Discussion, p. 2719, 2731; renvoi à la commission des propositions de loi, p. 2714; renvoi à la commission et au scrutin de la proposition de résolution, p. 2743.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de l'acte dit loi du 24 septembre 1911 contre l'alcoolisme, p. 2869 (Document n° 4296). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 3383 (Document n° 4671).

— Dépôt d'un rapport par M. Denis Gondonnier sur la proposition de loi de M. Landry, conseiller de la République, concernant les alcools socialement dangereux (n° 1904), p. 1212 (Document n° 4788).

— Dépôt d'un rapport de M. Lucas sur la proposition de loi de M. Bas tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru (n° 2121), p. 3609 (Document n° 5082).

Alcoolisme. — V. *Alcool.*

Algérie. — V. *Allocations familiales.* — *Assurances sociales.* — *Enfance (protection de l').* — *Interpellations*, nos 5, 43, 45, 46, 49, 50,

55, 80, 151, 183. — *Médecine et professions médicales.* — *Questions orales (Conseil de la République)* nos 12, 13, 14, 17.

ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales pour la désignation des membres de l'Assemblée algérienne, p. 176 (Document n° 3102). — Dépôt du rapport par M. Fontlup-Esperaber, p. 605 (Document n° 3307). — Discussion, p. 613, 675; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 681 (rectificatifs, p. 816, 923).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 250 (Document n° 101). — Lecture du rapport par M. Rogier, p. 311 (Document n° 128); discussion, p. 311; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 328 (rectificatifs, p. 461, 514).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 922 (Document n° 3480). — Dépôt du rapport par M. Fontlup-Esperaber, p. 1124 (Document n° 3553). — Discussion, p. 1135; adoption avec modifications, p. 1142 (rectificatifs, p. 1289, 1361) (Loi n° 48-374 du 4 mars 1948, J. O. du 5 mars 1948).

BANQUE DE L'ALGÉRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification des statuts de la Banque d'Algérie et approbation d'un convention passée entre le Gouvernement général de l'Algérie et la Banque de l'Algérie, p. 7010 (Document n° 5595). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7110 (Document n° 5720). — Discussion, p. 7419; adoption, p. 7455.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3576 (Document n° 53, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 3576 (Document n° 55, 2^e partie). — Dépôt d'un avis de la commission de l'Intérieur par M. Cornu, p. 3608 (Document n° 67, 2^e partie). — Discussion, p. 3634; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3635.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7961.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Alice Sportisse portant fixation des circonscriptions électorales pour la désignation des membres de l'Assemblée algérienne et tendant à modifier, en ce qui concerne les conditions de cette élection, la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut de l'Algérie, p. 226 (Document n° 3156).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier portant modification de l'article 30 du statut organique de l'Algérie (modification du mode d'élection à l'Assemblée algérienne), p. 238 (Document n° 3161).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defferre tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur sa décision créant la circonscription indépendante du Mzab pour les élections à l'Assemblée algérienne, p. 2193 (Document n° 3959).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fayet tendant à inviter le Gouvernement à annuler les opérations électorales des 4 et 11 avril 1948 pour l'Assemblée algérienne et à faire procéder à de nouvelles élections, p. 2317 (Document n° 4013).

CALAMITÉS PUBLIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Djemad tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 5 millions de francs aux familles des victimes de la catastrophe de Kenadza (Oran) et à établir les responsabilités qui en sont à l'origine, p. 2660 (Document n° 4211). — Rapporteur: M. Albert Petit, et discussion, p. 2665; adoption, p. 2661 (rectificatifs, p. 2810).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Djemad tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux familles des victimes du grave accident survenu à Laghouat, p. 6862 (Document n° 5519). — Adoption, p. 6862, 6918.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reneudel tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux victimes de l'explosion de Laghouat des secours,

p. 6862 (Document n° 5529). — Adoption, p. 6862.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 50 millions, en vue de secourir les sinistrés victimes des inondations de Sainte-Barbe-du-Tlélat (département d'Oran), p. 6930 (Document n° 5534). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fayet tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux populations de Sainte-Barbe-du-Tlélat, en Algérie, victimes de graves inondations, des secours en nature et en argent et à prendre des précautions rapides et efficaces pour empêcher le retour de pareilles catastrophes, p. 7168 (Document n° 5612). — Dépôt du rapport par M. Pierre Truffaut, p. 7372 (Document n° 5691). — Adoption, p. 7743.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Fayet tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux populations victimes, en Algérie, de graves inondations, des secours en nature et en argent, p. 626 (Document n° 3320). — Lecture du rapport par M. Cadi Abdekader; discussion et renvoi à la commission, p. 1386.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence les familles des victimes de la catastrophe de Kenadza (Sud-Oranais), p. 2696 (Document n° 4203).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Larrivière tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de Kenadza et à leurs familles, à rechercher les causes de la catastrophe et à en établir les responsabilités, p. 1115 (Document n° 272). — Lecture du rapport par M. Larrivière, p. 1133; adoption, p. 1131.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léon Hamon et des membres de la commission de l'Intérieur tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la catastrophe de Laghouat, p. 3255 (Document n° 1002). — Lecture du rapport par M. Larrivière et adoption, à l'unanimité, p. 3278.

CODE PÉNAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter, par des dispositions pénales, des textes applicables en Algérie, p. 6121 (Document n° 5119).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ahmed Yahia tendant à abroger tous les textes pris en matière pénale, en Algérie, en vertu de l'ordonnance du 22 juillet 1831, p. 1969 (Document n° 730).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4896 (Document n° 5012).

CONSTITUTION. — STATUT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ahmed Yahia tendant à compléter l'article 56 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, p. 2312 (Document n° 840).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5795 (Document n° 5261).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ahmed Yahia tendant à compléter l'article 57 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, p. 2312 (Document n° 841).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5795 (Document n° 5262).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ahmed Yahia tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, p. 2125 (Document n° 854).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5849 (Document n° 5273).

DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gondonnier tendant à inviter le Gouvernement à reprendre par un projet de loi toute décision ou partie

de décision de l'Assemblée algérienne pour laquelle le seul motif du refus d'homologation est fondé sur la violation des articles 9 à 12 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, p. 3179 (Document n° 4538). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 4626 (Document n° 4961). — Adoption, p. 5112.

Assemblée nationale. — Dépôt par M. le ministre de l'intérieur d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée financière algérienne relative au contrôle de l'émission des valeurs mobilières en Algérie, p. 1563 (Document n° 3711). — Dépôt du rapport par M. Robier, p. 3126 (Document n° 4132). — Adoption, p. 3697.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1690 (Document n° 623). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 1976 (Document n° 750). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, **Assemblée nationale.** — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5284. (Loi n° 48-4301 du 21 août 1948, J. O. du 22 août 1948).

— Dépôt d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne sur la compétence des juges de paix, p. 7009 (Document n° 5575). — Dépôt du rapport par M. Fonlupt-Esperaber, p. 7963 (Document n° 5893).

— Dépôt d'un refus d'homologation de décisions de l'Assemblée algérienne portant : 1° modification de la décision n° 48-027 de l'Assemblée financière, réglant le budget de l'Algérie pour l'exercice 1948 et diverses dispositions d'ordre fiscal; 2° ouverture de crédits spéciaux et extraordinaires d'exercices clos et d'exercices périmés; 3° ouverture de crédits spéciaux et extraordinaires d'exercices clos et d'exercices périmés; 4° ouverture sur le budget annexe des postes, télégraphes et téléphones de l'Algérie de crédits spéciaux et extraordinaires d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 7009 (Document n° 5578). — Dépôt du rapport par M. Halbout, p. 8182 (Document n° 5978).

— Dépôt d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne étendant à l'Algérie les dispositions de l'acte dit « loi n° 204 du 22 mai 1944 » rendant obligatoire la déclaration des levées de mesures géophysiques et celles de certains travaux comportant exploration du sous-sol ainsi que les dispositions du décret n° 1166 du 22 mai 1944 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi, p. 7009 (Document n° 5576).

— Dépôt d'un refus d'homologation de décisions de l'Assemblée algérienne : 1° créant auprès de la radiodiffusion d'Algérie un organisme dénommé comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie; 2° tendant à porter de 8 à 12 le nombre des délégués à l'Assemblée algérienne appelés à siéger au comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie, p. 7009 (Document n° 5577).

— Dépôt d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne relative au contingentement des moulins et à l'organisation professionnelle de l'industrie meunière en Algérie, p. 7009 (Document n° 5579).

— Dépôt d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne autorisant la révision des baux à ferme en Algérie, p. 7009 (Document n° 5580).

— Dépôt d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne portant extension à l'Algérie de la loi validée n° 722 du 28 juillet 1942 relative aux baux à loyers d'immeubles détruits ou endommagés par suite d'actes de guerre, p. 7009 (Document n° 5581).

FORTIFICATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement d'une partie des fortifications de la place d'Orléansville (Algérie), p. 866 (Document n° 3145). — Dépôt du rapport par M. Mekki, p. 5939 (Document n° 5288). — Adoption, p. 6572.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2967 (Document n° 931). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 3063 (Document n° 954). — Dépôt d'un deuxième rapport par M. Rogier, p. 3516 (Document n° 38, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3633.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7961 (Loi n° 48-1981 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement partiel de la place de Tlemcen, p. 1025 (Document n° 3511). — Dépôt du rapport par M. Mekki, p. 1617 (Document n° 3711). — Adoption, p. 2298.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1101 (Document n° 358). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 1419 (Document n° 499). — Discussion, et adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1565.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3821 (Loi n° 48-1081 du 7 juillet 1948, J. O. du 8 juillet 1948).

LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. d'Aragon sur la proposition de M. Ben Taïeb, tendant à inviter le Gouvernement à garantir la liberté individuelle des musulmans algériens (n° 867), p. 3189 (Document n° 4447). — Adoption, p. 3697.

MANIFESTATIONS CONTRE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet, tendant à abroger les dispositions du décret d'exception du 30 mars 1935, dit décret Régnier, p. 3188 (Document n° 4431). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier, tendant à l'abrogation du décret du 30 mars 1935 réprimant les manifestations contre la souveraineté française en Algérie, p. 3362 (Document n° 4503). — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 29 avril 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret-loi du 30 mars 1935 dit « décret Régnier », p. 2388. — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 4122 (Document n° 4883). — Discussion, p. 6311; adoption à l'unanimité après modification du titre : « Proposition de loi tendant à abroger le décret du 30 mars 1935 dit « décret Régnier », p. 6814.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3245 (Document n° 996). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 3292 (Document n° 1004). — Discussion, p. 3318; adoption de l'avis sur la proposition, p. 3320.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6900 (Loi n° 48-1538 du 1^{er} octobre 1948, J. O. du 2 octobre 1948).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Djennad, tendant à inviter le Gouvernement à libérer immédiatement les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril et à abroger le décret-loi du 30 mars 1935, p. 2317 (Document n° 4042).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Larrivière, tendant à la libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne les 4 et 11 avril 1948 et à l'abrogation du décret-loi du 30 mars 1935, p. 1066 (Document n° 319). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Larrivière, tendant à inviter le Gouvernement à annuler les opérations électorales des 4 et 11 avril 1948 pour l'élection de l'Assemblée algérienne et à faire procéder à de nouvelles élections, p. 1136 (Document n° 379). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. le général Tubert, tendant à l'envoi en Algérie d'une commission d'enquête chargée de faire un rapport d'ensemble sur les faits qui se sont déroulés à l'occasion des élections à l'Assemblée algérienne et sur la situation générale qui en découle, p. 1190 (Document n° 406). — Dépôt du rapport par M. Hocquart, p. 4528 (Document n° 557).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boumendjel, tendant à inviter le Gouvernement à libérer effectivement les emprisonnés politiques arrêtés à l'occasion des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril 1948 et à renoncer à l'application du décret-loi du 30 mars 1935, dit « décret Régnier », p. 1490 (Document n° 511). — Dépôt d'une proposition de résolution

de M. Boumendjel tendant à la désignation d'une commission spéciale à l'effet : 1° de dresser un rapport sur les opérations électorales des 4 et 11 avril 1948 pour l'élection de l'Assemblée algérienne et sur les conséquences de la situation ainsi créée; 2° d'indiquer les mesures qu'il conviendrait de prendre pour sanctionner les abus constatés et éviter leur renouvellement, p. 1528 (Document n° 560), (rectificatif, p. 1596). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ahmed Yahia tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi, tendant à abroger le décret-loi d'exception du 30 mars 1935, dit décret Régnier, réprimant en Algérie les manifestations contre la souveraineté française, p. 1773 (Document n° 618). — Dépôt du rapport de M. Hocquart, p. 1977 (Document n° 753).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ahmed Boumendjel tendant à la désignation d'une commission spéciale d'enquête à l'effet de déterminer et de délimiter les responsabilités dans les événements de mai, juin, juillet 1945 en Algérie, et de définir tels programmes politiques et économiques qu'il conviendra d'appliquer pour assurer la paix sociale, p. 2299 (Document n° 829).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit « loi du 17 mai 1941 » autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie, p. 2105 (Document n° 3918).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchenouf tendant à établir la parité de la représentation des deux collèges au sein des conseils municipaux des communes de plein exercice en Algérie, p. 4336 (Document n° 4856).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchenouf tendant à établir la parité de la représentation des deux collèges au sein des conseils généraux algériens, p. 4336 (Document n° 4857).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boumendjel tendant à établir la parité de la représentation des deux collèges au sein des conseils généraux algériens, p. 1711 (Document n° 633).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4163 (Document n° 4766).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boumendjel tendant à établir la parité de la représentation des deux collèges au sein des conseils municipaux des communes de plein exercice en Algérie, p. 1711 (Document n° 631).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4163 (Document n° 4765).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à instituer l'égalité numérique de représentation des premier et deuxième collèges dans les conseils généraux des départements algériens, p. 1818 (Document n° 666).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4336 (Document n° 4848).

ORGANISATION JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt par M. le ministre de l'intérieur d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée financière algérienne portant institution d'une caisse de retraites et de prévoyance pour les membres des Mahakmas et les ayants des justices de paix d'Algérie, p. 1563 (Document n° 3710). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 3126 (Document n° 4331). — Adoption après modification du titre : « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation d'une décision votée par l'Assemblée financière de l'Algérie au cours de sa session de décembre 1947-janvier 1948 portant institution d'une caisse de retraites et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les ayants des justices de paix d'Algérie », p. 3697.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1690 (Document n° 622). — Dépôt du rapport par M. Vignard, p. 2180 (Document n° 795) (rectificatif,

p. 2255). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2301.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 572. (Loi n° 48-1270 du 17 août 1948, J. O. du 18 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fontplu-Esperaber sur le projet de loi relatif au taux de compétence de diverses juridictions en Algérie (n° 1406), p. 4719 (Document n° 4978). — Adoption, p. 5112 (rectificatif, p. 5551).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2220 (Document n° 805). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 3092 (Document n° 551). — Discussion, p. 3161; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3161.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 609. (Loi n° 48-1461 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Benchehouf sur le projet de loi relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane (n° 2584), p. 4897 (Document n° 5049).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas, p. 6120 (Document n° 5110).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, p. 6121 (Document n° 5118).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Fayet tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 11 août 1944 portant extension de la compétence des juges de paix à compétence étendue d'Algérie, p. 3039 (Document n° 4362). — Dépôt du rapport par M. Mokhtari, p. 4336 (Document n° 4861).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boumendjel tendant à réformer l'organisation des cours d'assises en Algérie, p. 2954 (Document n° 925).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6159 (Document n° 5449).

POUDRES ET EXPLOSIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi abrogeant l'ordonnance du 1^{er} mars 1942 et modifiant celle du 19 mai 1943 relatives à la vente des poudres et explosifs de mine en Algérie, p. 2177 (Document n° 4993). — Dépôt du rapport par M. d'Aragon, p. 3212 (Document n° 4472). — Adoption, p. 3097.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1690 (Document n° 624). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 1977 (Document n° 751). — Discussion, p. 2112; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2113.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5284 (Loi n° 48-1269 du 17 août 1948, J. O. du 18 août 1948).

RÉPARATIONS DE PRÉJUDICES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boumendjel tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes, lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants, en Algérie, p. 1396 (Document n° 512). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 3225 (Document n° 981). — Adoption, p. 3356.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchehouf tendant à l'inscription d'un crédit de 500 millions pour réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes, lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants, en Algérie, p. 4336 (Document n° 4858).

ROUTES

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 30 juillet 1948 tendant à obtenir la participation de la métropole aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Est algérien, particulièrement éprouvé du fait des opérations de guerre sur la Tunisie et l'Italie, p. 5185.

SITUATION ÉCONOMIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bentaieb tendant à inviter le Gouvernement à apporter d'urgence un secours aux populations durement éprouvées du Sud algérien, p. 683 (Document n° 3368). — Lecture du rapport par M. Cadi Abdelkader et discussion, p. 1386; adoption, p. 1387.

Allemagne. — V. *Accidents du travail.* — *Interpellation n° 16.* — *Postes, télégraphes et téléphones (franchise postale, cotis postaux).*

Allocations familiales. — V. *Assurances sociales.* — *Code de commerce.* — *Code du travail (congé).* — *Economies et finances (redressement).* — *Impôts (revenus).* — *Interpellations n° 132.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 25, 31.* — *Trésor (restitution au).*

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant: 1° création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; 2° fixation de ce budget pour le deuxième semestre de l'exercice 1948 et 3° couvrant le déficit du régime des prestations familiales agricoles pour les exercices antérieurs, p. 3125 (Document n° 4126) (rectificatif, p. 3724). — Dépôt du rapport par M. Tinguy, p. 4123 (Document n° 4888). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. René Charpentier, p. 4626 (Document n° 4955).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, p. 8181 (Document n° 6009).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice tendant à exonérer les agriculteurs bénéficiant de l'allocation temporaire aux vieux du versement de cotisations aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, p. 4937 (Document n° 5060).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice-Pelsche une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la stricte application des exonérations prévues par la loi pour le paiement des cotisations aux allocations familiales agricoles, p. 3963 (Document n° 4703).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Paumier tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures en vue du paiement régulier des prestations familiales agricoles, p. 7372 (Document n° 5886).

APPRENTISSAGE. — ÉTUDES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre André modifiant l'article 10 de la loi du 22 août 1946 fixant l'âge limite d'octroi des allocations familiales dans le cas où les enfants à charge se trouvent en apprentissage, p. 3170 (Document n° 4610).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice des allocations familiales pour les enfants poursuivant leurs études au delà de vingt ans pendant la durée de ces études, p. 1677 (Document n° 3742).

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à assurer définitivement l'autonomie de gestion des caisses familiales, p. 1026 (Document n° 3529). — Dépôt du rapport par M. Vialle, p. 5109 (Document n° 5183). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Cayeux, p. 7373 (Document n° 5701). — Adoption, p. 7748.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3614 (Document n° 95, 2^e partie).

CAISSES DE COMPENSATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la constitution de caisses privées de compensation concernant la main-d'œuvre étrangère frontalière, p. 1676 (Document n° 3757). — Lecture du rapport par

M. Charles Barangé, p. 2014; discussion et adoption, p. 2015.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 912 (Document n° 271). — Lecture du rapport par M. Reverbori, p. 932; discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 933.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2063 (Loi n° 48-617 du 3 avril 1948, J. O. du 4 avril 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, p. 2932 (Document n° 4310). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 3039 (Document n° 4354). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Ramette, p. 3883 (Document n° 4691). — Discussion, p. 4172; adoption, à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi, p. 4179.

Conseil de la République. — Transmission d'un projet de loi, p. 1762 (Document n° 611). — Dépôt du rapport par M. Caspary, p. 1773 (Document n° 655). — Discussion, p. 1826; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1828.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4381 (Loi n° 48-1116 du 13 juillet 1948, J. O. du 14 juillet 1948).

COMMISSION SUPÉRIEURE

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de le représenter au sein de la commission supérieure des allocations familiales agricoles, p. 2933, 3196. — Désignation de candidature, p. 3094, 3599. — Nomination de membres, p. 3172, 3540.

COTISATIONS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Montier tendant à compléter l'article 36 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 fixant un intérêt de retard pour les cotisations des allocations familiales, p. 2086 (Document n° 781).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5135 (Document n° 5122).

ÉTRANGERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 22 août 1946 relatif à la situation des étrangers au regard des prestations familiales, p. 177 (Document n° 3094). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 1677 (Document n° 3759). — Adoption, p. 2300.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1101 (Document n° 363). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1238 (Document n° 462). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1515.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3651 (Loi n° 48-1012 du 30 juin 1948, J. O. du 1^{er} juillet 1948).

RÉGIME DES PRESTATIONS FAMILIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Duquesne sur la proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales (n° 511, 2000), p. 1213 (Document n° 3608). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, p. 2869 (Document n° 4298). — Discussion, p. 3184; adoption, p. 3187.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1370 (Document n° 496). — Dépôt du rapport par M. Caspary, p. 1435 (Document n° 504). — Discussion, p. 1433; adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 1437.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3413 (Document n° 4517). — Lecture du rapport par M. Duquesne. — Discussion et adoption de l'ensemble de la proposition, p. 3929 (Loi n° 48-1078 du 7 juillet 1948, J. O. du 8 juillet 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'un avis de la commission du travail par Mme Devaud sur la proposition de résolution de Mme Rollin, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures néces-

naires pour que les sommes dues au titre des allocations familiales et de salaire unique soient versées entre les mains de la mère de famille (n° 278 et 666, année 1947), p. 204 (Document n° 62). — Discussion, p. 501, rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 505.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 22 août 1946 en ce qui concerne les modalités d'attribution des allocations prénatales, p. 4625 (Document n° 4956).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Claude Mont, tendant à modifier le paiement de l'allocation de maternité, p. 178 (Document n° 3111). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 2264 (Document n° 4012). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Michaud, p. 3363 (Document n° 4505).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fredet, tendant à aménager les conditions d'attribution des allocations de maternité au profit de l'enfant de premier rang, p. 2064 (Document n° 3899).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri, tendant à faire bénéficier des prestations familiales, sans limitation d'âge, les enfants infirmes, ou atteints de maladies incurables, des veuves de guerre et des titulaires de pension d'invalidité (égale ou supérieure à 85 p. 100), p. 3000 (Document n° 4338).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pujol, tendant à modifier la loi du 25 septembre 1942 et à supprimer la circulaire des finances n° 6377 du 9 novembre 1942, en matière d'allocations familiales, p. 1514 (Document n° 518).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3652 (Document n° 4606).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis, tendant à abroger l'article 27 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 4163 (Document n° 4759).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Denise Bastide, tendant à asséoir le calcul des allocations familiales sur de nouvelles bases, p. 7171 (Document n° 5761).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry-Level, tendant à faire bénéficier les femmes mariées depuis plus de deux ans et ayant dépassé vingt-cinq ans d'âge de la prime à la première naissance, p. 3551 (Document n° 4558).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme G. Roca, tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 46-1885 du 22 août 1946 concernant les allocations prénatales, p. 7372 (Document n° 5713).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Galiçier tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le bénéfice des allocations familiales aux travailleurs en grève, p. 7106 (Document n° 5620). — Rejet, au scrutin, de la demande de discussion d'urgence, p. 7203.

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rachel Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les avantages accordés aux familles pour les enfants réellement à charge, p. 7535 (Document n° 5798).

RELÈVEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à relever le salaire servant de base de calcul des prestations familiales, p. 258 (Document n° 3171). — Dépôt du rapport par M. Ségelle, p. 451 (Document n° 3257). — Discussion, p. 462; adoption, p. 472.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 213 (Document n° 67). — Dépôt du rapport par M. Bassaud, p. 241 (Document n° 39). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Le Goff, p. 250 (Document n° 102). — Discussion, p. 256; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 266.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 805 (Document n° 3123). — Dépôt du rapport par M. Ségelle, p. 922 (Document n° 3469). — Discussion, p. 934; adoption du projet de loi, p. 935 (Lot n° 48-151 du 2 mars 1948, J. O. du 3 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Bastide tendant à compléter le décret n° 48-1555 du 6 octobre 1948, en donnant à l'expression « enfant à charge » le sens de la définition fiscale, p. 8120 (Document n° 5969).

SUBVENTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention aux mères de famille faisant l'objet d'une distinction le jour de la fête des mères, p. 6159 (Document n° 5142).

TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet relative aux conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole et dont la famille réside en Algérie, p. 7734 (Document n° 5818).

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à exonérer des cotisations dues au titre des allocations familiales, les travailleurs indépendants chef de famille nombreuse, p. 1123 (Document n° 3553). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3493 (Document n° 4517).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Fredet tendant à inviter le Gouvernement à harmoniser le montant des allocations familiales des travailleurs indépendants et des employeurs avec celui des travailleurs salariés, p. 8120 (Document n° 5967).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Brune tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à une révision des conditions d'exonération des travailleurs indépendants, quant au paiement de leurs cotisations aux caisses d'allocations familiales, p. 328 (Document n° 129).

Allocations militaires. — V. Armée de terre.

Allocutions.

Assemblée nationale. — Allocution de: M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée à la clôture de la session extraordinaire, p. 422 = M. Marcel Cachin, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale pour 1948, p. 429 = M. Edouard Herriot en prenant place au fauteuil, p. 173 = M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée à l'occasion du décès des députés suivants: M. Lhuissier, p. 493; M. Pierre Bourdan, p. 4592; M. Gabriel Cudenet, p. 7715 = M. le président de l'Assemblée nationale à l'occasion de la mort de M. Bénès, président de la République Tchécoslovaque, p. 6439 = M. le président de l'Assemblée nationale et M. André Marie, vice-président du Conseil à l'occasion de l'interruption de la session de 1948, p. 6919 = M. le président de l'Assemblée nationale à l'inauguration des monuments aux membres et employés de la Chambre des députés morts pour la France pendant la guerre de 1939-1945, p. 7632.

Conseil de la République. — 1^{re} partie. — Allocution de: M. Jules Gasser, président d'âge à l'ouverture de la session annuelle du Conseil de la République pour 1948, p. 81 = M. Gaston Monneville, président du Conseil de la République, en prenant place au fauteuil, p. 96 et à l'occasion de l'interruption de la session annuelle de 1948, p. 937 = du président du Conseil de la République à l'occasion du décès de M. Pierre Delcourt, conseiller, p. 1911, de Pierre Bourdan, député, p. 1912 = président du Conseil de la République à l'occasion de l'interruption de la session, p. 3428. — 2^e partie. — Allocution de: M. Jules Gasser, président d'âge, à la reprise de la session, p. 3431 = M. Gaston Monneville, président du Conseil de la République, en prenant place au fauteuil, p. 3479.

Alsace-Lorraine. — V. Administration communale. — Armée de terre (réquisitions). — Assurances. — Assurances sociales. — Chambre des métiers. — Cimetières. — Code pénal. — Code de procédure civile. — Code du travail (travail des enfants). — Condamnation.

— **Conseils de préfecture.** — Culle. — Fonctions honnairées d'Alsace-Lorraine. — Gendarmerie nationale. — Impôts (bénéfices agricoles). — Médecine et professions médicales. — Monuments historiques. — Pensions et retraites (personnel d'Alsace-Lorraine). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 23. — Tabacs et allumettes.

ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la loi des 30 et 31 octobre 1886 abrogeant la loi Falloux, p. 4163 (Document n° 4755).

JUSTICE (FRAIS DE)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux frais de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 1159 (Document n° 3567).

NOTARIAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation du notariat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 258 (Document n° 3172).

Amendes pénales. — V. Code pénal.

Amnistie. — V. Code pénal. — Elections législatives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Adrien Mabrut tendant à compléter l'article 12 de la loi n° 47-1504 du 16 août 1947 portant amnistie, p. 4026 (Document n° 3525). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bariloux tendant à la révision de l'article 12 de la loi n° 47-1504 portant amnistie, en date du 16 août 1947, p. 1285 (Document n° 3623). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2525 (Document n° 4131). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 12 de la loi n° 47-1504 du 16 août 1947 portant amnistie », p. 2397.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1338 (Document n° 368). — Dépôt du rapport par M. Piaoux, p. 1711 (Document n° 636). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1841.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4197 (Loi n° 48-1184 du 22 juillet 1948, J. O. du 25 juillet 1948).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet d'accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines catégories de personnes, notamment aux grands mutilés des deux guerres, poursuivies ou condamnées pour faits de collaboration, p. 226 (rectificatif à la séance du 27 décembre 1947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines catégories de personnes, p. 4895 (Document n° 5018). — Dépôt d'un rapport par M. Dominjon sur les propositions de loi: 1^{re} de M. Louis Rollin ayant pour objet d'accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines catégories de personnes, poursuivies ou condamnées pour faits de collaboration, notamment aux grands mutilés des deux guerres; 2^e de M. de Moro-Giafferri tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines catégories de personnes (n° 3020-5048), p. 4196 (Document n° 5127). — Discussion, p. 7296; adoption, au scrutin, après modification du titre: « Proposition de loi ayant pour objet d'accorder le bénéfice de l'amnistie à certains mineurs de vingt et un ans poursuivis ou condamnés pour faits de collaboration », p. 7277.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3540 (Document n° 31, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Besset tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi d'amnistie visant les prévises et manifestants de Clermont-Ferrand condamnés à la suite des récents événements survenus dans cette ville, p. 4298 (Document n° 3810). — Dépôt du rapport par M. Mabrut, p. 5169 (Document n° 5170).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bordenave tendant à modifier et compléter l'article 10, paragraphe 1^{er}, de la loi du 16 août 1917 portant amnistie en ajoutant aux délits qui y sont visés les infractions ayant donné lieu à l'application de peines correctionnelles, p. 1183. (Document n° 100).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2309 (Document n° 4283).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Récy tendant à modifier la loi n° 17-1501 du 15 août 1917 portant amnistie, p. 6813 (Document n° 5509).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et similaires à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République et à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion des conflits sociaux dans les mines, p. 8002 (Document n° 5936).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Fraissinette tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mineurs grévistes d'une amnistie ou de la cessation de certaines poursuites, p. 3632 (Document n° 87, 2^e partie).

— Dépôt par Mme Alice Brisset d'une motion ainsi conçue: « Le Conseil de la République, douloureusement ému par les tragiques événements qui viennent de se dérouler à Clermont-Ferrand, condamne les mesures de force employées par le Gouvernement contre les ouvriers en lutte pour l'amélioration de leurs misérables conditions de vie; « Adresse l'expression de sa plus vive sympathie aux travailleurs, aux victimes et à la population qui a manifesté sa solidarité à la classe ouvrière en grève et sa réprobation des mesures de force employées; « Demande au Gouvernement la cessation immédiate des poursuites, la libération des militants emprisonnés, le retrait des forces de police et le respect du droit syndical et du droit de grève inscrits dans la Constitution; « Insiste pour qu'il soit fait droit aux légitimes revendications des travailleurs dans le plus bref délai », p. 1525. — Lecture du rapport par M. Léon Hannon, rejet, au scrutin, d'une demande de discussion d'urgence, p. 1527.

Anciens combattants et victimes de la guerre. — V. *Assurances sociales.* — *Commerce et industrie.* — *Croix du combattant.* — *Enquêtes parlementaires.* — *Fonctionnaires (limite d'âge).* — *Impôts (bénéfices industriels et commerciaux, traitements et pensions).* — *Interpellations* n° 3, 18, 120. — *Pensions et retraites anciens combattants, pensions et rentes viagères.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 31. — *Sociétés de secours mutuels.*

Assemblée nationale. — Discussion des propositions de loi: 1^o de M. Lussy tendant à accorder aux déportés ayant appartenu à des mouvements de résistance, les mêmes avantages qu'aux déportés ayant été inscrits aux registres de la France combattante; 2^o de M. Pierre Villon tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la résistance; 3^o de M. de Raulin-Laboureur ayant pour objet de modifier la loi n° 46-1056 du 15 mai 1916 tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la résistance, p. 7510. — Dépôt d'un deuxième rapport par M. Devemy, p. 7555 (Document n° 5766). — Suite de la discussion, p. 7568; adoption, à l'unanimité et au scrutin après modification du titre: « Proposition de loi relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance », p. 7577 (rectificatif, p. 7655).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2608 (Document n° 69, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguste Touchard tendant à attribuer la carte du combattant 1914-1918 aux militaires des régiments territoriaux, du train des équipages, brancardiers, observateurs en avion, aérostiers, marins du commerce qui ont occupé des points stratégiques en France ou sur les théâtres d'opérations extérieurs, p. 7171 (Document n° 5760).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de rembourser aux familles, dans certains cas, les frais de transfert des corps des militaires et marins morts pour la France, p. 1116 (Document n° 3701). — Dépôt du rapport de M. Devemy, p. 4897 (Document n° 5612).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Prigent tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 juillet 1917 déterminant les modalités d'application de la loi du 16 octobre 1916 relative au transfert gratuit et à la restitution des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 3133 (Document n° 4110). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 4199 (Document n° 4923).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Theetten tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-180 du 29 janvier 1918 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant, p. 1677 (Document n° 3718).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Gautier tendant à inviter le Gouvernement à rembourser intégralement aux communes les frais qu'elles exposent pour le transport et la réinhumation des victimes de la guerre restituées au frais de l'Etat, p. 2809 (Document n° 4273).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer l'arrêté interministériel du 4 mai 1918 concernant les modalités de l'ordonnance de la carte du combattant, p. 8181 (Document n° 5999).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jacuën tendant à inviter le Gouvernement à accorder la restitution aux familles et le transfert à titre gratuit des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 3552 (Document n° 42, 2^e partie).

— Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République dans chacune des neuf commissions spéciales créées par l'article 2 du décret du 29 janvier 1918 étendant le bénéfice de la carte du combattant aux combattants de 1939-1915, p. 250. — Désignation de candidatures, p. 511. — Nomination de membres, p. 518.

Animaux. — V. *Commerce et industrie.*

Annances légales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Montillot sur: 1^o le projet de loi tendant à rendre valables les annonces légales faites irrégulièrement au lendemain de la libération; 2^o la proposition de loi de M. Coly relative aux annonces légales insérées avant l'application de l'ordonnance du 9 janvier 1915 dans les journaux créés avant la libération (n° 1327, 1016), p. 4219 (Document n° 2617). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à rendre valables les annonces légales faites irrégulièrement au lendemain de la libération* », p. 1977.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 918 (Document n° 291). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1690 (Document n° 351). — Discussion, p. 1170; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1171.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2868 (Loi n° 48-602 du 2 juin 1918, J. O. du 3 juin 1918).

Appareil médical et chirurgical.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à réglementer la publicité relative à l'appareillage médical et chirurgical, p. 2313 (Document n° 1021). — Dépôt du rapport par M. Guilbeil, p. 7555 (Document n° 5783).

Appareils à pression. — V. *Bière et boissons gazeuses.*

Appellation et indication d'origine. — V. *Viticulture.*

Apprentissage. — V. *Allocations familiales.* — *Code du travail.* — *Enseignement technique et professionnel.* — *Impôts.* — *Interpellation* n° 22.

Arbres fruitiers. — V. *Départements, villes et communes.* — *Impôts (bénéfices agricoles).*

Architectes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte, p. 3076. (Document n° 4390).

Archives détruites.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la reconstitution des archives des comptables du Trésor préposés de la Caisse des dépôts et consignations, qui ont été détruites par faits de guerre, p. 6138 (Document n° 5111). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7555 (Document n° 5804). — Adoption, p. 7801 (rectificatif, p. 7966).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3656 (Document n° 101, 2^e partie).

Archives hypothécaires. — V. *Hypothèques.*

Armées. — V. *Assurances sociales.* — *Impôts (revenu).* — *Légion d'honneur et médaille militaire.* — *Postes (tarifs postaux).* — *Traitements, soldes et indemnités.*

Armée de l'air. — V. *Armée de terre.* — *Interpellations* n° 32, 153. — *Pensions et retraites (ouvriers des établissements de l'Etat).* — *Traitements, soldes et indemnités.*

ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES EXTÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut provisoire de la société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, p. 3125 (Document n° 4120). — Dépôt du rapport par M. Pieven, p. 3724 (Document n° 4629). — Discussion, p. 3790; suite de la discussion, p. 3808, 3816, 3869, 3930, 3961, 3987; adoption, au scrutin, p. 4014 (rectificatif, p. 4102).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1690 (Document n° 628). — Dépôt du rapport par M. Reverbori, p. 4711 (Document n° 635). — Discussion, p. 1711; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1715.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4212 (Document n° 4769). — Dépôt du rapport par M. Pieven, p. 4250 (Document n° 1796). — Discussion, p. 4261; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modification, p. 4268 (Loi n° 48-1056 du 2 juillet 1918, J. O. du 3 juillet 1918).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Pieven tendant à accorder une garantie de l'Etat à la caisse des marchés, p. 3271 (Document n° 4178). — Dépôt du rapport par M. René Pieven, p. 3318 (Document n° 1502). — Discussion, p. 3350; adoption, p. 3352.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4131 (Document n° 506). — Dépôt du rapport par M. Reverbori, p. 1167 (Document n° 532). — Discussion, p. 1508; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à autoriser M. le ministre des finances et des affaires économiques à accorder une avance de trésorerie à la S. N. E. C. M. A.*, p. 1188. — Dépôt d'une motion chargeant le président du Conseil de la République de demander au Président de la République de saisir, conjointement avec lui, le comité constitutionnel, en vue d'appliquer à la proposition de loi tendant à accorder une garantie de l'Etat à la caisse des marchés, dont le texte a été transmis au Gouvernement, le 12 juin 1918, par l'Assemblée nationale, aux fins de promulgation, la procédure prévue par les articles 91 à 93 de la Constitution, p. 1163 (Document n° 521). — Demande de discussion d'urgence, p. 1189. — Dépôt du rapport par M. Salomon Grumbach, p. 4502 (Document n° 511). — Discussion, p. 1503; adoption, au scrutin, de la motion, p. 1506.

Assemblée nationale. — Communication d'un message de M. le Président de la République et du texte de la délibération du comité constitutionnel, p. 3695 (Document n° 4613); second message de M. le Président de la République demandant à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République une nou-

velle délibération de la proposition de loi, p. 3696 (Document n° 4614). — Rapport de Mme Germaine Peyroles à la suite de la délibération du comité constitutionnel, p. 3790 (Document n° 4650). — Discussion, p. 3805 (rectificatif, p. 3951). — Adoption d'une proposition de résolution concernant la procédure de discussion d'urgence, p. 3907.

Conseil de la République. — Communication d'un message du Président de la République portant transmission de la délibération du comité constitutionnel, p. 1563 (Document n° 581).

Assemblée nationale. — Demande de discussion d'urgence en nouvelle délibération de la proposition de loi; discussion et adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à autoriser le ministre des finances et des affaires économiques à accorder une avance de trésorerie à la S. N. E. C. M. A.*, p. 3880.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1513 (Document n° 595). — Discussion et adoption, p. 1623.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3917 (Loi n° 48-4022 du 25 juin 1948, J. O. du 26 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marty tendant à maintenir en pleine activité la société nationale d'études et de construction de matériel aéronautique, p. 3724 (Document n° 4637).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Marty tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en pleine activité la société nationale d'études et de construction de matériel aéronautique, p. 3065 (Document n° 4394).

MATÉRIEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Couston tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'aviation légère et sportive le matériel susceptible d'être utilisé par ces services, actuellement stocké sans utilité par l'aviation militaire, p. 1026 (Document n° 3532).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Geoffre tendant à inviter le Gouvernement à transférer à l'aviation civile les appareils légers Morane et Stamp actuellement inemployés et inutilisables pour l'aviation militaire, p. 2384 (Document n° 4056). — Dépôt du rapport par M. Couston, p. 3948 (Document n° 4709).

OFFICIERS ET PERSONNEL DE L'ARMÉE DE L'AIR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Jacques Gréas sur le projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air appartenant aux cadres actifs et placés en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps (n° 2535), p. 5849 (Document n° 5281). — Adoption, p. 6372 (rectificatif, p. 6422).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2967 (Document n° 930). Dépôt du rapport par M. Max Boyer, p. 3215 (Document n° 999). — Dépôt d'un deuxième rapport par M. Cornignion-Molinier, p. 3636 (Document n° 85, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3804.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8309 (Document n° 6031).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. le général Malleret-Joinville sur le projet de loi relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air (n° 2212), p. 1626 (Document n° 3523). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. le général Malleret-Joinville, p. 6843 (Document n° 5510).

PERSONNEL NAVIGANT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à réglementer le nombre d'heures de vol du personnel navigant de l'armée de l'air, p. 2384 (Document n° 4062).

SANTÉ (SERVICE DE)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les limites d'âge fixées par l'ordonnance n° 15-1817 du 18 mars 1945, en ce qui concerne les médecins détachés définitivement à l'armée de l'air, p. 258 (Document n° 3173). — Dépôt du rapport par M. Mancaeu, p. 1421 (Document n° 3546). — Adoption, p. 1540.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 730 (Document n° 223). — Dépôt du rapport par M. Vanrulen, p. 1006 (Document n° 321). — Discussion, p. 1030: adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1030.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2383 (Loi n° 48-811 du 13 mai 1948, J. O. du 14 mai 1948).

Armée de mer. — V. Armée de terre. — Pensions et retraites (ouvriers des établissements de l'Etat). — Traitements, soldes et indemnités.

DISCIPLINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Montel sur la proposition de loi de M. Hippolyte Masson, conseiller de la République, ayant pour objet de permettre la révision des mesures disciplinaires prises à l'égard des militaires de l'armée de mer frappés durant les hostilités sans avoir pu prendre connaissance de leur dossier (n° 1905), p. 982 (Document n° 3490).

OFFICIERS ET PERSONNEL DE L'ARMÉE DE MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'admission dans le cadre actif d'officiers de réserve de l'armée de mer dans les conditions de l'ordonnance du 13 décembre 1941, p. 1768 (Document n° 3795). — Dépôt du rapport par M. Pierre Montel, p. 2606 (Document n° 4169). — Adoption, p. 3229.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1466 (Document n° 533). — Dépôt du rapport par M. Clairefond, p. 1762 (Document n° 612). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1914.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4718 (Loi n° 48-1183 du 22 juillet 1948, J. O. du 25 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant au reclassement d'enseignes de vaisseau de 2^e classe et officiers de grade correspondant, p. 8346 (Document n° 6023).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Arnal tendant au redressement de la situation créée aux officiers d'administration et ingénieurs des directions de travaux de la marine atteints par le décret du 2 août 1940, p. 1026 (Document n° 3518). — Dépôt du rapport par M. Arnal, p. 5352 (Document n° 5142).

TRAVAUX DE LA MARINE

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au comité d'examen des comptes de travaux de la marine, en application du décret n° 47-1598 du 25 août 1947, p. 102. — Désignation de candidature, p. 209. — Proclamation d'un membre, p. 214.

Armée d'outre-mer.

GÉNIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Silvandre sur la proposition de loi de M. Doucoure, conseiller de la République, tendant à incorporer dans l'armée coloniale, en qualité de pionniers du génie, les appelés de la deuxième portion du contingent en Afrique occidentale française (n° 1723), p. 982 (Document n° 3488).

SPÉCIALISTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Terrenoire tendant à abroger l'article 5 de l'ordonnance du 13 mai 1943 en ce qui concerne la limite d'âge des maîtres tailleurs et cordonniers des troupes

coloniales, p. 5229 (Document n° 5130). — Dépôt du rapport par M. Michelet, p. 5795 (Document n° 5265).

STATUT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Djaument tendant à unifier le statut militaire de l'Union Française, p. 1467 (Document n° 531).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3551 (Document n° 4567).

Armée de terre. — V. Assurances sociales. — Défense nationale (organisation). — Interpellations n° 150, 191. — Légion d'honneur et médaille militaire. — Pensions et retraites (ouvriers des établissements de l'Etat, personnels civil et militaire). — Postes, télégraphes et téléphones (franchise postale). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 51, 72, 64. — Traitements, soldes et indemnités.

AFFECTATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux orphelins de guerre appelés à accomplir leur service militaire d'être affectés à la garnison la plus rapprochée de leur domicile et de ne pas être envoyés dans une garnison d'un pays d'outre-mer, p. 2869 (Document n° 4294).

CADRES ET EFFECTIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les cadres et effectifs militaires, p. 258 (Document n° 3161).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Mélaye fixant les effectifs des forces armées, p. 2933 (Document n° 4306).

CLASSES 1941 A 1945

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à ne pas appeler sous les drapeaux les hommes des classes 41 à 45 qui n'ont pas effectué de service militaire, p. 2524 (Document n° 4121).

CLASSE 1943

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Vittori tendant à inviter le Gouvernement à exempter de la mobilisation de la classe 1943 les jeunes gens de cette classe qui, se trouvant en Corse en 1943, ont été mobilisés à cette date (n° 851, année 1947), p. 370.

CLASSES 1916-1917-1948

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1916 et à la dispense de service actif en faveur des jeunes gens des classes 1916 et 1917 en résidence à l'étranger, p. 1025 (Document n° 3516). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 1617 (Document n° 3713). — Discussion, p. 4632; adoption du projet de loi, p. 1642.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 709 (Document n° 211). — Dépôt du rapport par M. Rollinat, p. 730 (Document n° 221). — Discussion, p. 730; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 738.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1769 (Document n° 3810). — Lecture du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 1994; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1925 (Loi n° 48-461 du 29 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948).

CLASSE 1917

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mancaeu tendant à abroger le décret n° 48-521 du 19 février 1948 relatif au maintien sous les drapeaux des militaires de la première fraction de la classe 1917, p. 1345 (Document n° 2558). — Lecture du rapport par M. André-François Montel, p. 1612; discussion, p. 1613; adoption, au scrutin, des conclusions de la commission tendant au rejet de la proposition de loi, p. 1615.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dassonville tendant à rétablir, au profit de la classe 1917, les mesu-

res d'allègement aux obligations militaires d'activité accordées à certaines catégories de jeunes gens appelés sous les drapeaux, p. 4617 (Document n° 3729).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chochoy tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions de l'arrêté du 28 novembre 1917 qui a suspendu l'application des arrêtés des 19 mai et 2 octobre 1917 accordant des allègements aux obligations militaires d'activité à certaines catégories de jeunes gens de la classe 1917, p. 431 (Document n° 115). — Retrait de la proposition de résolution, p. 4371.

CLASSE 1948

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mancau tendant à fixer les conditions d'appel de la classe 1948, p. 1243 (Document n° 3357) (rectificatif, p. 1361).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Malheret-Joinville tendant à prendre en faveur de certaines catégories de jeunes gens de la première fraction de la classe 1948 des mesures d'allègement à leurs obligations militaires, p. 7372 (Document n° 3703).

CLASSE 1948-1949

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. le général Joinville tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer l'incorporation avec leur classe des jeunes gens omis de la classe 1948, p. 750 (Document n° 3333). — Dépôt du rapport par Mlle José, p. 1371 (Document n° 3843). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer l'incorporation avec le deuxième contingent de leur classe des jeunes gens omis de la classe 1948 et à déclarer ouverts les tableaux de recensement de la classe 1949 pendant un délai de deux mois », p. 2431.

CONGÉS ET PERMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Melaignerie tendant à accorder aux cultivateurs des permissions spéciales au cours de l'été 1948, p. 3000 (Document n° 3319). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat accordant aux agriculteurs sous les drapeaux des permissions exceptionnelles dans la période des grands travaux agricoles, p. 3511 (Document n° 3563). — Dépôt du rapport par M. Mélaye, p. 3721 (Document n° 1615). — Discussion, p. 3361; adoption de la proposition après modification du titre: Proposition de loi accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, p. 3509.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1613 (Document n° 597). — Dépôt du rapport par M. Le Sastier-Bois-auné, p. 1679 (Document n° 616). — Discussion, p. 1672; adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 1677 (rectificatif, p. 1716).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4017 (Document n° 4730). — Lecture du rapport par M. Pierre Mélaye et discussion, p. 4117; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 4120 (Loi n° 48-1155 du 22 juillet 1948, J. O. du 25 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thitiet tendant à inviter le Gouvernement à accorder un mois de permission à tous les militaires dont les familles ont été victimes des inondations, p. 51 (Document n° 3050).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux agriculteurs sous les drapeaux des permissions exceptionnelles dans la période des grands travaux agricoles, p. 2869 (Document n° 1289).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Temple tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, en faveur des agriculteurs sous les drapeaux, les permissions agricoles et à éche-lonner ces dernières au cours des mois d'été, p. 3179 (Document n° 3534).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les permissions agricoles en faveur des agriculteurs sous les drapeaux, p. 3721 (Document n° 4619).

CORPS : EXPÉDITIONNAIRE D'INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Draveny sur la proposition de résolution de M. Mélaye tendant à inviter le Gouvernement à accorder certains avantages aux combattants démobilisés revenant d'Indochine (n° 2095), p. 922 (Document n° 3173).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Lecourt tendant à adresser le salut fraternel de l'Assemblée nationale aux officiers, sous-officiers et soldats qui, dans l'accomplissement de leur devoir, défendent en Indochine l'intégralité de l'Union française, p. 176 (Document n° 3109).

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à modifier la loi du 3 septembre 1917 relative aux conditions de dégrèvement des cadres des magistrats fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat (n° 2766) qu'il avait déposée dans la séance du 3 décembre 1947, p. 2063.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rougrain sur le projet de loi réglant la situation de certains élèves et anciens élèves de l'école polytechnique (n° 1710), p. 1357 (Document n° 3610). — Adoption, après modification du titre: « Projet de loi réglant la situation des élèves et anciens élèves de l'école polytechnique des promotions 1939 à 1947 et celle des élèves des promotions 1948 et suivantes », p. 2297.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1101 (Document n° 357). — Dépôt du rapport par M. Atric, p. 1773 (Document n° 653). — Discussion, p. 1831; adoption de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: « Projet de loi réglant la situation des élèves et anciens élèves de l'école polytechnique des promotions 1939 à 1947 et celle des élèves de la promotion 1948 », p. 1836 (rectificatif, p. 1937).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4199 (Document n° 4913).

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi réglant la situation de certains élèves et anciens élèves de l'école polytechnique (n° 1710, année 1947), p. 6120.

ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession amiable à la société à responsabilité limitée des établissements Jacques-Berjonneau de l'usine de Mœdiou, à Nonancourt (Eure) et Saint-Lubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir), p. 177 (Document n° 3098). — Dépôt du rapport par M. Edgar Faure, p. 3721 (Document n° 4617). — Adoption du projet de loi, p. 4036.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1780 (Document n° 656). — Dépôt du rapport par M. le colonel Monnet, p. 1976 (Document n° 739). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2112.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3231 (Loi n° 48-1271 du 17 août 1948, J. O. du 18 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Binot tendant à régler la situation des personnels (ingénieurs et cadres administratifs) de certaines usines d'armement nationalisées en 1936, p. 4119 (Document n° 4902).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Binot tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la transformation d'emplois de personnel contractuel en emplois de personnel titulaire des corps civils techniques et administratifs dans certaines usines d'armement nationalisées en 1936, p. 4993 (Document n° 5078).

FORCES FRANÇAISES COMBATTANTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz portant admission à l'honorariat de leur grade des officiers titulaires d'un grade d'assimilation au titre des forces françaises combattantes homologué, p. 1357 (Document n° 3638). — Dépôt du rapport par M. Pierre Montel, p. 2606 (Document n° 1163). — Adoption, p. 3229.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1166 (Document n° 581). — Dépôt du rapport par M. Carrière, p. 1762 (Document n° 613). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1911 (rectificatif, p. 1972).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4718 (Loi n° 48-1217 du 23 juillet 1948, J. O. du 26 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à établir d'urgence la nomenclature des formations militaires combattantes au cours de la guerre 1939-1945, p. 750 (Document n° 3357). — Dépôt du rapport par M. Moulon, p. 3001 (Document n° 4335). — Adoption, p. 3153.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1948 le délai de fermeture fixé au 31 décembre 1947 pour la demande d'intégration dans la réserve des combattants F. F. I. et F. F. C. titulaires d'un grade d'homologation, p. 6159 (Document n° 5110).

FORCES FRANÇAISES LIBRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Julien sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant l'ordonnance n° 43-2718 du 2 novembre 1945 étendant aux militaires des F. F. L. certains avantages prévus en faveur des prisonniers de guerre et déportés (n° 991, année 1947), p. 268 (Document n° 117). — Discussion et adoption, p. 537.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1446 (Document n° 3672). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis-Lambert, p. 1677 (Document n° 3761). — Adoption, p. 3220 (Loi n° 48-1000 du 23 juin 1948, J. O. du 25 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à inclure les anciens F. F. L. dans les bénéficiaires des emplois réservés et prioritaires, p. 3183 (Document n° 4135).

OFFICIERS GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution, avec demande de discussion d'urgence, de M. André-François Monteil tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'application du décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux p. 7670 (Document n° 5313). — Dépôt du rapport par M. André Monteil, p. 7782 (Document n° 5805). — Annonce d'un désaccord sur l'urgence, p. 7785, demande d'arbitrage, p. 7873.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Mélaye relative à la mise à la retraite des officiers généraux de la 2^e section du cadre de l'état-major général des armées (réserve), p. 1115 (Document n° 3681).

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS

Conseil de la République. — Transmission d'un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de terre en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, p. 2 (Document n° 4). — Lecture du rapport par M. Atric (Document n° 6) et discussion, p. 41; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 15.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 51 (Loi n° 48-39 du 7 janvier 1948, J. O. du 8 janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Monteil sur le projet de loi concernant l'épuration des officiers de réserve des armées de terre, de mer et de l'air (n° 2593), p. 867 (Document n° 3138). — Adoption du projet de loi, p. 4153.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 710 (Document n° 214). — Dépôt du rapport par M. Emile Poirault, p. 4031 (Document n° 338). — Discussion, p. 1278; adoption, p. 1279.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2999 (Loi n° 48-953 du 8 juin 1948, J. O. du 9 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Michelet sur la proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation faite aux officiers et sous-officiers dégaçés des cadres en exécution de l'article 11 de la loi du 5 avril 1916 portant fixation du budget général (dépenses militaires) de l'exercice 1916 (n° 2877), p. 867 (Document n° 3136).

— Dépôt d'un rapport par M. Capdeville sur la proposition de loi de M. Monteil tendant à l'annulation de l'acte dit loi du 22 août 1910 annulant les nominations et promotions à titre temporaire dans les trois armées de terre, de mer et de l'air antérieures au 1er septembre 1910 (n° 2606), p. 4382 (Document n° 4863).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet tendant à réparer le préjudice subi par les officiers et assimilés de l'armée de terre du fait de l'acte dit loi du 2 août 1910, p. 4869 (Document n° 5006). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 6260 (Document n° 5383).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mancau tendant à préciser en faveur des militaires dégaçés des cadres les modalités d'application de l'article 11 de la loi du 5 avril 1916, p. 1218 (Document n° 3611).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Monteil tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, p. 4571 (Document n° 4929).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Monteil tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les officiers nommés ou promus à un grade à titre temporaire en vertu du décret du 4 octobre 1939 et qui ont été privés de leur grade par l'acte dit loi du 22 août 1910 à porter de nouveau les insignes de ce grade, à en recevoir l'appellation et, le cas échéant, à en exercer les fonctions, tout en ne percevant que la solde du grade définitif dont ils sont détenteurs, p. 7249 (Document n° 5659).

ORGANISATION MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi sur l'organisation des forces armées, p. 2699 (Document n° 4163).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Métyer sur l'organisation des forces armées du temps de paix et du temps de guerre, p. 2521 (Document n° 4130).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre sur l'organisation générale des armées, p. 5819 (Document n° 5272).

RECRUTEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au recrutement des forces armées, p. 2601 (Document n° 4161).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Métyer sur le recrutement des effectifs militaires, p. 3076 (Document n° 4378).

RÉQUISITION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Bouvier O'Clairereau sur la proposition de résolution de M. Meek tendant à inviter le Gouvernement à révaloriser le taux des réquisitions militaires opérées par l'armée en 1910 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 55), p. 3913 (Document n° 4711).

SERVICE DANS L'ARMÉE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la durée du service actif dans les forces armées, p. 2747 (Document n° 4237).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Métyer sur le service militaire actif, p. 3076 (Document n° 4377).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Villon tendant à inviter le Gouvernement à limiter la durée du service militaire à douze mois et à ne pas utiliser les soldats du contingent hors d'Europe ou du bassin méditerranéen, p. 2525 (Document n° 4131).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Villon tendant à inviter le Gouvernement à soumettre les ajournés, omis et sursitaires aux obligations de leur classe d'âge en ce qui concerne la durée du service militaire actif, p. 2909 (Document n° 4274).

SOUTIEN DE FAMILLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delechenal sur la qualité de soutien de famille pour les militaires appelés sous les drapeaux, p. 3000 (Document n° 4310).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder la qualité de « soutien de famille » à certaines catégories de militaires appelés sous les drapeaux, même si l'allocation n'est pas attribuée et à les faire bénéficier d'allègements du temps de service militaire, p. 7110 (Document n° 5732).

SPECIALISTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Michelet sur la proposition de loi de M. Terrenoire portant élévation de la limite d'âge des maîtres ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines (n° 2860), p. 683 (Document n° 3319). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Michelet, p. 1121 (Document n° 3551). — Adoption, p. 1155.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 618 (Document n° 196). — Dépôt du rapport par M. Vancalten, p. 695 (Document n° 210). — Adoption, p. 388.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2021 (Loi n° 48-490 du 21 mars 1948, J. O. du 25 mars 1948).

TROUPES SPÉCIALES DU LEVANT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à l'intégration dans l'armée des militaires des troupes spéciales du Levant ayant rallié les troupes françaises en 1915, p. 4170 (Document n° 4170). — Dépôt du rapport par M. Bouvier O'Clairereau, p. 3822 (Document n° 4618).

Art dentaire. — V. Enseignement de la médecine.

Arts et manufactures (comité consultatif).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean-Paul Palewski sur le projet de loi portant suppression du comité consultatif des arts et manufactures et création d'un comité consultatif des établissements classés (n° 2335), p. 555 (Document n° 3281). — Adoption du projet de loi, p. 998.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 618 (Document n° 190). — Dépôt du rapport par M. Duclercq, p. 1221 (Document n° 426). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1329.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3074 (Loi n° 48-955 du 9 juin 1948, J. O. du 10 juin 1948).

Artisanat. — V. Chaussures. — Combustibles liquides et dérivés. — Dommages de guerre. — Impôts (apprentissage, bénéfices industriels, prélèvement). — Interpellations n° 194.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier tendant à majorer le montant des prêts consentis aux artisans par la loi du 21 mars 1911, p. 236 (Document n° 3151). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Levindrey tendant à majorer le montant des prêts con-

sentis aux artisans par la loi du 21 mars 1911, p. 682 (Document n° 3337). — Dépôt d'un rapport de M. Lavergne sur les propositions de loi: 1° de M. Meek, tendant à majorer le taux de crédit accordés à un ouvrier désirant s'installer comme artisan; 2° de M. Paumier, tendant à majorer le montant des prêts consentis aux artisans par la loi du 21 mars 1911; 3° de M. Levindrey, tendant à majorer le montant des prêts consentis aux artisans par la loi du 21 mars 1911 (n° 2387 rectifié, 3151, 3337), p. 7731 (Document n° 5815).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duclercq tendant à inviter le Gouvernement à soumettre d'urgence au Parlement le projet de loi établissant le statut de l'artisanat, p. 263 (Document n° 105). — Lecture du rapport par M. Gargominy et discussion, p. 1411; adoption, p. 1415.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualité d'artisan pour les transporteurs automobiles possesseurs d'un ou deux véhicules dont ils assument eux-mêmes la conduite, p. 203 (Document n° 3135).

Artistes peintres. — V. Impôts (bénéfices industriels).

Assemblée algérienne. — V. Algérie. — Assemblée nationale (règlement).

Assemblée constituante européenne.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnefous tendant à inviter le Gouvernement à proposer la réunion d'une assemblée constituante européenne, p. 2021 (Document n° 3883). — Dépôt du rapport par M. Marc Scherer, p. 6129 (Document n° 5318).

Assemblée générale des Nations unies.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit en vue de la réalisation d'une première tranche du programme d'équipement et d'aménagement des locaux destinés à abriter la troisième assemblée générale des Nations unies, p. 4182 (Document n° 3702). — Dépôt du rapport par M. Jacques Ducloux, p. 1678 (Document n° 3733). — Discussion et adoption, p. 1792.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 762 (Document n° 236). — Dépôt du rapport par M. Alain, p. 869 (Document n° 260). — Discussion, p. 911; adoption, p. 915.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2067 (Loi n° 48-470 du 21 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948).

Assemblée nationale. — V. Députés. — Elections législatives. — Postes, télégraphes et téléphones (téléphones).

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur: 1° le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée nationale pour l'exercice 1916; 2° le projet de résolution portant fixation, pour l'exercice 1948, des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française, p. 3780 (Document n° 5530). — Adoption du premier projet de résolution, p. 4756; discussion du deuxième projet de résolution, p. 4756, et adoption, p. 4759.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry concernant: 1° l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale pour l'exercice 1948; 2° l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1948, p. 7219 (Document n° 5611). — Discussion, p. 7337; adoption de l'ensemble avec modification du titre: « Proposition de loi tendant à l'ouverture de crédits supplémentaires applicables aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française », p. 7338 (rectifié), p. 7342.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3529 (Document n° 19, 2° partie). — Rapporteur M. Berthoin; discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3528.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7109 (Loi n° 48-4852 du 8 décembre 1948, J. O. du 9 décembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Aubry sur le projet de résolution portant fixation, pour l'exercice 1949, des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française, p. 7963 (Document n° 5304). — Lecture du rapport par M. Albert Aubry et discussion, p. 8119; adoption, p. 8152.

BUREAU

Assemblée nationale. — Constitution du bureau d'âge : M. Marcel Cachin, président ; MM. Constant Monjaret, Louis Guillou, Pierre Clostermann, André Denis, Louis Orvoen, Maurice Simonnet, secrétaires, p. 129. — Scrutin pour la nomination du bureau définitif, p. 131. — Proclamation de M. Edouard Herriot comme président, p. 132; ajournement de la décision en ce qui concerne la nomination des vice-présidents, secrétaires et questeurs, p. 83. — Suite de la procédure de nomination et discussion, p. 119; proclamation de M. Max Lejeune, Mme Germaine Peyroles, M. Jacques Duclos, Mme Madeleine Braun, MM. Bonxom et Roelore comme vice-présidents, p. 159; Mme Denise Bastide, MM. Guy de Boysson, Edouard Bonnefous, Aimé Césaire, Robert Chamberlain, Jean Charlot, Joseph Dumas, Paul Gosset, Jacques Gresa, Emile Liquard, Victor Michaut, Halbout, Jean Silvanore, Edouard Ramonet comme secrétaires; MM. Husset, Louis Martel, Schaufliker comme questeurs, p. 159. — Démissions de M. Jacques Duclos, Mme Madeleine Braun, MM. Jacques Gresa, Robert Chamberlain, Denise Bastide, Victor Michaut, Aimé Césaire et Guy de Boysson, p. 175. — Démission de M. Max Lejeune, vice-président, p. 730. — Démission de M. Edouard Bonnefous, secrétaire, p. 851. — Déclaration de candidatures pour la nomination d'un vice-président et d'un secrétaire, p. 897; proclamation de M. André Le Troquer comme vice-président et de M. Maurice Bayon comme secrétaire, p. 902.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale faisant connaître au Conseil de la République la constitution définitive du bureau de l'Assemblée nationale, p. 102.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Assemblée nationale. — Demande de désignation de candidatures pour les sept sièges du comité constitutionnel, p. 625. — Désignation de candidatures, p. 1160. — Nomination de membres, p. 1218.

Assemblée nationale. — Renouvellement des commissions; demande de dépôt des listes électorales des groupes et des listes des candidats aux commissions, p. 122.

Nomination des membres des commissions générales et de la commission de comptabilité, p. 191.

Commission des affaires économiques. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2323, 2527, 7117. — Nomination de membres, p. 66, 2183, 2561, 7150.

Commission des affaires étrangères. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1361, 2200, 3821, 5751, 6301, 7171, 8022. — Nomination de membres, p. 1510, 2296, 4036, 5821, 6990, 7567.

Commission de l'agriculture. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2527, 7555 (rectificatif), p. 7658. — Nomination de membres, p. 2561, 7567 (rectificatif), p. 7658).

Commission de comptabilité. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 4272, 7112. — Nomination de membres, p. 4307, 7567.

Commission de la défense nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 203, 2200, 2389, 6901, 7252. — Nomination de membres, p. 329, 2296, 2183, 6990, 7302).

Commission de l'éducation nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 203, 2696. — Nomination de membres, p. 329, 2732.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — Désignation de

candidatures par suite de vacances, p. 203, 7375, 7112. — Nomination de membres, p. 66, 329, 7390, 7567.

Commission des finances. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 922, 4933, 5009, 5286, 5111, 6531, 7117, 7252. — Nomination de membres, p. 998, 5168, 5188, 5507, 5577, 6610, 7150, 7303.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2527, 5111, 7252. — Nomination de membres, p. 2561, 5577, 7303.

Commission de la justice et de la législation. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 203, 922, 1361, 3821, 6901, 7144. — Nomination de membres, p. 329, 998, 1510, 4036, 6990, 7150.

Commission de la marine marchande et des pêches. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2527. — Nomination de membres, p. 2561.

Commission des moyens de communication. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 922, 3883, 6577. — Nomination de membres, p. 998, 4060, 6732.

Commission des pensions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 203, 2200, 2389, 2527, 5910, 6901. — Nomination de membres, p. 329, 2296, 2183, 2561, 6108, 6990.

Commission de la presse. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 203, 922, 1030, 2527, 7112. — Nomination de membres, p. 329, 998, 4218, 2561, 7567.

Commission de la production industrielle. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2389, 2527, 7117, 7252. — Nomination de membres, p. 2183, 2561, 7150, 7302.

Commission du ravitaillement. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 203, 922, 2527, 6901. — Nomination de membres, p. 329, 998, 2561, 6990.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 203, 3821, 5076, 6901, 7313 (rectificatif), p. 5160. — Nomination de membres, p. 329, 4036, 5188, 6990, 7390.

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 5111, 7252, 7318. — Nomination de membres, p. 5577, 7302, 7303.

Commission des territoires d'outre-mer. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 203, 922, 1030, 1680, 5512, 5553, 6901. — Nomination de membres, p. 329, 998, 1218, 1729, 2896, 5722, 6990 (rectificatif), p. 6100).

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1680, 3080, 4860. — Nomination de membres, p. 66, 1729, 2896, 3276, 4880.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Brussel relative à l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale, p. 6530 (Document n° 5161).

GROUPES

Assemblée nationale. — Modifications aux listes électorales des membres des groupes (listes du 29 novembre 1946), p. 97.

Listes électorales des membres des groupes politiques, réunies au président de l'Assemblée nationale, le 13 janvier 1948, en exécution de l'article 17 du règlement, p. 182. — Modifications, p. 139, 203, 259, 298, 365, 1160, 2108, 2290, 2089, 3080, 3092, 3821, 4771, 5353, 5111, 6561, 6558, 6700, 6815, 6843, 6869, 7012, 7058, 7117, 7141, 7180, 7318, 7375, 7111, 7174, 7555, 7591, 7658, 7835, 7870, 8121, 8181, 8317 (rectificatif), p. 7591).

RÈGLEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à modifier les articles 61 et 62 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 1192 (Document n° 5594). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Germaine Peyroles tendant à modifier les dispositions du règlement relatives à la procédure de discussion d'urgence,

p. 7326 (Document n° 5678). — Dépôt d'un rapport par Mme Peyroles, p. 7121 (Document n° 5739). — Discussion, p. 7422, 7110, adoption, au scrutin, p. 7148.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cudenet tendant à modifier les articles 2 et 10 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 7566 (Document n° 5905). — Dépôt du rapport par M. Viard, p. 7735 (Document n° 5851). — Discussion, p. 7785; adoption, p. 7790.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Minjoz tendant à modifier l'article 31 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 1157 (Document n° 5578). — Lecture du rapport par Mme Germaine Peyroles, p. 1793.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Dreyfus-Schmidt tendant à modifier l'article 26 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 2199 (Document n° 3986). — Dépôt du rapport par M. Dreyfus-Schmidt, p. 3001 (Document n° 4318).

— Dépôt d'un rapport par M. Viard tendant à modifier et compléter le règlement de l'Assemblée nationale en vue de déterminer la procédure de consultation de l'Assemblée algérienne, p. 4269 (Document n° 3809). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur, p. 5910 (Document n° 5301).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée nationale, p. 1561 (Document n° 3706).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Germaine Peyroles tendant à la désignation par l'Assemblée nationale d'une commission chargée de présenter un rapport ayant pour objet l'organisation du travail parlementaire, p. 6700 (Document n° 5495).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale, p. 7011 (Document n° 5601).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Verneyras tendant à compléter l'article 14 du règlement en vue de décider le renvoi de tous les projets et propositions concernant la télévision à l'examen, pour le fond, de la commission de la presse, p. 7962 (Document n° 5926).

SESSION

Ouverture de la session extraordinaire, p. 1.

Closure de la session extraordinaire, p. 122.

Ouverture de la session annuelle pour 1948, p. 129.

Interruption de la session, p. 2061.

Reprise de la session, p. 2975.

Interruption de la session, p. 6950.

Reprise de la session, p. 6939.

Closure de la session de 1948, p. 8317.

Assemblée de l'Union française. — V. Assemblée nationale (budget). — *Conseillers de la République (logement).* — *Postes, télégraphes et téléphones (téléphones).*

BUDGET

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 12 mars 1948 tendant à inviter l'Assemblée nationale à prendre toutes dispositions utiles pour que soit appliqué à l'Assemblée de l'Union française le régime financier et administratif du Conseil de la République, p. 1872.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Herriot fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française, p. 3188 (Document n° 4152). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3721 (Document n° 4635). — Discussion, p. 8013; adoption, p. 8015.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3775 (Document n° 447, 2^e partie).

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Demuozis tendant à déterminer la procédure d'élection, par les membres de l'Assemblée nationale représentant la métropole,

de cinq membres de l'Assemblée de l'Union française correspondant aux deux tiers de la représentation du royaume du Cambodge et du royaume du Laos (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), p. 5109 (Document n° 5177). — Dépôt du rapport par M. Marius Moutet, p. 2312 (Document n° 831). — Adoption, p. 6949 (rectificatif, p. 6173).

— Attribution de sièges à l'Assemblée de l'Union française. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3126, 6175, 7591, 7835, 7965. — Nomination de membres, p. 3155, 6184, 7606, 7811, 8002.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Marius Moutet tendant à déterminer la procédure d'élection, par les membres du Conseil de la République représentants de la métropole de trois membres de l'Assemblée de l'Union française, correspondant au tiers de la représentation du royaume du Cambodge et du royaume du Laos (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), p. 2312 (Document n° 831). — Discussion et adoption, p. 3092.

— Attribution de sièges à l'Assemblée de l'Union française. — Démissions de membres, p. 3608, 3715. — Désignation de candidature, p. 3112, 3622, 3715. — Nomination de membres, p. 3152, 3633, 3775.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel Debré tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 3631 (Document n° 77, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7902 (Document n° 5916).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Benoist tendant à inviter le Gouvernement à rapporter le décret n° 48-1816 fixant la date de l'élection des représentants du territoire de Madagascar à l'Assemblée de l'Union française, p. 7357 (Document n° 5692).

Assistance familiale.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Landry sur les propositions de résolution: 1^o de M. Landry concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants; 2^o de Mme Devaud, tendant à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit d'aide à la famille, notamment en ce qui concerne les femmes devant seules ou plusieurs enfants (nos 38 et 809, année 1947), p. 1326 (Document n° 533). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par Mme Claeys, p. 1561 (Document n° 556). — Avis de la commission des finances par M. Dorey, p. 1619 (Document n° 592). — Discussion, p. 1811; rejet de la proposition de résolution, p. 1816.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par Mme Germaine Pican sur la proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfants d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal (n° 287, année 1947), p. 1338 (Document n° 470). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par Mme Claeys, p. 1561 (Document n° 577). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Dorey, p. 1619 (Document n° 593). — Discussion, p. 1896, et adoption, p. 1818.

Assistance médicale. — V. France d'outre-mer.

Assistance médicale gratuite.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le pourcentage de sa participation aux frais d'assistance pour le département des Alpes-Maritimes, p. 7172 (Document n° 5763).

Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — V. Radiodiffusion.

Assemblée nationale. Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant au relèvement du taux de l'allocation mensuelle payée aux aveugles et grands infirmes en application de l'article 20 bis de la loi du 11 juillet 1905, p. 682 (Document n° 3339). — Rapporteur, M. Pierre Ségelle et discussion, p. 5391; adoption, p. 5395.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2197 (Document n° 797). — Lecture du rapport par M. Pujol et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2226.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5511. (Loi n° 48-1331 du 27 août 1948, J. O. du 28 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la carte de priorité aux malades atteints de paralysie des membres inférieurs à la suite de poliomyélite, p. 535 (Document n° 3279). — Dépôt du rapport par M. Savard, p. 2385 (Document n° 4017); adoption après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la carte nationale de priorité à toutes les personnes atteintes d'infirmité grave des membres inférieurs*, p. 2896.

Assemblée nationale. — Débat sur une demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à assurer un minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes quelle que soit l'origine de leur infirmité (nos 479, 1032 année 1947), p. 5390 et rejet, au scrutin, de la demande, p. 5393.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant au relèvement du taux de la majoration spéciale prévue par l'article 20 bis de la loi du 11 juillet 1905 relative à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, p. 3125 (Document n° 4128).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Petit portant création de l'allocation aux infirmes et incurables, p. 226 (Document n° 3155).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Merk tendant à majorer le taux de l'assistance aux infirmes et incurables âgés de moins de soixante ans, tels qu'ils sont définis au paragraphe 3, article 20 de la loi du 11 juillet 1905, p. 2351 (Document n° 4079).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à modifier l'article 20 de la loi du 11 juillet 1905 relative à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, p. 3601 (Document n° 4599).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Nedelec tendant à généraliser dans tous les départements l'application faite dans le département de la Seine d'une ristourne de 32 p. 100 aux vieillards hospitalisés, au titre de la loi du 11 juillet 1905, titulaires d'une pension ou d'une retraite, p. 4896 (Document n° 5053).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lafay instituant une aide aux diminués physiques par la réglementation de l'emploi, p. 2210 (Document n° 803).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5500 (Document n° 5203).

Assistants et assistantes sociales. — V. *Etudiants. — Infirmiers et infirmières.*

Associations d'entreprises. — V. *Associations et groupements.*

Associations étrangères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Braun ayant pour objet de rétablir au profit des associations étrangères le régime du droit commun, p. 4676 (Document n° 3766).

Associations familiales. — V. *Associations et groupements.*

Associations et groupements. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 5.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Garé sur la proposition de loi de M. Duclercq, conseiller de la République, transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant à modifier l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relatif au montant des coti-

sations des membres des associations régulièrement déclarées (n° 1560), p. 4159 (Document n° 3582). — Adoption de l'article unique de la proposition de loi après modification du titre: *« Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, en ce qui concerne le rachat des cotisations »*, p. 1819.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 780 (Document n° 211). — Dépôt du rapport par M. Carles, p. 4338 (Document n° 460). — Discussion, p. 4443 et adoption, p. 4444.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3111 (Loi n° 48-1001 du 23 juin 1948, J. O. du 24 juin 1948).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de Mme Charbonnel tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des associations familiales (n° 2913), p. 3412.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323, et les textes d'application qui en résultent, et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des associations familiales, p. 3441 (Document n° 4519). — Retrait de la proposition de loi, p. 4336.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître d'utilité publique la Société des amis de la Sorgue souterraine, p. 3639 (Document n° 4367). — Dépôt du rapport par M. Barel, p. 3918 (Document n° 4708). — Adoption, p. 5821.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 du 3 mars 1945 relative aux associations familiales, p. 4336 (Document n° 4859).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 et les textes d'application qui en résultent et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des associations familiales, p. 4335 (Document n° 4861). — Demande de discussion d'urgence, p. 4661; rejet, au scrutin, de la demande, p. 4667.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet abrogeant l'ordonnance du 3 mars 1945 sur les associations familiales et instituant de nouvelles unions d'associations familiales, p. 5159 (Document n° 5117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant à la réforme de l'entreprise pour une plus juste rémunération du travail et un accroissement de la production, p. 7010 (Document n° 5558).

Associations syndicales de remembrement et de reconstruction. — V. *Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 7. — *Sociétés coopératives de reconstruction.*

Assurance CREDIT D'ETAT.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gilles Gozard sur la loi autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'Etat au titre de l'assurance-crédit (adoptée par l'Assemblée nationale le 13 août 1947 et pour laquelle une nouvelle délibération a été demandée par M. le Président de la République) (n° 2561) p. 4769 (Document n° 3793). — Adoption du projet de loi, p. 2040 (rectificatif, p. 2109).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 912 (Document n° 276). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 4101 (Document n° 366). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1192.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2931 (Loi n° 48-901 du 2 juin 1948, J. O. du 3 juin 1948).

Assurances des MARINS DU COMMERCE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prolongeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de la loi du 3 septembre 1947 portant amélioration de la situation des pensionnés de la caisse générale de prévoyance des marins français, p. 610 (Document n° 3460). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 1182 (Document n° 3704). — Adoption, p. 4978.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 946 (Document n° 295). — Dépôt du rapport par M. Bocher, p. 1006 (Document n° 328). — Adoption, p. 1053.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2523 (Loi n° 48-839 du 19 mai 1948, J. O. du 20 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, n. 5939 (Document n° 5300). — Dépôt du rapport par M. Ramarony, p. 6260 (Document n° 5371). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. René Pléven, p. 6261 (Document n° 5382). — Discussion, p. 6392; adoption, p. 6395 (rectificatif, p. 6437, 6988).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2886 (Document n° 905). — Dépôt du rapport par M. Bocher, p. 2932 (Document n° 912). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Courrière, p. 2932 (Document n° 919). — Discussion, p. 2949; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2952 (rectificatif, p. 3173).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6153 (Loi n° 48-4469 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gouge sur la proposition de résolution de M. Cermolacce, tendant à inviter le Gouvernement à proroger la loi du 3 septembre 1947 et à améliorer les pensions des marins du commerce (n° 2983), p. 1358 (Document n° 3661).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. René Cance sur: 1° le projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipements par suite d'événements de mer; 2° la proposition de loi de M. Pierrard tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour pertes d'équipement par suite d'événements de mer (nos 1315 et 800), p. 1966 (Document n° 3854). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 7010 (Document n° 5582). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cance, p. 7590 (Document n° 5816).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938 relatif à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, p. 4478 (Document n° 4919). — Dépôt du rapport par M. Fayet, p. 8377 (Document n° 6221).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierrard portant modification de la loi du 12 avril 1911 (modifiée par l'ordonnance du 8 septembre 1945) déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance, et des agents du service général à bord des navires, p. 683 (Document n° 3353).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Hamon tendant à instituer jusqu'au 1^{er} janvier 1950 le nouveau délai de forclusion pour l'application des dispositions de l'article 63 du décret-loi du 17 juin 1938 sur le cumul d'une pension pour accident sur la caisse générale de prévoyance et de la pension d'ancienneté sur la caisse de retraite des marins, p. 3179 (Document n° 4737).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamon tendant à modifier les articles 11 et 13 de la loi du 22 septembre 1948 sur la retraite des pensions des inscrits maritimes, p. 7962 (Document n° 5905).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à exonérer de la cotisation à la caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948, p. 8181 (Document n° 5998).

Assurances de toute NATURE ET ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE. — V. Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi relatif au paiement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des indemnités afférentes à certaines catégories d'opérations d'assurances dommages et d'assurances de personnes (n° 1033), p. 1357 (Do-

cument n° 3639). — Discussion, p. 1822; adoption, p. 1823.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 780 (Document n° 239). — Dépôt du rapport par M. Hocquart, p. 1191 (Document n° 301). — Discussion, p. 1332; adoption, p. 1331.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3077 (Document n° 4898). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 3113 (Document n° 4520). — Discussion et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3929 (Loi n° 48-1076 du 7 juillet 1948, J. O. du 8 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Burlot sur le projet de loi tendant à accélérer la liquidation du fonds commun institué par l'article 2 de l'acte provisoirement applicable dit loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage (n° 2538), p. 5076 (Document n° 5100). — Adoption, p. 5509 (rectificatif, p. 5751).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2141 (Document n° 861). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 3310 (Document n° 1012). — Discussion, p. 3355; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3355.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6919 (Loi n° 48-1517 du 29 septembre 1948, J. O. du 30 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Hennequelle sur la proposition de résolution de M. Guesdon tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi limitant les primes d'assurance incendie des sinistres logés dans des constructions provisoires, et instituant une surprime générale sur les contrats d'assurance incendie pour couvrir les risques supplémentaires des sinistres (n° 3035), p. 1121 (Document n° 3560).

— Dépôt d'un projet de loi instituant un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents causés par les véhicules automobiles, p. 3125 (Document n° 4119).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Halbout relative aux primes d'assurances payées par les sinistres reloués en baraquement, p. 3524 (Document n° 4128).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple tendant à imposer à tout possesseur de véhicule automobile l'obligation de s'assurer contre le risque d'accidents aux tiers, p. 3076 (Document n° 4386).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjox tendant à modifier l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 relatif à la compétence en matière de litiges nés à l'occasion du contrat d'assurance, p. 7010 (Document n° 5586).

ASSURANCE SCOLAIRE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi constatant la nullité de l'acte dit loi du 10 août 1943 relative à l'assurance scolaire obligatoire, p. 810 (Document n° 3101).

Assurances SOCIALES. — V. Code de commerce. — Economies et finances (redressement). — Enregistrement. — Pharmacie. — Prisonniers et déportés. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 56, 79, 84.

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Lante sur les propositions de loi: 1° de M. Sion tendant à modifier l'article 20 de la loi du 21 octobre 1946 concernant la comparution ou la représentation des parties devant la commission de première instance en matière de sécurité sociale; 2° de M. Beugniez tendant à modifier l'article 20 de la loi du 21 octobre 1946 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole (nos 415, 561, 1657), p. 1416 (Document n° 3688). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 21 octobre 1946 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole », p. 1978.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 916 (Document n° 295). — Dépôt du rapport par M. Gaspary, p. 1338 (Document n° 463). — Discussion, p. 1416; adoption, p. 1417.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3180 (Document n° 4530). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 5558 (Document n° 5211). — Discussion et adoption, p. 6933 (Loi n° 48-1649 du 1^{er} octobre 1948, J. O. du 2 octobre 1948).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Le Goff, conseiller de la République, tendant à adapter les modalités d'application et de financement de la sécurité sociale à la situation particulière des professions agricoles (n° 1207), p. 2523.

Conseil de la République. — Retrait de la proposition de loi de M. Le Goff tendant à adapter les modalités d'application et le financement de la sécurité sociale à la situation particulière des professions agricoles (n° 216, année 1947), p. 1052.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant le régime agricole des assurances sociales, p. 2106 (Document n° 3944).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à maintenir aux salariés des professions agricoles et forestières des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle le régime de sécurité sociale institué par les ordonnances n° 45-2250 du 4 octobre 1945 et n° 45-2454 du 19 octobre 1945 et la loi n° 46-2126 du 30 octobre 1946, p. 1357 (Document n° 3661).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Scelleur tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture, p. 4498 (Document n° 4905).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Charpentier relative au financement des assurances sociales agricoles, p. 7555 (Document n° 5797).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lalay modifiant l'article 18 de l'ordonnance n° 45-2154 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux professions non agricoles, en vue d'assurer un meilleur remboursement des frais d'hospitalisation engagés par les assurés sociaux, p. 2620 (Document n° 883).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6129 (Document n° 5351).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Goff tendant à organiser la sécurité sociale en agriculture et à en déterminer les modalités de financement et d'application, p. 1352 (Document n° 311).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2524 (Document n° 4141). — Dépôt du rapport par M. René Charpentier, p. 6361 (Document n° 5395).

ALGÉRIE

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 12 février 1948, invitant l'Assemblée nationale à discuter sans retard les projets dont elle est saisie concernant l'application à l'Algérie de la sécurité sociale, p. 635. — Dépôt d'un rapport de Mme Sportisse sur: 1° les propositions de loi: a) de M. Fayet relative à la sécurité sociale en Algérie; b) de M. Augarde tendant à l'application de la sécurité sociale en Algérie; c) de M. Rabier relative à la sécurité sociale en Algérie; 2° la résolution de l'Assemblée de l'Union française tendant à introduire la sécurité sociale en Algérie par la voie de la procédure d'urgence (nos 425, 957, 1762), p. 1678 (Document n° 3790) (rectificatif, p. 1774).

ANCIENS COMBATTANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Béné tendant à étendre à tous les titulaires de la carte du combattant les avantages accordés par l'arrêté du 9 septembre 1946, p. 2106 (Document n° 3913).

ARMÉE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant intégration des militaires dans l'organisation générale de la sécurité sociale, p. 4016 (Document n° 4716). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à faire étendre le bénéfice de la sécurité sociale à tous les militaires en activité de service en

mon, ainsi qu'à leur famille, p. 1865 (Document n° 3952). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 2369 (Document n° 4246). — Dépôt d'un avis de la commission du travail et de la sécurité sociale par M. Viatte, p. 3294 (Document n° 4188). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 5795 (Document n° 5266). — Discussion, p. 7697; adoption, après modification du titre « *Projet de loi portant intégration des militaires dans l'organisation générale de la sécurité sociale* », p. 7712.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3635 (Document n° 81, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léon Dugain tendant à permettre l'affiliation au régime de sécurité sociale des grands invalides de guerre, incapables du fait de leurs blessures de se livrer à un travail lucratif, p. 5752 (Document n° 5239).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Bénédicte tendant à inviter le Gouvernement à effectuer le double versement à la sécurité sociale pour les jeunes gens appelés sous les drapeaux ou mobilisés, p. 605 (Document n° 3305).

ASSURANCE DÉCÈS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à exonérer des droits de mutation le capital décès prévu aux régimes complémentaires des assurances sociales, p. 6139 (Document n° 5113).

ASSURANCE INVALIDITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Renard sur la proposition de loi de M. Gabelle tendant à modifier les modalités de détermination des pensions d'invalidité des assurances sociales (2907), p. 922 (Document n° 3178).

ASSURANCE MALADIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 47-1611 du 30 août 1917 relative à l'assurance longue maladie aux membres de la famille de l'assuré social, p. 1218 (Document n° 3592). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3198 (Document n° 4550). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 5621 (Document n° 5232).

ASSURANCE MATERNITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à admettre les femmes d'assurés sociaux au bénéfice des allocations de repos en matière d'assurance maternité, p. 7372 (Document n° 5674).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux conjointes de salariés, durant leur grossesse, des allocations de repos au moins égales à celles dont bénéficient les personnes privées de ressources suffisantes, p. 5285 (Document n° 5139). — Retrait de la proposition de résolution, p. 5557.

ASSURANCE VIEILLESSE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck portant modification du régime de l'assurance vieillesse, p. 451 (Document n° 3267). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 3001 (Document n° 4317). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, p. 4270 (Document n° 4817). — Discussion, p. 4674; adoption, à l'unanimité, de la proposition de loi, p. 4691 (rectificatif, p. 4871).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1967 (Document n° 722). — Dépôt du rapport par M. Gabriel Ferrier, p. 1976 (Document n° 712). — Discussion, p. 2063. — Suite de la discussion, p. 2092; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2049 (rectificatif, p. 2172).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5160 (Document n° 5112). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 5352 (Document n° 5151). — Discussion, p. 5369; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 5373 (Loi n° 48-4306 du 23 août 1948, J. O. du 24 août 1948).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Croizat tendant à inviter le Gouvernement à prendre les arrêtés nécessaires en vue du relèvement des coefficients de majoration des pensions et rentes des assurés sociaux, p. 7163 (Document n° 5637).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 13 mars 1917 pour l'application de la loi du 13 septembre 1916 fixant la date d'application de la loi du 22 mai 1916 sur la généralisation de la sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance vieillesse, instituant une allocation temporaire aux vieux et relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, p. 8181 (Document n° 6001).

CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre André tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les assujettis à la sécurité sociale en prévoyant l'ouverture des bureaux de la sécurité sociale en contact avec le public aux heures et jours où celui-ci n'est généralement pas absorbé par ses occupations professionnelles, p. 2933 (Document n° 4309).

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à conférer le droit d'élire les administrateurs des caisses d'organisme de sécurité sociale à tous les Français soumis au régime de la loi du 13 septembre 1916 prévoyant la mise en vigueur de la loi du 22 mai 1916 portant généralisation de la sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance vieillesse (n° 18, année 1917), p. 150.

— Retrait d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mai 1947 la date de l'élection des administrateurs des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et à faire connaître aux intéressés, par une publicité suffisante, l'intérêt et les modalités de cette élection (n° 30, année 1917), p. 179.

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Rabaté sur: 1^o la proposition de loi de Mme Hélène Lejeune tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1915 qui limite l'attribution des bons de lait accordés aux mères qui ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement pour des raisons de santé, à celles qui élèvent elles-mêmes et à domicile leurs enfants non nourris au sein; 2^o la proposition de résolution de Mme Hélène Lejeune tendant à inviter le Gouvernement à fixer uniformément à 60 p. 100 de la prime d'allaitement le montant des bons de lait de toutes qualités accordés aux mères qui, pour de strictes raisons médicales, ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement, à l'exception des seuls laits médicamenteux ordonnés par le médecin et remboursés aux mêmes titre et tarif que les médicaments (nos 1917-1918), p. 811 (Document n° 3127).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hilaire Perdon relative à l'assimilation du personnel et des employés des champs de courses au personnel et aux employés des entreprises industrielles et commerciales et de leur intégration au régime général de la sécurité sociale, p. 3652 (Document n° 4599).

ÉTUDIANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ségelle tendant à étendre aux étudiants les dispositions de l'ordonnance du 19 octobre 1915 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, p. 1676 (Document n° 3740) (rectificatif, p. 2026). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à organiser la sécurité sociale aux étudiants, p. 2106 (Document n° 3900) (rectificatif, p. 2200). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garray tendant à étendre aux étudiants le bénéfice de la sécurité sociale, p. 2-69 (Document n° 4301). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 4053 (Document n° 4737).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud relative à l'ap-

plication aux étudiants des lois de sécurité sociale, p. 1595 (Document n° 588).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3947 (Document n° 4695). — Dépôt du rapport par M. Ségelle, p. 4897 (Document n° 5038). — Discussion, p. 5331; adoption après modification du titre: « *Proposition de loi étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-2154 du 19 octobre 1915, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles* », p. 5336 (rectificatif, p. 5512).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2180 (Document n° 793). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 2197 (Document n° 798). — Discussion, p. 2221; suite de la discussion, p. 2227; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2228 (rectificatif, p. 2276).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5511 (Document n° 5205). — Dépôt du rapport par M. Ségelle, p. 5733 (Document n° 5260). — Discussion, p. 6559; adoption de l'ensemble de la proposition de loi avec modifications, p. 6561 (Loi n° 48-1173 du 23 septembre 1948, J. O. du 24 septembre 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux étudiants le bénéfice de certaines prestations prévues par la législation de sécurité sociale, p. 514 (Document n° 472). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 1350 (Document n° 475). — Discussion, p. 1417 et adoption, p. 1449.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans le plus bref délai les décisions permettant l'application de la loi n° 48-1173 du 23 septembre 1915 étendant aux étudiants certaines dispositions du régime de la sécurité sociale, p. 3632 (Document n° 79, 2^e partie). — Lecture du rapport par Mme Devaud, p. 3613; discussion et adoption, à l'unanimité, p. 3619.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dans les délais prévus et dans son intégralité la loi n° 48-1173 du 23 septembre 1915 étendant aux étudiants le bénéfice de la sécurité sociale, p. 8073 (Document n° 5953). — Dépôt du rapport par M. Simonet, p. 8182 (Document n° 6003) (rectificatif, p. 8319).

FINANCEMENT DE LA RÉFORME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Perdon sur la proposition de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi réglementant le financement de la réforme destinée à assurer l'égalité entre salariés de l'agriculture et salariés du commerce et de l'industrie en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail (n° 1253), p. 2385 (Document n° 4083).

FONCTIONNAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Ségelle étendant le bénéfice de l'assurance invalidité aux fonctionnaires placés en position de disponibilité pour maladie, p. 682 (Document n° 3338).

FONCTIONNAIRES COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Clarys tendant à instituer en faveur des agents des collectivités locales un régime de sécurité sociale analogue à celui des fonctionnaires de l'Etat, p. 1167 (Document n° 525).

FRAIS MÉDICAUX, CHIRURGICAUX ET PHARMACEUTIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à défrayer les élèves des écoles normales de l'enseignement primaire des frais médicaux et chirurgicaux, p. 1676 (Document n° 3732).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à exempter les assurés so-

ciaux du versement d'avances pour les honoraires médicaux, les frais pharmaceutiques et d'hospitalisation, p. 2809 (Document n° 4263).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Octave Amiot portant extension de la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux bénéficiaires de l'allocation temporaire, p. 4211 (Document n° 4790).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques à tous les assurés sociaux titulaires d'une pension de vieillesse, p. 259 (Document n° 3167).

INTÉGRATION DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur le projet de loi tendant à adopter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres (2470), p. 922 (Document n° 3479). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Viatte, p. 2261 (Document n° 4017). — Discussion, p. 2629; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2631.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1202 (Document n° 410). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1371 (Document n° 491). — Discussion, p. 1491; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1498 (rectificatif, p. 1552).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3602 (Document n° 4570). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 4269 (Document n° 4811). — Discussion, p. 5445; adoption, p. 5416 (Loi n° 48-1307 du 23 août 1948, J. O. du 24 août 1948).

MINES

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi (Assemblée nationale; première législation) (n° 3057) apportant des améliorations au régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, p. 809.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à modifier les articles 151 et 200 du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 1445 (Document n° 3698). — Dépôt du rapport par M. Paul Sion, p. 3126 (Document n° 4107). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Ramette, p. 6396 (Document n° 5102). — Discussion et adoption, p. 6928.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3352 (Document n° 4027). — Lecture du rapport par M. Patraill, p. 3368; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3369.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6950 (Loi n° 48-1512 du 1^{er} octobre 1948, J. O. du 2 octobre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beaunier tendant à modifier l'article 151 (modifié par la loi n° 48-1512 du 1^{er} octobre 1948) du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 7105, 7117 (Document n° 5613). — Dépôt du rapport par M. Fiévez, p. 7178 (Document n° 5638). — Discussion, p. 7216; adoption, p. 7217.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3169 (Document n° 6, 2^e partie). — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 3190.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 7231 (Document n° 5670). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 7325 (Document n° 5689). — Adoption de la résolution, p. 7334.

Conseil de la République. — Lecture du rapport sur ladite proposition de loi par M. Grégory et discussion, p. 3197; adoption, p. 3198.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7371 (Loi n° 48-1853 du 8 décembre 1948, J. O. du 9 décembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, p. 362 (Document n° 3220).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fiévez tendant à relever, à partir du 1^{er} décembre 1917, de 30 p. 100 le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la caisse autonome nationale (C. A. N.), p. 343 (Document n° 3222). — Dépôt d'un rapport de M. Sion sur les propositions de loi: 1^o de M. Gabriel Roucaute tendant à relever, à partir du 1^{er} décembre 1917, de 30 p. 100 le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la caisse autonome nationale (C. A. N.); 2^o de M. Sion portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs; 3^o de M. Fiévez tendant à relever, à partir du 1^{er} décembre 1917, de 30 p. 100 le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la caisse autonome nationale (C. A. N.); (n° 2992, 3220, 3222), p. 866 (Document n° 3132). — Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 682 (Document n° 3311). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Sion sur le projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines et sur les propositions de loi: 1^o de M. Gabriel Roucaute tendant à relever, à partir du 1^{er} décembre 1917, de 30 p. 100 le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la caisse autonome nationale (C. A. N.); 2^o de M. Sion portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs; 3^o de M. Fiévez tendant à relever, à partir du 1^{er} décembre 1917, de 30 p. 100 le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la caisse autonome nationale (C. A. N.); (n° 2992, 3220, 3222, 3311, 3132), p. 1159 (Document n° 3536); discussion, p. 1113 et adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs* », p. 1111 (rectificatif, p. 1239).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 498 (Document n° 161). — Lecture du rapport par M. Molinié, p. 508; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 511.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4217 (Loi n° 48-399 du 10 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 7178 (Document n° 5630). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 7249 (Document n° 5638). — Discussion, p. 7277; adoption, à l'unanimité, du projet de loi, p. 7283.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3191 (Document n° 9, 2^e partie). — Lecture du rapport par M. Grégory, p. 3198; discussion, p. 3199; adoption, à l'unanimité, de l'avis sur le projet de loi, p. 3208.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7373 (Document n° 5716). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 7172 (Document n° 5776). — Discussion, p. 7552; adoption après modification, p. 7553 (Loi n° 48-1916 du 20 décembre 1948, J. O. du 21 décembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecœur portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, p. 4395 (Document n° 5017). — Dépôt du rapport par M. Fiévez, p. 6006 (Document n° 5321).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Sion tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter les dispositions de l'article 201 du décret du 27 novembre 1916, portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 2199 (Document n° 3994). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 3363 (Document n° 4196).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 4626 (Document n° 4966).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier les articles 45 et 103 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1916, portant organisation de la sécurité so-

ciale dans les mines, p. 6396 (Document n° 5399).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à modifier l'article 5 du décret du 27 novembre 1916 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 2809 (Document n° 4278).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à modifier l'article 205 du décret du 27 novembre 1916 portant application de la sécurité sociale dans les mines, p. 2809 (Document n° 4279).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras tendant à la constitution entre les caisses primaires de sécurité sociale et les caisses d'allocations familiales, de services communs d'encaissement des cotisations de sécurité sociale, p. 7656 (Document n° 5827).

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Abel-Durand tendant à organiser la gestion indépendante de la sécurité sociale prévue par la loi du 22 mai 1916: 1^o pour la population agricole; 2^o pour les employeurs, artisans et travailleurs indépendants (n° 61, année 1947), p. 116.

PROFESSIONS LIBÉRALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension de la législation des assurances sociales aux écrivains non salariés, p. 4869 (Document n° 5002).

VIEUX TRAVAILLEURS ET ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, p. 5627 (Document n° 5230). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant: 1^o à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour les troisième et quatrième trimestres de l'année 1948; 2^o à élever le taux de cette allocation à 1.600 francs par mois, p. 4869 (Document n° 5009). — Dépôt du rapport par M. Renard, p. 6006 (Document n° 5323). — Discussion, p. 6116; adoption après modification du titre, *Projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945*, p. 6119, 6119.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2610 (Document n° 888). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 3112 (Document n° 959). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Menu, p. 3292 (Document n° 1008). — Discussion, p. 3321, 3330; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3331 (rectificatif, p. 3171).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6901 (Document n° 5513). — Discussion, p. 6936; adoption du projet de loi avec modifications, p. 6938 (Loi n° 48-1522 du 29 septembre 1948, J. O. du 30 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 et le premier trimestre de l'année 1949, p. 8120 (Document n° 5963). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant: 1^o à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1948; 2^o à élever le taux de cette allocation de 2.500 francs par mois, p. 7338 (Document n° 5687). — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Renée Prévert tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 et le premier trimestre de l'année 1949 et tendant à élever le taux de cette allocation, p. 7372 (Document n° 5711). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 8182 (Document n° 5984). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Ramette, p. 8182 (Document n° 6002). — Discussion, p. 8188, adoption, après modification, du titre: « *Projet*

La loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948, en majorant le taux et modifiant la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, p. 8205.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3774 (Document n° 138, 2^e partie) — Lecture du rapport par Mme Devaud et discussion, p. 3809, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3810.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8309 (Loi n° 48-106 du 31 décembre 1948, J. O. du 2 janvier 1949).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Mamadou M'Bodje sur la proposition de résolution de M. Masson tendant à inviter le Gouvernement à fixer un minimum de moyens d'existence aux vieux travailleurs, aux titulaires de petites pensions, aux accidentés du travail, aux bénéficiaires de l'assistance et, d'une manière générale, aux « économiquement faibles » et à élever d'urgence, en attendant, leurs allocations, secours, pensions, dans la même proportion que l'augmentation qui a été accordée aux travailleurs de l'industrie, du commerce et des services publics (n° 953, année 1947), p. 174 (Document n° 153); adoption, p. 1046.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Renée Prévert étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, p. 1564 (Document n° 3767). — Dépôt du rapport par M. Amiot, p. 5753 (Document n° 5258). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, p. 7373 (Document n° 5702). — Adoption, p. 7567.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3608 (Document n° 70, 2^e partie). — Dépôt du rapport par Mme Claeys, p. 3833 (Document n° 166, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à réviser le montant des allocations attribuées aux « économiquement faibles », p. 2319 (Document n° 1035). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Denise Ginolfin tendant à inviter le Gouvernement à porter le taux de l'allocation temporaire versée aux économiquement faibles à 1.600 francs par mois, p. 2605 (Document n° 4113). — Dépôt du rapport par M. Ramette, p. 3363 (Document n° 4191). — Discussion, p. 3387; adoption après modification du titre « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le taux de l'allocation temporaire versée aux « économiquement faibles », p. 3388.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Meunier tendant à augmenter la limite des ressources pour l'attribution de l'allocation aux économiquement faibles, p. 1218 (Document n° 3693). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3198 (Document n° 4516).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Bastide tendant à accorder aux conjointes ex-salariées le bénéfice de l'intégralité de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 1026 (Document n° 3538). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3493 (Document n° 4518).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat tendant à porter au taux unique de 36.000 francs l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 7168 (Document n° 5629). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ségelle tendant à majorer le montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 7656 (Document n° 5811). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à régler le mode de calcul du plafond des cotisations d'assurances sociales, p. 7962 (Document n° 5900). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à revaloriser les pensions d'invalidité de la sécurité sociale, p. 7962 (Document n° 5901). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 8347 (Document n° 6025).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à augmenter la limite des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 1218 (Document n° 3601).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à accorder aux femmes ex-salariées le bénéfice absolu de l'allocation

« vieux travailleurs », p. 1677 (Document n° 3781).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boulayant tendant à porter le taux de l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés à 36.000 francs par an avec unification des zones, p. 2319 (Document n° 4037).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 2, § 1^{er}, de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 organisant sur des nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs salariés et modifiant le régime des pensions de vieillesse et d'invalidité des assurances sociales, p. 3000 (Document n° 4311).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardon-Damarzid tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2153 du 7 octobre 1946, augmentant le taux des allocations aux vieux travailleurs salariés, des pensions de vieillesse révisées et des pensions d'invalidité fixées par la loi n° 46-1 du 3 janvier 1946 et modifiant les ordonnances n° 45-170 du 2 février 1945 et n° 45-2154 du 19 octobre 1945 relatives à la sécurité sociale, p. 4489 (Document n° 540).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3551 (Document n° 4565).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Denise Bastide modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 relative aux allocations aux vieux travailleurs salariés, p. 8120 (Document n° 5968).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Burlot tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la limite des revenus pour l'attribution des allocations aux économiquement faibles, p. 451 (Document n° 3266).

— Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue d'accorder, à compter du 1^{er} juillet 1948 aux vieux travailleurs anciens salariés et aux économiquement faibles une augmentation du taux de leurs allocations, p. 6157 (Document n° 5453).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fredet tendant à inviter le Gouvernement à faire payer à domicile toutes les allocations aux « vieux » qui en feront la demande, p. 6869 (Document n° 5526).

Automobiles. — V. Assurance toute nature. — Commerce et industrie (entreprises diverses). — France d'outre-mer. — Impôts (chiffre d'affaires, taxes départementales). — Interpellations n° 42, 168, 172. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 28, 32, 58, 59, 81; 92. — Transports et voies de communications.

Autorails. — V. Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

Autoroute de l'Ouest. — V. Transports et voies de communication.

Autriche. — V. Postes, télégraphes et téléphones (colis postaux, franchise postale).

Auxiliaires de l'Etat. — V. Fonctionnaires (titularisation).

Aveugles. — V. Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Aviation. — V. Armée de l'air. — Armée de mer. — Education physique et sports. — Transports et voies de communication (transports aériens).

Avocats. — V. Offices publics et ministériels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux droits de plaidoirie des avocats, p. 7910 (Document n° 5888).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjot tendant à modifier l'article 24 de la loi du 22 Ventôse an XII, les articles 22 et 26 de l'acte dit loi n° 2525 du 26 juin 1941 et les articles 1^{er}, 4 et 7 de l'acte dit loi n° 2691 du 26 juin 1941 relatif à la profession d'avocat, p. 1676 (Document n° 3734). — Dépôt du rapport par M. Minjot, p. 5409 (Document n° 5169).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à modifier la loi du 26 juin 1941 instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, p. 7962 (Document n° 5930).

Avoine. — V. Agriculture (blé, céréales).

Avoirs à l'étranger. — V. Capitiaux.

Avortement. — V. Enfance (Protection de l').

Avoués. — V. Offices publics et ministériels.

B

Baccalauréat. — V. Enseignement secondaire. — Interpellations, n° 107.

Banque de l'Algérie. — V. Algérie.

Banque de France. — V. Agriculture (crédit agricole). — Capitiaux. — Monnaie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 2518 (Document n° 4166). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 2566; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2567.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1131 (Document n° 375). — Lecture du rapport par M. Alain Poher et discussion, p. 1134; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1136.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2603 (Loi n° 48-815 du 13 mai 1948, J. O. du 14 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le ministre des finances à passer des conventions avec le gouverneur de la Banque de France, p. 3882 (Document n° 4685). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 4499 (Document n° 4912). — Discussion et adoption, p. 5508.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2411 (Document n° 860). — Dépôt du rapport par M. Janton, p. 2932 (Document n° 424). — Discussion, p. 2952; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2953.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6158 (Loi n° 48-1106 du 9 septembre 1948, J. O. du 10 septembre 1948).

Baraquement. — V. Assurances de toute nature.

Bâtiments scolaires. — V. Budget 1948 (éducation nationale).

Baudets nationaux. — V. Haras.

Baux commerciaux. — V. Loyers.

Baux à ferme. — Baux ruraux. — V. Loyers.

Beaux-arts. — V. Enseignement des beaux-arts. — Pensions et retraites (personnels civils et militaires).

Bénéfices agricoles. — V. Impôts. — Interpellations n° 91.

Bénéfices illicites. — V. Impôts.

Bénéfices industriels et commerciaux. — V. Impôts (bénéfices industriels et commerciaux, prélèvement).

Bénéf. (Edouard). — V. Allocations.

Benzoil. — V. Code du travail (hygiène et sécurité des travailleurs).

Berliet (usines). — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Bernadotte (comte). — V. Hommage.

Bétail. — V. Agriculture (cheptel).

Beurre. — V. Agriculture (lait et produits laitiers). — Commerce et industrie.

Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Ott sur la proposition de résolution de M. Ernest Pezet, tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réinstallation de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine dans des locaux et en un lieu appropriés à ses fins (n° 695, année 1947), p. 241 (Document n° 92). — Retrait de la proposition, p. 1326.

Bibliothèque nationale.

Assemblée nationale. — Demande de prêt à la Bibliothèque nationale d'un certain nombre de pièces destinées à figurer dans une exposition organisée à l'occasion du centenaire de la révolution de 1848; autorisation accordée, p. 830.

Bicyclettes. — V. *Transports et voies de communication (automobiles).***Bien de famille.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Minjoz sur la proposition de loi de M. Pernot, conseiller de la République, et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 12 juillet 1909, modifiée par le décret-loi du 11 juin 1933, sur la constitution du bien de famille insaisissable (n° 2820), p. 2199 (Document n° 4004). — Adoption, p. 2731 (rectificatif, p. 2810).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1302 (Document n° 447) (rectificatif, p. 1331). — Dépôt du rapport par M. Boivin. — Champeaux, p. 1490 (Document n° 513). — Discussion et adoption de l'avis, p. 1633.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3947. (Loi n° 48-1082 du 7 juillet 1948, J. O. du 8 juillet 1948).

Biens italiens en Tunisie. — V. *Conventions internationales (traité de paix).***Biens séquestrés.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Darras sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à accorder des délais de paiement aux sinistrés et spoliateurs de biens sous séquestre provenant de patrimoines ennemis ou des collaborateurs (n° 2472), p. 1446 (Document n° 3692).

Biens sinistrés français à l'étranger.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Philippe Gerber sur la proposition de résolution de M. Ernest Pezet, tendant à inviter le Gouvernement à étudier et faire voter en faveur des sinistrés français à l'étranger, la loi prévue par l'article 9 de la loi du 28 octobre 1946 (n° 629, année 1947), p. 204 (Document n° 65). — Discussion, p. 506; adoption après modification du titre: « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier et faire voter, en faveur des sinistrés français à l'étranger, la loi prévue par l'article 10 de la loi du 28 octobre 1946 », p. 508.

Bières et boissons gazeuses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Rezaudie sur la proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à réclamer la construction, l'installation et l'emploi des appareils à pression pour le débit de la bière (n° 2993), p. 2199 (Document n° 3371). — Adoption, p. 2732.

Bilan national. — V. *Modernisation et équipement (Plan de).***Billets de banque.** — V. *Impôts (prélèvements).* — *Monnaie.***Billets à ordre.** — V. *Code de commerce.***Billets au porteur.** — V. *Monnaie.***Biscuiteries.** — V. *Commerce et industrie.***Blé.** — V. *Agriculture (blé, farine et pain, crédit agricole).* — *Conventions internationales (accords commerciaux).* — *Exportations et importations.* — *Interpellations n° 129.***Bois et forêts.** — V. *Agriculture (ministère).* — *Incendie.*

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Mouchet tendant à modifier les dispositions relatives au compte spécial affecté aux exploitations forestières dites « exploitations en régie » (n° 3007), p. 293.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Zunino sur la proposition de résolution de M. Girardot tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre l'effort de reboisement dans le bassin de la Durance et à rétablir la conservation des eaux et forêts de Digne (n° 1639), p. 4572 (Document n° 4936). — Adoption, p. 5441.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barbier organisant la lutte contre les parasites animaux et végétaux des bois et forêts, p. 3239 (Document n° 4162). — Dépôt du rapport par M. Monin, p. 3822 (Document n° 4654). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Monin, p. 6260 (Document n° 5372).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Rulle sur la proposition de loi de M. Garcia tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy (n° 1239), p. 3948 (Document n° 4710).

— Dépôt d'un avis de la commission de l'Agriculture par M. Jean Masson (Haute-Marne) sur la proposition de résolution de M. Edgar Faure, tendant à inviter le Gouvernement à établir un secteur libre immédiat dans le commerce des bois et à supprimer les autorisations de transport (n° 1795-2429), p. 1967 (Document n° 3362).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Liguard tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté totale du commerce des bois, p. 2605 (Document n° 4171). — Dépôt du rapport par M. Mauroux, p. 4749 (Document n° 4973).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouchet tendant à la suppression définitive du « compte spécial » affecté aux exploitations forestières dites « exploitations en régie » et à son remplacement par des dispositions nouvelles, p. 298 (Document n° 3190).

Boissons. — V. *Alcool.* — *Débit de boissons.***Bons de lait.** — V. *Assurances sociales (divers).***Boucheries.** — V. *Commerce et industrie.***Bouilleurs de cru.** — V. *Alcool.***Boulangerie.** — V. *Code du travail (travail de nuit).***Bouquinistes.** — V. *Impôts (bénéfices industriels).***Brevets d'invention.** — V. *Conventions internationales.* — *Propriété industrielle.***Budgets.** — V. *Comptabilité publique.* — *Cour des comptes.* — *Cour de discipline budgétaire.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 7 du décret du 21 mai 1933, p. 8316 (Document n° 6017).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardeux, tendant à intéresser les fonctionnaires aux économies, p. 921 (Document n° 3163).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mendès-France, tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale le projet de loi organique réglant le mode de présentation du budget et à s'inspirer à cet égard des suggestions du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, p. 8347 (Document n° 6015).

Budgets de 1940 à 1947.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercice clos et d'exercices périmés, p. 5819 (Document n° 5277). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 7011 (Document n° 5590). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé,

p. 7325 (Document n° 5682). — Discussion, p. 7340; adoption, p. 7343 (rectificatif, p. 7412).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3520 (Document n° 21, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Berthion, p. 3534 (Document n° 23, 2^e partie). — Discussion, p. 3542; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3546.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7470 (Loi n° 48-1862 du 9 décembre 1948, J. O. du 10 décembre 1948).

Budget de 1946.**DÉPENSES MILITAIRES**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais, tendant à modifier l'article 43 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 portant fixation du budget général (crédits militaires) pour l'année 1946, p. 2106 (Document n° 3910).

Budget de 1947. — V. *Ports maritimes et fluviaux.***DÉPENSES MILITAIRES**

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture et annulation de crédits au titre des dépenses militaires de l'exercice 1947 (n° 929, année 1947), p. 214 (Document n° 69). — Discussion, p. 226; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 238.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 684 (Document n° 3370). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 922 (Document n° 3163). — Discussion, p. 1328; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1328 (Loi n° 48-388 du 5 mars 1948, J. O. du 6 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchemoun, tendant à remplacer la date du 1^{er} juillet 1947 prévue par l'alinéa 2 (8¹) de l'article 5 du titre 1^{er} de la loi n° 46-2922 du 23 décembre 1946 portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires), par la date du 1^{er} juillet 1948, p. 272 (Document n° 3179).

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Juge tendant à modifier la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, p. 5075 (Document n° 5077).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947 (n° 47-1501) portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, p. 7534 (Document n° 5785).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roubert tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, p. 3887 (Document n° 173, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8346 (Document n° 6019).

SERVICES CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier tendant à abroger l'article 40 de la loi n° 46-2913 du 23 décembre 1946, portant ouverture de crédits provisionnels applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947, p. 4617 (Document n° 3726).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit au titre du budget du ministère de la production industrielle pour l'exercice 1947, p. 2604 (Document n° 4153). — Dépôt du rapport par M. Robert Buron, p. 5940 (Document n° 5306). — Discussion, p. 6114; adoption, p. 6115.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2640 (Document n° 881). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 3352 (Document n° 1923). — Discussion, p. 3401; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3402.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6949 (Loi n° 48-4521 du 29 septembre 1948, J. O. du 30 septembre 1948).

SERVICES CIVILS ET MILITAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget ordinaire (services civils) et du budget de reconstruction et d'équipement; 2° ratification de décrets (n° 998, année 1947), p. 414 (Document n° 36). — Discussion, p. 186; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 196.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 363 (Document n° 3233). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 684 (Document n° 3336). — Discussion, p. 777; adoption après de nouvelles modifications, p. 778 (Loi n° 48-268 du 18 février 1948, J. O. du 19 février 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi collectif d'ordonnement portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947; 2° ratification de décrets, p. 4123 (Document n° 3549). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1371 (Document n° 3823). — Discussion, p. 1973; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1994.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 887 (Document n° 262) (rectificatif, p. 947). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 994 (Document n° 315). — Discussion, p. 1009; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1028 (rectificatif, p. 1090).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2385 (Document n° 4031). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2561 (Document n° 4173). — Discussion, p. 2567; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 2568 (rectificatif, p. 2810) (Loi n° 48-810 du 13 mai 1948, J. O. du 14 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification des décrets portant réalisation d'économies en application de la loi n° 47-1127 du 25 juin 1947, portant réalisation d'économies et aménagement de ressources, p. 2384 (Document n° 4068).

Budget de 1948. — V. *Economies et finances (redressement)*.

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour les mois d'avril et mai 1948, p. 1763 (Document n° 3801). — Lecture du rapport par M. Raymond-Alexandre Guesdon, p. 1943; discussion, p. 1944; adoption, au scrutin, p. 1963 (rectificatif, p. 2109).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 869 (Document n° 253). — Dépôt du rapport par M. Hocquard, p. 839 (Document n° 261); discussion, p. 901; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 912 (rectificatif, p. 947).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2063 (Loi n° 48-472 du 21 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948, p. 2384 (Document n° 4069). — Dépôt du rapport par M. Guesdon, p. 4016 (Document n° 4718). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Monteil, p. 4101 (Document n° 4740). — Discussion générale: *Section commune*, p. 4151, 4196, 4215, 4231, 4251, 4261, 4408, 4416. — *Section guerre*: dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 4336 (Document n° 4850); discussion, p. 4477, 4490, 4518, 4536. — *Section marine*: dépôt d'un rapport de M. Pierre Meunier, p. 4016 (Document n° 4720). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Pierre Monteil, p. 4017 (Document n° 431). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pierre Meunier, p. 4336 (Document n° 4849); discussion, p. 4543, 4562. — *Section air*: dépôt d'un rapport par M. Pinay, p. 4016 (Document n° 4719); discussion, p. 4567, 4593, 4612, 4661. — *Service des essences et des poudres*: dépôt d'un rapport par M. Tourlaud, p. 4016 (Document n° 4722); discussion, p. 4694, 4697. — *France d'outre-mer*: dépôt d'un rapport par M. Edouard Daladier, p. 4016 (Document n° 4721). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Foreinal, p. 4709 (Document n° 4974); discussion, p. 4709, 4728. — Discussion des articles, p. 4737, 4745; question de confiance, p. 4753; explication de vote, p. 4846; retrait et suite de la discussion, p. 4858, 5451; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5459 (rectificatif, p. 4627, 5685, 6003).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2221 (Document n° 809). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 2268 (Document n° 815). — *Section guerre*: rapporteur M. Boudet; discussion, p. 2280; adoption, p. 2299. — *Section commune*: rapporteur M. Monnet; discussion, p. 2304; adoption, p. 2314. — *Section marine*: rapporteur M. Courrière; discussion, p. 2350; adoption, p. 2363. — *Armement*: rapporteur M. Baron; discussion, p. 2445; adoption, p. 2447, 2449. — *Poudres*: rapporteur M. Baron; discussion, p. 2447; adoption, p. 2448. — *Essences*: rapporteur M. Baron; discussion, p. 2448; adoption, p. 2449. — *France d'outre-mer*: rapporteur M. Louis Ignacio-Pinto; discussion, p. 2449; adoption, p. 2455. — *Section air*: rapporteur M. Marc Gerber; discussion, p. 2553; adoption, p. 2570. — Discussion générale, p. 2571. — Discussion des articles, p. 2585; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2592 (rectificatifs, p. 2521, 2548, 2678, 2912).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6100 (Document n° 5311). — *Marine*: dépôt d'un rapport par M. Pierre Meunier (Document n° 5358). — *Services des essences et des poudres*: dépôt d'un rapport par M. Tourlaud (Document n° 5359). — *France d'outre-mer*: dépôt d'un rapport par M. Edouard Daladier (Document n° 5360). — *Guerre*: dépôt d'un rapport par M. R.-A. Guesdon (Document n° 5361). — *Air*: dépôt d'un rapport par M. A. Pinay (Document n° 5362), p. 6173. — Discussion, p. 6319; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 6329 (Loi n° 48-1377 du 27 août 1948, J. O. du 31 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires ordinaires et des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour les mois de juillet et août 1948, p. 4864 (Document n° 4997). — Lecture du rapport par M. Raymond-Alexandre Guesdon, p. 4867; discussion, p. 4865; adoption, p. 4867.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1969 (Document n° 729). — Lecture du rapport et discussion, p. 1969; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1972.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4867 (Loi n° 48-1159 du 20 juillet 1948, J. O. du 21 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Villon relative aux dépenses militaires de 1948, p. 4195 (Document n° 4771).

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (art. 74 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, relative à diverses dispositions d'ordre financier); désignation de membres, p. 3552.

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Alain Poher sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant autorisation d'engagement de dépenses et ouver-

ture de crédits provisionnels au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement (dépenses civiles) pour l'exercice 1948 (n° 99, année 1947), p. 42 (Document n° 9). — Discussion, p. 42; adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement, dépenses civiles, pour l'exercice 1948.* », p. 52.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 113 (Document n° 3088). — Lecture du rapport par M. Lionel de Tinguy et discussion, p. 114; rejet des textes amendés par le Conseil de la République et du titre; adoption des textes votés par l'Assemblée nationale en première lecture et du titre, p. 122 (Loi n° 48-32 du 7 janvier 1948, J. O. du 8 janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948 (n° 3028), p. 683 (Document n° 3335). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 867 (Document n° 3458). — Discussion générale, p. 1017, 1120; discussion des budgets des différents ministères: Affaires étrangères, p. 1053, 1101; Agriculture, p. 1053, 1101; Anciens combattants, p. 1062, 1101; Education nationale, p. 1063, 1101; Finances et affaires économiques, p. 1069; France d'outre-mer, p. 1069; Industrie et commerce, p. 1078; Intérieur, p. 1079, 1102; Justice, p. 1080; Présidence du conseil, p. 1080, 1102; Reconstruction et urbanisme, p. 1083; Santé publique, p. 1088, 1102; Travail et sécurité sociale, p. 1089; Travaux publics et transports, p. 1090, 1102; Marine marchande, p. 1099; Caisse d'épargne, p. 1102; Postes, télégraphes et téléphones, p. 1102; Radiodiffusion française, p. 1103; discussion des articles, p. 1101; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1122 (rectificatif, p. 1219, 1289, 3654).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 474 (Document n° 150). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 659 (Document n° 269). — Discussion générale, p. 738, 749; discussion des budgets des différents ministères: affaires étrangères, p. 764, 823; agriculture, p. 764, 823; anciens combattants et victimes de la guerre, p. 779, 823; finances, p. 786; France d'outre-mer, p. 787; industrie et commerce, p. 795; intérieur, p. 804, 824; justice, p. 807; présidence du conseil, p. 807, 824; reconstruction, p. 812; santé publique, p. 815, 824; travail et sécurité sociale, p. 817; travaux publics et transports, p. 818, 824; marine marchande, p. 822; caisse nationale d'épargne, p. 824, 825; postes, télégraphes et téléphones, p. 824, 825; radiodiffusion française, p. 825; discussion des articles, p. 826; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 852 (rectificatif, p. 1595).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1967 (Document n° 3866). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 2024 (Document n° 3880). — Discussion, p. 2048; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 2052 (Loi n° 48-466 du 21 mars 1948, J. O. du 23 mars 1948).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Apurement des opérations terminées. — Mise au point des opérations de reconstruction et d'équipement.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1053.
Conseil de la République. — Adoption, p. 764.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 21 (budget, reconstruction et équipement) promulguée au J. O. du 23 mars 1948, ceux entre parenthèses représentent la numérotation primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 2. — Autorisations de dépenses et crédits de paiement.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 1053; adoption, p. 1101.

Conseil de la République. — Discussion, p. 764; adoption, p. 823.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2049; adoption avec de nouvelles modifications, p. 2050.

Art. 3. — Annulation d'autorisations de dépenses.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 1101; adoption, p. 1102.

Conseil de la République. — Discussion, p. 823; adoption, p. 824.

Art. 4. — Annulation des autorisations de dépenses. — Ouvertures de crédits provisionnels accordés par la loi du 7 janvier 1948.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1102. Conseil de la République. — Adoption, p. 824.

Art. 5. — Budgets annexes. — Autorisations de dépenses et crédits de paiement.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 1102; adoption, p. 1103.

Conseil de la République. — Discussion, p. 824; adoption, p. 825.

Art. 6. — Opérations abandonnées. — Annulation d'autorisation de dépenses.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1103. Conseil de la République. — Adoption, p. 825.

Art. 7. — Recettes des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général. — Fixation.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1104. Conseil de la République. — Adoption, p. 825.

Art. 8. — Budgets annexes. — Annulation des autorisations de dépenses. — Ouverture de crédits provisionnels accordés par la loi du 7 janvier 1948.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1104. Conseil de la République. — Adoption, p. 826.

Art. 9. — Entreprises nationalisées et Société nationale des chemins de fer. — Programmes de premier établissement. — Autorisation législative préalable.

Assemblée nationale (art. 8 bis nouveau). — Discussion, p. 1104; adoption, p. 1106.

Conseil de la République. — Discussion, p. 826; adoption, p. 831.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 2050.

Art. 10. — Entreprises nationalisées. — Dépenses de premier établissement — Fixation du montant.

Assemblée nationale (art. 9). — Discussion, p. 1106; adoption, p. 1110.

Conseil de la République. — Discussion, p. 832; adoption, p. 833.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2050; rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2051.

Art. 11. — Société nationale des chemins de fer. — Dépenses d'établissement et de reconstitution. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 10). — Discussion, p. 1111; adoption, p. 1112.

Conseil de la République. — Discussion, p. 838; adoption, p. 841.

Art. 12. — Fonds de modernisation et d'équipement. — Autorisation de consentir des avances à certaines collectivités et entreprises.

Assemblée nationale (art. 11). — Adoption, p. 1112.

Conseil de la République. — Discussion, p. 841; adoption, p. 842.

Art. 13. — Société « Air France ». — Dépenses de premier établissement. — Augmentation du montant.

Assemblée nationale (art. 12). — Discussion et adoption, p. 1113.

Conseil de la République. — Discussion, p. 842; adoption, p. 844.

Art. 14. — Société « Air France ». Avances du Trésor.

Assemblée nationale (art. 13). — Adoption, p. 1113.

Conseil de la République. — Adoption, p. 844.

Art. 15. — Prêts aux industriels, commerçants et artisans alsaciens et lorrains. — Montant maximum des fonds que le ministre est autorisé à mettre à la disposition du Crédit national

Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 1113.

Conseil de la République. — Adoption, p. 844.

Art. 16. — Energie électrique dans les campagnes. — Distribution. — Avances de l'Etat. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 15). — Discussion, p. 1113; adoption, p. 1114.

Conseil de la République. — Discussion, p. 844; adoption, p. 845.

Art. 17. — Travaux équipement rural. — Prêts aux communes et aux syndicats des communes. — Montant maximum des avances de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 1114.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 845.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 2051.

Art. 18. — Logement rural. — Amélioration. — Montant maximum des avances de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 17). — Adoption, p. 1114.

Conseil de la République. — Adoption, p. 845.

Art. 19. — Attribution de prêts aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers, rapatriés et anciens déportés. — Montant maximum des avances de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 1114.

Conseil de la République. — Discussion, p. 845; adoption, p. 846, 851.

Art. 20. — Attribution de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs. — Montant maximum des avances de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 19). — Adoption, p. 1114.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 846.

Art. 21. — Equipement coopératif de l'agriculture. — Développement. — Prêts à long terme. — Avances de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 20). — Discussion, p. 1114; adoption, p. 1115.

Conseil de la République. — Adoption, p. 846.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 2051.

Art. 22. — Reprise de l'activité agricole. — Prêts aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers rapatriés et anciens déportés. — Renouvellement des crédits.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 1115.

Conseil de la République (art. 20 bis). — Discussion et adoption, p. 847, 851.

Art. 23. — Viticulteurs victimes de sinistres non assurables. — Attribution de prêts à moyen terme spéciaux.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 1115; adoption, p. 1116.

Conseil de la République (art. 20 ter). — Adoption, p. 847.

Art. 24. — Energie électrique dans les campagnes. — Travaux d'équipement rural. — Logement rural. — Avances que le ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 24). — Discussion, p. 1116; adoption, p. 1117.

Conseil de la République. — Adoption, p. 847.

Art. 25. — Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones. — Dotation du fonds d'approvisionnement.

Assemblée nationale (art. 22). — Adoption, p. 1117.

Conseil de la République. — Adoption, p. 847.

Art. 26. — Habitations à bon marché. — Montant du programme de construction. — Prêts aux organismes.

Assemblée nationale (art. 23). — Discussion, p. 1117; adoption, p. 1119.

Conseil de la République. — Discussion, p. 848; adoption, p. 848.

Art. 27. — Crédit maritime mutuel. — Avances à la caisse de crédit coopératif.

Assemblée nationale (art. 24). — Discussion, p. 1119; adoption, p. 1120 (rectificatif, p. 1219).

Conseil de la République. — Discussion, p. 848; adoption, p. 849.

Art. 28. — Equipement des petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales et hôtelières et des entreprises artisanales. — Avances de l'Etat aux organismes de crédit populaire. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 25). — Adoption, p. 1120.

Conseil de la République. — Discussion, p. 849; adoption, p. 850.

Art. 29. — Industrie cinématographique. — Avances de l'Etat. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 26). — Adoption, p. 1120.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 850.

* Organismes antituberculeux. — Etablissements de lutte contre le cancer. — Subventions pour dépenses d'équipement.

Assemblée nationale (art. 27, 28 et 29). — Disjoints par la commission, p. 1120.

Conseil de la République. — Reprise des articles par la commission et discussion, p. 850; adoption, p. 851.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2051; et disjonction, p. 2052.

Art. 30. — Couverture des hausses de prix intervenues depuis le 15 octobre 1947. — Autorisations de dépenses et ouverture de crédits. — Répartition.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1120. Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 851.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 2052.

Art. 31. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1120. Conseil de la République. — Adoption, p. 851.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépense et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires de reconstruction et d'équipement pour le mois de juin 1948, p. 2053 (Document n° 4311). — Lecture du rapport par M. Raymond-Alexandre Guesdon, p. 2075; discussion, p. 2076; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2084.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1291 (Document n° 438). — Lecture du rapport par M. Boudet et discussion, p. 1306. adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1311.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3038 (Loi n° 48-888 du 29 mai 1948, J. O. du 30 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification des autorisations d'engagements de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, p. 4163 (Document n° 4747). — Dépôt du rapport par M. Cogniot, p. 4719 (Document n° 4977). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Degoutte, p. 4964 (Document n° 5008). — Discussion, p. 4868; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4869.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1975 (Document n° 734). — Dépôt du rapport par M. Reverbori, p. 1989 (Document n° 758). — Discussion, p. 2002; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2002.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5076 (Loi n° 48-1292 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1948, p. 4211 (Document n° 4775).

SERVICES CIVILS

Conseil de la République. — Lecture d'un rapport par M. Alain Poher sur un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles (Document n° 5) et discussion, p. 7, 15, 30; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 35 (rectificatifs, p. 34, 138).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 52 (Document n° 3082). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 97 (Document n° 3086). — Discussion, p. 84; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 86. (Loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, J. O. du 7 janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Charles Barangé sur le projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget général (dépenses ordinaires des services civils) et des budgets annexes (services civils) pour l'exercice 1948 comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française (n° 3026), p. 2606 (Document n° 4181). — Discussion, p. 2820; adoption, p. 2836 (rectificatif, p. 5500).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1191 (Document n° 405). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 4356 (Document n° 698). — Discussion, p. 4915; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 4932 (rectificatif, p. 1972).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4624. (Loi n° 48-234 du 23 juillet 1948, J. O. du 31 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), p. 4356 (Document n° 3657). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2385 (Document n° 4046). — Discussion, p. 2776. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4168 (Document n° 4719). — Discussion du budget des différents ministères, p. 2776. — Discussion des articles, p. 5159; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5167 (rectificatifs, p. 5635; voir également à la suite de chaque ministère).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2228 (Document n° 810). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 2268 (Document n° 817). — Discussion des différents ministères, p. 2155. — Discussion des articles, p. 2887; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2942 (rectificatif, p. 2957; voir également à la suite de chaque ministère).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 5407) et dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6421 (Document n° 5409). — Discussion des différents ministères, p. 6512; discussion des articles, p. 6520; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6526. (Loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948, J. O. du 19 septembre 1948).

AFFAIRES ALLEMANDES, AUTRICHIENNES ET SAÏBE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Jacques Duclos. — Discussion, p. 5144; adoption, p. 5148 (rectificatifs, p. 6008, 6162, 6988).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion, p. 2721; adoption, p. 2724, 2726 (rectificatif, p. 2912, 3473).

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Gilles Gozard. — Discussion, p. 5179, 5189; adoption, p. 5202.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Alain Poher. — Discussion, p. 2851; adoption, p. 2859 (rectificatif, p. 2930).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6516.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Jacques Duclos. — Discussion, p. 5122. — Adoption, p. 5135 (rectificatif, p. 5111).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Landry. — Discussion, p. 2621; adoption, p. 2637.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6512.

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Liouet de Tinguay. Discussion, p. 2776, 2897, 2916; adoption, p. 2926 (rectificatif, p. 5229, 6008).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Landaboure. — Discussion, p. 2459. — Suite de la discussion, p. 2484; adoption, p. 2486 (rectificatif, p. 2678).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6512; adoption, p. 6513.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Albert Aubry. — Discussion, p. 5400, 5420, 5446. — Adoption, p. 5451.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Fauslin Merle. — Discussion, p. 2829; adoption, p. 2851.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6513.

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Jacques Gresa. — Discussion, p. 5025; adoption, p. 5035.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Jean-Marie Thomas, p. 2511; adoption, p. 2516.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6519; adoption, p. 6520.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Pierre Gabelle. — Discussion, p. 3750, 5159; adoption, p. 3752, 5179 (rectificatif, p. 4101).

Conseil de la République. — Adoption, p. 2644.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6524.

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. René Lamps. — Discussion, p. 5223, 5235, 5251, 5271, 5292, 5311, 5325, 5329, 5338; adoption, p. 5351 (rectificatif, p. 5111, 5558, 6008).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Reverbori. — Discussion, p. 2765, 2789, 2822; adoption, p. 2829 (rectificatif, p. 2912).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6513; adoption, p. 6515.

FINANCES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Mendès-France. — Discussion, p. 5149, 5168, 5271. — Adoption, p. 5179 (rectificatifs, p. 5111, 6008, 6162).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Pauly. — Discussion, p. 2726; adoption, p. 2733.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6515; adoption, p. 6516.

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Rapporteur M. André Burlot. — Discussion, p. 3239, 3285, 3316, 3328, 3352; adoption, p. 3361.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Vieljeux. — Discussion, p. 2503, 2506; adoption, p. 2520 (rectificatif, p. 2678).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6516.

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. René Lamps. — Discussion, p. 3361; adoption, p. 3362.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion et adoption, p. 2520.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Robert Buron. — Discussion, p. 4796; adoption, p. 4814 (rectificatif, p. 4871).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Marranc. — Discussion, p. 2690; adoption, p. 2698.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6516; adoption, p. 6517 (rectificatif, p. 6901).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Pierre Truffaut. — Discussion, p. 4825, 4915, 4924, 4932; adoption, p. 4969 (rectificatif, p. 5185).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Avinin. — Discussion, p. 2611; adoption, p. 2678 (rectificatif, p. 2861).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6517.

JUSTICE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Edgar Faure. — Discussion, p. 3110, 3751; adoption, p. 3754.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Philippe Gerber. — Discussion, p. 2455; adoption, p. 2459.

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Robert Bétolaud. — Discussion, p. 4821; adoption, p. 4825 (rectificatif, p. 4871).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion, p. 2524; adoption, p. 2525.

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. René Pleven. — Discussion, p. 4905, 5016; adoption, p. 5017 (rectificatif, p. 5229).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Gourrière. — Discussion, p. 2637; adoption, p. 2639 (rectificatif, p. 2930).

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6519.

MONNAIES ET MÉDAILLES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Bernard Paumier. — Discussion, p. 5036; adoption, p. 5037.

Conseil de la République. — Rapporteur M. Hocquard. — Discussion et adoption, p. 2524.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Léon Bagain. — Discussion, p. 3736; adoption, p. 3750, 5179 (rectificatifs, p. 5111, 6577).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Georges Lacaze. — Discussion, p. 2605; adoption, p. 2614.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6524; adoption, p. 6525.

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Maurice Petsche. — Discussion, p. 4036, 4083, 4132; adoption, p. 4136 (rectificatif, p. 4384, 5229, 6162).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Monnet. — Discussion, p. 2593; adoption, p. 2605 (rectificatif, p. 2783).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6517; adoption, p. 6518.

RADIODIFFUSION FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Clément Tailade. — Discussion, p. 4136; adoption, p. 4148 (rectificatif, p. 4383, 5229).

Conseil de la République. — Rapporteur M. Minvielle. — Discussion, p. 2546; adoption, p. 2547.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6525.

RAVITAILLEMENT (SERVICE DU)

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Bernard Paumier. — Discussion, p. 5203; adoption, p. 5223 (rectificatif, p. 5353).
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Sauer. — Discussion, p. 2757; adoption, p. 2765 (rectificatif, p. 2912).

RECONSTRUCTION ET URANISME

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Joseph Lancl. — Discussion, p. 4759, 4776; adoption, p. 4791.
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Jean-Marie Gronier. — Discussion, p. 2486; adoption, p. 2503 (rectificatif, p. 2956).
 Assemblée nationale. — Discussion, p. 6518; adoption, p. 6519.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Marc Dupuis. — Discussion, p. 5037, 5062, 5117; adoption, p. 5122 (rectificatif, p. 5111).
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Dorey. — Discussion, p. 2693; adoption, p. 2721.
 Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6519.

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Arthur Ramette. — Discussion, p. 4971; adoption, p. 4985 (rectificatif, p. 6003).
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Vicloor. — Discussion, p. 2733; adoption, p. 2745.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Pierre Gabelle. — Discussion, p. 3754; adoption, p. 3769.
 Conseil de la République. — Rapporteur M. Jean-Marie Thomas. — Discussion, p. 2525; adoption, p. 2541 (rectificatif, p. 2678).
 Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 6519.

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Ouverture et annulation de crédits.

Assemblée nationale. — Article réservé, p. 2776; adoption de l'ensemble de l'article, p. 5459.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 2987.
 Assemblée nationale. — Adoption, p. 6520.

Art. 2. — Dotations de 1949. — Autorisation d'engagement de dépenses par anticipation.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 5159.
 Conseil de la République. — Discussion, p. 2887; adoption, p. 2889.

Art. 3. — Gestion des crédits afférents aux paiements à l'imprimerie nationale. — Versement de provisions.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 5460.
 Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2888.

Art. 4. — Prime à la sériciculture. — Prorogation pour une période d'un an.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 5460.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 2888.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6521.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 11 septembre 1948 promulguée au Journal officiel du 19 septembre 1948. ceux, entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 5. — Assurance contre la grêle. — Subvention au profit des petits exploitants. — Abrogation de l'article 134 de la loi du 31 mars 1902.

Assemblée nationale (art. 4 bis). — Adoption, p. 5460.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2888.

* Budget des anciens combattants et victimes de la guerre. — Report par décret de crédits inscrits en 1947.

Assemblée nationale (art. 5). — Disjonction, p. 5460.

Art. 6. — Exportations de charbon. — Bénéfices et pertes.

Assemblée nationale (art. 5 bis). — Adoption, p. 5460.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2889.

Art. 7. — Dépenses d'assistance dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. — Fixation du barème de répartition.

Assemblée nationale (art. 6). — Adoption, p. 5460.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2889.

* Fonctionnement des services antivénéériens. — Répartition des dépenses.

Assemblée nationale (art. 7). — Adoption, p. 5460.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 2888.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6520.

Art. 8. — Direction générale de la sécurité sociale. — Traitements et indemnités afférents à trois emplois de rédacteur. — Modification.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 5460.
 Conseil de la République. — Adoption, p. 2888.

Art. 9. — Sociétés mutualistes de fonctionnaires et agents de l'Etat. — Subventions.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 5460; adoption, p. 5461.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2888; adoption, p. 2889.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6520; adoption, p. 6521.

Art. 10 et 11. — Sociétés mutualistes. — Subventions accordées par l'Etat. — Suppression du prélèvement de 10 p. 100 institué par le décret du 16 juillet 1935.

Assemblée nationale (art. 10 et 10 bis). — Adoption, p. 5461.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2889.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne l'article 10 et adoption du texte du Conseil de la République pour l'article 10 bis, p. 6521.

Art. 12. — Réseaux secondaires d'intérêt général. — Travaux complémentaires de premier établissement. — Montant.

Assemblée nationale (art. 11). — Discussion et adoption, p. 5461.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2889.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 6521.

* Concession du canal de la Sambre à l'Oise. — Approbation de la convention de résiliation amiable.

Assemblée nationale (art. 12). — Disjoint par la commission, p. 5461.

Art. 13. — Approbation de l'avenant passé entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 5461.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2889.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6521.

* Personnels non titulaires. — Suspension du recrutement. — Procédure de dérogation. — Reclassement des agents déçagés des cadres.

Assemblée nationale (art. 14, 15 et 16. — Discussion, p. 5461; adoption, p. 5462.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2889; disjonction, p. 2891.

Assemblée nationale. — Discussion et disjonction, p. 6521.

Art. 11. — Personnels titulaires. — Recrutement. — Concours.

Assemblée nationale (art. 17). — Discussion et adoption, p. 5462.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2890, 2893; adoption, p. 2893.

Assemblée nationale. — Adoption avec de nouvelles modifications, p. 6522.

* Reclassement des fonctionnaires titulaires.

Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 5463.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 2392.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6522.

Art. 15. — Agents titulaires mis à la disposition du centre d'orientation et de réemploi. — Maintien temporairement dans cette position.

Assemblée nationale (art. 19). — Adoption, p. 5463.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2892.

* Application aux personnels civils des départements militaires des articles 14 à 19. — Abrogation de toutes dispositions contraires.

Assemblée nationale (art. 20). — Adoption, p. 5463.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 2892.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6522.

Art. 16 et 17. — Limites d'âge. — Modification à certains textes concernant l'application.

Assemblée nationale (art. 21 et 22). — Adoption, p. 5463.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 2392.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6522; reprise et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 6523.

* Reculs de limite d'âge et prorogations. — Bénéfice.

Assemblée nationale (art. 21 bis). — Disjonction, p. 5463.

* Directeurs généraux et directeurs. — Mise à la retraite. — Fixation.

Assemblée nationale (art. 22 bis). — Disjonction, p. 5463.

Art. 18. — Fonctionnaires promus à l'échelon ou au grade supérieur. — Minimum d'ancienneté. — Durée moyenne dans chaque échelon.

Conseil de la République (art. 22 bis nouveau). — Discussion et adoption, p. 2892.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6523.

* Fonctionnaires. — Limite d'âge. — Application au cadre administratif. — Droit à prolongation des services.

Conseil de la République (art. 22 bis A). — Retrait, p. 2893.

Art. 19. — Rémunération des ouvriers de l'Etat. — Fixation par arrêtés.

Assemblée nationale (art. 23). — Adoption, p. 5464.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2893.

Art. 20. — Imputation sur les crédits de matériel ou de travaux, de rémunérations mensuelles de personnels. — Conditions.

Assemblée nationale (art. 24). — Adoption, p. 5464.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2893.

* Pensions civiles et militaires. — Abrogation des dispositions des 3^e et 4^e paragraphes de l'article 5 de la loi du 14 août 1924.

Assemblée nationale (art. 25). — Disjoint par la commission, p. 5464.

Art. 21. — Anciens agents de l'Etat et des collectivités publiques, tributaires de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Application de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948.

Assemblée nationale (art. 25 A). — Discussion et adoption, p. 5161.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2893.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6523.

Art. 22. — Droits à pension des veuves des fonctionnaires retraités par application des dispositions de l'article 21 de la loi n° 47-1165 du 8 août 1947.

Assemblée nationale (art. 26). — Adoption, p. 5161.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2893.

Art. 23. — Droits à pension des veuves des officiers retraités par application du titre 1^{er} de la loi du 26 décembre 1945.

Assemblée nationale (art. 26 bis). — Adoption, p. 5161.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2891.

Art. 24. — Pensions de guerre. — Relèvement du taux.

Assemblée nationale (art. 26 bis A). — Adoption, p. 5161.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2891.

Art. 25 et 26. — Pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. — Modification.

Assemblée nationale (art. 26 ter et quater). — Adoption, p. 2891.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2891.

* Administration centrale du ministère de l'agriculture. — Licenciement des administrateurs civils en surnombre.

Conseil de la République (art. 26 series nouveau). — Adoption, p. 2891.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6523.

* Inspecteurs de l'agriculture licenciés par suppression d'emplois. — Réintégration d'office dans les cadres de directeurs départementaux des services agricoles.

Conseil de la République (art. 26 septies nouveau). — Adoption, p. 2891.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6523.

Art. 27. — Allocations provisoires d'attente. — Transfert par arrêté du budget des anciens combattants au budget des finances.

Assemblée nationale (art. 26 quinquies). — Adoption, p. 5161.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2891.

Art. 28. — Conseil économique. — Effectif du personnel administratif.

Assemblée nationale (art. 27). — Adoption, p. 5161.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2891.

Art. 29. — Inspecteurs des colonies. — Nombre à admettre à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1948.

Assemblée nationale (art. 23). — Adoption, p. 5161.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2891.

Art. 30. — Gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies. — Mise à la retraite. — Age minimum.

Assemblée nationale (art. 28 bis). — Adoption, p. 5161.

Conseil de la République (adoption, p. 2895).

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 6524.

Art. 31. — Fonctionnaires de l'ancienne administration centrale des colonies versés dans les corps d'administrateurs des colonies. — Emplois outre-mer.

Assemblée nationale (art. 23 ter). — Adoption, p. 5161.

Conseil de la République. — Discussion, p. 6895; adoption, p. 2896.

* Fusion des corps de contrôle du ministère de l'économie nationale.

Assemblée nationale (art. 23 quater). — Article disjoint par la commission; reprise du texte du Gouvernement; discussion et adoption, p. 5165.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2896; disjonction, p. 2897.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6523; disjonction, p. 6521.

* Directions et services du ministère des finances et des affaires économiques (affaires économiques). — Fixation du nombre et des dénominations. — Abrogation de l'ordonnance n° 45-2527 du 26 octobre 1945.

Assemblée nationale (art. 28 quinquies). — Adoption, p. 5165.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 2897.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6524.

* Ministère de l'intérieur. — Réorganisation de l'administration centrale.

Assemblée nationale (art. 29). — Adoption, p. 5165.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 2897.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6524.

Art. 32. — Radiodiffusion française. — Situation du personnel.

Assemblée nationale (art. 29 bis). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2897.

Art. 33 et 34. — Subventions spéciales de l'Etat aux collectivités locales pour l'exercice 1947. — Solde. — Report à l'exercice 1948.

Assemblée nationale (art. 29 ter et 29 quater). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Discussion; p. 2897; adoption avec modifications en ce qui concerne l'article 29 ter, p. 2903.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6521.

Art. 35. — Subventions spéciales aux départements et aux communes. — Versement avant le 31 décembre 1948. — Application de l'article 29 ter à l'exercice 1947 exclusivement.

Conseil de la République (art. 29 quinquies). — Adoption, p. 2903.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6521.

Art. 36. — Préfecture de police. — Effectifs maximums. — Fixation.

Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2903.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6524.

Art. 37. — Ouverture de crédits (services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947. — Abrogation de l'article 9 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947.

Assemblée nationale (art. 30 bis). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2901.

Art. 38. — Service des transmissions du ministère de l'intérieur. — Création de cadres permanents de fonctionnaires titulaires.

Assemblée nationale (art. 30 ter). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2901.

Art. 39. — Communes dotées d'un corps de police d'Etat. — Désignation par décret en conseil d'Etat.

Assemblée nationale (art. 30 quater). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2905; adoption, p. 2906.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6524.

Art. 40. — Fonctionnaires de la caisse nationale des marchés de l'Etat. — Validation des services accomplis.

Assemblée nationale (art. 31). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2906.

Art. 41. — Imprimerie nationale. — Ouvriers et agents. — Validation des services auxiliaires.

Assemblée nationale (art. 31 bis). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2906.

Art. 42. — Recettes et dépenses ordinaires des budgets annexes (services civils).

Assemblée nationale (art. 32). — Adoption, p. 5166.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2906.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6524; adoption avec modifications, p. 6525.

* Centre national d'études des télécommunications: — Effectifs des officiers et sous-officiers mis à la disposition du centre.

Assemblée nationale (art. 33). — Disjoint par la commission, reprise du texte et discussion, p. 5166; disjonction, p. 5167.

Conseil de la République. — Reprise du texte et discussion, p. 2906; adoption, p. 2907.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6525.

Art. 43. — Postes, télégraphes et téléphones. — Autorisation de recrutement sur emplois à créer au 1^{er} janvier 1949. — Ouverture d'examens ou concours.

Assemblée nationale (art. 34). — Adoption, p. 5167.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2907.

Art. 44. — Annuaire officiel des abonnés au téléphone. — Prix de cession. — Fixation par arrêté.

Assemblée nationale (art. 35). — Adoption, p. 5167.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2907.

Art. 45. — Créations et suppressions d'emplois.

Assemblée nationale (art. 36). — Adoption, p. 5167.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 2907.

Assemblée nationale. — Reprise du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture et adoption, avec modifications, p. 6525.

Art. 46. — Créances résultant de la liquidation des marchés de la défense nationale. — Acquiescement des dépenses. — Prorogation.

Assemblée nationale (art. 36 bis). — Adoption, p. 5167.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2908.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 6525.

Art. 47. — Règlement des dépenses obligatoires acquittées en plusieurs échéances.

Assemblée nationale (art. 37). — Adoption, p. 5167.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2908.

Art. 48. — Nomenclature des services votés pour l'exercice 1948.

Assemblée nationale (art. 38). — Adoption, p. 5167.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2909.

Art. 49. — Renseignements à fournir aux Chambres. — Liste non limitative.

Assemblée nationale (art. 39). — Adoption, p. 5167.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2909; adoption, p. 2910.

Art. 50. — Autorisation de dépenses (décret du 8 avril 1948) — Autorisation de dépenses pour l'organisation européenne de coopération économique (décrets des 16 avril, 2 et 22 juin 1948). — Ratification.

Assemblée nationale (art. 39 bis). — Adoption, p. 5167.

Conseil de la République. — Discussion p. 2910; adoption, p. 2911.

Art. 51. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.

Assemblée nationale (art. 40). — Adoption, p. 5467.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2911.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de dépenses sur l'exercice 1948 et majoration de droit (reconduction du budget, allocation aux économiquement-faibles, création de postes au ministère de l'intérieur, radiodiffusion, déclaration d'impôts), p. 1763 (Document n° 3302). — Discussion, p. 1912; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1922 (rectificatif, p. 2109).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 838 (Document n° 255). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 896 (Document n° 266). — Discussion, p. 915, 923; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 927 (rectificatif, p. 917).
Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 2059 (Document n° 3305). — Rapporteur M. Charles Barangé; adoption au scrutin du projet de loi avec modifications, p. 2061 (Loi n° 49-171 du 21 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'engagement des dépenses de l'exercice 1948, p. 3210 (Document n° 4475). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 3294 (Document n° 4481). — Discussion et adoption du projet de loi, p. 3372.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1131 (Document n° 508). — Lecture du rapport par M. Alain Poher, discussion et adoption, p. 1149.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3179 (Loi n° 48-966 du 11 juin 1948, J. O. du 12 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, p. 5352 (Document n° 5155). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5938 (Document n° 5289). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5939 (Document n° 5287). — Discussion générale, p. 6019; discussion des articles, p. 6050, 6073; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6098 (rectificatifs p. 6261, 6397, 6988).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2620 (Document n° 882). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 2932 (Document n° 917). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 2932 (Document n° 918). — Discussion générale, p. 3311; discussion des articles, p. 3311, 3353, 3369, 3378; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 3396 (rectificatif, p. 3174).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6936 (Document n° 5551). — Rapporteur M. Charles Barangé et discussion, p. 6933; adoption, au scrutin, du projet de loi après modifications, p. 6916 (rectificatif, p. 7012) (Loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948, J. O. du 30 septembre 1948).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Evaluation des voies et moyens.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 6050.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3311.

Art. 2. — Bons du Trésor. — Exonérations fiscales.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6050.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3311.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 26 septembre 1948 (voies et moyens) promulguée au J. O. du 30 septembre 1948, ceux entre parenthèses représentent la numérotation primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

* Sociétés nationales d'investissement. — Régime fiscal des apports de titres faits par l'Etat à ces sociétés.

Assemblée nationale (art. 3). — Disjonction, p. 6050.
Conseil de la République. — Disjonction, p. 3311.

Art. 3 et 4. — Photocopie des actes judiciaires, des actes notariés et des exploits d'huissiers.

Assemblée nationale (art. 4 et 5). — Adoption, p. 6050.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3311.

* Dépôts de fonds au Trésor faits par des collectivités et des établissements publics. — Exemption de l'impôt sur le revenu.

Assemblée nationale (art. 6). — Disjonction, p. 6051.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3315.

Assemblée nationale. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 6938.

Art. 5 et 6. — Régime fiscal des sociétés holdings de chercheurs de produits pétroliers.
Assemblée nationale (art. 7 et 8). — Discussion, p. 6051; adoption, p. 6052.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3316; adoption, p. 3358.

* Opérations de Bourse. — Modification du taux de l'impôt.

Assemblée nationale (art. 9). — Disjonction p. 6052.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3353; adoption, p. 3359.

Assemblée nationale. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 6933.

* Opérations de pensions sur effets publics ou privés en banque. — Régime fiscal.

Assemblée nationale (art. 10 et 11). — Disjonction, p. 6052.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3359.

Assemblée nationale. — Disjonction des textes introduits par le Conseil de la République, p. 6938.

Art. 7. — Droit de communication des agents des administrations fiscales. — Mesures d'adaptation.

Assemblée nationale (art. 12). — Adoption, p. 6052.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3359; adoption, p. 3360.

Art. 8. — Produits pétroliers. — Fabrication de produits chimiques de synthèse. — Exonération de la taxe intérieure.

Assemblée nationale (art. 13). — Adoption, p. 6052.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3360; adoption, p. 3361.

Assemblée nationale. — Adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 6938.

Art. 9. — Exploitants de cabarets avec dancing ou attractions. — Cautionnement.

Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 6052.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3361.

Art. 10. — Taxe à la production dans les départements d'outre-mer. — Réduction du taux.

Assemblée nationale (art. 15). — Discussion, p. 6053; adoption, p. 6051.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3361; adoption, p. 3362.

Art. 11. — Aliénation des immeubles domaniaux par la voie des enchères.

Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 6051.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3362.

Art. 12. — Permis de chasse. — Majoration du droit de timbre.

Assemblée nationale (art. 16 bis). — Discussion, p. 6051; adoption, au scrutin, p. 6056.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3362; adoption, p. 3365.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption avec de nouvelles modifications, p. 6939.

* Navires, marchandises et passagers. — Droits de quai. — Majoration.

Assemblée nationale (art. 16 ter). — Discussion, p. 6056; adoption au scrutin, p. 6057.
Conseil de la République. — Disjonction, p. 3365.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6910 (rectificatif, p. 6988).

Art. 13, 14 et 15. — Ports maritimes. — Navires en provenance ou à destination. — Droits de quai. — Dérégulations pour certains ports sinistrés.

Assemblée nationale (art. 16 quater à 16 sexies). — Adoption, p. 6057.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3365.

Art. 16. — Départements d'outre-mer. — Taux des droits de quai. — Fixation par décret.

Assemblée nationale (art. 16 septies). — Discussion, p. 6057; adoption, p. 6058.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3365.

Assemblée nationale. — Adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 6910.

Art. 17. — Enregistrement. — Abrogation des paragraphes 2 des alinéas C des articles 802 et 803 du code.

Assemblée nationale (art. 16 octies). — Adoption, p. 6058.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3365.

Assemblée nationale. — Adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 6910.

Art. 18. — Bénéfices industriels et commerciaux. — Régime du forfait. — Application du paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 13 mai 1948.

Assemblée nationale (art. 16 nonies). — Adoption, p. 6058.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3365.

* Immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce et de clientèle. — Première mutation. — Taxe complémentaire additionnelle.

Assemblée nationale (art. 16 décies). — Disjonction, p. 6058.

Art. 19. — Nullité des actes de spoliation. — Institution d'un délai.

Assemblée nationale (art. 17). — Discussion et adoption, p. 6058.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3366.

Art. 20. — Agriculture. — Répartition des produits et moyens de production. — Financement.

Assemblée nationale (art. 18). — Discussion, p. 6058; adoption, p. 6061.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3366; adoption, p. 3367.

Art. 21. — Coopératives agricoles d'approvisionnement. — Taxe sur chiffre d'affaires. — Taux.

Assemblée nationale (art. 18 bis). — Adoption, p. 6061.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3367; adoption, p. 3368.

Art. 22. — Canal de Pierrelatte. — Dépenses de remise en état. — Couverture de la part incombant aux usagers.

Assemblée nationale (art. 19). — Discussion, p. 6061; adoption, p. 6062.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3368.

Art. 23. — Enseignement du second degré. — Brevet d'études du premier cycle. — Perception d'un droit d'examen.

Assemblée nationale (art. 20). — Discussion et adoption, p. 6062.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3369; adoption, p. 3370.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6910.

Art. 24. — Examens de l'enseignement technique. — Relèvement des droits.

Assemblée nationale (art. 21). — Discussion et adoption, p. 6062.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3330; adoption, p. 3371.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6910.

* Examen d'ingénieur autotactile. — Relèvement des droits.

Assemblée nationale (art. 22). — Adoption, p. 6063.

Conseil de la République. — Discussion et disjonction, p. 3371.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6910.

Art. 25. — Enseignement ménager familial. — Examens. — Droits d'inscription et de diplôme.

Assemblée nationale (art. 23). — Discussion et adoption, p. 6063.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3371; adoption, p. 3372.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6910.

Art. 26. — Ecoles supérieures de commerce. — Concours d'entrée et examens de sortie. — Droits d'inscription. — Fixation du taux.

Assemblée nationale (art. 24). — Adoption, p. 6063.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3372.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6910.

Art. 27. — Ecole du Louvre. — Relèvement des droits scolaires.

Assemblée nationale (art. 25). — Adoption, p. 6063.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3372.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6910.

Art. 28. — Monuments anciens de France. — Montant des droits d'inscription au cours supérieur. — Fixation par arrêté.

Assemblée nationale (art. 26). — Adoption, p. 6063.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3372.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6911.

Art. 29 et 30. — Droits d'expédition des pièces conservées dans les archives de l'Etat. — Tarif des épreuves de sceaux délivrées par les archives nationales.

Assemblée nationale (art. 27 et 28). — Adoption, p. 6063.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3373.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République, p. 6911.

* Etablissement de spectacles jouissant de l'autorisation des jeux. — Tarif progressif.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6064; disjonction, p. 6065.

* Successions. — Valeur portée pour le mobilier dans les polices d'assurances. — Chiffre retenu.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et retrait, p. 6065.

Art. 31. — Caisse autonome d'amortissement. — Excédent net des ressources. — Versement à l'Etat au cours de chaque exercice.

Assemblée nationale (art. 29). — Adoption, p. 6063.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3373; adoption, p. 3375.

Art. 32. — Jeux dans les casinos. — Tarif de l'impôt progressif.

Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 6064.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3375.

Art. 33. — Caisses d'épargne. — Fonds de réserve et de garantie. — Montant.

Assemblée nationale (art. 31). — Adoption, p. 6055.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3375.

Art. 34. — Armée. — Allègements des obligations du service actif.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6065; adoption, p. 6066.

Conseil de la République (art. 31 bis). — Discussion, p. 3375; adoption, p. 3376.

Assemblée nationale. — Adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 6911.

Art. 35. — Armée de terre et de l'air. — Statut des sous-officiers de carrière. — Rétablissement.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6066; adoption, p. 6067.

Conseil de la République (art. 31 ter). — Adoption, p. 3376.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6911.

Art. 36. — Caisse intercoloniale des retraites. — Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses administratives.

Assemblée nationale (art. 32). — Adoption, p. 6067.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3376.

Art. 37. — Chemin de fer franco-éthiopien. — Accant portant fixation des frais généraux. — Approbation.

Assemblée nationale (art. 33). — Adoption, p. 6067.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3376.

Art. 38. — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion, de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien et des territoires d'outre-mer à exercer des dépenses d'entretien et de contrôle.

Assemblée nationale (art. 34). — Adoption, p. 6067.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3376.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6912.

Art. 39. — Dépenses d'information et de documentation des services relevant du ministère de la France d'outre-mer. — Contribution des territoires d'outre-mer.

Assemblée nationale (art. 35). — Adoption, p. 6067.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3376.

* Timbres-poste spéciaux avec surtaxe. — Emission dans les territoires d'outre-mer. — Produit de la surtaxe affecté à la dotation de la maison de la France d'outre-mer à créer à Paris.

Conseil de la République (art. 35 bis). — Discussion, p. 3376; adoption, p. 3377.

Assemblée nationale. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 6912.

Art. 40. — Frais de publication des mesures restreintes d'activités professionnelles. — Crédits correspondants rattachés au budget de l'industrie et du commerce.

Assemblée nationale (art. 36). — Adoption, p. 6067.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3378.

Art. 41. — Réception des véhicules automobiles. — Droit de délivrance des procès-verbaux.

Assemblée nationale (art. 37). — Discussion, p. 6067; adoption, p. 6068.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3378.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6912.

Art. 42. — Appareils à vapeur et appareils à pression de gaz. — Droits d'épreuves.

Assemblée nationale (art. 38). — Adoption, p. 6068.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3378.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6942.

Art. 43. — Carte géologique. — Conditions de vente.

Assemblée nationale (art. 39). — Discussion et adoption, p. 6068.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3378.

Art. 44. — Participation de l'Algérie aux dépenses militaires et de sécurité assumées sur son territoire par le budget de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 40). — Discussion, p. 6068; adoption, p. 6069.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3378.

Art. 45. — Signatures des agents consulaires étrangers en France. — Légalisation par les préfets. — Droits.

Assemblée nationale (art. 41). — Adoption, p. 6069.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3378.

Art. 46. — Cession ou location de matériel de propagande. — Vente et abonnement des publications concernant l'aviation civile et commerciale. — Produit. — Rétablissement de crédits.

Assemblée nationale (art. 42). — Discussion, p. 6069; adoption, p. 6070.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6913.

* Passagers et fret utilisant les aéroports d'Etat. — Institution d'une taxe et d'un droit d'entrée. — Révision du tarif des taxes d'atterrissage.

Assemblée nationale (art. 43). — Discussion et disjonction, p. 6070.

* Epreuve de pilotage sans visibilité. — Frais. — Remboursement par les candidats.

Assemblée nationale (art. 44). — Disjonction, p. 6070.

Art. 47. — Services rendus par les avions photographes à différents utilisateurs publics ou privés. — Remboursement.

Assemblée nationale (art. 45). — Adoption, p. 6070.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3378.

Art. 48. — Comptes spéciaux. — Prorogation du délai de présentation.

Assemblée nationale (art. 46). — Adoption, p. 6070.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 49. — Matériel en construction. — Fonds spécial de garantie contre les risques de guerre.

Assemblée nationale (art. 47). — Adoption, p. 6070.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 50. — Périodicité des autorisations de recettes et de dépenses à effectuer au titre du compte spécial en marks et en shillings.

Assemblée nationale (art. 48). — Discussion, p. 6070; adoption, p. 6070.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 51. — Règlement des créances des propriétaires de cargaisons dérotées pendant la période des hostilités. — Fixation du délai de forclusion.

Assemblée nationale (art. 49). — Adoption, p. 6080.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 52. — Avances en couverture d'achats intéressant l'approvisionnement de la métropole. — Date de clôture du compte spécial.

Assemblée nationale (art. 50). — Adoption, p. 6080.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 53. — Dépenses et recettes résultant du feu des contrats de garantie. — Création d'un compte spécial.

Assemblée nationale (art. 51). — Adoption, p. 6080.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

* Primes aux cultures vivrières dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. — Ouverture d'un compte spécial.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et disjonction, p. 6080.

Art. 54. — Introduction du franc en Sarre. — Recettes et dépenses consécutives. — Date de clôture du compte spécial. — Prorogation.

Assemblée nationale (art. 52). — Discussion, p. 6080, adoption, p. 6081.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 55. — Films français à l'étranger. — Exportations. — Garanties accordées par l'Etat.

Assemblée nationale (art. 53). — Adoption, p. 6081.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 56. — Production des films cinématographiques. — Avances du Trésor.

Assemblée nationale (art. 54). — Discussion et adoption, p. 6081.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3379.

Art. 57. — Avances aux caisses de solidarité.

Assemblée nationale (art. 55). — Adoption, p. 6081.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

* Dommages de guerre de 1914-1918. — Paiement des indemnités.

Assemblée nationale (art. 56). — Disjonction, p. 6081.

Art. 58. — Caisse centrale de la France d'outre-mer. — Recouvrement de la dotation.

Assemblée nationale (art. 57). — Adoption, p. 6081.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 59. — Territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. — Avances de la caisse centrale de la France d'outre-mer.

Assemblée nationale (art. 58). — Adoption, p. 6081.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3379.

Art. 60. — Montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé à accorder à la ville de Marseille.

Assemblée nationale (art. 59). — Discussion, p. 6081; adoption, p. 6082.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3379; adoption, p. 3380.

Art. 61. — Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur. — Avances du Trésor.

Assemblée nationale (art. 60). — Adoption, p. 6082.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3380.

Art. 62. — Assurance crédit à l'exportation et à l'importation. — Limite des engagements susceptibles d'être assumés pour le compte de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 61). — Adoption, p. 6082.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3380.

Art. 63 et 64. — Industriels, commerçants et agriculteurs, victimes de calamités publiques. — Prés.

Assemblée nationale (art. 62 et 63). — Discussion, p. 6082; adoption, p. 6085.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3380.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 6043.

* Communes victimes des calamités publiques. — Prés.

Conseil de la République (art. 63 bis nouveau). — Discussion et retrait, p. 3381.

Art. 65. — Chemin de fer et port de la Réunion. — Avances du Trésor

Assemblée nationale (art. 64). — Adoption, p. 6085.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3381.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6043.

Art. 66. — Chemin de fer franco-éthiopien. — Emission d'obligations.

Assemblée nationale (art. 65). — Adoption, p. 6085.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3381.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6043.

Art. 67. — Emission de nouveaux titres représentant les droits transférés à l'Etat en exécution de l'ordonnance du 9 juin 1945.

Assemblée nationale (art. 66). — Adoption, p. 6085.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3381.

Art. 68. — Approbation de la convention passée entre le ministre des finances et la caisse autonome d'amortissement.

Assemblée nationale (art. 67). — Adoption, p. 6085.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3381.

Art. 69. — Dépenses d'investissement payables en 1948. — Emission de rentes perpétuelles et de titres à long, moyen et court terme. — Avances du Trésor.

Assemblée nationale (art. 68). — Adoption, p. 6085.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3381.

Art. 70. — Spectacles. — Taxe. — Délibération du conseil municipal en ce qui concerne le tarif applicable.

Assemblée nationale (art. 69). — Adoption, p. 6086.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3381.

Art. 71. — Taxe de colportage. — Taux.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6086.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3382.

* Spectacles. — Prix d'entrée anormalement bas. — Taxe sur le montant des collations, abonnements ou prestations exigées des spectateurs.

Assemblée nationale (art. 70). — Disjonction, p. 6086.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3381.

Assemblée nationale. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, 3043.

Art. 72. — Sources d'eau minérale. — Autorisation pour les communes à percevoir une surtaxe.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6086.
Conseil de la République (art. 71 bis). — Adoption, p. 3382.

* Stations hydrominérales et climatiques. — Taux de séjour. — Modification.

Conseil de la République (art. 71 ter). — Discussion et rejet, p. 3382.

Art. 73. — Permis de construire. — Taxe. — Abrogation de l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2512 du 27 octobre 1945.

Assemblée nationale (art. 72). — Adoption, p. 6086.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3382.

Art. 74. — Taxe pour frais de chambres de métiers. — Décimes additionnels.

Assemblée nationale (art. 73). — Discussion et adoption, p. 6086.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3382.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6043.

* Dépôt de corps à l'institut médico-légal. — Taxe. — Modification de la loi du 13 avril 1926.

Assemblée nationale (art. 74). — Disjonction, p. 6086.

Art. 75. — Etablissements d'Alsace-Lorraine. — Conditions d'apurement des comptes.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3382.

Art. 76. — Rattachement des comptabilités de bureaux de bienfaisance et d'assistance à celles des communes.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3382.

Assemblée nationale. — Adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 6043.

Art. 77. — Budgets locaux. — Réduction du nombre de catégories des centimes additionnels.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3382.

* Chemins ruraux présentant un intérêt justifiant leur classement. — Incorporation au réseau des chemins vicinaux.

Assemblée nationale (art. 78). — Discussion et disjonction, p. 6087.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3382; adoption, p. 3383.

Assemblée nationale. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 6043.

Art. 78. — Entretien des chemins vicinaux. — Prestations. — Maximum.

Assemblée nationale (art. 79). — Disjonction, p. 6087.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3383.

Assemblée nationale. — Adoption du texte introduit par le Conseil de la République, p. 6043.

* Chemins vicinaux et chemins ruraux. — Unification de la législation.

Assemblée nationale (art. 80 et 81). — Disjonction, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3383.

Assemblée nationale. — Disjonction des articles introduits par le Conseil de la République, p. 6043.

Art. 79. — Etablissements hospitaliers. — Réduction des charges des fondations.

Assemblée nationale (art. 82). — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3384.

Art. 80. — *Approbation des budgets communaux dont les recettes sont inférieures à 25 millions de francs.*

Assemblée nationale (art. 83). — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3384.

Art. 81. — *Musées. — Droits d'entrée.*

Assemblée nationale (art. 84). — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3384.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6914.

Art. 82. — *Réunion des musées nationaux. — Énumération et affectation des ressources.*

Assemblée nationale (art. 85). — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3384.

Art. 83. — *Vente des guides et autres publications des musées nationaux.*

Assemblée nationale (art. 86). — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3384.

Art. 84. — *Eronération des droits universitaires. — Extension aux élèves de l'école nationale d'administration.*

Assemblée nationale (art. 87). — Adoption, p. 6087.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3384.

Art. 85. — *Contribution foncière des propriétés non bâties. — Centimes additionnels. — Autorisation de perception en 1948.*

Assemblée nationale (art. 89). — Discussion, p. 6087; adoption, p. 6088.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3384.

Art. 86. — *Taxe de solidarité agricole sur les viandes de boucherie. — Conditions de liquidation.*

Assemblée nationale (art. 89). — Adoption, p. 6088.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3384.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6914.

Art. 87 et 88. — *Développement économique et social des départements d'outre-mer. — Engagement de dépenses. — Autorisation.*

Assemblée nationale (art. 89 bis et 89 ter). — Adoption, p. 6088.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3384; adoption, p. 3387.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 6914.

Art. 89 et 90. — *Plan de progrès social de l'Algérie. — Création d'un fonds spécial. — Financement.*

Assemblée nationale (art. 90 et 91). — Adoption, p. 6088.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3387.

Art. 91. — *Pièces de 5 francs. — Relèvement du plafond d'émission.*

Assemblée nationale (art. 92). — Adoption, p. 6088.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3387.

Art. 92. — *Paiement par chèques et virements de certains règlements.*

Assemblée nationale (art. 93). — Adoption, p. 6088.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3387.

* *Règlement en numéraire du prix des animaux achetés à la ferme ou sur les champs de foire. — Abrogation.*

Assemblée nationale (art. 94). — Disjonction, p. 6088.

Art. 93. — *Infractions à la loi relative aux règlements par chèques et virements. — Amendes fiscales. — Montant.*

Assemblée nationale (art. 95). — Adoption, p. 6088.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3387.

Art. 94. — *Ecole nationale d'assurances. — Fonctionnement. — Frais.*

Assemblée nationale (art. 96). — Discussion, p. 6089; adoption après modifications, p. 6090.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3387; disjonction, p. 3393.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6914.

Art. 95. — *Voies ferrées d'intérêt local. — Subventions des départements et des communes. — Taux de transformation en annuité de la part supplémentaire.*

Assemblée nationale (art. 97). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3388.

Art. 96. — *Candidats aux élections à l'Assemblée nationale, au Conseil de la République et aux conseils municipaux. — Cautionnements versés à la caisse des dépôts et consignations. — Prescription. — Délai.*

Assemblée nationale (art. 98). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3388.

Art. 97. — *Loteries. — Modification des conditions d'approbation.*

Assemblée nationale (art. 99). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3388.

Art. 98. — *Emprunts. — Extension de l'article 73 de la loi du 21 mars 1947 aux unions d'associations.*

Assemblée nationale (art. 100). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3388.

Art. 99. — *Entreprises placées sous réquisition. — Situation. — Délai de régularisation.*

Assemblée nationale (art. 101). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3388.

Art. 100. — *Opérations immobilières des services publics. — Réglementation.*

Assemblée nationale (art. 102). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3388; adoption, p. 3389.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6914.

* *Société nationale des entreprises de presse. — Possibilité d'aliéner ou de louer certains biens dont elle a la gestion.*

Conseil de la République. — Discussion et rejet, p. 3389.

Art. 101. — *Monuments historiques endommagés par faits de guerre. — Restauration.*

Assemblée nationale (art. 103). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3389.

Art. 102. — *Caisses d'épargne. — Membres des commissions paritaires. — Imputation des frais de déplacement et de séjour.*

Assemblée nationale (art. 104). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3389.

Art. 103. — *Office national industriel de l'azote. — Émission d'emprunts.*

Assemblée nationale (art. 105). — Adoption, p. 6090.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3390.

* *Usines Renault. — Assujettissement au contrôle économique et financier.*

Assemblée nationale (art. 105 bis). — Adoption, p. 6091.
Conseil de la République. — Discussion et disjonction, p. 3390.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 6914.

* *Marchés de la défense nationale. — Règlement des créances résultant de la liquidation.*

Assemblée nationale (art. 106). — Disjonction, p. 6091.

Art. 104. — *Ports maritimes de commerce. — Travaux de construction et d'amélioration. — Modification de la procédure d'autorisation.*

Assemblée nationale (art. 107). — Adoption, p. 6091.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3390.

Art. 105. — *Statut fiscal et budgétaire franco-sarrois. — Ratif.*

Assemblée nationale (art. 108). — Adoption, p. 6091.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3390.

Art. 106. — *Traitements ou salaires des fonctionnaires et agents civils de l'Etat. — Majoration.*

Assemblée nationale (art. 108 bis nouveau). — Discussion et adoption, p. 6091.
Conseil de la République. — Discussion et disjonction, p. 3390.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6914.

* *Reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite). — Pensions aux veuves de guerre non remariées. — Majoration de la pension d'orphelin.*

Assemblée nationale (art. 108 ter nouveau). — Discussion, p. 6091; disjonction, p. 6093.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3390; rejet, p. 3391.

Art. 107. — *Attributions du ministre de la défense nationale, antérieurement dévolues au ministre de l'industrie et du commerce en ce qui concerne les marchés de l'Etat.*

Assemblée nationale (art. 108 quater nouveau). — Discussion, p. 6093; adoption, p. 6095.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3391; adoption, p. 3392.

Assemblée nationale. — Adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 6916.

* *Postes récepteurs de télévision. — Redevance annuelle. — Affectation.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6095; retrait, p. 6096.

Conseil de la République (art. 108 quater A). — Discussion, p. 3392; adoption, p. 3393.

Assemblée nationale. — Disjonction du texte introduit par le Conseil de la République, p. 9616.

* *Tabacs indigènes. — Commission chargée de fixer le prix moyen. — Composition.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et disjonction, p. 6095.
Conseil de la République (art. 108 quater B). — Discussion, p. 3393; rejet, p. 3394.

* *Radiodiffusion. — Equipement des émetteurs de télévision. — Crédit de démarrage.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Disjonction, p. 6096.

* *Coopératives agricoles d'approvisionnement. — Chiffre d'affaires. — Calcul de la tare.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Retrait, p. 6096.

Art. 108. — *Caisse de compensation des charges exceptionnelles. — Emploi des travailleurs frontaliers. — Abrogation de l'article 3 n° 55 de la loi du 13 juillet 1948 en ce qui concerne les industries de presse.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6096.
Conseil de la République (art. 108 quinquies). — Adoption, p. 3394.

Art. 109 et 110. — *Urbanisme et habitation. — Emplois permanents créés au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme. — Définition. — Agents temporaires et contractuels en fonctions au 1^{er} janvier 1947. — Intégration.*

Assemblée nationale (articles additionnels A et B). — Adoption, p. 6097.
Conseil de la République (art. 108 *sexies* et 408 *septies*). — Discussion, p. 3391; adoption, p. 3395.

Assemblée nationale. — Adoption des textes modifiés par le Conseil de la République, p. 6916.

Art. 111. — *Créances sur l'Etat. — Titulaires domiciliés en Alsace-Lorraine. — Règlement. — Prorogation jusqu'à la clôture de l'exercice 1948.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6933.

Conseil de la République (art. 108 *octies*). — Adoption, p. 3395.

* *Brevets d'invention. — Marques de fabrique et de commerce. — Taxes de dépôt. — Annuités.*

Conseil de la République (art. 108 *nonies*). — Discussion, p. 3355; retrait, p. 3395.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948, p. 6158 (Document n° 5150). — Rapporteur M. Charles Barangé et discussion, p. 6565; adoption à l'unanimité du projet de loi, p. 1508.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3112 (Document n° 955). — Lecture du rapport par M. Dorey et discussion, p. 3159; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3161.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6699 (Loi n° 48-1119 du 18 septembre 1948, J. O. du 21 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (collectif de dévaluation), p. 5352 (Document n° 5151). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6006 (Document n° 5312); discussion, p. 6119; adoption, au scrutin, p. 6127 (rectificatif, p. 6121, 6988).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2619 (Document n° 889). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 2932 (Document n° 911). — Discussion, p. 3396. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3101 (rectificatif, p. 3171).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6936 (Document n° 5519). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 6916; adoption au scrutin du projet de loi avec modifications, p. 6917 (Loi n° 48-1500 du 26 septembre 1948, J. O. du 29 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils), p. 5795 (Document n° 5263). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6029 (Document n° 5333). — Discussion, p. 6127; adoption, p. 6125 (rectificatif, p. 6397).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2619 (Document n° 887). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 3352 (Document n° 1022). — Discussion, p. 3102; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3103 (rectificatif, p. 3171).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6936 (Document n° 5520). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion et adoption du projet de loi, p. 6915 (Loi n° 48-1523 du 29 septembre 1948, J. O. du 30 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'exercice 1948 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, p. 6906 (Document n° 5313). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6269 (Document n° 5373). — Discussion, p. 6585; adoption, p. 6586.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3172 (Document n° 966). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 3260 (Document n° 975). — Discussion, p. 3355; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3356.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6936 (Document n° 5518). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 6917; adoption du projet de loi avec modifications, p. 6918 (Loi n° 48-1518 du 29 septembre 1948, J. O. du 30 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1947 à l'exercice 1948, p. 8181 (Document n° 5993).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget général de l'exercice 1948, n. 8316 (Document n° 6018). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 8317 (Document n° 6922).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Carcassonne tendant à compléter les dispositions de l'article 31 de la loi n° 48-21 du 6 janvier 1948 relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, p. 4370 (Document n° 489).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3291 (Document n° 4186).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à abroger l'alinéa 3 de l'article 8 de la loi n° 48-21 du 6 janvier 1948 relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, p. 3723 (Document n° 4609).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit en vue de couvrir les dépenses entraînées par la visite de son Altesse Royale la princesse Elizabeth, p. 2517 (Document n° 4174). — Rapporteur M. J. Duclos; adoption, p. 2565.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1133 (Document n° 371). — Lecture du rapport par M. Laffargue; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1133.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2603 (Loi n° 48-816 du 13 mai 1948, J. O. du 14 mai 1948).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au ministère de l'Agriculture en addition aux crédits ouverts par la loi du 14 septembre 1948, p. 7317 (Document n° 5675).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget du ministère de l'Éducation nationale. (Études de prototypes de bâtiments scolaires), p. 5752 (Document n° 5210). — Dépôt du rapport par M. Cozmiot, p. 6576 (Document n° 5479). — Adoption, p. 6733.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 993). — Dépôt du rapport par M. Réverhori, p. 3310 (Document n° 1014). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3353.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6950 (Loi n° 48-1527 du 29 septembre 1948, J. O. du 1^{er} octobre 1948).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit au budget de l'intérieur, p. 7291 (Document n° 5616). — Dépôt du rapport par M. Pierre Truffaut, p. 7338 (Document n° 5685). — Discussion, p. 7156; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7466.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3552 (Document n° 41, 2^e partie). — Lecture du rapport par M. Jacques Masteau et discussion, p. 3568; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3666.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7590 (Document n° 5818). — Dépôt du rapport par M. Pierre Truffaut, p. 8979 (Document n° 5952). — Dis-

ussion, p. 8126; adoption, au scrutin, avec modifications, p. 8127 (Loi n° 48-1961 du 30 décembre 1948, J. O. du 31 décembre 1948).

Budget de 1949.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de budget de l'année 1949 avant le 30 juin 1948, p. 2317 (Document n° 4031).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relatif aux économies budgétaires, p. 7390 (Document n° 5728). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7172 (Document n° 5771). — Discussion, p. 7533; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 7552 (rectificatif, p. 7753).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3552 (Document n° 45, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Joseph Berthoin, p. 3566 (Document n° 51, 2^e partie). — Discussion, p. 3582, 3588; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3599.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7735 (Document n° 5311). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7718 (Document n° 5860). — Discussion, p. 7780; adoption après modifications, p. 7781 (Loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948, J. O. du 22 décembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, p. 7171 (Document n° 5751). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7657 (Document n° 5831). — Discussion générale, p. 7713, 7767. — Suite de la discussion, p. 7790, 7802, 7819, 7811, 7855.

Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 7873 (Document n° 5891). — Suite de la discussion, p. 7871; discussion des articles, p. 7885, 7900. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 7916 (Document n° 5931). — Suite de la discussion des articles, p. 7916; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7900 (rectificatif, p. 8022, 8318).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3614 (Document n° 96, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Maroger, p. 3618 (Document n° 100, 2^e partie). — Discussion générale, p. 3657. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Maroger, p. 3684 (Document n° 111, 2^e partie). — Discussion des articles, p. 3685; rejet au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 3754.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8219 (Document n° 6012). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 8210 (Document n° 6021). — Discussion, p. 8219; rejet, au scrutin, de l'avis défavorable du Conseil de la République et reprise intégrale du texte adopté en première lecture par l'Assemblée, p. 8256 (Loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — *Maxima des dépenses budgétaires. — Services civils et dépenses civiles de reconstruction et d'équipement.*

Assemblée nationale. — Discussion, p. 7933; adoption, p. 7937.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3685; adoption, p. 3686.

Art. 2. — *Dépenses militaires ordinaires, de reconstruction et d'équipement. — Maxima des crédits de paiement.*

Assemblée nationale. — Discussion, p. 7937; adoption, au scrutin, p. 7916.

Conseil de la République. — Article réservé, p. 3686; discussion, p. 3703; adoption, p. 3710.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 31 décembre 1948 (maxima des dépenses publiques) promulguée au Journal officiel du 1^{er} janvier 1949, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 3. — Comptes spéciaux d'investissement. — Maxima de dépenses autorisées.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 7946; adoption, p. 7951.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3686, 3699; adoption, au scrutin, p. 3703.

Art. 4. — Perception des impôts directs et indirects pour l'année 1949.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 7951.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3710, 3715, 3720; adoption, p. 3722.

Art. 5. — Evaluation des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1949.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 7954.

Conseil de la République. — Adoption, au scrutin, p. 3718.

Art. 6. — Interdiction de perceptions autres que celles autorisées par les lois en vigueur.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 7955.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3718; adoption, p. 3719.

Art. 7. — Emission d'emprunts. — Modalités fixées par décret. — Autorisation au ministre des finances.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 7885; adoption, p. 7887.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3719.

* Souscription aux emprunts. — Origine des fonds correspondants. — Demande d'éclaircissement de l'administration. — Non justification.

Assemblée nationale (art. 8). — Disjoint par la commission, p. 7887.

Conseil de la République. — Reprise du texte et discussion, p. 3719; disjonction, p. 3722.

Art. 8. — Charges de reconstruction et d'équipement. — Perception de recettes supplémentaires. — Autorisation.

Assemblée nationale (art. 9). — Discussion, p. 7887; adoption, au scrutin, d'un amendement qui devient l'article 9, p. 7909.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3722; adoption, p. 3722.

* Sociétés. — Application des dispositions du prélevement Mayer. — Création de taxes exceptionnelles.

Assemblée nationale (art. 9 bis). — Discussion et adoption, au scrutin, de la prise en considération, p. 7909; nouvel examen et rejet, au scrutin, p. 7955.

Conseil de la République (art. 9 A nouveau). — Discussion, p. 3728; adoption, p. 3728.

* Boissons dites apéritives à base d'alcool. — Importation et mise en vente d'extraits. — Autorisation.

Conseil de la République (art. 9 ter à 9 ter D). — Discussion, p. 3729; rejet, p. 3730.

* Paiement de l'impôt. — Taux d'exonération à la base égal au minimum vital.

Assemblée nationale (art. 9 ter). — Discussion, p. 7909; adoption au scrutin de la prise en considération, p. 7910; nouvel examen et rejet au scrutin, p. 7955.

Conseil de la République. — Reprise du texte, discussion et rejet, p. 3730.

Art. 9 et 10. — Dommages de guerre. — Indemnités affectées aux reconstitutions. — Modalités de paiement.

Assemblée nationale (art. 10 et 11). — Discussion, p. 7910; adoption, p. 7920. — Nouvel examen de l'article 10, p. 7956; adoption avec modifications, p. 7957.

Conseil de la République. — Discussion de l'article 10, p. 3730; suppression au scrutin, p. 3738; discussion de l'article 11 et adoption, p. 3738.

Art. 11. — Caisse autonome de la reconstruction. — Emission de titres en 1949 pour l'application des articles 10 et 11. — Autorisation.

Assemblée nationale (art. 12). — Discussion, p. 7920; adoption, p. 7922.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3738; adoption, p. 3739.

Art. 12. — Dommages de guerre. — Plan de financement. — Communication au Parlement avant le 1^{er} mars 1949.

Assemblée nationale (art. 12 bis). — Discussion et adoption, p. 7922.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3739.

Art. 13. — Dépenses d'investissement. — Recettes affectées à la couverture de charges prévues à l'article 3.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 7922.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3740.

Art. 14. — Crédits et autorisations de dépenses prévues aux articles 1^{er}, 2 et 3. — Crédits bloqués et libérés par des lois spéciales avant le 31 mars 1949.

Assemblée nationale (art. 13 bis). — Discussion, p. 7923; adoption, p. 7926.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3740; adoption, p. 3743.

* Administrations publiques. — Interdiction de créer des emplois qui ne soit compensée par des suppressions au cours de l'année 1949. — Dérégulation.

Conseil de la République (art. 13 ter (nouveau)). — Discussion, p. 3743; adoption, p. 3745.

Art. 15. — Emprunts visés à l'article 7. — Souscriptions insuffisantes pour couvrir, avec les ressources prévues aux articles 9 à 13, les charges prévues à l'article 3. — Nouvelles mesures fiscales pour parfaire les sommes souscrites.

Assemblée nationale (art. 14). — Discussion, p. 7926; adoption, p. 7928.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3745; rejet au scrutin, p. 3747.

Art. 16. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.

Assemblée nationale (art. 14 bis). — Adoption, p. 7928.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3748.

* Impôts. — Réduction. — Suppression. — Pension. — Modification à l'article 5. paragraphe 2, de la loi du 17 août 1948.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 7928; retrait, p. 7929.

* Application des articles 183, 189, 190, 250, 251, 261, 290, du décret portant réforme fiscale. — Modalités d'application.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 7929; rejet, p. 7932.

Art. 17. — Liquidation des biens placés sous séquestre. — Récupération des sommes revenant au Trésor. — Autorisation préalable de toute transformation d'hôtels de tourisme dans les stations balnéaires et touristiques.

Assemblée nationale (art. 14 ter). — Discussion et adoption, p. 7932.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3748.

Art. 18. — Confiscations pénales. — Exécution. — Récupération des sommes provenant du Trésor. — Montant net des droits de l'Etat. — Fixation en argent.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 7932.

Conseil de la République (art. 14 quater). — Discussion et disjonction, p. 3748.

Art. 19. — Modalités d'application de la présente loi. — Fixation par décret.

Assemblée nationale (art. 15). — Adoption, p. 7933.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3748.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949), p. 8022 (Document n° 5944).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor, p. 8181 (Document n° 5990). — Dépôt du rapport par M. Bloch-Quaux, p. 8182 (Document n° 6007). — Adoption, p. 8219.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3774 (Document n° 145, 2^e partie). — Lecture du rapport et discus-

sion, p. 3808, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3809.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8309 (Loi n° 48-1975 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses militaires), p. 7249 (Document n° 5654).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de janvier et de février 1949, p. 8120 (Document n° 5961). — Dépôt du rapport par M. Raymond-Alexandre Guesdon, p. 8182 (Document n° 5991). — Discussion, p. 8280, adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet, p. 8301.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3808 (Document n° 158, 2^e partie). — Lecture du rapport par M. Pierre Boudet et discussion, p. 3811, adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 3819.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8328 (Document n° 6043). — Dépôt du rapport par M. Guesdon, p. 8331 (Document n° 6017). — Discussion, p. 8331, adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modification, p. 8332 (Loi n° 48-1995 du 31 décembre 1948, J. O. du 2 janvier 1949).

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement), p. 7249 (Document n° 5655). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 8079 (Document n° 5956). — Discussion, p. 8205, adoption, au scrutin, p. 8216.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3774 (Document n° 143, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Lamarque, p. 3826 (Document n° 161, 2^e partie). — Discussion, p. 3849, adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3860.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8315 (Loi n° 48-1994 du 31 décembre 1948, J. O. du 2 janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949, p. 8022 (Document n° 5943).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le premier trimestre 1949, p. 8120 (Document, n° 5965). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8181 (Document n° 6010).

SERVICES CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles), p. 7249 (Document n° 5653). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 8079 (Document n° 5957). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 8182 (Document n° 5981). — Discussion des articles, p. 8219, 8236; discussion du budget des différents ministères, p. 8225; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 8280.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3808 (Document n° 157, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Bollfraud, p. 3826 (Document n° 165, 2^e partie). — Discussion des articles, p. 3870, 3876. — Discussion du budget des différents ministères, p. 3870; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3887.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8328 (Document n° 6015). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé (Document n° 6050) et discussion, p. 8341; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 8345 (Loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, J. O. du 2 janvier 1949).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Ouverture de crédits.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 8220; Adoption au scrutin, p. 8239.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3870; adoption au scrutin, p. 3876.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 8341; adoption avec modifications, p. 8342.

Art. 2. — Autorisation d'engagement de dépenses par anticipation sur les dotations de 1950.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 8257.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3876.

Art. 3 et 4. — Sociétés mutualistes. — Subventions. — Conditions d'attributions.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 8256.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3876.

* Rentes constituées en application de la loi du 4 août 1923. — Modification à l'article 902 du code de l'enregistrement.
Assemblée nationale (art. 4 bis). — Discussion et article réservé, p. 8256

Art. 5. — Canal de la Sambre à l'Oise. — Approbation de la convention de résiliation amiable de la concession.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 8256.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3876.

Art. 6. — Prime au grainage des vers à soie. — Financement.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 8256.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3876.

* Prime au grainage des vers à soie. — Faux. — Extension à l'Algérie.
Conseil de la République (art. 6 bis). — Discussion, p. 3876; disjonction, p. 3877.

Art. 7. — Comités sociaux. — Dotation. — Reliquat non employé du crédit ouvert en 1948.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 8256.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3877.

Art. 8. — Formation de pilotes civils. — Participation aux dépenses.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 8256.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3877.

Art. 9. — Solde et traitement — Régime des délégations.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 8256.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3877.

* Imputation exceptionnelle sur crédits de matériel et de travaux rémunérations mensuelles.
Assemblée nationale (art. 10). — Discussion, p. 8256; suppression, p. 8257.

Art. 10. — Fonctionnaires. — Recrutement et statut de certaines catégories. — Non intégration dans le cadre des administrateurs civils après le 1^{er} mars 1949.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 8258.
Conseil de la République (art. 10 nouveau). — Adoption, p. 3877.

Art. 11. — Monuments historiques. — Conservateurs. — Autorisation de nomination à titre temporaire.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 8258; adoption, p. 8259.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3877.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 31 décembre 1948 promulguée au J. O. du 2 janvier 1949, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus en extenso.

* Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

* Inspecteurs des colonies. — Conditions de nomination à de hautes fonctions administratives.

Assemblée nationale (art. 12). — Disjoint par la commission, p. 8259.

* Administrations publiques. — Création d'emploi ou recrutement autres que ceux visés aux articles 11, 14 et 14 bis. — Interdiction au cours de l'année 1949, sauf dérogation.

Conseil de la République (art. 13 bis). — Discussion, p. 3877; adoption, p. 3878.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 8342.

* Conseil économique. — Composition du personnel administratif. — Modification.

Assemblée nationale (art. 13). — Disjoint par la commission, p. 8259.

Art. 12. — Postes d'attachés militaires navals et de l'air à l'étranger. — Effectifs militaires en service permanent.

Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 8259.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3879.

Art. 13. — Caisse nationale des marchés de l'Etat. — Effectifs du personnel. — Fixation.

Assemblée nationale (art. 14 bis). — Discussion et adoption, p. 8259 (art. 15). — Disjoint par la commission, p. 8259.

Conseil de la République. — Discussion de l'article 14 bis et adoption, p. 3878.

Art. 14. — Formations militaires féminines de l'armée. — Validation pour la retraite des services accomplis.

Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 8259.

Conseil de la République. — Suppression, p. 3878.

Assemblée nationale. — Rejet de la disjonction prononcée par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 8342.

Art. 15. — Veuves des agents des réseaux de chemin de fer tributaires de la loi du 22 juillet 1922. — Réversibilité des majorations pour enfants.

Assemblée nationale (art. 17). — Adoption, p. 8259.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3879.

* Fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat. — Majoration, pour charges de famille, des traitements, soldes et salaires.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 8259; disjonction, p. 8260.

Art. 16. — Lettre d'agrément pour l'année 1949. — Prorogation.

Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 8260.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3879.

Art. 17. — Crédits figurant à l'article 3 de la loi des « maxima ». — Comptes rendus semestriels adressés au Parlement le 1^{er} juillet et le 1^{er} décembre.

Conseil de la République (art. 18 bis nouveau). — Discussion et adoption, p. 3879.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 8312 et adoption avec modification, p. 8313.

Art. 18. — Banques populaires. — Prélèvements sur les bénéfices. — Affectation au fonds collectif de garantie.

Assemblée nationale (art. 19). — Discussion et adoption, p. 8260.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3879.

Art. 19. — Commissaires du Gouvernement placés auprès des banques d'affaires. — Modification à l'article 11 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1945.

Assemblée nationale (art. 20). — Adoption, p. 8260.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3879.

Art. 20. — Activités financières soumises à la tutelle du ministre des finances. — Frais de contrôle.

Assemblée nationale (art. 21). — Adoption, p. 8260.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3879.

Art. 21 et 22. — Documents financiers des collectivités locales. — Approbation par arrêté interministériel.

Assemblée nationale (art. 22 et 23). — Adoption, p. 8260.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3879; adoption, p. 3881.

Art. 23 à 25. — Etablissement et vote des budgets départementaux et communaux pour l'exercice 1949.

Assemblée nationale (art. 24, 25 et 25 bis). — Adoption, p. 8261.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3881.

Art. 26. — Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères et taxe de déversement à l'égout. — Taux.

Assemblée nationale (art. 25 ter). — Discussion et adoption, p. 8261.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3881.

Art. 27. — Alsace et Lorraine. — Occupants des bâtiments provisoires. — Modification à l'ordonnance du 19 octobre 1945 (enlèvement des ordures ménagères).

Conseil de la République (art. 25 quater). — Adoption, p. 3881.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 8313.

Art. 28. — Offices régionaux et départementaux du travail. — Abrogation des dispositions de l'article 69 de la loi n° 1128 du 31 décembre 1942.

Assemblée nationale (art. 26). — Adoption, p. 8261.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3881.

Art. 29. — Modification de l'article 61 de la loi du 28 février 1934.

Assemblée nationale (art. 27). — Adoption, p. 8261.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3882.

Art. 30. — Voies ferrées d'intérêt local. — Subventions à allouer aux départements et aux communes.

Assemblée nationale (art. 28). — Adoption, p. 8261.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3882.

Art. 31. — Chemin de fer franco-éthiopien. — Dépenses d'entretien et de contrôle. — Contributions de la compagnie et des territoires d'outre-mer.

Assemblée nationale (art. 29). — Adoption, p. 8261.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3882.

Art. 32. — Caisse intercoloniale des retraites. — Part contributive des territoires d'outre-mer aux dépenses administratives.

Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 8261.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3882.

* Dépenses afférentes aux magistrats de droit civil et de droit pénal français en fonction dans les territoires d'outre-mer. — Participation de ces territoires.

Assemblée nationale (art. 30 bis). — Adoption, p. 8262.

Conseil de la République. — Disjonction, p. 3882.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 8313; disjonction, p. 8314.

Art. 33. — Indemnités relatives aux réquisitions. — Suppression, à compter du 1^{er} janvier 1949, de la forclusion instituée par l'article 5 de la loi du 23 décembre 1946.

Assemblée nationale (art. 31). — Adoption, p. 8262.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3833.

Art. 34. — Réseaux secondaires d'intérêt général. — Travaux complémentaires à effectuer.

Assemblée nationale (art. 32). — Adoption, p. 8262.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3833.

Art. 35. — *Contestations en matière de sécurité sociale. — Frais de fonctionnement des diverses juridictions. — Remboursement.*

Assemblée nationale (art. 33). — Adoption, p. 8262.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3883.

Art. 36. — *Procédure de révision et de restitution des contrats afférents aux voies ferrées d'intérêt local. — Extension aux réseaux de chemins de fer secondaires d'intérêt général.*

Assemblée nationale (art. 34). — Adoption, p. 8262.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3883.

Art. 37. — *Manufacture nationale de Serres. — Affectation des recettes au réquipement de cet établissement.*

Assemblée nationale (art. 35). — Disjoint par la commission, p. 8262.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3883.

Art. 38. — *Laboratoire central du ministère de la santé publique et de la population. — Recettes dudit laboratoire. — Rattachement par fonds de concours.*

Assemblée nationale (art. 36). — Adoption, p. 8302.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3883.

Art. 39. — *Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne. — Prélèvement annuel.*

Assemblée nationale (art. 37). — Adoption, p. 8262.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3883.

Art. 40. — *Crédit artisanal. — Modification du paragraphe 3^e de l'article 12 de la loi n^o 1372 du 21 mars 1944.*

Assemblée nationale (art. 37 bis). — Adoption, p. 8262.
Conseil de la République. — Disjonction, p. 3883.

Art. 41. — *Rejet de la disjonction prononcée par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 8311.*

* *Impôts mis en recouvrement après le 30 septembre. — Délai. — Majoration.*
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et disjonction, p. 8263.

Art. 41. — *Impôts mis en recouvrement après le 30 septembre 1948 et antérieurement au 1^{er} décembre 1948. — Majoration. — Application au 31 janvier 1949.*

Assemblée nationale. — (Article additionnel). — Discussion, p. 8263; adoption, p. 8263.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3883.

* *Amnistie. — Modification à l'article 19 de la loi du 16 août 1947.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et disjonction, p. 8261.

* *Enfants des veuves de guerre atteints d'une infirmité incurable. — Pension équivalente aux prestations familiales.*

Assemblée nationale (article additionnel). Discussion, p. 8261; retrait, p. 8265.

Art. 42. — *Enfants atteints d'une maladie incurable. — Allocation spéciale. — Montant. — Modification aux articles 20 et 54 du code des pensions militaires d'invalidité.*

Assemblée nationale (art. 37 quater). — Discussion et adoption, p. 8265.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3883.

* *Avantages non prévus par les lois et règlements ou supérieurs à la fonction. — Remboursement des sommes indûment perçues. — Délai.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 8265; retrait, p. 8266.

Art. 43. — *Etablissements industriels de l'Etat. — Taxe sur les transactions au profit des communes. — Perception.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et article réservé, p. 8266; suite de la discussion, p. 8279; adoption, p. 8280.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3883.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 8311.

Art. 44. — *Budgets annexes. — Recettes et dépenses pour l'exercice 1949.*

Assemblée nationale (art. 38). — Discussion, p. 8267; adoption, p. 8370.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3883; adoption, p. 3886.
Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 8315.

Art. 45. — *Postes, télégraphes et téléphones. — Création d'emplois. — Ouverture de concours. — Autorisation.*

Assemblée nationale (art. 39). — Adoption, p. 8271.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3886; adoption, p. 3887.

Art. 46. — *Opérations effectuées sans l'intermédiaire des postes, télégraphes et téléphones. — Interdiction de l'usage des formules mises à la disposition du public.*

Assemblée nationale (art. 40). — Adoption, p. 8271.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3887.

* *Objet de correspondance de toutes natures. — Conditions d'admission par le service postal. — Fixation par arrêté ministériel.*

Assemblée nationale (art. 41). — Disjoint par la commission, p. 8271.

* *Stations hydrominérales. — Publications de propagande. — Transport. — Tarif réduit.*

Assemblée nationale (art. 41 bis). — Discussion, p. 8271; adoption, au scrutin, p. 8272.
Conseil de la République. — Suppression, p. 3887.

* *Radiodiffusion française. — Equilibre des recettes et des dépenses du budget annexe. — Augmentation de la taxe radiophonique.*

Assemblée nationale (art. 42 à 47). — Discussion, p. 8272; rejet, p. 8279.

Art. 47. — *Créations et suppressions d'emplois.*

Assemblée nationale (art. 48). — Discussion et adoption, p. 8279.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3887.

Art. 48. — *Règlement des dépenses obligatoires.*

Assemblée nationale (art. 49). — Adoption, p. 8279.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3887.

Art. 49. — *Nomenclature des services votés pour l'exercice 1949.*

Assemblée nationale (art. 50). — Adoption, p. 8279.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3887.

Art. 50. — *Liste nominative des renseignements à fournir aux Chambres.*

Assemblée nationale (art. 51). — Adoption, p. 8279.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3887.

Art. 51. — *Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.*

Assemblée nationale (art. 52). — Adoption, p. 8279.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3887.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1949 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, p. 7249 (Document n^o 5656). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 8079 (Document n^o 5949). — Discussion des articles, p. 8086, 8103; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 8119 (rectificatif, p. 6185, 8349).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3681 (Document n^o 115, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 3775 (Document n^o 112, 2^e partie). — Dis-

ussion, p. 3810; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 8326.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8309 (Document n^o 6036). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 8319 (Document n^o 6042). — Discussion, p. 8322, adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 8326 (Loi n^o 48-1974 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

LOI DE FINANCES (1)

* *Réforme fiscale. — Date de mise en application. — Report.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 8087; rejet, au scrutin, p. 6103.

Art. 1^{er}. — *Répartition des votes et moyens.*
Assemblée nationale. — Article réservé, p. 8103; adoption, p. 8118.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3813.

* *Dispositions du décret du 9 décembre 1948. — Réforme fiscale. — Application par loi spéciale. — Date d'entrée en vigueur.*

Conseil de la République (art. 1 bis nouveau). — Discussion, p. 3813; adoption, p. 3817.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 3832; disjonction, p. 8222.

* *Publicité relative aux votes familiaux.*
Assemblée nationale (art. 2). — Disjoint par la commission, p. 8103.

Art. 2. — *Région saharienne. — Régime douanier spécial.*

Assemblée nationale (art. 3). — Adoption, p. 8203.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3817.

Art. 3 à 7. — *Bureau international de la Haye. — Participation française aux frais de fonctionnement. — Compensation des dépenses.*

Assemblée nationale (art. 4 à 8). — Adoption, p. 8104.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3817.

* *Attribution de licences sans condition sur les brevets ex-allemands (accords de Londres du 27 juillet 1946.)*

Assemblée nationale (art. 9). — Disjoint par la commission, p. 8104.

* *Report de la date à partir de laquelle prendra fin la faculté d'ajourner la délivrance des brevets.*

Assemblée nationale (art. 10). — Disjoint par la commission, p. 8104.

Art. 8. — *Enseignement du second degré. — Droit d'examen pour le brevet d'études du premier cycle. — Fixation du taux.*

Assemblée nationale (art. 11). — Discussion et adoption, p. 8104.
Conseil de la République. — Discussion, p. 3817; adoption, p. 3818.

Art. 9. — *Etrangers exerçant en France la profession d'exploitant agricole. — Délivrance d'une carte professionnelle. — Perception d'une taxe additionnelle.*

Assemblée nationale (art. 12). — Adoption, p. 8101.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3818.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 8321.

Art. 10. — *Redevance perçue à la vente des sels de potasse. — Relèvement du taux. — Abrogation de l'article 47 de la loi du 29 avril 1926.*

Assemblée nationale (art. 13). — Discussion et article réservé, p. 8101; suite de la discussion, p. 8117; adoption, p. 8118.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3818; adoption, p. 3818.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 31 décembre 1948 (voies et moyens et dispositions d'ordre financier) promulguée au J. O. du 1^{er} janvier 1949, ceux entre parenthèses représentent la numérotation primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

(*) Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 11. — *Importation de viandes ou abats frais ou conservés. — Conserves de poissons. — Droits de visite sanitaire. — Fixation par décret.*

Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 8105.
Conseil de la République. — Adoption, p. 8318.

Art. 12 à 14. — *Contrôle dans les abattoirs industriels, les abattoirs particuliers, les fabriques de conserves d'origine carnée. — Fixation du taux des taxes.*

Assemblée nationale (art. 15 à 17). — Discussion et adoption, p. 8105.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3318.

Art. 15. — *Refonte des codes fiscaux autres que le code des douanes. — Sursis à l'application de la nouvelle codification.*

Assemblée nationale (art. 18). — Discussion, p. 8105; adoption, p. 8106.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3319.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 8324.

Art. 16. — *Droits de mutation. — Droits proportionnels. — Taxe additionnelle. — Taxe unique sur les conventions d'assurances. — Non application de décime.*

Conseil de la République (art. 18 bis). — Adoption, p. 3319.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 8324 et adoption avec modifications, p. 8326.

Art. 17 à 19. — *Droits de mutation. — Aménagement.*

Assemblée nationale (art. 19 à 21). — Adoption, p. 8106.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3319.

Assemblée nationale. — Rejet des textes modifiés par le Conseil de la République et adoption des textes votés en première lecture par l'Assemblée, p. 8324.

Art. 20. — *Dates limites de mise en recouvrement des rôles généraux dans les départements d'outre-mer.*

Conseil de la République (art. 21 bis). — Adoption, p. 3319.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 8325.

Art. 21. — *Autorisation de procéder en 1949 à des opérations de conversion ou à des émissions de rentes.*

Assemblée nationale (art. 22). — Adoption, p. 8106.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3319.

Art. 22. — *Liquidation des emprunts mexicains 1864-1865. — Clôture des opérations.*

Assemblée nationale (art. 23). — Adoption, p. 8106.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3319.

Art. 23. — *Paiement par chèques et virements.*

Assemblée nationale (art. 24). — Discussion, p. 8106; adoption, p. 8107.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 3319.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 8324.

Art. 24. — *Approbation de la convention passée entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France.*

Assemblée nationale (art. 25). — Adoption, p. 8107.
Conseil de la République. — Adoption, p. 3319.

* *Création de ressources nouvelles pour les départements et les communes. — Réduction et aménagement. — Taxe d'abatage perçue par les communes.*

Assemblée nationale (art. 26 à 32). — Discussion, p. 8107; disjonction, p. 8109.

Art. 25. — *Contribution foncière des propriétés non bâties. — Autorisation de percevoir en 1949 six centimes additionnels.*

Assemblée nationale (art. 33). — Discussion et adoption, p. 8109.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3319; adoption, p. 3323.

* *Départements d'outre-mer. — Impositions au profit des collectivités locales des rhums et tafias.*

Assemblée nationale (art. 34). — Disjoint par la commission, p. 8109.

Art. 26. — *Créances étrangères à l'impôt et au domaine. — Accélération du recouvrement.*

Assemblée nationale (art. 35). — Adoption, p. 8109.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3320.

Art. 27. — *Admission en caducité de certaines créances de l'Etat.*

Assemblée nationale (art. 36). — Adoption, p. 8109.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3321.

Art. 28. — *Amendes et confiscation. — Recouvrement — Frais. — Abrogation de l'article 38 de la loi du 29 avril 1926*

Assemblée nationale (art. 37). — Adoption, p. 8109.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3321.

Art. 29. — *Procédures pénales. — Frais de port des lettres et paquets. — Relèvement du taux de remboursement à l'Etat*

Assemblée nationale (art. 38). — Adoption, p. 8109.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3321.

Art. 30. — *Loterie nationale. — Prorogation.*

Assemblée nationale (art. 39). — Discussion, p. 8109; adoption, p. 8110.

Conseil de la République. — Discussion, p. 3321; adoption, p. 3322.

* *Immeubles des organismes d'habitation à bon marché. — Conditions d'aliénation.*

Assemblée nationale (art. 40). — Disjoint par la commission, p. 8110.

* *Tarifcation de l'électricité et du gaz.*

Assemblée nationale (art. 41). — Disjoint par la commission, p. 8110.

Art. 31. — *Emploi obligatoire des mutilés — Taux de la redevance. — Majoration.*

Assemblée nationale (art. 42). — Adoption, p. 8110.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3322.

Art. 32. — *Fabrication des conserves de poisson et produits de mer. — Contrôle sanitaire. — Modification.*

Assemblée nationale (art. 43). — Adoption, p. 8110.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3322.

Art. 33. — *Interdiction de perceptions autres que celles autorisées par les lois en vigueur.*

Assemblée nationale (art. 44). — Adoption, p. 8110.

Conseil de la République. — Adoption, p. 3322.

* *Propriétaires d'actions ou de parts bénéficiaires placées sous l'administration des domaines. — Modification à l'article 13 de l'ordonnance du 21 avril 1945.*

Assemblée nationale (art. 45 nouveau). — Adoption, p. 8110.

Conseil de la République. — Suppression, p. 3322.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 8325.

* *Restauration de l'habitat rural. — Modification à l'article 1^{er} de la loi du 21 novembre 1940.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et disjonction, p. 8110.

* *Artisans. — Montant des prêts. — Majoration. — Modification aux lois des 21 mars 1941 et 7 août 1944.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, disjonction, p. 8111.

* *Taxe pour l'alimentation du fonds forestier. — Modification de perception.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Disjonction et disjonction, p. 8112.

* *Aéroclubs. — Subvention. — Carburants utilisés dans les clubs de sports aériens. — Droits de douane et taxes.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 8112; disjonction, p. 8113.

* *Pensions civiles et militaires. — Date d'ouverture du droit à pension. — Modification à l'article 64 de la loi du 20 septembre 1948.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 8113; retrait, p. 8114.

Art. 31. — *Sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants. — Création. — Modification à l'article 42 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 8114; adoption, p. 8115.

Conseil de la République (art. 46). — Adoption, p. 3322, 3323.

Assemblée nationale. — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 8325, 8326.

* *Tabac indigène. — Commission chargée de procéder au classement. — Prix. — Définition des qualités. — Création.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 8115; disjonction, p. 8116.

* *Banque coopérative des sociétés ouvrières de production de France. — Avances du Trésor. — Montant maximum.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 8116; retrait, p. 8117.

Art. 35. — *Taxe de capitation. — Mise en recouvrement des rôles primitifs et supplémentaires. — Délai.*

Conseil de la République (art. 47). — Discussion et adoption, p. 3322.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 8325.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget de la France d'outre-mer, p. 6316 (Document n° 6016).

Budgets communaux. — V. *Départements, villes et communes. — Impôts, taxes départementales et communales.*

Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Chautard sur le projet de loi relatif au Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers (n° 2398), p. 4193 (Document n° 4901). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Duforest, p. 6191 (Document n° 5459). — Adoption, p. 6586.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 989). — Dépôt du rapport par M. Marcel Molle, p. 3608 (Document n° 66, 2^e partie). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Emile Claparède, p. 3632 (Document n° 73, 2^e partie). — Discussion, p. 3616, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3618 (rectificatif, p. 3688).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6079 (Document n° 5955).

Bureaux d'aide sociale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale, p. 4625 (Document n° 4952).

Bureaux de placement. — V. *Code du travail.*

Butagaz.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Denise Bastide tendant au remboursement des sommes indûment perçues par diverses sociétés de gaz butane, en ce qui concerne le prix de consigne des bouteilles de cette compagnie, p. 7556 (Document n° 5301).

Butane. — V. *Combustibles liquides et dérivés.*

C

Cacao. — V. Exportations et importations.**Cachets officiels. — V. Seeaux, timbres et cachets officiels.****Café. — V. Denrées alimentaires. — Exportations et importations. — France d'outre-mer. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 26.****Caisse autonome d'AMORTISSEMENT.****Assemblée nationale. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter l'Assemblée au conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement, p. 605. — Désignation de candidats, p. 867. — Nomination de membres, p. 998.****Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé d'assurer la vice-présidence du comité financier du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement, p. 217. — Désignation de candidature, p. 231. — Nomination d'un membre, p. 250.****Caisse nationale d'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS ET D'ACCIDENTS.****Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission supérieure de la caisse nationale d'assurance en cas de décès et de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents, p. 3638. — Désignation de candidatures, p. 3756.****Caisse nationale des CALAMITÉS AGRICOLES.****Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique par M. Guillo tendant à créer une caisse nationale des calamités agricoles (n° 497), p. 7178. (Document n° 5632).****Caisse des DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — V. Archives détraitées.****Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dagain sur le projet de loi tendant à faciliter la révision des règles applicables au calcul des intérêts servis à ses déposants par la caisse des dépôts et consignations (n° 634), p. 6869 (Document n° 5518). — Adoption, p. 7263.****Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3510 (Document n° 29, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Flichet, p. 3668 (Document n° 64, 2^e partie). — Discussion, p. 3615, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3616.****Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8078.****Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1947, p. 5276 (Document n° 5161).****Conseil de la République. — Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1947, p. 2180.****Assemblée nationale. — Demande de désignation de trois membres chargés de représenter l'Assemblée nationale à la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, p. 297. — Désignation de candidatures, p. 681. — Proclamation de membres, p. 776.****Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, p. 116, 3608. — Désignation de candidatures, p. 209, 3622. — Proclamation de membres, p. 211, 3615.****Caisse centrale de DÉPÔTS ET VIREMENTS DE TITRES. — V. Valeurs mobilières.****Caisse d'ÉPARGNE.****Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la législation des caisses d'épargne, p. 202 (Document n° 3125). — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Gabelle sur: 1^o le projet de loi portant modification de la législation des caisses d'épargne; 2^o les propositions de loi: a) de****M. Gabelle tendant au relèvement du minimum et du maximum des versements et des dépôts dans les caisses d'épargne; b) de M. Minjoz tendant au relèvement du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne; c) de M. Paumier tendant à augmenter le plafond des dépôts dans les caisses d'épargne (nos 3125, 2806, 2812, 2814), p. 683 (Document n° 3122). — Adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant modification de la législation des caisses d'épargne* », p. 973.****Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 473 (Document n° 149). — Dépôt du rapport par M. Georges Lacaze, p. 619 (Document n° 166). — Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 619.****Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1616 (Loi n° 48-445 du 17 mars 1948, J. O. du 18 mars 1948).****Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier autorisant les caisses d'épargne à prêter une partie de leurs fonds à des collectivités et établissements publics et à des particuliers sous forme de prêts hypothécaires, p. 2198 (Document n° 3990). — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Gabelle sur: 1^o la proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1895 relatif aux placements des fonds des caisses d'épargne; 2^o la proposition de loi de M. Paumier autorisant les caisses d'épargne à prêter une partie de leurs fonds à des collectivités et établissements publics et à des particuliers sous forme de prêts hypothécaires (nos 2648-3990), p. 5500 (Document n° 5200).****Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Minjoz et Gabelle tendant à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, p. 2319 (Document n° 4036). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 5511 (Document n° 5208).****— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi du 17 mars 1948 relative aux caisses d'épargne, p. 2605 (Document n° 4201).****Assemblée nationale. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter l'Assemblée nationale à la commission supérieure des caisses d'épargne, p. 3038. — Désignation de candidatures, p. 4718. — Nomination de membres, p. 4864.****Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission supérieure des caisses d'épargne, p. 4302. — Désignation de candidature, p. 1715. — Nomination d'un membre, p. 1821.****Caisse INTERCOLONIALE DES RETRAITES. — V. France d'outre-mer (pensions, et retraites.)****Caisse nationale des LETTRES.****Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Deixonne sur la proposition de loi de M. Lhuissier tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1946 créant une caisse nationale des lettres (nos 968, 2413), p. 535. — Adoption de la proposition de loi, p. 973.****Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 174 (Document n° 148). — Dépôt du rapport par M. Gilson, p. 1034 (Document n° 329). — Avis de la commission des affaires étrangères par M. Pinton, p. 1101 (Document n° 367). — Discussion, p. 1152; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1164.****Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2869 (Document n° 4222).****Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brussel tendant à la création de ressources supplémentaires en faveur de la caisse nationale des lettres, p. 2093 (Document n° 3391).****Caisse des MARCHÉS. — V. Armée de l'air (établissements et services extérieurs).****Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à accorder une garantie de l'État à la caisse des marchés, p. 3159 (Document n° 4179). — Lecture du rapport par M. René Pléven et discussion, p. 3161 et adoption, p. 3163.****Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1351 (Document n° 483). — Lecture du rapport de M. Alain Poher et discussion, p. 1351; adoption de l'avis sur le projet de loi, à l'unanimité, p. 1353.****Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9201 (Loi n° 48-923 du 3 juin 1948, J. O. du 4 juin 1948).****Caisse autonome de la RECONSTRUCTION.****Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi insistant une caisse autonome de la reconstruction, p. 1025 (Document n° 3387). — Avis du Conseil économique, p. 1769 (Document n° 3791). — Dépôt du rapport par M. Joseph Laniel, p. 1966 (Document n° 3850). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Triboulet, p. 1967 (Document n° 3851). — Discussion, p. 1975; adoption, à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi, p. 2001.****Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 839 (Document n° 263). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 923 (Document n° 277). — Discussion, p. 933, adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 935.****Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2659 (Document n° 3998). — Rapporteur, M. Charles Barangé; discussion, p. 2661; adoption du projet de loi, p. 2661. (Loi n° 48-165 du 21 mars 1948, J. O. du 22 mars 1948.)****Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi (Assemblée nationale, première législature, n° 2358) instituant une caisse nationale de la reconstruction, p. 1217.****Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le financement de la reconstruction, en faisant la mise sur pied d'une caisse autonome de la reconstruction, dotée de ressources propres provenant notamment des recettes au titre de l'impôt de solidarité et des opérations sur devises (fonctionnement de l'Impex (année 1947), p. 1371.****Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thiriet portant modification de l'article 5 de la loi n° 48-165 du 21 mars 1948 instituant une caisse autonome de la reconstruction, p. 7171 (Document n° 5747).****— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier portant modification de l'article 5 de la loi du 21 mars 1948, instituant une caisse autonome de la reconstruction, p. 8120 (Document n° 5906).****Assemblée nationale. — Demande de désignation de cinq membres chargés de représenter l'Assemblée nationale à la caisse autonome de la reconstruction, p. 2197. — Désignation de candidatures, p. 2527, 2680. — Nomination de membres, p. 2561, 2732.****Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction, p. 927, 3520. — Désignation de candidatures, p. 1253, 3518. — Nomination de membres, p. 1326, 3553.****Caisse des RETRAITES MUTUALISTES. — V. Sociétés de secours mutuels.****Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant validation de l'acte dit loi du 20 janvier 1941 fixant le délai imparti aux caisses autonomes mutualistes de retraite pour le remboursement des majorations de rentes à la charge de l'État, p. 3125 (Document n° 4523).****Caisse de RETRAITES ET DE PREVOYANCE DES CLERCS DE NOTAIRES.****Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur la proposition de création de M. Dejaboutre, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'autonomie de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs de notaires (1129), p. 922 (Document n° 3177).****Caisse nationale de RETRAITES POUR LA VIEillesse. — V. Pensions et retraites (Retraites pour la vieillesse).****Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de repré-**

santer le Conseil de la République à la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, p. 3632. — Désignation de candidatures, p. 3756.

Calamités agricoles et viticoles. — V. Agriculture. — Office national de défense contre la grêle. — Viticulture.

Calamités publiques. — V. Accidents du travail. — Algérie. — Code du travail (hygiène et sécurité des travailleurs). — Inondations. — Poudres et explosifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes des calamités publiques qui ont affecté divers départements, p. 3917 (Document n° 4713). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 4122 (Document n° 4887). — Discussion, p. 4117 et adoption, p. 4129 (rectificatif, p. 5851).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1332 (Document n° 679). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1841 (rectificatif, p. 1937, 2476).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4497 (Loi n° 48-1186 du 22 juillet 1948, J. O. du 25 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Colin tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête qui vient de ravager les côtes du Finistère, p. 5576 (Document n° 5219). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 5576; adoption à l'unanimité, p. 5577.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jaquen tendant à inviter le Gouvernement à adjoindre deux parlementaires représentant chacun des lieux sinistrés au comité national constitué à cet effet, p. 297 (Document n° 61). — Retrait de la proposition de résolution, p. 4419.

Assemblée nationale. — Retrait de la proposition de résolution de M. Mudry tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la population sinistrée de la commune de Montgenestroy par l'incendie du 20 septembre 1947, n° 2906, qu'il avait déposée dans la séance du 30 octobre 1947, p. 7656.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Galy-Gasparron relative aux calamités publiques, p. 1617 (Document n° 3723).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrot tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux communes et aux particuliers du département de la Haute-Loire, victimes du sinistre du 13 mai 1948, p. 2743 (Document n° 4259).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux communes et aux particuliers sinistrés du département de la Haute-Loire, p. 3032 (Document n° 4375).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bergerat tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide exceptionnelle à la ville de Saint-Etienne pour la réparation des dommages causés par les perturbations atmosphériques exceptionnelles des 24 janvier, 30 mai, 10 juin et 13 juin 1948, p. 3599 (Document n° 4575).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes de l'orage du 10 juin des cantons de Condrieu et Givors et accorder les crédits nécessaires pour la remise en état des chemins, routes, curage des torrents et relèvement des murs de soutènement, p. 4163 (Document n° 4756).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Meunier tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui s'est abattu sur la région de Gendis (Cote-d'Or), p. 5611 (Document n° 5223).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement un crédit de 10 millions de francs pour les sinistrés de la tornade de Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes), p. 6459 (Document n° 5455).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement

à venir en aide, sans retard, aux victimes de la violente tornade qui s'est abattue sur le littoral du département du Var, p. 6530 (Document n° 5168).

— Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la région bretonne et en particulier de la région morbihannaise durement éprouvée par un cyclone dans la nuit du 30 au 31 décembre 1948, p. 8316 (Document n° 6041).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à octroyer au département de l'Aude un secours d'extrême urgence pour venir en aide aux victimes de la tornade du 12 mai 1948, p. 1143 (Document n° 385).

Calendrier (Réforme du).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Ferrer tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la réunion d'une conférence mondiale à l'effet de procéder à la réforme du calendrier, p. 1165 (Document n° 392).

Cameroon. — V. France et territoires d'outre-mer.

Canada.

Canaux, cours d'eau et rivières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Lucien Midol sur la proposition de résolution de M. Fievez tendant à inviter le Gouvernement à faire construire un canal reliant l'Escaut à la Sambre qui serait la réalisation du premier tronçon du projet de canal du Nord-Est destiné à relier l'Est au port de Dunkerque (n° 896), p. 2107 (Document n° 3949).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Polrot tendant à inviter le Gouvernement à envisager toutes les mesures utiles pour: 1° faire procéder au curage des cours d'eau obstrués par faits de guerre; 2° indemniser les populations de l'Est, trois fois victimes d'inondations en six mois, p. 5683 (Document n° 5237).

Canaux d'irrigation. — V. Electricité (forces hydrauliques).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant un avenant au cahier des charges de la concession du canal du Foulon (Alpes-Maritimes), p. 1415 (Document n° 3687). — Dépôt du rapport par M. Hugues, p. 3001 (Document n° 4322). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3451.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1503 (Document n° 571). — Dépôt du rapport par M. Dupic, p. 2008 (Document n° 770). — Discussion, p. 2268; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2269.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5683 (Loi n° 48-1302 du 21 août 1948, J. O. du 22 août 1948).

Cantines.

Cantines. — V. Enseignement primaire.

Cantinière. — V. Pensions et retraites (personnels civils et militaires).

Cantons et communes. — V. Administration communale. — Départements, villes et communes. — Justice (organisation judiciaire).

Capitaux.

Capitaux. — V. Interpellations n° 32, 153.

— Questions orales (Assemblée nationale), n° 89. — Sociétés par actions.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rousseau tendant à la liberté des investissements de capitaux, p. 633 (Document n° 3356).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à interdire aux établissements bancaires de décompter des intérêts de découvert aux commerçants et industriels devenus débiteurs du fait du retrait des billets de 5.000 F, p. 894 (Document n° 3159).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard tendant à révaloriser le montant des indemnités de réquisition allouées à certains propriétaires français d'avoirs à l'étranger, p. 1293 (Document n° 3637).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touré tendant à ren-

dre applicable aux territoires d'outre-mer la loi n° 48-178 du 2 février 1948 portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales, p. 1370 (Document n° 491).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3294 (Document n° 4490).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segello tendant à inviter le Gouvernement à accorder un taux de change préférentiel aux malades français hospitalisés dans les sanatoria situés à l'étranger, p. 3652 (Document n° 4392).

Carburant. — V. Education physique et sports. — Combustibles liquides et dérivés.

— Interpellations n° 115. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 32, 71, (Conseil de la République) n° 8. — Transports et voies de communications (auto).

Carte du combattant. — V. Anciens combattants. — Assurances sociales.

Carte sociale des économiquement faibles. — V. Economiquement faibles.

Carte de priorité. — V. Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Cartes de ravitaillement. — V. Ravitaillement.

Casernes. — V. Propriété immobilière.

Centres d'accueil. — V. Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Centre national d'éditions universitaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovanni tendant à créer un centre national d'éditions universitaires, p. 3112 (Document n° 4321). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 5939 (Document n° 3291).

Centre « Jean Moulin ».

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention substantielle au centre « Jean Moulin », maison de poste de déportés et internés patriotes, p. 7565 (Document n° 5799).

Centre national de la recherche scientifique. — V. Recherche scientifique.

Centre national de recherches vétérinaires. — V. Agriculture (ministère).

Centres techniques industriels. — V. Enseignement technique.

Centre universitaire scientifique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Peytel tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2193 du 24 octobre 1945 créant un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne, p. 273 (Document n° 3186). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Depreux tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2193 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, p. 855 (Document n° 3223). — Dépôt d'un rapport de M. Calas sur les propositions de loi: 1° de M. Albert Petit tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2193 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne; 2° de M. Peytel tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2193 du 24 octobre 1945 créant un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne; 3° de M. Edouard Depreux tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2193 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne; 4° de M. Calas tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2193 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne; 5° de M. Edouard Depreux tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2193 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, p. 499 (Document n° 3295). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Calas, p. 683 (Document n° 3325). — Discussion, p. 764; adoption d'un article unique, p. 770.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 266 (Document

n° 109). — Lecture du rapport par M. Oit, p. 306 (Document n° 127). — Discussion, p. 306; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 311.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 921 (Loi n° 48-663 du 3 mars 1948, J. O. du 4 mars 1948).

Céréales. — V. Agriculture (blé, céréales, farine et pain). — Office interprofessionnel des céréales.

Certificat prénuptial. — V. Code civil.

Chambres civiques. — V. Condamnations.

Chambre des députés. — V. Monuments commémoratifs. — Pensions et retraites (personnels civils et militaires).

COMITÉS SECRETS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. d'Aragon sur la proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à la publication des séances ou fractions de séance en comité secret qui ont eu lieu, à la Chambre des députés, dans la période qui a précédé l'invasion de mai 1940 (n° 2601), p. 1159 (Document n° 3576). — Adoption, p. 1510.

Chambre des métiers.

Assemblée nationale. — Adoption d'un projet de loi relatif à la taxe pour frais de chambres de métiers applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 971.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 618 (Document n° 4810). — Dépôt du rapport par M. Jarric, p. 1253 (Document n° 429). — Discussion, p. 1347; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1348.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3188 (Loi n° 48-977 du 16 juin 1948, J. O. du 17 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Chevalier tendant à augmenter la taxe de frais de chambre de métiers, p. 4336 (Document n° 4852).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cassaud tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi, augmentant pour 1948 la taxe pour frais de chambres de métiers et fixant pour l'avenir le taux de ces cotisations d'après une règle progressive, p. 1832 (Document n° 676).

Champs de courses (Personnel). — V. Assurances sociales.

Change. — V. Capitaux. — Monnaie.

Charbon. — V. Combustibles solides et dérivés. — Impôts (taxes départementales et communales). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 73, 82, 91.

Charcuterie. — V. Commerce et industrie. — Viande.

Chasse.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dulin tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi fixant le prix du permis de chasse, p. 2299 (Document n° 831). — Lecture du rapport par M. Dulin et discussion, p. 2314; adoption, p. 2316.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le prix du permis de chasse pour l'année 1948 au taux actuel, tant que la pratique de la chasse ne sera pas organisée rationnellement, p. 3652 (Document n° 4598). — Dépôt du rapport par M. Rulke, p. 4625 (Document n° 4951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dixmier tendant à habiliter les fédérations départementales de pêche et de chasse à se porter parties civiles, p. 2869 (Document n° 4281).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à organiser rationnellement sur l'ensemble du territoire la pratique de la chasse, en la rendant accessible à tous, p. 4269 (Document n° 4811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier-O'cottreau portant institution d'un permis de chasse unique, dénommé « permis national de chasse », valable sur tout le territoire français, p. 4336 (Document n° 4855).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à : 1° récupérer en Allemagne les armes de chasse transférées pendant l'occupation; 2° mettre en vente, par priorité aux personnes spoliées les armes de chasse encore stockées; 3° livrer aux prioritaires victimes de ces spoliations les armes actuellement fabriquées, p. 5752 (Document n° 5246). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 8120 (Document n° 5971).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Paumier tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la chasse au lapin en Sologne, p. 534 (Document n° 3276).

Chateaubriand. — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.

Chauffeurs de taxi. — V. Voitures de place.

Chaussure (industrie et commerce). — V. Interpellations n° 81.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Jules-Julien sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur la proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « botter » dans l'industrie et le commerce (n° 2932), p. 1966 (Document n° 3819). — Adoption, p. 2396 (Loi n° 48-821 du 14 mai 1948, J. O. du 15 mai 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosset tendant à inviter le Gouvernement à développer la production des chaussures « usage-travail » pour femmes et à en augmenter la distribution, p. 722 (Document n° 220).

Chemins de fer. — V. Accidents de chemins de fer. — Conventions internationales (transports). — Crédit foncier de France. — Interpellations n° 51, 178, 182, 187. — Postes (personnels). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 46, 47. — Transports et voies de communications.

Chemins de fer (Société nationale des).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de M. Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires, avec la Société nationale des chemins de fer français, en vue de créer à Strasbourg une direction régionale de la Société nationale des chemins de fer français, p. 2605 (Document n° 4178).

Cheptal. — V. Agriculture. — Enquêtes parlementaires.

Chèques. — V. Code de commerce. — Compétence publique.

Chèques postaux. — V. France d'outre-mer. — Postes, télégraphes et téléphones.

Chevaux. — V. Agriculture.

Chiffre d'affaires. — V. Impôts.

Chirurgie. — V. Appareil médical et chirurgical. — Assurances sociales. — Médecine et professions médicales.

Chômage. — V. Calamités publiques. — Code du travail (salaires). — Conventions internationales.

CALSES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une caisse de chômage dans le département des Alpes-Maritimes, p. 2024 (Document n° 3881).

Chorégies. — V. Théâtres lyriques nationaux.

Climatères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Jean Wagner sur le projet de loi relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre (n° 2589), p. 2606 (Document n° 4185). — Adoption, p. 3049.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4434 (Document n° 502). — Dépôt du rapport par M. Vignard, p. 1659 (Document n° 613). — Discussion, p. 1837; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1838.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4499 (Document n° 4915). — Dépôt du rapport par M. Wagner, p. 5076 (Document n° 5091). — Adoption du projet de loi avec modification, p. 5988 (Loi n° 48-1332 du 27 août 1948, J. O. du 28 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Kuehn sur la proposition de loi de M. Schaff tendant à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des textes législatifs et réglementaires modifiant ou complétant l'ordonnance du 6 décembre 1843 relative aux climatères (n° 514), p. 1159 (Document n° 3573). — Adoption de la proposition de loi, p. 7339.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3576 (Document n° 51, 2^e partie). — Dépôt du rapport de M. Schwarzl, p. 3632 (Document n° 78, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3804.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8308.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chochoy tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes civiles des bombardements, aux anciens internés et déportés morts après leur retour dans leur foyer, le bénéfice du décret du 22 février 1940 relatif aux sépultures perpétuelles, p. 217 (Document n° 70). — Dépôt du rapport par M. Brier, p. 730 (Document n° 222). — Discussion, p. 1806; adoption, p. 1807.

Cinématographie. — V. Conventions internationales. — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations n° 23, 175, 189. — Presse. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 62, (Conseil de la République) n° 14.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique, p. 1871 (Document n° 3826). — Dépôt du rapport par M. Géraud Jouve, p. 3039 (Document n° 4374). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Grenier tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention d'un milliard à la production cinématographique française, p. 2576 (Document n° 4183). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Géraud Jouve, p. 4016 (Document n° 4728). — Discussion, p. 4115. — Suite de la discussion, p. 5088; adoption après modification du titre « *Projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique* », p. 5103.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2267 (Document n° 818). — Dépôt du rapport par M. Duchet, p. 2260 (Document n° 826). — Discussion, p. 2933, 2943; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2949 (rectificatif, p. 2996).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6159 (Document n° 5452). — Dépôt du rapport par M. Géraud Jouve, p. 6530 (Document n° 5169). — Discussion, p. 6552; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 6559 (Loi n° 48-1474 du 23 septembre 1948, J. O. du 24 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-2360 du 25 octobre 1946 portant création d'un centre national de la cinématographie en ce qui concerne les sanctions prévues à l'article 10 de ladite loi, p. 2264 (Document n° 4010). — Dépôt du rapport par M. Géraud Jouve, p. 3039 (Document n° 4373).

Circonscriptions électorales. — V. Algérie (Assemblée algérienne). — Assemblée nationale (composition).

Citations à l'ordre de la nation. — V. Légion d'honneur.

Code CIVIL. — V. Valeurs mobilières.

Assemblée nationale. — Adoption en deuxième lecture d'un projet de loi relatif à la rectification administrative de certains actes de l'état civil pris en dépôt par le ministère des affaires étrangères, p. 6733 (Loi

no 18-187 du 25 septembre 1948, J. O. du 25 septembre 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Georges Daire sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1831, 1923, 1924, 1950 et 2074 du code civil et du code de commerce (no 877, année 1947), p. 114 (Document no 35). — Discussion, p. 224; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 226.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 681 (Loi no 48-388 du 21 février 1948, J. O. du 22 février 1948).

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Minjoz tendant à permettre d'accorder des dommages-intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 311 du code civil relatif à la séparation de corps », p. 480.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 260 (Document no 112). — Dépôt du rapport par M. Carles, p. 1006 (Document no 321). — Discussion, p. 1418; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1419.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2638 (Loi no 48-389 du 29 mai 1948, J. O. du 30 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur la proposition de loi de M. Gadoin, conseiller de la République, tendant à modifier la loi du 9 juillet 1933 qui avait elle-même modifié, d'une part, l'article 2 de la loi du 27 février 1890 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits et la conversion de ces mêmes valeurs en titres au porteur, et, d'autre part, l'alinéa 1 de l'article 389 du code civil relatif aux obligations du père, administrateur légal des biens de ses enfants mineurs, non émancipés (no 931), p. 52 (Document no 3979). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 27 février 1890 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, et à la conversion de ces mêmes valeurs en titres au porteur, et l'article 389 du code civil », p. 491.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 269 (Document no 110). — Dépôt du rapport par M. Fournier, p. 793 (Document no 214). — Discussion, p. 1008; adoption, p. 1009.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2385 (Document no 4011). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 5409 (Document no 5162). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 6949 (Loi no 48-1303 du 21 août 1948, J. O. du 28 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur la proposition de loi de M. René Coty tendant à compléter l'article 2102 du code civil relatif au privilège du bailleur (no 349), p. 417 (Document no 3254). — Adoption, p. 3607.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1690 (Document no 625). — Dépôt du rapport par M. Molis, p. 2268 (Document no 823). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2445.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5819 (Loi no 48-4311 du 25 août 1948, J. O. du 26 août 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 1953, paragraphe 2, du code civil, p. 1052 (Document no 342).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2521 (Document no 4137). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4211 (Document no 4780). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 1953 du code civil », p. 4795.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1976 (Document no 741). — Dépôt du rapport par M. Chauvel, p. 2733 (Document no 898). — Adoption, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2993.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6193 (Loi no 48-1483 du 18 septembre 1948, J. O. du 19 septembre 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lafay tendant à faciliter le changement du nom patronymique et des prénoms de l'adopté dans le cas de légitimation adoptive, p. 618 (Document no 185).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1617 (Document no 3720).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Gabede tendant à permettre de conférer, en cas d'adoption, un prénom supplémentaire à l'adopté, p. 1671 (Document no 3751). — Dépôt du rapport par Mlle Archimède, p. 4225 (Document no 4303). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Gallat, p. 5353 (Document no 5152). — Discussion, p. 7265; adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à permettre le changement des prénoms de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive et à modifier les articles 350, 404 et 369 du code civil », p. 7266.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3548 (Document, no 33, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Ed. Hamon, p. 3715 (Document no 136, 3^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Minjoz sur la proposition de loi de M. H. Hugues et Deleoz, tendant à modifier les dispositions législatives réglementant la rédaction des testaments authentiques et mystiques (no 2656), p. 2199 (Document no 4001).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les lois des 15 décembre 1922 et 6 février 1941 relatives à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre, p. 2105 (Document no 3922).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maesson tendant à compléter l'article 906 du code civil et à assimiler au mineur appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, le mineur déporté, requis ou victime de faits de guerre et dont l'acte de décès mentionne qu'il est mort pour la France, p. 1159 (Document no 3468).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à rétablir le divorce par consentement mutuel, p. 1218 (Document no 3501).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 340 du code civil, p. 1357 (Document no 3663).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à annuler un certain nombre de donations, partages entre vifs et licitations entre les enfants, faits à titre de partages anticipés avant 1909, p. 1445 (Document no 3690).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 1421 du code civil en vue d'exiger l'autorisation de la femme pour les ventes d'immeubles ou de fonds de commerce de la communauté, p. 1445 (Document no 3700).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 331 du code civil relatif à la légitimation des enfants adultérins, p. 2447 (Document no 4087).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard portant dérogation exceptionnelle, par mesure réparatrice envers une catégorie de victimes de guerre, à la règle de l'antériorité du mariage fixée par l'article 21 de la loi du 14 avril 1924, modifié par des textes subséquents, p. 3000 (Document no 4329).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Domignon tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants nés dans les maternités, sur les registres de l'état civil du domicile des parents, p. 3883 (Document no 4670).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetten tendant à modifier l'ordonnance no 45-2720 du 2 novembre 1945 relative au certificat médical pré-nuptial, p. 3882 (Document no 4690).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viard tendant à valider les dispositions testamentaires exprimées de 1939 à 1945 par les déportés, travailleurs forcés ou prisonniers de guerre hors des formes légales, p. 2809 (Document no 4266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viard portant aménagement des mesures prévenues par l'ordonnance du

3 mai 1945 qui abroge l'acte dit loi du 14 septembre 1941 sur la légitimation de certains enfants naturels, p. 2808 (Document no 4267).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Féron tendant à modifier des articles du code civil relatifs à l'adoption des enfants, p. 2809 (Document no 4271).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Segelle tendant à modifier l'article 344 du code civil afin de faciliter l'adoption et la légitimation adoptive, p. 3772 (Document no 3688).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Borey tendant à valider les dernières volontés exprimées en dehors des formes légales par les déportés et travailleurs forcés au cours de la guerre 1939-1945, p. 247 (Document no 72).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 605 (Document no 3333).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry relative à l'adoption et à la légitimation adoptive, p. 665 (Document no 665).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4208 (Document no 3345).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lafay tendant à assurer aux enfants ayant fait l'objet d'une légitimation adoptive la dévolution d'actes d'état civil conformes à leur filiation adoptive, p. 5976 (Document no 751).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4904 (Document no 5070).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à l'établissement de tables décennales d'état-civil, p. 4241 (Document no 4777).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deveaud tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant la fin de l'année 1948 un projet de loi modifiant le titre 5 du livre III du code civil et instituant un régime matrimonial de droit commun adapté aux conditions économiques, juridiques et sociales nouvelles, p. 471 (Document no 154).

Code de COMMERCE. — V. Bulletin officiel du registre de commerce et du registre des métiers.

Assemblée nationale. — Discussion d'un projet de loi relatif à la prescription des obligations nées entre commerçants à l'occasion de leur commerce, p. 2804; adoption, p. 2802.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1333 (Document no 483).

— Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 1933 (Document no 760). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2181.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5409 (Loi no 48-1223 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardoux tendant à compléter la loi du 4 septembre 1947 sur la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, p. 1026 (Document no 3529). — Dépôt du rapport par M. Chautard, p. 2906 (Document no 4176). — Dépôt de proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à modifier la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, p. 5409 (Document no 5153). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Chautard, p. 7122 (Document no 5771).

Assemblée nationale. — Dépôt du projet de loi sur la réforme du registre de commerce, p. 2747 (Document no 4228).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brussel tendant à inviter le Gouvernement à décider que les chèques bancaires remis aux organismes apparentés à l'Etat, tels que la sécurité sociale, les assurances sociales, les allocations familiales, etc., jouiront de la même gratuité pour l'encaissement que ceux qui sont acceptés présentement par les agents du Trésor, p. 298 (Document no 3155).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet de modifier la loi du 14 janvier 1903 et l'article 625 du code de commerce relatifs à l'élection des membres des tribunaux de commerce, p. 2801 (Document no 4162).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Bastid tendant à compléter l'article 160 du code de commerce relatif aux protêts, p. 3412 (Document n° 4509).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à modifier l'article 92 de la loi du 26 septembre 1948 relatif aux paiements par chèques, p. 7589 (Document n° 5815).

— Transmission d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Rousseau tendant à compléter le code de commerce pour mettre fin à la pratique des paiements à l'avance exigés par certains industriels et maisons de gros, ainsi que par certaines sociétés de distribution (n° 1740), p. 810 (Document n° 3409). — Dépôt du rapport par M. Chautard, p. 2248 (Document n° 4097).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Montier tendant à modifier l'article 128 du code de commerce, p. 1326 (Document n° 455).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3076 (Document n° 4402).

Code DISCIPLINAIRE ET PENAL DE LA MARINE MARCHANDE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, p. 2318 (Document n° 4021). — Dépôt du rapport par M. Laurelli, p. 7555 (Document n° 5789). — Adoption du projet de loi, p. 8103.

Code d'INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 387 du code d'instruction criminelle, p. 810 (Document n° 3398). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2199 (Document n° 4003). — Adoption, p. 2734 (rectificatif, p. 2871, 3651).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1302 (Document n° 444). — Dépôt du rapport par M. Colardeau, p. 1371 (Document n° 496). — Discussion, p. 1515 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1516.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3651 (Loi n° 48-4043 du 30 juin 1948, J. O. du 1^{er} juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Louis Rollin sur le projet de loi modifiant temporairement les règles de formation du jury criminel (n° 1463), p. 1159 (Document n° 3585). — Adoption, p. 1977.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 915 (Document n° 293). — Dépôt du rapport par M. Colardeau, p. 1371 (Document n° 495). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1515.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3651 (Loi n° 48-4041 du 30 juin 1948, J. O. du 1^{er} juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 378 du code d'instruction criminelle, p. 177 (Document n° 3101). — Dépôt du rapport par M. Yacine Diallo, p. 2698 (Document n° 4207). — Discussion, p. 3273; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3274.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi (Document n° 537). — Dépôt du rapport par M. Pialou, p. 2008 (Document n° 773). — Discussion, p. 2181; adoption de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi modifiant et complétant l'article 378 du code d'instruction criminelle* », p. 2182 (rectificatif, p. 2314).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5110 (Document n° 5171). — Dépôt du rapport par M. Jules Julien, p. 5511 (Document n° 5207) (rapport annulé, p. 5624).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi abrogeant la quatrième alinéa de l'article 444 du code d'instruction criminelle, p. 1768 (Document n° 3798). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4270 (Document n° 4813). Adoption après modification du titre: « *Projet de loi tendant à abroger le septième alinéa de l'article 444 du code d'instruction criminelle* », p. 4795.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1976 (Document n° 745). — Dépôt du rapport par M. Chazette, p. 3745 (Document n° 124, 2^e partie). — Adoption de

l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier le septième alinéa de l'article 444 du code d'instruction criminelle* », p. 3806.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8308 (Document n° 6032).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 598 du code d'instruction criminelle, p. 7010 (Document n° 5599).

— Dépôt d'un projet de loi concernant la prescription en matière pénale, p. 7410 (Document n° 5726).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Péron relative à l'abrogation de l'acte dit loi du 25 novembre 1941 relative au jury, validée par l'ordonnance du 20 avril 1945, p. 1676 (Document n° 3767).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Clertre relative à la modification des articles 1^{er}, 5 et 8 de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury, p. 1768 (Document n° 3806). — Dépôt du rapport par M. Louis Rollin, p. 4626 (Document n° 4964).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Péron ayant pour objet d'abroger l'article 10 du code d'instruction criminelle, p. 2024 (Document n° 3385).

Code de JUSTICE MILITAIRE POUR L'ARMÉE DE MER. — V. Condamnations.

Code de JUSTICE MILITAIRE POUR L'ARMÉE DE TERRE. — V. Condamnations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification du code de justice militaire pour l'armée de terre, p. 866 (Document n° 3746). — Dépôt du rapport par M. Dassinville, p. 6129 (Document n° 5349). — Adoption, p. 6585.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 986). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 3657 (Document n° 410, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3805.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8308.

Code PENAL. — V. Algérie.

Assemblée nationale. — Adoption d'un projet de loi complétant l'article 161 du code pénal, p. 481.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 269 (Document n° 115). — Dépôt du rapport par M. Rausch, p. 4006 (Document n° 322). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1149.

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 2689 (Document n° 4214). — Dépôt du rapport par M. Defos, p. 3189 (Document n° 4453). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6017 (Loi n° 48-1329 du 27 août 1948, J. O. du 28 août 1948).

Assemblée nationale. — Adoption d'un projet de loi réprimant la remise illicite aux détenus de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques, p. 706.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 285 (Document n° 123). — Dépôt du rapport par M. Georges Maire, p. 1006 (Document n° 323). — Discussion, p. 1149; adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi réprimant la remise ou la sortie irrégulières de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus* », p. 1151.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2689 (Document n° 4218). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3498 (Document n° 4541). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi réprimant la remise ou la sortie irrégulières de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus* », p. 3984 (Loi n° 48-1079 du 7 juillet 1948, J. O. du 8 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Defos du Rau, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 483 du code pénal (1585), p. 4937 (Document n° 5065). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi complétant l'article 483 du code pénal, en ce*

qui concerne le détournement d'eaux destinées à l'irrigation », p. 5821 (Loi n° 48-1330 du 27 août 1948, J. O. du 28 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Jules Julien, sur le projet de loi complétant et modifiant l'ordonnance du 23 août 1944 sur les crimes de guerre (n° 1620), p. 2199 (Document n° 3972). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance du 23 août 1944 relative à la répression des crimes de guerre* », p. 2564.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1190 (Document n° 416).

— Dépôt du rapport par M. Sablé, p. 1467 (Document n° 528). — Discussion, p. 1493; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1502.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3602 (Document n° 4574). — Dépôt du rapport par M. Jules Julien, p. 5511 (Document n° 5267) (rectificatif, p. 5624). — Discussion, p. 6316; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 6319 (Loi n° 48-1416 du 15 septembre 1948, J. O. du 16 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 412 du code pénal, p. 3000 (Document n° 4346). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 3724 (Document n° 4620). — Adoption du projet de loi, p. 4281.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1906 (Document n° 703). — Lecture du rapport par M. Carles, discussion et adoption sur le projet de loi, p. 3159.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6699 (Loi n° 48-1463 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les taux des amendes pénales, p. 6595 (Document n° 5489). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 6692 (Document n° 5499). — Discussion, p. 6696; adoption, 6698.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3172 (Document n° 969). — Dépôt du rapport par M. Bardon-Damarzid, p. 3227 (Document n° 983). — Discussion et adoption au scrutin d'une motion de M. Reverberi tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 3238.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 6837 (Document n° 5514). — Rapporteur M. Jean Minjoz, et adoption de la résolution, p. 6853.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 3267. — Lecture d'un rapport par M. Bardon-Damarzid sur ledit projet de loi, discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3280.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6900 (Document n° 5534). — Lecture du rapport par M. Jean Minjoz et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6984 (Loi n° 48-1485 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 et d'interdire que désormais soit prononcée la contrainte par corps contre des mineurs âgés de moins de dix-huit ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite, p. 2106 (Document n° 3945). — Dépôt du rapport par M. Louis Rollin, p. 4626 (Document n° 4963). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Gallet, p. 5160 (Document n° 5109). — Adoption, p. 5144.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2571 (Document n° 871). — Lecture du rapport par Mme Girault, discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3636.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7961 (Loi n° 48-1979 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi modifiant les articles 237, 238, 239, 240, 241 et 247 du code pénal (n° 2624-2784), p. 1459 (Document n° 3580). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 3724 (Document n° 4621). — Adoption après modification du titre: « *Pro-*

jet de loi tendant à modifier les articles 237, 238, 239, 240, 241, 245 et 247 du code pénal, la loi validée du 21 juillet 1942 réprimant l'évasion de la main-d'œuvre employée dans les établissements pénitentiaires et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes », p. 6048.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2615 (Document n° 379). — Dépôt du rapport par M. Geoffroy, p. 3774 (Document n° 139, 2^e partie). — Discussion, p. 3807; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3808.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8309 (Document n° 6033).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 302 du code pénal, p. 258 (Document n° 3170).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 25 novembre 1919 relatif au maintien provisoire de certaines dispositions pénales actuellement en vigueur dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 1356 (Document n° 3688).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 408 du code pénal, p. 2105 (Document n° 3914).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 26 du code pénal, p. 2747 (Document n° 4239).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945 réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers, p. 4211 (Document n° 4781).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 363 du code pénal, p. 7009 (Document n° 5560).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter par un article 131 bis, le livre III, titre I, chapitre 2, du code pénal, p. 7010 (Document n° 5596).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 419 et 420 du code pénal, p. 7010 (Document n° 5597).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 438 du code pénal, p. 7010 (Document n° 5598).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant le taux de certaines amendes pénales, p. 7010 (Document n° 5602). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 7317 (Document n° 5677).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter par une section 5 le livre III, titre 1^{er}, chapitre 2, du code pénal, en vue de réprimer les atteintes contre la Constitution, p. 7010 (Document n° 5606).

— Dépôt d'un projet de loi complétant le livre III, titre 2, chapitre 2, section 3 du code pénal par un article 443 bis réprimant le sabotage, p. 7010 (Document n° 5607).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes, p. 810 (Document n° 3107).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier les articles 147, 148 et 150 du code pénal relatifs aux faux en écriture, p. 3551 (Document n° 4555).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à supprimer la contrainte par corps, p. 1617 (Document n° 3725).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Benoist tendant à abroger le décret du 4 décembre 1930, complétant l'article 91 du code pénal et amnistiant toutes les peines prononcées en application dudit décret, p. 7058 (Document n° 5611).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lareppe tendant à inviter le Gouvernement à ordonner une action de justice sur les responsabilités de la tragédie du maquis des Marais, à Revin (Ardennes), p. 1218 (Document n° 3610).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 5 mars 1948 tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 4 décembre 1930 et amnistiant toutes les peines prononcées en application de ce décret, p. 1463.

Code de PROCEDURE CIVILE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à la suppression du rapport à l'audience devant les cours d'appel, p. 683 (Document n° 3369).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux relative à l'extension de l'amende de loi appel aux appels des jugements du conseil de prud'hommes, p. 3652 (Document n° 4595).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuehn tendant à abroger l'article 3 de l'ordonnance n° 45-179 du 5 février 1945, mettant en vigueur la procédure du référé dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 7117 (Document n° 5623) (rectificatif, p. 7180).

Code de la ROUTE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, p. 3076 (Document n° 4392).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Roulon tendant à inviter le Gouvernement à dispenser du permis de conduire « poids lourds » les conducteurs de tracteurs agricoles, p. 6136 (Document n° 5431).

Code SOCIAL. — V. *Accidents du travail.* — *Allocations familiales.* — *Assurances sociales.* — *France d'outre-mer.*

Code du TRAVAIL. — V. *Code de procédure civile.* — *France d'outre-mer.* — *Impôts (revenus).* — *Mines (délégués mineurs).* — *Pri-sonniers, déportés.*

APPRENTISSAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon relative à l'organisation de l'apprentissage, p. 3241 (Document n° 4160).

BUREAUX DE PLACEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ilugues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 24 mai 1945 en vue de faciliter aux organisations professionnelles l'accomplissement des formalités prescrites par ladite ordonnance, p. 2107 (Document n° 3937). — Dépôt du rapport par M. Ilugues, p. 3771 (Document n° 4646). — Adoption, p. 7263.

CAUTIONNEMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les articles 32 A et 32 B du livre 1^{er} du code du travail relatifs aux cautionnements, p. 2747 (Document n° 4240).

COMITÉS D'ENTREPRISES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Moisan sur la proposition de loi de M. Bougrain tendant à modifier l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 et la loi n° 46-1065 du 16 mai 1946 relatives aux comités d'entreprises (n° 1417), p. 3771 (Document n° 4644).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazior tendant à assurer des ressources stables aux comités d'entreprises, p. 6006 (Document n° 5310).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard concernant le financement des œuvres sociales des comités d'entreprises, p. 7143 (Document n° 5626).

CONGÉS PAYÉS

Conseil de la République. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 51 g du livre II du code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité sala-

riée, p. 98 (Document n° 17). — Dépôt du rapport par M. Caspary, p. 204 (Document n° 60). — Ajournement de la discussion de l'avis et dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen de ladite proposition de loi, p. 256 (Document n° 107). — Rapporteur: M. Caspary; discussion, p. 266; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 267.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 794 (Document n° 3418). — Dépôt du rapport par M. Charles Viatte, p. 811 (Document n° 3426); discussion et adoption, au scrutin, avec modification, p. 808.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, p. 280. — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. de Montgascou sur la proposition de loi, p. 506 (Document n° 164). — Discussion, p. 519; suite de la discussion, p. 581; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 586.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1446 (Document n° 3673). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 2064 (Document n° 3891). — Discussion et adoption, p. 3155 (Loi n° 48-952 du 8 juin 1948, J. O. du 9 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à accorder aux salariés qui se séparent volontairement de leurs employeurs le bénéfice de l'indemnité compensatrice de congés payés, p. 2108 (Document n° 3997). — Dépôt du rapport par M. Gazior, p. 3189 (Document n° 4150). — Adoption, p. 4231 (rectificatif, p. 6175).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1806 (Document n° 708). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 2299 (Document n° 820). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2690.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6172 (Loi n° 49-1352 du 27 août 1948, J. O. du 1^{er} septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 29 du livre 1^{er} du code du travail concernant le repos des femmes en couches, p. 3601 (Document n° 4531).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à accorder aux jeunes travailleurs des professions agricoles et forestières des congés payés d'une durée identique à ceux des autres professions, p. 2024 (Document n° 3886). — Dépôt du rapport par M. Gros, p. 5009 (Document n° 5085).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Girolardi tendant à accorder un délai de route de six jours aux travailleurs corses des administrations publiques et privées, résidant sur le continent et se rendant en Corse pour y passer leur congé annuel ou exceptionnel, p. 5135 (Document n° 4886). — Dépôt du rapport par M. Virgile Barel, p. 5184 (Document n° 5126). — Retrait du rapport, p. 5558.

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à assurer aux gérants salariés et aux gérants mandataires des maisons à succursales multiples de l'alimentation un repos effectif durant la période légale des congés payés, p. 3604 (Document n° 4533).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Chevalier relative à la prise en charge des congés supplémentaires accordés aux jeunes travailleurs et aux mères de famille salariées par la caisse de compensation des allocations familiales, p. 3632 (Document n° 68, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7962 (Document n° 5928).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan tendant à assurer le secret et la liberté du vote lors des élections prud'homales, p. 1676 (Document n° 3770). — Rapporteur M. André Béranger, discussion et adoption, p. 2893 (rectificatif, p. 4871).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1209 (Document

n° 423). — Lecture du rapport par M. Gasparly; discussion et adoption, p. 1266 (rectification, p. 4972).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2299 (Loi n° 48-954 du 9 juin 1948, J. O. du 10 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Kriegel-Nalrimont sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi modifiant l'article 69 du livre IV du code du travail concernant la procédure devant les conseils de prud'hommes (n° 1044-1006), p. 3198 (Document n° 4510).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan tendant à abaisser de 25 à 18 ans l'âge requis par la loi pour être électeur lors des élections prud'homales et de 30 à 35 ans l'âge requis pour être éligible, p. 2384 (Document n° 4077). — Dépôt du rapport par M. Alfred Costes, p. 4896 (Document n° 5022).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Degoutte relative aux conseils de prud'hommes, p. 2218 (Document n° 4103).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Rigal tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945 relative à la compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale, p. 2524 (Document n° 4118).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Costes tendant à accélérer la procédure devant la juridiction de prud'hommes, p. 3652 (Document n° 45967).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cardonne tendant à inviter le Gouvernement à relever la compétence du tribunal de prud'hommes pour des jugements rendus en dernier ressort, p. 946 (Document n° 297).

CONTRAT DE TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gazier sur les propositions de loi: 1° de M. Gazier tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi; 2° de M. Henri Meck tendant à assurer la sécurité de l'emploi par la réglementation des conditions de l'embauchage et du licenciement (n° 709-824-2612), p. 2525 (Document n° 4113).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 25 du livre I^{er} du code du travail, p. 3076 (Document n° 4389).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier la loi du 13 janvier 1939 relative à la situation, au regard de la législation du travail, des concierges d'immeubles à usage d'habitation, p. 1871 (Document n° 3831).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à réclasser d'extrême urgence tout le personnel de l'usine de distillation et de syndèse d'huile minérale de Saint-IIIaire (Allier), et de procurer à ce personnel et aux familles des ouvriers employés sur leurs nouveaux lieux de travail les moyens de logement et d'existence nécessaires, p. 8078 (Document n° 5959).

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Sciellour tendant à modifier les dispositions de l'article 111 du livre II du code du travail, p. 1965 (Document n° 3864).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant le chapitre IV du titre III du livre II du code du travail, p. 2318 (Document n° 4023).

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne relative aux consultations électorales de caractère professionnel, p. 7554 (Document n° 5781).

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la mise en vente et à l'emballage des produits nocifs à usage industriel,

p. 2106 (Document n° 3939). — Dépôt d'un rapport par M. Bacon, p. 3189 (Document n° 4449). — Adoption, p. 3453.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1563 (Document n° 575). — Dépôt du rapport par M. Abel-Ducand, p. 1773 (Document n° 651). — Discussion, p. 1836; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1837.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4497, (Loi n° 48-1106 du 10 juillet 1948, J. O. du 11 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poulain tendant à inviter le Gouvernement à faire rechercher les moyens propres à assurer, au maximum, le dépoussiérage dans les mines, p. 2933 (Document n° 4307).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour lutter contre le benzolisme, p. 4896 (Document n° 5056).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Claeys tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de sécurité dans les mines et à accorder une aide financière aux familles des victimes de la catastrophe de Liévin, p. 2972 (Document n° 912).

PLACEMENT DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Albert Gazier sur la proposition de loi de M. Morice tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi (n° 2177), p. 684 (Document n° 3345).

RÉGIME ET DURÉE DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gazier sur la proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à porter, pour une période transitoire, la durée du travail de quarante à quarante-huit heures (n° 2896), p. 1446 (Document n° 3826).

— Dépôt d'un avis du Conseil économique, sur la proposition de loi de M. Joly tendant à favoriser l'application du travail à mi-temps ou à temps réduit pour le personnel féminin chargé de famille (n° 2203), p. 2319 (Document n° 4040). — Dépôt du rapport par Mme Lefebvre, p. 3298 (Document n° 4835).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Calljavet tendant à considérer que pour une durée de trois années la semaine légale du travail sera de 48 heures, p. 7058 (Document n° 5617).

SALAIRES ET INDÉMNITÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles 61 à 73 b inclus du livre I^{er} du code du travail sur la procédure de la saisie-arrest des salaires et appointements, p. 2105 (Document n° 3909).

— Dépôt du rapport par M. Meck sur les projets de loi: 1° relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles 61 à 73 b inclus du livre I^{er} du code du travail sur la procédure de la saisie-arrest des salaires et appointements (n° 698-3309), p. 4896 (Document n° 5015); adoption après modification du titre: « *Projet de loi étendant certaines dispositions du code du travail aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* », p. 5189.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2226 (Document n° 806). — Dépôt du rapport par M. Casparly, p. 2912 (Document n° 905). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3185.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6811 (Loi n° 48-1490 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi n° 17-1401 du 12 septembre 1947 ayant pour objet le versement d'indemnités compensatrices aux tra-

vailleurs de Cerdère et d'Hendaye réduits au chômage par la fermeture de la frontière espagnole, p. 2313 (Document n° 4023). — Lecture du rapport par M. Louis Beugnot et discussion, p. 2612; adoption, p. 2663.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1170 (Document n° 895). — Dépôt du rapport par M. Gargominy, p. 1791 (Document n° 411). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1193.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2931 (Loi n° 48-905 du 2 juin 1948, J. O. du 3 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gros tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime de 2.500 F, fixée par l'arrêté du 6 septembre 1948, aux travailleurs salariés de l'agriculture et des forêts, p. 6157 (Document n° 5154). — Dépôt du rapport par M. Hilaire Perdon, p. 6576 (Document n° 5474); discussion, p. 6569; adoption, p. 6575.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à modifier l'article 61 du chapitre IV du titre III du livre I^{er} du code du travail (de la saisie-arrest et de la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés ou commis), p. 3362 (Document n° 4500). — Dépôt d'un rapport par M. Segelle sur: 1° la proposition de loi de M. Louis Rollin modifiant l'article 61 du titre III du livre I^{er} du code du travail relatif à la saisie ou à la cession de certains salaires ou appointements; 2° la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 61 du chapitre IV du titre III du livre I^{er} du code du travail (de la saisie-arrest et de la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés ou commis). (N° 2617, 4500.), p. 5624 (Document n° 5225).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime de 2.500 francs fixée par l'arrêté du 6 septembre 1948, aux apprentis avec contrat, p. 6517 (Document n° 5472). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Masson tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'arrêté du 6 septembre 1948 relatif à l'attribution d'une prime unique, uniforme et exceptionnelle de 2.500 francs aux travailleurs à domicile et aux concierges d'immeubles d'habitation, p. 6790 (Document n° 5496). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 6 septembre 1948 et la circulaire d'application du 6 septembre 1948 relative à la prime exceptionnelle de 2.500 francs, p. 6700 (Document n° 5498). — Dépôt du rapport par M. Renard, p. 7963 (Document n° 5926).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la section première du chapitre IV du titre III du livre I^{er} du code du travail relative à la saisie-arrest et à la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés et commis (art. 61 à 73 b du livre I^{er} du code du travail), p. 7869 (Document n° 5886).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à assurer le paiement des salaires pour la fête nationale du 14 juillet, p. 2384 (Document n° 4062).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 ainsi que les décrets des 6 mai 1939 et 27 novembre 1941 concernant l'attribution d'indemnité aux ouvriers privés totalement ou partiellement de leur travail du fait de conditions économiques anormales, p. 2524 (Document n° 4126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à hâter les travaux des commissions paritaires relatives à la révision des zones de salaires et à prendre une mesure provisoire diminuant de 40 p. 100 les abattements pratiqués jusqu'à ce jour, de façon à réduire de 25 p. 100 à 15 p. 100 l'abattement maximum en vigueur, p. 3000 (Document n° 4328). — Dépôt du rapport par M. Gérard Duprat, p. 3112 (Document n° 4511). — Demande de discussion d'urgence, p. 4000; rejet au scrutin de la demande, p. 4081.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat visant à la suppression de l'abat-

tement à la base sur les salaires des jeunes ouvriers et employés ayant la même qualification et faisant le même travail qu'un adulte, p. 6436 (Document n° 5435).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ternier tendant à instituer une plus juste rémunération du travail, p. 7010 (Document n° 5559).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à supprimer les abattements de zones de salaires, p. 7262 (Document n° 5665).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Bartolini tendant à attribuer aux travailleurs une prime spéciale uniforme mensuelle de transport de 500 francs, p. 7656 (Document n° 5834).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan tendant à majorer, pour tenir compte de la dépréciation de la monnaie, les créances de salaires sanctionnées par jugement, p. 7962 (Document n° 5931).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Denise Bastide tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les travailleurs des heures de travail perdues pour cause du dépôt et du remboursement des billets de 5.000 francs, p. 750 (Document n° 3389).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Duprat tendant à inviter le Gouvernement à accélérer le fonctionnement des commissions paritaires relatives à l'étude du problème des zones de salaires et à prendre une mesure immédiate ramenant l'abattement de ces zones à des taux allant de 0 à 15 p. 100 au lieu de 0 à 25 p. 100, p. 2525 (Document n° 4129).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Francine Lefebvre tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le salaire des concierges, p. 8181 (Document n° 5982).

Conseil de la République. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Dorey sur la proposition de résolution de Mme Rollin tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 20 mai 1946, relative à la révision des salaires moyens départementaux et à faire entrer en ligne de compte le nombre d'enfants pour le calcul d'un minimum vital familial (n° 352 et 884, année 1947), p. 174 (Document n° 151).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Claeys tendant à inviter le Gouvernement à hâter les travaux des commissions paritaires relatives à la révision des zones de salaires, p. 1762 (Document n° 617). — Demande de discussion d'urgence, p. 1804; rejet au scrutin de la demande, p. 1305.

SECURITE SOCIALE

Voir: *Accidents du travail. — Allocations familiales. — Assurances sociales.*

SERVICES DOMESTIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à reconnaître la qualité de salarié au personnel des services domestiques en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, p. 2524 (Document n° 4117).

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan tendant à protéger la liberté syndicale et à en garantir le libre exercice à tous les travailleurs, p. 7869 (Document n° 5889).

TRAVAIL DES ENFANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur le projet de loi tendant à la modification et à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des articles 2, 4 et 3 du livre II du code du travail, relatif à l'âge d'admission des enfants au travail (n° 2104), p. 4896 (Document n° 5016). — Adoption, p. 5189.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2268 (Document n° 820). — Dépôt du rapport par Mme Alice Brisset,

p. 2932 (Document n° 920). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3208.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6814 (Loi n° 48-1489 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

TRAVAIL DE NUIT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Ducloux visant la suppression du travail de nuit dans la boulangerie et la pâtisserie, p. 2869 (Document n° 4291).

Code du TRAVAIL MARITIME.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur le projet de loi modifiant les articles 116 et 119 de la loi du 13 décembre 1926 (code du travail maritime) (n° 276), p. 5009 (Document n° 5080). — Adoption, p. 5445 (rectificatif, p. 5754).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2444 (Document n° 859). — Dépôt du rapport par M. Bocher, p. 2908 (Document n° 936). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3195.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République (Loi n° 48-1492 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du code du travail maritime, p. 7372 (Document n° 5699).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cermolacci modifiant l'article 6 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime, p. 3212 (Document n° 4460).

Colls postaux. — V. *Interpellations n° 167 — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs postaux).* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 26.*

Collèges. — V. *Enseignement secondaire.*

Collèges techniques. — V. *Enseignement technique et professionnel.*

Colonies de vacances. — V. *Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Vaillant-Couturier tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances, p. 3126 (Document n° 4413). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Ginollin tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des colonies de vacances les matériaux et articles textiles nécessaires à leur bon fonctionnement, p. 3126 (Document n° 4425). — Dépôt du rapport par M. Lacaze, p. 4212 (Document n° 4793).

Combattants (anciens). — V. *Anciens combattants.*

Combustibles liquides et dérivés. — V. *Code du travail (contrat).* — *Voitures de place.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Livry-Level sur la proposition de résolution de M. Prot, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent d'essence accordé au département de la Somme pour la reconstruction (n° 3014), p. 750 (Document n° 3374). — Adoption, après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les contingents d'essence accordés aux départements sinistrés pour la reconstruction.* p. 1193.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Armengaud sur la proposition de résolution de M. Armengaud, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les transformations de l'équipement énergétique de l'industrie, en vue d'économiser le charbon et à accroître les possibilités françaises de recherche et de traitements des carburants liquides (n° 309, année 1947), p. 222 (Document n° 84). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Longchambon, p. 710 (Document n° 218). — Discussion, p. 879; adoption, p. 887.

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la cotation

d'essence attribuée aux coloniaux d'outre-mer, rentrant en congé à la métropole, p. 99 (Document n° 23). — Dépôt du rapport par M. Amadou Doucouré, p. 222 (Document n° 85). — Adoption, p. 1016.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition de la pêche des attributions normales en gas oil ainsi qu'en essence, p. 479 (Document n° 3273). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Rousseau tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions de gas-oil et d'essence pour les bateaux de pêche, p. 498 (Document n° 3294). — Lecture du rapport par M. Marcel Hamon, p. 763; adoption après modification du titre: *L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à mettre d'urgence, et dès ce mois, à la disposition de la pêche une attribution mensuelle minima de 11.000 mètres cubes de gas-oil.* p. 761.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bourdon tendant à inviter le Gouvernement à accorder des contingents de carburant aux offices agricoles départementaux correspondant au niveau des besoins pendant la période des travaux urgents, p. 1357 (Document n° 3665). — Dépôt du rapport par M. Blanchet, p. 4270 (Document n° 4824). — Adoption, p. 5110.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Besset sur la proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la ristourne sur le prix de l'essence, accordée avant la guerre aux chauffeurs de taxi (n° 2325), p. 4016 (Document n° 4726).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à accorder aux possesseurs d'automobiles, pour les mois de juillet, août et septembre, une attribution d'essence, p. 4196 (Document n° 4779). — Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 4336 (Document n° 4854).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement: 1° à suspendre l'augmentation des prix des carburants et à revenir aux prix en vigueur au 30 juin 1948; 2° à répartir aux prioritaires un contingent de carburant égal à celui distribué au cours du mois de juin 1948, p. 5059 (Document n° 5090). — Dépôt du rapport par M. Peyrat, p. 6008 (Document n° 5315).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une détaxe en faveur des carburants agricoles, p. 5285 (Document n° 5138). — Dépôt du rapport par M. Piro, p. 7373 (Document n° 5691).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à assurer un contrôle effectif de la distribution de l'essence, et à accorder 20 litres par mois aux non prioritaires, p. 4407 (Document n° 4381).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Delahoutte tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence aux réparateurs de machines agricoles un contingent spécial de carburant, p. 4572 (Document n° 4916).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Devemy tendant à inviter le Gouvernement à accorder une attribution spéciale d'essence à certains pensionnés de guerre, p. 1325 (Document n° 3633).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'attribution de carburant liquide alloué aux distributeurs de gaz butane, p. 2199 (Document n° 3982).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à accorder une dotation spéciale d'essence aux bénéficiaires de congés payés et de vacances durant la saison d'été 1948, et saisons d'été suivantes si l'attribution d'essence aux voitures de tourisme n'est pas rétablie, p. 2605 (Document n° 4190).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Benoist tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 50 p. 100 les contingents d'essence ou de gas oil attribués aux prioritaires, p. 6700 (Document n° 5494).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defferre tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions d'essence et de pneumatiques accordées aux artisans du taxi, p. 6960 (Document n° 5536).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à accroître le contingent de carburant alloué aux artisans, p. 7555 (Document n° 5802).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à rétablir une ristourne sur le prix de l'essence en faveur des artisans du taxi, p. 7962 (Document n° 5855).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Caron tendant à détaxer les combustibles liquides employés en agriculture, p. 8181 (Document n° 5957).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Mireille Durant tendant à augmenter les attributions d'essence et de pneumatiques accordés aux artisans du taxi, p. 3255 (Document n° 1900).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6969 (Document n° 5530).

Combustibles solides et dérivés. — V. *Questions orales* (Assemblée nationale), n° 73, 82, 41.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le ministre des finances à consentir des avances aux houillères nationales, p. 7471 (Document n° 5757). — Dépôt du rapport par M. René Pleven, p. 8022 (Document n° 5941). — Discussion, p. 8130; adoption, au scrutin, après modification du titre: « *Projet de loi autorisant le ministre des finances à consentir des avances aux houillères* », p. 8133.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3714 (Document n° 128, 2^e partie). — Lecture du rapport par M. Pelletenc et discussion, p. 3361; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3867.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8315 (Loi n° 49-2 du 1^{er} janvier 1949, J. O. du 4 janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louvel tendant à modifier certaines dispositions de loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 3601 (Document n° 4591). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 4499 (Document n° 4922). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Buron, p. 4860 (Document n° 4591). — Discussion, p. 5018; adoption, p. 5021 (rectificatif, p. 5229).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1988 (Document n° 771). — Lecture du rapport par M. Piraull, p. 2096; discussion, p. 2097; adoption de l'avis sur la proposition, p. 2100.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5185 (Document n° 5121). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 5352 (Document n° 5145). — Discussion et adoption, p. 5395 (Loi n° 48-1305 du 23 août 1948, J. O. du 21 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté de vente du charbon pour les usages domestiques, p. 3125 (Document n° 4409). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louvel tendant à inviter le Gouvernement à augmenter sans délai les attributions de charbon en faveur des foyers domestiques et à prendre toutes dispositions en vue de rendre, dans les plus brefs délais, la liberté de vente du charbon à usages domestiques, p. 3601 (Document n° 4578). — Dépôt du rapport par M. Coustan, p. 5352 (Document n° 5147). — Adoption, p. 6049.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosset tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer à tous les bénéficiaires de la retraite des vieux et de l'allocation temporaire, une quantité minima de 500 kilos de charbon à prix réduit, p. 4563 (Document n° 579). — Dépôt du rapport par M. Rosset, p. 2373 (Document n° 859). — Adoption après modification du titre: « *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer aux bénéficiaires de l'allocation temporaire une quantité minima de 500 kilogrammes de charbon à prix réduit* », p. 2690.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Rumeau tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux grands invalides et tuberculeux résidant dans les communes rurales le bénéfice de l'attribution de 100 kilogrammes de charbon par mois, p. 2521 (Document n° 4120).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palowski tendant à modifier divers articles de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 3551 (Document n° 4552).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à compléter la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 5159 (Document n° 5110).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Anna Schell tendant à inviter le Gouvernement à assurer une distribution gratuite de charbon aux sinistrés des récentes inondations des départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, p. 178 (Document n° 3095).

Comités d'entreprises. — V. *Code du travail*.

Comités secrets. — V. *Chambre des députés. — Sénat*.

Commerce et industrie. — V. *Assurances sociales.* — *Bulletin officiel du registre du commerce.* — *Capitaux.* — *Code de commerce.* — *Domages de guerre.* — *Enquêtes parlementaires.* — *Impôts (bénéfices commerciaux, prélèvement exceptionnel).* — *Questions orales* (Assemblée nationale) n° 38, 76 (Conseil de la République) n° 19. — *Sociétés coopératives de commerce.*

COMMERCES DE GROS ET DE DÉTAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Poimbeau sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à reconnaître la coopération commerciale et à organiser son statut (n° 48), p. 7373 (Document n° 5707). — Discussion, p. 7881; adoption, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à reconnaître la coopération dans le commerce de détail et à organiser son statut* », p. 7885.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3656 (Document n° 405, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Caillaud tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 30 août 1947 sur la déclaration de stocks de divers produits d'épicerie, p. 683 (Document n° 3371). — Dépôt du rapport par M. Garavel, p. 4293 (Document n° 4938). — Adoption, p. 4795.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Degoutte sur la proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la direction des industries du bois et la fonction de répartiteur du bois au ministère de la production industrielle (n° 2788), p. 3039 (Document n° 4359). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Jean Masson, p. 3113 (Document n° 4510).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Mudry sur la proposition de loi de M. Barcl concernant la suppression de bons matières, points d'appareillage et tous autres bons de matières premières pour le stade de la distribution et de l'utilisation du matériel et des appareils électriques dans l'industrie électrique (n° 4761), p. 3039 (Document n° 4358).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud modifiant le régime des prix de revient et portant création de la marge globale de distribution, p. 4209 (Document n° 424).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3000 (Document n° 4327). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à modifier les bases de calcul des marges bénéficiaires des intermédiaires, p. 4498 (Document n° 4906). — Dépôt d'un rapport par M. Gazier sur les propositions de loi et de résolution, p. 7555 (Document n° 5796).

Assemblée nationale. — Transmission par M. le président du Conseil économique, d'un avis donné sur la proposition de loi de Mme Degrand tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou de denrées sur la voie publique et autres lieux publics ou privés (n° 2855), p. 810 (Document n° 3411).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés, et à réglementer l'exercice du commerce sur la voie publique ou dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique, p. 7471 (Document n° 5741).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Saunier tendant à réprimer la contre-façon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, p. 2125 (Document n° 855).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5819 (Document n° 5274).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dagain ayant pour objet la réglementation de la fabrication et de la vente de la pâtisserie, p. 1285 (Document n° 3630). — Dépôt du rapport par M. Cerclier, p. 4270 (Document n° 4829).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Anna Schell tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'ouverture normale des boucheries et charcuteries, p. 3412 (Document n° 4525).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Pleven tendant à inviter le Gouvernement à instituer, dans la répartition des métaux ferreux, un secteur libre au profit des petits utilisateurs ruraux (p. 3531 (Document n° 4556)).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefèvre-Pontalis tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté aux commerces du lait, du beurre, des huiles et des matières grasses en général, p. 4843 (Document n° 4939).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à faire revaloriser les fibres d'achat des cordonniers, périmés par suite de la décision ministérielle rendant la liberté des cuirs, p. 4896 (Document n° 5055).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Ginollin tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer la liberté totale du commerce aux fruitiers détaillants et la suppression du double étiquetage, et à accorder à ces derniers une attribution normale d'essence, la protection de la profession et la fermeture obligatoire du lundi, p. 7143 (Document n° 5628).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alex Roubaud, tendant à inviter le Gouvernement à déterminer, pour les produits alimentaires et les articles d'utilité sociale, la marge globale du bénéfice licite, p. 416 (Document n° 139). — Dépôt du rapport par M. Gargomini, p. 1338 (Document n° 459).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefranc, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer la liberté totale du commerce aux fruitiers détaillants et la suppression du double étiquetage, et à accorder à ces derniers une attribution normale d'essence, la protection de la profession et la fermeture obligatoire du lundi, p. 1824 (Document n° 607).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Serre, tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'industrie de la biscuiterie les contingents de farine, sucre et matières grasses nécessaires à une production égale à celle de l'avant-guerre, p. 4896 (Document n° 5038).

ONÉMIT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Fourrier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, accordant aux combattants volontaires de la résistance une prolongation du délai imparti pour le dépôt des demandes de prêts au titre de l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945

n° 900, année 1947), p. 268 (Document n° 116). — Discussion, p. 583; adoption, p. 584.
Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 1359 (Document n° 3670). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 1677 (Document n° 3760). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 4270 (Document n° 4822). — Adoption du projet de loi avec modification, p. 4535 (Loi n° 48-1181 du 22 juillet 1948, J. O. du 25 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à faciliter l'équipement des entreprises par le recours au crédit, p. 3601 (Document n° 4587).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier-O'cottareau (Mayenne), tendant à faire bénéficier le Maroc et la Tunisie des facilités de financement accordées par les lois des 23 mars 1941 et 21 février 1942 aux entreprises fabricant les produits nécessaires aux besoins du pays, p. 1026 (Document n° 3537). — Dépôt du rapport par M. Krieger, p. 6003 (Document n° 5322).

ENTREPRISES DIVERSES

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Minjoz, tendant à l'expropriation d'entreprises abandonnées par leurs propriétaires à la Libération et reprises par le personnel lui-même (n° 1003), p. 2932.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Grenier, tendant à inviter le Gouvernement à empêcher la fermeture de l'usine de pianos Pleyel, p. 3808 (Document n° 4561). — Dépôt du rapport par M. Julian, p. 3948 (Document n° 4701). — Adoption, p. 4280.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous séquestre, p. 2747 (Document n° 4244). — Dépôt du rapport par M. Bergasse, p. 6396 (Document n° 5405).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut général des entreprises publiques, p. 8316 (Document n° 6027).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Saunier, portant réforme du statut des entreprises, p. 3403 (Document n° 4033 (rectificatif), p. 3432).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7011 (Document n° 5555).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Airoldi ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet, p. 810 (Document n° 3395). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire de M. André Denis sur: 1° le projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet; 2° les propositions de loi: a) de M. Airoldi, tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet; b) de M. André Denis, tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet; c) de M. Airoldi, ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet; 3° la proposition de résolution de M. Degoutte, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet en une société d'économie mixte Berliet et Co (n° 300, 267, 1455, 3395, 2968; rapport n° 2284; rapport supplémentaire n° 2690), p. 3126 (Document n° 4408). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par Mme Lefebvre, p. 4298 (Document n° 4834). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Maurice Guérin, p. 7472 (Document n° 5775).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Juillien, tendant à inviter le Gouvernement à liquider les sociétés sous séquestre en sociétés anonymes à participation ouvrière et spécialement la Société des automobiles Berliet, p. 102 (Document n° 29).

ENTREPRISES NATIONALISÉES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, p. 3551 (Document n° 4559). — Dépôt du rapport par M. Tinaud, p. 4270 (Document

n° 4812). — Discussion, p. 6030; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6033.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2615 (Document n° 876). — Dépôt du rapport par M. Carles, p. 2859 (Document n° 896). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Piraull, p. 2968 (Document n° 929). — Discussion, p. 3151; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3159.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6699 (Loi n° 48-1466 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-166 du 21 mars 1948, p. 4625 (Document n° 4058). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5938 (Document n° 5297). — Dépôt du rapport par M. Pleven, p. 6006 (Document n° 5311). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Louvel, p. 6173 (Document n° 5370). — Discussion, p. 6352. — Suite de la discussion, p. 6374; adoption, p. 6391.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2808 (Document n° 902). — Dépôt du rapport par M. Porey, p. 3143 (Document n° 960). — Discussion, p. 3181; adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif aux autorisations de dépenses et aux avances accordées à diverses entreprises nationalisées ou établissements publics pour l'année 1948* », p. 3189.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6759 (Document n° 5408). — Lecture du rapport par M. Lionel de Tinguy et discussion, p. 6885; adoption au scrutin du projet de loi avec le titre modifié par le Conseil de la République, p. 6889. (Loi n° 48-1479 du 21 septembre 1948, J. O. du 25 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre tendant à interdire les prélèvements sur les recettes des entreprises nationalisées effectués au profit d'organismes privés et soustraits à l'autorité et au contrôle de l'Etat, p. 2605 (Document n° 4141).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Cercler relative au transfert à l'Etat de la société Francolor (n° 2171, année 1947), p. 4053 (Document n° 4736). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vedrines relative à la nationalisation de la société Francolor, p. 3724 (Document n° 4634 (rectificatif), p. 4166). — Dépôt du rapport par M. Degoutte, p. 4123 (Document n° 4893).

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947); désignation des membres, p. 3608.

RÉGIES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Badiou sur: 1° le projet de loi relatif à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales; 2° la proposition de loi de M. Defferre relative à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales (n° 301, 1185), p. 1677 (Document n° 3738).

— Dépôt d'un rapport par M. Albert Petit sur la proposition de loi de Mme Madeleine Braun tendant à la création, dans le département de la Seine, du service départemental d'enlèvement, de transport et de transformation des cadavres d'animaux, des viandes sales et des déchets organiques de toute nature impropres à la consommation humaine. (n° 322), p. 5819 (Document n° 5276).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Piraull, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la participation financière de l'Etat relative à la construction de certains établissements municipaux à caractère industriel, p. 222 (Document n° 77). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Piraull, tendant à inviter le Gouvernement à

augmenter le taux de la taxe d'abatage perçue au profit des budgets communaux, p. 223 (Document n° 79). — Dépôt du rapport par M. Verdeille, p. 4435 (Document n° 532). — Dépôt d'un avis de la commission du rattachement par M. Paget, p. 4959 (Document n° 720).

RÉPARTITION DES PRODUITS INDUSTRIELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification à la loi n° 47-1685 du 3 septembre 1947 modifiant la loi du 26 avril portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, p. 1768 (Document n° 3807). — Lecture du rapport par M. Gaston Chaze et discussion, p. 2022; adoption, p. 2023 (rectificatif, p. 2109).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 912 (Document n° 272). — Lecture du rapport par M. Armengaud et discussion, p. 931; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 932.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2063 (Loi n° 48-571 du 31 mars 1948, J. O. du 1^{er} avril 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mauroux, portant modification à la loi n° 48-571 du 31 mars 1948 modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, p. 4270 (Document n° 5374). — Lecture du rapport par M. Fernand Mauroux, p. 4987; discussion, p. 4988; adoption, p. 4991 (rectificatif, p. 5185).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4988 (Document n° 765). — Dépôt du rapport par M. Walker, p. 4989 (Document n° 766). — Discussion, p. 2095; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2096.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5185 (Document n° 5124). — Adoption, p. 5184 (Loi n° 48-1244 du 31 juillet 1948, J. O. du 3 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Catrice, portant modification à la loi n° 48-1244 du 31 juillet 1948 modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, p. 5751 (Document n° 5254). — Rapporteur, M. Marcel Poinbœuf; discussion et adoption, p. 5790.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2373 (Document n° 853). — Rapporteur, M. Armengaud; discussion et adoption de l'avis sur la proposition, p. 2381.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5818 (Loi n° 48-1263 du 11 août 1948, J. O. du 15 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prorogation de la législation actuelle fixant la répartition des produits industriels, p. 6121 (Document n° 5122). — Lecture du rapport par M. Bergeret et discussion, p. 6326; adoption, p. 6327.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3032 (Document n° 948). — Lecture du rapport par M. Gadouin et discussion, p. 3075; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3076.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6576 (Loi n° 48-1417 du 15 septembre 1948, J. O. du 16 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant financement des services assurant la répartition des matières premières et produits industriels, p. 8120 (Document n° 5972). — Dépôt du rapport par M. Mauroux, p. 8182 (Document n° 5992). — Discussion, p. 8301; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 8308.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3808 (Document n° 456, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Walker, p. 3826 (Document n° 463, 2^e partie). — Discussion, p. 3833. — Adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif à la répartition des matières premières et des produits industriels*, p. 3834.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8309 (Document

n° 6038). — Dépôt du rapport par M. Bergasse, p. 8326 (Document n° 6048). — Discussion, p. 8326; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 8328 (Loi n° 48-1991 du 31 décembre 1948, J. O. du 2 janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels, p. 4860 (Document n° 4993). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mauroux tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels, p. 4357 (Document n° 3659).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Piraoui tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels, p. 730 (Document n° 221).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1768 (Document n° 3812). Dépôt d'un rapport par M. Mauroux sur le projet et lesdites propositions de loi, p. 5352 (Document n° 5153). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Finet, p. 5683 (Document n° 5238).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mauroux tendant à assurer le fonctionnement de la répartition des produits industriels, p. 7650 (Document n° 5833).

Commissaire priscur.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alex Roubert tendant à donner la possibilité aux officiers ministériels chargés d'exécuter des ventes mobilières de s'assurer le concours d'un commissaire-priscur, p. 1061 (Document n° 345).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2521 (Document n° 4138).

Communes. — V. Budget de 1948. — *Colimités publiques.* — Commerce et industrie. — *Départements, villes et communes.* — Impôts. — *Loyers.* — *Postes (téléphones).*

Communications du Gouvernement.

Assemblée nationale. — Lecture par M. André Le Troquer, vice-président de l'Assemblée, d'une communication du ministre des forces armées concernant le maintien sous les drapeaux des militaires de la classe 1947, p. 4327 = M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée, des messages de M. le Président de la République concernant la proposition de loi accordant une garantie de l'Etat à la caisse des marchés, p. 3695 = M. Marcel Roclère, vice-président de l'Assemblée, d'une communication de M. le Président de la République faisant connaître la démission du cabinet de M. Robert Schuman, p. 4863 = M. le Président de l'Assemblée nationale d'une communication de M. le Président de la République désignant M. André Marie, garde des sceaux, ministre de la justice, comme président du conseil, et de M. André Marie, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 4880 = M. le Président de l'Assemblée, d'une communication de M. le Président de la République faisant connaître la démission du cabinet André Marie; désignant M. Robert Schuman, ministre des affaires étrangères comme président du conseil, et de M. Robert Schuman, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 6104 = M. le Président de l'Assemblée d'une communication de M. le Président de la République faisant connaître la démission du cabinet Robert Schuman, p. 6471, désignant M. Henri Queuille, ministre des travaux publics et des transports, comme président du conseil, p. 6472, et de M. Henri Queuille, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du Gouvernement qu'il se propose de constituer, p. 6472.

Conseil de la République. — Lecture par M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, d'une communication du ministre des forces armées concernant le maintien sous les drapeaux des militaires du premier contingent de la classe 1947, p. 561 = M. Gaston Monnerville du message de M. le Président de la République sur la proposition de loi accordant une garantie de l'Etat à la caisse des marchés, p. 4563 = M. Gaston Monnerville d'une communication

de M. le Président de la République faisant connaître la démission du cabinet M.-R. Schuman, p. 1968. — Communication par M. Pierre-Henri Teitgen exprimant, au nom du président du conseil, les sentiments de haute considération du Gouvernement au Conseil de la République, p. 1989.

Communications du président de l'Assemblée nationale.

Assemblée nationale. — Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, d'un télégramme de l'Assemblée nationale cambodgienne sur la politique du gouvernement du Cambodge, p. 782 = de M. le Président de la chambre des députés de la République Argentine, à l'occasion du 14 juillet, p. 4593 = de M. le Président de la chambre des députés du Pérou, à l'occasion du 159^e anniversaire de la prise de la Bastille, p. 4709. — Communication de M. Edouard Herriot concernant la photographie de la salle des séances, p. 5530.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le Président de l'Assemblée nationale faisant connaître la clôture de la session extraordinaire de 1948, p. 75 = l'interruption de la session annuelle de l'Assemblée nationale pour 1948, p. 2061 = la clôture de la session de 1948, p. 3838.

Comores (Archipel des). — V. France d'outre-mer.

Comptabilité publique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à porter de 3.000 francs à 10.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements de l'Etat, des collectivités et établissements publics, p. 6260 (document n° 5371). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7472 (document n° 5745). — Adoption, p. 7447.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3614 (Document n° 91, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à porter de 15.000 à 25.000 F les règlements devant être opérés par chèques, p. 3000 (Document n° 4337).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léon Dagaln tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble du territoire la loi du 12 juillet 1941 relative au paiement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte, p. 2199 (Document n° 3995). — Dépôt du rapport par M. Draveny, p. 5109 (Document n° 5186).

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Deifortrie tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures destinées à limiter l'obligation des règlements bancaires en matière de paiement aux traitements et salaires supérieurs à 25.000 francs par mois (n° 696, année 1947), p. 1339.

Concierges. — V. Code du travail (contrat, salaires). — *Loyers (locaux d'habitation).*

Concours agricole. — V. Interpellations n° 30.

Concours de Rome. — V. Questions orales (Assemblée nationale n° 41).

Condamnations. — V. Elections législatives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension aux condamnations prononcées par les cours de justice des dispositions des codes de justice militaire relatives à la suspension de l'exécution du jugement, p. 2604 (Document n° 4130).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la révision des condamnations pénales prononcées pendant l'occupation par les juridictions du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 7009 (Document n° 5567).

Conférence internationale du travail. — V. Conventions internationales. — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 78.*

Conférence de Londres. — V. Interpellation n° 15.

Confitures. — V. Denrées alimentaires et produits rationnés.

Congés. — V. Code du travail. — *Départements, villes et communes.* — *Médecine et professions médicales.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 52.* — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

Congrès européen. — V. Interpellation n° 9.

Congrès international des Ingénieurs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jugla tendant à inviter le Gouvernement à organiser, à l'occasion du congrès international d'ingénieurs pour le développement des pays d'outremer, une exposition de matériel et d'outillage adaptés aux besoins de ces pays, p. 7390 (Document n° 5721). — Rapporteur M. Joseph Dumas et adoption, p. 7523.

Conseil supérieur des ALCOOLS.

Conseil de la République. — Demande de désignation de trois membres chargés de représenter le Conseil de la République au Conseil supérieur des alcools, p. 781. — Désignation de candidatures, p. 4253. — Nomination de membres, p. 1326.

Conseil ECONOMIQUE.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le Président du Conseil économique faisant connaître la composition du Conseil économique pour l'année 1948, p. 175.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le Président du Conseil économique faisant connaître la composition du Conseil économique pour l'année 1948, p. 98.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ribeyre, tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 534 (document n° 3291).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Callavel tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition du Conseil économique, p. 4965 (document n° 3848).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julian tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition du Conseil économique, p. 4357 (document n° 3645).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission chargée de statuer sur l'éligibilité des membres du Conseil économique et la régularité de leur désignation, p. 3493. — Désignation de candidatures, p. 3509. — Nominations de membres, p. 3521.

Conseils GENERAUX. — V. Algérie. — *Administration départementale.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 5459.*

Conseil supérieur de la MAGISTRATURE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au fonctionnement du conseil supérieur de la magistrature et à l'exercice de ses attributions, p. 2106 (document n° 3938).

Assemblée nationale. — Désignation, par suite de vacances, de candidatures de membres titulaires du conseil supérieur de la magistrature, p. 684, 7375. — Nomination de membres, p. 776, 7390.

Conseil supérieur de la MARINE MARCHANDE.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 9 juillet 1948 tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du conseil supérieur de la marine marchande, p. 4372. — Dépôt du rapport par M. Ramarceny, p. 7963 (document n° 5923).

Conseils MUNICIPAUX. — V. Administration municipale.

Conseil supérieur de la MUTUALITE.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au conseil

supérieur de la mutualité, p. 3552. — Désignation de candidature, p. 3638. — Nomination de membres, p. 3646.

Conseils de PREFECTURE.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charlet portant réorganisation de leur recrutement et de leur compétence, et leur substituant l'appellation de tribunal administratif, p. 329 (Document n° 151).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 982 (Document n° 3484).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 du décret du 18 décembre 1948 en tant qu'il exclut les membres des conseils de préfecture et du tribunal administratif d'Alsace-Lorraine du droit à la prorogation d'activité reconnu par l'article 2 à l'ensemble des fonctionnaires civils de l'Etat, p. 8002 (Document n° 5937).

Conseil supérieur de la PROTECTION CIVILE.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au conseil supérieur de la protection civile, p. 250, 3520. — Désignation de candidatures, p. 217, 4037, 3601. — Nomination de membres, p. 250, 4052, 3608.

Conseils de PRUD'HOMMES. — V. Code de procédure civile. — Code du travail.

Conseil supérieur de la RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vialte sur le projet de loi portant création du conseil supérieur de la recherche scientifique et technique (p. 1052, 1871) (document n° 3822). — Dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Malbrant, p. 5500 (document n° 5197).

Conseil de la REPUBLIQUE. — V. Elections au Conseil de la République. — Postes, télégraphes et téléphones (téléphones).

BUDGET

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Gadoin sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1949, p. 3576 (document n° 58, 2^e partie). — Adoption, p. 3699.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Hyvrard sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1948, p. 551 (document n° 176). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Hyvrard, p. 2180 (document n° 792). — Adoption du projet de résolution, p. 2226.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Gadoin sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1947: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif du compte de la caisse des retraites parlementaires; d) règlement définitif du compte de la caisse des retraites du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes, p. 3632 (document n° 74, 2^e partie).

BUREAU

Conseil de la République. — Première partie. — Constitution du bureau d'âge: M. Jules Gasser, président; MM. Albert Ehrm, Victor Sadié, Mlle Juliette Dubois, MM. André Vignor, Edouard Soudant, Mme Isabelle Claeys, secrétaires, p. 81. — Scrutin pour la nomination du bureau définitif; proclamation de M. Gaston Monnerville comme président, p. 83. — Nomination des vice-présidents, secrétaires et questeurs; discussion, p. 89; proclamation de Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Marc Gerber, Marrano, Robert Srot, comme vice-présidents; M. Julien Brunhes, Mmes Cardot, Claeys, MM. Ignacio Pinto, Jan-

ton, Thélus Léro, Mme Claire Saunter, M. Slaut, comme secrétaires; MM. Paul Simon, Vanrullen, Serge Lefranc, comme questeurs, p. 95. — Démissions de MM. Marrano, Lefranc, Thélus Léro et Mme Isabelle Claeys, p. 103. — Remplacement des membres démissionnaires: affichage des candidatures, p. 211; proclamation de M. Georges Marrano comme vice-président, M. Thélus Léro et Mme Isabelle Claeys comme secrétaires, M. Serge Lefranc, comme questeur, p. 216. — Démission de St. Georges Marrano, vice-président. — Démission de M. Thélus Léro, secrétaire, p. 2299. — Nomination de M. Primet, secrétaire, p. 2304.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée nationale la constitution définitive du bureau du Conseil de la République, p. 175.

Conseil de la République. — 2^e partie. .. Constitution du bureau d'âge: M. Jules Gasser, président; MM. Marcel Boulangé, Pierre Vilier, André Méric, Georges Bourgeois, Maurice Pic, Albert Ehrm, p. 3431. — Election du bureau définitif: organisation de la procédure, p. 3432. — Scrutins pour la nomination du bureau définitif. — Proclamation de M. Gaston Monnerville, président, p. 3476; Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Kaib et René Coty, comme vice-présidents; MM. Saïah Menouar, Bordeneuve, François Schleiter, Cozzano, Teissière, Ousmane Socé, Primet et Baudet, comme secrétaires; MM. Edouard Barthe, Robert Gravier et Emile Vanrullen, comme questeurs, p. 3479.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée nationale la constitution définitive du Conseil de la République, p. 7283.

BUREAUX

Conseil de la République. — Tirage au sort des bureaux, p. 3432.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Conseil de la République. — Demande de désignation de trois membres du comité constitutionnel chargés de représenter le Conseil de la République, p. 223. — Dépôt d'un rapport de M. Salomon, p. 517 (document n° 171). — Désignation de candidatures, p. 514. — Nomination de trois membres, p. 551.

COMMISSIONS

Conseil de la République. — Nomination des commissions générales; proclamation des membres: 1^{re} partie, p. 103; 2^e partie, p. 3491 (rectificatif, p. 3514.)

Nomination de la commission de comptabilité; proclamation des membres: 1^{re} partie, p. 104; 2^e partie, p. 3492.

Commission de l'agriculture. — Démission de membres, p. 114. — Désignation de candidatures, p. 117. — Nomination de membres, p. 116.

Commission de la défense nationale. — Démission de membres, p. 639. — Désignation de candidatures, p. 695. — Nomination de membres, p. 730.

Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — Désignation de candidatures par suite de vacances. — Nomination de membres, p. 3.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — 2^e partie. — Démission de membres, p. 3520. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3531. — Nomination de membres, p. 3553.

Commission des finances. — Démission de membres, p. 3137. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3143. — Nomination de membres, p. 3, 3208.

Commission de la France d'outre-mer. — Démission de membres, p. 3520. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 756, 1293. — 2^e partie, p. 3534. — Nomination de membres, p. 116, 868, 1326. — 2^e partie, p. 3553.

Commission de l'intérieur. — Démission de membres, p. 2953. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 118, 2956. — Nomination de membres, p. 116, 2972.

Commission de la marine et des pêches. — Démission de membres, p. 250, 474, 619. — Désignation de candidatures, p. 283, 493. — Nomination de membres, p. 370, 513.

Commission des moyens de communication et des transports. — Démission de membres, p. 250. — Désignation de candidatures, p. 282. — Nomination de membres, p. 370.

Commission des pensions. — Démission de membres, p. 116, 2972. — Désignation de candidatures, p. 130. — Nomination de membres, p. 202.

Commission du ravitaillement. — Démission de membres, p. 116, 250. — Désignation de candidatures, p. 160, 282. — Nomination de membres, p. 202, 371.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — Démission de membres, p. 250. — 2^e partie, p. 3632. — Désignation de candidatures, p. 282. — 2^e partie, p. 3636. — Nomination de membres, p. 3, 370. — 2^e partie, p. 3645.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions. — Démission de membres, p. 738. — 2^e partie, p. 3520. — Désignation de candidatures, p. 756. — 2^e partie, p. 3531. — Nomination de membres, p. 863. — 2^e partie, p. 3553.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Démission de membres, p. 474, 551, 3137. — 2^e partie, p. 3530, 3632. — Désignation de candidatures, p. 493, 601. — 2^e partie, p. 3534, 3637. — Nomination de membres, p. 513, 619. — 2^e partie, p. 3553, 3615.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, p. 3294 (Document n° 4421). — Dépôt d'un rapport par M. Jacques Bardoux sur: 1^o le projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; 2^o les propositions de loi: 1^o de M. Jacques Bardoux, relative à l'élection des membres du Conseil de la République; 2^o de M. Jacques Ducloux sur la composition et l'élection du Conseil de la République (n° 4191, 806, 2006), p. 4625 (Document n° 4962). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Capitant relative à l'élection des conseillers de la République, p. 4625 (Document n° 4959). — Dépôt d'une rapport supplémentaire par M. Jacques Bardoux, p. 4897 (Document n° 5017). — Discussion, p. 5707, 5723, 5738. — Suite de la discussion, p. 5772, 5818, 5839, 5867, 5893; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République*, p. 5938 (rectificatifs, p. 6008, 6130).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2524 (Document n° 868). — Dépôt du rapport par M. Avinin, p. 2912 (Document n° 903). — Discussion, p. 3004, 3013, 3021, 3032. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Avinin, p. 3056 (Document n° 950). — Suite de la discussion, p. 3057, 3076; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 3093 (rectificatif, p. 3143, 3144).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6577 (Document n° 5180). — Dépôt du rapport par M. Viard, p. 6700 (Document n° 5192). — Discussion, p. 6734; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 6750 (rectificatif, p. 6813) (Loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948, J. O. du 24 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Mazuez tendant à déterminer le mode d'élection par l'Assemblée nationale des trois conseillers de la République appelés à représenter les citoyens français résidant au Maroc, du conseiller de la République appelé à représenter les citoyens français résidant en Indochine et des trois conseillers de la République appelés à représenter les Français résidant à l'étranger (application des articles 56 à 59 de la loi du 23 septembre 1948), p. 7058 (document n° 5612). — Discussion des conclusions

du rapport, p. 7088, et adoption d'une proposition de résolution, p. 7089.

Assemblée nationale. — Election de sept conseillers de la République élus par l'Assemblée nationale: demande de candidatures pour un siège représentant les Français résidant en Indochine et de trois sièges représentant les Français résidant au Maroc, p. 7037; ouverture des scrutins, p. 7121; proclamation de: trois membres chargés de représenter les Français résidant à l'étranger, p. 7122; ce trois membres chargés de représenter les Français résidant au Maroc, p. 7122; d'un membre chargé de représenter les Français résidant en Indochine, p. 7123.

Assemblée nationale. — Désignation, par suite de vacances, de candidatures au Conseil de la République pour des sièges répartis à la représentation proportionnelle entre les groupes de l'Assemblée nationale, p. 97, 3415. — Proclamation des membres, p. 66, 113, 3454.

RÈGLEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Brune, tendant à modifier l'article 10 et l'article 29 du règlement du Conseil de la République, p. 30 (document n° 7). — Rapporteur: M. Salomon Grumbach, et discussion, p. 68.

Conseil de la République.... Dépôt d'un rapport par M. Charles Brune, tendant à modifier les articles 59 et 79 du règlement du Conseil de la République, p. 1583 (document n° 590). — Discussion, p. 1593; adoption des conclusions du rapport, p. 1595.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Salomon Grumbach tendant à modifier l'article 30 du règlement du Conseil de la République, relatif à l'attribution de pouvoirs d'enquêtes aux commissions, p. 1833 (document n° 690). — Discussion et adoption, p. 1932.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dulin tendant à modifier l'article 1^{er} du règlement du Conseil de la République (appellation des membres), p. 3496 (Document n° 10, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Dulin, p. 3532 (Document n° 44, 2^e partie). — Discussion, p. 3577; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 3582.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denvers, tendant à modifier l'article 14 du règlement relatif au titre de la commission des moyens de communication et des transports, p. 3566 (Document n° 50, 2^e partie).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brousse tendant à modifier l'article 14 du règlement du Conseil de la République, p. 3516 (Document n° 36, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Dulin, p. 3576 (Document n° 52, 2^e partie).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Rucart tendant à modifier l'article 18 du règlement du Conseil de la République, p. 3456 (Document n° 37, 2^e partie).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à modifier les articles 20 et 90 du règlement du Conseil de la République, p. 3576 (Document n° 57, 2^e partie).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à la modification des articles 20 et 27 du règlement et à l'insertion d'un article 91 bis, p. 3576 (Document n° 62, 2^e partie).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à modifier l'article 75 du règlement du Conseil de la République, p. 3614 (Document n° 98, 2^e partie).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Colonna tendant à modifier les articles 67, 68, 69, 90 et 91 du règlement du Conseil de la République, p. 3698 (Document n° 121, 2^e partie).

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire, p. 2.
Clôture de la session extraordinaire, p. 75.
Ouverture de la session annuelle pour 1948, p. 81.

Interruption de la session, p. 937.

Reprise de la session, p. 945.

Interruption de la session, p. 3427.

Reprise de la session, p. 3431.

Clôture de la session de 1948, p. 3888.

Conseil supérieur de la SECURITE SOCIALE.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au conseil supérieur de la sécurité sociale, p. 3496. — Désignation de candidatures, p. 3496. — Nomination de membres, p. 3510.

Conseil supérieur des TRANSPORTS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Beauquier tendant à modifier et compléter la loi n° 47-1634 du 3 septembre 1947, rétablissant et réglant le conseil supérieur des transports, p. 7781 (Document n° 5357). — Dépôt du rapport par M. Pierre Beauquier, p. 7963 (Document n° 5912). — Adoption, p. 8148.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3714 (Document n° 132, 2^e partie). — Lecture du rapport par M. Denvers et discussion, p. 3803; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3804.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8308.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au conseil supérieur des transports, p. 3493. — Désignation de candidatures, p. 3518. — Nomination de membres, p. 3577.

Conseil de l'UNION FRANÇAISE (Haut).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant l'organisation et la composition du haut conseil de l'Union française, p. 5939 (document n° 5299). — Dépôt du rapport par M. Senghor, p. 6173 (document n° 5356). — Discussion, p. 7513; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 7523.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3600 (document n° 63 2^e partie).

Conseillers de la République. — V. Députés (fonctions). — Sénateurs.

ARRESTATIONS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à une enquête rapide sur les circonstances de l'arrestation de M. Larrivière, conseiller de la République, p. 1514 (document n° 551). — Lecture du rapport par M. Léo Hamon, p. 1525; discussion et adoption, p. 1526 (raciocinatif), p. 1596.

AUTORISATION DE POURSUITES

— Retrait d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 802 déposée le 18 novembre 1947), p. 946.

— Lecture d'un rapport par M. Boivin-Champeaux sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République et adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 186.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 42 (document n° 11). — Dépôt du rapport par M. Le Sassi-Boissau, p. 2180 (document n° 794). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 2690.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 946 (document n° 300).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 1326 (document n° 454). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 1371 (document n° 488). — Dépôt du rapport par M. Philippe Gerber, p. 1988 (document n° 763).

— Discussion, p. 2183; adoption, au scrutin, des conclusions du rapport tendant à la suspension de l'immunité parlementaire, p. 2187.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 1515 (document n° 516). — Dépôt du rapport par M. Buffet, p. 2152 (document n° 788). — Discussion, p. 2268.

DÉCÈS

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République du décès des conseillers suivants: M. Pierre Delcourt, p. 1911; M. Emile Marintabouret, p. 3012.

DÉMISSIONS

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la démission de M. Armand Coquart, p. 426; de M. Jean Sourbet, p. 3473.

LOGEMENT

Conseil de la République. — Lecture d'un rapport par M. Vanrullen sur une proposition de résolution de M. Marc Gerber tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour loger convenablement et d'urgence les parlementaires de la France d'outre-mer ainsi que les membres de l'Assemblée de l'Union française, venus des territoires d'outre-mer, p. 5 (document n° 4); discussion et adoption, p. 6.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

Elections partielles.

Conseillers élus par l'Assemblée nationale en application de l'article 20 de la loi du 27 octobre 1946 (6^e alinéa).

Rapporteur: M. Léro, p. 75. — Admission de M. le général Petit, en remplacement de M. Knecht, démissionnaire, p. 103.

Conseillers élus par l'Assemblée nationale en application de l'article 20 de la loi du 27 octobre 1946 (7^e alinéa); articles 2 et 3 de la loi du 5 avril 1947.

Rapporteur: Mme Saunier, p. 75. — Admission de M. Gabriel Ferrier, en remplacement de M. Max André, démissionnaire, p. 103.

Rapporteur: M. Rogier, p. 105. — Admission de M. Charles Flory, en remplacement de Mme Lefaucheur, démissionnaire, p. 122.

Nord.

Rapport de M. Courrière, p. 244.
Admission de M. Armand Coquart, en remplacement de M. Couteaux, décédé, p. 251.
Rapport inséré au *Journal officiel* du 17 mars 1948.

Admission de M. Pierre Delcourt, en remplacement de M. Coquart, démissionnaire, p. 762.

Rapport de M. Courrière, p. 2472.
Admission de M. Naveau en remplacement de M. Delcourt, décédé, p. 2180.

Algérie.

Alger (2^e collège). — Rapport de M. Sablé, p. 461. — Admission de M. Ahmed Boumendjel, en remplacement de M. Saadane, démissionnaire, p. 474.

Oran (2^e collège). — Rapport inséré au *Journal officiel* du 19 mars 1948. — Admission de M. Ahmed Tahar, p. 868.

Constantine (1^{er} collège). — Rapport de M. Dumas, p. 282. — Admission de M. Jules Valle, en remplacement de M. Meyer, démissionnaire, p. 306.

Constantine (2^e collège). — Rapport inséré au *Journal officiel* du 17 mars 1948. — Admission de M. Ahmed Yahia, en remplacement de M. Benkhelli, démissionnaire, p. 762. — Rapport de M. Léo Hamon, p. 1507. — Admission de M. Kessouf Mohamed El Aziz, en remplacement de M. Mostefai (El Hadj), démissionnaire, p. 1515.

Département d'outre-mer.

Guyane. — Rapport de M. Hébert, p. 3450.
Admission de M. Jules Patient, p. 3473.

Élections générales.

Organisation de la procédure et répartition des dossiers, p. 3432.

Ain.

Rapport de M. Yves Jaouen, p. 3443.
Admission de MM. Jean Saint-Cyr et André Litaize, p. 3471.

Aisne.

Rapport de M. Kalb, p. 3443 (rectificatif, p. 3474).
Admission de MM. Louis Ternynck, Jacques Beauvais et Jean Clavier, p. 3471.

Allier.

Rapport de M. Lebasser, p. 3444.
Admission de MM. Fernand Auberger et André Southon, p. 3471.

Alpes (Basses-)

Rapport de M. Fouques-Duparc, p. 3444.
Admission de M. Emile Aubert, p. 3471.

Alpes (Hautes-)

Rapport de M. Vanrullen, p. 3444.
Admission de M. Jean de Bardonnèche, p. 3472.

Alpes-Maritimes.

Rapport de M. Marcellhaey, p. 3444.
Admission de MM. Alexandre Roubert, Antoine Giacomoni et Léon Teisseire, p. 3472.

Ardèche.

Rapport de M. Estève, p. 3445.
Admission de MM. Franck Chante et Marcel Molle, p. 3472.

Ardennes.

Rapport de M. Rabouin, p. 3445.
Admission de M. Jacques Bozzi et Mme Marie-Hélène Cardot, p. 3472.

Ariège.

Rapport de M. Zussy, p. 3445.
Admission de M. Henry Assailit, p. 3472.

Aube.

Rapport de M. Muscatelli, p. 3445 (rectificatif, p. 3474).
Admission de MM. Gustave Alric et François Patenôtre, p. 3472.

Aude.

Rapport de M. Rupied, p. 3446.
Admission de MM. Antoine Courrière et Emile Roux, p. 3472.

Aveyron.

Rapport de M. Manent, p. 3446.
Admission de MM. Raymond Bonnefous et Jean Maroger, p. 3472.

Belfort (Territoire de)

Rapport de M. de la Contrie, p. 3481. — Discussion, p. 3609; adoption, au scrutin, des conclusions du rapport tendant à l'invalidation de M. Marcel Boulangé, p. 3619.

Bouches-du-Rhône.

Rapport de M. Dassaud, p. 3446.
Admission de MM. Roger Carcassonne, Joseph Lasalarié, Léon David, Mlle Marcelle Bouvet et M. Emilien Lieutaud, p. 3472.

Calvados.

Rapport de M. Marius Moutet, p. 3446.
Admission de MM. Jean Boivin-Champeaux et Louis André, p. 3472.

Cantal.

Rapport de M. Geoffroy, p. 3446.
Admission de MM. Hector Peschaud et Paul Pialès, p. 3472.

Charente.

Rapport de M. Bousch, p. 3447.
Admission de MM. Guy Pascaud et Pierre Marcellhacy, p. 3472.

Charente-Maritime.

Rapport de M. Courrière, p. 3467.
Admission de MM. André Dulin, Jean Reveillaud et James Schlafer, p. 3472.

Cher.

Rapport de M. Lamarque, p. 3447.
Admission de MM. Marcel Plaisant et Gustave Sarrien, p. 3472.

Corrèze.

Rapport de M. Dulin, p. 3447.
Admission de MM. Marcel Champeix et François Labrousse, p. 3472.

Corse.

Rapport de M. Lanarié, p. 3483.
Admission de MM. Adolphe Landry et François Romain, p. 3492.

Côte-d'Or.

Rapport de M. Alfred Westphal, p. 3447.
Admission de MM. Bénigne Fournier et Roger Duchet, p. 3472.

Côtes-du-Nord.

Rapport de M. Tallhades, p. 3448.
Admission de MM. Henri Cordier, André Cornu et Yves Jézequel, p. 3472.

Creuse.

Rapport de M. Auberger, p. 3448.
Admission de MM. Paul Pauly et Gaston Chazette, p. 3472.

Dordogne.

Rapport de M. de Menditte, p. 3448.
Admission de MM. Marc Bardon-Damarzid et Marcel Breton, p. 3472.

Doubs.

Rapport de M. de Lachomette, p. 3448.
Admission de MM. Georges Pernot et Lucien Tharradin, p. 3472.

Drôme.

Rapport de M. Darmanthé, p. 3449.
Admission de MM. Marius Moutet et Maurice Pic, p. 3472.

Eure.

Rapport de M. Verdeille, p. 3449.
Admission de MM. Georges Bernard et Raymond Laillet de Montullé, p. 3472.

Eure-et-Loire.

Rapport de M. Madelin, p. 3449 (rectificatif, p. 3474).
Admission de MM. Robert Brizard et Charles Brune, p. 3472.

Finistère.

Rapport de M. Varlot, p. 3449.
Admission de MM. Antoine Vourc'h, Joseph Pinvidic, Jules Masson et Yves Jaouen, p. 3472.

Gard.

Rapport de M. Madoumier, p. 3450.
Admission de M. Edgar Tallhades et Mme Suzanne Crémieux, p. 3472.

Garonne (Haute-)

Rapport de M. Maire, p. 3511.
Admission de MM. André Méric, André Hamriou et Pierre Marty, p. 3622.

Gers.

Rapport de M. Maire, p. 3450.
Admission de MM. Paul Descomps et Louis Lafforgue, p. 3472.

Gironde.

Rapport de M. Saint-Cyr, p. 3450.
Admission de MM. Lucien de Tracla, Robert Brettes, Jean Durand et Jean Sourbet, p. 3472.
Rapport de M. Valle, p. 3513.
Admission de M. Max Monichon, en remplacement de M. Sourbet, démissionnaire, p. 3521.

Hérault.

Rapport de M. Charles Barrot, p. 3451.
Admission de MM. Emile Claparède, Jean Bène et Edouard Barthe, p. 3472.

Ille-et-Vilaine.

Rapport de M. Pierre Pujol, p. 3451.
Admission de MM. Yves Estève, Marcel Rupied et Paul Robert, p. 3472.

Indre.

Rapport de M. Primet, p. 3451 (rectificatif, p. 3474).
Admission de MM. Vincent Rotinat et Anatole Ferrant, p. 3472.

Indre-et-Loire.

Rapport de M. Roger Fournier, p. 3452.
Admission de MM. Michel Debré et Joseph Leccia, p. 3472.

Isère.

Rapport de M. Marchant, p. 3452.
Admission de MM. Alfred Paget, Yves-Jean Berthoin et Jean Novat, p. 3472.

Jura.

Rapport de M. Schlafer, p. 3452.
Admission de MM. Charles Laurent-Thourey et Paul Giauque, p. 3472.

Landes.

Rapport de M. Jean Durand, p. 3453.
Admission de MM. Gérard Minvielle et André Darmenthé, p. 3472.

Loir-et-Cher

Rapport de M. Berlioz, p. 3453.
Admission de MM. Jacques Boisrond et Robert Le Guyon, p. 3472.

Loire.

Rapport de M. Edouard Barthe, p. 3453.
Admission de MM. Max Fléchet, Alexandre de Fraissinette et Aimé Malécot, p. 3472.

Loire (Haute-)

Rapport de M. Méric, p. 3451.
Admission de MM. Paul Chambriard et Jean de Lachomette, p. 3472.

Loire-Inférieure.

Rapport de M. Landry, p. 3454.
Admission de MM. Abel-Durand, René Dubois, Pierre Fleury et Michel de Pontbriand, p. 3472.

Loiret.

Rapport de M. Roubert, p. 3454.
Admission de MM. Pierre de Felice et Claude Le Maître, p. 3472.

Lot.

Rapport de M. Charles Naveau, p. 3454.
Admission de MM. Gaston Monnerville et Pierre Boudet, p. 3472.

Lot-et-Garonne.

Rapport de M. de Montullé, p. 3455.
Admission de MM. Jacques Bordeneuve et Etienne Restat, p. 3472.

Lozère.

Rapport de M. Voyant, p. 3455.
Admission de M. Charles Morel, p. 3472.

Maine-et-Loire.

Rapport de M. Henri Barré, p. 3455.
Admission de MM. Victor Chatenay, Pierre de Villoutreys de Brignac et Etienne Rabouin, p. 3472.

Manche.

Rapport de M. Marcel Molle, p. 3455.
Admission de MM. Michel Yver, Léon Jousseau-Marigne et Joseph Lecacheux, p. 3472.

Marne.

Rapport de M. Corniglion-Molinier, p. 3455.
Admission de MM. Marcel Lemaire et Roger Menu, p. 3472.

Marne (Haute-).

Rapport de M. Robert Gravier, p. 3456.
Admission de MM. Georges Maire et Charles Barret, p. 3472.

Mayenne.

Rapport de M. Carcassonne, p. 3456.
Admission de MM. Jacques Delalande et Francis Le Basser, p. 3472.

Meurthe-et-Moselle.

Rapport de M. Bozzi, p. 3456.
Admission de MM. Jean Lionel-Pélerin, Robert Gravier et Max Mathieu, p. 3472.

Meuse.

Rapport de M. Abel-Durand, p. 3535.
Admission de MM. François Schleiter et Martial Brousse, p. 3544.

Morbihan.

Rapport de M. Jacques Destrée, p. 3457.
Admission de MM. Louis Le Léanec, Jean de Gouyon et Auguste Le Goff, p. 3472.

Moselle.

Rapport de M. Paget, p. 3457.
Admission de MM. René Schwartz, Paul Driant et Jean Bousch, p. 3472.

Nièvre.

Rapport de M. Maupoll, p. 3457 (rectifié), p. 3474).
Admission de MM. Jacques Gadoin et Jean Doussot, p. 3472.

Nord.

Rapport de M. Bollfraud, p. 3457.
Admission de MM. Albert Denvers, Charles Naveau, André Canivez, Jules Houcke, Pierre Delfortrie, Arthur Marchant, Henri Martel, Mme Isabelle Claeys et M. Maurice Walker, p. 3472.

Oise.

Rapport de M. Walker, p. 3458.
Admission de MM. Robert Séné et Amédée Bouquerel, p. 3472.

Orne.

Rapport de M. Jacques Masteau, p. 3458.
Admission de MM. Marcel Hebert et Pierre Coulnaud, p. 3472.

Pas-de-Calais.

Rapport de M. Carcassonne, p. 3458.
Admission de MM. Bernard Chochoy, Emile Vanrullen, Emile Durieux, Gabriel Tellier, Jules Pouget et Nestor Calonne, p. 3472.

Puy-de-Dôme.

Rapport de M. Paget, p. 3459.
Admission de MM. Francis Dassaud, Jean Reynouard et Roger Fournier, p. 3472.

Pyrénées (Basses-).

Rapport de Mme Devaud, p. 3459.
Admission de MM. Jacques de Menditte, Jean Biararana et René Cassagne, p. 3472.

Pyrénées (Hautes-).

Rapport de M. Calonne, p. 3467.
Admission de MM. Paul Baratin et Gaston Manent, p. 3472.

Pyrénées-Orientales.

Rapport de M. Southon, p. 3459.
Admission de MM. Joseph Gaspard et Léon Grégory, p. 3473.

Rhin (Bas-).

Rapport de M. Gasser, p. 3459.
Admission de MM. Alfred Westphal, René Radius, Robert Hoefel et Albert Ehm, p. 3473.

Rhin (Haut-).

Rapport de M. Louis Ternynck, p. 3460.
Admission de MM. Modeste Zussy, Georges Bourgeois et Paul-Jacques Kolb, p. 3473.

Rhône.

Rapport de M. Charles Morel, p. 3468.
Admission de MM. André Lassagne, Claudius Delorme, Auguste Pinton, Joseph Voyant et Louis Dupic, p. 3473.

Saône (Haute-).

Rapport de M. Glauque, p. 3460.
Admission de MM. René Depreux et Pierre Viltor, p. 3473.

Saône-et-Loire.

Rapport de M. Bertaud, p. 3460.
Admission de MM. Henri Maupoll, Joseph Renaud et Henri Varlot, p. 3473.

Sarthe.

Rapport de M. Leclia, p. 3460.
Admission de MM. Raymond Dronne, Jean-Yves Chapalain et Robert Chevalier, p. 3473.

Savoie.

Rapport de M. Delorme, p. 3461 (rectifié), p. 3474).
Admission de MM. François Dumas et Pierre de La Gontrie, p. 3473.

Savoie (Haute-).

Rapport de M. le docteur Breton, p. 3461.
Admission de MM. Jean Clerc et François Ruin, p. 3473.

Seine.

Rapport de M. Charles-Cros, p. 3468.
Admission de MM. Georges Marrane, Johnny Berlioz, Mme Suzanne Girault, M. le général Petit, Mme Yvonne Dumont, MM. Jean Primet, Jean Chaintron, André Souquière, Pierre de Gaulle, Bernard Lafay, Mme Marcelle Devaud, M. le général Édouard Corniglion-Molinier, Jacques Destrée, Henry Torrès, Jean Bertaud, Jacques Debù-Bridel, Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Henri Barré, Léo Hamon et Georges Laffargue, p. 3473.

Seine-Inférieure.

Rapport de M. Laffargue, p. 3461.
Admission de MM. Geoffroy de Montalembert, Marcel Léger, René Coty et Henri Paimelle, p. 3473.

Seine-et-Marne.

Rapport de M. Georges Pernot, p. 3462.
Admission de MM. André Bataille, Hubert Pajot et Charles Chalamon, p. 3473.

Seine-et-Oise.

Rapport de M. Dupic, p. 3462.
Admission de MM. André Diethelm, Gabriel Bollfraud, Pierre Lolson, Antoine Demusois, Mmes Marie Roche, Jacqueline Thome-Patonnière et M. Pierre Pujol, p. 3473.

Sèvres (Deux-).

Rapport de M. Maupéou, p. 3485.
Admission de MM. Camille Hélène et Félix Lebaut, p. 3493.

Somme.

Rapport de M. Le Guyon, p. 3462.
Admission de M. Omer Capelle, Mme Marcelle Delabie et de M. Gilbert Jules, p. 3473.

Tarn.

Rapport de M. Boudet, p. 3463.
Admission de MM. Fernand Verdeille et Marcel Grimal, p. 3473.

Tarn-et-Garonne.

Rapport de M. François Dumas, p. 3463.
Admission de MM. Frédéric Cayrou et Roger Delthil, p. 3473.

Var.

Rapport de M. Aubert, p. 3463.
Admission de MM. Édouard Soldani et Albert Lamarque, p. 3473.

Vaucluse.

Rapport de M. Maurice Pic, p. 3463.
Admission de MM. Marcel Pellenc et Jean Geoffroy, p. 3473.

Vendée.

Rapport de M. Colonna, p. 3464.
Admission de MM. Henri Rochereau et Jacques de Maupéou, p. 3473.

Vienne.

Rapport de M. Lelant, p. 3464.
Admission de MM. Jacques Masteau et Georges Maurice, p. 3473.

Vienne (Haute-).

Rapport de M. Chochoy, p. 3464.
Admission de MM. Gaston Charlet et Marcel Madoumier, p. 3473.

Vosges.

Rapport de M. Séné, p. 3464.
Admission de MM. Michel Madelin et Jean-Marie Grenier, p. 3473.

Yonne.

Rapport de M. Hamon, p. 3465.
Admission de MM. André Plait et Philippe de Raincourt, p. 3473.

Algérie.

Alger (1^{er} collège). — Rapport de M. Courrière, p. 3534.

Admission de MM. Henri Borgeaud, Marcel Rogier et Léon Muscatelli, p. 3540.

Alger (2^e collège). — Rapport de M. Léger, p. 3481.

Admission de MM. Saïad Ménouar et Tazall Abdennour, p. 3493.

Constantine (1^{er} collège). — Rapport de M. Ignacio Pinto, p. 3183.
Admission de MM. Jules Valle et Albert Tucel, p. 3193.

Constantine (2^e collège). — Rapport de M. Auberger, p. 3509.
Discussion des conclusions du rapport, p. 3531; admission, au scrutin, de MM. Sibane Chérif, Mostafaf el Hadi et Ou Rabah Abdelmadjid, p. 3566.

Oran (1^{er} collège). — Rapport de M. Abel-Durand, p. 3514.
Oran (2^e collège). — Rapport de M. Abel-Durand, p. 3511.

Départements et territoires d'outre-mer.

Cameroun (1^{er} collège). — Rapport de M. Ignacio Pinto, p. 3509.
Admission de M. Jean Grassard, p. 3521.

Cameroun (2^e collège). — Rapport de M. Ignacio Pinto, p. 3509.
Admission de MM. Charles Okala et Arouna N'Joya, p. 3521.

Côte-d'Ivoire (1^{er} collège). — Rapport de M. Verdelle, p. 3483.
Admission de M. Gaston Lagarosse, p. 3493.

Côte-d'Ivoire (2^e collège). — Rapport de M. Verdelle, p. 3481.
Admission de MM. Victor Blaka-Boda et Philippe Franceschi, p. 3493.

Dahomey (1^{er} collège). — Octroi d'un délai supplémentaire pour la vérification des opérations électorales, p. 3521.

Dahomey (2^e collège). — Rapport de M. Auberger, p. 3510.
Admission de M. Louis Ignacio Pinto, p. 3521.

Gabon (1^{er} collège). — Rapport de M. Lafay, p. 3484.
Admission de M. Luc Durana Reville, p. 3493.

Gabon (2^e collège). — Rapport de M. Lafay, p. 3484.
Admission de M. Mathurin Anghiley, p. 3493.

Guadeloupe. — Rapport de M. de Menditte, p. 3513.
Admission de M. Maurice Saligne et Mme Eugénie Eboué, p. 3521.

Guinée (1^{er} collège). — Rapport de M. Verdelle, p. 3481.
Admission de M. Jean Ferracel, p. 3493.

Guinée (2^e collège). — Rapport de M. Verdelle, p. 3484.
Admission de M. Raphaël Saller, p. 3493.

Haute-Volta (1^{er} collège). — Rapport de M. Lelant, p. 3493.
Admission de M. Marc Rucart, p. 3496.

Haute-Volta (2^e collège). — Rapport de M. Lelant, p. 3493.
Admission de MM. Sigué Nouhoum et Christophe Kalenzaga, p. 3496.

Martinique. — Rapport de M. Lieutard, p. 3679.
Admission de MM. Paul Symphor et Emile Lodéon, p. 3685.

Mauritanie. — Rapport de M. Abel-Durand, p. 3513.
Admission de M. Yvon Razac, p. 3521.

Moyen-Congo (1^{er} collège). — Rapport de M. Lassigne, p. 3483.
Admission de M. Jean Coupigny, p. 3493.

Moyen-Congo (2^e collège). — Rapport de M. Lassigne, p. 3483.
Admission de M. Jean Malonga, p. 3493.

Niger (1^{er} collège). — Rapport de M. Ferracel, p. 3513.
Admission de M. Gaston Fourier, p. 3521.

Niger (2^e collège). — Rapport de M. Ferracel, p. 3513.
Admission de M. Oumar Ba, p. 3521.

Oubangui-Charl (1^{er} collège). — Rapport de M. Robert Chevalier, p. 3514.
Admission de M. Robert Aubé, p. 3521.

Oubangui-Charl (2^e collège). — Octroi d'un délai supplémentaire pour la vérification des opérations électorales, p. 3566.
Rapport de M. Robert Chevalier, p. 3756.
Admission de Mme Jane Vialle, p. 3775.

Réunion (La). — Rapport de M. Bertaud, p. 3468.

Admission de MM. Marcel Vauthier et Jules Olivier, p. 3473.

Sénégal. — Rapport de M. Bernard Chochoy, p. 3485.

Admission de MM. Ousmane Secé, Mamadou Dia et Charles Cros, p. 3493.

Soudan (1^{er} collège). — Rapport de M. Bernard Chochoy, p. 3494.

Admission de M. Félicien Cozzano, p. 3496.

Soudan (2^e collège). — Rapport de M. Bernard Chochoy, p. 3494.

Admission de MM. Amadou Doucouré, Mamadou M'Bodje, Alassane Mahamane Haidara, p. 3496.

Tchad (1^{er} collège). — Rapport de M. Le Guyon, p. 3485.

Admission de M. Julien Gautier, p. 3493.

Tchad (2^e collège). — Rapport de M. Le Guyon, p. 3486.

Admission de M. Mohamed Bechi-Sow, p. 3493.

Togo (1^{er} collège). — Rapport de M. Lelant, p. 3486.

Admission de M. Louis Slaut, p. 3493.

Togo (2^e collège). — Rapport de M. Lelant, p. 3486.

Admission de M. Lucius (Gustave), p. 3493.

Pays étrangers.

Représentation des Français résidant à l'étranger. — Rapport de M. Doucouré, p. 3484.
Admission de MM. Marius Viple, Ernest Pezet et Henri Longchambon, p. 3493.

Pays de protectorat.

Représentation des Français résidant en Indochine. — Rapport de M. Pujol, p. 3485.
Discussion des conclusions du rapport, p. 3521; admission de M. Avinin, p. 3528.

Représentation des Français résidant au Maroc. — Rapport de M. Bollifraud, p. 3485.
Admission de MM. Marcel Gatuing, Louis Gros et Jean Léonetti, p. 3493.

Représentation des Français résidant en Tunisie. — Rapport de M. Frédéric Cayrou, p. 3463.

Admission de MM. Antoine Colonna et Louis Brunet, p. 3473.

Voir également à la rubrique: sénateurs.

Conseillers de l'Union française. — V. Assemblée de l'Union française. — Conseillers de la République (logement). — Députés (fonctions).

Conserves de poissons. — V. Pêches maritimes.

Conservatoire national des arts et métiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi créant auprès du conservatoire national des arts et métiers le laboratoire normal de France, p. 7656 (Document n° 5835).

Constitution. — V. Code pénal.

Conseil de la République. — Discussion d'une proposition de M. Charles Okala, tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les territoires d'outre-mer l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946, p. 1661. — Suite de la discussion, p. 1691, 1701, 1762, 1780; adoption au scrutin, après modification du titre: « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires associés l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946 », p. 1799.

Construction. — Reconstruction. — V. Départements, villes et communes. — Enregistrement. — Propriété immobilière.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'utilisation des fonds d'emprunts des groupements de sinistrés, p. 4211 (Document n° 4783). — Dépôt du rapport par M. Bétolaud, p. 5409 (Document n° 5185). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Lenormand, p. 5511 (Document n° 5209). — Adoption, p. 6308.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2859 (Document n° 898). — Rapporteur M. Jean-Marie Grenier, p. 2953; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2954.
Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6158 (Loi n° 48-1136 du 17 septembre 1948, J. O. du 18 septembre 1948).

Constructions aéronautiques. — V. Interpellations n° 31, 76, 93, 95. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 95.

Constructions scolaires. — V. Enseignement primaire.

Contrainte par corps. — V. Code pénal.

Contrats. — V. Adjudications et marchés.

Contraventions. — V. Enjance (protection).

Contributions directes. — V. Impôts.

Contribution foncière. — V. Impôts.

Conventions collectives. — V. Interpellations n° 131. — Questions orales (Conseil de la République) n° 5, 20.

Conventions internationales.

ACCORDS COMMERCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord signé à Paris, le 9 décembre 1947, entre la France et le Luxembourg et relatif aux échanges frontaliers entre le Grand-Duché et les départements français de l'Est, p. 1871 (Document n° 3819). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 2639 (Document n° 4220). — Adoption, p. 3019.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1131 (Document n° 501). — Dépôt du rapport par M. Sauer, p. 1691 (Document n° 629). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1856.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4370. (Loi n° 48-1215 du 23 juillet 1948, J. O. du 26 juillet 1948.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à renouveler les accords avec la Tchécoslovaquie pour l'importation de gibier vivant destiné au repeuplement de notre territoire national, p. 6929 (Document n° 5517). — Dépôt du rapport par M. Paumier, p. 7172 (Document n° 5772). — Adoption de la proposition de loi, p. 8103.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1948, signé à Prague le 18 mai 1948, p. 6121 (Document n° 5117).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wakdeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à ne pas ratifier l'accord international de Washington sur le blé, p. 4571 (Document n° 4935).

ACCORDS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention financière franco-libanaise signée le 21 janvier 1948 par Son Excellence le ministre des affaires étrangères de la République française et Son Excellence le ministre des affaires étrangères de la République libanaise, p. 1763 (Document n° 3813). — Dépôt du rapport par M. Jacques Ducloux, p. 3039 (document n° 4372). — Discussion, p. 3156; adoption, p. 3161.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1166 (document n° 521). — Dépôt du rapport par M. Landry, p. 1832 (document n° 681). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Brizard, p. 1953 (document n° 719). — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen dudit projet de loi, p. 2131. — Rapporteur: M. Landry, discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 2506.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 5088 (Document n° 5303). — Rapporteur M. Charles Barangé; adoption de la proposition de résolution, p. 6005.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2571. — Lecture du rapport par M. Hocquard sur le projet de loi, p. 3152; discussion, p. 3153; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 3154.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6699 (Loi n° 48-1161 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France p. 2105 (Document n° 3923). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6099 (Document n° 5331). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 6260 (Document n° 5377). — Discussion et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6323.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2859 (Document n° 897). — Dépôt du rapport par M. Monnet, p. 2932 (Document n° 915). — Discussion, p. 3190; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3191.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6811 (Loi n° 48-1456 du 21 septembre 1948, J. O. du 22 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation de l'accord conclu le 11 mars 1948 entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique octroyant à la République française un crédit de 50 millions de dollars pour achat de biens meubles en surplus appartenant au gouvernement des Etats-Unis et situé sur le territoire des Etats-Unis aux îles Hawaii, en Alaska (y compris les îles Aléoutiennes), et Porto-Rico et dans les îles Vierges, p. 2381 (Document, p. 4050). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 2869 (Document n° 4297). — Discussion, p. 2971; adoption, p. 2975.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1200 (Document n° 437). — Lecture du rapport par M. Longchambon, discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1306.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3038 (Loi n° 48-885 du 29 mai 1948, J. O. du 29 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords signés à Paris le 19 mars 1948 entre la France et la Pologne et relatifs à diverses questions d'ordre financier et économique, p. 2381 (Document n° 4073). — Dépôt du rapport par M. André Denis, p. 274 (Document n° 4260 (rectificatif), p. 2810). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Jacques Bardoux, p. 2959 (Document n° 4320); discussion, p. 2961; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2973.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1326 (Document n° 456). — Dépôt du rapport par M. Longchambon, p. 1350 (Document n° 473). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Léonetti, p. 1351 (Document n° 471). — Discussion, p. 1372; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1377.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3293 (Loi n° 48-999 du 23 juin 1948, J. O. du 24 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention de coopération économique européenne signée à Paris le 16 avril 1948, p. 3322 (Document n° 4658). — Dépôt du rapport par M. Leenhardt, p. 4270 (Document n° 4823). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Pierre Olivier, p. 4270 (Document n° 4816). — Discussion, p. 4283, 4287; suite de la discussion, p. 4308, 4309, 4359, 4372, 4375, 4387; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4391 (rectificatif, p. 5009, 5851).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1832 (Document n° 673). — Dépôt du rapport par M. Armengaud, p. 1832 (Document n° 677). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Salomon Grumbach, p. 1833 (Document n° 687). — Discussion, p. 1856, 1876; adoption

au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 1903 (rectificatif, p. 2028, 2476).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4624 (Loi n° 48-1103 du 10 juillet 1948, J. O. du 11 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord bilatéral de coopération économique conclu entre le gouvernement de la République française et les Etats-Unis d'Amérique, p. 4101 (Document n° 4744). — Dépôt du rapport par M. Letourneau, p. 4270 (Document n° 4833). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Catrice, p. 4270 (Document n° 4827). — Discussion, p. 4293, 4297; suite de la discussion, p. 4308, 4339, 4359, 4372, 4391; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4391 (rectificatif, p. 5009, 5851).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1832 (Document n° 674). — Dépôt du rapport par M. Ernest Pezet, p. 1832 (Document n° 682). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Armengaud, p. 1833 (Document n° 686). — Dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Poisson, p. 1846 (Document n° 693). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Alain Poher, p. 1856 (Document n° 695). — Discussion, p. 1856, 1876; adoption, au scrutin public, de l'avis sur le projet de loi, p. 1903 (rectificatif, p. 2028, 2476).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4624 (Loi n° 48-1103 du 10 juillet 1948, J. O. du 11 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord bilatéral de coopération économique conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, p. 4103 (Document n° 4750). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 5009 (Document n° 5084). — Discussion, p. 5999; adoption, p. 6001.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2553 (Document n° 871). — Dépôt du rapport par M. Janton, p. 2932 (Document n° 913). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Longchambon, p. 2932 (Document n° 914). — Discussion, p. 2933; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2943.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6159 (Document n° 5144). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7178 (Document n° 5610). — Discussion, p. 7226; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7227 (Loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948, J. O. du 26 novembre 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission chargée de suivre la répartition et l'affectation des crédits du plan Marshall et de leur contre-valeur en francs, p. 1528 (Document n° 562). — Dépôt du rapport par M. Longchambon, p. 1762 (Document n° 646). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Rochette, p. 1833 (Document n° 680). — Discussion, p. 1903; adoption, p. 1906.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à la création de commissions parlementaires chargées de suivre l'application en France du programme de relèvement européen (E. R. P.) et de la convention de coopération économique européenne, p. 4129 (Document n° 4745). — Dépôt du rapport par M. Marcel Cartier, p. 5076 (Document n° 5095).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de paiement et de compensation monétaire du 16 octobre 1948, p. 7471 (Document n° 5758).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence tous les textes relatifs aux accords franco-américains signés le 2 janvier à Paris, p. 41 (Document n° 3077).

— Désignation de membres de sous-commission de la convention économique européenne, p. 7439.

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération éco-

nomique européenne et du programme de relèvement européen (art. 3 de la loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948, relative à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord de coopération économique conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique); désignation de membres, p. 3552.

CHÔMAOIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 44 assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations, p. 2747 (Document n° 4212). — Dépôt du rapport par M. Bacon, p. 5229 (Document n° 5131). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Rametto, p. 6900 (Document n° 5311). — Adoption, p. 7038.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3190 (Document n° 9 [2^e partie]). — Dépôt du rapport par M. Dusaud, p. 3196 (Document n° 12 [2^e partie]). — Discussion, p. 3511; adoption, à l'unanimité, de l'avis sur le projet de loi, p. 3522.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7170 (Loi n° 48-1915 du 20 décembre 1948, J. O. du 22 décembre 1948).

CINÉMATOGRAPHIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Gravier tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la révision des accords Blum-Byrnes et à assurer la protection du film français, p. 201 (Document n° 3140). — Dépôt du rapport par M. Géraud-Jouve, p. 535 (Document n° 3822). — Discussion, p. 1887; adoption, à l'unanimité, p. 1899.

COMMISSION DU PACIFIQUE-SUD

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la convention créant la commission du Pacifique-Sud, p. 1871 (Document n° 3829). — Dépôt du rapport par M. Vendroux, p. 2510 (Document n° 4152). — Adoption, p. 2510.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1099 (Document n° 858). — Dépôt du rapport par M. Jean Julien, p. 1210 (Document n° 413). — Discussion, p. 1304; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1305.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3038 (Loi n° 48-890 du 29 mai 1948, J. O. du 30 mai 1948).

CONFÉRENCE DES CARAÏBES

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 12 mars 1948, tendant à demander à l'Assemblée nationale de rétablir les crédits nécessaires à la prochaine conférence des Caraïbes, p. 4774.

DROITS DE L'HOMME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret sur la proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'institution dans le cadre de l'organisation des Nations Unies d'une juridiction internationale des Droits de l'homme (n° 2727), p. 4459 (Document n° 3574).

FEMMES EN COUCHES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 3 concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement, p. 2604 (Document n° 4145).

IMPÔTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation de la convention signée le 6 août 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie et tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune, établis en France et en Tchécoslovaquie, p. 6421 (Document n° 5414). —

Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7555 (Document n° 5787). — Adoption, p. 7747.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3614 (Document n° 82, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation de la convention signée le 29 décembre 1917 entre la France et la Belgique et tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, p. 7009 (Document n° 5537).

NATIONALITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord intervenu à Londres le 20 février 1947 entre la France et la Grande-Bretagne sur la nationalité en Tunisie, p. 202 (Document n° 3131).

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention du 22 juillet 1946 créant l'organisation mondiale de la santé, p. 203 (Document n° 3434). — Dépôt du rapport par M. Boulet, p. 921 (Document n° 3462). — Adoption, p. 1193.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 618 (Document n° 492). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernot, p. 919 (Document n° 306). — Discussion, p. 994; adoption, p. 995.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2317 (Loi n° 49-414 du 13 mai 1948, J. O. du 14 mai 1948).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de la préparation et de la tenue à Paris de la 3^e session de l'Organisation des Nations Unies, p. 8000 (Document n° 4392). — Dépôt du rapport par M. Jacques Ducloux, p. 3363 (Document n° 4488). — Discussion, p. 3372; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3376.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4134 (Document n° 507). — Dépôt du rapport, p. 1467 (Document n° 529). — Discussion, p. 4188; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4189.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3550 (Loi n° 48-979 du 16 juin 1948, J. O. du 17 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la déclaration en date du 18 février 1917 portant adhésion de la France à la disposition facultative reconnaissant la juridiction de la cour internationale de justice, telle qu'elle est décrite à l'article 36 de son statut, p. 4016 (Document n° 4733). — Dépôt du rapport par M. Cudenet, p. 4270 (Document n° 4815). — Discussion, p. 4283, 4287. — Suite de la discussion, p. 4308, 4339, 4359, 4373; adoption, à l'unanimité du projet de loi, p. 4375.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4332 (Document n° 672). — Dépôt du rapport par M. Carcaudon, p. 1832 (Document n° 681). — Discussion, p. 4856, 4876; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4899.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4623 (Loi n° 48-1105 du 10 juillet 1948, J. O. du 11 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour la couverture des dépenses entraînées par la tenue à Paris de la troisième session de l'Organisation des Nations Unies, p. 7656 (Document n° 5839) (rectificatif, p. 7783).

Conseil de la République. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission nationale française pour l'U. N. E. S. C. O., p. 402. — Désignation de candidatures, p. 209. — Proclamation de membres, p. 214.

PENSIONS AUX VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au paiement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 1^{er} décembre 1947 entre la France et la Tchécoslovaquie, p. 2747 (Document n° 4232).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale des télécommunications signée à Atlantic-City (Etats-Unis d'Amérique) le 2 octobre 1947, p. 7901 (Document n° 5396).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palowski tendant à inviter le Gouvernement à conclure avec les pays voisins et amis de la France des arrangements spéciaux réduisant le tarif des correspondances postales, p. 7833 (Document n° 5871).

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Yvon sur le projet de loi ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes (n° 2995) p. 3001 (Document n° 4323). — Discussion et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3453 (rectificatif, p. 3602).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4563 (Document n° 573). — Dépôt du rapport par M. Guy Montier, p. 1977 (Document n° 755). — Discussion, p. 2182; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2183.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5440 (Document n° 5712). Dépôt du rapport par M. Yvon, p. 7873 (Document n° 5712).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord intervenu le 6 juin 1947 à la Haye et relatif à la création d'un bureau international des brevets à la Haye, p. 202 (Document n° 3124). — Dépôt du rapport par M. J.-P. Palowski, p. 867 (Document n° 3444). — Adoption, p. 1248.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 618 (Document n° 493). — Dépôt du rapport par M. Armengaud, p. 991 (Document n° 314). — Discussion, p. 1171; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1172.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2808 (Loi n° 48-900 du 2 juin 1948, J. O. du 3 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords franco-italiens du 29 mai 1948, relatifs d'une part à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, et d'autre part à la protection des appellations d'origine et à la sauvegarde des dénominations de certains produits, p. 5939 (Document n° 5302). — Dépôt du rapport par M. Palowski, p. 6869 (Document n° 5527). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Palowski, p. 7372 (Document n° 5689). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Palowski, p. 7657 (Document n° 5829). — Adoption du projet de loi, p. 8103.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3698 (Document n° 422, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Siaux, p. 3715 (Document n° 123, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3506.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8308 (Loi n° 49-3 du 1^{er} janvier 1949, J. O. du 4 janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1^o l'accord franco-canadien du 16 juillet 1947; 2^o l'accord complémentaire franco-américain du 28 octobre 1947, relatif à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, p. 451 (Document n° 3270). Dépôt du rapport par M. J.-P. Palowski, p. 867

(Document n° 3442). — Discussion, p. 4429; adoption, p. 4433.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 498 (Document n° 459). — Dépôt du rapport par M. Rochereau, p. 498 (Document n° 462). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 511.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4217 (Loi n° 48-342 du 28 février 1948, J. O. du 29 février 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-canadien du 5 mai 1948 concernant la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, p. 6421 (Document n° 5112). — Dépôt du rapport par M. Palowski, p. 6900 (Document n° 5535) (rectificatif, p. 7058); adoption, p. 7262.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3540 (Document n° 28, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Siaux, p. 3576 (Document n° 60, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3622.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7833 (Loi n° 49-40 du 1^{er} janvier 1949, J. O. du 6 janvier 1949).

RÉFUGIÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi destiné à permettre le versement de 50 p. 100 de la contribution française à l'organisation internationale des réfugiés pour l'année 1^{er} juillet 1949-1^{er} juillet 1949, p. 6099 (Document n° 5335). — Dépôt du rapport par M. Jacques Ducloux, p. 6260 (Document n° 5378). — Adoption, p. 6586.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 958). — Dépôt du rapport par M. Landry, p. 3310 (Document n° 1013). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3353.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6950 (Loi n° 48-4528 du 29 septembre 1948, J. O. du 1^{er} octobre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux accords conclus le 13 janvier 1948 entre le Gouvernement français et la commission préparatoire de l'organisation internationale pour les réfugiés, p. 6121 (Document n° 5113).

SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique, p. 1871 (Document n° 3820). — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 31 mars 1948, p. 2601 (Document n° 4146).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 9 juin 1948 entre la France et la Pologne, p. 5683 (Document n° 5233). — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et le Royaume-Uni sur la sécurité sociale, conclue le 11 juin 1948, p. 5683 (Document n° 5234). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 5753 (Document n° 5253). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale signés par la France le 17 janvier 1948 avec la Belgique, le 31 mars 1948 avec l'Italie, le 9 juin 1948 avec la Pologne et le 11 juin 1948 avec le Royaume-Uni* », p. 6019 (rectificatif, p. 6175).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2620 (Document n° 831). — Dépôt du rapport par Mme Alice Brisset, p. 2927 (Document n° 907). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3001.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6529 (Loi n° 48-

4460 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux avenants à la convention générale entre la France et la Belgique du 17 janvier 1918 sur la sécurité sociale, p. 6260 (Document n° 5387).

TRAITÉ D'AMITIÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'amitié conclu à Paris le 26 juin 1947 entre la France et la République des Philippines, p. 7009 (Document n° 5562).

TRAITÉ DE PAIX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix, p. 2106 (Document n° 3912). — Dépôt du rapport par M. d'Aragon, p. 3983 (Document n° 4672). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Palewski, p. 4697 (Document n° 5016). — Discussion, p. 6020; adoption, p. 6024.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2571 (Document n° 872). — (Document n° 911). — Discussion, p. 3172. — Dépôt du rapport par M. Ernest Pezet, p. 2988 (Document n° 911). — Discussion, p. 3172; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3176.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6759 (Loi n° 48-1431 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie, p. 2106 (Document n° 3913). — Dépôt du rapport par M. d'Aragon, p. 3983 (Document n° 4676). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Palewski, p. 4897 (Document n° 5050). — Discussion, p. 6024; adoption, p. 6030 (rectificatif, p. 6130).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2571 (Document n° 873). — Dépôt du rapport par M. Colonna, p. 2932 (Document n° 921). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Hocquard, p. 3162 (Document n° 965). — Discussion, p. 3176; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3181.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6759 (Loi n° 48-1503 du 28 septembre 1948, J. O. du 29 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien portant rectification au tracé de la frontière franco-italienne défini par le traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947, p. 4860 (Document n° 4995).

TRANSPORTS AÉRIENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la mise en service des navires météorologiques, p. 202 (Document n° 3132). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 683 (Document n° 3320). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande, par M. Yvon, p. 2325 (Document n° 4085). — Adoption, p. 2732.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1302 (Document n° 411). — Dépôt du rapport par M. Guy Moutier, p. 1454 (Document n° 513). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1566.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3821 (Loi n° 48-4112 du 10 juillet 1948, J. O. du 13 juillet 1948).

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention helgo-franco-luxembourgeoise du 17 avril 1946 relative à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois et les conventions annexes, p. 2063 (Document n° 3597). — Dépôt du rapport par

M. Joseph Schaff, p. 6173 (Document n° 5366). — Adoption, p. 6852.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3267 (Document n° 1005). — Dépôt du rapport par M. Menditte, p. 3632 (Document n° 76, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3804.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8308.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au fonctionnement des gares internationales franco-belges de Quévy et de Jeumont, p. 2747 (Document n° 4244). — Dépôt du rapport par M. Catrice, p. 3883 (Document n° 4681). — Adoption, p. 4280.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1906 (Document n° 705). — Dépôt du rapport par M. Lienard, p. 1976 (Document n° 741). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2152.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5351 (Loi n° 48-1390 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Billat sur la proposition de résolution de M. Maurice Petsche, tendant à inviter le Gouvernement, dès ratification du traité de paix entre la France et l'Italie, à faciliter les moyens de communication entre la France et l'Italie (n° 1212), p. 1966 (Document n° 3860).

TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Cayol sur le projet de loi autorisant le président du Gouvernement provisoire de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la conférence internationale du travail (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946, à Seattle (nos 275, 2454), p. 5009 (Document n° 5083). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la conférence internationale du travail (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946 à Seattle* » p. 5445 (rectificatif, p. 5685, 6798).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2342 (Document n° 843). — Dépôt du rapport par M. Bocher, p. 2068 (document n° 935). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3195 (rectificatif, p. 3473).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6814 (Loi n° 48-1495 du 27 septembre 1948, J. O. du 28 septembre 1948).

TRAVAIL DES ENFANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratification de la convention n° 10 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921, p. 2747 (Document n° 4229).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 77 concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi dans l'industrie des enfants et des adolescents et la convention n° 78 concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi aux travaux non industriels des enfants et des adolescents, p. 4860 (Document n° 4994).

TUNNEL SOUS LA MANCHE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lanlet tendant à inviter le Gouvernement à procéder à un nouvel examen du projet de construction d'un tunnel sous la Manche, p. 4896 (Document n° 5023).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à un nouvel examen du projet de construction d'un tunnel sous la Manche, p. 4976 (Document n° 736).

Coopération agricole. — V. Agriculture (organisation professionnelle); impôts (réforme fiscale).

Coopératives laitières. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 76.

Cordonniers. — V. Commerce et industrie (chaussures).

Cormoran (accident du). — V. Enquêtes parlementaires.

Corps gras.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Nédelec tendant à inviter le Gouvernement à doubler les rations actuelles de savon de ménage et à assurer, tous les deux mois, la distribution de savon de toilette à tous les consommateurs, p. 3242 (Document n° 4467). — Dépôt du rapport par Mme Schelle, p. 5753 (Document n° 5233). — Adoption, p. 6374.

Corse. — V. Code du travail (congés). — Départements, villes et communes. — Fonctionnaires (congés). — Impôts (contributions indirectes). — Interpellations, n° 104. — Marine marchande (transports maritimes). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 46. — Santé publique (protection de la).

Côte d'Ivoire. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Côte des Somalis. — V. France d'outre-mer.

Coton. — V. Textiles.

Cours d'APPEL. — V. Code de procédure civile. — Justice (organisation judiciaire).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Charlet portant création d'une chambre supplémentaire à la cour d'appel de Limoges, p. 413. (Document n° 32.)

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 298. (Document n° 3183).

Cour de CASSATION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la durée de certains délais prévus par l'article 66 de la loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947 modifiant l'organisation et la procédure de la cour de cassation, p. 2011 (Document n° 3874). — Rapporteur M. Pierre Dominjon et adoption, p. 2013.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 912 (Document n° 270). — Lecture du rapport par M. Georges Pernot et adoption, p. 913.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2063 (Loi n° 48-572 du 31 mars 1948, J. O. du 1^{er} avril 1948).

Cour des COMPTES. — V. Interpellations nos 196, 198.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de la cour des comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées de 1946 et 1947, p. 7855.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de la cour des comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées en 1946 et 1947, p. 3633.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Henri Téligor tendant à inviter le Gouvernement à sanctionner les gaspillages signalés par le dernier rapport de la cour des comptes, p. 8125 (Document n° 5973). — Lecture du rapport par M. Lionel de Tinguy et discussion, p. 8310; adoption, p. 8319.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcelhacy tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures et sanctions qu'imposent les conclusions du récent rapport de la cour des comptes et d'autre part, à établir un système permanent de contrôle parlementaire des dépenses publiques permettant de mettre à temps en jeu les responsabilités administratives et politiques qu'elles peuvent comporter, p. 3693 (Document n° 125, 2^e partie).

Cour de DISCIPLINE BUDGÉTAIRE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Charles Barangé sur le projet de loi tendant à sanctionner la violation des règles relatives à l'exécution des dépenses de l'État

et portant création d'une « cour de discipline budgétaire » (n° 1633), p. 2609 (Document n° 4275). — Dépôt d'un avis de la commission de la réforme administrative par M. Kuehn, p. 4719 (Document n° 4980). — Discussion, p. 6693; adoption après modification du titre: « *Projet de loi tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une cour de discipline budgétaire* », p. 6696 (rectificatif, p. 6315).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi p. 3172 (Document n° 968). — Discussion et adoption, au scrutin, d'une motion de M. Reverbori, tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 3238.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6837 (Document n° 5511). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et adoption de la résolution avec modification, p. 6852.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 3267. — Lecture d'un rapport par M. Dorey sur ledit projet de loi et discussion, p. 3289; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3292 (rectificatif, p. 3474).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 5533) et dépôt du rapport par M. Charles Barangé (Document n° 5542), p. 6900 (rectificatif, p. 7058). — Discussion, p. 6924; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 6927 (rectificatif, p. 6988) (Loi n° 48-1284 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — V. Conventions internationales (organisation des Nations-Unies).

Cours de JUSTICE. — V. Condamnations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice, p. 1870 (Document n° 3827). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Desjardins tendant à supprimer les cours de justice et au renvoi des affaires en cours devant les tribunaux militaires, p. 2198 (Document n° 3999). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2869 (Document n° 4293). — Discussion, p. 3260; adoption à l'unanimité après modification du titre: « *Projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice* », p. 3269.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1366 (Document n° 534). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1912 (Document n° 712). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2001.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5076 (Document n° 5109). — Rapporteur, M. Jean Minjoz; adoption, p. 6246 (Loi n° 48-1399 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948).

Cour de JUSTICE (Haute).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July portant suppression de juridictions d'exception en matière pénale, p. 313 (Document n° 3203). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à la suppression de toutes les juridictions d'exception en matière de collaboration et au renvoi de toutes les affaires en cours devant les tribunaux militaires, p. 362 (Document n° 3228). — Dépôt d'un rapport de M. Jean Minjoz sur les propositions de loi: 1° de M. Péron portant réforme de l'organisation de la Haute-Cour de justice; 2° de M. Péron tendant à l'abrogation de la loi n° 47-1813 modifiant les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 28 novembre 1944, modifiés par la loi du 27 décembre 1945 instituant une Haute-Cour de justice; 3° de M. Lefebvre-Pontalis tendant à modifier le mode de désignation des jurés de la Haute-Cour de justice; 4° de M. Pierre July portant suppression de juridictions d'exception en matière pénale; 5° de M. Badie tendant à la suppression de toutes les juridictions d'exception en matière de collaboration et au renvoi de toutes les affaires en cours devant les tribunaux militaires (n° 435, 2729, 2900, 3203, 3228), p. 982 (Document n° 3486). — Discussion, p. 1345; suite de la discussion, p. 1576; adoption, au scrutin, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 28 novembre 1944, modifiée par la loi*

n° 47-1813 du 15 septembre 1947, instituant une Haute cour de justice, p. 1589 (rectificatif, p. 1680).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 618 (Document n° 202). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 730 (Document n° 225). — Discussion, p. 852; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 857.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1967 (Document n° 3867). — Discussion, p. 2013; adoption de l'ensemble de la proposition de loi avec modifications, p. 2011 (rectificatif, p. 2109) (Loi n° 48-636 du 19 avril 1948, J. O. du 20 avril 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à faire participer les sénateurs, membres du Conseil de la République, au jury de la Haute-Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, p. 3086 (Document n° 5962).

Assemblée nationale. — Démissions de M. Louis Noguères, président, et de M. Maurice Guérin, vice-président de la Haute-Cour de justice, p. 325; discussion à la suite de ces démissions, p. 325; adoption d'une motion, p. 328. — Démission de M. Theetten, vice-président suppléant, p. 342. — Scrutin pour la nomination du président de la Haute-Cour de justice, p. 2354; résultat du scrutin et proclamation de M. Louis Noguères, p. 2357. — Scrutin pour la nomination des vice-présidents, p. 2430; proclamation de M. Maurice Guérin, vice-président, et de M. Montillio, vice-président suppléant, p. 2412. — Deuxième tour de scrutin pour la nomination d'un vice-président et d'un vice-président suppléant, p. 2486; résultat des scrutins et proclamation de M. Edgar Faure, vice-président, et M. Theetten, vice-président suppléant, p. 2501.

Assemblée nationale. — Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour la commission d'instruction de la Haute-Cour de justice, p. 3115. — Nomination de membres, p. 3122.

Assemblée nationale. — Demande de désignation de candidatures de membres appelés à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice: révision de la liste, p. 195; désignation de candidatures, p. 195, 2148, 2527, 2689, 2751; nomination de membres, p. 329, 313, 2483, 2561, 2732, 2896. — Session du 8 juin 1948, p. 2916; désignation de candidatures, p. 3002, 3080, 3242, 3297, 3465, 3480, 5111; nomination de membres, p. 3019, 3276, 3484, 3522, 3577 (rectificatif, p. 3602). — Session du 7 décembre 1948, p. 6939, 7165; désignation de candidatures, p. 7144, 7180, 7252, 7285, 7375. — Nomination de membres, p. 7150, 7302, 7390.

Assemblée nationale. — Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les fonctions de jurés de la Haute-Cour de justice, p. 123, 203, 226, 259. — Session du 7 décembre 1948. — Désignation de candidatures, p. 7252.

Cour de REVISION EXCEPTIONNELLE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant une procédure de révision exceptionnelle à l'égard des personnes exécutées sans jugement sous la fausse accusation de collaboration avec l'ennemi, p. 7010 (Document n° 5587).

Cours d'eau. — V. Canaux; cours d'eau et rivières. — Questions orales (Assemblée nationale, n° 64).

Courtiers en vins.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Guille sur la proposition de loi de M. Guille réglementant la profession de courtiers en vins, dit « courtiers de campagne » (n° 2082), p. 2606 (Document n° 4147).

Créances. — V. Code du travail (salaires).

Crédit AGRICOLE. — V. Agriculture.

Crédit ARTISANAL. — V. Artisanat.

Crédit COMMERCIAL ET INDUSTRIEL. — V. Commerce et industrie.

Crédit FONCIER DE FRANCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi simplifiant la gestion de la dette de

la Société nationale des chemins de fer français et du Crédit foncier de France, p. 3070 (Document n° 4391). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 4498 (Document n° 4941). — Retrait du projet, p. 7057.

Crédit PUBLIC. — Emprunts de l'Etat. — V. Impôts (prélèvements). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 24; Conseil de la République), n° 11.

Assemblée nationale. — Discussion en deuxième lecture d'un projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt, p. 95; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 98 (Loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, J. O. du 8 janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruvneal tendant à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libérateur institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, p. 4234 (Document n° 4803). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Vedrines tendant: 1° à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 le délai de souscription à l'emprunt libérateur institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948; 2° à modifier l'article 7 de la loi du 12 mars 1948, sur le prélèvement exceptionnel, p. 4254 (Document n° 4807). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 4498 (Document n° 4909). — Discussion, p. 4557; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libérateur institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, modifiée par la loi n° 48-324 du 12 mars 1948* », p. 4561.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1898 (Document n° 702). — Dépôt d'une résolution par M. Alex Roubert tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel, pour l'examen de ladite proposition de loi, et adoption de la résolution, p. 1898 (rectificatif, p. 1937).

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 4593 (Document n° 4949). — Rapport de la commission des finances, p. 4667 (Document n° 4968). — Adoption de la résolution, p. 4667.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1943. — Dépôt d'un rapport par M. Alain Pôher sur la proposition de loi, p. 1944 (Document n° 717). — Discussion, p. 1952; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1958.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4719 (Document n° 4983). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 5076 (Document n° 5099). — Discussion, p. 5136; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modification, p. 5188 (Loi n° 48-1248 du 4 août 1948, J. O. du 5 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pinay tendant à inviter le Gouvernement à augmenter dans certaines conditions le délai de forclusion pour la souscription à l'emprunt institué par la loi du 7 janvier 1948, p. 2349 (Document n° 4054). — Rapporteur, M. Pierre Truffaut; et discussion, p. 2370; adoption, p. 2370.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier les délais de souscription à l'emprunt libérateur du prélèvement exceptionnel pour aménager rationnellement les échéances fiscales, p. 2198 (Document n° 3967).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de proroger jusqu'au 1^{er} octobre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libérateur institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, p. 4081 (Document n° 4742).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Védérines tendant à proroger jusqu'au 30 septembre 1948, le délai de souscription à l'emprunt libérateur institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, p. 4181 (Document n° 4768).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Montalembert tendant à instituer certains délais en vue de la souscription à l'emprunt libérateur prévu par la loi du 7 janvier 1948 et à accorder la

remboursement des sommes indûment soustraites, p. 584 (Document n° 184).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1445 (Document n° 3684).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lionel de Tinguy tendant à inviter le Gouvernement à accorder le remboursement des souscriptions faites à l'emprunt 3 p. 100 émis en vertu de la loi du 7 janvier 1948, quand le souscripteur en fera la demande et que le montant de sa souscription est supérieur à ses obligations légales, définies par les lois et décrets relatifs au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 5558 (Document n° 5214).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. July tendant à inviter le Gouvernement à prévoir toutes mesures utiles en faveur des exploitants agricoles qui n'auront pu souscrire dans les délais de rigueur à l'emprunt exceptionnel prévu par les lois du 7 janvier 1948, du 22 mars 1948 et du 4 août 1948, p. 8078 (Document n° 5951).

Crimes de guerre. — V. *Code pénal.*

Croix du combattant volontaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à la création d'une croix du combattant volontaire en faveur des combattants volontaires de la guerre 1939-1945, p. 8181 (Document n° 5975).

Croix de guerre. — V. *Légion d'honneur*

Crue. — V. *Inondations.*

Cuir et peaux. — V. *Commerce et industrie (chaussures).* — *Interpellation.* 38.

Cuivre. — V. *Viticulture.*

Culte.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à introduire la loi des 9 et 11 décembre 1905, portant sur la séparation de l'Église et de l'État, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 97 (Document n° 3087).

Cumul. — V. *Agriculture (exploitation, mise en valeur des terres).* — *Assurances des marins du commerce.*

D

Débats parlementaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry-Level portant interdiction de se servir d'aucun extrait des débats du Parlement publiés au *Journal officiel* dans un but publicitaire ou commercial, p. 5352 (Document n° 5141).

Débits de boissons.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Lapie tendant à l'interdiction des contrats de fournitures exclusives de bières et autres boissons, intervenus entre producteurs ou distributeurs de bières et de boissons et propriétaires, locataires ou gérants de débits de boissons (n° 1760), p. 362 (Document n° 3212).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Fauré relative à l'application des lois du 20 septembre 1941 et du 22 mars 1942 sur l'ouverture des débits de boissons, p. 866 (Document n° 3130). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 5109 (Document n° 5176).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à la prorogation, pour une nouvelle période de deux ans, des délais prévus à l'article 13 de l'ordonnance n° 45-2169 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, p. 226 (Document n° 3157).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetten modifiant exceptionnellement pour l'année 1949 l'application du décret n° 47-332

du 15 décembre 1947 concernant les licences des débits de boissons, p. 4392 (Document n° 4877).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à modifier l'assiette et les tarifs des licences des débitants d'alcool, p. 7285 (Document n° 5669).

Débits de tabacs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Hugues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la remise accordée aux débitants de tabac sur les produits vendus par eux, p. 866 (Document n° 3433).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Christiaens tendant à inviter le Gouvernement à rétablir à 6 p. 100 le taux de la remise allouée aux débitants de tabac et à instituer la livraison gratuite des produits du monopole au détail de ces derniers, p. 1026 (Document n° 3524).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission centrale de classement des débits de tabac, p. 102, 3608. — Désignation de candidatures, p. 209, 3622. — Proclamation de membres, p. 214, 3645.

Décentralisation administrative. — V. *Administration départementale.*

Décorations. — V. *Légion d'honneur.* — *Médailles décoratives et récompenses.*

Défense nationale (organisation). — V. *Armées.* — *Economie et finances (redressement).* — *Interpellations n° 86.* — *Propriété industrielle.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi sur l'organisation générale de la défense nationale, p. 2605 (Document n° 4164).

— Dépôt d'un rapport de M. Emile-Louis Lambert sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 37 du décret du 28 novembre 1938, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne l'évaluation des indemnités accordées en matière de réquisition (n° 3040), p. 4896 (Document n° 5014).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bolvin-Champeaux sur l'organisation de la défense nationale, p. 710 (Document n° 212).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1768 (Document n° 3769).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Mluyer sur l'organisation générale de la défense nationale, p. 1357 (Document n° 3652).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre sur l'organisation générale de la défense nationale, p. 4895 (Document n° 5019).

Dégrèvements et exonérations. — V. *Impôts.*

Délais. — V. *Justice civile, commerciale ou administrative.* — *Monnaie.*

Denrées alimentaires. — V. *Agriculture.* — *Commerce et industrie.* — *Sucres.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Emilienne Gallier tendant à inviter le Gouvernement à accorder à toutes les mères de famille, à l'occasion de la fête des mères, une attribution supplémentaire de denrées, notamment: 500 grammes de farine, 500 grammes de pâtes et 1 kilogramme de confitures, p. 2660 (Document n° 4208). — Dépôt du rapport par Mme Rose Guérin, p. 2689 (Document n° 4225). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à toutes les mères de famille, à l'occasion de la fête des mères, dans la mesure des disponibilités du ravitaillement, une attribution supplémentaire de denrées », p. 2663.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lejeune tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la

ration de café et à maintenir son prix actuel, p. 3039 (Document n° 4363). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 4392 (Document n° 4867). — Adoption, p. 4795.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Gallier tendant à inviter le Gouvernement à assurer une distribution immédiate de riz à tous les enfants titulaires de la carte E et d'assurer régulièrement à l'avenir chaque distribution mensuelle, p. 3039 (Document n° 4364).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le bon de circulation en matière de ravitaillement, p. 4163 (Document n° 4760).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Hélène Le Jeune tendant à inviter le Gouvernement à distribuer immédiatement 500 grammes de confiture aux enfants et aux vieillards de toutes les localités, p. 4163 (Document n° 4761).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Douteau tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les régimes de suralimentation en faveur des tuberculeux, p. 4269 (Document n° 4806).

Dentelles. — V. *Textiles.*

Dentistes. — V. *Enseignement de la médecine.* — *Étudiants.* — *Médecine et professions médicales.*

Départements ministériels. — V. *Administrations publiques.*

Départements, villes et communes. — V. *Adjudications et marchés.* — *Assistance médicale gratuite.* — *Budget 1948.* — *Bureau d'aide sociale.* — *Calamités publiques.* — *Combustibles liquides et dérivés.* — *Commerce et industrie.* — *Domaine de l'État, des départements et des communes.* — *Economies et finances (redressement).* — *Électricité (électrification, des campagnes).* — *Impôts (taxes départementales et communales).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 12, 17, 34.*

AMÉNAGEMENT DES VILLES

Conseil de la République. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre obligatoire le branchement à l'égout dans la ville d'Orléans, p. 98 (Document n° 16). — Dépôt du rapport par M. Sorrien, p. 202 (Document n° 53). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 215.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 604 (Loi n° 48-319 du 25 février 1948, J. O. du 26 février 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hugues, tendant à inviter le Gouvernement à assurer le financement d'un programme d'assainissement, d'équipement rural et d'équipement scolaire des territoires recouverts rattachés aux Alpes-Maritimes, n° 4869 (Document n° 5001). — Dépôt du rapport par M. Barel, p. 6362 (Document n° 5398). — Discussion, p. 7139; adoption, p. 7440.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Thorne-Patenôtre, tendant à compléter l'article 76 de la loi d'urbanisme n° 321 du 15 juin 1943, p. 3013 (Document n° 946).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6548 (Document n° 5174).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à organiser la culture des arbres fruitiers le long des routes, p. 4285 (Document n° 3620).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Virgile Barel autorisant la ville de Menton (Alpes-Maritimes) à traiter avec la Société monégasque d'assainissement pour l'incinération des ordures ménagères, p. 4163 (Document n° 4754). — Dépôt du rapport par M. Virgile Barel, p. 6575 (Document n° 5476).

BUDGETS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la réforme par M. Coffin sur: I. le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant réforme des finances locales; II. les propositions de loi: 1^o de M. Jean Meunier, tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1940 » portant modification de dispositions financières intéressant les départements et les communes; 2^o de M. Blondi tendant à l'institution d'une caisse nationale coopérative de solidarité des collectivités locales; 3^o de M. Léo Hamon, conseiller de la République, tendant à la réforme des finances locales (nos 218, 1604, 114, 475, 960, 1371, 1720, 4784), p. 3001 (Document n° 4339).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot tendant à créer des commissions départementales chargées d'étudier et de proposer les économies réalisables, p. 1026 (Document n° 3530). — Dépôt du rapport par M. Halbout, p. 7011 (Document n° 5583).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à autoriser les municipalités des communes de moins de 2.000 habitants à inscrire sur leur budget le montant des frais d'intérim du secrétaire de mairie pendant son congé annuel, p. 3412 (Document n° 4515). — Dépôt du rapport par M. Waldeck L'Huilier, p. 5076 (Document n° 5093).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge les dépenses d'intérêt général incombant à l'Etat, figurant actuellement dans les budgets communaux, p. 7870 (Document n° 5888).

RECONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Regaudie tendant à modifier et à compléter la loi du 10 mai 1946 relative à la conservation et à la reconstruction d'Oradour-sur-Glane, p. 2605 (Document n° 4149).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à la reconstruction du village de Salau (Ariège), emporté par une trombe d'eau les 4 et 27 octobre 1937, p. 5159 (Document n° 5115) (rectificatif, p. 5353).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delxonne tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la construction et la reconstruction des établissements scolaires, p. 921 (Document n° 3470).

SERVICES SOCIAUX PUBLICS ET PRIVÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Cayeux sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à organiser la coordination des services sociaux (n° 1991), p. 8079 (Document n° 5950).

SUBVENTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit au titre du budget de l'intérieur pour l'exercice 1948 (subventions spéciales de l'Etat aux collectivités locales), p. 7409 (Document n° 5719). — Lecture du rapport par M. Pierre Truffaut et discussion, p. 8170; adoption à l'unanimité, p. 8171.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3754 (Document n° 131, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Mastéau, p. 3775 (Document n° 150, 2^e partie). — Discussion, p. 3324, 3327; adoption, au scrutin, p. 3332.

Assemblée nationale. — Avis conforme au Conseil de la République, p. 8309 (Loi n° 48-2007 du 31 décembre 1948, J. O. du 4 janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence par l'Assemblée nationale les crédits qui permettront de verser aux communes qui peuvent y prétendre le reliquat de la subvention spéciale d'équilibre pour l'exercice 1947, p. 7347 (Document n° 5657). — Dépôt du rap-

port par M. Kuehn, p. 7398 (Document n° 6681). — Discussion, p. 7355; adoption avec modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture des crédits nécessaires au versement du solde de la subvention spéciale d'équilibre allouée aux départements et aux communes pour l'exercice 1947 », p. 7357.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au report à l'exercice 1948 des crédits destinés, dans le budget de 1947, à l'octroi de subventions spéciales au profit des collectivités locales, p. 2524 (Document n° 4107). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 4718 (Document n° 4976).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence les crédits qui permettront de verser aux communes qui peuvent y prétendre le reliquat de la subvention spéciale d'équilibre pour l'exercice 1947, p. 3181 (Document n° 8, 2^e partie).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry tendant à rétablir la subvention instituée au profit de la Corse par la loi du 8 juillet 1912, p. 3496 (Document n° 11, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7372 (Document n° 5714).

TERRITOIRES RATTACHÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à faire étudier de façon spéciale la situation présente des populations de Tende, de Saint-Dalmas et de la Brigue, récemment rattachées à la France, et à prendre les mesures que cette situation impose, p. 1285 (Document n° 3625).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurenti tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur la situation pénible dans laquelle se trouvent les populations de Tende, Saint-Dalmas et la Brigue, récemment rattachées à la France, afin de prendre les mesures urgentes qui s'imposent, p. 916 (Document n° 289).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à étudier rapidement le programme des travaux d'assainissement, d'équipement rural et d'équipement scolaire des territoires de Tende et la Brigue rattachés à la France et à en prévoir le financement p. 1976 (document n° 740).

Départements d'outre-mer. — V. France d'outre-mer.

Dépenses publiques. — V. Budgets. — **Compatibilité publique.** — *Cour des comptes.* — *Pensions et retraites.*

Déportés. — V. Centre Jean-Moulin. — **Code civil.** — *Prisonniers, déportés et internés.*

Députés. — V. Assemblée nationale. — *Elections législatives.*

AUTORISATION DE POURSUITES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à insinuer une commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuites, p. 7372 (Document n° 5706).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de résolution de M. Rivet ainsi conçu: « L'Assemblée nationale, en application de l'article 22 de la Constitution, décide la suspension des poursuites actuellement engagées devant la cour criminelle de Tananarive à l'encontre des députés Raseta, Ravoahanguy et Rabemananjara », et demande de discussion d'urgence, p. 6853; rejet, au scrutin, de la demande, p. 6356.

Assemblée nationale. — Adoption des conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 2097, rapport 2512) tendant au rejet de la demande, p. 971.

Assemblée nationale. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 2961; rapport n° 2964). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 777.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 196 (Document n° 3139). — Dépôt du rapport par M. Pierre Ségelle, p. 3721 (Document n° 4624). — Adoption des conclusions de la commission tendant à autoriser les poursuites, p. 4535.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 225 (Document n° 3147). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 1678 (Document n° 3773). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 2485.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 342 (Document n° 3215). — Dépôt du rapport par M. Besset, p. 535 (Document n° 3286). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 777.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 628 (Document n° 3318). — Dépôt du rapport par M. Pirot, p. 1026 (Document n° 3535) (rectificatif, p. 1160). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1438.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 998 (Document n° 3522). — Dépôt du rapport par M. de Moro-Gianni, p. 2107 (Document n° 3919). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 2897.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1298 (Document n° 3635). — Dépôt du rapport par M. Pierre Ségelle, p. 3721 (Document n° 4625). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4535.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1343 (Document n° 3619). — Dépôt du rapport par M. Jean Goudoux, p. 1966 (Document n° 3859). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 2185.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 144 (Document n° 3689). — Dépôt du rapport par M. Pierre Girardot, p. 1966 (Document n° 3868). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 6590.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1631 (Document n° 3730). — Dépôt du rapport par Mlle Archimède, p. 3001 (Document n° 4326). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3698.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1631 (Document n° 3731). — Dépôt du rapport par M. Gros, p. 2199 (Document n° 3963). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 2131.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2075 (Document n° 3928). — Dépôt du rapport par M. Perdon, p. 3188 (Document n° 4133). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3454.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2295 (Document n° 4026). — Dépôt du rapport par M. Pierrard, p. 2689 (Document n° 4219). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3050.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2733 (Document n° 4233). — Dépôt du rapport par M. Pierre Ségelle, p. 3721 (Document n° 4623). — Adoption des conclusions de la commission tendant à autoriser les poursuites, p. 4535.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2733 (Document n° 4231). — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 3801 (Document n° 4383). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3980.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3964 (Document n° 4715). — Dépôt du rapport par M. Sylvandre, p. 5075 (Document n° 5083). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5146.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4307 (Document n° 4853). — Dépôt du rapport par M. Moktari, p. 4719 (Document n° 4975). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5113.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 406 (Document n° 3245). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5159 (Document n° 5119).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2732 (Document n° 4238). — Dépôt du rapport par M. Citerne, p. 3212 (Document n° 4474).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4864 (Document n° 5000). — Dépôt du rapport par M. Kriegel-Valrimont, p. 5229 (Document n° 5132).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4879 (Document n° 5026). — Dépôt du rapport par Mme Péri, p. 6361 (Document n° 5396).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5311 (Document n° 5140). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 6260 (Document n° 5375).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5818 (Document n° 5275). — Dépôt du rapport par M. Brillouet, p. 6260 (Document n° 5376).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 998 (Document n° 3521).

— Dépôt d'un rapport de M. Bas sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 2840), p. 1482 (Document n° 3703).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1047 (Document n° 3543).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2075 (Documents n° 3925, 3926, 3927).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2244 (Document n° 4016).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2317 (Document n° 4033).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2547 (Document n° 4156).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2896 (Document n° 4308).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3204 (Document n° 4458).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3522 (Document n° 4557).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4307 (Document n° 4851).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4307 (Document n° 4852).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4673 (Document n° 4970).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4673 (Document n° 4971).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4745 (Document n° 4984).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4864 (Document n° 4999).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4879 (Document n° 5027).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5818 (Document n° 5271).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7149 (Document n° 5633).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7149 (Document n° 5634).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7233 (Document n° 5648).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7233 (Document n° 5649).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7421 (Document n° 5736).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7746 (Document n° 5859).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8002 (Document n° 5938).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8002 (Document n° 5939).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8219 (Document n° 6013).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8248 (Document n° 6020).

DÉCÈS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée du décès des députés suivants: M. Camille Lhuissier, p. 493; M. Pierre Bourdan, p. 4593; M. Gabriel Cudenet, p. 7745.

DÉMISSIONS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée nationale de la démission des députés suivants: M. Pinçon, p. 2062; M. Marcel Paul, p. 2089; M. Angelelli, p. 3049; M. Pierre Hervé, p. 3541; M. de Boysson, p. 6435; M. Le-cacheux, p. 6989; M. René Coty et Antoine Demusols, p. 7143; M. René Dubois, p. 7189; M. Béchard, p. 7370.

FONCTIONS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boumendjel tendant à prononcer l'incompatibilité entre le mandat de membre de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République ou de l'Assemblée de l'Union française et les hautes fonctions de résidents généraux, hauts commissaires, gouverneurs généraux et gouverneurs, p. 1983 (Document n° 769).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5075 (Document n° 5103).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à interdire la nomination de membres du Parlement à des emplois civils ou militaires relevant du pouvoir exécutif, p. 298 (Document n° 3181) (rectificatif, p. 417).

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

Aveyron.

Rapport supplémentaire de M. Albert Petit, p. 6532.

Admission de M. Glnestet, p. 6539.

Cher.

Rapport supplémentaire de M. Labrosse, p. 473.

Admission de M. Thorat, p. 196.

Finistère.

Rapport supplémentaire de M. Pierre Villon, p. 4572.

Admission de Mme Marié Lambert, p. 4593.

Gard.

Rapport supplémentaire de M. Jean Charlot, p. 7658.

Admission de M. Robert Gourdon, p. 7670.

Loire-Inférieure.

Rapport supplémentaire de M. Boukoua, p. 7658.

Admission de M. Toutblanc, p. 7670.

Marne.

Rapport supplémentaire de M. Brillouet, p. 3130.

Admission de Mme Hélène Nautré, p. 3484.

Mayenne.

Rapport supplémentaire de M. de Moro-Giafferri, p. 537.

Admission de M. Ricou, p. 534.

Rapport supplémentaire de M. Schone, p. 3039.

Admission de M. Elain, p. 3049.

Seine.

3^e circonscription. — Rapport supplémentaire de M. Raulin-Laboureur, p. 7285.

Admission de M. Joseph Hugues, p. 7303.

Seine-Inférieure.

2^e circonscription. — Rapport supplémentaire de M. Triboulet, p. 7658.

Admission de M. Raoul Becquet, p. 7670.

Seine-et-Oise.

1^{re} circonscription. — Rapport supplémentaire de M. Yves Péron, p. 7658.

Admission de M. Allot, p. 7670.

Vienne (Haute-)

Rapport supplémentaire par M. Blocquaux, p. 2689.

Admission de M. Jean Tricart, p. 2734.

Département d'outre-mer.

Guyane. — Rapport de Mme Germaine Degrand, p. 535. — Admission de M. Léon Damas, p. 584.

Dératisation. — V. Santé publique (Protection de la).

Détenus. — V. Code pénal.

Discours officiels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Xavier Bouvier tendant à inviter le Gouvernement à supprimer, par mesure d'économie, l'affichage des discours officiels, p. 6593 (Document n° 5483).

Dispensaires. — V. Maladies vénériennes.

Domaine de l'Etat, des départements et des communes. — V. Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale n° 85).

CESSION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession amiable à la Société d'exploitation industrielle et commerciale (S. E. I. C.) de l'immeuble domanial dénommé « Parc de la Bretonnière », situé à Saint-Germain-lès-Arpaçon (Seine-et-Oise), p. 202 (Document n° 3123).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession à la Société anonyme de produits chimiques et engrais d'Auby d'un emplacement industriel situé sur le territoire de la commune d'Istres et dépendant de la poudrière nationale de Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône), p. 2103 (Document n° 3920).

DÉCLASSEMENT DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de deux parcelles de terrain dépendant de la place de l'Ecluse, p. 2604 (Document n° 4158). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 5795 (Document n° 5267). — Adoption, p. 6584 (rectificatif, p. 6815).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 985). — Dépôt du rapport par M. Clerc, p. 354 (Document n° 39, deuxième partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3633.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7961 (Loi n° 48-1980 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

VENTE D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Kuehn sur le projet de loi portant autorisation de céder à la manufacture des produits chimiques du Nord, établissements Kuhlmann, un terrain industriel de 90 ares 61 centiares dépendant de l'usine de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) et appartenant à l'Etat (n° 2213), p. 1159 (Document n° 3577). — Adoption, p. 1977.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 915 (Document n° 292). — Dépôt du rapport par M. Dujardin, p. 1371 (Document n° 487). — Discussion et adoption, p. 1445.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3411 (Loi n° 48-1028 du 25 juin 1948, J. O. du 27 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à relever le prix limite de 50.000 F au-dessus duquel les immeubles appartenant aux départements, communes et établissements publics départementaux et communaux doivent obligatoirement recourir à l'adjudication avec publicité et concurrence, p. 7833 (Document n° 5871).

Domages de guerre. — V. *Biens français à l'étranger.* — *Interpellations* n° 136, 158. — *Loyers (baux commerciaux).* — *Monnaie.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 6, 88. — *Sucre, betteraves à sucre.* — *Vente à vil prix.*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Philippe Gerber sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à habiliter le ministre chargé de la reconstruction et de l'urbanisme à interdire, au nom de l'Etat, les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n° 989, année 1947), p. 241 (Document n° 95). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 500.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1210 (Document n° 3609). — Dépôt du rapport de M. Kuelin, p. 1677 (Document n° 3745). — Adoption, p. 2299 (Loi n° 48-830 du 15 mai 1948, J. O. du 16 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'indemnité d'éviction, p. 3076 (Document n° 4388). — Dépôt du rapport par M. Coudray, p. 4719 (Document n° 4969). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Bétolaud, p. 5410 (Document n° 5184). — Discussion, p. 5436; adoption, p. 5439.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2210 (Document n° 802). — Discussion, p. 2226; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2227.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5511 (Loi n° 48-1313 du 26 août 1948, J. O. du 27 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 1123 (Document n° 3565). — Dépôt d'un rapport de M. Halbout sur les propositions de loi: 1° de M. André Carles, conseiller de la République, tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 2° de M. René Schmitt tendant à compléter les dis-

positions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n° 2673, 3565), p. 1677 (Document n° 3744). — Dépôt d'un projet de loi portant élévation des plafonds, fixés à l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre, p. 3497 (Document n° 4551). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Halbout, p. 5159 (Document n° 5418). — Discussion, p. 5433; renvoi à la commission, p. 5436. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Halbout, p. 5850 (Document n° 5282); adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre* », p. 6590.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3172 (Document n° 967). — Dépôt du rapport par M. Bernard Chochoy, p. 3200 (Document n° 972). — Discussion, p. 3189; adoption, à l'unanimité, de l'avis sur le projet de loi, p. 3190.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6814 (Loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence les projets de loi dont les dispositions sont prévues dans la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, et notamment dans ses articles 4, 6, 10 et 19, p. 1063 (Document n° 3537). — Lecture du rapport par M. Pierre Lareppe et adoption de la proposition de résolution, p. 1063.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de M. Westphal tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 115 (Document n° 41).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 335 (Document n° 3200). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Crouzier tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 451 (Document n° 3261). — Dépôt du rapport sur lesdites propositions de loi par M. Lareppe, p. 7373 (Document n° 5695). — Discussion, p. 8076.

— Suite de la discussion, p. 8127, adoption, au scrutin, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre* », p. 8130.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3771 (Document n° 146, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 362 (Document n° 3226). — Dépôt d'un rapport par M. Lareppe sur: 1° le projet de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946; 2° la proposition de loi de M. Mondon et plusieurs de ses collègues portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n° 2686, 3226), p. 5729 (Document n° 5251). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre pour rendre effective la garantie de l'Etat accordée à certaines catégories de spoliés par l'article 7 de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation, p. 5108 (Document n° 5165). — Dépôt du rapport par M. Lareppe, p. 6260 (Document n° 5385). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Mondon, p. 7963 (Document n° 5925). — Discussion, p. 8075. — Suite de la discussion, p. 8152; adoption, après modification, du titre: « *Projet de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre* », p. 8156.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3715 (Document n° 129, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Halbout portant élévation du plafond fixé à l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, pour les indemnités afférentes aux biens, meubles d'usage courant ou familial, p. 7011 (Document n° 5591). — Dépôt du rapport par M. Halbout, p. 7831 (Document n° 5883).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 1445 (Document n° 3679).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à compléter l'article 33 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 2198 (Document n° 3968).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. J.-F. Palewski tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 7589 (Document n° 5812).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippe Gerber tendant à modifier la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 3013 (Document n° 915).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6518 (Document n° 5170).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Halbout tendant à inviter le Gouvernement à accorder une priorité dans l'indemnisation de leurs dommages à certaines catégories de sinistrés: agriculteurs, artisans, industriels, commerçants, membres des professions libérales, soumis au prélèvement exceptionnel, p. 417 (Document n° 3241).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à réviser les dispositions de la circulaire du 10 janvier 1947 relative à l'interprétation de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et à assurer aux sinistrés une juste réparation des dommages qu'ils ont subis, p. 1415 (Document n° 3680).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à compléter les dispositions de l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et à modifier l'article 8 de la même loi, p. 6530 (Document n° 5467).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la législation sur les dommages de guerre aux populations françaises des territoires recouverts à la suite du traité de paix avec l'Italie, p. 7962 (Document n° 5891).

Donations. — V. *Code civil.*

Donneurs de sang. — V. *Médailles, décorations et récompenses.*

Doryphores. — V. *Agriculture (protection des animaux).*

Droits d'exams. — V. *Enseignement secondaire.*

Droits fiscaux. — V. *Impôts.*

Droits de plaidoiries. — V. *Avocats.*

Droits de qual. — V. *Ports maritimes et fluviaux.*

Droit de réponse. — V. *Presse.*

E

Eau. — V. *Electricité et gaz.*

Eaux d'irrigation. — V. *Code pénal.*

Eau-de-vie. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Eaux et forêts. — V. *Agriculture (ministère), Bois et forêts.*

Ehoulé (Gouverneur). — V. *Panthéon.*

Ecoles. — V. Armée de terre (école polytechnique). — Assurance scolaire. — Départements, villes et communes. — Enfance (protection). — Enseignement. — Interpellations nos 57, 61. — Légion d'honneur.

Economies et finances (redressement).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant au redressement économique et financier, p. 5416 (Document n° 5192). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5511 (Document n° 5206). — Discussion, p. 5516, 5546. — Suite de la discussion, p. 5551, 5578, 5611, 5631, 5634, 5651; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5682 (rectificatif, p. 6130).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2280 (Document n° 825). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 2316 (Document n° 832). — Discussion, p. 2317. — Suite de la discussion, p. 2363, 2381; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2423 (rectificatif, p. 2476).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5820 (Document, n° 5270). — Discussion, p. 5822; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modification, p. 5830 (Loi n° 43-1268 du 17 août 1948, J. O. du 18 août 1948).

Economiquement faibles. — V. Agriculture (blé, farine et pain). — Assurances sociales. — Electricité et gaz. — Interpellations nos 31, 437, 459. — Postes, télégraphiques et téléphones (franchise postale). — Questions orales (Assemblée nationale), nos 17, 42. — Tabacs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à créer au bénéfice des économiquement faibles, une carte officielle leur permettant d'obtenir du pain, du charbon, de la viande, des produits pharmaceutiques et des facilités de transports, et aussi de bénéficier sans contestation des avantages qui leur sont déjà accordés, p. 7782 (Document n° 5858) (rectificatif, p. 8022).

Ecrivains. — V. Assurances sociales (professions libérales).

Educations physique et sports. — V. Armée de l'air (matériel). — Pari mutuel sportif.

Conseil de la République. — Transmission d'un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur l'enseignement du ski, p. 98 (Document n° 14). — Lecture du rapport par M. Ott, p. 204 (Document n° 63); discussion, p. 205; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 206.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 450 (Loi n° 48-269 du 18 février 1948, J. O. du 19 février 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vincent tendant à inviter le Gouvernement à diminuer le pourcentage des réductions de personnel opérées au sein de la direction générale de l'éducation physique, des sports et de la jeunesse par le décret du 2 janvier 1948, p. 178 (Document n° 3112) (rectificatif, p. 203).

— Dépôt d'un rapport de M. Roger Faraud sur les propositions de résolution: 1° de M. Airoldi, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour accélérer le recrutement des professeurs et maîtres d'éducation physique et sportive nécessaire à l'enseignement de l'E. P. S. dans les établissements de l'enseignement et à l'encadrement des sociétés sportives; 2° de M. Rincint, tendant à inviter le Gouvernement à diminuer le pourcentage des réductions de personnel opérées au sein de la direction générale de l'éducation physique, des sports et de la jeunesse par le décret du 2 janvier 1948 (2088-3112), p. 922 (Document n° 3176). — Discussion, p. 2805; adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-4 du 2 janvier 1948 portant réalisation d'économies au titre du ministère de l'éducation nationale (direction générale de la jeunesse et des sports) en application de l'article 1er de la loi du 25 juin 1917 », p. 2807.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Mar-rane tendant à inviter le Gouvernement à

prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air », p. 618 (Document n° 194). — Dépôt du rapport par M. Victor, p. 1912 (Document n° 713). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Voureh, p. 1989 (Document n° 768). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Victor, p. 2342 (Document n° 848). — Adoption, p. 2752 (rectificatif, p. 2957).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Airoldi sur les propositions de résolution: 1° de M. Garaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air »; 2° de Mme Viénot tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique et sportive de la jeunesse, les activités de plein air, et les activités de culture populaire; 3° de M. Temple tendant à inviter le Gouvernement à développer l'éducation physique et à encourager la pratique des sports par des mesures appropriées (nos 355, 676, 2580), p. 684 (Document n° 3361).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Grésa, tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la fédération nationale aéronautique une subvention de dix millions de francs au titre de la quinzième aéronautique internationale organisée à Paris du 8 au 22 août 1948, p. 3599 (Document n° 4580). — Dépôt du rapport par M. Grésa, p. 4422 (Document n° 4880).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pouinadère, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aérodromes d'aviation légère et sportive, la détaxe des carburants utilisés pour la formation des pilotes, p. 8181 (Document n° 6005).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julien Brunhes tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les subventions accordées à la Fédération nationale aéronautique et aux aéro-clubs de France pour le développement de leur activité, p. 1136 (Document n° 373).

Educations populaires. — V. Traitements (éducation nationale).

Egouts. — V. Départements, villes et communes. — Pensions et retraites (personnels communaux et départementaux).

Elections. — V. Algérie.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boumendjel tendant à appliquer à toutes les élections les prescriptions de l'article 15 de la loi du 5 septembre 1917 réglementant pour la première fois, les conditions d'admission officielle des mandataires des candidats dans les bureaux de vote, p. 1644 (Document n° 604).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3948 (Document n° 4711).

Elections cantonales. — V. Administration départementale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David relative à la fixation des élections cantonales, p. 2933 (Document n° 4305).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai le décret portant fixation de la date de convocation des collèges électoraux pour les élections cantonales d'octobre 1948, p. 4912 (Document n° 5062).

Election au Conseil de la République. — V. Conseil de la République (composition et election).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1948, pour l'organisation des élections au Conseil de la République, p. 6121 (Document n° 5121). — Rapporteur: M. Truffaut et discussion, p. 6853; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6854.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3367 (Document n° 1006). — Lecture du rapport par M. Avinin, p. 3377;

adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3378.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6070. (Loi n° 48-1519 du 29 septembre 1948, J. O. du 30 septembre 1948.)

Elections législatives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lisette tendant à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta, p. 4013 (Document n° 3536). — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française, le 19 février 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta, p. 983. — Dépôt du rapport par M. Joseph Dumas, p. 1871 (Document n° 3821). — Discussion, p. 1886; adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale à l'effet de fixer la représentation du territoire de la Haute-Volta », p. 1887.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 802 (Document n° 245). — Lecture du rapport par M. Marius Moutet et discussion, p. 695; adoption, p. 896.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2063. (Loi n° 48-524 du 1er avril 1948, J. O. du 2 avril 1948.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Marline tendant à compléter l'article 40 du titre VI de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 2076 (Document n° 3907). — Dépôt d'un rapport par M. Dreyfus-Schmidt, p. 3001 (Document n° 4344). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 40 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale », p. 3277.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1466 (Document n° 539). — Dépôt du rapport par M. Trémintin, p. 1685 (Document n° 619); adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1285.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4381 (Loi n° 48-1115 du 13 juillet 1948, J. O. du 14 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coty tendant à fixer le mode d'élection des députés à l'Assemblée nationale, p. 6689 (Document n° 5500).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cudenet portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 6843 (Document n° 5511).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Péron tendant à l'abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852 relatif à l'élection des députés au corps législatif et à l'amnistie de certaines condamnations, p. 7734 (Document n° 5847).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Guissou tendant à faire procéder à une élection partielle pour l'Assemblée nationale dans le territoire de la Haute-Volta, p. 413 (Document n° 38).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 298 (Document n° 3484). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Silvan-dre tendant à faire attribuer le siège de la Côte d'Ivoire, actuellement vacant, au territoire de la Haute-Volta, et à faire procéder à une élection partielle dans ce territoire, p. 777 (Document n° 3412). — Dépôt du rapport par M. Dumas, p. 983 (Document n° 3507).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chanant tendant à inviter le Gouvernement à déposer au plus tôt un projet de loi sur le mode d'élection à l'Assemblée nationale, p. 6159 (Document n° 5139).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à déposer

d'urgence un projet de loi instituant le scrutin majoritaire et rétablissant la liberté totale de l'électeur pour l'élection de membres de l'Assemblée nationale, p. 3774 (Document n° 419, 2^e partie).

Elections municipales. — V. France d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur la proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 48-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales (n° 2638), p. 841 (Document n° 3417).

Elections professionnelles. — V. Code du travail.

Électricité et gaz. — V. Economies et finances (redressement). — Interpellations n° 12. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 19, 27 (Conseil de la République) n° 19.

CONCESSIONS (FORCES HYDRAULIQUES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France, service national, les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat sur la Loire et l'Ardèche, départements de l'Ardèche, de la Haute-Loire et de la Loire, p. 2969 (Document n° 4292). — Dépôt du rapport par M. Goustou, p. 5083 (Document n° 5236). — Discussion, p. 7075; adoption après modification du titre: « *Projet de loi autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat sur la Loire et l'Ardèche* », p. 7081.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3850 (Document n° 5, 2^e partie). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chambriard tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen dudit projet de loi, p. 3694. — Lecture du rapport par M. de Villouiers et adoption de la proposition de résolution, p. 3806.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 8309 (Document n° 6011). — Dépôt du rapport par M. Coustou, p. 8319 (Document n° 6052). — Discussion et adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande de délai, p. 8325.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. André Bas sur la proposition de loi de M. Wasmer tendant au rétablissement du régime hydraulique de la région supérieure de la plaine d'Alsace (n° 1492), p. 3672 (Document n° 4533). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle, par M. Krieger, p. 6067 (Document n° 5318).

DIVERS

Conseil de la République. — Lecture d'un rapport de M. Siant sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 45 février 1941 relative à l'organisation de la production du transport et de la distribution du gaz », p. 245; avis défavorable, p. 216.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 605 (Document n° 3309).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Siant sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 45 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz » (n° 875, année 1947), p. 202 (Document n° 38).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pinton tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions concernant les tarifs de l'eau, du gaz, de l'électricité, des miquement faibles et spécialement des transports en commun, en faveur des économistes des bureaux de bienfaisance, p. 222 (Document n° 82).

ÉLECTRIFICATION DES CAMPAGNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Pleven tendant à compléter en ce qui concerne les travaux

d'électrification des communes de moins de 1.200 habitants, l'article 1^{er} du titre 1^{er} de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, p. 7904 (Document n° 3697).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pounaëdre tendant à inviter le Gouvernement à assouplir le système de financement des projets réalisés par les collectivités locales, afin d'accélérer les travaux d'électrification rurale et d'adduction d'eau et à abroger le décret Rnmadier du 25 septembre 1947, p. 3639 (Document n° 4370).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les conditions de contrôle des installations électriques rurales, p. 5752 (Document n° 5215).

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Saint-Cyr tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le plafond des dépenses d'électricité rurale subventionnables par le fonds d'amortissement (n° 223, année 1947), p. 1515.

NATIONALISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des Finances par M. Buron sur la proposition de loi de M. Louvel tendant à 8 avril 1946 et 21 octobre 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz (n° 2258, 2798), p. 2148 (Document n° 4160). — Discussion, p. 2770; adoption, après modification du titre: « *Proposition de loi portant modification des lois n° 46-628 du 8 avril 1946 et 46-2293 du 21 octobre 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz* », p. 2776 (rectificatif, p. 2931, 3190).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1302 (Document n° 446) (rectificatif, p. 1334). — Dépôt du rapport par M. Novat, p. 1644 (Document n° 608). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Alain Poher, p. 1819 (Document n° 663). — Discussion, p. 1807; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1811.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4298 (Document n° 4313). — Dépôt du rapport par M. Louvel, p. 4123 (Document n° 4889). — Discussion, p. 5017; adoption de la proposition de loi, p. 5018 (Loi n° 48-1260 du 12 août 1948, J. O. du 14 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier divers articles de la loi 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 5229 (Document n° 5134).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure modifiant la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 6136 (Document n° 5429).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brüssel tendant à abroger l'article 33 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, p. 5181 (Document n° 5979).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud modifiant et complétant l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 1165 (Document n° 386).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2688 (Document n° 4223).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Furaud sur la proposition de résolution de M. Louvel tendant à inviter le Gouvernement à donner à « Electricité de France » et à « Gaz de France » leurs structures respectives et définitives prévues par la loi du 8 avril 1946, portant nationalisation de l'électricité et du gaz (n° 2854), p. 1677 (Document n° 3775).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 approuvant le statut du personnel d'Electricité et Gaz de France, p. 3883 (Document n° 4680).

SUBVENTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit au ministre de l'Industrie et du Commerce au titre du budget général pour l'exercice 1943 (participation au déficit d'exploitation de Gaz de France), p. 7171 (Document n° 5759). — Dépôt du rapport par M. René Pleven, p. 8079 (Document n° 5953). — Discussion, p. 8156, 8171; adoption au scrutin, p. 8180.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3754 (Document n° 155, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Pellenc, p. 3826 (Document n° 461, 2^e partie). — Discussion, p. 3834; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3844.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8309 (Document n° 6037). — Dépôt du rapport par M. René Pleven, p. 8329 (Document n° 6046). — Discussion, p. 8329, 8340; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 8340 (Loi n° 49-1 du 1^{er} janvier 1949, J. O. du 4 janvier 1949).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à prohiber toute application rétroactive des modifications aux tarifs de prestations de gaz et d'électricité, p. 1026 (Document n° 3512). — Dépôt du rapport par M. Henri Lospès, p. 2840 (Document n° 4280).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Virgile Barel étendant à toutes les familles nombreuses de France le bénéfice de certains avantages accordés dans le département de la Seine concernant la consommation d'électricité et de gaz, p. 3243 (Document n° 4170).

Électrification des campagnes. — V. Électricité et gaz.

Emplois réservés. — V. Armée de terre (forces françaises libres).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier l'article 54, paragraphe 2, titre V du décret 47-1297 du 10 juillet 1947 sur les emplois réservés, p. 7143 (Document n° 5623).

Emprunt. — V. Administration communale. — Construction, reconstruction. — Crédit foncier de France. — Crédit public. — Départements, vil. : et communs. — Economie et finances (redressement). — Impôts (prélèvement exceptionnel). — Postes, télégraphes et téléphones.

Energie (Utilisation de l').

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Deixonne sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi sur l'utilisation de l'énergie (n° 2931), p. 812 (Document n° 3102). — Discussion, p. 4262; adoption du projet de loi après modifications, p. 4263 (rectificatif, p. 1361) (Loi n° 48-100 du 10 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

Conseil de la République. — Demande de désignation de membre chargé de représenter le Conseil de la République au comité consultatif de l'énergie, p. 1006. — Désignation, p. 1037. — Nomination, p. 1052.

Energie atomique.

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Gilbert de Chambrun concernant la mise en service en France d'une première pile atomique, p. 7637.

Energie électrique. — V. Électricité. — Questions orales (Conseil de la République) n° 19.

Enfance (Protection de l'). — V. Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Code civil. — Conventions internationales (travail des enfants). — Départements (services sociaux). — Établissements privés. — Fondation nationale des maisons d'enfants. — Maternité et enfance (Protection de la). — Presse. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 21 de l'or-

Honnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, p. 1445 (Document n° 3686). — Dépôt de rapport par M. Chautard sur: 1° le projet de loi tendant à modifier l'article 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante; 2° la proposition de loi de M. Chautard relative à la répression des contraventions commises par les mineurs de dix-huit ans (n° 3686, 2703), p. 2606 (Document n° 4177). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Gallet, p. 3126 (Document n° 4416). — Discussion, p. 3270; adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier les articles 14 et 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante* », p. 3273.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1466 (Document n° 536). — Dépôt du rapport par Mme Girault, p. 2299 (Document n° 828). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2445.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5849 (Loi n° 48-4310 du 25 août 1948, J. O. du 26 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Chautard sur la proposition de loi de M. July tendant à accroître la représentation familiale auprès des tribunaux pour enfants (n° 2202), p. 5075 (Document n° 5087). — Adoption, p. 6373.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Cordonnier sur la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une police féminine spécialisée dans la protection de l'enfance et de l'adolescence (n° 2201), p. 2385 (Document n° 4049).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger, p. 4625 (Document n° 4967).

— Dépôt d'un projet de loi portant application à l'Algérie des dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, p. 7173 (Document n° 5636).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à assurer la fréquentation scolaire d'écoles d'externat pour les enfants paralysés, p. 222 (Document n° 81).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 683 (Document n° 3373).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à réprimer la propagande en faveur de l'avortement, p. 810 (Document n° 8405).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rabat tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet tendant à l'organisation de « goutte de lait », p. 4382 (Document n° 4872). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 8183 (Document n° 5985).

Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jaquet abrogeant l'article 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946 ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, p. 298 (Document n° 3193). — Dépôt du rapport par M. Valentino, p. 1677 (Document n° 3735). — Discussion, p. 2628; adoption après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946, ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945* », p. 2629.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4190 (Document n° 418). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 1858 (Document n° 696). — Discussion, p. 1997; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946, ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945* », p. 1098.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5076 (Document n° 5102).

Événements survenus en France de 1933 à 1945. — Désignation de candidatures par goutte de vacances pour la commission d'en-

quête, p. 1030, 5411, 6201, 7204, 7318. — Nomination de membres, p. 1248, 5577, 6990, 7302, 7390.

Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Thamié sur la proposition de résolution de M. Villon, tendant à désigner une commission spéciale d'enquête parlementaire pour examiner la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) (2519, 3019), p. 750 (Document n° 3385). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Yves Péron, p. 2310 (Document n° 4276). — Adoption, p. 3050.

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à constituer une commission d'enquête pour connaître des responsabilités encourues dans l'accident survenu le 8 mai 1948 aux chantiers de démolition des hauts fourneaux de Colombelle et à en dégager les indications capables de conduire aux mesures susceptibles d'éviter les catastrophes qui frappent le monde du travail, p. 2576 (Document n° 4187). — Dépôt du rapport par M. Lenormand, p. 2660 (Document n° 4209). Discussion, p. 2660; adoption, p. 2663.

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vedrines relative aux pouvoirs de la commission chargée d'enquêter sur la gestion de la société des éleveurs du Bourbonnais, p. 3948 (Document n° 4699). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4897 (Document n° 5033). — Adoption, p. 5445.

Composition de la commission d'enquête et demande de candidatures, p. 3074. — Désignation de candidatures, p. 3242, 4909. — Nomination des membres, p. 3276, 4970.

Dépôt d'un rapport de M. Gérard Vée fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires, p. 3294 (Document n° 4485).

Désignation de candidature par suite de vacances pour la commission d'enquête sur le vin, p. 3951. — Nomination de membres, p. 4060.

Dépôt d'un rapport par M. Petsche au nom de la commission chargée d'enquêter sur les immeubles et locaux occupés par les administrations publiques, p. 4016 (Document n° 4727).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefèvre-Pontalis tendant à inviter le Gouvernement à créer des commissions d'enquête extraparlimentaires chargées d'examiner la gestion des entreprises nationalisées et de rechercher les méthodes de travail et les économies indispensables à la bonne marche de ces entreprises, p. 4924 (Document n° 5064).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Métayer tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur les motifs qui ont pu provoquer l'accident ayant entraîné la mort de l'équipage et la destruction du Cormoran N.-C.-241, p. 5009 (Document n° 5079).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur les incidents qui se sont déroulés, lors de la manifestation des anciens combattants, le 11 novembre 1948, p. 7227 (Document n° 5647).

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la presse conformément à l'article 31 du règlement, p. 643. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 777.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre pour lui permettre d'exercer son contrôle sur le fonctionnement des organismes réglant la reconstruction et les dommages de guerre, p. 625. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 777.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'intérieur sur les questions relevant de sa compétence, p. 2844. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 2896.

Lettre de M. le garde des sceaux demandant la communication des documents de l'enquête effectuée par la commission de la marine marchande et des pêches sur l'explosion du navire

« Océan Liberty » à Brest; communication du rapport de M. J.-P. David, p. 3229.

Demande de désignation de deux membres chargés de représenter l'Assemblée auprès de la commission chargée d'enquête sur les déficits constatés dans l'exploitation des services publics des collectivités locales (application de la loi du 3 septembre 1947, avancées du Trésor à la ville de Marseille), p. 6361. — Désignation de candidatures, p. 6161. — Nomination des membres, p. 6512.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission du travail et de la sécurité sociale, concernant l'extension aux départements d'outre-mer de la législation sociale applicable dans la métropole, p. 7468. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 7568.

Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre pour obtenir les éléments d'information sur l'activité des organismes institués par la législation sur la reconstruction et les dommages, p. 306. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 500.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'agriculture, en ce qui concerne l'orientation et le développement de la production agricole tant en France métropolitaine qu'en Afrique du Nord, p. 722. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 730.

Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'intérieur afin d'examiner sur place la situation des populations de Tende, Saint-Dalmas et la Brigue, p. 1052. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1101.

Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête de la commission de la production industrielle sur la production et le développement des principales ressources énergétiques françaises, p. 1528. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 1565.

Enregistrement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Darou sur la proposition de résolution de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à relever le prix-limite fixé par l'article 457 bis du code de l'enregistrement comportant exonération de droits d'enregistrement nouvelles (n° 2251, 2908), p. 932 (Document n° 4399).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à réduire provisoirement certains droits d'enregistrement en vue de favoriser la fusion et la concentration des sociétés, p. 176 (Document n° 3093).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 639 du 15 novembre 1943, relative à l'exonération des droits d'enregistrement pour les exploitations agricoles familiales, p. 2198 (Document n° 3991).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à étendre, à tous les petits agriculteurs, l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement, en matière agricole, p. 2247 (Document n° 4094).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 440 bis du code de l'enregistrement, p. 3551 (Document n° 4569).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à modifier l'article 457 bis du code de l'enregistrement relatif aux droits de mutation perçus à l'occasion de la vente d'un immeuble neuf, p. 4211 (Document n° 4776).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Burriot tendant à favoriser l'octroi d'avantages complémentaires à ceux qui résultent de la sécurité sociale, p. 4122 (Document n° 4894).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix, p. 7539 (Document n° 5309).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Montier tendant à modifier l'article 34 de l'acte dit loi du

31 décembre 1941, relatif au droit de préemption accordé à l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, p. 949 (Document n° 302).

Enseignement. — V. *Alsace-Lorraine.* — *Cinématographie.* — *Fonctionnaires de l'enseignement.* — *Pensions et retraites (personnels civils et militaires).* — *Traitement (éducation nationale).*

Enseignement (bourses).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier des bourses d'enseignement supérieur les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles dans les établissements de l'enseignement secondaire, p. 4718 (Document n° 4972).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Claire Saunier tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime d'attribution des bourses d'enseignement en tenant compte, non plus du revenu total de la famille du postulant, mais bien du revenu moyen par personne de cette famille, p. 4034 (Document n° 330). — Retrait de la proposition, p. 4977.

Enseignement des BEAUX-ARTS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 46-2301 du 27 novembre 1946 et à procéder à la réouverture de la section d'architecture de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris, p. 4269 (Document n° 4805).

Enseignement LIBRE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à supprimer toute subvention déguisée à l'enseignement confessionnel, p. 3027 (Document n° 4354).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tharlier tendant à abroger le décret n° 48-855 du 22 mai 1948 relatif aux attributions de l'Union nationale et des unions départementales ou locales des associations familiales, p. 3027 (Document n° 4352). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 3362 (Document n° 4492). — Débat sur une demande de discussion d'urgence, p. 3394; renvoi à la commission, au scrutin, des conclusions du rapport, p. 3405; reprise du débat et lecture d'un nouveau rapport de M. Maurice Dixonne, p. 3405; rejet, au scrutin, de la discussion d'urgence, p. 3410.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garaudy, tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 du 3 mars 1945 et les décrets n° 48-955 du 22 mai 1948 et n° 48-965 du 10 juin 1948 se référant à ladite ordonnance, p. 4869 (Document n° 5010). Débat sur une demande de discussion d'urgence, p. 4985; rejet au scrutin, p. 4987.

Enseignement de la MEDECINE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Glovoni tendant à la prise en charge par l'Etat des écoles et instituts dentaires et à l'unification de l'enseignement de l'art dentaire, p. 4211 (Document n° 4773).

Enseignement PRIMAIRE. — V. *Assurances sociales (fraîs).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales, p. 2381 (Document n° 4069). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Gilberte Rocca tendant à toutes les houillères de bassin les dispositions de l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public, p. 2691 (Document n° 3936). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Binot tendant à transformer les écoles privées des houillères nationalisées en écoles publiques, p. 2198 (Document n° 3957). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 2148 (Document n° 4090). — Discussion générale, p. 2548, 2577, 2592; suite de la discussion, p. 2638, 2650, 2659, 2661; discussion des articles, p. 2666; adoption au scrutin après modification du titre « *Projet de loi*

relatif aux écoles privées des houillères nationales », p. 2687.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1170 (Document n° 391). — Dépôt du rapport par Mme Claire Saunier, p. 1215 (Document n° 425). — Discussion, p. 1221; adoption au scrutin de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1253.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2999 (Loi n° 48-950 du 8 juin 1948, J. O. du 9 juin 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bouloux sur la proposition de résolution de Mme Jacqueline-Thomé Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à modifier, pour 1948, sa politique de financement en matière de réparations, d'aménagement et d'extension des constructions scolaires de l'enseignement du premier degré (nos 518 et 883, année 1947), p. 1511 (Document n° 550). — Discussion, p. 1511; adoption, p. 1518 (*rectificatif*, p. 1536).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thibault relative aux écoles privées des houillères nationales, p. 2521 (Document n° 4132). — Retrait de la proposition de loi, p. 2604.

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Bouloux tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour conserver ou restituer à leur usage normal d'écoles publiques laques les bâtiments scolaires acquis régulièrement par l'Etat à la suite de la nationalisation des houillères (nos 842 et 902 année 1947), p. 1515.

— Retrait d'une proposition de résolution de M. Gilson tendant à inviter le Gouvernement à demander aux houillères de la Loire à donner à bail aux associations des parents d'élèves, les locaux des anciennes écoles privées des mines (n° 492, année 1947), p. 2171.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Deixonne sur le projet de loi tendant à toutes les houillères de bassins les dispositions de l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public (1855), p. 1769 (Document n° 3791). — Ajournerment au scrutin de la discussion, p. 2052; discussion sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi, p. 2089.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par Mlle Marcelle Rumeau sur la proposition de loi de M. Lhuissier tendant à organiser le service de surveillance de l'interclasse et des cantines dans les établissements scolaires du premier degré (n° 1215), p. 2219 (Document n° 4031).

— Dépôt d'un rapport par Mlle Dienesch sur la proposition de loi de Mme Rachel Lempereur tendant à l'abrogation de l'article 27 de la loi du 15 avril 1943 relative à l'application des lois sur la fréquentation scolaire pour les pupilles de l'assistance publique (n° 799), p. 2385 (Document n° 4081).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vourc'h sur l'enseignement de la langue bretonne, p. 1976 (Document n° 748).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4937 (Document n° 5071).

Enseignement PRIVE. — V. *Interpellations*, n° 57.

Enseignement SECONDAIRE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Glovoni tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 43-859 du 21 mai 1948 portant relèvement des droits d'inscription au baccalauréat, p. 3039 (Document n° 4366). — Lecture du rapport par M. Arthur Glovoni et discussion, p. 3136; adoption, p. 3187.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Finel sur la proposition de résolution de M. André Mercier (Oise) tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le « Collège moderne de jeunes filles » de Mouy (Oise) et à prendre en charge tous les frais afférents à l'entretien et au fonctionnement de cet établissement scolaire (n° 2342), p. 116 (Document n° 3678).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Garaudy tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège classique de jeunes filles d'Albi, p. 535 (Document n° 3281).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Marcelle Rumeau tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège municipal de garçons de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) et à prendre en charge tous les frais afférents à l'entretien et au fonctionnement de cet établissement scolaire, p. 2199 (Document n° 3983).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à créer une classe de mathématiques spéciales (première année) au lycée de Bayonne-Biarritz, p. 4867 (Document n° 5004).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vandrullen, tendant à inviter le Gouvernement à ne pas augmenter les droits d'examen (baccalauréat, licence, etc.) pendant l'année 1948, p. 760 (Document n° 242). — Dépôt du rapport par M. Pujol, p. 1528 (Document n° 567).

Enseignement du SKI. — V. *Education physique et sports.*

Enseignement SOCIAL.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à organiser un « enseignement social », p. 6900 (Document n° 5537).

Enseignement SUPERIEUR. — V. *Centre National d'éditions universitaires.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aujoulat tendant à insérer dans le programme d'études du doctorat en médecine un enseignement élémentaire en pathologie tropicale, p. 2748 (Document n° 4251).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Aujoulat tendant à créer un institut supérieur d'hygiène et de médecine tropicales, p. 2748 (Document n° 4252). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 7734 (Document n° 5856).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marty tendant à l'enseignement de la langue catalane dans les universités de Montpellier et de Toulouse et dans certains établissements d'enseignement, p. 4880 (Document n° 5028).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Masson tendant: 1° à assurer la gratuité complète de l'enseignement supérieur; 2° à attribuer, sous certaines réserves, une rémunération aux élèves et étudiants de cet enseignement; 3° à préparer la réorganisation de la formation technique supérieure, p. 6260 (Document n° 5388).

Enseignement TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL. — V. *Interpellations*, nos 20, 22.

APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut des centres d'apprentissage, p. 3294 (Document n° 4482). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 5795 (Document n° 5268). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Eugène Claudius-Petit, p. 5850 (Document n° 5285). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mazier, p. 6361 (Document n° 5397). — Discussion, p. 7577. — Suite de la discussion, p. 7606; adoption du projet de loi, p. 7617 (*rectificatif*, p. 7763).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3667 (Document n° 99, 2^e partie).

Conseil de la République. — Dépôt d'un avis de la commission du travail par Mme Devaud sur la proposition de résolution de Mme Saunier tendant à inviter le Gouvernement à hâter le dépôt d'un projet de loi portant statut de la formation professionnelle (nos 321 et 923, année 1947), p. 204 (Document n° 68). — Discussion, p. 622; adoption, p. 627.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garaudy tendant à organiser la formation technique supérieure,

p. 2869 (Document n° 4300). — Retrait de la proposition, p. 3189.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Masson tendant à déterminer un statut des centres d'apprentissage, p. 7372 (Document n° 5704).

CENTRES TECHNIQUES INDUSTRIELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Jean Chârlot sur le projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels (n° 2126, 2262, 3006), p. 1285 (Document n° 3629). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Robert Buron, p. 1678 (Document n° 3781) — Discussion, p. 1754; adoption du projet de loi, p. 1766 (rectificatif, p. 2026).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 762 (Document n° 231). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 1183 (Document n° 402). — Discussion, p. 1340, et adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1349 (rectificatif, p. 1420).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3189 (Document n° 4451). — Dépôt du rapport par M. Charlot, p. 3601 (Document n° 4576). — Discussion, p. 4516; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 4518 (Loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948, J. O. du 27 juillet 1948).

COLLÈGES MODERNES ET TECHNIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Simonnet sur la proposition de résolution de M. Michel tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du collège technique de Romans (n° 4774), p. 1416 (Document n° 3677.)

— Dépôt d'un rapport de M. Finet sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevalier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le ministère de l'éducation nationale les frais d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des deux collèges, moderne et technique, de la ville d'Orléans (n° 348), p. 1966 (Document n° 3869).

— Dépôt d'un rapport par M. Finet sur la proposition de résolution de M. Coustou tendant à inviter le Gouvernement à confier au ministère de l'éducation nationale la charge et les frais afférents au fonctionnement du collège technique et moderne de l'Isle-sur-Sorgue (n° 1835), p. 1966 (Document n° 3870).

— Dépôt d'un rapport par M. Finet sur les propositions de résolution: 1° de M. René Schmitt, tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du collège classique et moderne de jeunes filles de la ville de Cherbourg (n° 2510); 2° de M. René Schmitt, tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien des collèges techniques de filles et de garçons de la ville de Cherbourg (n° 2511), p. 1966 (Document n° 3871).

— Dépôt d'un rapport de M. Finet sur la proposition de résolution de M. Lamarque-Cando tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le ministère de l'éducation nationale les frais de fonctionnement, d'entretien et de modernisation des deux collèges moderne et technique d'Aire-sur-Adour (Landes) (n° 2252), p. 1967 (Document n° 3872).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Demusois tendant à la mise en régie nationale du collège technique d'Argenteuil, p. 4381 (Document n° 4871).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Gilberte Roca tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du collège technique de Nîmes, p. 7962 (Document n° 5909).

ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à la nationalisation de l'école de métier de la menuiserie, p. 1026 (Document n° 3509).

— Dépôt d'une proposition et résolution de M. Fajon tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions utiles à la remise en état de l'école nationale professionnelle de Saint-Ouen et d'utiliser ces bâtiments pour le centre de formation professionnelle de Saint-Ouen et pour l'enseignement primaire, p. 4163 (Document n° 4762).

SUPPRESSION DE POSTES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baron tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la décision supprimant 5.217 postes dans l'enseignement technique (décret n° 48-3 du 2 janvier 1948) et à renoncer à toute compression d'effectifs dans cette administration jusqu'au vote du statut de la formation professionnelle, p. 150 (Document n° 52). — Ajournement de la discussion, p. 238 et renvoi à la commission, p. 240. — Dépôt du rapport par M. Baron, p. 269 (Document n° 418). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, p. 1165 (Document n° 390). — Discussion, p. 1174; adoption après modification du titre: « Résolution invitant le Gouvernement à reconsidérer la décision supprimant 5.217 postes dans l'enseignement technique (décret n° 48-3 du 2 janvier 1948) et demandant à nouveau le vote rapide du statut de la formation professionnelle », p. 1182.

Entr'aide française. — V. Fondation nationale des maisons d'enfants. — Interpellations n° 39, 40, 41, 44.

Entreprises industrielles et commerciales. — V. Associations et groupements. — Commerce et industrie. — Impôts (bénéfices commerciaux).

Entreprises nationalisées. — V. Commerce et industrie. — Economies et finances (redressement).

Épicerie. — V. Commerce et industrie.

Epuration. — Indignité nationale. — V. Armée (officiers et sous officiers). — Pensions et retraites (personnel d'Alsace et de Lorraine).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'ordonnance du 23 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, p. 7317 (Document n° 5674).

Équipement agricole. — V. Agriculture. — Exportations et importations. — Impôt prélevé.

Équipement rural. — V. Agriculture (travaux). — Départements, villes et communes. — Impôts (prélèvement). — Modernisation et équipement (plan de).

Espagne.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Madeleine Braun tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser cette violation des décisions internationales que constitue la présence à Paris de M. Nicolas Franco, frère du général Franco, envoyé en mission par celui-ci, p. 7873 (Document n° 5890).

Essences. — V. Combustibles liquides et dérivés. — Impôts (taxes départementales et communales). — Interpellations n° 17, 38, 130, 132, 142, 155. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 30, 32, 37; (Conseil de la République) n° 3. — Transports et voies de communications (automobiles). — Voitures de place.

Établissements classés. — V. Arts et manufactures (comité consultatif).

Établissements hospitaliers. — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Médecine et professions médicales.

Établissements militaires. — V. Armée de terre. — Loyers (baux commerciaux).

Établissements privés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs délinquants, caractériels, délinquants ou en danger, p. 2604 (Document n° 4134).

Établissements publics départementaux et communaux. — V. Domaine de l'Etat, des départements et des communes.

Établissements publics de l'Etat. — V. Economie et finances (redressement).

Établissements scolaires. — V. Départements, villes et communes.

Établissements thermaux.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pauly tendant à exproprier les thermes d'Evau-les-Bains, p. 330 (Document n° 192).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 932 (Document n° 3485).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cerclier tendant à exproprier les thermes d'Evau-les-Bains, p. 2106 (document n° 3950). — Dépôt du rapport sur lesdites propositions de loi par M. Cerclier, p. 2385 (document n° 4070).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Cerclier sur la proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à prononcer la déchéance de l'actuel concessionnaire du droit d'exploiter l'établissement thermal civil de Bourbon-l'Archambault (n° 4509), p. 3076 (document n° 4381).

États-Unis.

Conseil de la République. — Dépôt d'une motion par M. Charles Brune, ainsi conçue: « Le Conseil de la République, douloureusement ému par l'annonce du cataclysme qui vient de ravager l'ouest des États-Unis et la Colombie britannique et de frapper cruellement leurs populations auxquelles le peuple français est uni par tant de liens historiques et sentimentaux, adresse à la nation américaine et au peuple canadien l'expression de sa plus vive sympathie », et adoption à l'unanimité, p. 1315.

Etrangers. — V. Allocations familiales. — Associations. — Assurances étrangères. — Interpellations n° 132. — Médecine et professions médicales. — Nationalité. — Presse.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet d'assurer et de rendre définitive l'expulsion hors de France des étrangers condamnés pour crimes ou délits (n° 63), p. 4897 (document n° 5034).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Braun tendant à modifier l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, p. 1676 (document n° 3762).

Étudiants. — V. Allocations familiales. — Assurances sociales. — Centre national d'études universitaires. — Loyers (locaux administratifs). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 66 (Conseil de la République) n° 4, 21. — Ravitaillement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la vaccination obligatoire par le B. C. G. des étudiants en médecine et art dentaire, des élèves infirmières, assistantes sociales, sages-femmes et du personnel hospitalier, p. 97 (document n° 3084).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à améliorer d'urgence les conditions de logement des étudiants, p. 7656 (document n° 5837).

Europe occidentale. — V. Organismes d'études des commandants en chef de l'Europe centrale.

Evadés. — V. Code pénal. — Médaille des Evadés.

Evénements survenus en France de 1933 à 1945. — V. Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).

Eviction (Indemnité d'). — V. Dommages de guerre.

Exploitations agricoles. — V. Agriculture.

Exploitations minières. — V. Fêtes légales. — Mines et carrières.

Exportations et importations. — V. Economie et finances (redressement). — Questions orales (Conseil de la République) n° 22.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt (Haute-Vienne) tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les prescriptions du 26 décembre 1947 relatives aux factures consulaires et certificats d'origine et à réquie au minimum les formalités demandées aux exportateurs et importateurs français par le service des douanes, p. 1357 (Document n° 3669). — Retrait de la proposition, p. 2101.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 pour « Subvention aux groupements d'achat de produits oléagineux, du cacao et du café », p. 2809 (Document n° 4262). — Retrait du projet de loi, p. 6596.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à inclure les produits industriels d'importation destinés à l'équipement agricole dans la liste des produits inclus dans l'avis n° 292 de l'office des changes, et pour l'importation desquels des devises seront fournies par l'office des changes, p. 2024 (Document n° 3831). — Dépôt du rapport par M. Blanchet, p. 1270 (Document n° 4823). — Adoption, p. 5110.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garavel tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour faciliter l'introduction en France des blés en grains au lieu et place de farines, p. 3183 (Document n° 4139). — Dépôt du rapport par M. Girardot, p. 4422 (Document n° 4895). — Adoption, p. 4794.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à refondre le système de répartition des licences d'importation et d'exportation, p. 173 (Document n° 3116). — Dépôt d'un rapport de M. Catrice sur: 1° la proposition de loi de M. Leenhardt tendant à refondre le système de répartition des licences d'importation et d'exportation; 2° la proposition de résolution de Mme Poinsu-Chapuis, tendant à inviter le Gouvernement à organiser par décret une procédure rationnelle et équitable de répartition des licences d'importation. (N° 3116 et 2519), p. 2024 (Document n° 3876).

Expositions. — V. Congrès international des ingénieurs.

Expropriation. — V. Fortifications.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André-François Mercier (Deux-Sèvres), sur la proposition de loi de M. Palewski, relative à l'abrogation pour le temps de paix du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires, et du décret pris à la même date relatif aux servitudes à imposer aux propriétés pour l'établissement des terrains destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air (n° 1222), p. 1677 (Document n° 3758).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Petit tendant à modifier le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 4896 (Document n° 5052).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 7110 (Document n° 5731).

F

Facultés et universités. — Centre national d'éditions universitaires. — Enseignement supérieur.

Faits de collaboration. — V. Amnistie. — Epuration, indignité nationale. — Presse.

Famille. — V. Allocations familiales. — Code du travail (congrès). — Médaille de la famille française.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Thamlar sur les propositions de loi: 1° de M. Albert Schmitt tendant à instituer le prêt au mariage; 2° de M. Thamlar tendant à instituer le prêt au mariage (n° 20-370), p. 4016 (Document n° 4723).

Familles nombreuses. — V. Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Fédération aéronautique. — V. Education physique et sports.

Femmes. — V. Code du travail (congrès). — Conventions internationales (femmes en couches). — Offices publics et ministériels. — Ravitaillement.

Fermage et métayage. — V. Agriculture (blé, farine et pain). — Loyers (baux à ferme, baux ruraux).

Fêtes et cérémonies commémoratives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit au ministre de l'éducation nationale au titre de la commémoration du centenaire de la mort de Chateaubriand, p. 2747 (Document n° 4258).

— Dépôt du rapport, p. 3652 (Document n° 4605). — Adoption, après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédit au ministre de l'éducation nationale au titre de la célébration du centenaire de la mort de Chateaubriand* », p. 3846 (rectificatif, p. 4017).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1762 (Document n° 610). — Adoption, p. 2789.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6361. (Loi n° 48-1393 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948.)

Assemblée nationale. — Commémoration de la libération du Palais du Luxembourg, p. 6222.

Conseil de la République. — Commémoration de la libération du Palais du Luxembourg, p. 2752.

Fêtes légales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 47-778 du 30 avril 1947 relative à la journée du 1^{er} mai, p. 2106 (Document n° 3940). — Lecture du rapport par M. Louis Beugnot, p. 2289; adoption, à l'unanimité, du projet de loi, p. 2290 (rectificatif, p. 2389).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 999 (Document n° 318). — Lecture du rapport par M. Ferrier, discussion et adoption, à l'unanimité, p. 1008.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2383 (Loi n° 48-746 du 29 avril 1948, J. O. du 30 avril 1948.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à commémorer le fait historique du 8 mai 1945, p. 2319 (Document n° 4039). — Lecture du rapport par M. Pierre Dreyfus-Schmidt sur les propositions de loi: 1° de M. Manceau tendant à faire de la journée du 8 mai, date de la capitulation allemande, un jour férié au même titre que le 11 novembre; 2° de M. Edgar Faure, tendant à commémorer le fait historique du 8 mai 1945, p. 2370. — Discussion, p. 2432; renvoi, au scrutin, des propositions de loi à la commission, p. 2433.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fievez tendant à faire de la Sainte-Barbe un jour férié et payé pour les mineurs et similaires assujettis au statut des mineurs et tout le personnel effectuant des

travaux dans les exploitations minières, p. 5516 (Document n° 5210). — Dépôt du rapport par M. Fievez, p. 7472 (Document n° 5742).

Fête des mères. — V. Allocations familiales. — Ravitaillement.

Ficelle lleuse. — V. Questions orales (Conseil de la République) n° 15.

F. I. D. E. S. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Fil et coton. — V. Textiles.

Films. — V. Cinématographie. — Conventions internationales.

Finances (Ministère des). — V. Loyers (locaux administratifs). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 83, 88.

Finances publiques. — V. Budgets. — Economies et finances (redressement).

Flours et plantes à parfum. — V. Agriculture (crédit agricole).

Foch (Maréchal). — V. Monuments commémoratifs.

Fonctionnaires. — V. Assurances sociales. — Budget. — Economies et finances (redressement). — Médecine et professions médicales. — Pensions et retraites (personnels civils et militaires). — Traitements, soldes et indemnités.

AVANCEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Bouret sur la proposition de loi de M. Blondin instituant, à titre exceptionnel, pour les personnes ayant pris une part active à la résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics (n° 570), p. 4163 (Document n° 4752). — Dépôt du rapport par M. Henri Bouret, p. 6576 (Document n° 5482). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Albert Aubry, p. 7410 (Document n° 5723). — Discussion, p. 7617.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à étendre aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat anciens combattants de la guerre 1939-1945, les avantages de bonifications de services civils prévus par la loi du 9 décembre 1927, complétée par celle du 19 mars 1928, p. 2605 (Document n° 4192).

CLASSEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Serot tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-78 du 13 janvier 1948 relatif au classement hiérarchique des emplois permanents de l'Etat, p. 269 (Document n° 106).

CONGRÈS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant à faire bénéficier les fonctionnaires exerçant dans la métropole, originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, des mêmes délais de route et droit de passage gratuit que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer, p. 5325 (Document n° 5143). — Dépôt du rapport par M. Mokhtari, p. 5500 (Document n° 5191).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri tendant à accorder un délai de route de six jours aux travailleurs corses des administrations publiques et privées, résidant sur le continent et se rendant en Corse pour y passer leur congé annuel ou exceptionnel, p. 4422 (Document n° 4886).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à étendre aux fonctionnaires anciens combattants délégués dans les congrès des victimes de guerre le bénéfice de l'article 88 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, p. 7143 (Document n° 5624).

CONGÉS DE LONGUE DURÉE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à étendre le bénéfice de l'article 93, paragraphe 2 (congés de longue durée portés à cinq ans à plein traitement et trois à demi traitement pour les fonctionnaires atteints de tuberculose, de maladie mentale ou d'affection cancéreuse), de la loi du 19 octobre 1936 portant statut général des fonctionnaires, p. 3033 (Document n° 4356).

CRÉATION, TRANSFORMATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant transformation d'emplois, p. 7110 (Document n° 5733).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grésa tendant à inviter le Gouvernement à respecter: 1° d'une part, les dispositions des articles 19 et 20 du statut général des fonctionnaires portant création et attributions du conseil supérieur de la fonction publique en ce qui concerne les suppressions d'emplois effectués par la commission de la guillotine; 2° d'autre part, les dispositions concernant les commissions administratives paritaires et les comités techniques paritaires, les mesures prises dans la confusion et l'incohérence les plus extrêmes, sans qu'intervienne la réorganisation administrative, jetant sur le pavé des dizaines de milliers de fonctionnaires, p. 2525 (Document n° 4133).

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 2483 (Document n° 4109). — Discussion sur une demande de retrait de l'ordre du jour, p. 2956; rejet au scrutin, p. 2959; discussion, p. 2975; lecture du rapport par M. Borra, p. 2987; suite de la discussion, p. 2988, 3036, 3050, rejet au scrutin des conclusions de la commission rejetant le projet de loi, le Gouvernement ayant posé la confiance; renvoi à la commission, p. 3057. — Dépôt d'un rapport de M. Borra, p. 3126 (Document n° 4406). — Discussion, p. 3121, 3161; adoption au scrutin, p. 3184 (Rectificatif, p. 3297).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1370 (document n° 465). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 1528 (Document n° 561). — Discussion, p. 1566; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat* », p. 1593 (rectificatif, p. 1618, 1746).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3833 (document n° 4667). — Dépôt du rapport par M. Borra, p. 4499 (Document n° 4925). — Discussion, p. 4554, 4560; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat* », p. 4560 (Loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, J. O. du 27 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anxionnaz ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 1626 (Document n° 3512).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard modifiant la loi du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 2064 (Document n° 3896).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le

Gouvernement à permettre aux fonctionnaires désireux de quitter l'administration de profiter de la loi du 3 septembre 1947 sur le dégageant des cadres, p. 203 (Document n° 3132).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Devinat tendant à inviter le Gouvernement à admettre au bénéfice du dégageant des cadres les fonctionnaires pouvant justifier qu'ils pourront s'intégrer sans délai dans un secteur productif (application de l'article 10 de la loi du 7 janvier 1948, p. 683 (Document n° 3321).

DÉTACHEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fagon tendant à inviter le Gouvernement à régulariser dans les plus brefs délais la situation des fonctionnaires détachés de leur administration d'origine dans d'autres administrations, p. 535 (Document n° 3292).

DROIT DE GRÈVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July portant réglementation du droit de grève dans les services publics, p. 4896 (Document n° 3059).

LIMITE D'ÂGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à corriger l'extension abusive aux combattants volontaires de l'application des dispositions de l'article 21 de la loi du 6 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, p. 1218 (Document n° 3596).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmmer tendant à interpréter l'article 21 de la loi du 6 août 1947 relatif au régime des limites d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat, p. 2198 (Document n° 3955).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à corriger l'extension abusive aux combattants volontaires de l'application des dispositions de l'article 21 de la loi du 6 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, p. 2748 (Document n° 4235).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Mene relative à la prolongation de service des fonctionnaires et employés civils nommés tardivement, p. 3412 (Document n° 4507).

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites*.

MAINTIEN EN FONCTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à la modification de l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, relatif aux fonctionnaires frappés de sanctions par le gouvernement de l'Etat français, p. 2319 (Document n° 4028).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais portant modification de l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, relatif aux fonctionnaires frappés de sanctions par le gouvernement de l'Etat français, p. 2748 (Document n° 4236).

PRISONNIERS

Assemblée nationale. — Discussion d'une proposition de loi de M. Bas tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, les personnes domiciliées en Alsace-Lorraine et en Algérie pendant toute ou une partie de l'occupation ennemie, ainsi que les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande, p. 1717; adoption après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre* », p. 1720.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 738 (Document n° 226). — Dépôt du rapport par M. Richard p. 762 (Document n° 233). — Discussion, p. 762 et dépôt d'une proposition de résolution

par la commission des finances tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen de ladite proposition de loi, p. 763; discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 764 (rectificatif, p. 937).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4852 (Document n° 3-24). — Adoption, p. 4928.

Conseil de la République. — Dépôt d'un deuxième rapport de M. Dujardin, p. 780 (Document n° 238). — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 838. — Discussion, p. 913; adoption, p. 914.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2059 (Document n° 3893). — Dépôt du rapport par M. Kuehn, p. 2264 (Document n° 4013). — Discussion, rejet de l'article unique modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2348 (Loi n° 48-338 du 19 mai 1948, J. O. du 20 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vée tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers et déportés leur maintien dans les administrations et services publics, jusqu'au licenciement total des agents de leur catégorie nommés postérieurement au 10 juillet 1940, p. 675 (Document n° 3357). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 1218 (Document n° 3063).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (réintégration)*.

RÉINTÉGRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuehn tendant à rétablir dans leurs droits les fonctionnaires ou assimilés ayant appartenu à un organisme de résistance et qui ont fait l'objet de sanctions au titre de l'épuration administrative, p. 3682 (Document n° 4609).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Segelle tendant à l'abrogation pure et simple de l'acte dit loi du 47 juillet 1940, ainsi qu'à la modification de l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires, révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés, p. 4896 (Document n° 5021).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à étendre le champ de l'ordonnance n° 45-875 du 1^{er} mai 1945, relative à la réintégration des démobilisés, prisonniers, déportés et assimilés, p. 4937 (Document n° 5066).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Charlet tendant à inviter le Gouvernement à réintégrer par priorité les jeunes gens de la classe 1945 qui, pour s'engager dans les armées de la libération, ont dû donner leur démission des services auxquels ils appartenaient en 1944, p. 921 (Document n° 3471).

STATUT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fagon, sur la proposition de loi de M. Barrot complétant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 relative à la formation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires, modifiée par l'article 148 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 (n° 2441), p. 5409 (Document n° 5173).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Djaouani, tendant à étendre aux agents des services publics, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (à l'exception de l'Indochine), les dispositions de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, p. 1467 (Document n° 523).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3551 (Document n° 4566).

TITULARISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Albert Petit, sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à titulariser les employés auxiliaires de l'Etat, ascendants des victimes de la guerre, non bénéficiaires

res de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924. (N° 157), p. 7590 (Document n° 5819).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Denis, tendant à inviter le Gouvernement à titulariser les employés auxiliaires des postes, télégraphes et téléphones et autres administrations publiques, veuves de guerre ou veuves de déportés politiques, p. 605 (Document n° 3315).

Fonctionnaires d'Alsace-Lorraine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt, tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1915 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ce département par suite des événements de guerre, p. 6843 (Document n° 5515).

Fonctionnaires auxiliaires. — V. Questions orales (*Assemblée nationale*), n° 39.

Fonctionnaires communaux et départementaux. — V. Assurances sociales. — Questions orales (*Conseil de la République*) n° 9. — Traitements (intérieur).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck L'huillier, tendant à fixer le statut général des agents communaux, p. 3076 (Document n° 4101). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cristofol, tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus courts un projet de loi fixant le statut général des agents communaux, p. 2369 (Document n° 4238). — Dépôt du rapport par M. Waldeck L'huillier, p. 6173 (Document n° 5364).

Fonctionnaires de l'enseignement. — V. Enseignement. — Interpellations n° 101. — Pensions et retraites (personnels civils et militaires). — Questions orales (*Conseil de la République*), n° 6. — Traitements (éducation nationale).

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de Mme Lempereur, tendant à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de service sans entraîner la nomination définitive à un poste (n° 119-832), p. 7617, renvoi à la commission, au scrutin, p. 7621. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Doyen, p. 7656 (Document n° 5819). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Tourlaud, p. 8182 (Document n° 5995).

Conseil de la République. — Discussion d'une proposition de résolution de M. Baron tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures propres à donner satisfaction aux légitimes revendications du personnel enseignant en procédant au reclassement de la fonction enseignante dans le cadre de la revalorisation de la fonction publique et en demandant au Parlement le vote des crédits nécessaires à la réalisation immédiate de cette réforme, p. 1657; adoption après modification du titre: *Résolution invitant le Gouvernement à prévoir toutes dispositions pour que, dans le cadre du reclassement définitif de la fonction publique, soit réalisée par paliers pour le personnel enseignant, sans léser les autres catégories de fonctionnaires, la parité intégrale de traitements*, p. 1664.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Saunier tendant à inviter le Gouvernement à encourager les efforts entrepris ces dernières années en faveur de la culture populaire et en particulier: 1° à n'effectuer aucune compression du personnel enseignant déjà en nombre beaucoup trop restreint pour les besoins du pays; 2° à ne réduire le personnel administratif que dans une proportion maximum de 25 p. 100; 3° à titulariser les membres du personnel en fonction dans les mêmes conditions que leurs collègues des administrations analogues, p. 4089 (Document n° 349). — Dépôt du rapport par Mme Claire Saunier, p. 1339 (Document n° 472). — Discussion, p. 1379; adoption de la proposition de résolution, p. 1380.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de Mme Lempereur sur la proposition de loi de M. Garaudy tendant à donner un statut au personnel auxiliaire

de l'enseignement primaire (n° 688, 2164), p. 7373 (Document n° 5710). — Ajournement de la discussion, p. 7634.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Marcelle Rumeau tendant à inviter le Gouvernement à ne prendre aucune sanction pour faits de grève contre les membres de l'enseignement public, p. 476 (Document n° 3255).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Doyen tendant à faire bénéficier tous les instituteurs publics des avantages de reclassement accordés, par l'arrêté du 3 mars 1948, aux instituteurs du Nord et du Pas-de-Calais, passés à l'enseignement public à la suite de l'ordonnance du 2 novembre 1945, p. 4445 (Document n° 3695).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à prononcer l'intégration de titulaires de certains diplômes dans le cadre des charges d'enseignement, p. 2199 (Document n° 3998).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denis tendant à autoriser le maintien en activité des membres du corps enseignant qui en feraient la demande, p. 2524 (Document n° 4108).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Virgile Barel intégrant dans la catégorie des chargés d'enseignement des instituteurs anciens prisonniers de guerre ou déportés ayant exercé dans l'enseignement du deuxième degré, p. 4163 (Document n° 4756).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à abroger la circulaire du 16 juin qui restreint les avantages jusqu'alors consentis aux fonctionnaires de l'enseignement poursuivant leurs études en faculté, p. 6814 (Document n° 5507).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denis tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la titularisation des instituteurs ayant exercé leurs fonctions pendant les années 1910-1944, p. 8022 (Document n° 5945).

Fonctionnaires d'outre-mer. — V. Interpellations n° 113. — Marine marchande (transports maritimes). — Pensions et retraites (personnels d'outre-mer).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. René Malbrant sur la proposition de loi de M. Nimine tendant à régler la situation des fonctionnaires coloniaux des cadres généraux ou de ceux en service détaché ayant servi sous l'autorité du comité national français (n° 1818), p. 2107 (Document n° 3247). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Malbrant, p. 4122 (Document n° 4834).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Djaument tendant à créer outre-mer, pour chaque administration ou service, un cadre unique groupant tous les fonctionnaires sans distinction de catégorie ni d'origine, cadre où, dans l'établissement des traitements, suppléments et indemnités, sera supprimée toute distinction raciale ou religieuse, p. 4167 (Document n° 530).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3651 (Document n° 4561).

Fondation des maisons d'enfants.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour le fonctionnement des maisons d'enfants précédemment administrées par l'entraide française et actuellement abandonnées à elles-mêmes, p. 2592 (Document n° 4188). — Lecture du rapport par M. Denis Cordonnier, p. 2744; adoption, p. 2745.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Saunier tendant à inviter le Gouvernement à régler d'urgence le problème des maisons d'enfants de l'entraide française par la création d'une fondation nationale placée sous l'autorité du ministère de l'éducation nationale, p. 923 (Document n° 273). — Retrait de la proposition de résolution, p. 965.

Fonds de commerce. — V. Bulletin officiel du registre de commerce et du registre des métiers. — Loyers (baux commerciaux). — Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Chautard sur le projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment à celle de l'apport en société de ces fonds (n° 1916), p. 2107 (Document n° 3933). — Adoption, p. 2735.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1302 (Document n° 442). — Dépôt du rapport par M. Bolvin-Champeaux, p. 1912 (Document n° 711). — Discussion, p. 1999; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2001 (rectificatif, p. 2443).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5076 (Document n° 5107).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Chautard sur la proposition de loi de M. Lee-Jahrdt tendant à réglementer les gérances libres ou locations-gérances de fonds de commerce (n° 1004), p. 2448 (Document n° 4098).

Forces françaises combattantes. — V. Armée de terre.

Forces françaises libres. — V. Armée de terre. — Interpellation n° 11.

Fermeture. — V. Justice civile, commerciale et administrative.

Forêts. — V. Bois et forêts.

Fortifications. — V. Algérie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement d'un terrain militaire dépendant de l'ouvrage de la Motte, p. 4211 (Document n° 4785). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 6260 (Document n° 5386). — Adoption, p. 6585.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 987). — Dépôt du rapport par M. Cleac, p. 3516 (Document n° 40, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3633.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7961. (Loi n° 48-1981 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement de l'ancienne enceinte fortifiée de Strasbourg, p. 1123 (Document n° 3517).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à revaloriser les indemnités d'expropriation dues aux propriétaires des terrains expropriés dans la zone de la ligne Maginot, p. 5939 (Document n° 5294).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schumann, tendant à l'annulation de l'acte dit loi du gouvernement de fait de Vichy, en date du 12 juillet 1941, et à l'abrogation des articles 2 et 3 de la loi du 19 octobre 1919, concernant la servitude de non œdificandi et l'expropriation des terrains de 1^{re} zone militaire ceinturant la ville de Lille, p. 7285 (Document n° 5664).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à hâter la liquidation des expropriations des terrains, dans la zone de la ligne Maginot, p. 5939 (Document n° 5293).

Foyers domestiques. — V. Combustibles solides et dérivés.

Franco G. F. A. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française). — Monnaie.

France d'outre-mer (Ministère). — V. Questions orales (*Assemblée nationale*) n° 78.

INSPECTION DES COLONIES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tony Révillon tendant à l'abrogation de l'article 9 de la loi du 30 juin 1917 et autorisant l'exercice, par les inspecteurs des colonies, de fonctions administratives dans les territoires d'outre-mer, p. 1677 (Document n° 3774).

France et territoires d'outre-mer et Etats associés. — V. Cinématographie. — Congrès international d'ingénieurs. — Conseillers de la République (legement). — Economies et finances (redressement) Interpellations nos 2, 23, 19, 52, 78, 92, 103, 123, 131, 179. — Questions orales (Conseil de la République) no 2. — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs). — Radiodiffusion.

— Assemblées de groupe.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Apithy tendant à modifier les articles 27 et 28 de la loi du 29 août 1917 tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale dites: Grands Conseils, p. 51 (Document no 3085). — Dépôt du rapport par M. Félix-Follicaya, p. 496 (Document no 3858).

— Assemblées représentatives territoriales.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Verdeille sur la proposition de résolution de M. Charles-Cros tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que soit réalisée sans délai l'égalité de situation entre les conseillers généraux ou membres des assemblées représentatives des territoires d'outre-mer et les conseillers généraux de la métropole relativement aux indemnités qui leur sont allouées (no 823, année 1947), p. 1154 (Document no 520). — Dépôt d'un avis de la commission de l'Intérieur par M. Verdeille, p. 1938 (Document no 718). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2198.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 30 Janv. 1948, tendant à demander à l'Assemblée nationale de soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française tous les projets et propositions de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer dont elle a été saisie, p. 365.

— Transmission de l'avis de l'Assemblée de l'Union française sur: 1. — Les projets de loi: 1° instituant des assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française; 2° instituant des assemblées représentatives territoriales en Afrique équatoriale française. II. — Les propositions de loi: 1° de M. Houphouët-Boigny tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française; 2° de M. Lamine-Guèye tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer les assemblées locales; 3° de M. Boisson tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique occidentale française; 4° de M. Devinat tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique française (Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Cameroun, Togo). (Nos 1121-1125-623-952-1398-182-2245), p. 497 (Document no 5063).

— Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur: 1° le projet de loi instituant une assemblée représentative territoriale au Togo; 2° le projet de loi instituant une assemblée représentative territoriale au Cameroun; 3° la proposition de loi de M. Aku tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées représentatives du Togo et du Cameroun (nos 1122-1123-759), p. 535 (Document no 5160).

— Automobiles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mamba Sano tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les contingents de véhicules utilitaires, de toutes marques, attribués aux territoires d'outre-mer et à en rendre la vente libre, par application de l'arrêté du 31 mai 1948, portant suppression du régime des licences d'achat, pour véhicules automobiles utilitaires, p. 3294 (Document no 4487).

— Budget.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la loi no 46-860 du 30 avril 1946, portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et portant fixation des autorisations de promesses de subventions et du montant de la subvention du budget métropolitain du F.I.D.E.S. pour l'exercice 1948, p. 2198 (Document no 3977). — Dépôt du rapport par M. Juglas, p. 2606 (Document no 4198). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. André Burlet, p. 3001 (Document no 4317). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3498 (Document no 4545). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Palewski, p. 3602 (Document no 4581) (rectificatif, p. 3771).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Monnerville tendant à modifier la loi no 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 1221 (Document no 427).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3901 (Document no 4330). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet et la proposition de loi, p. 3653 (Document no 4604). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Juglas, p. 3721 (Document no 4638). — Disjonction des articles 1 à 3; discussion de l'article 4, p. 3783; adoption de l'article unique du projet de loi distinct que constitue l'article 4 après modification du titre: « *Projet de loi portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948* », p. 3790.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1595 (Document no 586). — Dépôt du rapport par M. Vieljeux, p. 1670 (Document no 614). — Dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Durand-Reville, p. 1670 (Document no 615). — Discussion, p. 1707; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1709.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, J. O. 1er juillet 1948, p. 4161 (Loi no 48-1040 du 30 juin 1948, J. O. 1er juillet 1948). — Dépôt d'un rapport sur les articles 1 à 3 par M. Juglas, p. 4101 (Document no 4713). — Dépôt d'un avis de la commission de la réforme administrative par M. Palewski, p. 5558 (Document no 5215).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlet sur la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française, transmise à l'Assemblée nationale, recommandant au Gouvernement de la République et à l'Assemblée nationale: de fixer la subvention à attribuer par voie budgétaire aux territoires d'outre-mer pour la réalisation des pans sociaux et économiques en 1948, au montant minimum nécessaire pour l'exécution desdits plans; de décider, dès à présent, le montant de la subvention minima afférente au premier semestre 1949; et, en général, d'accroître les moyens d'exécution des plans des territoires d'outre-mer (crédits, devises, monnaie-matière, fournitures prioritaires) dans la répartition de ces moyens entre la métropole et les territoires d'outre-mer, p. 1219 (Document no 3612).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 5 mars 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à attribuer d'urgence au F. I. D. E. S. les subventions budgétaires relatives à l'année 1948 et au premier semestre 1949, p. 183.

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 27 mai 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale: 1° A voter d'urgence une loi portant les dispositions définies à l'article 4 du projet de loi no 3977 du 22 avril 1948, relatif à l'autorisation d'engager des dépenses au titre des subventions budgétaires au F. I. D. E. S.; 2° A renvoyer, pour avis, à l'Assemblée de l'Union française, les articles 1er, 2 et 3 du projet de loi no 3977, tendant à modifier la loi du 30 avril 1946, en ce qui concerne le statut du F. I. D. E. S., p. 3062.

— Cantines scolaires.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alioune Diop, tendant à créer en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun, une cantine scolaire pour les élèves des classes primaires, secondaires et techniques, p. 102 (Document no 30).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 236 (Document no 3150). — Dépôt du rapport par M. Lisette, p. 1966 (Document no 3857).

— Cinématographie.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arouna N'Joya, tendant à inviter le Gouvernement à développer le cinéma éducatif et d'enseignement dans les territoires d'outre-mer, p. 722 (Document no 219). — Dépôt du rapport par M. Okala, p. 2210 (Document no 801). — Adoption, p. 2481 (rectificatif, p. 2615).

— Code d'instruction criminelle.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique occidentale française et au Togo les lois des 9 juillet 1931 et 2 avril 1946 portant modification aux articles 187 et 193 du code d'instruction criminelle, p. 4571 (Document no 4931). — Dépôt d'un rapport de M. Lorell, p. 7249 (Document no 5662). — Adoption, p. 7567.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3607 (Document no 71, 2e partie).

— Code pénal.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension à Madagascar et dépendances, au territoire des Comores, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, aux établissements français de l'Océanie, aux établissements français dans l'Inde, à la Côte française des Somalis et à Saint-Pierre et Miquelon, des dispositions des articles 1er et 2 de l'ordonnance du 25 juin 1945 concernant les concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique, p. 3601 (Document no 4572).

— Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, la répression de l'ivresse publique, la police des débits de boissons et l'aggravation des peines encourues par certains délinquants en état d'ivresse, p. 7610 (Document no 5571).

— Code social.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Dumas, tendant à instituer un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer, p. 4571 (Document no 4912).

— Code du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubaine, instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique, relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 982 (Document no 3661).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand-Reville, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française, p. 584 (Document no 179).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1115 (Document no 3685). — Dépôt d'un avis du conseil économique sur lesdites propositions, p. 3493 (Document no 4514).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defferre, tendant à inviter le Gouvernement à soumettre dans le meilleur délai possible à l'Assemblée nationale un projet de loi tendant à l'abrogation du décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, p. 3721 (Document no 5622). — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française, le 16 juillet 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant le décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-

mer autres que l'Indochine, p. 474. — Dépôt du rapport par M. Martine, p. 5160 (Document n° 5210).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant à titre provisoire un code de travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, p. 6099 (Document n° 5314).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aubame, tendant à inviter le Gouvernement, sans préjudice de l'élaboration d'un projet de loi destiné à devenir le code du travail définitif de la France d'outre-mer à permettre, sous réserve d'aménagements à prévoir par arrêtés locaux, l'entrée en vigueur sans délai du décret du 17 octobre 1947, instituant un code de travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, p. 982 (Document n° 5303).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 31 juillet 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi abrogeant l'article 4 et certaines dispositions de l'article 5 du décret du 7 août 1941 instituant des syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis, p. 5353.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Gros, tendant, sans préjudice de l'élaboration d'un projet de loi destiné à devenir le code du travail définitif de la France d'outre-mer, à inviter le Gouvernement à permettre, sous réserve d'aménagements à prévoir par arrêtés locaux, l'entrée en vigueur sans délai du décret du 17 octobre 1947 instituant un code de travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, p. 217 (Document n° 72).

— Droits fonciers.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ousmane Socé, tendant à garantir les droits fonciers des indigènes en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 1490 (Document n° 400).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2932 (Document n° 4314).

— Elections municipales.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 26 mai 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun, la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, p. 3092.

— Enseignement.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de loi tendant à placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du ministère de l'Éducation nationale (n° 1812), p. 5076 (Document n° 5198).

— Importations.

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'approvisionnement des territoires d'outre-mer en produits manufacturés, et notamment en tissus, et à adapter l'industrie et le commerce français d'exportation aux besoins de ces territoires, p. 67.

— Dépôt d'un projet de loi habilitant les chefs des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo, à imposer un contingent d'importation des boissons alcooliques et à prohiber l'importation des boissons jugées nocives, p. 7009 (Document n° 5568).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, p. 7009 (document n° 5569).

— Impôts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la date d'entrée en vigueur de certaines délibérations des assemblées des territoires d'outre-mer, en matière fiscale, p. 422 (document n° 5080). — Dépôt du rapport par M. Martine, p. 4213 (document n° 3607). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Martine, p. 4678 (document n° 3788). — Discussion, p. 4792; adoption, p. 4793.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 762 (document n° 235). — Rapporteur, M. Brunot; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 900.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3063 (loi n° 48-485 du 31 mars 1948, J. O. du 25 mars 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Djaument tendant à supprimer l'impôt de capitation ou impôt personnel dans le cadre de l'autonomie financière des territoires d'outre-mer, p. 4563 (document n° 580).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3882 (document n° 4065).

— Invalides de la France d'outre-mer.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Doucouré tendant à créer en Afrique française noire une institution nationale des invalides de la France d'outre-mer, p. 749 (document n° 229).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1874 (document n° 3331).

— Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur la proposition de loi de M. Valentino tendant à l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1944 instituant des commissions paritaires pour statuer sur les contestations en matière de baux ruraux, modifiée par la loi du 13 avril 1946 (n° 937), p. 4869 (document n° 5006).

— Manifestations contre l'Etat.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables à l'Afrique équatoriale française, aux établissements français dans l'Inde, les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 concernant le régime de l'interdiction de séjour, p. 4571 (document n° 4930).

— Monnaie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à dispenser aux territoires d'outre-mer de la zone C. F. A., soit par une dotation directe, soit en leur accordant une plus grande autonomie commerciale, les devises étrangères et la monnaie-matière qui leur sont nécessaires pour pallier le déséquilibre économique et financier que leur vaut la dévaluation et pour leur permettre de mener à bien leur programme d'équipement et de pourvoir à leurs besoins essentiels, p. 3076 (Document n° 4396). — Dépôt du rapport par M. Devinat, p. 4336 (Document n° 4865).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grassard tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les parités de changes délinées pour le franc C. F. A. dans la réforme monétaire de décembre 1945, sans application de la prime de 80 p. 100 aux achats et ventes des devises étrangères, p. 146 (Document n° 49). — Retrait de la proposition de résolution, p. 1339.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Archimède tendant à inviter le Gouvernement à conserver au franc Antilles-Guyane le taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945, p. 222 (Document n° 3152) (rectificatif, p. 239). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Martine tendant à inviter le Gouvernement à conserver au franc C. F. A. en Côte française des Somalis, le taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945, p. 253 (Docu-

ment n° 3168). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Silvanore tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la dévaluation en ce qui concerne le franc africain et le franc des départements d'outre-mer qui sont dotés d'une caisse de pérennisation, p. 268 (Document n° 3178). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Pleven tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la dévaluation du franc C. F. A., p. 298 (Document n° 3182). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Duveau tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer d'urgence, pour le territoire de Madagascar, le taux de change du franc C. F. A. et à suspendre, dans ce territoire, l'application des mesures de dévaluation concernant cette monnaie, p. 272 (Document n° 3187). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour l'Afrique équatoriale française et l'Afrique occidentale française le franc C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire en décembre 1945, p. 342 (Document n° 3213). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurelli tendant à inviter le Gouvernement à remédier, par des mesures appropriées, aux graves conséquences de la dévaluation du franc dans le territoire de Saint-Pierre et Miquelon, p. 342 (Document n° 3216). — Lecture du rapport par M. André Burlot, p. 590. — Lecture d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer, p. 591; discussion, p. 593, 629; renvoi à la commission des dites propositions, p. 642; suite de la discussion, p. 661; rejet par la commission et prise en considération d'une proposition de résolution transactionnelle de M. de Tinguy, discussion, p. 662; rejet au scrutin, p. 661. — Dépôt d'un rapport et d'un rapport supplémentaire par M. Burlot, p. 684 (Documents n° 3359 et 3360) (rectificatif, p. 923).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juglas tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qu'il a prise d'étendre aux territoires ou circons le franc C. F. A. les mesures de dévaluation qu'il a appliquées dans la métropole, p. 673 (Document n° 3354). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Archimède tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qu'il a prise d'étendre aux départements d'outre-mer les mesures de dévaluation appliquées dans la métropole, p. 672 (Document n° 3358). — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé (Document n° 3381), p. 759. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Pleven, p. 750 (Document n° 3382). — Discussion et renvoi à la commission, p. 714; suite de la discussion, p. 751 et adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution transactionnelle ainsi libellée: « L'Assemblée nationale, donnant acte à l'Assemblée de l'Union française de l'avis unanime qu'elle a exprimé sur la dévaluation de l'unité monétaire dans les pays d'outre-mer; invite le Gouvernement à tenir le plus large compte de l'avis exprimé par cette Assemblée et, notamment en ce qui concerne le franc C. F. A., à réviser d'urgence le rapport établi entre cette unité monétaire et le franc métropolitain depuis le 19 janvier 1948, tout en prenant les mesures nécessaires pour que les capitaux transférés depuis cette date ne tirent aucun bénéfice de cette révision. En outre, elle invite le Gouvernement à reconsidérer le régime monétaire aux Antilles et à la Guyane », p. 755.

— Or (marché de l').

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mamba Sano tendant à étendre les dispositions de la loi du 2 février 1948 sur la liberté du marché de l'or à l'Afrique occidentale française, à l'Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 2505 (Document n° 4191).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 24 juin 1948 tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi réglant le commerce de l'or dans les territoires d'outre-mer, p. 4017.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à inviter le Gouvernement à rétablir

dans les moindres délais la liberté de vente de l'or dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 1935 (Document n° 715). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touré tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable par décret aux territoires d'outre-mer la loi n° 48-178 du 2 février 1948 portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales, p. 1370 (Document n° 492). — Dépôt du rapport par M. Grassard, p. 2171 (Document n° 971). — Adoption après modification du titre: « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dans les territoires d'outre-mer la loi n° 48-178 du 2 février 1948 concernant la réglementation des changes et à y rétablir la liberté de vente de l'or », p. 2184.

— Organisation municipale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 7010 (Document n° 5570).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Djaumet tendant à ériger de nouveaux centres d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice, p. 1595 (Document n° 587).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3322 (Document n° 4664).

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 19 mai 1948 tendant à inviter l'Assemblée nationale à ériger de nouveaux centres urbains de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice, p. 2810.

— Pensions et retraites.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anghiley tendant à inviter le Gouvernement à affilier tout le personnel autochtone des territoires d'outre-mer à la caisse intercoloniale de retraites qui absorberait les caisses locales existantes de ce personnel, p. 1972 (Document n° 733).

— Possessions australes et antarctiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à créer, à organiser et à mettre en valeur le territoire des « Terres australes et antarctiques françaises », p. 2748 (Document n° 4250).

— Produits d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'outre-mer, p. 3125 (Document n° 4427). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 5009 (Document n° 5085). — Adoption, p. 5144.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2342 (Document n° 842).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du café aux producteurs, p. 6216 (Document n° 5390).

— Relations maritimes et aériennes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Siefert sur la proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à prendre les moyens voulus pour assurer l'embarquement des marchandises qui se trouvent en souffrance dans les territoires d'outre-mer et à mettre à la disposition de ces territoires les moyens aériens et maritimes capables d'assurer leur évacuation, ainsi que le transport des passagers en instance de départ (nos 1990, 272A), p. 684 (Document n° 3367). — Adoption, p. 4194.

— Services sanitaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des territoires d'outre-mer

les moyens qui leur manquent pour généraliser dans toute la mesure du possible l'assistance médicale et y combattre de façon efficace les maladies sporadiques ou épidémiques qui affectent leurs populations, p. 1768 (Document n° 8805).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Aujoulat tendant à la réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 2748 (Document n° 4253).

— Sociétés coloniales.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à déterminer le régime fiscal des sociétés coloniales, p. 202 (Document n° 57).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 534 (Document n° 3290). — Avis du Conseil économique, p. 2747 (Document n° 4227).

— Sociétés coopératives de construction.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ousmane Socé tendant à instituer en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun des sociétés coopératives africaines de construction et d'urbanisme, p. 1514 (Document n° 547).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3652 (Document n° 4607).

— Sociétés indigènes de prévoyance.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Ninine sur la proposition de résolution de M. Mamba Sano tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance en coopératives agricoles et à en proposer un statut-type (n° 2330), p. 3001 (Document n° 4325). — Adoption, p. 3698.

— Statut militaire.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 26 mai 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi pour l'unification du statut du militaire de l'Union française, p. 3002.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Boganda sur la proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du coton au producteur dans les régions colonnières du Tchad et de l'Oubangui-Chari (n° 2135), p. 52 (Document n° 3681).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Boganda, p. 3126 (Document n° 4103). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Boganda, p. 5409 (Document n° 5175). — Discussion, p. 5821; adoption, p. 5822.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures rendues nécessaires en Afrique équatoriale française par la réforme judiciaire introduite dans les territoires de cette fédération par le décret du 30 avril 1946, p. 1210 (Document n° 422). — Adoption après modification du titre: « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures rendues nécessaires en Afrique française par la réforme judiciaire consécutive à l'application du décret du 30 avril 1946 », p. 2152.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, p. 7010 (Document n° 5601).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubame tendant à instituer en Afrique équatoriale française des communes de moyen exercice, p. 2106 (Document n° 3901).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubame instituant des communes de plein exercice en Afrique équatoriale française, p. 2106 (Document n° 3905).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubame tendant à organiser le territoire du Gabon, p. 3038 (Document n° 4353).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des territoires d'outre-mer, notamment au Tchad, en Oubangui et dans les autres territoires d'Afrique équatoriale française, un plus grand nombre d'instituteurs métropolitains pour y développer rapidement la formation des cadres, l'enseignement scolaire et la formation professionnelle des enfants autochtones, p. 1768 (Document n° 3804). — Dépôt du rapport par M. Senghor, p. 2688 (Document n° 4216).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aubame tendant à inviter le Gouvernement à étendre en Afrique équatoriale française la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime des élections municipales en France, p. 2106 (Document n° 3903).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 17 mars 1948 invitant l'Assemblée nationale à abroger le décret du 29 juillet 1942 et à étendre à l'Afrique équatoriale française les dispositions du décret n° 47-2257 du 26 novembre 1947 portant réorganisation municipale en Afrique occidentale française, p. 4872.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anghiley tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la validité des traités signés entre la France et les rois et chefs du Gabon, et, en conséquence, à fixer les droits de propriété des collectivités des autochtones du Gabon, p. 1976 (Document n° 743).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anghiley tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi déterminant les droits de propriété territoriale des autochtones de l'Afrique équatoriale française, p. 1972 (Document n° 732).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à élaborer d'urgence un programme de conversion de la forêt gabonaise en une forêt pure d'okoumé, p. 3255 (Document n° 4003).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Siefert sur la proposition de résolution de Mme Barras tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour amener dans un délai rapide le café en stock qui se trouve à la Côte d'Ivoire et dans les territoires d'outre-mer (n° 2047, 2101), p. 684 (Document n° 3966). — Adoption, p. 4193.

— Dépôt d'un rapport de M. Yacine Diallo sur la proposition de résolution de M. Mamba Sano tendant à inviter le Gouvernement à aider aux frais d'installation d'équipement et de lancement de la station du quinquina de Sérédrou (Macenta, Guinée française) (n° 2410), p. 921 (Document n° 3461). — Adoption, p. 4457.

— Dépôt d'un rapport de M. Silvanore sur la proposition de résolution de M. Ouezin Coulibaly tendant à inviter le Gouvernement à reprendre les travaux d'achèvement du chemin de fer du Mossi (de Bobo-Dioulasso à Guagadougou) (n° 2109), p. 982 (Document n° 3189). — Adoption, p. 4458 (rectificatif, p. 4561, 4680).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yacine Diallo tendant à inviter le Gouvernement à envoyer en Afrique occidentale française une mission chargée de régler sur place la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 606 (Document n° 3303). — Dépôt du rapport par M. Malbrant, p. 4678 (Document n° 3786). — Adoption, p. 2485.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Senghor tendant à inviter le Gouvernement à porter de 7 F. C. F. A. à 15 F. C. F. A. le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais, p. 2198 (Document n° 3962). — Dépôt du rapport par Yacine Diallo, p. 2689 (Document n° 4265). — Adoption, p. 3230.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fodé Mamadou tendant à inviter le Gouvernement : 1° A supprimer la caisse locale de retraite de l'A. O. F.; 2° A affilier tout le personnel autochtone à la caisse intercoloniale de retraite; 3° A faire rembourser aux fonctionnaires révoqués avant la mise en application de ces nouvelles dispositions les versements qu'ils ont effectués à la caisse locale de retraite, p. 1199 (Document n° 407). — Dépôt du rapport par M. Cozzano, p. 1773 (Document n° 520). — Adoption après modification du titre: **Résolution tendant à inviter le Gouvernement:** 1° A supprimer les caisses locales de retraite de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo et du Cameroun; 2° A affilier tout le personnel autochtone à la caisse intercoloniale de retraite; 3° A faire rembourser aux fonctionnaires révoqués avant la mise en application de ces nouvelles dispositions les versements qu'ils ont effectués à la caisse locale de retraite; 4° A faire effectuer les cotisations en tenant compte de la valeur de la monnaie locale, p. 1939.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre pénale en Afrique occidentale française, p. 7010 (Document n° 5600).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois, à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française, p. 7781 (Document n° 5864).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois, à compter du 21 avril 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française, p. 7731 (Document n° 5865).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hamani Diori tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour l'admission immédiate et sans condition des instituteurs et institutrices africaines, dans le cadre commun supérieur de l'enseignement en Afrique occidentale française, p. 1218 (Document n° 3602).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française, le 5 mars 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure, p. 1492. — Dépôt d'un rapport de M. Lamine Guèye sur: 1° La proposition de résolution de M. Mamadou Konate tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la suppression de la constitution obligatoire de greniers de réserves fonctionnant dans certains territoires de l'Afrique occidentale française (n° 2411); 2° La résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi supprimant pour tous les territoires de l'Afrique occidentale française, l'obligation de constituer des greniers dits de réserves, de disette ou de soudure, p. 2869 (Document n° 4299).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Amadou Doucoure tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'enseignement de la langue arabe par le développement des medersas, dans les territoires de l'Afrique occidentale française, notamment au Soudan, p. 2971 (Document n° 941).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

CAMEROUN

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. N'Joya tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue d'adjoindre aux Juges de paix du Cameroun des assessseurs africains, p. 749 (Document n° 230). — Dépôt du rapport par M. Durand-Reville, p. 1977 (Document n° 757). — Adoption après modification du titre: **Résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue d'instituer auprès des justices de paix du Cameroun**

des assessseurs africains ayant voix consultative dans les débats contradictoires, p. 2268.

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

COTE DES SOMALIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant le budget définitif des recettes et dépenses du budget local de la Côte française des Somalis, exercice 1946, p. 5624 (Document n° 5231).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 16 juin 1948 approuvant un arrêté du gouverneur de la Côte française des Somalis, suspendant, à compter du 1^{er} janvier 1948, les droits de douane sur les marchandises d'origine étrangère importées dans ce territoire, p. 7009 (Document n° 5661).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Marline tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations des cercles de Tadjoura et Obock, en Côte française des Somalis, durement éprouvées par la sécheresse depuis 1946, p. 208 (Document n° 3122).

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

COMORES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à instituer une assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores, p. 178 (Document n° 3108). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur: 1° Le projet de loi instituant une assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores; 2° sur la proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à instituer une assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores (nos 1427-3108), p. 5353 (Document n° 5158).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à inviter le Gouvernement à faire hâter la réforme agraire dans l'archipel des Comores, p. 312 (Document n° 3210). — Dépôt du rapport par M. Defferre, p. 1124 (Document n° 3556). — Adoption, p. 1820.

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

(Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion.)

Agriculture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence en vue de fournir aux producteurs agricoles de la Réunion, du maïs de semence, p. 2198 (Document n° 3961). — Dépôt du rapport par M. Gérard Vée, p. 2883 (Document n° 4673). — Adoption, p. 4535.

Banques.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de Mme Eboué sur un projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion (n° 981, année 1947), p. 241 (Document n° 86). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 499.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1219 (Document n° 3599) (rectificatif, p. 1361). — Dépôt du rapport par M. Yves Fagon, p. 1416 (Document n° 3691). — Adoption, p. 1905 (Loi n° 48-458 du 20 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à porter prorogation provisoire des anciennes banques d'émission de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, p. 1269 (Document n° 4391).

Budget.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à adapter les dispositions de la loi n° 46-869 du 30 avril 1948 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de

la Guyane française et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948, p. 2604 (Document n° 4167).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino portant autorisation de dépenses et ouvertures de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 en faveur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (départements créés par la loi du 19 mars 1946), p. 5159 (Document n° 5116).

Caisses de péréquation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à maintenir provisoirement les caisses de péréquation de la Guadeloupe et de la Martinique, p. 5752 (Document n° 5250). — Dépôt du rapport par Mme Nédélec, p. 6909 (Document n° 5335). — Retrait du projet de loi, p. 7218.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosan Girard visant à doter temporairement de ressources nouvelles les caisses de péréquation de la Guadeloupe et de la Martinique, p. 401 (Document n° 3243).

Calamités publiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'ouverture au ministre de l'Intérieur d'un crédit de 200 millions de francs applicable au chapitre 6012: « Secours d'extrême urgence aux victimes du cyclone de l'île de la Réunion », p. 3457 (Document n° 3457). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aimé Césaire tendant à accorder immédiatement un premier crédit de 200 millions de francs pour réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes du cyclone des 26-27 janvier 1948, qui s'est abattu sur l'île de la Réunion, p. 334 (Document n° 3203). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July tendant à prévoir un secours immédiat en faveur du département de l'île de la Réunion, victime d'un terrible cyclone, et des mesures monétaires et financières susceptibles d'aider l'économie de ce territoire, p. 562 (Document n° 3300). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aimé Césaire tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux populations de la Réunion que vient de dévaster un cyclone d'une violence sans précédent, p. 272 (Document n° 3180). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence au département de la Réunion des secours en nature et en argent pour venir en aide aux victimes du cyclone qui vient de ravager ce département, p. 323 (Document n° 3198; discussion, p. 324). — Dépôt d'un rapport de M. Truffaut, p. 1124 (Document n° 3563). — Discussion, p. 1820; adoption du projet de loi, p. 1822.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 790 (Document n° 240). — Rapporteur M. Avinin, et discussion, p. 930; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 931.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2063 (Loi n° 48-469 du 21 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Archimède tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables à la reconstruction des quartiers incendiés de la ville de Pointe-à-Pitre et à prévenir le retour de semblables sinistres, p. 4150 (Document n° 4751). — Dépôt du rapport par M. Albert Petit, p. 4211 (Document n° 4751). — Discussion et adoption, p. 4297.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Very tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une subvention au département de la Martinique pour lui permettre de secourir les sinistres et réparer les dommages causés par les pluies et inondations d'octobre 1948, p. 7316 (Document n° 4676). — Lecture du rapport par M. Pierre Truffaut et adoption, p. 7357.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baré tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide urgente aux familles des victimes et à la population sinistrée du département de la Réunion éprouvées par le cyclone qui s'est abattu sur l'île les 26 et 27 janvier 1948, p. 137 (Document n° 43). — Lecture du rap-

port par M. Marrane (Document n° 50) et discussion, p. 146; adoption, p. 147.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Dorey, sur la proposition de résolution de M. Renaison tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) (n° 822. — Année 1947), p. 1514 (Document n° 552). — Discussion, p. 1772; adoption, p. 1773.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Cordeau tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi portant indemnisation intégrale des dommages causés par le cyclone qui a ravagé le département de la Réunion les 26 et 27 janvier 1948, p. 994 (Document n° 316). — Lecture du rapport par Mme Devaud et discussion, p. 1031; adoption de la proposition de résolution, p. 1033.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire portant indemnisation intégrale des dommages causés par le cyclone qui a ravagé le département de la Réunion les 26 et 27 janvier 1948, p. 2319 (Document n° 4041).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Cordeau tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi portant indemnisation intégrale des dommages causés par le cyclone qui a ravagé le département de la Réunion les 26 et 27 janvier 1948, p. 994 (Document n° 316).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Valentino tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une subvention au département de la Guadeloupe pour lui permettre de réparer les effets d'une double catastrophe, p. 3511 (Document n° 4568).

Assemblée nationale. — Adresse de sympathie à l'égard des victimes du cyclone de la Réunion, p. 323.

Capitiaux.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de Mme Eboùé sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946. (N° 985, année 1947.), p. 241 (Document n° 87). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 499.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4217 (Loi n° 48-898 du 10 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

Chèques postaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Claudius-Petit tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer, de toute urgence, la loi du 7 janvier 1948 sur les chèques postaux aux départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, p. 4571 (Document n° 4943). — Dépôt du rapport par M. Raphaël Babet, p. 7656 (Document n° 5522).

Code du travail.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léro tendant à rendre applicables aux travailleurs des professions agricoles des départements d'outre-mer les dispositions législatives relatives aux congés payés, p. 1321 (Document n° 451).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3076 (Document n° 4381).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Archimède visant à grouper les départements créés par la loi du 19 mars 1946 en une zone territoriale de salaires dite « zone administrative des départements d'outre-mer » et fixant le taux d'abattement maximum praticable dans ladite zone sur les salaires de la région parisienne, p. 3929 (Document n° 4697).

Conférence des Indes occidentales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour la session, en 1948, de la conférence des Indes occidentales à la Guadeloupe, p. 258 (Document n° 3169). — Rapporteur M. André Bur-

lot, discussion et adoption du projet de loi, p. 604.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 241 (Document n° 97). — Lecture du rapport par M. Landry et discussion, p. 251; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable, p. 251.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 809 (Document n° 3416). — Rapporteur M. Charles Barangé, rejet de l'avis émis par le Conseil de la République; reprise et adoption du texte voté, en première lecture, par l'Assemblée nationale, p. 1674 (rectificatif, p. 1771) (Loi n° 48-457 du 20 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948).

Elections.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, le titre II de la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure des inscriptions d'urgence, p. 177 (Document n° 3400). — Dépôt du rapport par M. Borra, p. 5753 (Document n° 5249). — Adoption, p. 6373.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2967 (Document n° 932). — Dépôt du rapport par M. Trémintin, p. 3143 (Document n° 961). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3357.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6950 (Loi n° 48-1531 du 29 septembre 1948, J. O. du 1^{er} octobre 1948).

Fonctionnaires.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Renaison tendant à inviter le Gouvernement à étendre les dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du décret n° 48-637 du 31 mars 1948, à tous les fonctionnaires en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, p. 2008 (Document n° 774). — Dépôt du rapport par Mme Eboùé, p. 3112 (Document n° 957).

Impôts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Charles Barangé sur la proposition de résolution de M. René Plevin tendant à inviter le Gouvernement à élever, à dater du 1^{er} janvier 1947, les abattements de base appliqués, au département de la Réunion, pour le calcul de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires et de l'impôt général sur le revenu (n° 2652), p. 2606 (Document n° 4180). — Rejet de la proposition de résolution, p. 3019.

Législation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino relative au régime législatif des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 4676 (Document n° 3763).

Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Véry tendant à instituer des mesures provisoires applicables dans les départements d'outre-mer jusqu'à la promulgation de dispositions législatives réglant les rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans lesdits départements, p. 8030 (Document n° 5948). — Dépôt du rapport par M. Silvanore, p. 8182 (Document n° 5987). — Discussion, p. 8216, adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à maintenir dans les lieux jusqu'au 1^{er} juillet 1949 les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et à fixer le prix des loyers applicable jusqu'à cette date », p. 8217.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3774 (Document n° 144, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Pernet, p. 3826 (Document n° 162, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3827.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8309 (Loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Archimède tendant à appliquer aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, la législation métropolitaine relative au fermage et au métayage, p. 3184 (Document n° 4441).

Monnaie.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thélius Lero tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le franc Antilles-Guyane au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945, p. 119 (Document n° 42). — Retrait de la proposition de résolution, p. 449.

Ravitaillement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière, p. 4053 (Document n° 4735).

Sécurité sociale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, le bénéfice des allocations familiales, p. 6009 (Document n° 5340).

— Dépôt d'un projet de loi concernant l'application aux départements de la Guadeloupe, de la Réunion, des dispositions de la législation de sécurité sociale relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, p. 6129 (Document n° 5317).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Valentino relative aux rapports des assurances sociales avec les caisses générales de sécurité sociale instituées dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, prévoyant des ressources pour le fonctionnement de ces caisses et autorisant les conseils généraux de ces départements à y réaliser la généralisation de la sécurité sociale, p. 2104 (Document n° 3546). — Dépôt du rapport par M. Silvanore, p. 2525 (Document n° 4106).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à la validation du décret n° 47-2032 du 17 octobre 1947 relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 4871 (Document n° 3828) (rectificatif, p. 2408). — Dépôt du rapport de M. Ninine, p. 6459 (Document n° 5451).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rossan Girard visant à faire bénéficier effectivement et sans délai les populations des quatre nouveaux départements d'outre-mer des lois sociales en vigueur dans la France métropolitaine, p. 4645 (Document n° 3733).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino instituant une allocation aux vieux travailleurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion qui ne pourraient être immatriculés par les caisses générales de sécurité sociale prévues par la loi du 17 octobre 1947, relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans lesdits départements, p. 1965 (Document n° 3865) (rectificatif, p. 2109).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire visant à assurer l'application effective de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 3981 (Document n° 4689).

HAUTE-VOLTA

Assemblée nationale. — Transmission par M. le président de l'Assemblée de l'Union française d'un avis donné sur la proposition de loi de M. Aujoulat tendant à instituer le conseil général de la Haute-Volta (n° 2824), p. 810 (Document n° 3393). — Dépôt d'un rapport de M. Senghor, p. 962 (Document n° 3487). — Discussion, p. 1879, 1899; adoption, à l'unanimité, p. 1900.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 618 (Document

n° 248). — Lecture du rapport par M. Marc Rucart et discussion, p. 893; adoption, p. 900.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2059 (Document n° 3890). — Lecture du rapport par M. Juglar, président de la commission, p. 2059; discussion et adoption, p. 2060 (*rectificatif*, p. 2389) (*Loi n° 48-570 du 31 mars 1948 J. O. du 1^{er} avril 1948*).

INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Silvanre sur le projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine (n° 2532), p. 6173 (Document n° 5354). — Discussion, p. 6330; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6337.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2859 (Document n° 699). — Dépôt du rapport par M. Laffeur, p. 2973 (Document n° 938). — Discussion, p. 3195; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3198.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6814 (*Loi n° 48-482 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Silvanre sur le projet de loi relatif à la création d'un institut d'émission de l'Indochine (n° 2533), p. 6173 (Document n° 5355). — Discussion, p. 6319; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6351.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2859 (Document n° 901). — Dépôt du rapport par M. Laffeur, p. 2973 (Document n° 939). — Discussion, p. 3198; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3200 (*rectificatif*, p. 3239).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6814 (*Loi n° 48-483 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi du 4 mai 1916 instituant une cour de justice de l'Indochine, p. 1025 (Document n° 3313).

MADAGASCAR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réorganisation d'un projet de loi portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar, p. 8000 (Document n° 4315). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 5253 (Document n° 5159).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar, p. 7833 (Document n° 5882).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Benoist tendant à abroger le décret n° 47-1892 du 26 septembre 1917 relatif à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar, p. 7058 (Document n° 5615).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Benoist sur le dessaisissement de la cour de Tananarive du procès des parlementaires malgaches et de leurs coaccusés, p. 6885 (Document n° 5545). — Rejet, au scrutin, sur la recevabilité de la demande de discussion d'urgence, p. 6885.

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 31 juillet 1948, tendant à abroger le décret n° 47-1892 du 26 septembre 1917 relatif à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar, p. 5353.

Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances des dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour, p. 3601 (Document n° 4573).

— Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (cyclones de la Nouvelle-Calédonie), p. 7009 (Document n° 5564).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laffeur tendant à inviter le Gouvernement à faire ouvrir au ministre de la France d'outre-mer un crédit de 300 millions de francs en faveur des victimes des cyclones de la Nouvelle-Calédonie survenus du 25 au 28 janvier et le 14 mars 1948, p. 839 (Document n° 265). — Lecture du rapport par M. Henri Laffeur et adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 936.

OCÉANIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application de l'acte dit loi n° 1073 du 31 décembre 1942, relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux établissements français de l'Océanie, p. 3601 (Document n° 4574).

— Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale dans les établissements français de l'Océanie (n° 1429), p. 5353 (Document n° 5157).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un Fonds de compensation des Iles Saint-Pierre et Miquelon, p. 2604 (Document n° 4151). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 3001 (Document n° 4343). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Laurelli, p. 3076 (Document n° 4385). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3151.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1563 (Document n° 570). — Dépôt du rapport par M. Vieljeux, p. 1595 (Document n° 589). — Dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Claireaux, p. 1619 (Document n° 596); discussion et adoption, p. 1624.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3917 (*Loi n° 48-1077 du 7 juillet 1948, J. O. du 8 juillet 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1948 rendant applicables à Saint-Pierre et Miquelon à partir du 30 juin 1948, les concessions tarifaires négociées à Genève, p. 7781 (Document n° 5866).

TOGO

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant les comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local du Togo (exercices 1945 et 1946), p. 7009 (Document n° 5565).

TUNISIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et étendant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945, p. 810 (Document n° 3399).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux sessions des tribunaux criminels de Tunisie, p. 7656 (Document n° 5401).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boumendj tendant à inviter le Gouvernement à restaurer la souveraineté du peuple tunisien en rétablissant son Allasse Mohamed El Moncei Pacha Bey sur le trône de ses ancêtres, p. 2274 (Document n° 821) (*rectificatif*, p. 2126).

Franchise postale. — V. Postes, télégraphes et téléphones.

Francolor. — V. Commerce et industrie (entreprises).

Fraudes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par Mlle Dupuis sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-1493 du 11 août 1947 portant dérogation à titre exceptionnel et provisoire au décret du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du

1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles (n° 2680-2770), p. 1036 (Document n° 3510) (*rectificatif*, p. 4160).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Paget sur la proposition de résolution de M. Dulin tendant à inviter le Gouvernement à rapporter le décret n° 47-1498 du 11 août 1947 portant dérogation, à titre exceptionnel et provisoire, au décret du 15 avril 1912 et autorisant l'incorporation de certains colorants et de certaines essences dans les margarines (n° 836, année 1947), p. 326 (Document n° 140). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Teysandier, p. 506 (Document n° 463).

Frontières. — V. Interpellations, n° 449.

Fruiterie. — V. Commerce et industrie.

G

Gabon. — V. France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).

Gandhi (Mahatma). — V. Hommage.

Gares internationales. — V. Conventions internationales.

Gas oil. — V. Combustibles liquides et dérivés.

Gas. — V. Butagaz. — Electricité. — Interpellation n° 12. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 19 (Conseil de la République) n° 19.

Gas comprimés, liquéfiés et dissous.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Girardot sur la proposition de loi de M. Paumier abrogeant la décision n° 2164 du comité central des prix, prise en date du 1^{er} avril 1942 (n° 2875), p. 3076 (Document n° 4383). — Adoption, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision n° 2164 du comité central des prix », p. 3696.

Gas toxiques. — V. Santé publique (protection de la).

Gendarmerie nationale. — V. Traitements (guerre).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Mélayeur sur les propositions de résolution: 1^o de M. Crouzier tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre des textes formant le statut futur de l'armée, les dispositions concernant la gendarmerie nationale afin de réaliser, par son rattachement à la présidence du conseil, une réforme de structure de cette force publique; 2^o de M. Yves Fagon tendant à inviter le Gouvernement à constituer au sein du sous-secrétariat d'Etat à la guerre une direction spéciale de la gendarmerie (n° 2576, 2818), p. 1617 (Document n° 3175).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à introduire dans les textes devant former le statut futur des armées de la France, les dispositions concernant la gendarmerie nationale, par modification de certains articles de la loi organique de ce corps, en date du 29 Germinal an VI, afin de réaliser par son rattachement direct au ministère des forces armées une réforme de structure de l'armée de spécialistes que constitue la gendarmerie, gardienne de l'ordre public et de la sécurité intérieure de la République, p. 2605 (Document n° 4200).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patrice Bougrain tendant à modifier les limites d'âge des lieutenants, capitaines et chefs d'escadron, dans la gendarmerie nationale, p. 3291 (Document n° 4177).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la loi n° 392 du 22 juillet 1943 portant modification de l'article 231 de la loi

du 28 germinal an VI relative à l'organisation de la gendarmerie nationale; et à l'introduction du décret n° 1969 du 22 juillet 1943 portant modification aux articles 174 et 230 du décret du 20 mai 1903 sur le service de la gendarmerie, p. 3723 (Document n° 4627).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Clostermann tendant à inviter le Gouvernement à rapporter en ce qui concerne la gendarmerie, les mesures suspendant l'avancement des officiers généraux et colonels, p. 4053 (Document n° 4731).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde des droits des gendarmes, p. 3698 (Document n° 119, 2^e partie).

Gibier. — V. Conventions internationales (accords commerciaux).

Goutte de lait. — V. Enfance (protection de l').

Gouvernement. — V. Communications du Gouvernement.

Gouverneurs. — V. Députés (fonctions).

Grande-Bretagne. — V. Budget de 1948 (affaires étrangères).

Assemblée nationale. — Hommage de l'Assemblée à des parlementaires britanniques, p. 4251.

Conseil de la République. — Hommage du Conseil de la République et de M. Paul-Boncour, président du groupe franco-britannique, à la délégation parlementaire britannique, p. 618.

Graviers. — V. Offices publics et ministériels. — Questions orales (Assemblée nationale, n° 29. — Traitements (justice).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le cumul des grades de juridiction, p. 2448 (Document n° 4101).

Grêle. — V. Agriculture (calamités agricoles). — Calamités publiques. — Office national de défense contre la grêle. — Viticulture.

Grèves. — V. Amnistie. — Fonctionnaires. — Fonctionnaires de l'enseignement. — Interpellations n°s 25, 74, 90, 94, 107, 117. — Postes (personnel).

Groupements. — V. Associations et groupements. — Exportations et importations.

Groupements des sinistrés. — V. Construction, reconstruction. — Impôts (prélèvement).

Guadeloupe. — V. Accidents du travail. — France d'outre-mer. — Interpellations n°s 112, 116.

Guerre (événements). — V. Lois et décrets.

Guides de montagne. — V. Tourisme.

Guinée française. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Guyane. — V. Accidents du travail. — France et territoires d'outre-mer.

H

Habillement. — V. Commerce et industrie.

Habitations (service public national de l'). — Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à instituer un service national des logements publics et privés, p. 749 (Document n° 3390).

Habitations rurales. — V. Agriculture.

Malles centrales. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 70.

Maras. — V. Agriculture (Ministère).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Aragon tendant à porter de quatre-vingts à cent-vingt l'effectif des haudets nationaux, p. 4218 (Document n° 3590). — Dépôt du rapport par M. Vuillaume, p. 3724 (Document n° 4631).

Meut conseil de l'Union française. — V. Conseil de l'Union française.

Haute-Volta. — V. Elections législatives. — France d'outre-mer.

Hauts fourneaux. — V. Accidents du travail. — Enquêtes parlementaires.

Havas-Pressé. — V. Presse.

Hommage. — V. Grande-Bretagne. — Inde. — Israël (Etat). — Italie. — Tchécoslovaquie.

Conseil de la République. — Adoption, à l'unanimité, d'une motion de M. Georges Farnot rendant hommage à la mémoire du comte Bernadotte et du colonel Sérot, p. 3137.

Hommage national.

Assemblée nationale. — Hommage national à la mémoire de Jean Zay à l'occasion de l'anniversaire de sa mort, p. 2628.

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée nationale à la mémoire de Georges Mandel, p. 4356.

Hôpitaux et établissements hospitaliers. — V. Assurances sociales. — Etudiants. — Maladies vénériennes.

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Ségelle tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence le décret du 31 décembre 1941 codifiant les textes relatifs aux opérations d'inhumation, d'exhumation, d'incinération et de transport des corps maintenu en application par l'ordonnance du 9 août 1944, après modification du titre: « Proposition de résolution invitant le Gouvernement à faciliter la pratique de la kératoplastie, susceptible de rendre la vue à un certain nombre de malades », p. 480.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre la pratique de la greffe de la corne grâce à l'aide de donneurs d'yeux volontaires, p. 1976 (Document n° 735).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5009 (Document n° 5076).

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de loi de M. Jules Boyer tendant à fixer la composition des commissions administratives des hôpitaux publics et le mode de désignation de leurs membres, qu'il avait déposée au cours de la séance du 18 mars 1947, p. 889.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mazuez, sur la proposition de M. Pierre Ségelle, tendant à inviter le Gouvernement à relever les allocations dites de « Reposance » (n° 2675), p. 867 (Document n° 3439). — Adoption, p. 1455.

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Boyer, conseiller de la République, fixant la composition des commissions administratives des hôpitaux et des hospices publics et le mode de paiement de leurs membres (n° 959), p. 2063.

— Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires en vue d'accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de trois cents francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, depuis le début de leur hospitalisation (n° 581), p. 932 (Document n° 3433).

— Dépôt d'un rapport par M. Barrot sur la proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à abroger l'article 13 de la loi du 21 décembre 1941 relatif aux hôpitaux et hospices publics (n° 2674), p. 3126 (Document n° 4115).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillon relative au remplacement de la loi du

21 décembre 1941 sur la législation hospitalière, p. 2021 (Document n° 3888).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Arthaud portant institution d'un statut des personnels hospitaliers, p. 3038 (Document n° 4360).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers, p. 4361 (Document n° 4675).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Scgelle tendant à assurer la trésorerie des hôpitaux et hospices publics, p. 7317 (Document n° 5673).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barval tendant à inviter le Gouvernement à accélérer le règlement des sommes dues par les différents ministères aux hôpitaux et hospices publics, p. 3131 (Document n° 5976).

Hôtels et pensions de famille. — V. Loyers (locaux d'habitation). — Postes, télégraphes et téléphones (distributions postales). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 40.

Houblons. — V. Agriculture (protection des végétaux).

Houillères. — V. Combustibles solides et dérivés. — Interpellations n°s 57, 61, 68, 69, 83, 111.

Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. — V. Enseignement primaire.

Huissiers. — V. Offices publics et ministériels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bougrain tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, p. 2538 (Document n° 4160). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tony Révillon tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, p. 3322 (Document n° 4660). — Dépôt du rapport par M. Pierre Garet sur les propositions de loi: 1° de M. de Tinguy tendant à modifier certaines conditions d'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur le statut des huissiers; 2° de M. Bougrain tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers; 3° de M. Tony Révillon tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers (n°s 2562, 4160, 4660), p. 5752 (Document n° 5212).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetten tendant à modifier l'article 1^{er} du décret n° 46-1785 du 9 août 1946, concernant le tarif des huissiers, p. 6368 (Document n° 5522).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetten tendant à abroger l'article 3 du décret du 1^{er} juin 1948 et à modifier l'article 6 du décret du 4 septembre 1945 relatifs aux frais de déplacement des huissiers, p. 7140 (Document n° 5735).

Hygiène et sécurité des travailleurs. — V. Code du travail.

Hypothèques. — V. Justice civile, commerciale ou administrative.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur la proposition de résolution de M. Courant tendant à inviter le Gouvernement à reconstituer les archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre (n° 4979), p. 4678 (Document n° 3773). — Adoption, p. 2293.

Hypothèques maritimes. — V. Conventions internationales.

I

No d'Yeu. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 96.

Immeubles. — V. Domaine de l'Etat des départements et des communes. — Départements, villes et communes. — Enregistrement. — Impôts (abrogement). — Juges et justices de paix. — Pensions et retraites

Pensions et rentes viagères. — *Propriété immobilière.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 9, 38.* — *Sociétés coopératives de reconstruction.*

Importations. — *V. Exportations.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 73.*

Impôts. — *V. Economies et finances (redressement).* — *France douze-mer.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 18, 50.* — *Valeurs mobilières.* — *Viticulture et commerce des vins.* — *Voitures de place.*

AMÉNAGEMENTS FISCAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant aménagements fiscaux, p. 258 (Document n° 3165). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 981 (Document n° 3196). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 1248 (Document n° 3598). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1677 (Document n° 3719). — Discussion générale, p. 2077, 2091, 2171; discussion des articles 1 à 28, p. 2172, 2187, 2220, 2246; adoption après modification du titre *Projet de loi portant aménagement de certains impôts directs*, p. 2263 (rectificatif, p. 2389).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 994 (Document n° 312). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 1006 (Document n° 325). — Discussion, p. 1053; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1089 (rectificatifs), p. 1138, 1181.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2561 (Document n° 4148). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé, p. 2568; discussion, p. 2569; adoption, au scrutin, avec modifications, p. 2576 (Loi n° 48-809 du 13 mai 1948, J. O. du 44 mai 1948).

— Suite de la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux (art. 29 et suivants); discussion, p. 2276, 2300; adoption de ce deuxième projet avec le libellé suivant: *Projet de loi portant aménagements fiscaux*, p. 2312 (rectificatif, p. 4299).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1007 (Document n° 320). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 1165 (Document n° 387). — Discussion générale, p. 1267; discussion des articles, p. 1272, 1280, 1311; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1321 (rectificatif, p. 1356, 1456, 2615).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3077 (Document n° 4330). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 3291 (Document n° 4183). — Discussion, p. 3376; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 3381 (Loi n° 48-978 du 16 juin 1948, J. O. du 17 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagement de certains impôts, p. 6564 (Document n° 5173). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6393 (Document n° 5187). — Discussion, p. 6595, 6610, 6636; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6693.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3172 (Document n° 970). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 3200 (Document n° 971). — Discussion, p. 3208. — Suite de la discussion, p. 3238. — Ajourne-ment de la discussion et adoption, au scrutin, d'une motion de M. Reverbori tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen dudit projet de loi, p. 3238.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6837 (Document n° 5511). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et adoption de la résolution avec modification, p. 6852.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 3267. — Dépôt d'un rapport de M. Dorey sur ledit projet de loi (Document n° 968) et suite de la discussion, p. 3245, 3255, 3267, 3281; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 3292 (rectificatif, p. 3173).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 5531) et dépôt du rapport par M. Charles Barangé,

p. 6900 (Document n° 5539) (rectificatif, p. 7059). — Discussion, p. 6889; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6898 (Loi n° 48-1177 du 21 septembre 1948, J. O. du 25 septembre 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alric modifiant la loi du 13 mai 1948, portant aménagements de certains impôts directs, p. 1906 (Document n° 700).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4571 (Document n° 4918).

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Carles tendant à inviter le Gouvernement à étudier certains aménagements fiscaux en faveur des sinistrés (n° 276, année 1947), p. 1119.

APPRENTISSAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à accorder l'extension du bénéfice de l'article 23 du code général des impôts directs à tous les maîtres artisans, p. 7010 (Document n° 5593).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Olmi accordant aux maîtres artisans, sous certaines conditions, un dégrèvement fiscal sur l'abattement pour charge de famille égal à un enfant supplémentaire à charge, p. 7058 (Document n° 5613).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures légales nécessaires pour faire accorder à certains maîtres artisans, prenant des apprentis, un dégrèvement fiscal équivalant à un abattement pour charges de famille, p. 3698 (Document n° 118, 2^e partie).

CHIFFRE D'AFFAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant suspension de l'application de la taxe de 4 p. 100 sur les viandes fraîches, p. 2357 (Document n° 4061). — Lecture du rapport par M. Lioral de Tinguy et discussion, p. 2425, et adoption, p. 2428.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1015 (Document n° 339). — Lecture du rapport par M. Courrière, p. 1016; discussion, p. 1017; adoption, p. 1019.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1019 (Loi n° 48-754 du 30 avril 1948, J. O. du 1^{er} mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à l'établissement d'une taxe de reconstitution des industriels et commerçants sinistrés de guerre, p. 1025 (Document n° 3508).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure relative à la taxation des cessions de véhicules automobiles d'occasion, p. 3076 (Document n° 4382).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard ayant pour but d'exonérer les associations de mutilés et anciens combattants émettrices de participation de la loterie nationale de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 7333 (Document n° 5876).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Simonnet tendant à modifier le code des taxes sur le chiffre d'affaires, p. 7962 (Document n° 5933).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 43 du code des taxes sur le chiffre d'affaires, p. 810 (Document n° 3101).

CONTRIBUTIONS DIRECTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de certaines dispositions du code général des impôts directs, p. 810 (Document n° 3397).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure modifiant l'article 313 bis du code général des impôts directs, p. 2106 (Document n° 3901).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à modifier l'article 352 du code général des impôts directs, p. 2933 (Document n° 4313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 117 du code des impôts directs, p. 3000 (Document n° 4312).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 26 du code des impôts directs, p. 1821 (Document n° 669).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4382 (Document n° 4878).

CONTRIBUTION FONCIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à accorder des dégrèvements à la propriété bâtie, p. 5285 (Document n° 5137).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à réduire les droits fiscaux relatifs aux eaux-de-vie de marc, p. 6136 (Document n° 5131).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vittori tendant à inviter le Gouvernement à faire abroger l'article 5 de l'ordonnance du 8 janvier 1944 et l'arrêté du 8 janvier 1944 en fixant les conditions d'application, en ce qui concerne l'institution d'une taxe de 30 p. 100 sur les tabacs fabriqués en Corse, p. 1563 (Document n° 579).

DÉGRÈVEMENTS. — EXONÉRATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Nisse sur le projet de loi relatif au régime des droits et taxes grevant les immeubles reconstruits en remplacement d'immeubles sinistrés (n° 2976), p. 750 (Document n° 3375). — Adoption de l'article unique du projet de loi, p. 1298.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 638 (Document n° 207). — Dépôt du rapport par M. Bernard Chochoy, p. 1031 (Document n° 333). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1192.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2931 (Loi n° 48-901 du 2 juin 1948, J. O. du 3 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gau sur la proposition de résolution de M. Albert Petit tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les jardins familiaux de l'impôt de solidarité agricole (n° 3013), p. 3294 (Document n° 4476).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baudoux ayant pour but d'assurer l'exonération fiscale de l'épargne investie, p. 1357 (Document n° 3611).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à accorder des dégrèvements fiscaux et des délais de paiement aux cultivateurs ardéchois et drômois victimes des gelées de février, p. 1871 (Document n° 3833) (rectificatif, p. 2108).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à appliquer un dégrèvement fiscal, à accorder un moratoire de paiement du prélevement pour les producteurs de fruits victimes des gelées de février et à leur consentir des prêts à taux réduits par les caisses de crédit agricole jusqu'à la récolte 1949, p. 2024 (Document n° 3832).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cudenet tendant à inviter le Gouvernement à appliquer une exonération fiscale et à accorder des délais de paiement aux viticulteurs sinistrés de l'Aude, p. 2748 (Document n° 4248).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à demander au Gouvernement d'accorder aux viticulteurs du département de l'Aude, victimes des gelées du mois d'avril 1948, une indemnisation et une remise d'impôts, p. 916 (Document n° 299).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pinton tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux agriculteurs de certaines communes du Rhône, victimes de la tornade du

20 juin 1948, une indemnisation et une remise d'impôts, p. 1824 (Document n° 668).

Voir également aux rubriques suivantes: *Impôts (bénéfices agricoles, contribution foncière, taxes départementales et communales, traitements).*

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Juge tendant à ce que les majorations de loyers résultant des lois en vigueur n'entraînent en aucun cas des majorations d'impôts et de taxes, p. 5159 (Document n° 5113).

PATENTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à la modification de l'assiette du droit proportionnel de la contribution des patentes, p. 6863 (Document n° 5523).

PERCEPTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 relatif au paiement provisoire des impôts, p. 2506 (Document n° 4.111). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 2809 (Document n° 4.268) (rectificatif, p. 4.101).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Clemenceau tendant à accorder des délais de paiement pour le règlement de l'acompte provisoire des impôts de 1947 et le reliquat des impôts de 1946 aux contribuables astreints au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation qui auront souscrit à l'emprunt libératoire, p. 1809 (Document n° 3817).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à reporter au 31 janvier 1949 la date d'application de la majoration de 40 p. 100 sur les impositions qui n'auront pas été antérieurement réglées, p. 7471 (Document n° 5769).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à fixer au 1^{er} du mois suivant leur promulgation la mise en application de toutes modifications fiscales, p. 7510 (Document n° 5780).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Béné tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux comptables du Trésor d'accorder des délais aux contribuables de bonne foi, p. 606 (Document n° 3306).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Richet tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 18 mai 1948 la date limite d'échéance du versement du premier tiers provisionnel sur les impositions de 1948, p. 361 (Document n° 3235).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux contribuables de demander sans délai le remboursement des sommes versées en trop au titre de l'acompte provisionnel, p. 5009 (Document n° 5072).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pauly tendant à inviter le Gouvernement à proposer au Parlement la modification des dispositions de l'article 8 de la loi du 21 septembre 1948 portant majoration des cotisations d'impôts directs, ou à modifier lesdites dispositions par la voie réglementaire, p. 3481 (Document n° 7, 2^e partie) (rectificatif, p. 3513).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Helme tendant à inviter le Gouvernement à proposer au Parlement la modification des dispositions de l'article 8 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948 portant majoration des cotisations d'impôts directs, ou à modifier lesdites dispositions par la voie réglementaire, p. 3552 (Document n° 43, 2^e partie).

PRÉLÈVEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lionel de Tinguy sur le projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation (n° 3071), p. 2 (Document n° 3076). — Discussion, p. 2, 43; suite de la discussion, p. 66, 68, 91; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 95.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 42 (Document n° 10). — Discussion et lecture du rapport par M. Alain Poher, p. 52, 62; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 68.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 114 (Loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, J. O. du 8 janvier 1948).

Assemblée nationale. — A) Dépôt de propositions de loi de: 1^{er} M. Jean Masson, tendant à autoriser l'utilisation de la procédure du recours gracieux pour les redevables, au titre du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, dans l'impossibilité reconnue de faire face aux versements qui leur sont demandés, p. 176 (Document n° 3099). — 2^o M. Philippe Monin, tendant à accorder aux contribuables soumis au prélèvement exceptionnel, institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, des facilités et des délais pour leur rendre plus aisée la faculté de se libérer du prélèvement au moyen de la souscription à l'emprunt prévu par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, p. 176 (Document n° 3103). — 3^o M. Paul Bastid, tendant à prévoir, au profit de certains assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, l'autorisation de s'acquitter par souscriptions mensuelles à l'emprunt, échelonnées sur l'année 1948, p. 176 (Document n° 3106). — 4^o M. Furaud, tendant à préciser les modalités d'application de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 178 (Document n° 3113).

Conseil de la République. — 5^o M. Bernard Lalay, tendant à prévoir, au profit de certains assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, l'autorisation de s'acquitter par souscriptions mensuelles à l'emprunt, échelonnées sur l'année 1948, p. 99 (Document n° 21).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 203 (Document n° 3128). — 6^o M. Jacques Duclos, tendant à abroger les lois n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, et n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, p. 201 (Document n° 3141). — Demande de discussion d'urgence, p. 399; rejet, au scrutin, de la demande, p. 403. — 7^o M. Maurice Petsche, ayant pour objet de modifier les lois du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 201 (Document n° 3146). — 8^o M. Palewski, tendant à modifier diverses dispositions de la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 222 (Document n° 3158). — 9^o M. Frédéric Dupont, tendant à permettre aux commerçants assujettis au prélèvement exceptionnel d'opter entre le système du forfait et le système de l'imposition sur les bénéfices réels au point de vue des conséquences de ce prélèvement, p. 226 (Document n° 3160). — 10^o M. Jean Masson, tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation les revenus exceptionnels ou différés, p. 253 (Document n° 3162).

— 11^o M. Bergasse, tendant à l'ajournement d'application de la loi du 7 janvier 1948 et du décret du 14 janvier 1948 ainsi qu'à la présentation par le Gouvernement d'un nouveau texte adapté aux capacités de paiement des contribuables, p. 238 (Document n° 3163).

— 12^o M. Vendroux, tendant à préciser les modalités d'application de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 335 (Document n° 3199). — 13^o M. Christiaens, tendant à proroger d'un mois la date d'expiration de l'émission de la première tranche de l'emprunt de reconstruction et d'équipement, ainsi que la date d'émission des deux autres tranches, p. 342 (Document n° 3217).

— 14^o M. Pierre André tendant à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et le décret du 14 janvier 1948, en ce qui concerne les assujettis dont les revenus sont déclarés à la source quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent — professions dites commerciales ou non — (agents et courtiers d'assurances, experts comptables, etc.), p. 355 (Document n° 3229).

— 15^o M. Peytel, tendant à abroger l'article 2 et à modifier les articles 5 et 7 de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 355 (Document n° 3230).

16^o M. Joseph Denais, fixant les maxima imposées en fonction de la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement, p. 362 (Document n° 3231).

— 17^o M. de Tinguy, tendant à compléter la loi du 7 janvier 1948 portant prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 361 (Document n° 3234). — 18^o M. Henri Roulon, tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier, certaines catégories de producteurs agricoles, p. 381 (Document n° 3237). — 19^o M. Jacques Bardoux, ayant pour objet de reviser et de compléter la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation (loi du 7 janvier 1948), p. 403 (Document n° 3238).

— 20^o M. Coudray, tendant à établir plus d'équité dans les taux de prélèvement institué par la loi du 7 janvier 1948 basés sur les bénéfices commerciaux et industriels, p. 404 (Document n° 3240).

— 21^o M. Tanguy Prigent, tendant à organiser l'emploi du fonds national de modernisation et d'équipement, pour le financement de l'équipement rural, p. 404 (Document n° 3242). — 22^o M. Dusseaux, tendant à modifier le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 404 (Document n° 3243).

— 23^o M. Dusseaux, tendant à compléter la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 406 (Document n° 3250). — 24^o M. Dusseaux tendant à compléter l'article 9 de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 406 (Document n° 3252).

— 25^o M. Dusseaux tendant à modifier l'article 3 de la loi du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 406 (Document n° 3253).

— 26^o M. Eugène Rigal tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 419 (Document n° 3260).

— 27^o M. Triboulet tendant à modifier et compléter la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation (loi du 7 janvier 1948) en faveur des anciens prisonniers de guerre, p. 531 (Document n° 3285).

— 28^o M. Philippe Monin tendant à permettre aux agriculteurs de se libérer du prélèvement exceptionnel institué par la loi du 7 janvier 1948 en réalisant des travaux d'équipement agricole, p. 562 (Document n° 3301).

— 29^o M. Waldeck Rochet tendant à modifier la loi du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt afin de permettre le développement de l'équipement rural, p. 599 (Document n° 3306).

— 30^o M. Lucien Lambert tendant: a) à accorder des exemptions ou des dégrèvements aux exploitants agricoles anciens prisonniers, déportés, et aux jeunes agriculteurs de moins de trente-cinq ans, soumis au prélèvement prévu par la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; b) à porter au 31 décembre 1948 la date limite des versements à l'emprunt forcé pour les agriculteurs, p. 599 (Document n° 3310).

— 31^o M. Waldeck Rochet tendant à réduire, en faveur des viticulteurs et autres catégories d'exploitants agricoles les taux de prélèvement prévus par la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 599 (Document n° 3311).

— 32^o M. Pierre Montel tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 600 (Document n° 3313).

— 33^o M. Jean Legendre tendant: a) à abroger les lois n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt; b) à modifier l'article 2 de la loi n° 48-164 du 30 janvier 1948 portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs de la Banque de France, p. 626 (Document n° 3323).

— 34^o M. Kaufmann, tendant à aménager la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation en modifiant et complétant l'article 3, p. 682 (Document n° 3334).

— 35^o M. Palewski, tendant à modifier la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et la loi du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, p. 749 (Document n° 3378).

— 36^o M. Valay, tendant

à compléter la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, p. 810 (Document n° 3414). — 37° M. Maurice Frédet tendant à établir, pour l'application de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, les coefficients applicables au commerce de produits en provenance ou à destination de l'agriculture, p. 854 (Document n° 3435). — 38° M. Frédéric-Dupont tendant à modifier en faveur de certaines victimes de la guerre les modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 981 (Document n° 3482). — 39° M. Triboulet tendant à l'exonération du prélèvement exceptionnel du 7 janvier 1948 en faveur des artisans pêcheurs et des chauffeurs de taxi, p. 984 (Document n° 3491). — 40° M. Yvon tendant à modifier le mode de calcul du prélèvement exceptionnel institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, pour les personnes dont les activités commerciales agricoles ou professionnelles ont subi un arrêt prolongé du fait des hostilités, p. 981 (Document n° 3497). — 41° M. Louis Rollin tendant à modifier les articles 2 et 4 de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 982 (Document n° 3502). — 42° M. Moynet tendant à compléter la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation en ce qui concerne les artisans, p. 1026 (Document n° 3517).

Conseil de la République. — 43° Mme Devaud tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 426 (Document n° 112).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1123 (Document n° 3566). — 44° M. Mauroix tendant à atténuer les inégalités qui peuvent résulter de l'application des coefficients prévus par l'article 2 de la loi du 7 janvier 1948 portant prélèvement de lutte contre l'inflation, p. 1184 (Document n° 3593). — 45° M. Pierre Montel tendant à permettre aux contribuables assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation de s'en libérer par souscription d'actions de sociétés d'habitations à bon marché, p. 1220 (Document n° 3618). — 46° M. Paul Reynaud tendant à apporter, en faveur de certains sinistrés, des aménagements à la loi du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 1257 (Document n° 3634). — 47° M. Jacques Duclos tendant à modifier la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, p. 1302 (Document n° 3642). — B) Dépôt de propositions de résolution de: 1° M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la possibilité d'octroi par la Banque de France d'avances sur dérogation des titres de l'emprunt émis en vertu de la loi du 7 janvier 1948, p. 118 (Document n° 3105). — 2° M. Clemenceau tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation afin d'accorder un délai de paiement aux exploitants agricoles astreints à cet impôt, p. 201 (Document n° 3121). — 3° M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à aménager les modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement exceptionnel en faveur de certaines catégories d'agriculteurs, p. 203 (Document n° 3135). — 4° M. Raymond Mondon tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les mesures de prélèvement exceptionnel en faveur de certaines catégories de victimes de la guerre, p. 222 (Document n° 3149) (rectificatif, p. 259). — 5° M. Edouard Bonnelous tendant à inviter le Gouvernement à aménager des modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur les prélèvements exceptionnels en faveur des entreprises commerciales et industrielles, p. 335 (Document n° 3206). — 6° M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à modifier les coefficients prévus par le décret du 14 janvier 1948 pris en application de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 334 (Document n° 3206). — 7° Michel Clemenceau tendant à inviter le Gouvernement à réviser immédiatement les coefficients institués par le décret n° 48-97 du 14 janvier 1948 pour l'application de la loi n° 48-30 du

7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation en ce qui concerne les professions libérales et avoicoles, p. 403 (Document n° 3230). — 8° M. René Charpentier tendant à inviter le Gouvernement à aménager les modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement exceptionnel en faveur des agriculteurs, p. 404 (Document n° 3241). — 9° M. Dusseau tendant à inviter le Gouvernement à réviser les dispositions du décret du 14 janvier 1948 portant fixation des coefficients prévus par l'article 2 de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 406 (Document n° 3251). — 10° M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions du décret n° 48-97 du 14 janvier 1948 concernant les modalités d'application du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 449 (Document n° 3259). — 11° M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement de lutte contre l'inflation et à exonérer les artisans, commerçants et cultivateurs de tout prélèvement sur la fraction de leurs bénéfices représentant le minimum vital, p. 449 (Document n° 3268). — 12° M. Le Coullaller tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître dès maintenant dans quelles limites et conditions les titres de l'emprunt dit « forcé » pourront être admis en souscription aux emprunts locaux de la reconstruction, p. 578 (Document n° 3303). — 13° M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à exonérer du prélèvement de lutte contre l'inflation les cultivateurs qui ont contracté des emprunts aux caisses de crédit agricole pour la reconstitution de leur cheptel, p. 600 (Document n° 3312). — 14° M. de Raulin-Laboureur tendant à inviter le Gouvernement à aménager des modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur les prélèvements exceptionnels en faveur des entreprises artisanales et commerciales, des entreprises saisonnières et à déduire des sommes imposables le salaire de la femme de l'artisan et du commerçant, p. 683 (Document n° 3331). — 15° M. Louis Siefridt tendant à inviter le Gouvernement à compléter la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 683 (Document n° 3343). — 16° M. Walleck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la révision des bénéfices imposables des viticulteurs produisant des vins d'appellation contrôlée afin d'obtenir une réduction équitable des taux du prélèvement exceptionnel et de l'impôt sur les bénéfices agricoles au titre de l'année 1947, p. 675 (Document n° 3346). — 17° M. Pierre Courant tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'aménagement des lois 48-30 et 48-31 du 7 janvier 1948, p. 719 (Document n° 3380). — 18° M. Max Brussel tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 851 (Document n° 3413). — 19° M. Louis Siefridt tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'admission des titres de l'emprunt de la loi du 7 janvier 1948 en règlement des souscriptions aux emprunts émis par les groupements de sinistrés, p. 866 (Document n° 3452). — 20° M. Pierre André tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités d'application du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation en ce qui concerne l'industrie minière, p. 1285 (Document n° 3622). — 21° M. Le Coullaller tendant à inviter le Gouvernement à calculer le prélèvement institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, sur la moyenne des bénéfices réalisés pendant les années 1940 à 1946 incluses, en ce qui concerne les victimes de la guerre (sinistrés, spoliés, prisonniers, déportés), p. 1264 (Document n° 3626). — 22° M. Villard tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel en faveur de certaines catégories d'agriculteurs, notamment les viticulteurs et les arboriculteurs, p. 1285 (Document n° 3632). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 4358 (Document n° 3667). — Discussion générale, p. 4414; conclusion de la commission tendant à une proposition de loi et à une proposition de résolution et discussion des articles de la proposition de loi, p. 4434; suite de la discussion, p. 4559, 4560, 4540; adoption, au scrutin, de la

proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à apporter certains aménagements à la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt », p. 4562; discussion de la proposition de résolution et adoption, au scrutin, p. 4562 (rectificatif, p. 4680).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 618 (Document n° 193). — Dépôt du rapport par M. Alain Pöher (Document n° 204) et discussion, p. 639 638; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 695 (rectificatif, p. 756, 947).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1669 (Document n° 3739). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal (Document n° 3734) et discussion, p. 1669; adoption, au scrutin, avec modifications, p. 1675 (rectificatif, p. 1771, 4381) (loi n° 48-131 du 12 mars 1948, J. O. du 13 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Bonnelous tendant à inviter le Gouvernement à aménager des modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur les prélèvements exceptionnels en faveur des entreprises commerciales et industrielles, p. 473 (Document n° 3107); retrait de la proposition, p. 682.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Walleck Rochet tendant à réduire les taux de prélèvement applicable aux viticulteurs et à certaines catégories d'exploitants agricoles prévus par la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 451 (Document n° 3263). — Retrait de la proposition de loi, p. 809.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patendro tendant à inviter le Gouvernement à aménager des modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur les prélèvements exceptionnels en faveur des entreprises commerciales et industrielles, p. 99 (Document n° 21). — Retrait de la proposition, p. 4351.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Bloquaux tendant à permettre aux assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation qui n'ont pas souscrit dans les délais prescrits aux deux premières tranches, de se libérer par une souscription unique supérieure de 10 p. 100 au montant de leur imposition, p. 2142 (Document n° 4101). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 2713 (Document n° 3261). — Discussion, p. 2788. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Eugène Rigal, p. 2934 (Document n° 4101).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à modifier les dispositions de la loi n° 48-121 du 12 mars 1948 apportant certains aménagements aux lois n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, p. 2206 (Document n° 4101). — Dépôt d'un rapport par M. Eugène Rigal, p. 2713 (Document n° 3257). — Discussion, p. 2790. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Eugène Rigal, p. 2933 (Document n° 4101).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Walleck Rochet tendant à modifier la loi n° 48-121 du 12 mars 1948, sur le prélèvement exceptionnel, p. 2076 (Document n° 3319).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948, et de l'impôt sur les bénéfices agricoles les agriculteurs victimes de certaines calamités agricoles entraînant une perte de récolte, p. 3723 (Document n° 4632).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Dusseau tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 48-121 du 12 mars 1948 apportant certains aménagements à la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, p. 3929 (Document n° 4698).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pauly tendant à apporter certains aménagements à la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 1832 (Document n° 675).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4198 (Document n° 4920). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 7172 (Document n° 5768).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arlhaud tendant à inviter le Gouvernement à exempter du prélèvement de lutte contre l'inflation les agriculteurs et notamment les viticulteurs de la vallée de l'Ayguès, dont la récolte a été détruite par la gelée du 22 février, p. 2605 (Document n° 4193).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theclet tendant à inviter le Gouvernement à modifier le fonctionnement des commissions paritaires de prélèvement, p. 5109 (Document n° 5179). — Dépôt du rapport par M. Eugène Rigal, p. 7172 (Document n° 5767).

Voir également à la rubrique: *Crédit public. emprunt de l'Etat.*

RÉCLAMATIONS

Voir: *Impôts (dégrèvements et exonérations).*

RÉFORME FISCALE

Conseil de la République. — Suite de la discussion d'un projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme fiscale, p. 3; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet relatif à certaines dispositions d'ordre fiscal* », p. 5 (rectificatif, p. 217).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 52 (Document n° 3078). — Dépôt du rapport par M. Lionel de Tinguy, p. 97 (Document n° 3085). — Discussion, p. 89; adoption, au scrutin, avec le nouveau titre adopté par le Conseil de la République, p. 91 (rectificatif, p. 3126). (Loi n° 48-23 du 6 janvier 1948, J. O. du 7 janvier 1948.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre immédiatement la commission parlementaire de la réforme fiscale qui est dans l'impossibilité matérielle d'étudier et de parfaire le projet ébauché par les services du ministère des finances, p. 7326 (Document n° 5679). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 7357; rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 7360.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à reporter au 1^{er} février 1949 la date de mise en application de la réforme fiscale, fixée au 1^{er} janvier 1949 par l'article 5 (§ 2^o) de la loi n° 48-1263 du 17 août 1948, p. 7372 (Document n° 5713).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David relative à la réforme du régime fiscal, p. 7782 (Document n° 5869).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à faire remettre d'urgence à tous les parlementaires et notamment aux membres des commissions des finances, les statistiques détaillées des impôts directs par catégories de contribuables, et par départements, pour les exercices 1946, 1947 et 1948, afin de leur permettre d'étudier en toute connaissance de cause le projet de réforme fiscale, p. 7139 (Document n° 5750).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à supprimer dans son projet de décret portant réforme fiscale l'obligation de s'adresser aux notaires pour la rédaction de certains actes qui, actuellement, peuvent être rédigés sous seing privé, p. 7833 (Document n° 5885).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vialle, tendant à inviter le Gouvernement à disjoindre du projet de décret portant réforme fiscale les dispositions concernant les coopératives agricoles, p. 7962 (Document n° 5902).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Minjoz, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le projet de réforme fiscale, p. 7963 (Document n° 5935).

REVENU (BÉNÉFICES AGRICOLES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole au titre de l'année 1948, p. 981 (Document n° 3495). — Lecture du rapport par M. Lionel de Tinguy, p. 1172; discussion, p. 1173; adoption du projet de loi, p. 1174.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 506 (Document n° 165). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 619 (Document n° 487). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. de Montalembert, p. 619 (Document n° 197). — Discussion, p. 627; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 631.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1616 (Loi n° 48-396 du 9 mars 1948, J. O. du 10 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet, tendant à modifier la loi n° 48-396 du 9 mars 1948 relative à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole au titre de l'année 1948, p. 2198 (Document n° 4007). — Demande de discussion d'urgence, p. 2507; rejet, au scrutin, p. 2508.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet, tendant à porter de 10.000 à 40.000 francs l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, p. 2264 (Document n° 4014). — Demande de discussion d'urgence, p. 2506; rejet, au scrutin, p. 2506.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Tinguy tendant à inviter le Gouvernement à se tenir dans la limite des majorations d'impôt sur les bénéfices agricoles qu'il a pris l'engagement de respecter, p. 2385 (Document n° 4061). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 3112 (Document n° 4506). — Adoption, p. 3697.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à interpréter les dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1943 déclarant nul et de nul effet l'acte dit loi du 31 janvier 1942 sur le régime fiscal des sociétés et organismes agricoles, p. 867 (Document n° 3128).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à accorder des dégrèvements et des remises d'impôts sur les bénéfices agricoles pour les superficies emblavées en blé et en seigle au cours de la campagne 1947-1948, p. 1123 (Document n° 3554).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à la révision de l'impôt sur les bénéfices agricoles établi au titre de l'année 1947, en ce qui concerne les vins à appellation contrôlée et autres cultures spéciales, p. 1216 (Document n° 3595).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder aux planteurs de tabac, en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles, un abattement à la base correspondant au montant des bénéfices d'une superficie de 15 ares, p. 1357 (Document n° 3644).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel, institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948 et de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les agriculteurs victimes de certaines calamités agricoles entraînant une perte de récolte, p. 3882 (Document n° 4682).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dufour tendant à l'exonération et au remboursement du prélèvement exceptionnel institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948 et de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les agriculteurs victimes des récentes inondations de l'Isère ayant entraîné une perte de récolte, p. 4381 (Document n° 4870).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaston Julian tendant à inviter le Gouvernement à réviser les bénéfices forfaitaires imposables, au titre de l'année 1947, pour les cultures fruitières du département des Hautes-Alpes, p. 810 (Document n° 3121). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Michel tendant à inviter le Gouvernement à réviser les bénéfices forfaitaires imposés pour les cultures spécialisées des départe-

ments de la Drôme, de l'Ardèche et de l'Isère, p. 811 (Document n° 3422). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 3189 (Document n° 4155).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la taxation des arbres fruitiers proposée par la commission départementale des contributions directes de Meurthe-et-Moselle, p. 3601 (Document n° 4590). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la taxation des arbres fruitiers proposée par les commissions départementales des contributions directes des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, p. 4422 (Document n° 4892). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 7963 (Document n° 5914).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à porter à 31 hectolitres à l'hectare la quantité admise en déduction pour frais de culture dans les décomptes de l'impôt exigible des viticulteurs produisant des vins d'appellation, au titre du bénéfice agricole de 1947, p. 683 (Document n° 3333).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la taxe fixe frappant la culture de l'olivier en fonction des surfaces cultivées sans qu'il soit tenu compte de l'état des arbres, de leur productivité et de leur nombre, p. 7731 (Document n° 5316).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lacaze tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la taxation des arbres fruitiers proposée par la commission des impôts directs de Meurthe-et-Moselle, p. 1467 (Document n° 526) (rectificatif, p. 1618).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mammonat tendant à inviter le Gouvernement à ne pas augmenter les coefficients servant de base à la détermination forfaitaire du bénéfice agricole, p. 1773 (Document n° 652).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Vigier tendant à inviter le Gouvernement à abandonner le calcul des bénéfices agricoles au forfait pour les plantations de tabac et à remplacer cette méthode par le calcul sur la base du rendement réel à l'hectare, p. 2171 (Document n° 790).

REVENU (BÉNÉFICES ILLICITES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 36 de l'ordonnance du 6 janvier 1945 relative à la confiscation des profits illicites, p. 258 (Document n° 3171).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Vée tendant à inviter le Gouvernement à déterminer les conditions dans lesquelles l'administration des contributions directes sera appelée à taxer d'office, dans le courant de l'année 1948, les contribuables qui, pour des raisons diverses, n'auraient pu être cités devant les comités de confiscation des profits illicites, p. 2738 (Document n° 4237).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Debn-Britel tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à modifier et compléter les articles 23, paragraphe 6 et 28, paragraphe 1^{er} de l'ordonnance du 18 octobre 1947, modifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1948, tendant à confisquer les profits illicites, p. 3611 (Document n° 97, 2^e partie).

REVENU (BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry-Level tendant à rétablir pour les entreprises l'autorisation de créer des provisions pour renouvellement des stocks non astreints à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 810 (Document n° 3394).

— Transmission par le président du Conseil économique, d'un avis donné sur la proposition de loi de M. Hugues autorisant les commerçants à déduire de leurs bénéfices, à titre de charge, la rémunération de leur épouse travaillant effectivement dans leur entreprise (n° 1675), p. 810 (Document n° 3410).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Airic, portant dérogation à l'article 6 de la loi n° 48-860 du 13 mai 1948 au profit des entreprises ayant fait l'objet d'une mesure de concentration, p. 1773 (Document n° 619).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4269 (Document n° 4831).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Benis tendant à abroger le décret n° 48-113 du 11 janvier 1948 instituant en faveur de certains produits une réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 6806 (Document n° 5327).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pieven tendant à tenir compte d'un abattement à la base forfaitaire de 3.000 francs pour l'application de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948 relatif à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 7171 (Document n° 5778).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deveny tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants émettrices de participations de la loterie nationale de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 7333 (Document n° 5981).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants, émettrices de participations de la loterie nationale, de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 8181 (Document n° 6011).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à donner aux entreprises sinistrées la possibilité d'amortir, au point de vue fiscal, les immobilisations reconstituées sur le coût total à 50 ou 100 p. 100, au fur et à mesure des dépenses, sans perdre l'exonération fiscale des indemnités reçues, p. 4066 (Document n° 4730). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 7410 (Document n° 5729).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à classer les artistes peintres, les sculpteurs, graveurs, musiciens, décorateurs, parmi les bénéficiaires de l'article 23 du code général des impositions directes, p. 4571 (Document n° 4044).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à classer les bouquinistes parmi les bénéficiaires de l'article 23 du code général des impositions directes, p. 4572 (Document n° 4915).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duchet tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la révision de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948, instituant une majoration de deux décimes sur l'impôt des bénéfices industriels et commerciaux, p. 3533 (Document n° 24, 2^e partie).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures légales nécessaires pour faire accorder à tous les maîtres artisans le bénéfice de l'article 23 du code général des impôts directs, p. 3698 (Document n° 117, 2^e partie).

REVENU (BÉNÉFICES DES PROFESSIONS NON COMMERCIALES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de classer les titulaires de charges et offices dans la catégorie des professions non commerciales et non plus dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, p. 417 (Document n° 3247).

REVENU (CAPITAUX MOBILIERS)

Voir: Valeurs mobilières.

REVENU (IMPÔT GÉNÉRAL)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. le général Binville prévoyant en faveur des jeunes démobilisés du deuxième contingent de la classe 1946 un dégrèvement égal au quart des sommes dues au

titre de l'impôt général sur le revenu de l'année 1946 et leur accordant un délai de paiement jusqu'au 31 décembre 1948, p. 1357 (Document n° 3618).

REVENU (TRAITEMENTS, SALAIRES, PENSIONS ET BÉNÉFICES VIAGÈRES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Virgile Barel exonérant de l'impôt cédulaire les allocations spéciales de saison des musiciens, artistes, techniciens, cadres, ouvriers et employés du spectacle, p. 2198 (Document n° 3930).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Courant tendant à compléter l'article 61 du code des impôts directs en exonérant de l'impôt cédulaire la retraite mutuelle des anciens combattants, p. 5624 (Document n° 5221).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genes tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les salariés des professions agricoles du remboursement de l'impôt cédulaire, de la prime aux allocations familiales et de la majoration des salaires accordées aux travailleurs les autres professions, p. 7284 (Document n° 5666).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet d'ajouter à l'article 23 du code des impôts directs un article 23 bis sur les ouvriers à domicile, p. 7410 (Document n° 5730).

Voir également à la rubrique: Impôts (dégrèvements).

SOLIDARITÉ NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur la proposition de loi de M. July, tendant à fixer l'incidence de l'impôt de solidarité nationale en ce qui concerne les biens de communauté et les biens propres des époux (n° 381), p. 2164 (Document n° 3892).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet, tendant à modifier l'article 12, 6^e, de l'exonération du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, p. 2688 (Document n° 4210).

TAXES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Yves Fagon sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1928 autorisant le département de la Seine à percevoir une taxe pour dépôt de corps à l'Institut médico-légal et fixant le taux de cette taxe (n° 2980), p. 2677 (Document n° 3737). — Adoption, p. 2298.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1101 (Document n° 302). — Dépôt du rapport par M. Georges Maranne, p. 1250 (Document n° 480). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1145.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3411 (Loi n° 48-1002 du 23 juin 1948, J. O. du 24 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beugnica, tendant à fixer le lieu de perception de la taxe locale sur les ventes de charbon, p. 1357 (Document n° 3653). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal, tendant à modifier l'article 763 du code de l'enregistrement, p. 1445 (Document n° 3682). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Beugnica, tendant à répartir le produit des taxes locale et départementales sur les ventes de combustibles entre les communes et les départements miniers, p. 2106 (Document n° 3956). — Dépôt d'une proposition de loi de M. L'Huilier, tendant à modifier les modalités de perception de la taxe locale sur les ventes et prestations de service, p. 2198 (Document n° 3979).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippe Gerber, ayant pour objet de déterminer le lieu de perception de la taxe sur les ventes et prestations de services, p. 581 (Document n° 178).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1445 (Document n° 3685). — Dépôt du rapport sur les propositions de loi par M. Waldeck L'Huilier, p. 2969 (Document n° 4302). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Waldeck L'Huilier, p. 4916 (Document n° 4724).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacaze tendant à la suppression de l'article 333 quater du code général des contributions directes, p. 2373 (Document n° 852).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5795 (Document n° 5269).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à l'exonération de la taxe de prestations qui frappe les propriétaires de voitures automobiles dont l'attribution d'essence a été supprimée, p. 3242 (Document n° 4471).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eriegel Valrimont tendant à modifier le taux de redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer, p. 6999 (Document n° 5337).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizier tendant à fixer le taux de la redevance minière sur le chlorure de sodium, p. 6909 (Document n° 5540).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lapie tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le taux de la taxe minière en ce qui concerne le minerai de fer, prélevés au profit des communes et des départements, et à modifier l'assiette de cette taxe, p. 2199 (Document n° 3987).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Mondon tendant à inviter le Gouvernement à fixer le lieu de perception de la taxe locale sur les ventes de charbon, p. 2748 (Document n° 4246).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Roehet tendant à inviter le Gouvernement à percevoir la taxe locale instituée par la loi du 22 décembre 1917, dans tous les cas, au stade de cession, p. 3179 (Document n° 4536).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacaze tendant à modifier le taux des redevances perçues au titre de l'extraction du minerai de fer, p. 2521 (Document n° 808).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5939 (Document n° 5303).

Incendie. — V. Agriculture (blé, céréales). — Assurances de toute nature. — Calamités publiques. — France d'outre-mer. — Interpellations n° 35, 39, 40, 41, 44. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 11.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Zunino sur le projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt (n° 1623), p. 3189 (Document n° 4736). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Valentin, p. 4382 (Document n° 4871). — Discussion, p. 7400; adoption, p. 7403.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3552 (Document n° 47, 2^e partie).

Incompatibilité parlementaire. — V. Députés (fonctions).

Inde anglaise.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lambert Saravane: « Au moment où la mort tragique de Gandhi plonge dans l'affliction toutes les nations et tous les hommes attachés aux valeurs spirituelles, l'Assemblée nationale adresse au gouvernement et au peuple de l'Inde l'expression de ses condoléances profondément attristées. Dans la personne du mahatma Gandhi, elle honore l'ami de la France, le patriote et, par-dessus tout, le sage, dont puisse l'exemple enseigner à tous les hommes que l'amour est plus fort que la haine. » (Document n° 3197) discussion et adoption, p. 323.

Conseil de la République. — Dépôt d'une motion par M. La Grivière, ainsi libellée: « Au moment où sont dispersées les cendres de Gandhi assassiné, le Conseil de la République tient à associer son hommage à ceux déjà exprimés par nombre de peuples. Il émet l'espoir que la mémoire de l'apôtre de l'Inde inspire les hommes de toutes races dans leur marche vers la liberté et la justice et que l'idéal de compréhension mutuelle prévienne sur la violence et le fanatisme. » et adoption p. 119.

Indemnités. — V. Code du travail (salaires). — Traitements, soldes et indemnités.

Indignité nationale. — V. Epuration. — Indignité nationale.

Indochine. — V. Armée de terre (corps expéditionnaire). — France d'outre-mer. — Interpellations nos 97, 108, 111, 121, 165. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 33.

Industries nationalisées. — V. Commerce et industrie. — Interpellations n° 153.

Infirmes et incurables. — V. Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Infirmiers, infirmières, et assistantes sociales. — V. Etudiants.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'infirmiers d'infirmières, d'assistantes et d'auxiliaires de service social, p. 1871 (Document n° 3825). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 2186 (Document n° 3958). — Adoption après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmiers ou d'infirmières* », p. 2196.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 993 (Document n° 310). — Lecture du rapport par Mme Rollin, discussion et adoption, à l'unanimité, p. 4007.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République p. 2393 (Loi n° 48-613 du 13 mai 1948, J. O. du 14 mai 1948).

Inflation. — V. Impôts (prélèvement).

Ingénieur conseil.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet réglementant l'exercice de la profession d'ingénieur conseil et instituant l'ordre des ingénieurs conseils de France, p. 7833 (Document n° 5872).

Inhumation. — Transports de corps. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre. — Cimetières. — Hôpitaux et établissements hospitaliers.

Inondations. — V. Algérie. — Armée (performances). — Canaux, cours d'eau et rivières. — Combustibles solides et dérivés. — Interpellation n° 21.

Conseil de la République. — Lecture d'un rapport par M. Reverbori sur un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédit en faveur des victimes des inondations de l'Est (Document n° 3) et adoption, p. 3.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 51 (Loi n° 48-33 du 7 janvier 1948, J. O. du 8 janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les inondations dans l'Est de la France aux mois de décembre 1947 et janvier 1948, p. 1871 (Document n° 3836). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à accorder aux sinistrés des inondations des régions de l'Est une indemnité égale au montant des dommages subis, p. 531 (Document n° 3274).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Anna Scheil tendant à accorder une indemnisation représentant les trois quarts du salaire de base départemental aux ouvriers réduits au chômage par suite des inondations récentes des départements de l'Est, p. 531 (Document n° 3275). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mandon tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant réparation des dommages occasionnés par les inondations qui ont ravagé les départements de l'Est du 28 décembre 1947 au 5 janvier 1948, p. 535 (Document n° 3297). — Dépôt du rapport de M. André Guillaud, p. 1966 (Document n° 3855). — Discussion, p. 1930; adoption après modification du titre: « *Projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 2 milliards en vue de la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les calamités publiques qui se sont produites du 28 janvier 1947 au 15 janvier 1948 sur l'ensemble du territoire* », p. 1937.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 867 (Document n° 256). — Lecture du rapport par M. Avinin et discussion, p. 927; adoption à l'unanimité, p. 930.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2063 (Loi n° 48-473 du 21 mars 1948, J. O. du 24 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet la réparation des dégâts causés sur différents points du territoire par des crues et orages, p. 6099 (Document n° 5339). — Dépôt du rapport par M. Pierre Truffaut, p. 6260 (Document n° 5379). — Discussion, p. 6391; adoption, p. 6392.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2886 (Document n° 904). — Rapporteur M. Landaboure, discussion et adoption, de l'avis sur le projet de loi, p. 2949.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6158 (Loi n° 48-1467 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations et aux collectivités communales victimes, dans le département du Var, de graves inondations, et à prendre des mesures propres à éviter le retour de pareille calamité, p. 331 (Document n° 3204). — Lecture du rapport par M. Lionel de Tinguy et adoption de la proposition de résolution, p. 600.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hussen tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 250 millions de francs pour venir en aide aux victimes des inondations du département de l'Isère, p. 3790 (Document n° 4652).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux personnes, collectivités, entreprises publiques et privées, sinistrées par les inondations et autres calamités survenues dans les départements de l'Isère, des Hautes-Alpes et de la Savoie, p. 3753 (Document n° 4642).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Bonnet, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux populations du département de l'Isère victimes des inondations des 19 et 20 juin 1948, p. 3783 (Document n° 4647).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice-Petsche tendant à inviter le Gouvernement à faire voter des crédits de secours immédiats aux populations des Hautes-Alpes victimes des orages, pluies torrentielles et inondations, p. 3807 (Document n° 4655).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal, tendant à inviter le Gouvernement à faire voter des crédits de secours immédiats aux populations de la Savoie victimes des pluies torrentielles, inondations et orages récents, p. 3807 (Document n° 4656).

— Lecture du rapport par M. Truffaut et discussion, p. 3914; adoption après modification du titre: « *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire voter des crédits de secours immédiats destinés à venir en aide aux populations frappées par les récentes calamités publiques qui viennent de se produire dans de nombreux départements* », p. 3917.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice-Petsche tendant à inviter le Gouvernement à porter une aide immédiate aux victimes des inondations catastrophiques du Guil, de la Durance et de la Clarée dans les Hautes-Alpes, p. 2799 (Document n° 4269). — Rapporteur M. Pierre Truffaut; adoption, p. 2814.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rollin, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire inventorier rapidement les sinistres causés aux familles des régions de l'Est et à mettre immédiatement en œuvre un programme de fabrication spécialement destiné (à prix modique), à ces familles sinistrées, p. 99 (Document n° 26). — Dépôt du rapport par M. Brizard, p. 222 (Document n° 80). — Retrait de la proposition de résolution, p. 4266.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet la réparation des digues, routes et chemins endommagés par la crue de

l'Isère de juin 1948 et la poursuite des travaux prévus par les lois des 27 juillet 1930 et 6 avril 1935 et la loi provisoirement applicable du 30 novembre 1941, p. 4211 (Document n° 4771). — Dépôt du rapport par M. Pierre Truffaut, p. 5500 (Document n° 5199).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer la réparation intégrale des dommages causés par les grandes inondations, p. 2447 (Document n° 4092).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à accorder aux sinistrés des inondations des régions de l'Est, une indemnité égale au montant des dommages subis, p. 3917 (Document n° 4696).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer la réparation des dommages causés par les inondations qui ont, en décembre 1947 et janvier 1948, ravagé les départements de l'Est et, pour les éviter, à promouvoir l'aménagement des eaux en France, p. 4625 (Document n° 4951).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder aux victimes de la grave crue de l'Isère, dans la vallée du Grésivaudan, une indemnisation égale au préjudice causé, p. 6099 (Document n° 5338).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à la réparation des dégâts causés aux victimes des inondations du Rhône survenues les 24, 25 et 26 novembre 1944, dans le canton de Morestel (Isère) et la commune de Saint-Benoit (Ain), p. 6173 (Document n° 5369).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vilhet tendant à venir en aide aux collectivités et aux particuliers victimes des inondations qui ont dévasté certaines régions du département de la Drôme, en particulier le canton de Nyons, en accordant à ce département une somme de 50 millions sur les crédits votés pour la réparation des dégâts causés par les crues et orages, p. 3142 (Document n° 958).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de la législation sur les dommages de guerre les sinistrés des inondations survenues les 24, 25 et 26 novembre 1944 sur le territoire de plusieurs communes du canton de Morestel (Isère) et de la commune de Cordon (Ain), p. 335 (Document n° 3202).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julian tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département des Hautes-Alpes, victimes des inondations causées par la crue du Guil, p. 2809 (Document n° 4171).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide efficace aux sinistrés, aux communes, victimes des orages, de grêle et de l'inondation des 19 avril et 12 mai, qui ont causé des dégâts importants aux récoltes, aux habitations dans le département de l'Ariège, p. 2809 (Document n° 4272).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Biscarlet tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de la Haute-Loire, victimes de l'inondation et des orages de grêle du mois de mai 1948, p. 2956 (Document n° 4321).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice-Petsche tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la commune de la Salle, dans les Hautes-Alpes, atteintes par une inondation, p. 3405 (Document n° 4513).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garavel tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux victimes de l'inondation causée par l'Isère et le Drac, p. 3771 (Document n° 4641).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chamberlain tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide d'urgence aux victimes des inondations du département des Vosges et de certaines communes limitrophes, p. 4560 (Document n° 4934).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les cultivateurs et habitants victimes des crues de la Selloe en août 1948 dans les départements de Meur-

the-et-Moselle et de Moselle, p. 6415 (Document n° 5123).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacaze tendant à accorder aux victimes des crues des régions de l'Est, une indemnisation égale au montant des dommages causés, p. 2210 (Document n° 800).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5500 (Document n° 5202).

Voir également à *Calamités publiques*.

Inscriptions hypothécaires. — V. *Justice civile, commerciale ou administrative*.

Inscrits maritimes. — V. *Assurances des marins du commerce*.

Inspection académique. — V. *Traitements (éducation nationale)*.

Inspection des colonies. — V. *France d'outre-mer (ministère)*.

Institut national d'agronomie tropicale.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 30 juillet 1948, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un institut national d'agronomie tropicale, p. 5185.

Institut d'élevage et de médecine vétérinaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Malbram sur le projet de loi créant un institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux (n° 2271), p. 921 (Document n° 3460). — Adoption, p. 1457 (rectificatif, p. 1564).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 710 (Document n° 216). — Dépôt du rapport par M. Cozzano, p. 4136 (Document n° 371). — Discussion, p. 4303; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4304.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3038 (Loi n° 48-951 du 8 juin 1948, J. O. du 9 juin 1948).

Institut supérieur d'hygiène et de médecine tropicale. — V. *Enseignement supérieur*.

Institut médico-légal. — V. *Impôts (taxes départementales et communales)*.

Instituteurs et institutrices. — V. *Fonctionnaires de l'enseignement.* — France d'outre-mer. — Médaille d'honneur. — Pensions et retraites (personnels civils et militaires).

Interdiction de séjour. — V. *Algérie.* — France d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie) (textes généraux).

Intérieur (Ministère).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant suppression, transformation d'emplois et réorganisation de services au ministère de l'Intérieur, p. 4356 (Document n° 3654).

Interpellations (Assemblée nationale).

1^o MINISTÈRE ROBERT SCHUMAN

1. — **Politique extérieure du Gouvernement.** — Demande d'interpellation de M. Gilbert de Chambrun sur les conditions dans lesquelles a été signé l'accord du 2 janvier 1948 avec le gouvernement des Etats-Unis, p. 122. — Demande d'interpellation de M. Jacques Bardoux sur la politique étrangère du Gouvernement au lendemain de l'assemblée annuelle de l'Organisation des Nations Unies et après l'échec de la conférence à quatre de Londres, p. 202. — Demande d'interpellation de M. Etienne Fajon sur la politique étrangère du Gouvernement, et notamment sur ses intentions au sujet de la réouverture éventuelle de la frontière franco-espagnole, qui compromettrait l'indépendance française et l'organisation d'une paix démocratique, p. 417, 626. — Demande d'interpellation de M. de Moustiers sur la politique générale de M. le ministre des affaires étrangères, p. 601. — Demandes d'interpellation: 1^o de M. Ben Tounes, sur la politique du Gouvernement vis-à-vis du monde musulman; 2^o de M. Mezerna, sur la politique du Gouvernement à l'égard du problème palestinien, et

discussion, p. 732; suite de la discussion, p. 1198, 1329, 1393, 653; ordres du jour de M. Jacques Bardoux et de M. Marc Scherer, p. 1665; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Scherer, p. 1667.

2. — **Dévaluation du franc C. F. A.** — Demande d'interpellation de M. Lisette sur la position que le Gouvernement a adoptée en ce qui concerne le franc C. F. A., malgré le vote intervenu à l'Assemblée nationale, p. 4123; fixation de la date, p. 1729; renvoi à la suite au scrutin, p. 1730.

3. — **Poursuites contre des résistants combattants.** — Demande d'interpellation de M. Livry-Level sur les motifs qui poussent la justice à analyser l'activité clandestine de résistants combattants et à les poursuivre systématiquement dès que, dans leur lutte, ils ont eu enfreindre des lois ou décrets qui ne sont, en fait, applicables qu'en période de vie normale alors que, de nombreux côtés, a été créée une atmosphère de pardon et d'oubli en faveur de collaborateurs et de traitres à la patrie, p. 1482. — Demande d'interpellation de M. André Tourné sur les poursuites et les arrestations qui se multiplient dans tout le pays, à l'encontre de nombreux résistants, au moment même où l'on grâce des miliciens et autres traitres à la nation, p. 1767; fixation de la date de la discussion, p. 1905; renvoi à la suite, p. 1911.

4. — **Incidents de Fort-de-France.** — Demande d'interpellation de M. Aimé Césaire sur le grave incident qui vient de se produire à Fort-de-France (Martinique) lors de la manifestation R. P. F. qui s'est déroulée dans la ville, le 6 février 1948, ainsi que sur l'arrestation illégale du maire de la ville alors qu'il intervenait pour rétablir l'ordre, p. 682; discussion sur la fixation de la date, p. 1732, 2486; renvoi à la suite, p. 2487.

5. — **Elections à l'Assemblée algérienne.** — Demande d'interpellation de M. Fayet sur les graves incidents qui viennent de se dérouler en Algérie, le 4 avril 1948, à l'occasion des élections à l'Assemblée algérienne, p. 2104. — Demande d'interpellation de M. Mezerna Ahmed sur l'immixtion de l'administration algérienne dans les élections à l'Assemblée algérienne du 4 avril et sur les événements de la région d'Aumale, p. 2101; discussion sur la fixation de la date, p. 2487; renvoi à la suite, p. 2493.

6. — **Jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane.** — Demande d'interpellation de M. René Regaudie sur la lenteur des arrestations et du jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane, p. 1617. — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis sur le retard apporté au jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane, p. 2247; discussion sur la fixation de la date, p. 2493; renvoi à la suite, p. 2495.

7. — **Responsabilités de la catastrophe de Courrières.** — Demande d'interpellation de M. Lecœur sur les responsabilités de la catastrophe de Courrières, p. 2197; discussion sur la fixation de la date, p. 2498; renvoi au scrutin, après le dépôt des conclusions de la commission d'enquête, p. 2501.

8. — **Prix du sucre à la Réunion.** — Demande d'interpellation de M. Raphaël Babet sur les conditions et méthodes de fixation et de règlement du prix du sucre dans le département de la Réunion, p. 2318. — Demande d'interpellation de M. Legeranche sur les causes de la non fixation du prix du sucre réunionnais de la campagne 1947, p. 2501; discussion sur la fixation de la date, p. 2502; renvoi à la suite au scrutin, p. 2504.

9. — **Congrès européen.** — Demande d'interpellation de M. Jacques Bardoux sur le point de savoir si le Gouvernement a l'intention, avant la prochaine session à Paris de l'O. N. U. de prendre l'initiative d'un congrès européen qui dresserait, en s'inspirant du projet français et du statut américain d'union continentale, cette fédération européenne, condition et garantie de cette paix définitive en Europe, p. 2197; retrait, p. 2603.

10. — **Accident survenu aux hauts fourneaux de Colombelles (Calvados).** — Demande d'interpellation de M. Lenormand sur les causes et les conséquences de l'effroyable accident survenu aux hauts fourneaux de Colombelles (Calvados), où seize travailleurs du bâtiment ont trouvé la mort au cours de

la démolition de la voûte de l'atelier aciérie, atelier atteint par les bombardements lors du débarquement, p. 2688; retrait de l'interpellation, p. 2717.

11. — **Rejet du pourvoi en cassation de deux combattants F. F. I.** — Demande d'interpellation de M. Tourné sur le rejet de pourvoi en cassation demandé par les deux combattants F. F. I.: capitaine Moreau, condamné à mort par les assises de Pas-de-Calais, et le soldat F. F. I. Kabazinski, lui aussi condamné à mort par les assises de la Saône-et-Loire, p. 2908; fixation de la date, p. 3033; renvoi à la suite, p. 3036.

12. — **Augmentations de l'électricité et du gaz.** — Demande d'interpellation de M. Henri Bergasse sur les raisons pour lesquelles M. le ministre des finances et des affaires économiques, par son arrêté du 1^{er} janvier 1948, a permis à l'électricité de France de donner aux quittances un caractère rétroactif, p. 450. — Demande d'interpellation de M. Henri Lespès sur les motifs qui ont incité le Gouvernement à augmenter récemment le prix du courant électrique et, plus généralement, sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer le financement de l'équipement des entreprises nationalisées, p. 202. — Demande d'interpellation de M. Pierre Montel sur les motifs et les conditions d'application des récentes augmentations du gaz et de l'électricité, p. 991; fixation de la date, p. 1013; discussion sur la fixation de la date, p. 2425 et adoption au scrutin, p. 2498; discussion des interpellations, p. 2551. — Suite de la discussion, p. 3232; ordres du jour de M. Lacourt, p. 3233; M. Lespès, p. 3239; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Lecœur, p. 3240.

13. — **Politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer.** — Demande d'interpellation de M. Paul Valentin sur la politique suivie par le Gouvernement à l'égard des départements créés par la loi du 19 mars 1946, p. 1445; fixation de la date, p. 1730; renvoi à la suite, p. 3277.

14. — **Catastrophe de Kenadsa.** — Demande d'interpellation de Mme A. Sportis sur les causes de l'accident survenu aux mines de Kenadsa entraînant la mort de dix ouvriers ainsi que sur les lenteurs des services administratifs officiels pour l'organisation des secours, p. 2603. — Demande d'interpellation de M. Charles Serre sur les responsabilités soulevées par la catastrophe de Kenadsa, p. 3277; fixation de la date, p. 3278; renvoi à la suite, au scrutin, p. 3280.

15. — **Coinfrence de Londres.** — Demande d'interpellation de M. de Moustier sur la politique étrangère du Gouvernement, et notamment sur les décisions prises à Londres concernant le statut de l'Allemagne occidentale, p. 3241. — Demandes d'interpellations: 1^o de M. Billoux sur la récente conférence de Londres relative aux problèmes de l'Allemagne et sur les conséquences qui en découlent pour la France en ce qui concerne son droit à la sécurité et aux réparations allemandes; 2^o de M. Pierre Cot sur les accords de Londres relatifs à l'Allemagne occidentale; 3^o de M. Terrenoire sur les recommandations de la conférence des six à Londres et leurs conséquences sur l'avenir d'un pays qui a été envahi trois fois en soixante-dix ans par l'Allemagne, p. 3293; discussion, p. 3455, 3467, 3481, 3522, 3541, 3561, 3577; ordres du jour de: 1^o M. Florimond Bonte; 2^o M. Capitant; 3^o de M. Marc Scherer; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Scherer, p. 3690.

16. — **Incidents à Clermont-Ferrand.** — Demande d'interpellation de M. Pierre Beaudé sur les incidents graves qui se sont déroulés à Clermont-Ferrand, dans la nuit du 15 au 16 juin 1948, p. 3651, 3638; fixation de la date, p. 3639; renvoi à la suite, au scrutin, p. 3706.

17. — **Répartition de l'essence.** — Demande d'interpellation de M. Desjardins sur la répartition de l'essence et sur le scandaleux marché clandestin auquel donne lieu le système actuel de répartition, p. 3183. — Fixation de la date, p. 4537.

18. — **Politique du Gouvernement à l'égard des victimes de la guerre.** — Demande d'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des victimes de la

guerre et des anciens combattants et sur la non-observance des volontés du Parlement nettement exprimées au cours de scrutins publics, p. 2932; fixation de la date, p. 3285.

19. — *Politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Gaston Defferre, sur la politique du Gouvernement en matière de crédits d'équipement dans les territoires d'outre-mer, p. 1445; ajournement de la fixation de la date, p. 1733.

20. — *Suppressions d'emplois dans l'enseignement technique.* — Demande d'interpellation de M. Albert Masson sur le décret du 2 janvier 1948 portant réalisation d'économies au titre du ministère de l'éducation nationale et concernant les suppressions d'emplois dans l'enseignement technique, p. 96.

21. — *Danger d'inondation dans le département de Meurthe-et-Moselle.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur les mesures prises par les autorités du département de Meurthe-et-Moselle, pour avertir la population, quand ces autorités ont été informées du danger imminent d'inondation, p. 422.

22. — *Suppressions d'emplois dans l'enseignement technique et les centres d'apprentissage.* — Demande d'interpellation de M. Biscarlet sur les suppressions d'emplois au titre du ministère de l'éducation nationale, concernant les établissements publics d'enseignement technique et les centres d'apprentissage, mesures qui portent gravement atteinte au développement de l'enseignement technique et à la formation de la main-d'œuvre qualifiée et des cadres nécessaires à la production nationale, p. 122.

23. — *Situation du cinéma français.* — Révision des accords Blum-Byrnes. — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur la situation dramatique du cinéma français, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour la faire cesser, sur ses intentions relatives à l'utilisation des très importantes recettes bloquées en France provenant des films américains et sur la révision des accords Blum-Byrnes, p. 177.

24. — *Situation à Madagascar.* — Demande d'interpellation de M. Castellani sur: 1° La façon dont le Gouvernement compte régler la situation à Madagascar; 2° L'urgence de donner à ce pays une direction capable et sérieuse; 3° Les intentions du Gouvernement pour mettre fin à une campagne de presse dirigée contre la présence française et qui constitue un acte de trahison, p. 177.

25. — *Événements provoqués par des groupes armés à Perpignan au moment des grèves.* — Demande d'interpellation de M. André Tourné sur les événements graves provoqués par des groupes armés qui ont occupé des locaux municipaux à Perpignan au moment des grèves, p. 177.

26. — *Fonctionnement et exploitation de l'agence Havas depuis la libération.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur les conditions financières, administratives et commerciales du fonctionnement et de l'exploitation de l'agence Havas depuis la libération, p. 177.

27. — *Liberté de la presse.* — Demande d'interpellation de M. André Pierrard sur les atteintes permanentes portées par les pouvoirs publics à la liberté de la presse, p. 177.

28. — *Poursuites engagées contre des journaux.* — Demande d'interpellation de M. Henri Vadriens sur les poursuites engagées contre des journaux en violation des lois républicaines, p. 177.

29. — *Insuffisance de production du papier de presse.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Noël sur les dangers que présente pour la presse l'insuffisance de production du papier par notre industrie et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y remédier, p. 177.

30. — *Manifestation à Moulins (Allier) à l'occasion du concours agricole.* — Demande d'interpellation de M. Henri Veirines sur l'emploi des forces de police contre une paisible manifestation paysanne ayant eu lieu, le 18 janvier, à Moulins (Allier), à l'occasion du concours agricole, cependant qu'aucune mesure n'est prise pour assurer l'ordre public

contre les attentats fascistes qui ne cessent de se développer, p. 202.

31. — *Politique sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garé sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour améliorer d'urgence la situation sans cesse plus angoissante des personnes âgées faisant partie des catégories sociales dites « économiquement faibles », des « vieux travailleurs », des « petits rentiers », et notamment des « rentiers voyageurs » de l'Etat, et, d'une manière générale, de tous ceux qui ne peuvent plus ou qui ne peuvent pas travailler, p. 202.

32. — *Politique économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Charles Tillon sur les mesures que le Gouvernement prend pour désorganiser et liquider l'industrie aéronautique française au bénéfice d'industries étrangères, selon les engagements qu'il a pris dans le cadre du plan Marshall, et qui sont: 1° De reconstruire les nationalisations; 2° D'intégrer l'armée de l'air dans le cadre d'une force occidentale sous contrôle étranger et munie de matériel étranger; 3° De faciliter l'investissement de capitaux étrangers, toutes ces mesures étant déjà en voie d'exécution sous le couvert de rapports de complaisance établis sur ordre du Gouvernement, p. 258.

33. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Philippe Monin sur la politique agricole du Gouvernement et particulièrement sur les mesures tracassières, touchant les producteurs, les commerçants et les consommateurs, prises récemment par M. le sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, p. 293.

34. — *Gestion des usines de constructions aéronautiques.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Montel sur les causes de l'accident du « Languedoc-161 », à Romainville, et la suite que le Gouvernement entend donner aux conclusions des rapports Pellenc et Chalandon sur la gestion des usines de constructions aéronautiques, p. 298.

35. — *Incendie des magasins généraux de Charenton.* — Demande d'interpellation de M. Michel Peytel sur la catastrophe de l'incendie des magasins généraux de Charenton, p. 335.

36. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. André Lescorat sur la politique agricole du Gouvernement, p. 362.

37. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Jean Guillon sur l'arrestation illégale et le maintien en prison du président de la délégation de la république démocratique du Viet-Nam à Paris, ainsi que sur les rafles opérées récemment dans les camps de travailleurs vietnamiens en France, p. 417.

38. — *Attributions d'essence pour le mois de février.* — Demande d'interpellation de M. Demusois sur: a) les conditions générales de répartition de l'essence; b) les réductions et les formalités prévues en ce qui concerne les attributions d'essence pour le mois de février, p. 417.

39. — *Incendie du dépôt central de l'Entr'aide française à Charenton (Seine).* — Demande d'interpellation de Mme Germaine François sur les circonstances dans lesquelles s'est produit et développé l'incendie du dépôt central de l'Entr'aide française sis à Charenton et sur les raisons qui motivent la constitution d'un stock aussi important de matériel et denrées divers, dont la répartition s'aurait particulièrement nécessaire dans la situation économique actuelle, p. 450.

40. — *Incendie du dépôt central de l'Entr'aide française à Charenton (Seine).* — Demande d'interpellation de M. le général Joinville sur les circonstances dans lesquelles le dépôt de l'Entr'aide française de Charenton a été incendié, p. 450.

41. — *Incendie du dépôt central de l'Entr'aide française à Charenton (Seine).* — Demande d'interpellation de M. Rousseau sur les circonstances dans lesquelles a eu lieu l'incendie de l'entrepôt de l'Entr'aide française de Charenton, dans lequel se trouvait le précieux chargement du train de l'armée, et

sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le retour de pareils sinistres, p. 450.

42. — *Problème de l'industrie automobile française.* — Demande d'interpellation de M. Michel Peytel sur la politique du Gouvernement à l'égard du problème de l'industrie automobile française, p. 450.

43. — *Secours aux populations d'Algérie.* — Reprise d'une demande d'interpellation déposée en 1947 par M. Mohamed Bentateb sur les mesures que le Gouvernement compte prendre dans l'immédiat pour apporter un premier remède aux cas de misère les plus urgents qui se présentent en Algérie, p. 602.

44. — *Incendie du dépôt central de l'Entr'aide française à Charenton (Seine).* — Demande d'interpellation de M. Jean Minjot sur les conditions dans lesquelles s'est produit l'incendie aux entrepôts de Charenton des stocks de l'Entr'aide française et du train de l'armée, en particulier sur la présence de stocks aussi importants, de leur non-distribution et l'insuffisance des services de sécurité, p. 602.

45. — *Secours aux populations du Sud-algérien.* — Demande d'interpellation de M. Bentateb sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour apporter sans délai un premier secours à la détresse des populations du Sud-algérien, p. 682.

46. — *Ravitaillement en pain.* — Demande d'interpellation de M. Gérard Véo sur le ravitaillement en pain, p. 682.

47. — *Politique économique et sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Henry Bergasse sur la politique du Gouvernement en matière de salaires et de prix, p. 682 (rectificatif, 3917).

48. — *Répression administrative contre les musulmans en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Khider Mohamed sur les provocations et la répression administratives dont sont l'objet les musulmans en Algérie, p. 865.

49. — *Situation dans les territoires du Sud-algérien et des anciens militaires d'origine musulmane.* — Demande d'interpellation de M. Reille-Soult sur l'état de la population nomade des territoires du Sud-algérien, ainsi que sur la situation des anciens militaires d'origine musulmane en Algérie, p. 865.

50. — *Situation de la population du Sud-algérien.* — Demande d'interpellation de M. Charles Sorre sur la misère profonde des populations du Sud-algérien et les moyens mis en œuvre par le Gouvernement pour y remédier, p. 865.

51. — *Catastrophe ferroviaire de Thumeries.* — Demande d'interpellation de M. Ramette sur la catastrophe ferroviaire de Thumeries et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le retour d'un tel événement dont les conséquences douloureuses ne lui échappent pas, p. 865.

52. — *Politique sociale du Gouvernement dans les départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Césaire sur la politique que suit le Gouvernement dans les départements d'outre-mer, des Antilles, de la Guyane française et de la Réunion, et notamment sur la non-application de la loi du 19 mars 1946 dans le domaine du travail et de la sécurité sociale, p. 931.

53. — *Politique économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. J.-P. Palewski sur la politique économique du Gouvernement, p. 1123.

54. — *Causes de la perte du Latécoère 631.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Courant sur les causes de la perte du Latécoère 631 parti du Havre le 21 février et disparu au large de Cherbourg, p. 1123.

55. — *Politique du Gouvernement en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Fayet sur la politique du Gouvernement à l'égard des questions musulmanes et sur la répression dont sont victimes en Algérie, des travailleurs ainsi que des élus et militants d'organisations nationales et démocratiques, p. 1123.

56. — *Catastrophe de l'hydravion géant Laté 631-7.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Gressa sur les conditions dans lesquelles s'est produite la catastrophe de l'hy-

Cravion géant *Ené* 631-7 qui a reçu en pleine tempête l'ordre d'envol, et dont la perte a causé la mort de 19 techniciens de l'aviation, et sur les raisons qui ont motivé la levée de la réquisition des anciens établissements Latécoère de Toulouse, p. 1158.

57. — *Offensive déclenchée contre la latéité dans les départements de l'Ouest.* — Demande d'interpellation de M. Hamon sur l'offensive déclenchée contre la latéité par le comité dit « Comité d'action pour la liberté scolaire », qui n'hésite pas, dans les départements de l'Ouest de la France, en particulier, à utiliser des moyens illégaux pour arriver à ses fins, p. 1281.

58. — *Honneurs militaires rendus aux manifestations patriotiques dans le département de l'Oise.* — Demande d'interpellation de M. Jean Legendre sur les conditions d'application de la circulaire n° 23 du 21 janvier 1915 concernant les « honneurs militaires à rendre aux personnalités civiles et militaires » et plus spécialement de l'application qui en a été faite aux manifestations patriotiques organisées les 6 et 7 mars par les municipalités de Beauvais, Senlis et Compiègne, p. 1482.

59. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jean Chamant sur les raisons pour le moins étranges pour lesquelles le Gouvernement n'a pas cru devoir autoriser le roi Michel de Roumanie à exposer en France les circonstances dans lesquelles il a été contraint d'abdiquer, p. 1482.

60. — *Distribution de sucre aux grévistes de novembre 1947.* — Demande d'interpellation de M. Patrice Bougrain sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement a autorisé et fait distribuer 300 tonnes de sucre données par les ouvriers polonais aux seuls grévistes français de novembre 1947 en guise de prime de non rendement, p. 1675.

61. — *Lock-out dans les raffineries de sucre de Saint-Louis de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. P. Cermolacce sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin au lock-out ordonné par la direction des raffineries de sucre de Saint-Louis de Marseille, p. 1675.

62. — *Dissolution de la municipalité d'Oran.* — Demande d'interpellation de Mme Alice Sportisse sur les raisons qui ont amené M. le ministre de l'Intérieur à prendre un décret de dissolution de la municipalité d'Oran, p. 2063.

63. — *Politique économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Hulin-Desgrées, sur les efforts d'économies actuellement réalisées par le Gouvernement aux divers postes du budget de l'État et sur les directions dans lesquelles il entend poursuivre ces efforts, conformément à la loi, aux vœux du Parlement et à ses propres engagements, p. 2063.

64. — *Retrait du projet de loi relatif à la transformation des écoles privées des houillères de bassin.* — Demande d'interpellation de M. Doyen sur les conditions dans lesquelles a été retiré le projet de loi n° 1855 étendant à toutes les houillères de bassin les dispositions de l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public, p. 2090.

65. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Renaud sur la non-application du protocole d'accord signé le 25 juillet 1947, entre les représentants de la C. G. A. et les représentants des fédérations des travailleurs de l'agriculture (C. G. T. et C. F. T. C.) et contresigné par M. le ministre de l'Agriculture, p. 2104.

66. — *Réorganisation et fusion des trois grandes régions financières.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Montel sur les projets du Gouvernement de procéder d'urgence et par voie de décret à des mesures de réorganisation et de fusion des trois grandes régions financières, ceci avant même la discussion des projets de réforme fiscale, p. 2104.

67. — *Perquisition au domicile d'un conseiller municipal de la ville de Cannes.* —

Demande d'interpellation de M. Pourtalet sur l'attitude scandaleuse et l'action antirépublicaine du préfet des Alpes-Maritimes, qui couvre et protège l'activité factieuse ouverte des bandes du R. P. F. dans le département et ordonne une perquisition abusive au domicile d'un élu au conseil municipal de la ville de Cannes, militant ouvrier connu et estimé de la population du quartier de la Bocca dont il est l'élu, p. 2197.

68. — *Projet de fermeture des houillères de Bonchamp (Haute-Saône).* — Demande d'interpellation de M. Servin sur les projets de fermeture des houillères de Bonchamp (Haute-Saône), p. 2197.

69. — *Licenciement des mineurs et fermeture de puits de mine dans le bassin des Basses-Alpes.* — Demande d'interpellation de M. Girardot sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour empêcher le licenciement des mineurs et la fermeture de puits de mine dans le bassin des Basses-Alpes et maintenir une production utile à l'économie du pays, p. 2197.

70. — *Politique du Gouvernement en matière de ravitaillement.* — Demande d'interpellation de Mme Denise Ginollin sur la politique suivie par le Gouvernement en matière de ravitaillement, p. 2218.

71. — *Événements tragiques en Palestine.* — Demande d'interpellation de M. Guy de Boysson sur l'attitude que compte prendre le Gouvernement en face des tragiques événements qui se déroulent en Palestine et sur ses intentions éventuelles d'envoyer des troupes françaises dans ce territoire, p. 2383.

72. — *Manifestations à l'occasion des journées de printemps de la jeunesse.* — Demande d'interpellation de M. Yves Péron sur les raisons de l'interdiction de la manifestation organisée par la C. G. T. à l'occasion des journées de printemps de la jeunesse et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre à la jeunesse française de manifester son attachement aux institutions républicaines et son désir d'obtenir un avenir meilleur, p. 2383.

73. — *Expulsion du journal Le Patriote de Bastia.* — Demande d'interpellation de M. Giovoni sur les conditions dans lesquelles a été ordonnée l'expulsion du journal *Le Patriote* de Bastia, en contradiction avec les termes et l'esprit de la loi du 11 mai 1946, p. 2383.

74. — *Grèves des ouvriers agricoles de Bessan.* — Demande d'interpellation de M. Calas sur les scandaleuses mesures de répression prises à l'égard des grévistes de Bessan et les dispositions que le Gouvernement compte adopter pour permettre aux ouvriers agricoles en lutte pour leur droit à la vie d'obtenir satisfaction, p. 2417.

75. — *Politique générale et étrangère du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul David sur l'état d'ignorance complète dans lequel est tenu le Parlement en ce qui concerne: 1° les négociations militaires qui se dérouleraient actuellement entre le Gouvernement français et certains gouvernements alliés dans le cadre d'une organisation de défense commune de l'Europe; 2° les données de cette organisation européenne de défense que le Parlement ne connaît pas davantage; 3° l'organisation de notre propre système de sécurité nationale, p. 2417.

76. — *Usine nationalisée de la société d'étude et de construction du matériel d'aviation à Arnage (Sarthe).* — Demande d'interpellation de M. Robert Manceau sur les conditions dans lesquelles fut cédée l'usine nationalisée de la société nationale d'étude et de construction du matériel d'aviation située à Arnage, dans la Sarthe, à la société belge Jeumont et sur les conditions de licenciement du personnel de la société nationale d'étude et de construction du matériel d'aviation et sur la reprise par la société Jeumont, p. 2523.

77. — *Activité du préfet des Hautes-Alpes.* — Demande d'interpellation de M. Gaston Juhan sur le cas du préfet des Hautes-Alpes dont l'activité comme sous-préfet de Châteaubriant a été mise en cause lors du procès du territorial Touya, p. 2523.

78. — *Politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Aimé Césaire sur les menées

impérialistes dont sont l'objet les Antilles et la Guyane française ainsi que sur l'attitude que le ministre des affaires étrangères entend adopter à l'égard de la résolution prise à la conférence de Bogota tendant à l'élimination de la présence européenne du continent américain, p. 2523.

79. — *Cessation des poursuites contre l'ex-général Weygand.* — Demande d'interpellation de M. Yves Péron sur la cessation des poursuites contre l'ex-général Weygand et les conditions dans lesquelles il aurait été relevé de l'indignité nationale, p. 2523.

80. — *Élections à l'Assemblée algérienne.* — Demande d'interpellation de M. Ben Chenouf sur les conditions dans lesquelles ont été préparées, et se sont déroulées les élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril 1948, p. 2523.

81. — *Difficultés d'exploitation de la presse française.* — Demande d'interpellation de M. Pierre André sur les difficultés d'exploitation que rencontre la presse française du fait des conditions qui lui sont imposées par le Gouvernement, p. 2603.

82. — *Priz d'acquisition du sucre réunionnais de la campagne 1947.* — Demande d'interpellation de M. de Lepervanche sur les conséquences de l'arrêt du 4 mai 1948 fixant le prix d'acquisition du sucre réunionnais de la campagne 1947, p. 2603.

83. — *Fermeture des houillères de Ronchamp (Haute-Saône).* — *Exploitation du bassin houiller de Saint-Germain-les-Lure (Haute-Saône).* — Demande d'interpellation de M. Montillot: 1° sur la fermeture prochaine des houillères de Ronchamp (Haute-Saône), qui auraient de trop importants déficits d'exploitation; 2° sur l'absence d'exploitation du bassin houiller de Saint-Germain-les-Lure (Haute-Saône), situé à quelques kilomètres du précédent, malgré que les sondages aient donné des résultats concluants et que la société concessionnaire ait été prête à commencer l'exploitation, lorsqu'elle en a été empêchée par la nationalisation des charbonnages, p. 2610.

84. — *Situation de l'industrie de la chaussure.* — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la grave situation qui pèse sur l'industrie de la chaussure, p. 2688.

85. — *Politique coloniale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pronneau sur les mesures exceptionnelles prises au Maroc par M. le résident général et entre autres: 1° sur l'application en fait de l'état de siège depuis la fin avril dans toute une série de localités du Maroc allant jusqu'à la pénétration de force à main armée dans les habitations et l'enlèvement par la force de nombreuses personnes; 2° sur les mesures de violence exercées à l'égard des mineurs en grève à Kouriba et se manifestant non seulement par des arrestations et déportations en masse de grévistes et de leurs familles mais encore par l'application du fouet publiquement à des mineurs et d'autres mesures de violence ayant entraîné mort d'hommes, p. 2808.

86. — *Droit de contrôle de la commission de la défense nationale.* — Demande d'interpellation de M. Anxiomaz sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le libre et complet exercice, avec toutes les facilités nécessaires, du droit de contrôle sur pièces et sur place, que la loi du 11 juillet 1938, articles 31 et 35, reconnaît à la commission de la défense nationale dans le cadre de ses attributions, p. 2932.

87. — *Expulsion des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul des services sociaux de la S. N. C. F.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la décision de la Société nationale des chemins de fer français de chasser les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul des services sociaux de la Société nationale des chemins de fer français et notamment de ceux de la rue du Chevaleret où, depuis 1840, elles font bénéficier de leur dévouement des milliers de chétifs qui sont les premiers à protester contre ce nouvel acte de sectarisme anti-religieux, p. 2932.

88. — *Centre universitaire d'études politiques et administratives de Bordeaux.* — De-

mande d'interpellation de M. Jules Ramarony sur les raisons pour lesquelles le contra-universitaire d'études politiques et administratives de Bordeaux n'a pas été transformé en institut politique bien que des décrets en date du 4 mai 1948 aient créé trois instituts à Lyon, Grenoble et Toulouse, une semblable omission ayant pour conséquence de compromettre très gravement l'avenir de l'université de Bordeaux, p. 2999.

89. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot sur la politique extérieure du Gouvernement, p. 3038.

90. — *Grèves administratives de l'Ouest.* — Demande d'interpellation de M. Gorse sur les grèves administratives dans les départements de l'Ouest, p. 3124.

91. — *Mode et détermination de l'impôt sur les bénéfices agricoles.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur l'interpellation donnée par la commission départementale des impôts directs de Meurthe-et-Moselle de la loi du 27 février 1948 sur le mode de détermination de l'impôt sur les bénéfices agricoles de 1948, p. 3293.

92. — *Paiement en francs métropolitains des pensions et retraites dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Porcinal sur l'application de la circulaire n° 572 du 9 mars 1948 qui prévoit le paiement en francs métropolitains des retraites et des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer et non plus en francs locaux, p. 3479.

92. — *Fermeture des usines de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Costes sur les menaces de fermeture des usines de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre, en particulier celles situées à Issy-les-Moulineaux et à Boulogne-Billancourt, p. 3600.

94. — *Incidents à Clermont-Ferrand.* — Demande d'interpellation de M. André Noël sur les incidents qui se sont récemment produits à Clermont-Ferrand à l'occasion d'une grève aux usines Bergougnan et sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour en empêcher le renouvellement, p. 3651.

95. — *Fermeture des usines de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Costes sur les menaces de fermeture des usines de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre, en particulier celles situées à Issy-les-Moulineaux et à Boulogne-Billancourt, p. 3709.

96. — *Incidents de Clermont-Ferrand.* — Demande d'interpellation de M. Krieger sur les incidents de Clermont-Ferrand, p. 3723.

97. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Cadi Abdalkader, sur les tolérances accordées par le ministre de l'Intérieur aux organisations sionistes qui ont chargé, en toute quiétude, le 12 juin 1948, sur le bateau *Allalina*, dans un port français, à Port-de-Bouc, à destination de la Palestine, armes, cherchilles, munitions et 800 volontaires sionistes, et sur la façon dont il entend concilier son attitude avec le rôle de la France comme membre de la commission de trêve instituée par l'organisation des Nations Unies, p. 3723.

98. — *Politique coloniale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Bentaleb sur les mesures que compte prendre le Gouvernement à l'égard de l'ancien bey de Tunis, p. 4015.

99. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Chambelton sur les conditions dans lesquelles se déroulent les négociations engagées avec le gouvernement des Etats-Unis en vue de la conclusion des accords bilatéraux prévus par la loi américaine de coopération économique du 3 avril 1948; 2° de M. Gilbert de Chambrun, sur les derniers développements du plan Marshall dans son application à notre pays; 3° de M. Pierre Cot sur les négociations que le Gouvernement mène depuis plusieurs mois, avec le gouvernement des Etats-Unis, pour l'application de la loi de coopération économique votée par le Congrès des Etats-Unis (plan Marshall), p. 3884.

100. — *Liberté de vente des produits laitiers.* — Demande d'interpellation de M. de Recy sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite des incidents qui se déroulent actuellement en Artois, dans le canton de Saint-Pol et plus spécialement à Billy-Montigny, ainsi que sur la nécessité de rétablir d'urgence la liberté de vente des produits laitiers en France, p. 3917.

101. — *Reclassement des fonctionnaires de l'enseignement.* — Demande d'interpellation de M. Ramarony sur les mesures prises par le Gouvernement pour donner au personnel de l'enseignement, par un reclassement équitable, des conditions de vie dignes de leur fonction et pour mettre fin au différend particulièrement préjudiciable aux candidats aux différents examens, aux professeurs et à l'enseignement public en général, p. 3947.

102. — *Activité du sous-préfet de Lorient.* — Demande d'interpellation de M. Guiguen sur le cas du sous-préfet de Lorient dont l'activité en tant que sous-préfet de Bergerac, sous le gouvernement de Vichy, a causé l'arrestation et la mort de patriotes français, en mars 1944, p. 4052.

103. — *Incidents au cours des campagnes électorales à Boromo.* — Demande d'interpellation de M. Mamadou Konate sur les pressions exercées par l'administration au cours des récentes campagnes électorales en Haute-Volta, au Niger et au Soudan, et notamment sur les incidents qui viennent d'avoir lieu à Boromo au cours desquels 12 militants et 2 propagandistes du rassemblement démocratique africain ont été arbitrairement arrêtés, et un autre blessé par des gardes à coups de balonnette, p. 4052.

104. — *Réorganisation des transports maritimes entre la France et la Corse.* — Demande d'interpellation de M. Defferre sur la façon dont le Gouvernement entend : 1° Réorganiser les transports maritimes entre la France et la Corse pour éviter que ne se reproduisent les accidents du genre de celui qui a failli occasionner, le mercredi 23 juin, le naufrage de la *Ville-d'Ajaccio*; 2° Quelles mesures il entend prendre pour doter le port de Marseille du matériel nécessaire, notamment en remorqueurs, pour parer à de telles éventualités, p. 4161.

105. — *Politique intérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Terrenoire sur les déclarations que M. le ministre de l'Intérieur a faites aux correspondants d'une agence étrangère, déclarations qui portent sur des mesures d'ordre intéressant exclusivement la politique intérieure française et dont le Parlement n'a pas encore été informé, ainsi que sur le jugement qu'il a cru devoir exprimer touchant le général de Gaulle, p. 4210.

106. — *Ravitaillement en poisson.* — Demande d'interpellation de M. Triboulet sur la politique à retardements et contradictions du Gouvernement concernant le ravitaillement, notamment en poisson, p. 4263.

107. — *Grève des examinateurs du baccalauréat.* — Demandes d'interpellation : 1° de M. Joseph Denais sur le retard apporté à résoudre le conflit qui inflige aux candidats du baccalauréat et à leurs familles une intolérable brimade; 2° de M. Robert Bétolaud, sur les conditions dans lesquelles M. le ministre de l'Éducation nationale a laissé se développer la grève des examinateurs du baccalauréat, p. 4336.

108. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Devinat sur la politique du Gouvernement en Indochine, p. 4331. — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la politique du Gouvernement en Indochine, notamment à la suite de la décision du congrès socialiste d'ouvrir des pourparlers avec Ho Chi Minh, agent de Moscou en Indochine, qui a trahi sa parole, fait assassiner nos compatriotes et garde encore des otages en violation des lois de guerre, p. 4422.

109. — *Politique étrangère du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pierre André sur les mesures que le Gouvernement entend prendre afin d'assurer la sécurité extérieure de l'Etat, menacée par les membres d'une organisation internationale au service de la Russie des Soviets (organisa-

tion connue sous le nom de Kominform), laquelle a déjà pris position à plusieurs reprises contre la politique étrangère de la France, p. 4422.

110. — *Liberté de la presse.* — Demande d'interpellation de M. Denais sur les atteintes portées à la liberté de la presse par les décisions, dépourvues de toute base légale, récemment prises, par le ministre de l'Intérieur, notamment en interdisant la mise en vente publique d'un ouvrage écrit à la gloire du maréchal Foch, p. 4497.

111. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Castellani sur les conséquences de l'accord de la baie d'Along sur les possessions françaises de Cochinchine et les trois villes d'Anouk, Tourane et Haiphong et sur l'avenir de l'Union française, p. 4497.

112. — *Démembrement du domaine privé de la Guadeloupe.* — Demande d'interpellation de M. Valentino sur le démembrement entrepris au mépris des lois toujours exécutoires et malgré la protestation du conseil général de la Guadeloupe du domaine privé du département de la Guadeloupe, et poursuivi illégalement malgré l'avis du conseil d'Etat, p. 4571.

113. — *Intégration dans les cadres métropolitains des fonctionnaires des eaux et forêts des départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. de Lepervanche sur les modalités d'intégration dans les cadres des eaux et forêts de la métropole et de l'Algérie des fonctionnaires et agents des cadres généraux et locaux des eaux et forêts en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 4624.

114. — *Ecoles privées des houillères nationales.* — Demande d'interpellation de M. Palinaud sur la violation de la loi du 8 juin 1948 relative aux écoles privées des houillères nationales, violation réalisée avec l'appui du préfet de la Loire qui ne prend pas les mesures nécessaires pour que les locaux scolaires du Montcel à la Ricamarie soient remis à la disposition de l'école laïque, p. 4625.

115. — *Augmentation du prix des carburants.* — Demande d'interpellation de M. Robert Schmidt sur les raisons qui ont motivé l'augmentation du prix des carburants et sur l'économie de la politique du Gouvernement en matière de produits pétroliers, p. 4770.

116. — *Situation politique et économique de la Guadeloupe.* — Demande d'interpellation de M. Devinat sur la situation politique et économique en Guadeloupe, et sur les conséquences des grèves actuelles sur la campagne agricole, p. 4770.

117. — *Politique intérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Larreppe sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour garantir la liberté des citoyens dans les conditions prévues par la Constitution française et les sanctions qu'il entend prendre contre les fonctionnaires d'un jeune patriote ardennais, arbitrairement interné pendant six mois dans une maison d'aliénés, p. 4718.

118. — *Rectifications de frontière du Mont-Cenis.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot sur les intentions du Gouvernement relatives aux rectifications de frontière du Mont-Cenis, p. 4800.

2° MINISTRE ANDRÉ MARIE

119. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Billoux sur la composition du Gouvernement et la politique générale qu'il entend suivre et fixation de la date, p. 4912; renvoi à la suite, au scrutin, p. 4914.

120. — *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 4936. — Discussion, p. 5355, 5377, 5399; ordres du jour de M.M. Mouton et Darou, p. 5409; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Darou, p. 5409.

121. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Fré-

déric-Dupont sur la politique du Gouvernement en Indochine, notamment à la suite de la décision du congrès socialiste d'ouvrir des pourparlers avec Ho Chi Minh, agent de Moscou en Indochine, qui a trahi sa parole, fait assassiner nos compatriotes et garde encore des otages en violation des lois de guerre, p. 4936. — Demande d'interpellation de M. Devinat sur la politique du Gouvernement en Indochine, p. 5075. — Demande d'interpellation de M. Castellani sur les conséquences de l'accord de la baie d'Along pour les possessions françaises de Cochinchine, les trois villes de Hanoi, Tourane et Haiphong et pour l'avenir de l'Union française, p. 5159. — Demande d'interpellation de M. Jean Guillon sur la politique que poursuit le Gouvernement à l'égard du Viet-Nam, p. 5938. — Discussion sur la fixation de la date, p. 5983; renvoi à la suite, au scrutin, p. 5993.

122. — *Problème de la reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Livry-Level sur le problème de la reconstruction, p. 1936.

123. — *Paiement en francs métropolitains des pensions et retraites dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Forcinat sur la question du paiement en francs métropolitains des retraites et de pensions des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer et non plus en francs locaux, p. 5075.

124. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Chambeiron sur les raisons qui ont conduit le Gouvernement à procéder à l'arrestation, la détention et la déportation d'un certain nombre de paisibles travailleurs vietnamiens, p. 5075.

125. — *Politique du ravitaillement.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Triboulet sur la politique du ravitaillement, p. 5075.

126. — *Politique du logement et de la reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Triboulet sur la politique du logement et de la reconstruction, p. 5075.

127. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pourtalet sur les incidences territoriales et économiques malheureuses que les accords franco-italiens signés le 8 juillet 1948 vont avoir sur une partie des populations vivant sur les territoires récemment reconquis faisant partie du département des Alpes-Maritimes, p. 5075.

128. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Mudry sur la décision du Gouvernement du 6 juillet 1948 concernant la rétrocession à l'Italie des territoires du Mont-Cenis, p. 5075.

129. — *Prix du blé.* — Demande d'interpellation de M. Roulon sur la fixation du prix du blé de la récolte actuelle, p. 5184.

130. — *Répartition de l'essence.* — Demande d'interpellation de M. Desjardins sur la répartition de l'essence et le scandale du marché noir auquel l'essence donne lieu, p. 4936.

131. — *Situation de la presse.* — Demande d'interpellation de M. Terrenoire sur les incidents provoqués à Saint-Etienne par la tentative de réouverture du journal *La Tribune* et d'une façon générale sur la situation de la presse née de la Résistance, p. 5408.

132. — *Essence aux touristes étrangers.* — Demande d'interpellation de M. Henri Meck sur les modalités d'application de la mesure accordant aux touristes étrangers séjournant en France des dotations de 500 ou 200 litres d'essence et sur le moyen de mettre un terme aux abus engendrés par cette mesure, p. 5408.

133. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Marc Scherer sur les conditions dans lesquelles est intervenue la fermeture des établissements français d'enseignement et de recherche scientifique en Roumanie et en Bulgarie et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour protéger les professeurs et les biens de ces établissements, en attendant que soit obtenu des gouvernements roumain et bulgare le retrait d'une mesure gravement préjudiciable au prestige de la France dans des pays traditionnellement attachés à la culture et à l'amitié françaises, p. 5408.

134. — *Politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'inter-

pellation de M. Valentino sur les changements que le Gouvernement entend apporter à sa politique économique, financière et monétaire en ce qui concerne les départements et territoires d'outre-mer, p. 5351.

135. — *Politique de la reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Crouzier sur la politique du Gouvernement en matière de reconstruction, p. 5499.

136. — *Reconstruction et dommages de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garet sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour continuer et améliorer l'œuvre de reconstruction et pour assurer la réparation effective des dommages de guerre, p. 5752.

137. — *Amélioration de ceux qui ne peuvent plus ou pas travailler.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garet sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour améliorer d'urgence la situation sans cesse plus angossante des personnes âgées faisant partie des catégories sociales dites économiquement faibles; des vieux travailleurs, des petits rentiers et, d'une manière générale, de tous ceux qui ne peuvent plus ou qui ne peuvent pas travailler, p. 5752.

138. — *Pêche aux îles Saint-Paul et Amsterdam.* — Demande d'interpellation de M. R. Babet sur l'octroi d'une concession exclusive de trente ans accordée à un particulier pour la pêche aux îles Saint-Paul et Amsterdam, p. 5557.

139. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. René Arthaud sur la politique que suit le Gouvernement à l'égard du gouvernement franquiste qui fait peser sur le peuple espagnol une atroce répression, p. 6361.

3^e 2^e MINISTÈRE ROBERT SCHUMAN

140. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demandes d'interpellations: 1^o de M. Louis Rollin sur la composition du Gouvernement et sur la politique générale; 2^o de M. Triboulet sur la politique indiquée par la composition du nouveau cabinet; 3^o de M. Jacques Ducloux sur la composition du nouveau Gouvernement et sur la politique qu'il se propose de poursuivre et discussion, p. 6440; ordres du jour de MM. de Monthion et Antier, p. 6452; rejet, au scrutin, de l'ordre du jour de M. de Monthion, p. 6457.

141. — *Liberté de vente du pain.* — Demande d'interpellation de M. Moulin sur la politique que le Gouvernement entend pratiquer ainsi que ses prochaines décisions concernant la liberté de vente du pain pour mettre un terme à l'hypocrisie du système actuel, p. 6458.

142. — *Répartition de l'essence.* — Demande d'interpellation de M. Desjardins sur la répartition de l'essence et le scandale intolérable du marché noir sur les carburants, p. 6458.

4^e MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

143. — *Composition et politique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valimont sur la composition et la politique du Gouvernement, p. 6503; discussion, p. 6509 et renvoi à la suite, au scrutin, p. 6512.

144. — *Événements de Grenoble.* — Demande d'interpellation: 1^o de M. Dufour, sur les graves événements survenus à Grenoble et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour la dissolution des groupes armés du R. P. F.; 2^o de M. Grimaud, sur les événements qui se sont déroulés à Grenoble le 18 septembre 1948 et les responsabilités encourues, p. 6759. — Demande d'interpellation de M. Polmhout sur les mesures que le Gouvernement compte prendre ou proposer à l'Assemblée pour éviter le retour d'incidents semblables à ceux qui viennent de se dérouler à Grenoble et dont le renouvellement risquerait de conduire le pays à la guerre civile, et discussion, p. 6792; ordres du jour de MM. Charles Lussy et Jacques Ducloux, p. 6840 et adoption de l'ensemble de l'ordre du jour de M. Charles Lussy, p. 6811.

145. — *Procès de Madagascar.* — Demande d'interpellation de M. Vincent Hadzi sur les mesures que le Gouvernement compte pren-

dre pour assurer une justice seraine et impartiale aux accusés dans le procès de Madagascar, p. 6814. — Discussion, p. 6820. — Demande d'interpellation de M. Konaté sur les circonstances dans lesquelles se déroule le procès des parlementaires malgaches, p. 6576; suite de la discussion, p. 6823; renvoi à la suite, p. 6834.

146. — *Prix du pain.* — Demande d'interpellation de M. André Muller sur la nouvelle taxation du prix du pain qui crée un tarif préférentiel pour Paris alors que des départements producteurs et exportateurs de blé se trouvent pénalisés de plusieurs francs au kilogramme, p. 6576. — Retrait, p. 7009.

147. — *Révélation de M. le ministre de l'intérieur et grèves.* — Demandes d'interpellation: 1^o De M. Louis Rollin, sur les conséquences que le Gouvernement entend tirer des graves révélations de M. le ministre de l'intérieur relatives à l'action exercée par certains organismes français — sur l'ordre et avec les subsides d'une puissance étrangère — pour faire échec à la politique extérieure de la France, empêcher toute préparation militaire et « assurer par les grèves la chute verticale de l'économie française »; 2^o De M. Legendre, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin au sabotage de l'économie française, organisée par le parti communiste sur l'ordre du « Kominform » ainsi qu'il résulte des révélations faites par M. le ministre de l'intérieur au congrès socialiste du 10 octobre dernier; 3^o De Mme Anna Scholl, sur: a) l'assassinat par les C. R. S. de l'ouvrier Jamsok; b) le matriquage par les forces de police de la population des régions minières de la Moselle et plus particulièrement des femmes; c) les arrestations illégales et les pressions exercées sur les travailleurs étrangers; 4^o De M. Patinaud, sur les assassinats perpétrés à Firminy contre les travailleurs; 5^o De M. Patinaud, sur les conditions dans lesquelles le ministre de l'intérieur a fait état de prétendues interventions extérieures dans le développement des luttes revendicatives des travailleurs de France; 6^o De M. Gabriel Roucaute, sur les tragiques événements survenus le mardi 26 octobre 1948, à Alès, au cours des opérations de police contre les puits de mines d'Alès; 7^o De M. Gabriel Roucaute, sur les déclarations du ministre de l'intérieur, d'après lesquelles de soi-disant interventions extérieures auraient déterminé des mouvements de grève que les dures conditions d'existence des travailleurs suffisent pleinement à expliquer et à justifier; 8^o De M. Lecour, sur les faits matériels qui ont amené le ministre de l'intérieur à faire des déclarations relatives à de prétendues interventions extérieures qui auraient soi-disant exercé des pressions sur le développement de la politique française; 9^o De M. Garaudy, sur les déclarations faites par le ministre de l'intérieur sur de prétendues interventions extérieures dans le développement du mouvement gréviste en France et sur les conséquences tirées de ces déclarations par certains magistrats, p. 6990. — Discussion, p. 6991, 7038, 7069, 7107, 7123; ordre du jour de MM. Cudenet, p. 7135 et Jacques Ducloux, p. 7142; question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Jacques Ducloux, p. 7113; explication de vote, p. 7150, 7169, 7190; rejet au scrutin, p. 7193; ordre du jour de M. Dussacault, p. 7193; retrait, p. 7197; rejet au scrutin de l'ordre du jour repris par M. Jacques Ducloux qui le modifie, p. 7198; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Cudenet, p. 7240.

148. — *Incidents du 11 novembre 1948.* — Demande d'interpellation de M. Touchard, sur les incidents qui se sont produits à Paris, le 11 novembre, et, notamment, sur l'intervention des forces de police contre un cortège pacifique d'anciens combattants, de victimes de guerre et de résistants et sur l'arrestation arbitraire des députés Pierre Villon et Waldeck L'Huillier, p. 6990. — Demandes d'interpellation: 1^o de M. Maillet-Joinville, sur l'interdiction illégale de la réunion organisée le vendredi 19 novembre à Paris, par les associations d'anciens combattants pour protester contre les violences exercées par la police sur les anciens combattants et la population parisienne, alors qu'ils allaient à l'Arc de triomphe célébrer le 50^e anniversaire de l'armistice; 2^o de M. Emmanuel d'Astier, sur les incidents qu'ont provoqués les dispo-

sitions prises par le ministre de l'intérieur lors des cérémonies commémoratives du 11 novembre à Paris; 3° de M. Chambeiron, sur les incidents qu'ont provoqués les dispositions prises par le ministre de l'intérieur lors des cérémonies commémoratives du 11 novembre à Paris, p. 7203. — Demandes d'interpellation: 1° de M. L'Huillier sur les graves incidents qui se sont déroulés à Paris dans l'après-midi du 11 novembre et sur les arrestations de deux parlementaires; 2° de M. Tourné sur les incidents qui se sont produits le 11 novembre et discussion, p. 7214; renvoi à la suite, au scrutin, p. 7225.

149. — *Statut de la Ruhr.* — Demande d'interpellation de M. Billoux sur l'attitude du Gouvernement à la suite de la décision américano-anglaise de remettre l'industrie de la Ruhr aux capitalistes allemands, p. 6990. — Demande d'interpellation de M. R. de Moustier sur les décisions prises par les commandants en chef de la zone concernant la propriété, la gestion et le contrôle des mines de charbon de la Ruhr, p. 7177. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Pierre Clostermann sur le problème de la Ruhr et ses conséquences; 2° de M. André Philip, sur l'application des accords de Londres et les négociations en cours relatives à la propriété et à la gestion des établissements de la Ruhr, p. 7203. — Demande d'interpellation de M. Caillaud, sur le statut de la Ruhr et sur la loi n° 75 de ce statut, p. 7248. — Discussion, p. 7302. — Suite de la discussion, p. 7326, 7343; ordres du jour de MM. Florimond Bonte et Capitant, p. 7355, Marc Scherer, p. 7360; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Marc Scherer modifié par un amendement de M. Triboulet, p. 7370.

150. — *Mutinerie au camp de la Vierge, à Epinal.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Poimboeuf, sur la mutinerie qui s'est déroulée le 10 octobre au camp de la Vierge, à Epinal, sur l'inaction d'une partie du service pénitentiaire, sur le régime des internés politiques et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à l'avenir pour qu'en toutes circonstances le dernier mot puisse rester à la justice, p. 6999. — Demande d'interpellation de M. Chambeiron sur les conditions qui ont permis qu'éclate une mutinerie au pénitencier d'Epinal, p. 7249. — Discussion, p. 7391; adoption de l'ordre du jour pur et simple, p. 7399.

151. — *Incident de Saint-Mandé.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Ducloux sur les conditions dans lesquelles M. André Houllier, ancien combattant des deux guerres et ancien F. F. I., décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre, a été assassiné par l'agent de police Le Nohan, à Saint-Mandé, le 42 décembre dernier, p. 7566. — Discussion, p. 7581 et renvoi à la suite, au scrutin, p. 7584.

152. — *Prestations familiales aux travailleurs indépendants.* — Demande d'interpellation de M. Viatte sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser l'injustice criante dont sont victimes les travailleurs indépendants en matière de prestations familiales, p. 6990. — Discussion, p. 7728; adoption de l'ordre du jour pur et simple, p. 7733.

153. — *Administrations de l'Etat et industries nationales.* — Demande d'interpellation de M. Burlot sur: a) l'action du Gouvernement relative aux économies dans les administrations de l'Etat et les industries nationales; b) l'application des textes votés à ce sujet par le Parlement et sur les obligations découlant pour le Gouvernement des engagements pris par lui au cours des débats; c) l'état d'avancement de la réforme administrative de l'Etat et notamment la suppression de toutes les tâches devenues accessoires qui pèsent sur les finances publiques et sur l'économie du pays, p. 7409. — Retrait, p. 7833.

154. — *Développement économique et social de l'Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Bentaleb sur la politique que le Gouvernement compte suivre à l'égard de l'Algérie et les mesures qu'il a l'intention de prendre pour en faciliter le développement économique et social, p. 6529.

155. — *Répartition de l'essence.* — Demande d'interpellation de M. Desjardins sur la ré-

partition de l'essence et sur l'intolérable marché noir créé par cette répartition, p. 6529.

156. — *Procès de Madagascar.* — Demande d'interpellation de M. Vincent Badie sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer aux parlementaires malgaches et à leurs coaccusés les garanties d'une justice impartiale et seraine, p. 6576. — Prend sa demande d'interpellation, p. 6592.

157. — *Evénements du Mans.* — Demande d'interpellation de M. Lefèvre-Pontalis sur les événements qui se sont déroulés le 16 septembre 1948, au Mans, p. 6699.

158. — *Reconstruction et dommages de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Garret sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour continuer et améliorer l'œuvre de reconstruction et pour assurer la réparation effective des dommages de guerre, p. 6868.

159. — *Amélioration de la situation des personnes qui ne peuvent plus ou pas travailler.* — Demande d'interpellation de M. Garret sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour continuer à améliorer d'urgence la situation sans cesse plus angoissante des personnes âgées faisant partie des catégories sociales dites « économiquement faibles », des vieux travailleurs, des petits rentiers et, d'une manière générale, de tous ceux qui ne peuvent pas ou ne peuvent plus travailler, p. 6868 (rectificatif, p. 7012).

160. — *Soins aux victimes de la catastrophe de Liévin.* — Demande d'interpellation de M. Lecœur sur les négligences graves du ministre de la production industrielle, du président et du directeur général des Charbonnages de France, négligences qui n'ont pas permis d'apporter tous les soins aux victimes de la catastrophe de Liévin du 10 septembre 1948, p. 6990.

161. — *Interventions chirurgicales effectuées à l'hôpital d'Autun.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur le pénible drame de l'hôpital d'Autun où de nombreux malades sont décédés à la suite d'interventions chirurgicales effectuées par un faux docteur qui a pu exercer impunément depuis septembre 1947 à l'hôpital d'Autun, grâce aux protections dont il a bénéficié, p. 6990.

162. — *Licenciements des travailleurs des postes, télégraphes et téléphones.* — Demande d'interpellation de M. Barthélémy sur les mesures de licenciement prises dans l'ensemble du pays à l'égard des travailleurs des postes, télégraphes et téléphones et sur la gêne importante que ces licenciements apporteront à l'ensemble de la population française, p. 6990.

163. — *Gérance de la Société du Bourbonnais.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Villon: a) sur les raisons pour lesquelles la Société des éleveurs du Bourbonnais, connue sous le nom « Abattoirs de Villefranche », continue d'être gérée par le véritable chef de cette entreprise dont les agissements spéculatifs ont été implicitement reconnus par l'arrestation de son frère; b) sur les conclusions que l'on peut tirer de cet état de fait, à savoir que la guerre contre les spéculateurs et trafiquants, déclenchée à grand renfort de propagande, n'est qu'une action de diversion destinée à justifier une autre guerre, effective celle-ci, qui est faite aux travailleurs en général et aux mineurs en particulier lorsqu'ils défendent leurs droits et leur pain, p. 6990.

164. — *Importations irrégulières de textiles.* — Demande d'interpellation de M. Duforest sur les mesures que le Gouvernement compte prendre au sujet du scandale des importations irrégulières de textiles, p. 6990.

165. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la politique du Gouvernement en Indochine et sur les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser le scandale d'un représentant d'Ho Chi Minh donnant des conférences de presse à Paris, alors que nos soldats continuent de tomber sous les balles de cet agent communiste, p. 6990.

166. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. André Mutter sur la politique générale du Gouvernement, p. 6990.

167. — *Blocage des colis familiaux en provenance de Suisse.* — Demande d'interpella-

tion de M. René Kuehn sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a procédé récemment au blocage des colis familiaux en provenance de Suisse et sur les mesures qu'il entend prendre à la suite de cette décision, p. 6991.

168. — *Production automobile française.* — Demande d'interpellation de M. Peytel sur la politique du Gouvernement à l'égard de la production automobile française, p. 7057.

169. — *Projet de réforme fiscale.* — Demande d'interpellation de M. Eugène Rigal sur l'attitude du Gouvernement au sujet du projet de réforme fiscale et spécialement sur la mauvaise composition de la commission, l'absence de réunion de ladite commission, l'absence de consultation de professionnels et de techniciens, l'absence de renseignements sur le rendement détaillé des impôts directs et la violation des dispositions du décret du 19 octobre 1948, p. 7116.

170. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Dixmier sur la politique générale du Gouvernement et plus spécialement sur les mesures de coercition, hors de proportion avec les fautes commises, prises par le Gouvernement contre certains cultivateurs ou commerçants et établissant dans ce pays deux systèmes très différents de sanctions selon qu'il s'agisse de ceux-ci ou de certains dirigeants de la C. G. T., p. 7116.

171. — *Réquisitions des véhicules automobiles.* — Demande d'interpellation de M. Emile-Louis Lambert sur les réquisitions des véhicules automobiles, p. 7203.

172. — *Services du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme en Franche-Comté.* — Demande d'interpellation de M. Emile-Louis Lambert sur certains errements des services du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme en Franche-Comté, p. 7203.

173. — *Disparition d'un document nécessaire à la justice.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur certaines déclarations faites à la presse par le ministre de l'intérieur, établissant que le ministre a donné des ordres à des fonctionnaires placés sous son autorité, qui ont eu pour effet de soustraire à la justice un document constituant, selon lui, un faux tombant sous le coup des sanctions prévues au code pénal contre les crimes et les délits, p. 7203.

174. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur l'attitude que le Gouvernement compte prendre à la suite d'une déclaration de M. Karl Schafer, président provisoire du parti national démocrate allemand, récemment autorisé en zone américaine, déclaration qui revendique le retour de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne, qui a été faite au cours d'un meeting public tenu à Stuttgart et reproduite par la *Frankfurter Zeitung* du 21 novembre 1948, p. 7285.

175. — *Projection du film documentaire « 1918 ».* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier: 1° sur les raisons qui ont fait suspendre, par M. le ministre de l'intérieur, la projection publique du film documentaire « 1918 » établi uniquement avec des documents (gravures, estampes, tableaux) de l'époque, film officiel qui a reçu l'agrément de la commission officielle du centenaire établi au ministère de l'éducation nationale, documentaire qui a également reçu le visa de censure; 2° sur le point de savoir en vertu de quels textes M. le ministre de l'intérieur put prendre une décision, contraire à celles de deux organismes officiels, qui permet à l'arbitraire d'un ministre de pratiquer la censure à l'égard de... Daumier et des dessinateurs de l'année 1918, jugés « dangereux pour l'ordre public » cent années plus tard, p. 7285.

176. — *Activité du sous-préfet de Lorient.* — Demande d'interpellation de M. Louis Guilguen sur le cas du sous-préfet de Lorient dont l'activité en tant que sous-préfet de Bergerac sous le gouvernement de Vichy a causé l'arrestation et la mort de patriotes français en mars 1944, p. 7285.

178. — *Collision du train de banlieue Mantes-Paris à la gare Saint-Lazare.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul David sur les causes de la collision du train de banlieue Mantes-Paris avec une rame en station dans la gare Saint-Lazare le 30 novembre 1948 et

sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter, dans l'avenir, le renouvellement d'un tel accident, p. 7371.

179. — *Congrès interterritorial de Bobo-Dioulasso.* — Demande d'interpellation de M. Houphouët-Boigny sur l'interdiction de la tenue, à Bobo-Dioulasso, du congrès interterritorial du rassemblement démocratique africain, prononcée par le gouverneur de la Haute-Volta, p. 7148, fixation de la date, p. 7149.

180. — *Politique du Gouvernement en matière de reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Jean Crouzier sur la politique du Gouvernement en matière de reconstruction, p. 7109.

181. — *Marché laitier en Franche-Comté.* — Demande d'interpellation de M. Charles Viatte sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour moraliser le marché laitier en Franche-Comté, et spécialement pour que soient exécutées les décisions de la justice frappant certains trafiquants du marché noir, p. 7109.

182. — *Accident de chemin de fer dans le Bas-Rhin.* — Demande d'interpellation de M. Albert Schmitt sur l'accident de chemin de fer qui a eu lieu le 2 décembre dernier dans le Bas-Rhin, entre les gares de Herrlisheim et de Drusenheim, notamment sur les causes et sur les responsabilités qui sont à la base de cet accident, p. 7170.

183. — *Incidents survenus à Beni-Saf.* — Demande d'interpellation de M. Mohamed Mokhtari sur les causes et les responsabilités des graves incidents survenus à Beni-Saf (département d'Oran), le 5 décembre 1948, au cours desquels un mineur et un carrier ont trouvé la mort et de nombreuses personnes ont été blessées dont trois grièvement, p. 7170.

184. — *Retour au régime des conventions collectives.* — Demande d'interpellation de M. Ambroise Croizat sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer, dans le plus court délai, le retour pur et simple au régime des conventions collectives tel qu'il était défini par la loi du 21 juin 1936, p. 7170.

185. — *Interdiction de réunions dans le département de la Loire.* — Demande d'interpellation de Mme Denise Bastide, sur le maintien du régime d'exception dans le département de la Loire consistant, en particulier, en l'interdiction de tenue de réunions, p. 7551.

186. — *Incidents dans les bassins miniers.* — Demande d'interpellation de M. Dassonville, sur les mesures de terreur et de vengeance répressives qui, sur les ordres des ministres de l'intérieur et de l'industrie et du commerce, se développent présentement dans les bassins miniers, p. 7551.

187. — *Accident de chemin de fer dans le Bas-Rhin.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur les causes de l'accident de chemin de fer survenu le 2 décembre 1948 entre Herrlisheim et Drusenheim (Bas-Rhin), accident qui a causé onze morts, p. 7551.

188. — *Haussse scandaleuse sur les cuirs et peaux bruts.* — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis sur la hausse scandaleuse qui est intervenue sur les cuirs et peaux bruts, hausse qui atteint par exemple, pour les peaux de vaches moyennes, 879 p. 100 de mai à décembre 1948, p. 7589.

189. — *Films cinématographiques non destinés à l'exploitation commerciale.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur les atteintes à la liberté d'expression, cependant garantie par la Constitution, que constitue le décret du 7 décembre 1948, sur la production et l'exploitation des films cinématographiques non destinés à l'exploitation commerciale, p. 7656.

190. — *Emploi des officiers généraux.* — Demande d'interpellation de M. Michelet sur les graves inconvénients que présentent pour le moral de l'armée les mesures prévues par le décret du 7 décembre 1948 qui, en fait, aboutit à la pollution du corps des officiers et à la suppression des garanties traditionnelles auxquelles ont droit, au même titre que les civils, les fonctionnaires militaires, mesures qui, par ailleurs, anticipent sur celles que doit prendre l'Assemblée nationale par le vote des lois de réorganisation actuellement en cours devant la commission de la défense nationale, p. 7734.

191. — *Incidents d'Argenteuil.* — Demande d'interpellation de M. Ballanger sur les circonstances dans lesquelles fut grièvement blessé un habitant d'Argenteuil par M. Revoll, commissaire de police, p. 7832.

192. — *Expulsion du journal La Marseillaise du Berry.* — Demande d'interpellation de M. Peyrat sur les conditions dans lesquelles le préfet de l'Indre a fait intervenir la force publique pour expulser le journal *La Marseillaise du Berry* des locaux qu'il occupait depuis la libération, p. 7961.

193. — *Mise à pied des ouvriers mineurs des puits Coney et du Parc, à Sainte-Florine (Haute-Loire).* — Demande d'interpellation de M. Biscariot sur la mise à pied, pour une durée indéterminée, des ouvriers mineurs des puits Coney et du Parc, à Sainte-Florine (Haute-Loire), en violation du droit au travail reconnu par la Constitution et sur le sabotage de la production nationale que constitue cet acte arbitraire de répression antiouvrière, p. 7961.

194. — *Bénéfice à certains métiers artisans du crédit voté par le Parlement.* — Demande d'interpellation de M. Emmanuel d'Assier sur les retards apportés à la signature des arrêtés permettant de faire bénéficier certains métiers artisans du crédit voté le 21 mars 1948 en faveur des artisans et sur l'abus de confiance qu'il y aurait à ne pas publier ces arrêtés avant la fin de l'année, les crédits en question n'étant pas reversibles, p. 7961.

195. — *Expulsion du journal La Marseillaise du Berry.* — Demande d'interpellation de M. Ramonne sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter le retour des incidents qui ont marqué l'application d'une décision de justice à l'égard du journal *La Marseillaise du Berry*, à Châteauroux, p. 8181.

196. — *Rapport de la cour des comptes.* — Demande d'interpellation de M. Félix Garcia sur les diatribes des deniers de l'Etat qui ont été établies par la cour des comptes et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour punir les responsables de ces abus véritablement scandaleux, p. 8316.

197. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Louis Gullou : 1° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que les prix de vente de certains produits agricoles, notamment pommes de terre, choux-fleurs, oignons, soient en harmonie avec les prix pratiqués à la production; 2° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, sur le plan intérieur, pour assurer l'écoulement normal et au juste prix de ces produits; 3° sur les mesures que le Gouvernement a prises ou qu'il compte prendre pour rechercher sur les marchés extérieurs des débouchés en vue de résorber le surplus de la production agricole française; 4° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour obtenir une baisse substantielle sur les prix des produits industriels indispensables à la production agricole; 5° sur l'ensemble de la politique que le Gouvernement entend suivre en matière agricole, p. 8316.

198. — *Rapport de la Cour des comptes sur les exercices 1946-1947.* — Demandes d'interpellation : 1° de M. Pierre André sur les conséquences que comporte la publication du rapport de la Cour des comptes sur les exercices 1946-1947; 2° de M. Ramelle sur les révélations du rapport de la Cour des comptes et sur les mesures et sanctions que le Gouvernement compte prendre pour frapper les responsables des gaspillages commis au détriment de la nation; 3° de M. Pierre Meunier sur les gaspillages et dilapidations signalés dans le rapport de la Cour des comptes et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite de ces révélations qui indignent à juste titre l'opinion publique; 4° de M. Jacques Ducloux sur les gaspillages et dilapidations signalés dans le rapport de la Cour des comptes et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite de ces révélations qui indignent à juste titre l'opinion publique, p. 8316.

199. — *Expulsion du journal « La Marseillaise du Berry ».* — Demande d'interpellation de M. Louis Chevallier sur les incidents qui

ont marqué l'exécution d'une décision de justice contre le journal *La Marseillaise*, à Châteauroux, et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter le retour de pareils incidents, p. 8316.

Invalides de guerre. — V. *Assurances sociales (Armée).*

Invalides et mutilés civils.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à rendre légales certaines dispositions en faveur des invalides et mutilés civils, p. 949 (Document n° 303).

Irrigations. — V. *Agriculture (travaux).*

Israël (Etat).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. P.-O. Lapie tendant à adresser un hommage de sympathie au nouvel Etat d'Israël, p. 2743 (Document n° 4249). — Demande de discussion d'urgence, p. 2749 et renvoi à la commission, p. 2744. — Lecture du rapport par M. Pierre-Olivier Lapie et discussion, p. 2780; adoption, p. 2781.

Italie. — V. *Conventions internationales (accords financiers).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moro-Giuffrè tendant à adresser les félicitations et l'hommage de l'Assemblée nationale à M. Luigi Einaudi à l'occasion de son élection à la présidence de la République italienne, p. 2576 (Document n° 4186). — Discussion et adoption, p. 2576.

J

Jardins ouvriers. — V. *Agriculture.* — *Indépôts (Dégrèvement, exonération).*

Jeux olympiques de 1948.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit au budget du ministre de l'éducation nationale au titre du chapitre 6093 « Préparation et participation aux jeux olympiques », p. 4211 (Document n° 4782). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 4123 (Document n° 4890). — Discussion et adoption du projet de loi, p. 4449 (rectificatif, p. 4627).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4846 (Document n° 894). — Lecture du rapport par M. Reverbori, p. 4876; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4876.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4570 (Loi n° 48-1216 du 23 juillet 1948, J. O. du 26 juillet 1948).

Journaux. — V. *Annonces légales.* — *Interpellations* n° 28, 73, 192, 195, 199. — *Presses.* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 1).

Journaux officiels. — V. *Bulletin officiel du registre de commerce et du registre des métiers.* — *Débats parlementaires*

Jours fériés. — V. *Fêtes légales.*

Juges et justices de paix.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les taux de compétence applicables aux réclamations concernant les indemnités de réquisition, p. 2717 (Document n° 4230). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 4896 (Document n° 5013). — Adoption, p. 5111.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2141 (Document n° 856). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 2927 (Document n° 909). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3161.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6699 (Loi n° 48-1372 du 23 septembre 1948, J. O. du 24 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la réunion de plusieurs justices de paix sous la juridiction d'un même magistrat, p. 2105 (Document n° 3924). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 4897 (Document n° 5072). — Discussion, p. 7404; adoption, p. 7406.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3510 (Document n° 26, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Bardon-Damarzil, p. 3576 (Document n° 56, 2^e partie). — Discussion, p. 3587, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3588.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7657 (Document n° 5812). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 7834 (Document n° 5390).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier le décret du 5 novembre 1926 relatif aux conditions de nomination des juges de paix, p. 7009 (Document n° 5566).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de transférer les audiences des justices de paix au palais de justice, dans les villes de plus de 500.000 habitants, p. 1115 (Document n° 3699).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baroux complétant l'organisation des justices de paix, p. 4269 (Document n° 4795).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tony Révillon tendant à assimiler les juges de paix aux juges des tribunaux de première instance, p. 6121 (Document n° 5421).

Juridictions d'exception. — V. *Cour de justice (Haute)*.

Jury. — V. *Code d'instruction criminelle*.

Justice (Frais de). — V. *Alsace-Lorraine*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Louis Rollin sur le projet de loi portant relèvement des frais de poste perçus dans les procédures pénales (n° 2803), p. 1966 (Document n° 3812). — Adoption, p. 2181.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1148 (Document n° 380). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 1818 (Document n° 569). — Discussion, p. 1838; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1931.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4591 (Loi n° 48-1182 du 22 juillet 1948, J. O. du 25 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Louis Rollin sur la proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les indemnités de session accordées aux membres du jury criminel, et les indemnités allouées aux témoins et aux experts appelés à déposer en matière correctionnelle ou criminelle (n° 2126), p. 1965 (Document n° 3811).

Justice (Organisation judiciaire). — V. *Sarre (Territoire de la)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Minjot sur le projet de loi abrogeant l'ordonnance du 13 janvier 1915 fixant la composition des tribunaux de première instance (n° 2911), p. 2199 (Document n° 3973). — Discussion, p. 3269; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3270.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1166 (Document n° 335). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1912 (Document n° 710). — Discussion, p. 2001; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2002.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5076 (Loi n° 48-1286 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de postes de magistrats détachés au tribunal de la Seine et modifiant le décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire, p. 2318 (Document n° 3027). — Dépôt du rapport par M. Mondon, p. 3061 (Document n° 4586). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4281.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1906 (Document n° 701). — Dépôt du rapport par M. Bardon-Damarzil, p. 2783 (Document n° 891). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2933.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6158 (Loi n° 48-1440 du 18 septembre 1948, J. O. du 19 septembre 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Courrière sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Man-

tes (n° 986, année 1947), p. 337 (Document n° 138). — Discussion, p. 518; adoption d'un avis défavorable sur le projet de loi, p. 519.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1235 (Document n° 3624).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Pierre Garet sur la proposition de loi de M. Edgar Faure supprimant la tentative de conciliation dans les affaires du ressort des tribunaux d'instance (n° 1713), p. 5753 (Document n° 5213). — Adoption, après modification du titre: « Proposition de loi supprimant la tentative de conciliation dans les affaires du ressort des tribunaux de première instance », p. 7123.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3540 (Document n° 30, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant annulation de l'acte dit loi du 8 août 1914, p. 258 (Document n° 3176).

— Dépôt d'un projet de loi portant création de postes à la cour d'appel de Paris et modifiant le décret-loi du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire, p. 7178 (Document n° 5631).

— Dépôt d'un projet de loi rattachant le canton de Laissac à l'arrondissement judiciaire de Rodez, p. 7656 (Document n° 5396).

Justice civile, commerciale ou administrative.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gallet sur la proposition de loi de M. Chautard tendant à suspendre les délais de procédure du 17 novembre 1917 au 11 décembre 1917 (n° 3025), p. 1124 (Document n° 3561 (rectificatif), p. 1361). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à relever de la prescription les personnes victimes des événements qui se sont déroulés du 17 novembre 1917 au 15 décembre 1917 », p. 4457.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 710 (Document n° 217). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 991 (Document n° 311). — Discussion, p. 1151; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1152.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2689 (Document n° 4217). — Dépôt du rapport par M. Gallet, p. 4597 (Document n° 5031). — Adoption, p. 5445 (rectificatif, p. 5754) (Loi n° 48-1287 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Fournier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, mettant fin à la prorogation ou à la suspension des délais relatifs aux transcriptions immobilières, aux inscriptions de privilèges, d'hypothèques ou de nantissement et au renouvellement de ces inscriptions (n° 987, année 1947), p. 222 (Document n° 76). — Discussion, p. 255; adoption, p. 256.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 800 (Document n° 3125). — Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 1159 (Document n° 3584). — Adoption, p. 1917 (Loi n° 48-613 du 3 avril 1948, J. O. du 4 avril 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski relative au contentieux des décisions des organismes privés chargés de la gestion de services publics d'intérêt public, p. 6843 (Document n° 5508).

Justice militaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Gianni tendant à interdire que la peine capitale soit exécutée par des soldats du contingent, p. 6312 (Document n° 5506).

K

Kératoplasie. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers*

L

Laboratoires. — V. *Conseil national des arts et métiers*.

Laino. — V. *Textiles*.

Lait et produits laitiers. — V. *Agriculture. — Commerce et industrie. — Interpellations* n° 100, 181. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 67, 88.

Langevin (Paul). — V. *Panthéon*.

Leclerc (Général). — V. *Monuments commémoratifs. — Pensions et retraites (anciens combattants et victimes de la guerre). — Questions orales (Conseil de la République)*, n° 18.

Légion d'honneur.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hulin-Desgrées portant création d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur et de Croix de guerre à l'occasion du premier congrès national et international des combattants volontaires des armées françaises et alliées, p. 5569 (Document n° 5187). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5910 (Document n° 5292). — Adoption, p. 6372.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2969 (Document n° 941). — Lecture du rapport par M. Emile Pourault et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3020.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6529 (Loi n° 48-1435 du 17 septembre 1948, J. O. du 18 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à ce qu'il offre à l'ordre de la nation l'aspirant pilote Jacques-François de La Rocque, qui a fait le sacrifice héroïque de sa vie pour sauver ses passagers, et à décerner à titre posthume la croix de la Légion d'honneur à l'aspirant pilote Jacques-François de La Rocque, un des plus purs héros de l'air, p. 5009 (Document n° 5077). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul David, p. 6260 (Document n° 5381). — Adoption, p. 6535.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un contingent exceptionnel d'attribution de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du neuvième congrès national de l'habitation et de l'urbanisme, célébrant le cinquantième de l'aide financière de l'Etat en faveur du logement familial et populaire, p. 2944 (Document n° 3318). — Adoption, p. 3027.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Saunier tendant à inviter le Gouvernement à attribuer la Légion d'honneur aux écoles normales primaires françaises à l'occasion du 75^e anniversaire de la fondation des écoles normales du département de la Seine, p. 1082 (Document n° 318). — Dépôt du rapport par Mme Claire Saunier, p. 1338 (Document n° 471). — Discussion, p. 1378; adoption, à l'unanimité, p. 1379.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'attribution d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième anniversaire de la loi du 1^{er} avril 1898 sur la mutualité, p. 3038 (Document n° 4357). — Dépôt du rapport par M. Octave Amlot, p. 3771 (Document n° 4615).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du centième anniversaire de la Révolution de 1948 et du tricentenaire des traités de Westphalie, p. 3822 (Document n° 4619). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bougrain tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au ministre de l'éducation nationale un contingent spécial de croix dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion de l'exposition du centenaire de la Révolution de 1948, p. 2518 (Document n° 4159). — Dépôt du rapport par M. Vialle, p. 7472 (Document n° 5752).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, p. 5752. (Document n° 5252). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 6261 (Document n° 5294).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre, dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, p. 6158 (Document n° 5438). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 6191 (Document n° 5456).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à décerner à titre posthume, la croix de la Légion d'honneur aux deux cheministes victimes de l'accident du vendredi 16 avril 1948 sur l'express Lyon-Le-Croisic, p. 2199 (Document n° 3992). — Dépôt du rapport par Mme Méty, p. 4572 (Document n° 4927). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme Méty, p. 5558 (Document n° 5217).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne, tendant à l'attribution d'un contingent de croix de la Légion d'honneur pour les travailleurs ayant au moins cinquante ans de présence dans le même établissement, p. 4211 (Document n° 4791).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Schmidt tendant à attribuer au ministère de l'industrie et du commerce et au ministère des transports un contingent exceptionnel de décorations dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du salon de l'automobile, p. 8078 (Document n° 5960).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 19 mai 1948 tendant à inviter l'Assemblée nationale à augmenter le contingent des croix de la Légion d'honneur à mettre à la disposition du Président de la République au titre du ministère de la France d'outre-mer, p. 2810. — Dépôt du rapport par M. Temple, p. 5109 (Document n° 5174).

Légion d'honneur et médaille militaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ratifiant les attributions de croix de la Légion d'honneur et de la médaille militaire faites au titre du décret du 5 septembre 1939 et de l'ordonnance du 7 janvier 1944, p. 2247 (Document n° 4088). — Dépôt du rapport par M. Forcinal, p. 3294 (Document n° 4481). — Adoption, p. 3696.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1690 (Document n° 621). — Rapporteur M. Monnet et discussion, p. 1989; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1992. (rectificatif, p. 3143).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5076 (Document n° 5096). — Dépôt du rapport par M. Forcinal, p. 5940 (Document n° 5298). — Discussion; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6005 (Loi n° 48-1308 du 23 août 1948, J. O. du 24 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à fixer les contingents de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement des armées de terre, de mer, de l'air et du personnel militaire des services de la France d'outre-mer, p. 8882 (Document n° 4683). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 4423 (Document n° 4898). — Adoption, p. 5111.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2268 (Document n° 819). — Dépôt du rapport par M. Max Boyer, p. 2373 (Document n° 851). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2689 (rectificatif, p. 2957).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6172 (Loi n° 48-1359 du 27 août 1948, J. O. du 2 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert tendant à définir les conditions dans lesquelles

les militaires dégages des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la médaille militaire, p. 6260 (Document n° 5380).

— Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 6260 (Document n° 5381). — Adoption, p. 6585.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3245 (Document n° 997). — Dépôt du rapport par M. le général Petit, p. 3679 (Document n° 113, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3805.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8308.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Michelet sur le projet de loi relatif aux conditions dans lesquelles les militaires dégages des cadres par application des textes législatifs antérieurs à la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 peuvent concourir pour la Légion d'honneur ou la Médaille militaire (n° 2539), p. 1617 (Document n° 3716). — Adoption, p. 2208 (rectificatif, p. 2389).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1101 (Document n° 359). — Dépôt du rapport de M. le général Petit, p. 1454 (Document n° 518). — Discussion, p. 1555; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1566.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3822 (Document n° 4659).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Castellani tendant à augmenter les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, p. 2748 (Document n° 4247).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reille-Soult tendant à attribuer la Légion d'honneur ou la médaille militaire aux officiers et soldats titulaires, au cours de la guerre 1939-1945, de trois citations dont l'une à l'ordre de l'armée ou de quatre citations, quel qu'en soit l'ordre, p. 5184 (Document n° 5127).

Législation. — V. Lois et décrets. — Priz.

Letres de change. — V. Code de commerce.

Liberté de la presse. — V. Interpellations n° 27, 110. — Presse.

Liberté de réunion. — V. Interpellations n° 185.

Librairie. — V. Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).

Licences. — V. Exportations et importations.

Listes électorales. — V. Elections. — France d'outre-mer (Guadeloupe).

Locaux administratifs. — V. Enquêtes parlementaires. — Loyers.

Logement. — V. Interpellations, n° 126. — Loyers. — Propriété industrielle. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 8.

Lois (projets et propositions).

Conseil de la République. — Adoption d'une résolution déposée par M. Marcel Willard demandant la prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti, sur les projets et propositions de loi en suspens en raison de la démission du premier cabinet R. Schuman, p. 1963.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 4864 (Document n° 5003). — Lecture du rapport par M. Robert Bichet et adoption de la résolution, p. 4863 (rectificatif, p. 4900).

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 4975.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion déposée par M. Charles Brune demandant à l'Assemblée nationale la prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi dont il est saisi actuellement en raison de la démission du cabinet André Marie, p. 2925.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6104 (Document n° 5411). — Dépôt du rapport par M. Jules Castellani, p. 6121; adoption, p. 6416.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2928.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion présentée par le Conseil de la République demandant à l'Assemblée nationale la prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi dont il est saisi actuellement en raison de la démission du deuxième cabinet Robert Schuman, p. 2969.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6172 (Document n° 5459). — Adoption, p. 6490.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2972.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion déposée par M. Bolvin-Champeaux demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi transmis à l'ancien Conseil et sur lesquels celui-ci n'a pas statué, en fixant le nouveau délai à deux mois à compter de la réunion du Conseil de la République actuel, p. 3180.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 7284 (Document n° 5671). — Adoption de la résolution, p. 7357.

Conseil de la République. — Communication de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 3520.

Lois et décrets. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 2.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1^{er} mars 1948 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1947 et la loi du 30 août 1947, p. 682 (Document n° 3330). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 982 (Document n° 3193). — Discussion, p. 1114; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1148 (rectificatif, p. 1289).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 498 (Document n° 160). — Lecture du rapport par M. Bordeneuve, p. 512; discussion, p. 513; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 514.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4192 (Document n° 3611). — Lecture du rapport par M. Pierre Dominjon et discussion, p. 1215; adoption du projet de loi avec modifications, p. 1216 (Loi n° 48-341 du 28 février 1948, J. O. du 29 février 1948).

Conseil de la République. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, p. 1170, 3520. — Désignation de candidatures, p. 1331, 3601. — Nomination de membres, p. 1371, 3608.

Loterie nationale. — V. Impôts (bénéfices industriels et commerciaux).

Lotissements. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 7.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à abroger l'acte dit « loi de Vichy » du 14 février 1941 qui fut ajouté à l'article 12 de la loi du 15 mars 1938 portant aménagement des lotissements défectueux, p. 4391 (Document n° 4876). — Dépôt du rapport par M. Bellanger, p. 7963 (Document n° 5892).

Loyers. — V. Code civil.

BAUX COMMERCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cliterné tendant à compléter la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947 ayant modifié celle du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 173 (Document n° 3117).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charlet complétant la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947 qui règle les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux

le loyer d'immeubles et de locaux à usage commercial ou industriel, p. 197 (Document n° 51).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 417 (Document n° 3236). — Dépôt du rapport par M. Clérne, p. 1678 (Document n° 3785). — Discussion et adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946, modifiée par la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel*, p. 1911.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 818 (Document n° 251). — Lecture du rapport par M. Courrière et discussion, p. 869; adoption, p. 870.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2012 (Document n° 3879). — Rejet du texte modifié par le Conseil de la République et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2013 (Loi n° 48-489 du 21 mars 1948, J. O. du 25 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grimaud tendant à permettre la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, p. 4571 (Document n° 4910). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 4626 (Document n° 4965). — Discussion, p. 5167; adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à permettre la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal*, p. 5168 (rectificatif, p. 5195).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2267 (Document n° 816). — Lecture du rapport par M. Boivin-Champeau et discussion, p. 2319; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2350.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5794 (Loi n° 48-4309 du 25 août 1948, J. O. du 26 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Clérne tendant à proroger de plein droit, jusqu'au 1^{er} janvier 1950, les baux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 7143 (document n° 5627). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à accorder une nouvelle prorogation aux locataires de locaux commerciaux, p. 7204 (document n° 5641). — Dépôt du rapport par M. Clérne, p. 7735 (document n° 5853). — Discussion, p. 8957; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal*, p. 8967.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3656 (document n° 107, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 3774 (document n° 137, 2^e partie). — Discussion, p. 3801; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3303.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8298 (document n° 6020). — Dépôt du rapport par M. Clérne, p. 8319 (document n° 6040). — Discussion, p. 8319. — Suite de la discussion, p. 8328; adoption de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 8329 (Loi n° 48-2069 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charlet tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai de notification prévu à l'article 1^{er} de l'article 32 de la loi du 1^{er} septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 3576 (document n° 59, 2^e partie). — Retrait de la proposition de résolution, p. 3587.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Garet sur les propositions de loi: 1^o de M. René Coty, tendant à permettre aux commerçants, artisans et industriels totalement sinistrés de conserver leur droit au bail par dérogation à l'article 1722 du code civil; 2^o de M. Laniel tendant à modifier l'acte dit loi du 23 juillet 1942 relative aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre (n° 1225-1340), p. 2264 (Document n°

4020). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre par M. Yvon, p. 3001 (Document n° 4336). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevalier tendant à réglementer les droits des commerçants locaux d'immeubles sinistrés par faits de guerre et dans lesquels ils exerçaient leurs professions, p. 3382 (Document n° 4668). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Garet, p. 7657 (Document n° 5825). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Yvon, p. 7735 (Document n° 5852). — Discussion, p. 8067; adoption, après modification du titre: *Proposition de loi relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre*, p. 8072.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3656 (Document n° 108, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpin tendant à interpréter l'article 3, paragraphe 8, de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946, sur la révision triennale du loyer en matière de propriété commerciale, p. 866 (Document n° 3414) (rectificatif, p. 1183). — Dépôt d'un rapport de M. Clérne sur les propositions de loi: 1^o de M. Montillot tendant à compléter une disposition de la loi du 18 avril 1946 sur les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 2^o de M. Triboulet tendant à modifier l'article 3 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946, concernant la révision des baux commerciaux; 3^o de M. Charpin tendant à interpréter l'article 3, paragraphe 8, de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la révision triennale du loyer en matière de propriété commerciale (n° 715-1178-3411), p. 1678 (Document n° 3786). — Discussion, p. 1912, 1922; adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à permettre la révision du prix des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel*, p. 1923.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 838 (Document n° 251). — Ajournement de la discussion et dépôt d'une proposition de résolution de M. Willard tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen de ladite proposition de loi, discussion et adoption, p. 868.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 2011 (Document n° 3875). — Discussion et adoption avec modification, p. 2012.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 912. — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeau, p. 919 (Document n° 305). — Discussion de la proposition de loi, p. 982; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 988.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2200 (Document n° 4006).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Montel sur la proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les lieux, par priorité, l'annexe de l'Intendance de Tarrare jusqu'au moment où il sera trouvé dans la ville un local correspondant (n° 2383), p. 983 (Document n° 3505).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (délais pour demande de renouvellement et indemnité d'éviction), p. 866 (Document n° 3117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (droit de reprise et indemnité d'éviction), p. 866 (Document n° 3148).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (applicables aux établissements ayant plusieurs magasins), p. 866 (Document n° 3119).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (révis de renouvellement), p. 866 (Document n° 3150).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (indemnité d'éviction), p. 866 (Document n° 3151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolf tendant à accorder la prorogation des baux commerciaux aux locataires des fonds de commerce sinistrés, déportés et spoliés par faits de guerre, p. 1123 (Document n° 3511).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale, p. 2075 (Document n° 3008).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Petit tendant à exclure de la législation sur le renouvellement des baux de locaux et d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal certaines exploitations présentant un caractère d'intérêt public, p. 3261 (Document n° 4164).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolf tendant à compléter l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 et modifier la loi du 18 avril 1946 sur les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, p. 4860 (Document n° 4906).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denis tendant à modifier la loi du 12 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et industriel, p. 4937 (Document n° 5065).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules-Julien tendant à préciser et à compléter certaines dispositions des lois des 18 avril 1946 et 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, p. 5621 (Document n° 5229).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux permettant la révision du prix des baux commerciaux visés par l'article 6 de la loi du 30 juin 1926, p. 7011 (Document n° 5665).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 avril 1946 sur la prorogation des baux commerciaux, p. 7551 (Document n° 5791).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Southon tendant à modifier l'article 3, 1^o de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946, relative au droit de reprise en ce qui concerne les baux commerciaux, p. 220 (Document n° 133).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 382 (Document n° 3481).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeau tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946, modifiée par la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, p. 927 (Document n° 309).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2188 (Document n° 3996).

BAUX RURAUX. — BAUX A FERME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ruffe sur la proposition de M. Waldek Rochet tendant à la stabilisation des prix des baux à ferme (n° 2396), p. 750 (Document n° 3579). — Discussion, p. 2111, 2133, 2146; proposition de loi retirée par M. Ruffe, reprise par M. Moussu et adoptée, au scrutin, p. 2146.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1166 (Document n° 393). — Dépôt du rapport par M. Primet, p. 1350 (Document n° 478). — Discussion, p. 1380. — Dépôt d'un deuxième rapport par M. Félire, p. 1353 (Document n° 505). — Discussion, p. 1434, 1452; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1454 (rectificatif, p. 1502).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3480 (Document n° 4531). — Dépôt du rapport par M. Ruffe, p. 3833 (Document n° 4692). — Discussion, p. 4281; retrait, au scrutin, de l'ordre du jour de la proposition de loi, p. 4286. — Discussion, p. 4391, 4407; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 4408 (Loi n° 48-1111 du 10 juillet 1948, J. O. du 13 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Baudry d'Asson modifiant l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946, sur le statut du fermage et du métayage en vue de régler à partir du 1^{er} janvier 1949 le mode de calcul des fermages, p. 7656 (document n° 5820). — Dépôt du rapport par M. Valay, p. 7636 (document n° 5821). — Discussion, p. 8045. — Suite de la discussion, p. 8030; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 8042.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3638 (document n° 401, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Félice, p. 3751 (document n° 433, 2^e partie). — Discussion, p. 3778; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 3797.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8308 (document n° 6029). — Dépôt du rapport par M. Valay, p. 8332 (document n° 6044). — Discussion, p. 8332; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 8310. (Loi n° 48-2010 du 31 décembre 1948, J. O. du 4 janvier 1949.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur la proposition de loi de M. Pouyet tendant à accorder aux veuves de la guerre 1939-1945 le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1012 du 22 mai 1945, relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers de guerre ou déportés (n° 3072), p. 2689 (document n° 4226).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Buron tendant à définir la situation des fermiers et métayers, occupants de fait au regard de l'application de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage et de la loi du 13 avril 1946, p. 2106 (document n° 3935). — Dépôt du rapport par M. Martineau, p. 4270 (document n° 4825). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Defos, p. 555 (document n° 5793).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton relative au statut du fermage en ce qui concerne les anciens combattants, prisonniers et déportés, p. 531 (Document n° 3280). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 3948 (Document n° 4700). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Defos, p. 7510 (Document n° 5792).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 relatif à la conversion des baux à colonat partiaire en baux à ferme, p. 682 (Document n° 3332).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage, p. 810 (Document n° 3406).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Olmi tendant à faire bénéficier des différentes dispositions du statut du fermage, les sous-locataires, auxquels la sous-location avait été consentie avant la promulgation de l'ordonnance du 17 octobre 1945, p. 1159 (Document n° 3587).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à proroger jusqu'à la promulgation du statut des baux révisés, la loi n° 48-1111 du 10 juillet 1948 relative à la stabilisation des prix des baux à ferme, p. 7390 (Document n° 5719).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamarque-Cando tendant à proroger, jusqu'à la codification du statut des baux ruraux, la loi n° 48-1111 du 10 juillet 1948 relative à la stabilisation des prix des baux à ferme, p. 7569 (Document n° 5807).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Carcassonne tendant à compléter l'article 29, paragraphe 1^{er}, de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut juridique du fermage, p. 1061 (Document n° 347).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2524 (Document n° 4140).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Félice tendant à permettre l'installation des jeunes cultivateurs, p. 1090 (Document n° 352).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2605 (Document n° 4157).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thélus Léro tendant à appliquer aux départements d'outre-mer la loi du 13 avril 1946 relative aux statuts du fermage et du métayage et les textes qu'elle a modifiés, p. 1165 (Document n° 391).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2689 (Document n° 4224).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Naveau abrogeant la loi du 27 février 1946 accordant une réduction de 15 p. 100 sur les fermages payables en ura décerné autre que le blé et demandant que le prix du beurre retenu comme base de calcul pour la fixation du montant des fermages soit le prix moyen des mois de production à l'herbage, p. 3632 (Document n° 80, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7962 (Document n° 5915).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à provoquer l'abrogation de la loi du 27 février 1946 qui accordé une réduction de 15 p. 100 sur les fermages payables en une décerné autre que le blé et à remplacer le texte précité par une loi prévoyant que le prix du beurre retenu comme base de calcul pour la fixation du montant des fermages sera le prix moyen des mois de production à l'herbage, p. 3576 (Document n° 61, 2^e partie).

LOCAUX ADMINISTRATIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Livry-Level sur une proposition de résolution de M. Crisafol tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions qui s'imposent en vue d'éviter l'infraction à l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2384 du 11 octobre 1945, constituée par la transformation de l'hôtel Régina (place Sadi-Carnot, à Marseille) en bureaux destinés aux services du ministère des finances (n° 1348), p. 5500 (Document n° 5189).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à l'annulation de tous contrats de location d'immeubles passés entre les collectivités locales et l'administration des postes, télégraphes et téléphones, p. 2809 (Document n° 4270). — Dépôt du rapport par M. Demusols, p. 5229 (Document n° 5133).

LOCAUX D'HABITATION

Assemblée nationale. — Suite de la discussion du projet et des propositions de loi et de résolution relatifs aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 313, 562, 706, 755 (rectificatif, p. 1030). — Transmission d'un deuxième avis du Conseil économique, p. 810 (Document n° 3396); suite de la discussion, p. 1230 (rectificatif, p. 1361), 1376, 1597, 2468.

— Transmission d'un troisième avis du Conseil économique, p. 2525 (Document n° 4105). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 2748 (Document n° 4257). — Suite de la discussion, p. 2793, 2799, 2836, 2888, 2941; 3016, 3122, 3204, 3428, 3504, 3617, 3672, 3709, 3828, 3891; demande de seconde lecture, p. 3904. — Discussion, p. 3909, 3917; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement* », p. 3928 (rectificatifs, p. 2931, 3080, 3297, 3771, 4101, 4272, 4299).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1653 (Document n° 609).

— Dépôt du rapport par M. Félice, p. 1935 (Document n° 7167). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. de Félice, p. 1989 (Document n° 767). — Discussion, p. 2017. — Suite de la discussion, p. 2049, 2057, 2075, 2115, 2152, 2185, 2198, 2210, 2228; adoption au scrutin de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2254 (rectificatif, p. 2172, 2255, 2275, 2300, 2312).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5511 (Document n° 5201). — Dépôt du rapport par M. Grimaud, p. 6009 (Document n° 5342). — Discussion, p. 6222, 6246, 6279. — Suite de la discussion, p. 6309; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 6316 (rectificatifs, p. 6422. — Demande d'une nouvelle délibération des articles 17, 78, 84 et 85, formulée par M. le Président de la République, p. 6395. — Lecture du rapport par M. Henri-Louis Grimaud et discussion, p. 6418; adoption, p. 6420 (rectificatif, p. 6988).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2628 (Document n° 908). — Lecture du rapport par M. Chaumel et discussion, p. 2928; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2929.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6136 (Loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, J. O. du 2 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Berger sur les propositions de loi: 1^o de M. Toujas tendant à surseoir à l'exécution des jugements d'expulsion; 2^o de M. Toujas tendant à suspendre l'exécution de certains jugements d'expulsion (n° 2134-2544), p. 2748 (Document n° 4255). — Discussion, p. 3101; adoption après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à surseoir à l'expulsion des clients de certains hôtels garnis ou meublés, et pensions de famille* », p. 3109 (rectificatif, p. 4272).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1434 (Document n° 503). — Lecture du rapport par Mme Girault, p. 1677; discussion, p. 1678; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1683 (rectificatif, p. 1819).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4015 (Loi n° 48-1496 du 27 septembre 1948, J. O. du 28 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la prorogation de la loi n° 47-2387 du 27 décembre 1947 prorogant et modifiant la loi n° 47-1412 du 30 juillet 1947 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 4081 (Document n° 4741). — Lecture du rapport par M. Delahoutre, p. 4131; discussion et adoption, p. 4132 (rectificatif, p. 4272).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1701 (Document n° 631). — Lecture du rapport par M. Bordeneuve, p. 1709; adoption, p. 1710.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4161 (Loi n° 48-1035 du 29 juin 1948, J. O. du 30 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 7734 (Document n° 5849). — Dépôt du rapport par M. Garel, p. 7963 (Document n° 5924). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Yvon, p. 7964 (Document n° 5932). — Discussion, p. 8049; adoption du projet de loi, p. 8057.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3655 (Document n° 103, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Moïce, p. 3775 (Document n° 111, 2^e partie). — Discussion, p. 3797; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3801.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8308 (Document n° 6031). — Dépôt du rapport par M. Garel, p. 8319 (Document n° 6039). — Discussion et adoption avec modifications, p. 8321 (Loi n° 48-1978 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berger tendant à proroger la loi n° 48-1083 du 7 juillet 1948 qui surseoit à l'expulsion des clients de certains hôtels

garnis ou meublés et pensions de famille, p. 6099 (Document n° 5349). — Dépôt du rapport par M. Berger, p. 6173 (Document n° 5365). — Discussion et adoption, après modification, du titre « Proposition de loi tendant à proroger la loi n° 48-1083 du 7 juillet 1948 tendant à surseoir à l'expulsion des clients de certains hôtels, garnis ou meublés et pensions de famille », p. 6526.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3922 (Document n° 919). — Dépôt du rapport par Mme Girault, p. 3112 (Document n° 956). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3137 (rectificatif, p. 3225).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6700 (Document n° 5491). — Lecture du rapport par M. Henri-Louis Grimaud et adoption, p. 6734 (Loi n° 48-1083 du 7 juillet 1948, J. O. du 6 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux locataires ou occupants des chambres garnies et des chambres d'hôtels, p. 226 (Document n° 3159). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Domignon tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, p. 605 (Document n° 3316). — Dépôt du rapport par M. Berger, p. 3296 (Document n° 3847).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Garet sur la proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier, pour les communes sinistrées, la loi du 26 mars 1947 réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, (n° 2558), p. 535 (Document n° 3296).

— Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'ordonnance du 14 novembre 1944 concernant la réintégration de certains locataires (n° 2768), p. 7834 (Document n° 5870).

— Dépôt d'un rapport de M. Vergès sur la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à supprimer de la liste des locaux inoccupés les maisons de campagne appartenant aux chefs de familles nombreuses et habitées par leurs enfants durant les vacances scolaires (n° 4312), p. 1872 (Document n° 3839).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mios Péri tendant à modifier l'article 38 de l'ordonnance du 14 octobre 1945 relative aux locaux insuffisamment occupés, p. 4617 (Document n° 3721).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz complétant la loi du 7 mai 1946 tendant à surseoir à l'expulsion des locataires de nationalité française prononcée au profit de sujets étrangers, p. 2198 (Document n° 3923).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Mondon tendant à modifier les articles 7, 21 et 30 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur la location des locaux à usage d'habitation ou professionnel, p. 3412 (Document n° 4516).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à faire supporter par les locataires la charge du gardiennage des immeubles et à accorder aux concierges le minimum vital, p. 3501 (Document n° 4553).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 40, paragraphe 10, de la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 7219 (Document n° 5651).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à compléter les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 14 novembre 1944 concernant la réintégration de certains locataires, p. 7372 (Document n° 5690).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à modifier la loi du 1er septembre 1948 relative aux rapports entre bailleurs et locataires et à assurer la protection des locataires, réfugiés et sinistrés, p. 7474 (Document n° 5759).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Citerne tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente, p. 7471 (Document n° 5762).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Toujas tendant à surseoir à toute augmentation de prix des loyers tant que n'est pas effectuée la revalorisation des traitements, salaires et pensions, p. 7510 (Document n° 5782).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation du paragraphe 7 de l'article 10 de la loi du 1er septembre 1948, portant notification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation, p. 7589 (Document n° 5814).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, afin de favoriser une meilleure utilisation des locaux existants et de faciliter le relogement de certains locataires évacués, p. 7734 (Document n° 5850).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute expulsion de locataires et occupants jusqu'au 5 avril 1948, à la condition que les personnes menacées d'expulsion aient acquitté leur loyer ou leur indemnité d'occupation, p. 4134 (Document n° 3579).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Burlot tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret instituant une taxe sur les locaux insuffisamment occupés, en assimilant le départ d'un enfant au décès de l'un des conjoints, p. 4445 (Document n° 3694).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Péron tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi relatif au prix des loyers et tenant compte de la situation des locataires et petits et moyens propriétaires, p. 3405 (Document n° 4514).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Rollin tendant à inviter le Gouvernement à stabiliser les valeurs locatives à leur taux de 1947, p. 4215 (Document n° 4797).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachaux tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 4 du décret du 11 octobre 1945 relatif à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés, p. 4920 (Document n° 4988).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Citerne tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation, p. 7472 (Document n° 5765).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Bouxoin tendant à inviter le Gouvernement à créer une prime de départ et d'installation ainsi qu'une prime de déménagement pour les personnes qui libèrent un appartement dans une commune où il est perçu la taxe sur les locaux insuffisamment occupés, p. 8347 (Document n° 6036).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Adrien Barot tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour interdire toute expulsion des vieux travailleurs du logement qu'ils occupent, p. 749 (Document n° 228).

Voir également à la rubrique : *Loyers (baux commerciaux)*.

Lycées et collèges. — V. Enseignement secondaire.

M

Machines agricoles. — V. Combustibles liquides et dérivés.

Madagascar. — V. Assemblée de l'Union française (composition et élection). — Code pénal (décret du 4 décembre 1930). — France d'outre-mer. — Interpellations nos 24, 145, 156. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 3.

Magazines. — V. Presse.

Magistrature. — V. Fonctionnaires (département des cadres). — Justice (organisation).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Chaumont sur le projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats n° 512, p. 2199 (Document n° 4000). — Discussion, p. 2890; adoption, p. 2891.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1338 (Document n° 454). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 1968 (Document n° 759). — Discussion, p. 2180; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2181. Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5408 (Loi n° 48-1281 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Main-d'œuvre agricole. — V. Agriculture (exploitation agricole).

Main-d'œuvre étrangère. — V. Allocation familiale.

Maires et adjoints. — V. Administration communale.

Maladies contagieuses des animaux. — V. Agriculture.

Maladies vénériennes. — V. France d'outre-mer (Océanie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Domignon sur le projet de loi tendant au dépistage des malades vénériens contagieux et à leur traitement (n° 2272-3064), p. 983 (Document n° 3504). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gardonnier, p. 4159 (Document n° 3575). — Adoption, après modification du titre : « Projet de loi sur le dépistage et le traitement des malades vénériens contagieux », p. 4156.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 716 (Document n° 215). — Dépôt du rapport par M. Teyssandier, p. 1258 (Document n° 430). — Discussion, p. 1329 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1332.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3077 (Document n° 4399). — Dépôt du rapport par M. Gardonnier, p. 3439 (Document n° 4451). — Adoption de l'ensemble du projet de loi après modification, p. 3560 (Loi n° 48-1086 du 8 juillet 1948, J. O. du 9 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Discussion d'un projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, p. 2716; adoption, p. 2718 (rectificatif, p. 2810).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1302 (Document n° 445). — Dépôt du rapport par M. Teyssandier, p. 1819 (Document n° 665). — Discussion, p. 1912; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1915.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4626 (Document n° 4962). — Dépôt du rapport par M. p. 4771 (Document n° 4967). — Discussion et adoption de l'ensemble du projet de loi avec modification, p. 5168 (Loi n° 48-1290 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Viatte tendant à inviter le Gouvernement à développer dans les dispensaires et les services hospitaliers antivenériens l'emploi du graphique sérologique de contrôle basé sur l'application de la photométrie, p. 3242 (Document n° 4469).

Mandats. — V. Comptabilité publique.

Mandré (Georges). — V. *Hommage national*.

Manifestations artistiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à subventionner chaque année des chorégraphes d'Orange, la semaine d'art d'Avignon et les représentations de Vaison-la-Romaine, p. 5352 (Document n° 5141).

Manifestations publiques. — V. *Algérie.* — *Interpellations* n°s 25, 30, 57, 58, 72, 111, 148, 151, 191.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Croizat tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le défilé de la jeunesse qui doit avoir lieu à Paris le 16 mai, organisé sous l'égide de la C.G.T., p. 2353 (Document n° 4055). — Demande de discussion d'urgence, p. 2508; rejet, au scrutin, p. 2506.

Marchands ambulants. — V. *Questions orales* (Assemblée nationale), n° 1.

Mareyeurs. — V. *Pêches maritimes*.

Marges bénéficiaires. — V. *Commerce et industrie*.

Mariage. — V. *Code civil.* — *Famille*.

Marine marchande. — V. *Code disciplinaire et pénal de la marine marchande.* — *Code du travail maritime.* — *Conseil supérieur de la marine marchande*.

BREVETS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cermolacce abrogeant les dispositions du décret du 28 août 1941 relatives au brevet de 3^e classe d'officier mécanicien de la marine marchande et remettant en vigueur les dispositions de la loi du 25 mai 1934 relative au même brevet, p. 1871 (Document n° 3835).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative au projet de loi portant organisation de la marine marchande (n°s 673-2598), p. 203 (Document n° 3119). — Dépôt d'un avis transmis par le conseil économique, p. 684 (Document n° 3350). — Dépôt du rapport par M. Colin, p. 811 (Document n° 3418). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. René Pieven, p. 867 (Document n° 3410). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Palowski, p. 867 (Document n° 3453). — Discussion, p. 897, 911; suite de la discussion, p. 935, 974; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 976 (rectificatif, p. 1030).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 388 (Document n° 137). — Rapporteur: M. Bocher, et discussion, p. 427, 431; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 460.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1124 (Document n° 3545). — Dépôt du rapport par M. André Colin, p. 1159 (Document n° 3571). — Discussion, p. 1179; adoption, au scrutin, avec modifications, p. 1183 (rectificatif, p. 1289) (Loi n° 48-310 du 28 février 1948, J. O. du 29 février 1948).

TRANSPORTS MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse, p. 2198 (Document n° 3066). — Dépôt du rapport par M. Raymond Cayol, p. 2357 (Document n° 4073). — Discussion, p. 2569; adoption du projet de loi, p. 2570.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1034 (Document n° 336). — Lecture du rapport par M. Bocher, discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1035.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2447 (Loi n° 48-755 du 30 avril 1948, J. O. du 1^{er} mai 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vittorio tendant à inviter le Gouvernement à aligner le tarif kilométrique maritime pour le département

de la Corse sur le tarif kilométrique ferroviaire de la Société nationale des chemins de fer français en revenant au décret du 31 août 1937 et à l'arrêté du 15 juin 1938, p. 370 (Document n° 425). — Rejet d'une demande de discussion immédiate, p. 388. — Dépôt du rapport par M. Franceschi, p. 511 (Document n° 168). — Discussion, p. 935; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 936.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gioventi tendant à aligner le tarif kilométrique maritime pour le département de la Corse sur le tarif kilométrique ferroviaire de la Société nationale des chemins de fer français, p. 683 (Document n° 3355). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bianchini tendant à revenir, pour les tarifs applicables aux lignes maritimes de la Corse, aux dispositions prévues par le décret du 31 août 1937, p. 719 (Document n° 3384). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 1617 (Document n° 3718). — Discussion, p. 2010.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Louis Michaud sur le projet de loi portant abrogation de l'acte dit loi du 31 mars 1942 relative à la fusion des entreprises de desserte des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique (n° 2629), p. 8022 (Document n° 5016).

— Dépôt d'un projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, p. 8316 (Document n° 6019).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Chevalier tendant à rendre applicable aux transports maritimes des passagers et des marchandises sur les lignes: ports de la Méditerranée, Algérie, les tarifs kilométriques pratiqués par la Société nationale des chemins de fer français, p. 2809 (Document n° 4261).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des compagnies de navigation pour que soit réservé dans l'embarquement du personnel de toutes catégories, dans les ports de Marseille, de Bordeaux et du Havre, un contingent déterminé sur les places disponibles aux marins originaires des territoires d'outre-mer, p. 2106 (Document n° 3902).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 33 du décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les passages accordés aux officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux, p. 4896 (Document n° 5037).

Marins du commerce. — V. *Assurances des marins du commerce*.

Marque. — V. *Monnaie*.

Marec. — V. *Commerce et industrie.* — *France d'outre-mer*.

Marques de fabrique et de commerce. — V. *Propriété industrielle*.

Marseille. — V. *Enquêtes parlementaires* (Assemblée nationale).

Martinique. — V. *Accidents du travail.* — *France et territoires d'outre-mer.* — *Interpellations* n° 4.

Mecaryk (Jan). — V. *Tchécoslovaquie*.

Masseur gymnaste. — V. *Médecine et professions médicales*.

Maternité et enfance (protection). — V. *Allocations familiales.* — *Assurances sociales.* — *Code civil.* — *Enfance (protection)*.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi tendant à modifier l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile, p. 480.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 269 (Document n° 114). — Dépôt du rapport par Mlle Mireille Dumont, p. 381 (Document n° 243). — Discussion et adoption, p. 936.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2317 (Loi n° 48-536 du 17 mai 1948, J. O. du 19 mai 1948).

Médailles, décorations et récompenses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à fixer pour une nouvelle période de cinq années, à dater du 1^{er} juin 1948, les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, p. 3125 (Document n° 4421). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 4211 (Document n° 4781). — Discussion, p. 4352; adoption du projet de loi, p. 4355.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1924 (Document n° 670). — Lecture du rapport par M. Jean-Marie Berthelot et discussion, p. 1839; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1841.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4499 (Document n° 4914). — Lecture du rapport par M. Pierre Dominjon et discussion, p. 4556; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4557 (Loi n° 48-1138 du 19 juillet 1948, J. O. du 21 juillet 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Marie Roche tendant à inviter le Gouvernement à créer un ordre distinctif manifestant la reconnaissance des pouvoirs publics envers le dévouement des donneurs de sang, p. 4619 (Document n° 5068). — Dépôt du rapport par Mme Marie Roche, p. 1976 (Document n° 719). — Adoption, p. 2290 (rectificatif, p. 2426).

Médaille des EVADES.

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, p. 67.

Conseil de la République. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi n° 46-2123 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, p. 102 (Document n° 28). — Dépôt du rapport par M. Le Saux-Boisauvé, p. 211 (Document n° 99). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 499.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4217 (Loi n° 46-402 du 10 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

Médaille de la FAMILLE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Vote sans débat d'une proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert tendant à compléter les dispositions du décret du 26 mai 1920, modifié par le décret du 13 décembre 1943, pour assouplir les conditions d'attribution de la médaille de la famille française aux veuves de guerre.

— La commission conclut à une proposition de résolution; adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret n° 47-2109 du 22 octobre 1947 reformant le régime de la médaille de la famille française », p. 473.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à instituer une prime forfaitaire en faveur des veuves de guerre non salariées, décorées de la médaille de la Famille française, p. 3126 (Document n° 4414). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 1572 (Document n° 4941).

Médaille d'HONNEUR.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Souillon tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs et des institutrices, p. 1334 (Document n° 510). — Dépôt du rapport par M. Souillon, p. 1932 (Document n° 653). — Adoption, p. 2280.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à affecter à la médaille d'argent des instituteurs le même coefficient de revalorisation qu'à la médaille militaire, soit 25 p. 100, p. 1218 (Document n° 3605).

Médaille MILITAIRE. — V. *Légion d'honneur et médaille militaire.*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Guirrec, sur la proposition de résolution de M. Boisrond, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la médaille militaire dans le rang qu'elle avait avant le décret du 26 septembre 1947 et à modifier l'article 1^{er} de ce décret (n° 966, année 1947), p. 490 (Document n° 456).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réviser les règles qui fixent l'attribution d'un traitement à certains médaillés militaires, p. 2748 (Document n° 4251).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thomas tendant à obtenir l'attribution de la médaille militaire aux anciens militaires, de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945, réformés pour maladie contractée dans une unité combattante et ayant une invalidité permanente au moins égale à 85 p. 100, p. 2640 (Document n° 886).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6173 (Document n° 5357).

Médaille des PRISONNIERS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Tourné sur les propositions de loi: 1^o de M. Desjardins tendant à remettre en vigueur la loi du 14 mars 1936 créant la médaille des prisonniers civils, otages et déportés de la Grande Guerre; 2^o de M. Lufour tendant à l'attribution d'une médaille aux prisonniers civils, déportés, otages et internés de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945 (nos 101-1488), p. 3188 (Document n° 4443).

Médaille du TRAVAIL.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à envisager l'attribution d'une médaille du travail aux invalides et mutilés du travail à plus de 50 p. 100, p. 3076 (Document n° 4397).

Médecine et professions médicales. — V. *Appareil médical et chirurgical.* — *Enseignement supérieur.* — *Etudiants.* — *Interpellations n° 161.* — *Pharmacie.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 81.*

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de loi de M. Badie relative au cumul des professions de médecin et de pharmacien, après modification du titre: « Proposition de loi relative au cumul des professions de médecin ou de dentiste avec celle de pharmacien », p. 480.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 269 (Document n° 111). — Dépôt du rapport par M. Paget, p. 619 (Document n° 201). — Discussion et adoption, p. 879.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2024 (Lot n° 48-484 du 21 mars 1948, J. O. du 25 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exercice des professions médicales et paramédicales dans les territoires de Tende et de la Brigue, p. 1871 (Document n° 3830). — Retrait du projet de loi, p. 4104.

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne l'Algérie, l'ordonnance du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien dentiste et sage-femme (n° 1467, année 1947), p. 6420.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder le droit d'exercer la médecine ou l'art dentaire à certains praticiens étrangers exerçant dans les établissements hospitaliers établis en France par des organismes étrangers et reconnus d'utilité publique, p. 7409 (Document n° 5725). — Dépôt du rapport par M. Fauvel, p. 8182 (Document n° 5980).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi destiné à modifier la loi n° 46-857 du 30 avril 1946 tendant à réglementer les professions de masseur gymnaste médical et de pédicure, p. 2318 (Document n° 4025).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à revaloriser les vacations des médecins appelés en consultation

pour les congés de longue durée des fonctionnaires, p. 417 (Document n° 3246).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à autoriser certains praticiens non diplômés à exercer l'art dentaire, lorsqu'ils pourront justifier avoir commencé leur apprentissage avant le 1^{er} août 1914, p. 3412 (Document n° 4527).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuehn relative à l'exercice de l'art dentaire par les candidats alsaciens et lorrains bénéficiaires des décrets des 20 mai 1946 et 2 janvier 1947, p. 3479 (Document n° 4533).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à autoriser, sous certaines conditions, le cumul de la profession de pharmacien, de médecin, de dentiste ou de vétérinaire, p. 5752 (Document n° 5214).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leuret sur l'exercice simultané de la médecine et de la pharmacie par les médecins qui cumulaient cette double profession antérieurement à la loi du 11 septembre 1941, p. 415 (Document n° 39).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 335 (Document n° 3201).

Médecine vétérinaire.

— V. *Institut d'élevage et de médecine.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Moussu sur le projet de loi relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par des vétérinaires étrangers (n° 1472), p. 1769 (Document n° 3809). — Adoption, p. 2297 (rectificatif, p. 2389).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4101 (Document n° 356). — Dépôt du rapport par M. Charles Brune, p. 4191 (Document n° 414). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1339.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3189 (Document n° 4411). — Dépôt d'un rapport par M. Moussu, p. 4163 (Document n° 4763). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6562. (Loi n° 48-1465 du 23 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948).

Mérite maritime.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. René Pleven sur le projet de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930 instituant l'ordre du mérite maritime (n° 2586), p. 1966 (Document n° 3853). — Adoption, p. 2485.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4148 (Document n° 381). — Dépôt du rapport par M. Rocher, p. 1528 (Document n° 556). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1800.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4298 (Document n° 4339). — Dépôt du rapport par M. Pleven, p. 6006 (Document n° 5320). — Adoption, p. 6587 (Loi n° 48-1491 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix du mérite maritime à l'occasion de la dissolution de la direction des transports maritimes, p. 2106 (Document n° 3911). — Dépôt du rapport par M. René Pleven, p. 6173 (Document n° 5367). — Adoption, p. 6587 (rectificatif, p. 6988).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3215 (Document n° 991). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 3331 (Document n° 1016). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3357 (rectificatif, p. 3474).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6950 (Loi n° 48-1553 du 4 octobre 1948, J. O. du 5 octobre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un contingent spécial et annuel de croix du mérite maritime à l'occasion de voyages officiels du Président de la République, p. 2601 (Document n° 4452). — Dépôt du rapport par M. René Pleven, p. 6173 (Document n° 5368). — Adoption, p. 6597 (rectificatif, p. 6988).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3215 (Document n° 992). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 3331 (Document n° 1017). — Adoption de

l'avis sur le projet de loi, p. 3358 (rectificatif, p. 3474).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6950 (Loi n° 1553 du 4 octobre 1948, J. O. du 5 octobre 1948).

Métaux ferreux.

— V. *Commerce et industrie.*

Métiers (registre des). — V. *Bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers.*

Meunerie.

— V. *Enseignement technique.*

Mines et carrières. — V. *Accidents du travail.* — *Amnistie.* — *Assurances sociales (mines).* — *Code du travail (délégués du personnel, hygiène et sécurité des travailleurs).* — *Fêtes légales.* — *Impôts (taxes départementales et communales).* — *Interpellations n° 14, 60, 160, 186, 193.* — *Pensions et retraites (mines, personnels civil et militaire).*

CONCESSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux contrats d'amodiation de carrière, p. 7171 (Document n° 5740).

EXPLOITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Louvel sur la proposition de loi de M. Gerber, conseiller de la République, tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 concernant les mines, minières et carrières (n° 1861), p. 7590 (Document n° 5811). — Adoption de la proposition de loi, p. 8103.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à compléter la loi du 23 juin 1927 afin de permettre la mise en valeur dans les plus courts délais de certains gisements houillers actuellement inexploités, p. 6759 (Document n° 5502).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'ordonnance n° 45-122 du 23 janvier 1945 portant modification de la loi du 23 janvier 1937 relative au régime définitif des mines domaniales de potasse d'Alsace et à l'organisation de l'industrie de la potasse, p. 7961 (Document n° 5899).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à ne permettre la fermeture d'aucune exploitation minière de quelque nature que ce soit, p. 2524 (Document n° 4116).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vedrines tendant à inviter le Gouvernement à rapporter sa décision de fermeture des mines de schiste bitumineux et de l'usine de fabrication d'huile de schiste de Saint-Hilaire (Allier), p. 7731 (Document n° 3855).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à indemniser des victimes de l'agression communiste contre la classe ouvrière, p. 7301 (Document n° 5672). — Rapporteur, M. Charles Barangé, et discussion, p. 7467, rejet, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 7468.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à faire réintégrer, immédiatement, avec tous leurs droits, les mineurs licenciés à la suite des grèves, p. 8126 (Document n° 5974).

Modernisation et équipement (Plan de). — V. *France d'outre-mer.* — *Impôts (prélèvement).*

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Viatte tendant à inviter le Gouvernement à instituer une commission de la recherche scientifique auprès du commissariat général du plan de modernisation et d'équipement après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une commission de la recherche scientifique et technique auprès du commissariat général au plan de modernisation et d'équipement », p. 67.

Assemblée nationale. — Dépot d'une proposition de résolution de M. Puaud tendant à inviter le Gouvernement: 1° à constituer immédiatement le Fonds national de modernisation et d'équipement prévu par l'article 1er de la loi du 7 janvier 1948; 2° à affecter à ce Fonds de modernisation et d'équipement le tiers du produit du prélèvement exceptionnel et à fixer aux trois cinquièmes de cette somme la fraction devant être allouée au bénéfice de l'équipement rural, p. 4821 (Document n° 5069). — Dépot du rapport par M. Charles Barangé, p. 4860 (Document n° 5194). — Dépot d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Waldeck Rochet, p. 4850 (Document n° 5279). — Adoption, p. 4263.

Assemblée nationale. — Dépot d'une proposition de résolution de M. Gizard tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission permanente du bilan national, p. 4269 (Document n° 4798).

Assemblée nationale. — V. France d'outre-mer. — Interpellations nos 2, 21, 89, 90, 91, 104. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Assemblée nationale. — Dépot d'un projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 F de la Banque de France (Document n° 3177) et discussion, p. 205, 268, 272, 283; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 293 (rectifié, p. 265).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi (Document n° 42), rapporteur, M. Alain Poirer, et discussion, p. 122; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 137.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 323 (Loi n° 48-161 du 30 janvier 1948, J. O. du 31 janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépot d'un projet de loi portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et corrélativement de certaines dispositions fiscales, p. 200 (Document n° 3141). — Lettre rectificative (Document n° 3148) et lecture du rapport par M. Charles Barangé, p. 222; discussion, p. 223; suite de la discussion, p. 238, 293, 329; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 331.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 116 (Document n° 47). — Discussion, p. 117, 150; lecture du rapport par M. Alain Poirer (Document, n° 54) et suite de la discussion, p. 159; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 179.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 312 (Loi n° 48-173 du 2 février 1948, J. O. du 3 février 1948).

Assemblée nationale. — Dépot d'une proposition de loi de M. Maurice Petasche ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi n° 48-161 du 30 janvier 1948 portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs de la Banque de France, p. 770 (Document n° 3108). — Dépot du rapport par M. Charles Barangé, p. 923 (Document n° 3174). — Discussion sur l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi, p. 189; rejet, au scrutin, de l'inscription, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 1043.

Assemblée nationale. — Dépot d'une proposition de résolution de M. Jacques Durand tendant à inviter le Gouvernement à prolonger les délais fixés pour le dépôt des billets de 5.000 francs et à prévoir un remboursement immédiat pour les petits déposants, p. 822 (Document n° 3214). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé, p. 855; discussion, p. 856, 858; adoption, p. 864.

Conseil de la République. — Dépot d'une proposition de résolution de M. Jean Jullien tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des situations de famille pour le remboursement des billets de 5.000 F, p. 241 (Document n° 89). — Retrait de la proposition de résolution, p. 283.

Assemblée nationale. — Dépot d'un projet de loi complétant et modifiant les décrets de la convention nationale du 9 novembre 1792 et du 25 décembre, en 1811, concernant les billets au porteur, billets de confiance, passeports et de secours, p. 762 (Document n° 3645).

— Dépot d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à abroger tous les textes qui autorisent le Gouvernement ou les ministres à réaliser par décret des manipulations monétaires et, notamment, des dévaluations, alignements, ponctions ou autres opérations analogues, p. 298 (Document n° 3376).

— Dépot d'une proposition de loi de M. Gizard tendant à suspendre les délais de paiement en raison du blocage et de la démonétisation des billets de 5.000 F, p. 642 (Document n° 3327).

— Dépot d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à rembourser aux agriculteurs ayant besoin de leurs disponibilités pour faire face aux charges de l'exploitation les billets de 5.000 F retirés de la circulation en vertu de la loi n° 48-161 du 30 janvier 1948, p. 854 (Document n° 3431).

— Dépot d'une proposition de loi de M. Vézina tendant au remboursement immédiat des billets de 5.000 F déposés par les retraités et les pensionnés civils et militaires, p. 924 (Document n° 3104).

— Dépot d'une proposition de loi de M. Nozon tendant au remboursement aux prisonniers de guerre des marks détenus par eux à leur retour de captivité, p. 747 (Document n° 5761).

Conseil de la République. — Dépot d'une proposition de loi de M. Lacaze tendant à obliger la société Selway à rembourser à ses ouvriers envoyés de force en Allemagne, la valeur des marks qu'ils ont rapportés, et qui sont encore bloqués, p. 2197 (Document n° 710).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 350 (Document n° 3261).

Conseil de la République. — Dépot d'une proposition de loi de M. Jean Jullien tendant à faire rembourser aux prisonniers de guerre les marks (lager-marks et reich-marks) détenus par eux à leur retour de captivité, p. 674 (Document n° 610).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3948 (Document n° 472).

Assemblée nationale. — Dépot d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret autorisant le remboursement des billets de 5.000 F à concurrence d'une somme de 10.000 F pour toutes les personnes ayant déposé 10 billets au plus et permettant aux déposants de billets de 5.000 F d'acquiescer leurs impôts échus ou les acomptes provisionnels relatifs aux impôts à l'aide des billets déposés, p. 237 (Document n° 1256).

— Dépot d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à rembourser aux agriculteurs ayant besoin de leurs disponibilités pour faire face aux charges de l'exploitation, les billets de 5.000 F, p. 675 (Document n° 3330).

— Dépot d'une proposition de résolution de M. Kavier Bouvier tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la situation de famille des déposants de billets de 5.000 F de la Banque de France en ce qui concerne le remboursement desdits billets, p. 676 (Document n° 3334).

— Dépot d'une proposition de résolution de M. Michel tendant à inviter le Gouvernement à rembourser sans délai la totalité des sommes déposées en application de la loi portant démonétisation des coupures de 5.000 francs par les personnes ayant perçu dans les quinze jours qui ont précédé le vote de cette loi des arrérages de pension ou de retraite ou des prestations versées au titre des lois sur la sécurité sociale, p. 810 (Document n° 3892).

— Dépot d'une proposition de résolution de M. Pierre Leroy tendant à inviter le Gouvernement à rembourser intégralement et dans les plus brefs délais, les ministres et officiers indempnés de leurs dommages de guerre en billets de 5.000 francs, p. 810 (Document n° 3115).

— Dépot d'une proposition de résolution de Mme Denise Gasté tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toute mesure nécessaire afin de rembourser aux déposants de billets de 5.000 francs une somme égale à

celle qu'ils avaient perçue au titre d'allouations familiales, p. 750 (Document n° 3338).

— Dépot d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser intégralement et dans l'immédiat les sommes perçues en billets de 5.000 francs par les planteurs de tabac au titre de paiement des livraisons de tabac, p. 4357 (Document n° 3617).

— Dépot d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur de certains porteurs de billets de 5.000 francs qui ont omis de déposer ces billets, p. 3076 (Document n° 4374).

Conseil de la République. — Dépot d'une proposition de résolution de Mme Marie Stokke tendant à inviter le Gouvernement à retirer de la circulation les billets de banque déchirés et souillés ainsi que les pièces de 20 francs petit modèle, p. 1619 (Document n° 509).

Monuments commémoratifs.

Assemblée nationale. — Dépot d'une proposition de loi de M. Depierre tendant à l'érection d'un monument commémoratif au général Leclerc et instituant une souscription nationale à cet effet, p. 2909 (Document n° 1252). — Dépot du rapport par M. Emile-Louis Lohbeck, p. 4321 (Document n° 4697). — Adoption, p. 4311.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2220 (Document n° 807). — Dépot du rapport par M. André, p. 2521 (Document n° 864). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2344.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 690 (Loi n° 48-1302 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépot d'une proposition de résolution de M. Joseph Dumas tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour l'érection de la statue du maréchal Foch, p. 2291 (Document n° 4719). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à l'érection de la statue du maréchal Foch avec l'assistance de la section de l'Organisation des Nations Unies qui doit se tenir à Paris en septembre 1948, p. 692 (Document n° 4018). — Dépot du rapport de M. Pierre Monbet, p. 6123 (Document n° 3288). — Adoption, p. 6111.

Assemblée nationale. — Inauguration des monuments aux martyrs et employés de la Chambre des députés morts pour la France pendant la guerre 1939-1945, p. 7032.

Monuments historiques.

Assemblée nationale. — Dépot d'un projet de loi ayant pour objet d'inscrire dans les départements de Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions législatives et réglementaires concernant les monuments historiques et relative aux objets mobiliers, p. 6121 (Document n° 3116).

— Dépot d'une proposition de résolution de M. Lumbé tendant à inviter le Gouvernement à classer le tombeau d'Armand Barbès (1824) dans la commune de Villalier (Aude) comme monument historique, p. 6028 (Document n° 3539).

— Dépot d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions nécessaires pour assurer la conservation de l'ensemble du domaine de Port-Royal, en faisant l'objet d'un plan et de sauvegarder les souvenirs historiques qui s'y rattachent, p. 3221 (Document n° 3226).

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission supérieure des sites, p. 3183. — Désignation de candidature, p. 3203. — Nomination d'un membre, p. 3529.

Assemblée nationale. — V. Pensions et retraites (ancien combattants). — Transports et voies de communications (transports aériens).

Billets de travail. — V. Accidents du travail.

Mutualité. — V. Conseil supérieur de la mutualité. — Sociétés de secours mutuels.

Mutualité agricole. — V. Agriculture (organisation professionnelle). — Assurances sociales (agriculture).

N

Natalité. — V. Allocations familiales.

Nationalisation. — V. Combustibles solides et dérivés. — Commerce et industrie. — Electricité et gaz. — Interpellations nos 32, 453.

Nationalité. — V. Conventions internationales

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le ministre de la santé publique et de la population à statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formulées conformément à l'article 7 de la loi du 3 février 1934, p. 1768 (Document n° 3797). — Dépôt du rapport par M. Roques, p. 4572 (Document n° 4917). — Adoption, après modification, du titre: « *Projet de loi tendant à autoriser le ministre de la santé publique et de la population à statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formulées conformément à la loi du 3 février 1934* », p. 5112.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2220 (Document n° 801). — Dépôt du rapport par M. Colardeau, p. 2783 (Document n° 890). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2933.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6158 (Loi n° 48-1455 du 21 septembre 1948, J. O. du 22 septembre 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wehrung tendant à inviter le Gouvernement à proroger de six mois la loi n° 46-1185 du 24 mai 1946 permettant à la femme étrangère qui a épousé un Français sans souscrire une demande en vue d'acquiescer la nationalité de son mari, de déposer cette demande jusqu'au 31 décembre 1947, p. 99 (Document n° 22). — Retrait de la proposition de résolution, p. 781.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à permettre aux personnes originaires des territoires cédés à la France par le traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947 d'acquiescer la nationalité française par déclaration, p. 7372 (Document n° 5693). — Dépôt du rapport par M. Médecin, p. 8022 (Document n° 5912).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pourtalet tendant à accorder la nationalité française aux originaires des territoires de Brigue, Tende, Saint-Dalmas-de-Tende, Lih et Pienne, résidant en France ou dans la principauté de Monaco, p. 3038 (Document n° 4361). — Dépôt du rapport par M. Médecin, p. 7657 (Document n° 5830).

Nations Unies. — V. Assemblée générale des Nations Unies. — Conventions internationales. — Interpellation n° 9.

Naufrage du chalutier « Saint-Ephémé ». — V. Pêches maritimes.

Navigation aérienne. — V. Transports et voies de communication (transports aériens).

Navigation intérieure. — V. Transports et voies de communication.

Navires météorologiques. — V. Conventions internationales.

Notaire. — V. Alsace-Lorraine. — Caisse de retraite et de prévoyance des clercs de notaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport, par M. Minjoz, sur la proposition de résolution de M. Gosset tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les titulaires des études de notaire de l'Escarène, Levans et Roquebillère à Instrumenter à Nice, p. 2199 (Document n° 3976).

— Dépôt d'un rapport, par M. Minjoz, sur la proposition de loi de M. Gosset tendant à transférer les études de notaire de l'Escarène, Levans et Roquebillère à Nice et à y créer cinq études complémentaires (n° 2517), p. 2688 (Document n° 4206).

Nouvelle-Calédonie. — V. France d'outre-mer.

O

Océanie. — V. France d'outre-mer.

Oeuvres littéraires. — V. Propriété littéraire.

Oeuvres sociales. — V. Code du travail (comités d'entreprises). — Départements (services sociaux).

Offices AGRICOLES DÉPARTEMENTAUX. — V. Combustibles liquides et dérivés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à l'organisation des offices agricoles départementaux, p. 2688 (Document n° 4212).

Office national ANTIACRIDIEN.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'Office national antiacridien, p. 7781 (Document n° 5867).

Office national Interprofessionnel des CÉRÉALES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier la composition du conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.) et à lui conférer les attributions prévues antérieurement par la loi du 15 août 1936, p. 3076 (Document n° 4400).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Callavet tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les directions régionales de l'Office national interprofessionnel des céréales, p. 6159 (Document n° 5117).

Office des CHANGES. — V. Exportations et importations.

Office national de DEFENSE CONTRE LA CRELE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à créer un organisme d'Etat de défense contre la grêle sur tout le territoire national, p. 3723 (Document n° 4612). — Dépôt d'un avis du Conseil économique par M. André Tourné, p. 7178 (Document n° 5632).

Office national d'IMMIGRATION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi destiné à assurer à l'Office national d'immigration les ressources financières complémentaires nécessaires à son fonctionnement, p. 6396 (Document n° 5102). — Lecture du rapport par M. Lionel de Tinguy, p. 6881; adoption, p. 6885.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3332 (Document n° 4919). — Lecture du rapport par M. Aho et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3351.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6974. (Loi n° 48-1529 du 29 septembre 1948, J. O. du 1^{er} octobre 1948.)

Office central de répartition des PRODUITS INDUSTRIELS. — V. Commerce et industrie.

Offices PUBLICS ET MINISTERIELS. — V. Impôts (revenus).

Assemblée nationale. — Discussion des propositions de loi: 1^o de M. Pourtalet tendant à autoriser les avoués exerçant près le tribunal civil de première instance de Grasse à ouvrir des bureaux dans la ville de Cannes; 2^o de M. Hugues tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts depuis plus de dix ans dans la ville de Cannes, p. 1374; adoption, après modification, du titre: « *Proposition de loi tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à*

conserver les bureaux qu'ils ont ouverts avant le 2 septembre 1939 dans la ville de Cannes », p. 1376.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 638 (Document n° 208). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1039 (Document n° 350). — Discussion, p. 1326; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1323.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8071. (Loi n° 48-956 du 9 juin 1948, J. O. du 10 juin 1948.)

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à permettre aux femmes l'accès à diverses professions d'auxiliaires de justice (n° 876, année 1947), p. 222 (Document n° 73). — Discussion, p. 252; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 255.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 809 (Document n° 3121). — Dépôt du rapport par Mlle Arhimède, p. 1159 (Document n° 3581). — Discussion et adoption, p. 1612. (Loi n° 48-160 du 20 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant certains officiers publics et ministériels et auxiliaires de justice, p. 7781 (Document n° 5863).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux sur le statut disciplinaire des greffiers, officiers publics et ministériels, p. 4860 (Document n° 4992).

Office national des ROUTES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pomadère tendant à la création de l'Office national des routes, afin de doter notre pays d'un réseau routier digne de ses richesses touristiques, p. 7555 (Document n° 5890).

Officine de pharmacie. — V. Société à responsabilité limitée.

Oïlifs. — V. Ravitaillement.

Oliviers (Culture des). — V. Impôts (bénéfices agricoles).

Opticien-lunetier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à réglementer la profession d'opticien lunetier détaillant, p. 7010 (Document n° 5591).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palowski tendant à réglementer la profession d'opticien lunetier détaillant, p. 7554 (Document n° 5790).

Or (Marché de l'). — V. France d'outre-mer.

Oradour-sur-Glane. — V. Départements, villes et communes. — Interpellations n° 6.

Oran. — V. Interpellations n° 62.

Ordre du mérite maritime. — V. Mérite maritime.

Ordre public. — V. Algérie (manifestations). — Manifestations publiques.

Ordres ménéagers. — V. Départements, villes et communes.

Organisation administrative. — V. Administrations publiques. — Algérie.

Organisation communale et départementale. — V. Administration communale et départementale. — Bureaux d'aide sociale.

Organisation judiciaire. — V. Algérie. — Justice (organisation).

Organisation des Nations unies. — V. Conventions internationales. — Interpellation n° 9.

Organismes d'études des commandants en chef de l'Europe centrale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation de commandant en chef de l'Europe occidentale, p. 7171 (Document n° 5755). — Dépôt du rapport par M. Ribeyre, p. 7963 (Document n° 5929). — Discussion, p. 8002; adop-

tion, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant ouverture de crédit pour l'installation de l'organisme d'études des commandants en chef de l'Europe occidentale*, p. 8011.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3643 (Document n° 99, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Boudet, p. 3667 (Document n° 111, 2^e partie). — Discussion, p. 3775; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3778.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8308 (Loi n° 48-2008 du 31 décembre 1948, J. O. du 4 janvier 1949).

Organismes privés. — V. *Justice civile, commerciale ou administrative.*

Organismes professionnels. — V. *Code du travail (bureaux de placement).* — *Commerce et industrie.* — *Economies et finances (redressement).*

Orphelins de guerre. — V. *Pensions et retraites (anciens combattants et victimes de la guerre).*

Orthopédie. — V. *Appareil médical et chirurgical.*

Ouvriers à domicile. — V. *Impôts (revenus).*

Ouvriers de l'Etat. — V. *Pensions et retraites (ouvriers des établissements Etat. — Traitements, soldes et indemnités).*

Ouvriers mineurs. — V. *Assurances sociales (mines).* — *Mines et carrières.* — *Pensions et retraites.*

Ouvriers musulmans. — V. *Pensions et retraites (ouvriers des établissements de l'Etat).*

P

Pacifique-Sud. — V. *Conventions internationales.* — *Transports et voies de communication.*

Pain. — V. *Agriculture (blé, farine et pain).* — *Interpellations n° 46, 141.*

Palmes académiques.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Southon tendant à mettre à la disposition du ministre de l'éducation nationale un contingent exceptionnel de 250 rosettes d'officier de l'instruction publique et de 750 palmes d'officier d'académie pour lui permettre de récompenser les prisonniers de guerre, déportés et internés qui ont, au cours de leur captivité, rendu des services à l'éducation nationale, p. 1061 (Document n° 816).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2524 (Document n° 4139). — Dépôt du rapport par M. Farine, p. 3773 (Document n° 5997).

Paludisme. — V. *Santé publique (protection de la).*

Panthéon.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres du gouverneur Eboué, p. 3551 (Document n° 4560). — Dépôt du rapport par M. Finet, p. 6121 (Document n° 5126). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Cogniot, p. 6577 (Document n° 5476). — Adoption, p. 6733.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 994). — Lecture du rapport par M. Janton, p. 3332; adoption, à l'unanimité, de l'avis sur le projet de loi, p. 3333.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6929 (Loi n° 48-2501 du 28 septembre 1948, J. O. du 29 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher, p. 3551 (Document n° 4561). — Rapporteur M. Simonet, et adoption, p. 4148.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1720 (Document n° 639). — Lecture du rapport par M. Lero, p. 1771; discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1772 (rectificatif, p. 1828).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4263 (Loi n° 48-1117 du 13 juillet 1948, J. O. du 14 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres de Jean Perrin et de Paul Langevin, p. 3551 (Document n° 4562). — Dépôt du rapport par M. Gau, p. 6191 (Document n° 5462).

— Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Cogniot, p. 6576 (Document n° 5177). — Adoption, p. 6733.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 995). — Lecture du rapport par M. Janton et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3333.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6929 (Loi n° 48-1502 du 28 septembre 1948, J. O. du 29 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à transférer solennellement au Panthéon, à l'occasion du centenaire de la Révolution de 1818 et de l'abolition de l'esclavage, les restes de Victor Schoelcher et à rétablir à Paris sa statue enlevée par l'occupant, p. 1115 (Document n° 3697).

Papiers de presse. — V. *Interpellations n° 29.*

Paralyse infantile. — V. *Assistance aux vieillards et aux incurables.*

Parasites animaux et végétaux des bois et forêts. — V. *Bois et forêts.*

Parl mutuel sportif.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Temple tendant à inviter le Gouvernement à instituer, ou à autoriser la création d'un organisme de parl mutuel sportif en vue d'obtenir les ressources nécessaires à l'éducation physique de la jeunesse et à l'équipement sportif du pays, p. 3294 (Document n° 1180).

Paris (Ville de). — V. *Administration de la ville de Paris et du département de la Seine.* — *Justice (organisation judiciaire).* — *Transports et voies de communications (région parisienne).*

Parlement. — V. *Assemblée nationale.* — *Conseil de la République.* — *Débats parlementaires.*

Patente. — V. *Impôts.*

Pâtisserie. — V. *Commerce et industrie.*

Payements. — V. *Code de commerce.* — *Comptabilité publique.*

Pêche. — V. *Chasse et pêche.*

Pêche fluviale. — V. *Chasse.*

Assemblée nationale. — Discussion d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 25 et 62 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale, p. 521; adoption, p. 587 (rectificatif, p. 635).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 269 (Document n° 113). — Dépôt du rapport par M. Dulin, p. 818 (Document n° 250). — Discussion, p. 998; adoption, p. 999.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2319 (Document n° 4032). — Dépôt du rapport par M. Pouyet, p. 3189 (Document n° 4156).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Morand tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941, qui régit la pêche fluviale en France, p. 2869 (Document n° 4250). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 3822 (Document n° 4651).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Adrien Baret tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe piscicole les vieux travailleurs, p. 749 (Document n° 227).

Pêches maritimes. — V. *Combustibles liquides et dérivés.* — *Impôt (prélèvement).* — *Interpellations n° 105, 138.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 14, 69, 71.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Siefridt sur la proposition de loi de M. Yvon portant organisation et statut de la profession de mareyeur expéditeur (n° 4411), p. 3001 (Document n° 4324). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Siefridt, p. 4572 (Document n° 4937). — Adoption, p. 5112.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2263 (Document n° 821). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 2521 (Document n° 865). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2869.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6896 (Loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Rousseau tendant à inviter le Gouvernement à procéder, dans les plus courts délais, au déblocage des conserves de poissons dans les usines des côtes de l'Atlantique, p. 493 (Document n° 3293). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 750 (Document n° 3391). — Adoption, p. 891.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denvers tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser le développement des pêches maritimes et assurer une meilleure répartition des produits de la mer aux consommateurs, p. 113 (Document n° 31). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 584 (Document n° 182). — Dépôt d'un avis de la commission du ravitaillement par M. Tognard, p. 818 (Document n° 219). — Retrait de la proposition de résolution, p. 1007.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'ordonnance du 14 août 1945 relative à l'organisation professionnelle des pêches maritimes, p. 4711 (Document n° 4786).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à modifier l'acte dit loi du 8 avril 1914 prescrivant que les travaux dans lesquels la participation de l'Etat dépasserait 30 millions devraient être autorisés par décret en conseil d'Etat, p. 272 (Document n° 3191).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à rendre la liberté au commerce du poisson et à supprimer les organismes répartiteurs, p. 362 (Document n° 3219). — Avis du Conseil économique, p. 1763 (Document n° 3795).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au régime des avances aux entreprises d'armement à la pêche, p. 2384 (Document n° 4061).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamon tendant à étendre aux marins de la grande pêche le bénéfice de l'article 2 du décret n° 43-677 du 7 avril 1948, p. 5722 (Document n° 5211).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierrard tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes du *Saint-Raphaël* un secours d'un million de francs, p. 7362 (Document n° 5922).

Pécule. — V. *Prisonniers et déportés.*

Pédicure. — V. *Médecine et professions médicales.*

Pensions de famille. — V. *Hôtels.*

Pensions et retraites. — V. *Comptabilité publique.* — *Conventions internationales.* — *Interpellations n° 31, 92, 123, 137, 159.* — *Monnaie.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 45, 56, 77, 87.* — *Traitements, soldes et indemnités.* — *Trésor (restitution au).*

AGENTS DES CHEMINS DE FER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder aux petits cheminots retraités, tributaires de la caisse autonome mutuelle des retraites, le bénéfice des majorations de retraites accordées aux fonctionnaires de l'Etat par les décrets n° 47-148 du 10 janvier 1947 et n° 47-4372 du 21 juillet 1947 (art. 6) et modifiant ou complétant certaines dispositions de la loi du 22 juillet 1922 et de

l'ordonnance du 2 décembre 1944, n. 666 (Document n. 3155). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 1769 (Document n. 3815); discussion, p. 1752; adoption à l'unanimité, p. 1753.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 762 (Document n. 231). — Rapporteur, M. Julien Brunhes; adoption à l'unanimité, p. 803 (rectificatif, p. 937).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4965 (Loi n. 43487 du 21 mars 1948, J. O. du 25 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des agents du chemin de fer de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine (Société nationale des chemins de fer français) ayant opté pour le régime de la loi du 30 décembre 1923, les avantages des majorations des rentes de vieillesse stipulées par la loi de la sécurité sociale du 1^{er} juillet 1936, p. 535 (Document n. 3271). — Dépôt du rapport par M. Poumaire, p. 1966 (Document n. 3861). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Poumaire, p. 3076 (Document n. 4376).

ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS

Voir: *Assurances sociales.*

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général Leclerc de Hauteclocque, et adoption de ses enfants par la nation, p. 862 (Document n. 3317). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 1121 (Document n. 3550). — Adoption, p. 1501.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 710 (Document n. 213). — Lecture du rapport par M. Fournier et adoption, à l'unanimité, du projet de loi, p. 812.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1965 (Loi n. 48486 du 21 mars 1948, J. O. du 25 mars 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Glaucque sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 23 et 25 de la loi validée du 29 décembre 1912 relative à la révision des pensions abusives (n. 917, année 1917), p. 222 (Document n. 71). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 501.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1217 (Loi n. 48306 du 10 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de loi portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles qui se sont enrôlés dans la Résistance, p. 2293.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1101 (Document n. 361). — Dépôt du rapport par M. le général Petit, p. 1551 (Document n. 516). — Discussion, p. 1510; adoption de l'ensemble de l'avis sur la proposition, p. 1511 (rectificatif, p. 4596).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition, p. 3721 (Document n. 4610). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 3883 (Document n. 4688). — Adoption de la proposition de loi, p. 3060 (Loi n. 481088 du 6 juillet 1948, J. O. du 9 juillet 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux droits de pension d'invalidité des militaires des troupes supplétives de l'Afrique du Nord, p. 4625 (Document n. 4957). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5075 (Document n. 5089). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 7870 (Document n. 3887). — Adoption du projet de loi, p. 8102.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier les dispositions de l'article 36 de la loi du 31 mars 1919 en vue de réserver certaines audiences des tribunaux des pensions aux affaires concernant les victimes civiles de la guerre, et de modifier, pour ces affaires, la composition de ces tribunaux, p. 298 (Document n. 3188). — Dépôt du rapport par M. De-

vemy, p. 3188 (Document n. 4412). — Adoption après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à comprendre des pensionnés victimes civiles de la guerre sur la liste des vingt membres, présentée par les associations de mutilés et de réformés, en application de l'article 36 de la loi du 31 mars 1919 », p. 4231.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 124 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour aliénation mentale, p. 7010 (Document n. 5392). — Dépôt du rapport par M. Devey, p. 8182 (Document n. 5099).

— Dépôt d'un rapport de M. Touchard sur la proposition de loi de M. Tourné tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 relatif au statut des grands mutilés de guerre (n. 3221), p. 811 (Document n. 3409).

— Dépôt d'un rapport de M. Mallez sur la proposition de loi de M. Delachenal sur les pensions des mutilés de guerre (n. 3033), p. 922 (Document n. 3172).

— Dépôt d'un rapport de M. Maurice Poirot sur la proposition de loi de M. Darou tendant à rétablir le rapport existant au 1^{er} janvier 1938 entre les pensions des grands mutilés de guerre et le traitement des conseillers d'Etat (n. 2221), p. 1966 (Document n. 3863).

— Dépôt d'un rapport par M. Ninne sur les propositions de résolution: 1^o de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à octroyer aux anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer les mêmes avantages qu'aux anciens combattants métropolitains et à instituer au chef-lieu de chaque territoire et groupe de territoires un office du combattant disposant des moyens nécessaires pour régler leur situation; 2^o de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les pensions militaires basées sur la durée des services des originaires d'outre-mer et à les faire bénéficier d'une indemnité pour charges de famille; 3^o de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les pensions des veuves et orphelins mineurs des militaires originaires des territoires d'outre-mer (n. 1192-1366-1367), p. 3091 (Document n. 4331).

— Dépôt d'un rapport par M. Max Brusset sur la proposition de loi de M. July portant rajustement immédiat des pensions principales et des allocations s'y rattachant des grands blessés (grands invalides, aveugles de guerre, blessés de la face, blessés multiples et amputés, trépanés et blessés de la tête) à un taux au moins égale à celui des autres pensionnés civils et militaires (n. 2931), p. 1597 (Document n. 5010).

— Dépôt d'un rapport de M. Mouton sur la proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la retraite du combattant (n. 2327), p. 7472 (Document n. 5718).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Virgile Barel tendant aux veuves d'origine française mariées à un étranger, victime civile de la guerre, le bénéfice de la loi du 20 mai 1946, p. 810 (Document n. 3126). — Dépôt du rapport par M. Roger Roucaute, p. 2021 (Document n. 3578).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry modifiant et complétant l'article 198 de la loi de finances du 13 juillet 1925 instituant une indemnité temporaire en faveur des pensionnés à 100 p. 100 pour tuberculose, p. 921 (Document n. 3175). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 4270 (Document n. 4821).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à étendre aux victimes civiles de la guerre les dispositions de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 et de l'article 9 de la loi n. 36-1117 du 20 mai 1916 relatifs aux habilités d'appréciation des invalidités, p. 298 (Document n. 3189). — Dépôt du rapport par M. Devey, p. 2355 (Document n. 4071).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi portant application du coefficient 7,2 aux pensions principales d'invalidité et du coefficient 10,2 aux allocations des grands mutilés de guerre à dater du 1^{er} janvier 1948, p. 2106 (Document n. 3916). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 3183 (Document n. 4415).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi complétant la liste des bénéficiaires du statut des grands invalides de guerre, p. 7011 (Document n. 5574). — Dépôt du rapport par M. Devey, p. 8182 (Document n. 5098).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bé-ranger tendant à assimiler les mutilés « hors guerre » aux mutilés de guerre en ce qui concerne le taux de leur pension, p. 226 (Document n. 3151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Duclos tendant à revaloriser la retraite du combattant au coefficient 5, p. 533 (Document n. 3298).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Péri tendant à améliorer la situation des orphelins de guerre, p. 1617 (Document n. 3728).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à ouvrir de nouveaux délais aux veuves de militaires de carrière décédés en activité et ayant laissé périmer leurs droits à l'allocation complémentaire rémunérant les services du mari (art. 76 de la loi du 30 décembre 1928), p. 4381 (Document n. 4869).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Péri tendant à inviter le Gouvernement à une juste application de la loi fixant le taux de pension des veuves de guerre, p. 535 (Document n. 3299).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Majoz tendant à inviter le Gouvernement à octroyer certains avantages aux orphelins de guerre, p. 1285 (Document n. 3631).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Terrenoire tendant à inviter le Gouvernement à modifier les lois qui s'opposent à ce que les malades pensionnés défilés depuis plus de cinq ans, obtiennent une augmentation nouvelle du taux de leur pension, p. 3242 (Document n. 4459).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Mathilde Péri tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les veuves de guerre, ayant un ou plusieurs enfants à charge, puissent percevoir leurs majorations de pension, p. 7172 (Document n. 5713).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Cloeys tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la retraite du combattant, p. 2111 (Document n. 785).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anatole Doucrou tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi proclamant l'égalité des pensions et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer et de la métropole, p. 818 (Document n. 233).

— Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique prévu à l'article 11 de la loi n. 48-337 du 27 février 1948 et tendant à établir un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires, p. 1677. — Désignation de candidatures, p. 1618. — Nomination de membres, p. 1691.

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

CUMUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Livy-Lavel relative aux dérogations à apporter aux règles du cumul, p. 355 (Document n. 3207).

MARINS DU COMMERCE

Voir: *Assurance des marins du commerce*

MISES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à modifier l'article 6 ter, prévu par l'ordonnance du 17 octobre 1945, concernant la législation spé-

giale de retraite des ouvriers et employés des carrières de bauxite, p. 4396 (Document n° 5054).

Voire également à la rubrique: *Assurances sociales*.

MODALITÉS DE PAYEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurelli tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités de payement des pensions civiles et militaires dans les territoires d'outre-mer, p. 2592 (Document n° 4197). — Lecture du rapport par M. Dominique Laurelli, p. 2745; adoption, p. 2746.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Duveau tendant à déterminer les modalités de règlement des pensions de toute nature, dues par l'Etat aux personnes ayant leur résidence dans un territoire d'outre-mer, p. 7510 (Document n° 5751).

OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi pour la refonte de la loi de retraite du 21 mars 1928 des ouvriers et ouvrières des établissements industriels de l'Etat, p. 3126 (Document n° 4111). — Dépôt du rapport par M. Marcel Cherrier, p. 4397 (Document n° 5011). — Adoption après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi pour la refonte de la loi du 21 mars 1928 portant réforme des régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat*, p. 7567.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pourtalet étendant à tous les ouvriers régis par le statut du personnel travaillant dans les établissements et services dépendant du ministère des forces armées (air, guerre, marine) le bénéfice de la loi de pension du 28 mars 1923, p. 3652 (Document n° 4600). — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 2 juin 1948 tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi étendant à tous les ouvriers, régis par le statut du personnel, quel que soit leur statut d'origine et quel que soit leur lieu d'emploi, travaillant dans les établissements et services dépendant du ministère des forces armées (air, guerre, marine) le bénéfice de la loi de pensions du 21 mars 1923, p. 3126. — Dépôt du rapport par M. Marcel Cherrier, p. 4397 (Document n° 5015).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à étendre les dispositions de l'article 5 de la loi n° 43-24 du 6 janvier 1943 aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat, soumis aux régimes de pensions des lois du 21 octobre 1919 et du 21 mars 1923, p. 2331 (Document n° 4060). — Dépôt du rapport par M. Marcel Cherrier, p. 4397 (Document n° 5013).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defferre tendant à faire bénéficier les ouvriers musulmans du ministère des forces armées de la loi de pensions du 21 mars 1923, p. 2193 (Document n° 3960).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Coutaller tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de réforme de la loi du 21 mars 1923 concernant le régime des retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat et comportant la prérogative des pensions déjà concédées en vertu de cette loi, p. 6005 (Document n° 5309).

PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant majoration des rentes viagères de l'Etat, p. 1768 (Document n° 3903). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation matérielle de l'ensemble des petits rentiers viagers, p. 602 (Document n° 3317). — Dépôt d'un rapport de M. Joseph Denais sur: 1° la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers de l'Etat; 2° la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouver-

nement à améliorer la situation matérielle de l'ensemble des petits rentiers-viagers (n° 2738, 3317), p. 631 (Document n° 3310). — Discussion, p. 716 et renvoi à la commission, p. 722. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Denais, p. 1066 (Document n° 3356). — Discussion nos 2015, 2016; adoption après modification du titre: *Projet de loi portant majoration des rentes viagères de l'Etat*, p. 2018.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 936 (Document n° 279). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 919 (Document n° 301). — Discussion, p. 916, 950; adoption, à l'unanimité, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 965.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2200 (Document n° 3976). — Dépôt du rapport par M. Joseph Denais, p. 2319 (Document n° 4015). — Discussion, p. 2351; adoption du projet de loi après modifications, p. 2357 (Loi n° 43-777 du 4 mai 1948, J. O. du 5 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant majoration des rentes viagères constituées au profit des anciens combattants auprès des caisses autorisées mutualistes, p. 2351 (Document n° 4063). — Dépôt du rapport par M. Joseph Denais, p. 2148 (Document n° 4091). — Adoption, p. 2732.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1170 (Document n° 396). — Dépôt du rapport par M. Faustin Merle, p. 1253 (Document n° 423). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1331.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3074 (Loi n° 43-957 du 9 juin 1948, J. O. du 10 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Gosset tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1^{er} janvier 1946, p. 633 (Document n° 3361). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce, p. 2688 (Document n° 4205). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances, p. 3362 (Document n° 4501). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à la revalorisation des rentes viagères privées, p. 7910 (Document n° 5385). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mendès-France tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée, p. 2319 (Document n° 4011).

— Dépôt du rapport par M. Delahoutre: 1. les propositions de loi: 1° de M. Meck tendant à modifier l'article 1351 du code civil relatif à l'autorité de la chose jugée; 2° de M. Minloz tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à accroître les rentes des créanciers et petits propriétaires; 4° de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 5° de M. Maurice Viollette tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère; 6° de M. Gosset tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1^{er} janvier 1946; 7° de M. Joseph Denais tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce; 8° de M. Gozard tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances; 9. les propositions de résolution: 1° de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes; 2° de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile; 3° de M. Pierre Mendès-France tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont

le débiteur est une personne privée (Dispositions concernant les rentes viagères constituées en vertu d'un contrat ou comme charge d'un legs) (nos 313, 1229, 2699, 2749, 2765, 3361, 4205, 4501, 312, 2957, 4011), p. 5109 (Document n° 5168) (*rectificatif*, p. 5795). — Discussion, p. 6539; renvoi à la commission, p. 6517. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Delahoutre, p. 7372 (Document n° 5693). — Suite de la discussion, p. 7717; adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à réviser certaines rentes viagères constituées entre particuliers*, p. 7728. — *Conseil de la République.* — Transmission de la proposition de loi, p. 5636 (Document n° 83, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi du 4 mai 1948 portant majoration des rentes viagères de l'Etat, p. 6593 (Document n° 5483).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à abaisser à cinquante-cinq ans l'âge exigé des rentiers viagers de l'Etat susceptibles de bénéficier des majorations prévues par la loi du 4 mai 1948, p. 7372 (Document n° 5705).

PERSONNEL D'ALSACE ET LORRAINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances de M. Léon Daguin sur la proposition de loi de M. Meck tendant à faire entrer en compte pour le calcul de la retraite des agents des postes, télégraphes et téléphones du cadre local d'Alsace et de Lorraine le temps de service effectué en qualité d'ouvrier (nos 60, 1754), p. 2107 (Document n° 3955).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 47-1572 du 25 août 1947, fixant les droits à pension des magistrats, fonctionnaires et agents relevant du statut local d'Alsace et de Lorraine et de leurs ayants cause à toutes les catégories d'agents publics soumis à l'application de l'ordonnance du 27 juin 1941 relative à l'épuration administrative, p. 4198 (Document n° 4017). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 7656 (Document n° 5821).

PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 3076 (Document n° 4393). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 5076 (Document n° 5101). — Discussion, p. 5172; adoption du projet de loi, p. 5199 (*rectificatif*, p. 5751, 7906).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2176 (Document n° 863). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Thomas, p. 2615 (Document n° 875). — Discussion, p. 2369; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2886 (*rectificatif*, p. 2957, 3050).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6121 (Document n° 5109). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 6136 (Document n° 5437). — Discussion, p. 6587; adoption, p. 6590 (Loi n° 43-1450 du 20 septembre 1948, J. O. du 21 septembre 1948).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Fourré sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945 avec les régimes de retraites des lois des 17 avril 1921, 29 juin 1927 et 21 mars 1938 (n° 931, année 1947), p. 211 (Document n° 98). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 501.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1217 (Loi n° 43-463 du 10 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gréa tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai le projet de loi portant réforme de la loi du 11 avril 1921 et à faire connaître à l'Assemblée nationale les modalités suivant lesquelles il compte réaliser à compter du 1^{er} janvier 1948 la première étape de la pé-

quation des pensions de retraites civiles et militaires, p. 982 (Document n° 3494). — Dépôt du rapport par M. Touchard, p. 1218 (Document n° 3600). — Adoption, p. 1457.

— Dépôt d'un rapport de M. Cherrier sur la proposition de loi de M. Marcel Hamon tendant à réintégrer certains fonctionnaires dans le droit que leur accordait en ce qui concerne leur retraite la loi du 18 août 1926 (n° 2991), p. 2024 (Document n° 3677).

— Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de loi de M. Meck tendant à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint (n° 69), p. 203 (Document n° 3115).

— Dépôt d'un rapport de M. André Monteil sur la proposition de loi de M. Monteil relative à la situation de cantinier militaire (n° 410), p. 867 (Document n° 3437).

— Dépôt d'un rapport de M. Doyen sur les propositions de loi: a) de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux ex-instituteurs des mines, devenus instituteurs publics par le fait des nationalisations des houillères, d'obtenir le virement de leurs versements à la caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs au profit de la caisse de retraite des fonctionnaires; b) de M. Beugniez tendant: 1° à accorder à l'ex-personnel enseignant des mines intégré dans l'enseignement public la transposition de leur classement de base assuré par leurs conventions collectives; 2° à obtenir la valorisation de leurs services miniers par la caisse de retraite des fonctionnaires et de valoriser à la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs les dernières années du personnel intégrant (n° 891, 1370), p. 1446 (Document n° 3676).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dagain tendant à permettre aux fonctionnaires et agents de l'Etat mis à la retraite, bénéficiant d'une pension basée sur la durée des services, de percevoir des avances mensuelles dès l'expiration du premier mois qui suit la date de leur mise à la retraite, p. 298 (Document n° 3185). — Dépôt du rapport par M. Le Coullaller, p. 2385 (Document n° 4075).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à faire bénéficier du régime de retraite de la loi du 14 avril 1924 certains agents permanents des offices départementaux des mutilés, anciens combattants, victimes de guerre et pupilles de la nation, déjà pensionnés, p. 203 (Document n° 3137). — Dépôt du rapport par M. Macoin, p. 4897 (Document n° 5011).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer aux professeurs du conservatoire national de musique, de l'école nationale des beaux-arts, de l'école des arts décoratifs le même régime de retraites que leurs collègues de l'enseignement supérieur, p. 5849 (Document n° 5283). — Dépôt du rapport par Mme Lamblin, p. 6593 (Document n° 5491).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux retraités de l'Etat et des services publics une allocation exceptionnelle de 2.500 F., p. 6191 (Document n° 5461). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 7472 (Document n° 5719).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet tendant à accorder quatre mois de soldes entières aux veuves de militaires décédés en activité de service, p. 203 (Document n° 3130).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à compléter l'article 23 de la loi du 14 avril 1924, modifié par l'article 40 de la loi du 30 mars 1929 et par l'article 11 de la loi du 30 novembre 1911, p. 1026 (Document n° 3519).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Denais tendant à l'extension du bénéfice de la loi du 14 avril 1924 et des lois modificatives aux ayants cause des fonctionnaires et militaires décédés, p. 2163 (Document n° 3912).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier les dispositions de l'article 23, alinéa 2, de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, p. 2384 (Document n° 4065).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Steffrid tendant à faire bénéficier les majorations de pensions d'ancienneté des fonctionnaires civils et militaires des rajustements des pensions de base fixés par le décret n° 47-148 du 16 janvier 1917 et celui n° 47-1272 du 24 juillet 1917, p. 2525 (Document n° 4115).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Julien tendant à assurer aux fonctionnaires des administrations civiles de l'Etat, titulaires d'une pension militaire, la faculté d'opter en fin de carrière pour une pension unique rémunérant à la fois leurs services militaires et civils, p. 2869 (Document n° 4285).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachanal tendant à modifier l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires, p. 3125 (Document n° 4417).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à assurer effectivement aux fonctionnaires combattants volontaires, visés par les lois du 14 avril 1924 et du 9 décembre 1927 les avantages de carrières prévus par lesdites lois, p. 3412 (Document n° 4528).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel portant réversibilité sur le mari survivant de la pension d'ancienneté de la femme fonctionnaire, morte en déportation, lorsque la déportation a été motivée par la résistance à l'ennemi, en tant que fonctionnaire, p. 3498 (Document n° 4542).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gauport tendant à modifier l'article 8 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, p. 4016 (Document n° 4732).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à faire affilier, dans un délai de six mois, par règlement d'administration publique, au régime de retraites prévu par la loi du 14 avril 1924, les professeurs artistes de l'école nationale supérieure des beaux-arts, p. 4625 (Document n° 4950).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fontupt-Esperaber tendant à compléter l'article 23, paragraphe 4 de la loi du 14 avril 1924 et à introduire un paragraphe 5 bis au même article de ladite loi, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, p. 4896 (Document n° 5030).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à la révision des pensions dues aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la commission de gouvernement du territoire de la Sarre et à leurs ayants cause, p. 6843 (Document n° 5512).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaudy tendant à faire considérer comme contractée en service toute affection pulmonaire survenant trois mois au moins après l'admission dans les cadres du corps enseignant, p. 7656 (Document n° 5826).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Herriot tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 14 décembre 1942 » relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services du Sénat et de la Chambre des députés, p. 7734 (Document n° 5854).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Juge tendant à l'application, avant le 1^{er} février 1949, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions civiles et militaires, p. 7962 (Document n° 5906).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fontupt-Esperaber portant dérogation aux dispositions de l'article 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 sur la réforme des pensions civiles et militaires en ce qui concerne les droits reconnus par l'article 32, paragraphes IV et V de ladite loi, à chaque orphelin atteint d'une maladie incurable ou d'une infirmité le rendant inapte à tout travail rémunéré, p. 8978 (Document n° 5954).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guignen tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître d'urgence les arrêtés ayant fixé la valeur des campagnes de la guerre 1939-1945, afin de permettre la révision des pensions des retraités ayant repris du service en 1939, p. 535 (Document n° 3288).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à reculer la date de mise à la retraite

des fonctionnaires; pères de famille nombreuse, p. 1285 (Document n° 3627).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à procéder sans délai à un aménagement transitoire des pensions civiles et militaires soumises à la loi du 14 avril 1924, p. 4677 (Document n° 3711).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel de l'ex-compagnie générale des automobiles postales intégré dans les cadres de l'administration des postes, télégraphes et téléphones en vertu de la loi n° 47-431 du 12 mars 1917, le bénéfice de l'article 1^{er} de la loi du 14 avril 1924, permettant d'effectuer des versements rétroactifs, basés sur le temps d'auxiliaire, pour constitution de pension de retraite, p. 5752 (Document n° 5217).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 30 janvier 1948 invitant l'Assemblée nationale à étendre l'application de toutes les mesures prévues pour les anciens combattants et victimes de la guerre et pour les anciens militaires et pensionnés d'origine française aux mêmes catégories sociales originaires des pays et territoires de l'Union française, p. 365.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux instituteurs et aux institutrices, secrétaires de mairie, un complément de pension de retraite basé sur le traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, p. 222 (Document n° 83).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Séro tendant à inviter le Gouvernement à proposer les mesures législatives nécessaires pour que les fonctionnaires, qui ont été mis d'office à la retraite par application de l'article 9 de la loi du 15 février 1946 et qui avaient des enfants à leur charge au moment de leur cessation de service, bénéficient des avantages prévus par la loi du 3 septembre 1917 pour le calcul de la pension de retraite, p. 426 (Document n° 141).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à attribuer aux instituteurs et institutrices secrétaires de mairie un complément de pension de retraite basé sur le traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, p. 618 (Document n° 200).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4617 (Document n° 3721).

Voir également à la rubrique: **Fonctionnaires (limite d'âge).**

PERSONNELS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Savard tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rétablissement du régime dit « d'insalubrité » pour le personnel du service des égouts, p. 3242 (Document n° 4168). — Dépôt du rapport par M. Bacon, p. 5409 (Document n° 5182).

PERSONNEL D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Castellani portant amélioration et modification du régime des retraites des pensionnés assujettis au régime des pensions militaires et réputés non envoyés d'Europe aux termes des lois du 18 avril 1831 et du 5 août 1879, p. 2748 (Document n° 4245). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 4490 (Document n° 4924).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vieilleux, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au profit des fonctionnaires des cadres locaux des territoires de la France d'outre-mer une retraite proportionnelle dans les conditions fixées à l'article 44 de la loi du 14 avril 1924, p. 1514 (Document n° 549).

RETRAITE POUR LA VIEillesse

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la caisse nationale des

retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler, p. 202 (Document n° 3133).

SAPEURS-POMPIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, p. 6121 (Document n° 5120).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson, tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rajustement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires ou à leurs ayants droit, p. 4937 (Document n° 5067). — Dépôt du rapport par M. Albert Petit, p. 8182 (Document n° 5977).

TRANSPORTS AÉRIENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gresa, tendant à instituer un régime de prestation pensions pour le personnel navigant de l'aéronautique civile, p. 6136 (Document n° 5136).

Périodiques. — V. *Presse.* — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 1.

Permis de chasse. — V. *Chasse.*

Permis de conduire. — V. *Code de la route.*

Perrin (Jean). — V. *Panthéon.*

Personnels d'outre-mer. — V. *Fonctionnaires d'outre-mer.* — *Traitements (France d'outre-mer).*

PÉTITIONS (Assemblée nationale).

Pétitions n° 8, p. 197; 71, 75, 79 à 85, p. 4289; 49, 76, 86, 89 à 96, p. 2119; 97 à 103, 105 à 110, p. 4102; 67, p. 5558; 104, 111 à 117, 119, 120, 122, p. 5559; 82, 123, 124, 125, 127 à 136, 139, p. 6102; 71, p. 7012; 126, 137, 138, 140 à 143, p. 7013; 144, 145, p. 7592.

Réponses des ministres: pétitions n° 4, p. 197; 2, 10 et annexe, 78, p. 4290; 51, 61, 75, 83, p. 2450; 20, p. 4102; 43, p. 4103; 79, p. 4104; 80, 81, 92, p. 4105; 3, 57, 59, 86, p. 5559; 89, 90, 96, p. 5560; 45, 101, 103, 106, 108, p. 6103; 71, 94, 97, 98, p. 7013; 99, 100, 109 et 112, p. 7014; 82, 101, 102, p. 7592; 106, 111, 117, p. 7593; 123, 128, 129, 131, 139, p. 7594.

PÉTITIONS (Conseil de la République).

Pétitions n° 9, 10, 11, p. 4293; 12 à 16, p. 4746; de 17 à 19, p. 2177; 20, 21, 22, p. 3136.

Réponses des ministres. — Pétitions n° 2, 6, p. 1294; 9, p. 1937; 11, p. 2929; 13 à 16, p. 2930; 12, 13, 19, p. 3883.

Pharmacie. — V. *Médecine et professions médicales.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 53, 79, 81.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Segelle sur les propositions de loi: 1° de M. Solinac tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2310 du 13 octobre 1915 portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics et l'article 15 de l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1915 fixant le régime d'assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles; 2° de M. Bernard Lafay, transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant à assurer à tous les Français couverts par une législation sociale le droit de bénéficier des médicaments agréés nécessaires à la conservation ou au rétablissement de leur santé (n° 1219, 1679, 2173), p. 1159 (Document n° 3569). — Avis du Conseil économique, p. 1769 (Document n° 3792). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Regaudie, p. 2199 (Document n° 4009). — Discussion, p. 2761. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Regaudie, p. 2869 (Document n° 4287). — Discussion, p. 2876; adoption après modification du titre: *Proposition de loi abrogeant les alinéas 6 et 7 de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2310 du 13 octobre 1915 portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et des services publics et modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-2151 du 19 octobre 1915 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles*, p. 2888.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1338 (Document n° 466). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 1816 (Document n° 692). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Saint-Cyr, p. 1968 (Document n° 721). — Discussion, p. 1992; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1995.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5076 (*Loi n° 48-1289 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948*).

— Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Regaudie tendant à autoriser la société à responsabilité limitée entre pharmaciens pour la propriété d'une officine de pharmacie (n° 1387, 2260), p. 2319 (Document n° 4029). — Adoption, p. 2461.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1148 (Document n° 383).

— Dépôt du rapport par M. Paget, p. 1154 (Document n° 511). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1593.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3881 (*Loi n° 48-1087 du 8 juillet 1948, J. O. du 9 juillet 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Arthaud sur la proposition de loi de M. Regaudie, tendant à planifier les prix de vente des spécialités pharmaceutiques (n° 3883) (Document n° 4675).

— Dépôt d'un rapport par M. Barrot sur la proposition de loi de M. Edgar Faure, tendant à modifier l'article 39 de la loi validée du 11 septembre 1911, modifiée par l'article 6 de l'ordonnance du 23 mai 1915, relatif à l'organisation des sociétés de produits pharmaceutiques (n° 2672), p. 4270 (Document n° 4818).

— Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à modifier l'article 39 de la loi validée du 11 septembre 1911 modifiée par l'article 6 de l'ordonnance du 23 mai 1915, relatif à l'organisation des sociétés de produits pharmaceutiques (n° 2672), p. 2319 (Document n° 4038).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Voure'h, relative à l'exercice de la propharmacie, p. 211 (Document n° 96).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 683 (Document n° 3372).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Voure'h relative à l'exercice de la propharmacie, p. 211 (Document n° 96).

Pianos. — V. *Commerce et industrie.*

Plan Marshall. — V. *Conventions internationales.* — *Interpellations* n° 32, 99, 101.

Plantes à parfum. — V. *Agriculture (crédit agricole).*

Planteurs de tabac. — V. *Impôts (bénéfices agricoles).*

Pleins pouvoirs. — V. *Economies et finances (redressement).*

Pneumatiques. — V. *Agriculture (équipement rural).* — *Transports et voies de communications (automobiles).*

Poisson. — V. *Interpellations*, n° 105, 138. — *Pêche fluviale.* — *Pêches maritimes.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 14, 69, 71.

Police d'Etat. — Sécurité nationale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au statut des personnels de police, p. 6129 (Document n° 5353). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 6700 (Document n° 5197). — Discussion, p. 6750. — Suite de la discussion, p. 6772; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif au statut spécial des personnels de police*, p. 6781.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3207 (Document n° 980). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 3292 (Document n° 1001) (*rectificatif*, p. 3293). — Discussion, p. 3310; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3317.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6900 (*Loi n° 48-1501 du 28 septembre 1948, J. O. du 29 septembre 1948*).

Police féminine. — V. *Enfance (protection), Poliomélie.* — V. *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.*

Politique agricole du Gouvernement. — V. *Interpellations* n° 30, 53, 36, 65, 71, 129, 197. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 11, 36, 53, 50 (*Conseil de la République*) n° 15.

Politique coloniale du Gouvernement. — V. *Interpellations* n° 85, 98.

Politique économique et sociale du Gouvernement. — *Interpellations* n° 31, 32, 47, 52, 53, 63, 131.

Politique extérieure du Gouvernement. — V. *Interpellations* n° 1, 59, 71, 75, 89, 97, 99, 109, 127, 128, 133, 139, 171.

Politique généraux du Gouvernement. — V. *Interpellations* n° 75, 127, 110, 111, 166, 170.

Politique intérieure du Gouvernement. — V. *Interpellations* n° 105, 117.

Pommes de terre. — V. *Agriculture.* — *Fruits et légumes (protection des végétaux).*

Pompes funèbres.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier l'article 3 de la loi du 5 mars 1913, relative à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres, p. 2198 (Document n° 3969).

Ponts. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 75.

Ponts et chaussées. — V. *Travaux publics (ministère).*

Ports maritimes et fluviaux. — V. *Interpellations* n° 101. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 13, 14, 73.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à modifier l'acte dit loi du 8 avril 1911 prescrivant que les travaux dans lesquels la participation de l'Etat dépasserait 30 millions devraient être autorisés par décret en conseil d'Etat, p. 272 (Document n° 3191). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande, p. 2107 (Document n° 3952). — Adoption de l'article unique de la proposition de loi, p. 2561.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1190 (Document n° 420). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Thomas, p. 1669 (Document n° 611). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1903.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4298 (Document n° 4812). — Dépôt du rapport par M. René Pleven, p. 4896 (Document n° 5025). — Adoption, p. 6395 (*Loi n° 48-1391 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à compléter la loi du 11 août 1917 (n° 17-1501) portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1917, p. 272 (Document n° 3192). — Dépôt du rapport par M. René Pleven, p. 2107 (Document n° 3953). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande, p. 2107 (Document n° 3951). — Discussion et adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à autoriser le ministre des travaux publics et des transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes*, p. 2130.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1148 (Document n° 381). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Thomas, p. 1669 (Document n° 612). — Discussion, p. 1800; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à autoriser le ministre des travaux publics et des transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure*, p. 1802.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4298 (Document n° 4811). — Dépôt du rapport par M. Re-

M. Plevin, p. 4396 (Document n° 5021). — Discussion et adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à autoriser le ministre des travaux publics et des transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure », p. 6820 (Loi n° 48-1510 du 1^{er} octobre 1948, J. O. du 2 octobre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 21 de la loi n° 47-1716 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 4860 (Document n° 4996). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 6006 (Document n° 5317). — Adoption, p. 6587.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 990). — Dépôt du rapport par M. Yves Jaquen, p. 3331 (Document n° 1015). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3337.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6950 (Loi n° 48-4532 du 29 septembre 1948, J. O. du 1^{er} octobre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Plevin sur la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et M. Cayol, tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins-pêcheurs et plaisanciers de la Ciotat, privés de leurs bateaux, à la suite de la tempête qui a sévi en rade de ce port (n° 2612), p. 6396 (Document n° 5400). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Cayol, p. 6136 (Document n° 5133).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement des droits de quai applicables aux navires et aux marchandises, p. 3382 (Document n° 4684).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deferre tendant à la création dans le bassin de la Ciotat d'un port-abri destiné à protéger la flottille de pêche contre les tempêtes, p. 3033 (Document n° 4351).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à veiller à ce que chaque port et chaque station balnéaire soient munis d'un canot de sauvetage en bon état et complètement équipé, p. 5610 (Document n° 5224). — Dépôt du rapport par M. Hamon, p. 6006 (Document n° 5316).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour la remise en service du port de Brest et la réparation des digues, p. 5751 (Document n° 5257). — Dépôt du rapport par M. Charles Benoist, p. 5850 (Document n° 5286).

Postes diplomatiques et consulaires. — V. *Affaires étrangères (ministère).*

Postes, télégraphes et téléphones. — V. *Conventions internationales.* — *Fonctionnaires (congés, titularisations).* — *Interpellations (n° 162).* — *Justice (fraîs de).* — *Pensions et retraites (personnels civils et militaires).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 49.* — *Transports et voies de communications (auto).*

AGENCES POSTALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de Mme Reyraud sur la proposition de loi de M. de Geoffre tendant à modifier le financement des dépenses des agences postales, p. 633 (Document n° 3329).

CHÈQUES POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Minjoz sur le projet de loi relatif au service des comptes courants et chèques postaux (n° 811), p. 2199 (Document n° 3971). — Adoption, p. 2734.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1302 (Document n° 413). — Dépôt du rapport par M. Pialoux, p. 1856 (Document n° 697). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1999.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5670 (Loi n° 48-1288 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

COLIS POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs postaux des paquets expédiés aux militaires du contingent affectés à des unités stationnées dans les zones françaises d'occupation d'Allemagne et d'Autriche, p. 7472 (Document n° 5779).

DISTRIBUTIONS POSTALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant la distribution, dans les hôtels et agences de voyage, des objets recommandés ou avec valeur déclarée, p. 866 (Document n° 3156). — Dépôt du rapport par M. Bianchini, p. 2385 (Document n° 4072). — Adoption, p. 2896.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1326 (Document n° 452). — Dépôt du rapport par M. Salonnnet, p. 4514 (Document n° 551). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1801.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4297 (Loi n° 48-1113 du 10 juillet 1948, J. O. du 13 juillet 1948).

EMPRUNT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Begrand tendant à inviter le Gouvernement à recourir à l'emprunt pour parer à l'insuffisance des crédits d'équipement accordés au titre des télécommunications sur l'exercice 1948, p. 4498 (Document n° 4921). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 5500 (Document n° 5183).

FRANCHISE POSTALE

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux militaires des troupes françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche et à augmenter le nombre réglementaire des timbres-poste octroyés aux militaires des unités stationnées sur le territoire métropolitain, p. 7067.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mercier tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue d'accorder la franchise postale pour les lettres et colis adressés par les vieux travailleurs salariés et les économiquement faibles à leurs enfants, petits-enfants se trouvant sous les drapeaux dans la métropole, territoires d'outre-mer ou en occupation, p. 7962 (Document n° 5910).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Marie Roche tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité de la correspondance et des envois postaux aux appelés sous les drapeaux pour y effectuer leur service militaire, p. 1619 (Document n° 601).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Max Boyer sur la proposition de résolution de M. Montier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux officiers, sous-officiers et hommes de troupe combattant en Indochine et à Madagascar la franchise postale par avion avec la métropole (n° 650, année 1947), p. 250 (Document n° 403). — Retrait de la proposition de résolution, p. 1989.

OPÉRATIONS DE RETRAIT ET DE VERSEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant abrogation de la loi du 7 juillet 1900, autorisant l'administration des postes et télégraphes à effectuer, pour le compte de la caisse des dépôts et consignations l'encasement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvés (n° 951, année 1947), p. 204 (Document n° 61). — Adoption, p. 252.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 803 (Loi n° 48-370 du 4 mars 1948, J. O. du 5 mars 1948).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme du cadre principal des agents des télécommunications relevant du secrétariat d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones, p. 1676 (Document n° 3756). — Dépôt du rapport par M. Rincent, p. 2199 (Document n° 3756). — Adoption, p. 2649.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1190 (Document n° 417). — Dépôt du rapport par M. Bocher, p. 1338 (Document n° 469). — Discussion, p. 1437; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1438 (rectificatif, p. 1552).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8413 (Document n° 4521). — Dépôt du rapport par M. Rincent, p. 4269 (Document n° 4810). — Discussion, p. 6561; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modification, p. 6562 (Loi n° 48-1486 du 25 septembre 1948, J. O. du 26 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Renée Reyraud tendant à créer, dans l'administration des postes, télégraphes et téléphones, un cadre provisoire de dame inspecteur-adjoint, dame inspecteur en vue de l'intégration dans ce cadre des dames commis A. F. surveillantes et surveillantes principales des postes, télégraphes et téléphones, issues des ex-dames employées et dames commis des postes, télégraphes et téléphones, p. 7589 (Document n° 5817).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à lever les sanctions prises à la suite des grèves dans les postes, télégraphes et téléphones et dans les chemins de fer, p. 2039 (Document n° 4369). — Dépôt du rapport par M. Poumadère, p. 4298 (Document n° 4837).

— Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier le personnel féminin des postes, télégraphes et téléphones, des dispositions précisées au statut général des fonctionnaires par l'article 140, 1^{er} in fine, p. 5451 (Document n° 5193). — Dépôt du rapport par M. Méty, p. 5558 (Document n° 5216).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Tourné sur la proposition de résolution de M. Jean Masson, tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs postaux pour l'expédition des colis adressés aux militaires effectuant leur temps de service ou rappelés sous les drapeaux (n° 2888), p. 1026 (Document n° 3534).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Buffet sur la proposition de résolution de M. Duchereq tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à toutes les expéditions de librairie un tarif spécial de transport rapide et à prix réduit (n° 277, année 1947), p. 202 (Document n° 56). — Discussion, p. 505; rejet de la proposition de résolution, p. 506.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la surtaxe postale aérienne dans le transport du courrier à l'intérieur de l'Union française, p. 4361 (Document n° 585). — Dépôt du rapport par M. Durand-Reville, p. 1977 (Document n° 756).

TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questeurs de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, p. 7781 (Document n° 5862). — Dépôt du rapport par M. Midol, p. 7963 (Document n° 5911) (rectificatif, p. 7966). — Adoption, p. 8148.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3714 (Document n° 127, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Claude Mont tendant à inviter le Gouvernement à encourager

rager l'installation de téléphones publics de hameaux dans les communes rurales, p. 2523 (Document n° 4127). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 3180 (Document n° 4532).

Poissas d'Alsace. — V. Mines et carrières (exploitation).

Poudres et explosifs. — V. Accidents du travail. — Algérie.

Pouvoirs exceptionnels. — V. Economie et finances (redressement).

Préfecture de la Seine. — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Pensions et retraites (personnels communaux et départementaux).

Préfectures et sous-préfectures. — V. Administration départementale. — Préfecture de la Seine.

Prescription. — V. Code de commerce. — Code d'instruction criminelle.

Présidence du conseil des ministres.

Assemblée nationale. — Démission du cabinet Robert Schuman, p. 4863. — Investiture de M. André Marie, président du conseil, désigné par le Président de la République, programme et politique du cabinet, p. 4880; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Queuille, p. 4894. — Démission du cabinet André Marie et investiture de M. Robert Schuman, président du conseil, désigné par le Président de la République; programme et politique du cabinet, p. 6101; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. de Menthon, p. 6120. — Démission du cabinet Robert Schuman, p. 6471. — Investiture de M. Henri Queuille, président du conseil, désigné par le Président de la République, programme et politique du cabinet, p. 6172; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Cudenet, p. 6491.

Presse. — V. Economie et finances (redressement). — France d'outre-mer. — Interpellations n° 29, 81, 131. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 2.

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de Mme G. François sur les publications destinées à la jeunesse, n° 1374, p. 7781.

— Dépôt d'un rapport par M. Jean-Louis Tineau sur la proposition de loi de M. Joseph Denais, tendant à assurer l'exercice du droit de réponse (n° 261), p. 1966 (Document n° 3845).

— Dépôt d'un projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse, p. 1871 (Document n° 3838). — Dépôt du rapport par M. Paul Gossset sur: 1° le projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; 2° la proposition de loi de Mme François portant statut de la presse enfantine (n° 3838-1374), p. 5910 (Document n° 5305). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gossset, p. 7590 (Document n° 5913).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Bichet tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 30 septembre 1914 relative à la création, à titre provisoire, de l'agence France-Presse et à l'organisation de l'agence indépendante: Havas-Presse-Information, p. 258 (Document n° 3176).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. le colonel Félix portant statut de la presse, p. 982 (Document n° 3502) (rectificatif, p. 1289, 1361).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Bastid tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 30 septembre 1914 relative à la création, à titre provisoire, de l'agence France-Presse et à l'organisation de l'institut Havas d'information, p. 1357 (Document n° 3613).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. le colonel Félix portant statut de la presse (organisation professionnelle de la presse), p. 1357 (Document n° 3656).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Loiret) tendant à aggraver les peines encourues par les auteurs d'écrits diffamatoires en cas de récidive, p. 1561 (Document n° 3712).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Braun relative à l'abrogation du décret du 6 mai 1939, relatif aux journaux et écrits périodiques étrangers, p. 1676 (Document n° 3768).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. le colonel Félix portant statut de la presse (répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, p. 2524 (Document n° 4114).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Desson tendant à modifier, en ce qui concerne la presse, l'ordonnance du 28 novembre 1914 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration, p. 3125 (Document n° 4105).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Loufend tendant à réprimer la publicité faite autour d'actes qualifiés crimes, ainsi qu'autour de leurs auteurs, p. 5222 (Document n° 5135) (rectificatif, p. 5558).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Jouve portant organisation d'une agence coopérative française d'information et d'une agence de presse des territoires de l'Union française, p. 8022 (Document n° 5940).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mont, tendant à inviter le Gouvernement à exécuter ses engagements pris à l'égard des journaux vendus cinq francs, p. 6100 (Document n° 5501). — Dépôt du rapport par M. Claude Mont, p. 6900 (Document n° 5514).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duchet tendant à inviter le Gouvernement à prendre, de toute urgence, les mesures indispensables au sauvetage de la presse filmée française, p. 211 (Document n° 88). — Dépôt du rapport par M. Duchet, p. 561 (Document n° 477).

Prêts hypothécaires. — V. Caisses d'épargne.

Prêts au mariage. — V. Famille.

Preuves testimoniales. — V. Comptabilité publique.

Primes et indemnités. — V. Code du travail (salaires).

Prises maritimes.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Montier sur le projet de loi instituant un délai pour la présentation des titres de propriété des marchandises saisies comme prises maritimes, p. 460 (Document n° 117). — Discussion, p. 587; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 588.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 146 (Document n° 3671). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 5409 (Document n° 5166). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 5821 (Loi n° 48-1331 du 27 août 1948, J. O. du 28 août 1948).

Prisonniers et déportés. — V. Code civil. — Fonctionnaires. — Impôts (prélèvement). — Loyer (baux ruraux). — Médaille des prisonniers. — Monnaie. — Palmes académiques. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 21-87. — Sociétés de secours mutuels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Emile-Louis Lambert sur les propositions de loi: 1° de M. Emile-Louis Lambert, tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance; 2° de M. Victor Michaut, tendant à définir le statut et les droits des internés et déportés de la Résistance; 3° de M. Peytel, tendant à établir le statut définitif des déportés résistants et des internés résistants; 4° de M. Bougrain, tendant à constituer un pécule au profit des déportés et internés politiques et à créer en leur faveur une décoration spéciale (n° 1263, 1411, 1518, 1567), p. 451 (Document n° 3271). — Discussion, p. 1302; adoption, après modification du titre: Proposition de loi tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, p. 1320.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 638 (Document n° 205). — Dépôt du rapport par M. Fournier, p. 4350 (Document n° 479). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Faustin Merle, p. 1419 (Document n° 497). — Discussion, p. 1392; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1419 (rectificatif, p. 1819).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3363 (Document n° 4493) (rectificatif, p. 3480). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 4269 (Document n° 4808). — Discussion, p. 4814. — Suite de la discussion, p. 4823; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, avec modification, p. 4824 (rectificatif, p. 4900) (Loi n° 48-1251 du 6 août 1948, J. O. du 3 août 1948). — Dépôt d'un rapport de M. Emile-Louis Lambert sur les propositions de loi: 1° de M. Emile-Louis Lambert, tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance; 2° de M. Victor Michaut, tendant à définir le statut et les droits des internés et déportés de la Résistance; 3° de M. Peytel, tendant à établir le statut définitif des déportés résistants et des internés résistants; 4° de M. Bougrain, tendant à constituer un pécule au profit des déportés et internés politiques et à créer en leur faveur une décoration spéciale (1^{re} partie: déportés et internés politiques) (n° 1263, 1411, 1518, 1567, 3271), p. 1677 (Document n° 3765). — Discussion, p. 2004; adoption, au scrutin, après modification du titre: Proposition de loi tendant à définir le statut et les droits des déportés et internés politiques, p. 2010 (rectificatif, p. 2109).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 889 (Document n° 264). — Dépôt du rapport par Mme Oyon, p. 1167 (Document n° 522). — Discussion, p. 1516. — Suite de la discussion, p. 1528; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1510 (rectificatif, p. 1596).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3724 (Document n° 4611). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5109 (Document n° 5131). — Discussion, p. 6038; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 6039 (rectificatif, p. 6175) (Loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, J. O. du 10 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Roger Roucaute sur la proposition de loi de M. Touchard, tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance du 11 mai 1915 complété par l'article 2 de la loi n° 47-1736 du 5 septembre 1947 en faveur des déportés politiques de l'île d'Aurigny (n° 3068), p. 1416 (Document n° 3093).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Roucaute, tendant à fixer le pécule accordé aux déportés et internés politiques par la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, p. 7058 (Document n° 5610). — Dépôt du rapport par M. Rosenblatt, p. 7963 (Document n° 5918).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Moulton, établissant un statut spécial aux déportés du travail et à leurs ayants cause, p. 3652 (Document n° 4597). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou, établissant un statut des déportés du travail, p. 6136 (Document n° 5128). — Dépôt du rapport par M. Moulton, p. 7963 (Document n° 5919).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras tendant à attribuer aux veuves et ascendants de fusillés, la prime de 8.000 francs dite de rapatriement, accordée aux veuves et ascendants des déportés non rentrés, p. 4269 (Document n° 4801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Michel tendant à l'ouverture d'un crédit de 4 milliards pour le financement de la première tranche d'un pécule aux prisonniers de guerre qui, pendant leur captivité, n'ont perçu ni solde, ni traitement, p. 5468 (Document n° 5196).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Ségelle tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les déportés politiques de la perte de leurs effets personnels, p. 4896 (Document n° 5020).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à compléter les lois n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance et n° 48-1404 du 9 septembre 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés politiques, p. 7833 (Document n° 5875).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Oyon tendant à inviter le Gouvernement à faire participer certaines catégories de déportés et internés résistants au bénéfice de dispositions particulières qui seront incorporées aux légis-

lations du travail et de la sécurité sociale, p. 1434 (Document n° 509).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Claeys tendant à inviter le Gouvernement à accorder dans le délai de trois mois un pécule aux anciens prisonniers de guerre durant la période de leur captivité, p. 2111 (Document n° 786).

— Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission consultative pour les rapatriements tardifs, p. 3552. — Désignation de candidature, p. 3638. — Nomination de membres, p. 3645.

Prisonniers de guerre allemands. — V. *Agriculture (main-d'œuvre agricole)*.

Prix (Réglementation. — Variation). — V. *Commerce et industrie. — Economies et finances (redressement). — Interpellations n° 47. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 22, 25, 46, 47, 86. (Conseil de la République), n°s 7, 10.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées, p. 642 (document n° 3344). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 794 (document n° 3113); discussion, p. 794; suite de la discussion, p. 830, 854, 878; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 893.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 306 (document n° 126). — Dépôt du rapport par M. Chamuel, p. 330 (document n° 130). — Discussion, p. 370; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 387.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1013 (document n° 3510). — Lecture du rapport par M. Henri-Louis Grimaud, p. 1015; discussion, p. 1016; adoption, au scrutin, avec de nouvelles modifications, p. 1024 (*Loi n° 48-318 du 25 février 1948, J. O. du 26 février 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, p. 2105 (document n° 3921).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, p. 7009 (document n° 5556).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 1^{er} de l'ordonnance du 30 juin 1945, relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, p. 7010 (document n° 5603).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Carcassonne tendant à inviter le Gouvernement à proposer la modification des dispositions de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, p. 241 (document n° 90).

Procédures pénales. — V. *Justice (rais de)*.

Production agricole. — V. *Agriculture. — Impôts (prélèvement)*.

Production industrielle. — V. *Commerce et Industrie. — Economie et finances (redressement)*.

Produits laitiers. — V. *Agriculture (lait). — Interpellations n°s 100, 181. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 67, 88.*

Produits nocifs. — V. *Code du travail (hygiène et sécurité)*.

Produits oléagineux. — V. *Exportations et importations*.

Produits pharmaceutiques. — V. *Pharmacie*.

Professions non commerciales. — V. *Impôts (revenus)*.

Professions libérales. — V. *Domages de guerre*.

Propriété commerciale. — V. *Loyer (baux commerciaux)*.

Propriété foncière. — V. *Agriculture (exploitations agricoles)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent relative au regroupement culturel, p. 2024 (Document n° 3887).

Propriété immobilière. — V. *Impôt (contribution foncière, dégrèvement). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 20.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Le Coutaller sur la proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction (n°s 2128, 2085), p. 1617 (Document n° 3746). — Adoption, p. 2299.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4101 (Document n° 365). — Dépôt du rapport par M. Philippe Gerber, p. 1338 (Document n° 461). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Carles, p. 1619 (Document n° 391). — Discussion, p. 1619; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi relative aux immeubles sinistrés bâtis sur le terrain d'autrui », p. 1623 (*rectificatif*, p. 1746).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi p. 3948 (Document n° 4704). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 4697 (Document n° 5051). — Discussion et adoption du texte voté par l'Assemblée en première lecture, p. 5439 (*Loi n° 48-1283 du 18 août 1948, J. O. du 19 août 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur la proposition de loi de M. Desjardins tendant à admettre la rescision des promesses de vente conclues avant le 1^{er} septembre 1939 en cas de lésion de plus des sept douzièmes (n° 225), p. 1265 (Document n° 3628).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux plus-values apprêtées aux immeubles à la suite de travaux effectués par l'ennemi, p. 7010 (Document n° 5559).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Anna Scheil tendant à l'ouverture de crédits nouveaux pour l'aménagement d'immeubles domaniaux, de casernes désaffectées et l'aménagement d'immeubles vétustes encore réparables, p. 2605 (Document n° 4189).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset tendant à accorder des subventions à certains chefs de famille en vue de leur permettre d'accéder à la petite propriété, p. 6950 (Document n° 5553).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation, p. 7106 (Document n° 5619).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Masson tendant à l'annulation des promesses de vente d'immeubles consenties avant le 1^{er} septembre 1939 et non réalisées, p. 7249 (Document n° 5652).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à supprimer le ministère d'avoué en cas de demandes de mutation d'immeubles sinistrés présentées au tribunal de première instance statuant en chambre du conseil, p. 8181 (Document n° 5996).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires sinistrés déclarés prioritaires par décision des commissions départementales les mêmes avantages que ceux dont bénéficient les établissements industriels et commerciaux dans l'article 5 de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1947 sur les associations syndicales de remembrement, p. 6429 (Document n° 5346).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Duclercq sur la proposition de résolution de Mme Jacqueline Thoiné-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à adopter un plan général rationnel de la reconstruction et du logement échelonné sur plusieurs années n° 904, année 1947, p. 241 (Document n° 94).

Propriété industrielle. — V. *Commerce et industrie*.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Armengaud tendant à valider et à modifier l'acte dit loi n° 21 du 27 janvier 1944 concernant les délais en matière de propriété industrielle, p. 99 (Document n° 20).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 203 (Document n° 3129). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 1679 (Document n° 3779). — Adoption, p. 2184.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4148 (Document n° 382). — Dépôt du rapport par M. Armengaud, p. 1528 (Document n° 563). — Discussion, p. 1632; adoption de l'avis sur la proposition, p. 1633.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3947 (*Loi n° 48-1060 du 7 juillet 1948, J. O. du 8 juillet 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dominjon sur la proposition de loi de M. Palewski tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet 1944 et à la modification de la loi du 2 avril 1946 relatifs à la prolongation des brevets d'invention (n° 2346), p. 1249 (Document n° 3616). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Palewski, p. 1678 (Document n° 3777). — Discussion, p. 2989; adoption, p. 2990.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1338 (Document n° 467). — Dépôt du rapport par M. Carles, p. 1832 (Document n° 685). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Armengaud, p. 1968 (Document n° 724). — Discussion, p. 1976; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1997.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5076 (Document n° 5101). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 6129 (Document n° 5350). — Discussion et adoption de l'ensemble de la proposition de loi, avec modification, p. 6559 (*Loi n° 48-1462 du 22 septembre 1948, J. O. du 23 septembre 1948*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Barel sur la proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à envoyer aux Etats-Unis une mission commerciale à l'effet d'y négocier la vente des grandes inventions françaises (n° 2996) et distribué, p. 2385 (Document n° 4082).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux brevets d'invention intéressant la défense nationale, p. 1871 (Document n° 3837).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et instituant des licences dites « licences obligatoires », p. 3075 (Document n° 4387).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention, p. 1762 (Document n° 645).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4269 (Document n° 4832).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud sur les marques de fabrique et de commerce, p. 2971 (Document n° 940).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6530 (Document n° 5465).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'exploitation des brevets français d'invention, p. 3126 (Document n° 4112).

Propriété littéraire et artistique. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 94.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Deixonne sur la proposition de loi de M. Beche, relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains (n°s 768, 2179, 2835), p. 451 (Document n° 3261). — Adoption de la proposition de loi, p. 720.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 285 (Document n° 122). — Dépôt du rapport par M. Gilson, p. 4034 (Document n° 320). — Avis de la commission des affaires étrangères par M. Pinton.

p. 1101 (Document n° 367). — Discussion, p. 1152; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable sur la proposition de loi, p. 1165.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis défavorable, p. 2689 (Document n° 4221).

Protection de la santé publique. — V. Santé publique.

Protection des végétaux. — V. Agriculture.

Protéts. — V. Code de commerce.

Prothèse. — V. Appareil médical et chirurgical.

Publications périodiques. — V. Presse.

Publicité. — V. Débats parlementaires. — Enregistrement. — Fonds de commerce. — Presse.

Pupilles de l'assistance publique. — V. Enseignement primaire.

Pupilles de la nation. — V. Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).

Q

Questions orales (Assemblée nationale).

1^o MINISTÈRE ROBERT SCHUMAN

1. — **Marchands ambulants de Saint-Etienne non dispensés d'acquiescer la taxe sur les transactions.** — Question posée par M. Marius Patinaud à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 482.

2. — **Evaluation du déficit de la Société nationale des entreprises de presse.** — Bilan non établi. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 482.

3. — **Rentiers domiciliés à Madagascar ayant souscrit des contrats de rentes viagères.** — Droit privé. — Question posée par M. Roger Duveau à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 482.

4. — **Mesures prises contre les trafiquants et fraudeurs du ravitaillement.** — Question posée par Mlle Francine Prevert à M. le sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture, p. 536; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 731.

5. — **Versement d'une somme de 30 millions de francs prélevée sur le fonds de la charte du travail au profit du groupement « Force ouvrière ».** — Question posée par M. Ambroise Croizat à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 635; réponse du ministre, p. 1194.

6. — **Dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale du projet de loi relatif à l'indemnisation des sinistrés renonçant à la reconstruction de leurs dommages et sollicitant une indemnité d'éviction.** — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 635; réponse du ministre, p. 1194.

7. — **Associations syndicales qui n'ont pu achever, pour faits de guerre, le programme de travaux des lotissements.** — Question posée par M. Antoine Demusois à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre, p. 730.

8. — **Délégation aux maires du pouvoir de réquisition en matière de logements.** — Question posée par M. Antoine Demusois à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre, p. 731.

9. — **Nombre et importance des immeubles occupés par les administrations publiques.** — Question posée par M. André Béranger à M. le président du conseil, p. 366; réponse du secrétaire d'Etat, p. 732.

10. — **Jugement des fabricants et trafiquants de titres de rationnement.** — Question posée par M. Joseph Dumas à M. le ministre de la Justice, p. 816; réponse du ministre, p. 1389.

11. — **Mesures prises pour mettre un terme aux incendies des récoltes et de divers stocks d'aliments et de mobiliers.** — Question posée par M. Georges Condray à M. le ministre de l'intérieur, p. 816; réponse du ministre, p. 1391.

12. — **Situation financière des petites communes rurales de l'Oise.** — Question posée par M. Armand Brault à M. le ministre de l'intérieur; réponse du ministre, p. 1391.

13. — **Modernisation du port de Dunkerque.** — Question posée par M. André Pierrard à M. le ministre des travaux publics; réponse du ministre, p. 1392.

14. — **Brevet de francisation pour les bateaux de pêche.** — Question posée par M. Garet à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1483; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2216.

15. — **Perte de l'hydravion Laté-631.** — Question posée par M. Henri Bourret à M. le secrétaire d'Etat aux forces armées (air), p. 1220; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2214.

16. — **Classement en première classe du tribunal du Mans.** — Question posée par M. Robert Manceau à M. le ministre de la Justice; réponse du ministre, p. 2214.

17. — **Classement en différentes zones des communes de Seine-et-Oise pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs.** — Question posée par M. Robert Ballanger à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2215.

18. — **Création de différentes catégories pour l'impôt sur l'habitation.** — Question posée par Mme Anna Schell à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2215.

19. — **Réorganisation des entreprises nationales de gaz et d'électricité.** — Question posée par M. Jean Villard à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1483; réponse du ministre, p. 2431.

20. — **Taux de l'intérêt foncier des propriétés bâties à usage industriel dans l'ensemble de la France.** — Question posée par Mme Anna Schell à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2657.

21. — **Remboursement des marks que les prisonniers de guerre et les déportés ont été obligés de laisser à la frontière.** — Question posée par M. Robert Manceau à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2657.

22. — **Respect des prix plafonds publiés au « Bulletin officiel des services des prix » et la publication huit jours avant leur application.** — Question posée par M. Jean Meunier à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2657.

23. — **Total des sommes payées par la population du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle pour le budget du culte.** — Question posée par Mme Anna Schell à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2658.

24. — **Contribuable assujéti au prélèvement et qui a souscrit à l'emprunt libérateur.** — Question posée par M. Pierre Dhers à M. le ministre des finances, p. 2265; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2658.

25. — **Non-versement des cotisations aux caisses d'allocations familiales par certaines entreprises.** — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre du travail, p. 2607; réponse du ministre, p. 2658.

26. — **Stocks de café existant en Afrique et rentrant en France sous forme de colis familiaux.** — Question posée par M. Pierre Mouchet à M. le ministre de l'agriculture, p. 2690; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 2850.

27. — **Matériels électriques vendus par l'électricité de France aux usagers, et qui concurrencent le commerce de détail.** — Question posée par M. Robert Schmidt à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2690; réponse du ministre, p. 2850.

28. — **Médecin demandant à bénéficier d'un bon prioritaire pour l'achat d'une voiture qui vient de lui être volée.** — Question posée par M. Paul Theetten à Mme le ministre de la santé publique et réponse du ministre, p. 2850.

29. — **Reclassement des greffiers et des secrétaires de parquet.** — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre de la Justice, p. 2690; réponse du ministre, p. 3031.

30. — **Attribution d'essence aux membres des tribunaux paritaires d'arrondissement.** — Question posée par M. Pierre Chevalier à M. le ministre de la Justice; réponse du ministre, p. 3031.

31. — **Attribution au profit des pensionnés de la loi de 1919 des prestations familiales analogues à celles allouées aux fonctionnaires métropolitains.** — Question posée par M. Gilbert Berger à M. le ministre des finances; réponse du ministre, p. 3032.

32. — **Répartition mensuelle du contingent national de carburants.** — Provenance d'essence brûlée par des voitures de tourisme. — Question posée par M. Joseph Yvon à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2935; réponse du ministre, p. 3032.

33. — **Catégories de militaires en Indochine.** — Question posée par M. Pierre Villon à M. le ministre des forces armées et réponse du ministre, p. 3230.

34. — **Situation de nombreuses localités du département de Seine-et-Oise classées en catégorie « rurale » au point de vue des titres de ravitaillement.** — Question posée par M. Robert Ballanger à M. le sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 3230.

35. — **Baisse de prix à la consommation à la suite de la suppression de la taxe de 4 p. 100 sur la viande fraîche.** — Question posée par Mme Francine Lefebvre à M. le ministre de l'agriculture, p. 2935; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 3231.

36. — **Système de répartition permettant aux non-producteurs de bénéficier des distributions et suppléments touchés dans les centres urbains.** — Question posée par M. Waldeck Rochet à M. le ministre de l'agriculture et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 3231.

37. — **Attribution d'essence moyennant le versement d'une taxe de deux francs par litre, aux cultivateurs qui n'ont pas adhéré à la C. G. A.** — Question posée par M. Joan Chamant à M. le ministre de l'agriculture; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 3231.

38. — **Location d'un immeuble et du matériel nécessaire à l'exploitation d'un commerce de vin cédé en octobre 1943.** — Réduction de 5 p. 100 sur cette location. — Question posée par M. Henri Caillaud à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3231.

39. — **Création de plusieurs catégories d'auxiliaires.** — Suppression de l'auxiliaire par l'intégration dans les cadres complémentaires. — Question posée par M. Albert Gazier à M. le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et réponse du secrétaire d'Etat, p. 3232.

40. — **Modification de la réglementation actuelle des prix des chambres d'hôtels et des garnis.** — Question posée par M. Albert Gazier à M. le secrétaire d'Etat au budget et réponse du secrétaire d'Etat, p. 3232.

41. — **Concours de Rome.** — Interdiction d'accès des candidats mariés. — Question posée par M. Henri Gallet à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 3243; réponse du ministre, p. 3256.

42. — **Bénéfice de l'allocation d'attente aux personnes dont une demande d'allocation aux vieux travailleurs est en cours.** — Question posée par M. Félix Garcia à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3256.

43. — **Répartition des matières premières et des produits industriels prévus pour l'ensemble de l'Afrique du Nord.** — Question posée par M. Charles Serre à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3257.

44. — **Réduction de 5 p. 100 sur travaux exécutés par un entrepreneur adjudicataire pour le compte d'une collectivité publique.** — Question posée par Mme Hertzog-Gachin à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3257.

45. — *Retraités proportionnels militaires devenus agents des chemins de fer.* — Question posée par M. Joseph Schaff à M. le ministre des finances, p. 3040; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3986.

46. — *Réductions de prix sur les chemins de fer à certaines catégories de voyageurs du département de la Corse.* — Question posée par M. Paul Cernolacce à M. le ministre des travaux publics et des transports et réponse du ministre, p. 4536.

47. — *Remise en vigueur des tarifs réduits de fin de semaine sur les différents réseaux de chemins de fer.* — Question posée par M. Paul Verneyras à M. le ministre des travaux publics, p. 3040; réponse du ministre, p. 4536.

48. — *Marché de la viande. — Chiffres relatifs à nos disponibilités. — Stock.* — Question posée par Mlle José Dupuis à M. le ministre de l'agriculture, p. 260.

49. — *Attribution de crédits aux postes, télégraphes et téléphones pour permettre le fonctionnement de ses services.* — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre des finances, p. 260.

50. — *Retenues trop fortes effectuées au titre de l'impôt cédulaire. — Reversement aux intéressés par le Trésor.* — Question posée par M. Rémy Boulavant à M. le ministre des finances, p. 260.

51. — *Réduction de six mois à certaines catégories de jeunes gens de la classe 1947.* — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre des forces armées, p. 260.

52. — *Création d'un système de timbres-vacances permettant aux travailleurs de payer d'avance et par tranches le prix de leurs vacances.* — Question posée par M. Virgile Barrel à M. le ministre des travaux publics, p. 260.

53. — *Propriétaires ayant signifié des congés abusifs à leurs fermiers ou métayers.* — Question posée par M. Fernand Maillocheau à M. le ministre de la justice, p. 536.

54. — *Date des élections aux conseils généraux.* — Question posée par M. Edmond Barrachin à M. le ministre de l'intérieur, p. 4034.

55. — *Député d'un département métropolitain qui aurait été, selon la presse, agent secret d'une puissance étrangère. — Confirmation de ces informations.* — Question posée par M. Octave Amiot à M. le ministre de l'intérieur, p. 1772.

56. — *Majoration des rentes d'invalidité de la sécurité sociale.* — Question posée par M. Henri Meck à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 2027.

57. — *Scandale des petites ailes.* — Question posée par M. Louis Rollin à M. le ministre de la santé publique, p. 2109.

58. — *Répartition directe du matériel et des pneus du camp de Vitrolles.* — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre de l'agriculture, p. 2201.

59. — *Pneus agraires. — Importance des répartitions faites depuis la libération. — Augmentation et accélération de ces répartitions.* — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre de l'agriculture, p. 2201.

60. — *Manœuvres de pression exercées dans les locaux de vote à l'occasion d'une élection récente au conseil général des Hautes-Pyrénées.* — Question posée par M. Charles d'Aragon à M. le ministre de l'intérieur, p. 2265.

61. — *Service des recherches des criminels de guerre ennemis à Paris.* — Question posée par M. Marcel Hamon à M. le ministre de la justice, p. 2527.

62. — *Suppressions exigées dans le film « Clochemerle ».* — Question posée par M. Fernand Grenier à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2607.

63. — *Plaintes déposées contre la fonctionnement d'une usine insalubre à Paris.* — Question posée par M. Charles Desjardins à Mme le ministre de la santé publique et de la population, p. 2690.

64. — *Aménagement des cours d'eau du marais de la vallée de la Seine.* — Question posée par M. Gabriel Citerne à M. le ministre des travaux publics, p. 2810.

65. — *Suppression de l'émission « Chants et chœurs soviétiques ».* — Question posée par M. Fernand Grenier à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2935.

66. — *Brimades scandaleuses dont ont été l'objet les jeunes élèves de l'école des beaux-arts (section d'architecture).* — Question posée par M. Charles Desjardins à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 3003.

67. — *Retour à la liberté des produits laitiers.* — Question posée par M. Pierre Bourdan à M. le ministre de l'agriculture, p. 3415.

68. — *Reprise de la détaxation de la viande.* — Question posée par M. Pierre Bourdan à M. le ministre de l'agriculture, p. 3415.

69. — *Maintien des services du poisson.* — Question posée par M. Pierre Bourdan à M. le ministre de l'agriculture, p. 3415.

70. — *Statut d'ensemble aux halles centrales de Paris.* — Question posée par M. Pierre Bourdan à M. le ministre de l'intérieur, p. 3415.

71. — *Fixation des attributions de carburants à la pêche maritime en fonction exacte des pêches effectives.* — Question posée par M. Pierre Bourdan à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 3416.

72. — *Conditions d'admission des candidats élèves officiers de réserve de la classe 1947/2.* — Question posée par M. Albert Lecrivain-Servoz à M. le ministre des forces armées, p. 3602.

73. — *Bases de répartition entre les ports français des importations de charbon anglais.* — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 4053.

74. — *Conséquences de la suppression du commissariat général au tourisme sur les industries françaises qui en découlent.* — Question posée par M. Charles d'Aragon à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 4053.

75. — *Travaux de reconstruction du port de Volonne-sur-la-Durance.* — Question posée par M. Pierre Girardot à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 4166.

76. — *Subventions ou financement par certaines caisses de sécurité sociale des coopératives laitières et de diverses entreprises. — Justification légale.* — Question posée par M. Lucien Degoutte à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 4337.

77. — *Paiement d'un acompte provisionnel avant la liquidation des majorations des rentes viagères de l'Etat.* — Question posée par M. Fernand Bouxom, à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 4628.

78. — *Représentation du ministère de la France d'outre-mer dans la composition de la délégation française à la 31^e conférence internationale du travail à San Francisco.* — Question posée par M. Joseph Denais, à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 4628.

79. — *Taxe de solidarité qu'un certain nombre de viticulteurs exploitants de l'Ilérault se voient astreints à payer.* — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre des finances et des affaires économiques; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7263.

80. — *Nouvelle liste de spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre de la santé publique et de la population et réponse du ministre, p. 7694.

81. — *Nombre de voitures automobiles attribuées au corps médical en 1946 et en 1947 et particulièrement au département de l'Aube.* — Question posée par M. Marcel Noël à M. le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques et réponse du ministre, p. 7694.

2^e MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

82. — *Ristournes aux consommateurs de charbon domestique de certaines catégories.* — Question posée par M. Jules Duquesne à M. le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat, p. 7695.

83. — *Effectifs réels de la direction générale du contrôle et des enquêtes économiques.* — Question posée par M. Robert Lecourt à M. le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat, p. 7695.

84. — *Dégagement des cadres pour les engagés séjournant en France ou en Afrique du Nord.* — Question posée par M. d'Astier de La Vigerie à M. le ministre de la défense nationale et réponse du secrétaire d'Etat, p. 7695.

85. — *Libre disposition, par la municipalité de Saint-Malo, du terrain militaire situé à Saint-Malo, au lieu dit « Le Petit-Rocabeau ».* — Question posée par M. Jean d'Astier de La Vigerie à M. le ministre de la défense nationale et réponse du secrétaire d'Etat, p. 7695.

86. — *Baisse de 5 p. 100 sur les vins.* — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre des finances et des affaires économiques; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 7263.

87. — *Recouvrement des retenues pour pensions civiles dues par les fonctionnaires anciens prisonniers de guerre.* — Question posée par M. Pierre Mélaye à M. le ministre des finances et des affaires économiques; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7264.

88. — *Titularisation des anciens agents du service d'apurement et de liquidation des dommages de guerre.* — Question posée par M. Augustin Laurent à M. le ministre des finances et des affaires économiques; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7264.

89. — *Perte éprouvée par les Français possédant à l'étranger de l'or, régulièrement déclaré et réquisitionné.* — Question posée par M. Marcel Poimbeuf à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 3243; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7264.

90. — *Remboursement des billets de 5.000 francs aux personnes dont les dépôts et les réclamations ont été effectués postérieurement au 22 février 1948.* — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 4053; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7264.

91. — *Répartition, entre les négociants de charbon, des sommes provenant de la réévaluation des stocks charbonniers lors de la hausse des prix.* — Question posée par M. André Buriot à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 3243; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 7265.

92. — *Option, par priorité, d'un bon d'achat de voiture automobile aux sinistrés dont la voiture a été prise par les Allemands.* — Question posée par M. Marc Dupuy à M. le ministre des finances et des affaires économiques; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 7265.

93. — *Autorisation aux artisans de produits laitiers de fournir, dans le cadre du contingentement, leur clientèle de détaillants.* — Question posée par M. Maurice Genest à M. le président du conseil et réponse du secrétaire d'Etat, p. 7532.

94. — *Projet de loi sur le droit d'auteur (propriété littéraire et artistique) non soumis à l'examen du Parlement.* — Question posée par M. René Plevin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 7015.

95. — *Licenciements effectués dans le personnel des usines aéronautiques de la région parisienne.* — Question posée par M. Edmond Barrachin à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 7376.

96. — *Montant des dépenses mensuelles afférentes à l'entretien de l'escadron de la garde républicaine stationné à l'île d'Yeu.* — Question posée par M. Gabriel Citerne à M. le ministre de la défense nationale, p. 7376.

Questions orales (Conseil de la République).

1^o MINISTÈRE ROBERT SCHUMAN

1. — **Accroissement de la criminalité juvénile.** — **Publicité de scènes de violence et aux crimes par certains films cinématographiques et périodiques illustrés.** — Question posée par M. Georges Pernot, p. 218; demande de débat, p. 217; débat, p. 471; réponse du ministre, p. 489.

2. — **Extension aux départements d'outre-mer, avant le 31 mars 1948, des lois et décrets en vigueur dans la métropole.** — Question posée par M. Thélus Loro à M. le président du conseil, p. 463; demande de débat, p. 426; débat, p. 871; réponse du ministre de l'intérieur, p. 878.

3. — **Extension aux départements d'outre-mer, avant le 31 mars 1948, des lois et décrets en vigueur dans la métropole.** — Question posée par M. Adrien Barel à M. le président du conseil, p. 463; demande de débat, p. 426; débat, p. 871; réponse du ministre de l'intérieur, p. 878.

4. — **Bourses des étudiants lycéens de la France d'outre-mer et établissements désignés pour les recevoir.** — Question posée par Mme Jane Vialle à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 696; demande de débat, p. 654; débat, p. 890; réponse du ministre, p. 891.

5. — **Convention collective des médecins du travail présentée par les syndicats intéressés.** — Question posée par M. Gabriel Ferrier à M. le ministre du travail, p. 4166; réponse du ministre, p. 1191.

6. — **Reclassement prioritaire de la fonction enseignante.** — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative, p. 1421; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1190.

7. — **Politique de stabilisation des prix.** — Question posée par M. André Aringaud à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 4254; demande de débat, p. 4253; débat, p. 4633, 4634; réponse du sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 4685.

8. — **Situation des approvisionnements et des stocks en carburants liquides.** — Question posée par M. Georges Reverbori à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 4254; réponse du ministre, p. 4377.

9. — **Attribution de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence au personnel des services publics de certaines localités sinistrées.** — Question posée par M. Bernard Chochoy à M. le secrétaire d'Etat au budget, p. 1436; réponse du ministre, p. 1564.

10. — **Politique de baisse sur les vins importés.** — Question posée par M. Guy Moutier à M. le sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture, p. 1717; réponse du ministre, p. 4821.

11. — **Certificats de l'emprunt exonérant du prélèvement.** — Réception par l'enregistrement en paiement des droits de mutation. — Question posée par M. Paul Gargominy à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 4507; retrait, p. 4561.

12. — **Politique du Gouvernement en ce qui concerne le statut de l'Algérie.** — Question posée par M. Léo Harmon à M. le ministre de l'intérieur, p. 1356; demande de débat, p. 1315.

13. — **Fonctionnement normal des institutions républicaines en Algérie.** — Question posée par M. Ahmed Boumendjel à M. le ministre de l'intérieur, p. 1456; demande de débat, p. 1435.

14. — **Immersion du Gouvernement dans les élections à l'Assemblée algérienne.** — **Fonctionnement régulier du contentieux électoral devant le conseil d'Etat.** — Question posée par M. Ahmed Tahar à M. le ministre de l'intérieur, p. 1456; demande de débat, p. 1435.

2^o MINISTÈRE ANDRÉ MARIE

15. — **Mise à la disposition des cultivateurs des quantités de ficelle lieuse nécessaires à la moisson.** — Question posée par M. René Jayr à M. le ministre de l'agriculture, p. 4937; réponse du ministre, p. 2274.

16. — **Financement de la récolte en cours.**

— Question posée par M. Robert Brizard à M. le ministre de l'agriculture, p. 2029; réponse du ministre, p. 2274.

17. — **Politique du Gouvernement sur les réformes prévues par la loi du 20 septembre 1947 sur le statut de l'Algérie.** — Question posée par M. Léo Harmon à M. le ministre de l'intérieur, p. 1980; demande de débat, p. 1977.

3^o MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

18. — **Non-participation des enfants des écoles à l'inauguration d'une rue du Général-Leclerc à Andrésy (Seine-et-Oise).** — Question posée par M. André Diethelm à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 3536; réponse du ministre, p. 3553.

19. — **Utilisation de l'énergie électrique dans le commerce et l'industrie; assouplissement de la réglementation.** — Question posée par M. Georges Laffargue à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 3602.

20. — **Mesures législatives propres à assurer la solution pacifique des conflits collectifs du travail.** — Question posée par M. Georges Pernot à M. le président du conseil, p. 3638; demande de débat, p. 3636.

21. — **Ajournement de la publication de l'arrêté définissant la qualité d'étudiant en ce qui concerne l'application de la sécurité sociale.** — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 3638.

22. — **Accord de commerce entre la France et la trizone occidentale de l'Allemagne concernant l'exportation des vins.** — Question posée par M. Henri Maupoil à M. le ministre de l'agriculture, p. 3889.

Quittances. — V. Timbre.

R

Radiodiffusion. — V. *Economics et finances (redressement).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 65.*

Assemblée nationale. — Discussion d'une proposition de résolution concernant le maintien et le développement des postes et orchestres régionaux, p. 666; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de résolution, p. 673.

— Dépôt d'un projet de loi établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques, p. 202 (Document n° 3126). — Dépôt du rapport par M. Barthélémy, p. 8182 (Document n° 6001).

— Dépôt d'un projet de loi établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques, p. 202 (Document n° 3127). — Dépôt du rapport par M. Barthélémy, p. 8182 (Document n° 6003).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans le budget de 1948 certains crédits destinés à permettre l'installation d'émetteurs au poste de Radio-Nancy, p. 1357 (Document n° 3646). — Dépôt du rapport par M. Barel, p. 3188 (Document n° 4437).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre portant organisation de la radiodiffusion française, p. 4016 (Document n° 4717).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt sur les postes de T. S. F. tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, p. 478 (Document n° 3115). — Dépôt d'un rapport de M. Amlot sur les propositions de résolution: 1^o de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les « vieux travailleurs » de la taxe sur les postes de T. S. F.; 2^o de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt sur les postes de T. S. F. tous les vieillards jouissant de la retraite des

vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables (n° 563-315), p. 1218 (Document n° 3589).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mamba Sano tendant à inviter le Gouvernement à rétablir sur les ondes métropolitaines les émissions consacrées aux folklores et aux compositeurs modernes d'outre-mer, à donner ces émissions fréquemment et régulièrement et à en confier la production et l'exécution à des artistes de nos pays d'outre-mer, p. 6191 (Document n° 5160).

Rapatriement. — V. *Prisonniers et déportés.*

Rationnement. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 10.*

Ravitaillement. — V. *Affaires économiques (secrétariat d'Etat).* — *Agriculture (blé, farine, pain; lait et produits laitiers).* — *Corps gras.* — *Denrées alimentaires et produits rationnés.* — *Interpellations n° 125.* — *Questions orales (Assemblée nationale), nos 4, 31.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prorogation des dispositions de la loi du 29 août 1947 créant un compte spécial intitulé « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires », p. 4163 (Document n° 4748). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 4498 (Document n° 4910). — Discussion, p. 4791; adoption, p. 4793.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1968 (Document n° 727). — Rapporteur, M. Reverbori, p. 2002; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2003.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5076 (Loi n° 48-1291 du 19 août 1948, J. O. du 19 août 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Prévert sur la proposition de résolution de M. Lespès tendant à inviter le Gouvernement à classer toutes les communes « à régime normal » de la région parisienne (Seine-et-Oise et Seine-et-Marne) dans les communes « à régime spécial » pour les modalités du ravitaillement (n° 1431), p. 982 (Document n° 3192). — Adoption, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer les consommateurs en fonction de leur situation personnelle, quel que soit le lieu de leur résidence », p. 2299.

Assemblée nationale. — Adoption de plusieurs propositions de résolution: 1^o de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs le bénéfice des suppléments actuellement réservés aux seules communes prioritaires; 2^o de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes; 3^o de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en vigueur en matière de ravitaillement; 4^o de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation actuelle en matière de ravitaillement après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs des localités à régime normal les suppléments actuellement réservés aux consommateurs des localités à régime spécial », p. 1193.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux étudiants de seize à vingt-cinq ans les rations de travailleurs de force pendant les mois de mai, juin et juillet, p. 2106 (Document n° 3911). — Dépôt du rapport par M. Raymond Cayol, p. 3212 (Document n° 4473). — Adoption, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux étudiants et élèves âgés de seize à vingt-cinq ans, candidats à un examen ou à un concours, les titres de rationnement attribués pour un trimestre aux travailleurs de force », p. 3539.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux stations de la Côte-d'Azur et autres régions touristiques un ravitaillement normal respectant les attributions de la population et les besoins des touristes, p. 2218 (Document n° 4906). — Dépôt du rapport par M. Thamiar, p. 5558 (Document n° 5312). — Adoption, p. 6309.

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Rumeau tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans les communes rurales le régime de suralimentation aux femmes allaitant, p. 2525 (Document n° 4125). — Dépôt du rapport par Mme Hélène Le Jeune, p. 4897 (Document n° 5029). — Adoption, p. 5415.

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Galicier tendant à inviter le Gouvernement à étendre à toutes les mères de famille le bénéfice des attributions exceptionnelles de ravitaillement faites chaque année par les services du ravitaillement à l'occasion de la « fête des mères », p. 2525 (Document n° 4135); retrait de la proposition de résolution, p. 2688.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à priver les otis de cartes de rationnement, p. 534 (Document n° 3278).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux travailleurs de nuit le supplément de tickets de matières grasses qui leur a été supprimé, p. 6099 (Document n° 5336).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Habalet invitant le Gouvernement à fixer à soixante-cinq ans l'âge d'attribution de la carte V à dater du 1^{er} janvier 1949, p. 7656 (Document n° 5828).

Ravitaillement (haut commissariat).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un emploi de haut commissaire au ravitaillement et ouverture de crédits sur l'exercice 1948, p. 7285 (Document n° 5668). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7325 (Document n° 5683). — Discussion, p. 7339; adoption, p. 7340.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3520 (Document n° 20, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Berthoin, p. 3520 (Document n° 22, 2^e partie). — Discussion, p. 3528; avis défavorable, p. 3533.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7435 (Document n° 5737). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7439 (Document n° 5744). — Discussion, p. 7455, adoption, au scrutin, avec modifications, p. 7456 (Loi n° 48-1876 du 9 décembre 1948, J. O. du 11 décembre 1948.)

Recettes ruralistes.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République à la commission supérieure de classement des recettes-ruralistes, p. 102, 3608. — Désignation de candidatures, p. 209, 3622. — Proclamation d'un membre, p. 214, 3644.

Recherche scientifique et technique. — V. Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique. — Modernisation et équipement (Plan de).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Viatte sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 novembre 1945 portant organisation du Centre national de la recherche scientifique (n° 2247, 2925), p. 684 (Document n° 3363). — Adoption après modification du titre: « **Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2632 du 2 novembre 1945 réorganisant le centre national de la recherche scientifique** », p. 1193.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 618 (Document n° 191). — Dépôt du rapport par M. Baron, p. 1053 (Document n° 344). — Discussion, p. 1172; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1174.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2809 (Loi n° 48-903 du 2 juin 1948, J. O. du 3 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur la proposition de loi de M. Cogniot tendant à lever l'interdiction de recruter du personnel scientifique et technique non titulaire en ce qui concerne le Centre national de la recherche scientifique (n° 1491), p. 684 (Document n° 3362).

Recherche vétérinaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippe Monin une proposition de loi tendant à organiser la recherche vétérinaire, p. 2894 (Document n° 4067).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à organiser la recherche vétérinaire, p. 4896 (Document n° 5035).

Reclassement de la fonction publique. — V. Traitements, soldes et indemnités.

Récoltes. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 16.

Reconstruction. — V. Caisse autonome de la reconstruction. — Départements, villes et communes. — Interpellations n°s 122, 126, 135, 136, 158, 180. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 75. — Sociétés coopératives de reconstruction.

Reconstruction et urbanisme (Ministère de la). — V. Interpellations n° 172.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Lenormand sur la proposition de résolution de M. Gautier tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence le projet de loi tendant à reconnaître le caractère permanent de certaines tâches incombant au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (n° 3042), p. 4498 (Document n° 4904).

Redevance minière. — V. Impôts (taxe départementale et communale).

Réforme administrative. — V. Administration départementale. — Administrations publiques. — Economie et finances (redressement).

Réforme des finances locales. — V. Départements, villes et communes.

Réforme fiscale. — V. Economie et finances (redressement). — Impôts. — Interpellations n° 169.

Réfugiés. — V. Conventions internationales.

Régie financière. — V. Interpellations n° 66.

Région parisienne. — V. Transports et voies de communications (transports ferroviaires).

Registre du commerce. — V. Bulletin officiel du registre du commerce. — Code de commerce.

Remembrement. — V. Agriculture (exploitations agricoles). — Propriété foncière.

Rentes. — V. Pensions et retraites.

Réquisition. — V. Armée de terre. — Commerce et industrie. — Défense nationale. — Juges et justices de paix. — Transports et voies de communication (automobiles).

Résidence (Indemnités de). — V. Traitements, soldes et indemnités.

Résistance. — V. Interpellations n° 3. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Prisonniers et déportés.

Réunion. — V. Accidents du travail. — France et territoires d'outre-mer. — Interpellations n°s 8, 82.

Révolution de 1848. — V. Légion d'honneur.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prévoir un crédit; 2° à constituer une commission pour l'histoire de la seconde République, p. 2521 (Document n° 867).

Ruhr (Statut de la). — V. Interpellations n° 149.

Risques de guerre. — V. Agriculture (blé, farine et pain).

Routes et chemins. — V. Départements, villes et communes. — Inondations. — Office national des routes. — Transports et voies de communications.

S

Sage-femme. — V. Médecine et professions médicales.

Saisie-arrêt. — V. Code du travail (salaires).

Saint-Pierre et Miquelon. — V. France d'outre-mer.

Salaires. — V. Code du travail. — Comptabilité publique. — Interpellations n° 47. — Traitements, soldes et indemnités.

Sanatoria. — V. Capitaux.

Santé publique (Protection de la). — V. Maladies vénériennes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification des articles 6 bis et 27 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, p. 177 (Document n° 3110). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 1872 (Document n° 3810). — Adoption, p. 2298.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1401 (Document n° 360). — Dépôt du rapport par M. Vourc'h, p. 1686 (Document n° 630). — Discussion, p. 1825; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1826.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4382 (Document n° 4873). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 4771 (Document n° 4986). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 6372 (Loi n° 48-1397 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre la variole, les fièvres typhoïde et paratyphoïde A et B, la diphtérie et le tétanos, p. 1025 (Document n° 3515). — Dépôt du rapport par M. Denis Cordonnier, p. 4212 (Document n° 4794). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4728.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1976 (Document n° 744). — Dépôt du rapport par M. Rennefous, p. 2299 (Document n° 827). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2689.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6172 (Loi n° 48-1363 du 27 août 1948, J. O. du 3 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1948 d'un crédit affecté à la lutte contre le paludisme en Corse, p. 1356 (Document n° 3650). — Adoption, p. 1977.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 945 (Document n° 291). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 994 (Document n° 313). — Discussion, p. 1028; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1029.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2383 (Loi n° 48-812 du 13 mai 1948, J. O. du 14 mai 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à interdire l'emploi de certains gaz toxiques dans la désinsectisation et la désinfection des locaux d'habitation, p. 7178 (Document n° 5635).

Santé publique et population (ministère).

INSPECTION DES PHARMACIES

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Arthaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la titularisation des inspecteurs des pharmacies à occupation accessoire, p. 480.

Sapeurs-pompiers. — V. Pensions et retraites.

Sarre (Territoire). — V. Pensions et retraites (personnel civil et militaire).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre, p. 177 (Document n° 3118). — Dépôt du rapport par M. Vendroux, p. 922 (Document n° 3167). — Discussion, p. 4149; suite de la

discussion, p. 1171; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1179.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 506 (Document n° 166).
Dépôt du rapport par M. Ott, p. 581 (Document n° 180). — Dépôt d'un avis de la commission de la Justice par M. Georges Maire, p. 639 (Document n° 208). — Discussion, p. 710; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 722.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1767 (Loi n° 48-459 du 20 mars 1948, J. O. du 21 mars 1948).

Savon. — V. Corps gras.

Sceaux, timbres et cachets officiels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi du 18 mars 1918 réglementant la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels, p. 7009 (Document n° 5563).

Schoelcher (Victor). — V. Panthéon.

Secrétaires de mairie. — V. Départements, villes et communes. — Traitements (intérieur).

Secrétaires de parquet. — V. Traitements (Justice).

Sécurité aérienne. — V. Transports et voies de communications (transports aériens).

Sécurité publique. — V. Code pénal. — France d'outre-mer.

Sécurité sociale. — V. Allocations familiales. — Assurances sociales. — Code de commerce. — Conventions internationales. — Enregistrement. — France d'outre-mer (Guyane, Guadeloupe, Martinique et Réunion).

Seigle. — V. Agriculture.

Seine (Département de la). — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Transports et voies de communication (transports de la région parisienne).

Sel (Marché du). — V. Algérie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Martineau sur le projet de loi relatif à l'organisation du marché du sel de l'Ouest (n° 2178), p. 1677 (Document n° 3752). — Adoption, p. 2297.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1100 (Document n° 355). — Dépôt du rapport par M. Bellon, p. 1291 (Document n° 439). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1413.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3113 (Document n° 4523). — Dépôt du rapport par M. Martineau, p. 4269 (Document n° 4800). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4794 (Loi n° 48-1250 du 5 août 1948, J. O. du 7 août 1948).

Sénat. — V. Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

COMITÉS SECRETS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Salomon Grumbach tendant à la publication des comptes rendus des séances ou fractions de séances du Sénat qui ont eu lieu en comité secret dans la période qui a précédé l'invasion de mai 1940, p. 1334 (Document n° 458). — Dépôt du rapport par M. Salomon Grumbach, p. 1619 (Document n° 602). — Discussion et adoption, p. 1806 (rectificatif, p. 1828).

Sénateurs.

SÉRIE RENOUVELABLE

Conseil de la République. — Tirage au sort de la série des sénateurs qui sera renouvelée la première, p. 3633.

Voir également à la rubrique: *Conseillers de la République.*

Sénégal. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Séquestres. — V. Biens séquestrés.

Semences. — V. Agriculture.

Sépultures. — V. Cimetières.

Sérot (Colonel). — V. Hommage.

Services agricoles. — V. Agriculture (ministère).

Services domestiques. — V. Code du travail.

Services publics. — V. Administrations publiques. — Justice civile commerciale ou administrative.

Services sociaux publics et privés. — V. Départements, villes et communes.

Services vétérinaires. — V. Agriculture (ministère).

Sinistrés. — V. Agriculture (exploitation, mise en valeur des terres). — Assurance toute nature. — Biens sinistrés français à l'étranger. — Combustibles solides et dérivés. — Construction, reconstruction. — Dommages de guerre. — Impôts (aménagements fiscaux, bénéfices industriels et commerciaux; prélèvement exceptionnel). — Monnaie. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 6, 89. — Traitements (textes généraux). — Transports (transports ferroviaires et routiers).

SKI. — V. Education physique et sports.

Sociétés. — V. Enregistrement.

Sociétés par ACTIONS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Jean-Louis Tinaud sur la proposition de loi de M. Paul Duclerc, conseillers de la République, tendant à modifier l'article 49 du titre III de la loi du 21 juillet 1867 relative aux sociétés par actions (n° 1559), p. 1966 (Document n° 3816). — Adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi du 21 juillet 1867 sur les sociétés*, p. 3981.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1780 (Document n° 657). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 2783 (Document n° 892). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2933.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6358 (Loi n° 48-1439 du 18 septembre 1948, J. O. du 19 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Jean-Louis Tinaud, sur le projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais (n° 1169), p. 1966 (Document n° 3813). — Adoption, p. 6047.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2615 (Document n° 880). — Dépôt du rapport par M. Chevallier, p. 3632 (Document n° 72, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Chevallier, p. 3775 (Document n° 140, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3807.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8309 (Document n° 6035).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser la prorogation des sociétés arrivées à expiration pendant la durée des hostilités, p. 2717 (Document n° 1231).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baurens relative à la prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation, p. 2381 (Document n° 4076).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Silvandre sur la cession des actions de sociétés de capitaux, p. 5229 (Document n° 5129).

Sociétés et organismes AGRICOLES. — V. Impôts (bénéfices agricoles).

Sociétés ANONYMES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article 1^{er} de la loi du 4 mars 1943 relatif aux souscriptions d'actions des sociétés anonymes, p. 362 (Document n° 3218). — Dépôt du rapport par M. Tinaud, p. 1357 (Document n° 3651). — Adoption après modification du titre: *Proposition relative à la libération d'actions des sociétés existant*

avant la publication de l'acte dit loi du 4 mars 1941 », p. 1374 (rectificatif, p. 1564).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 618 (Document n° 484). — Discussion, p. 631; adoption, p. 632.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1616 (Loi n° 48-444 du 17 mars 1948, J. O. du 18 mars 1948).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi déposée par M. Landry, conseiller de la République, relative à la structure sociale des sociétés anonymes, p. 96 (Document n° 661, année 1947).

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de loi de M. Landry relative à la structure sociale des sociétés anonymes (n° 40, année 1947), p. 30.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Landry relative à la structure sociale des sociétés anonymes, p. 42 (Document n° 8).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 122 (Document n° 3090). — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur: 1^o la proposition de loi de M. Bacon et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « Société de travail et d'épargne »; 2^o la proposition de loi de M. Landry, conseiller de la République, relative à la structure sociale des sociétés anonymes (n° 96, 3090), p. 5008 (Document n° 5100).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Bène tendant à modifier l'article 31 de la loi du 21 juillet 1867 sur les sociétés anonymes, p. 3822 (Document n° 4662).

Société nationale des CHEMINS DE FER FRANÇAIS. — V. Chemins de fer (société nationale). — Transports et voies de communications (chemin de fer d'intérêt général).

Sociétés COLONIALES. — V. France d'outre-mer.

Sociétés COOPÉRATIVES AGRICOLES.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dulin tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 3092 (Document n° 952).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6576 (Document n° 5481). — Dépôt du rapport par M. Lucas, p. 7472 (Document n° 5743). — Adoption, p. 7717.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3644 (Document n° 89, 2^e partie). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3656.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8120.

Sociétés COOPÉRATIVES DE COMMERÇANTS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à accorder aux sociétés coopératives de commerçants un délai pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, p. 3882 (Document n° 4678). — Dépôt du rapport par M. Marcel Poimboeuf, p. 5500 (Document n° 5190). — Adoption, p. 6047.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de résolution, p. 2615 (Document n° 878). — Dépôt du rapport par M. Saut, p. 2932 (Document n° 916). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3112.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6593 (Document n° 5186). — Rapporteur M. Marcel Poimboeuf et adoption de la proposition de loi, p. 6785 (Loi n° 48-1541 du 1^{er} octobre 1948, J. O. du 2 octobre 1948).

Sociétés COOPÉRATIVES DE PRODUCTION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Detxonne sur la proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux coopératives de production une priorité pour l'achat des matières premières nécessaires à leur fonction-

nement (n° 582), p. 1561 (Document n° 3709). — Dépôt du rapport par M. Deixoune, p. 4322 (Document n° 4887). — Adoption, p. 5113.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE RECONSTRUCTION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 53 de la loi du 16 juin 1948, relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, p. 7011 (Document n° 5608). — Dépôt du rapport par M. Pierre Garet, p. 7204 (Document n° 5613). — Discussion, p. 7531; adoption, p. 7532.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3552 (Document n° 48, 2^e partie). — Rapporteur M. Louis André, p. 3599; discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3600.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7734 (Loi n° 48-1983 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

Assemblée nationale. — Discussion de projets de loi relatifs aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, p. 778; suite de la discussion, p. 1251, 1278, 1823, 1852; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1869 (rectificatif, p. 2108, 4381).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 915 (Document n° 290). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 1031 (Document n° 332). — Discussion, p. 1101; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1133 (rectificatif, p. 1251, 1817).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2006 (Document n° 4204). — Dépôt du rapport par M. Garet, p. 2061 (Document n° 4333). — Discussion, p. 2063, 2067; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 3074 (Loi n° 48-975 du 16 juin 1948, J. O. du 17 juin 1948).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ENTREPRISES DE PRESSE. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 2.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIONS. — V. Armée de l'air (établissements et services extérieurs).

SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PREVOYANCE. — V. France d'outre-mer.

SOCIÉTÉS MUSICALES. — V. Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

SOCIÉTÉS NATIONALISÉES. — V. Commerce et industrie. — Electricité et gaz.

SOCIÉTÉS DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES. — V. Pharmacie.

SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Jean-Louis Tinaud sur la proposition de loi de M. Pierre André, tendant à modifier la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée (n° 1899), p. 1966 (Document n° 3811). — Adoption, après modification du titre : « Proposition de loi tendant à compléter l'article 21 de la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée », p. 7748.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3611 (Document n° 91, 2^e partie).

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux droits des membres participants des sociétés mutualistes, mobilisés, prisonniers de guerre, déportés politiques, résistants, travailleurs non volontaires, réfractaires au service du travail obligatoire et anciens combattants, p. 3125 (Document n° 4422).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à faire bénéficier les combattants de la guerre 1939-1945 et leurs ayants cause des dispositions de la loi du 4 août 1923 sur les caisses de retraites mutualistes, p. 2605 (Document n° 4190). — Dépôt du rapport par M. Touchard, p. 3188 (Document n° 4416).

— Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Barrot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2156 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, p. 8021 (Document n° 5917).

SOCIÉTÉS SPORTIVES. — V. Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

SOLIDARITÉ AGRICOLE. — V. Impôts (contributions directes, dégrèvements, exonération).

SOUDAN. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française.)

SPECIALITÉS PHARMACEUTIQUES. — V. Pharmacie.

SPOILIATION. — V. Domaines de guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, p. 3770 (Document n° 4639).

— Dépôt d'un rapport par M. Wasmer sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 10 et 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation (n° 2676), p. 2199 (Document n° 4002).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à compléter l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, p. 2147 (Document n° 4089). — Dépôt du rapport par M. Lareppe, p. 7373 (Document n° 5696).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à préciser la portée de la loi du 19 juin 1947 sur les spoliations, p. 4336 (Document n° 4863).

SPORTS. — V. Armée de l'air (matériel). — Education physique et sports. — Pari mutuel sportif. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

STATIONS BALNÉAIRES. — V. Ports maritimes.

STATIONS CLIMATIQUES ET DE TOURISME. — V. Ravitaillement.

STATIONS SANATORIALES DE CURE.

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Louis Martel tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un statut légal pour les stations sanatoriales de cure pour tuberculose après modification du titre : « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un statut légal des stations sanatoriales de cure pour la tuberculose », p. 479.

STOCKS. — V. Commerce et industrie.

Subventions. — V. Accidents du travail. — Agriculture (travaux). — Algérie (calamités publiques). — Budget 1948. — Calamités publiques. — Cinématographie. — Colonies de vacances. — Départements, villes et communes. — Education physique et sports. — Exportations et importations. — France d'outre-mer. — Manifestations artistiques. — Propriété immobilière. — Transports et voies de communications (chemin de fer d'intérêt général).

SUCRE, BETTERAVES À SUCRE. — V. Interpellations, nos 8, 60, 61, 82.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves, p. 7171 (Document n° 5756).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roulon tendant à inviter le Gouvernement à accorder un contingent supplémentaire de deux kilogrammes de sucre par ménage pendant les mois de juillet et août 1948, p. 4863 (Document n° 5007).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de sucre à 1 kilo 500 pour les enfants et jeunes gens (catégories J et A), p. 7962 (Document n° 5903).

SURALIMENTATION. — V. Denrées alimentaires et produits rationnés. — Ravitaillement.

SURTAXES LOCALES. — V. Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

SYNDICATS D'INITIATIVE. — V. Tourisme.

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX. — V. Agriculture (travaux).

SYNDICATS PROFESSIONNELS. — V. Code du travail — France d'outre-mer (code du travail).

T

TABAcs. — V. Débits de tabac. — Impôts (bénéfices agricoles, contributions directes). — Monnaie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Edgar Faure sur le projet de loi tendant les dispositions de l'article 18 du décret-loi du 30 octobre 1935 introduisant le monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine (n° 2096), p. 7110 (Document n° 5721). — Adoption, p. 7217.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3611 (Document n° 90, 2^e partie). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 2067 (Document n° 112, 2^e partie). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3967.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8315.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramette tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les planteurs de tabac des départements du Nord et du Pas-de-Calais, dont les cultures ont eu à souffrir de l'anthracnose, p. 5395 (Document n° 5167). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 6811 (Document n° 5505). — Adoption de la proposition de résolution, p. 8163.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à rétablir la commission paritaire chargée de déterminer le prix du tabac, p. 4103 (Document n° 4757).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Theclien tendant à rétablir la souveraineté de la commission paritaire pour la fixation du prix du tabac, p. 7010 (Document n° 5673).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à rétablir la souveraineté de la commission paritaire en faveur des planteurs de tabac, p. 7053 (Document n° 5616).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant à proroger le délai d'application du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'extension du monopole des tabacs en Alsace-Lorraine, p. 177 (Document n° 3101).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duprat tendant à inviter le Gouvernement à accorder des attributions de tabac militaire à tarif réduit aux vieillards bénéficiant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, de l'allocation temporaire et de la loi de juillet 1905, p. 1357 (Document n° 3886).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la culture du tabac dans le département de l'Ardèche, p. 1617 (Document n° 3727).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la vente du tabac et des cigarettes au détail afin de permettre aux « économiquement faibles » de se procurer plus facilement du tabac, p. 7333 (Document n° 5879).

Taxes. — V. Impôts. — Viticulture.

Taxi. — V. Combustibles liquides et dérivés. — Impôts (prélèvement). — Voitures de place.

Tchécoslovaquie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bougrain tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée nationale à Jan Mazaryk, ministre des Affaires

étrangères de Tchécoslovaquie, p. 1653 (Document n° 3717). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lussy tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée nationale à Jan Masaryk, ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie, p. 1653 (Document n° 3753). — Lecture du rapport par M. Bonnefous, discussion de la proposition de M. Lussy, la commission ayant retenu ce texte et adoption, p. 1668.

Conseil de la République. — Dépôt d'une motion par M. Charles Bosson ainsi libellée: « Le Conseil de la République, douloureusement ému à la nouvelle de la mort tragique de Jan Masaryk, s'incline respectueusement devant sa dépouille et salue ce nom glorieux de deux fils symboles de la lutte du peuple tchèque pour sa liberté contre les régimes d'oppression », p. 657 discussion et adoption, p. 658.

Terrains d'aviation. — V. Agriculture (exploitations agricoles).

Terrés abandonnées. — V. Agriculture (exploitations agricoles).

Territoires occupés. — V. Calamités publiques.

Territoires d'outre-mer. — V. France d'outre-mer.

Territoires rattachés. — V. Administration communale. — Départements, villes et communes. — Nationalité.

Testaments. — V. Code civil.

Textes législatifs et réglementaires. — V. Lois et décrets.

Textiles. — V. Colonies de vacances. — Interpellations, n° 163.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hennequelle tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux industries dentellières de Calais un contingent plus important de fil de coton, p. 3363 (Document n° 4197). — Dépôt du rapport par M. Camphin, p. 3373 (Document n° 5115). — Adoption, p. 7802.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anthonnaz portant création d'un plan décennal d'encouragement à l'élevage ovin et à la production laitière, p. 4123 (Document n° 3562). — Dépôt du rapport par M. Garavel, p. 2910 (Document n° 4281).

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 30 juillet 1948, tendant à compléter la composition du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile, p. 5185.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delfartrie tendant à inviter le Gouvernement à prendre, sans délai, les mesures nécessaires pour assurer un approvisionnement normal de l'industrie cotonnière française en matières premières, p. 99 (Document n° 26).

Assemblée nationale. — Demande de désignation de deux membres chargés de représenter l'Assemblée au comité de contrôle du fonds d'encouragement de la production textile, p. 605. — Désignation de candidatures, p. 816, 867. — Nomination de membres, p. 998.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au comité de contrôle du fonds d'encouragement de la production textile, p. 605. — Désignation de candidature, p. 241. — Nomination d'un membre, p. 251.

Théâtres lyriques nationaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coustou tendant à inviter le Gouvernement à confier l'organisation des chorégraphes annuelles du théâtre antique d'Orange aux théâtres lyriques nationaux, p. 683 (Document n° 3349).

Timbre. — V. Enregistrement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theeten tendant à inviter le Gouvernement à élever le plafond d'exemption du droit de timbre de quittance, p. 5109 (Document n° 5178).

Titres. — V. Conventions internationales (accords financiers). — Valeurs mobilières.

Tourisme.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un centre national du tourisme, p. 4718 (Document n° 4981). — Dépôt du rapport par M. Martel, p. 5624 (Document n° 5222). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Temple, p. 5910 (Document n° 5296). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Pierre Gabelle, p. 6007 (Document n° 5325). — Adoption, p. 6211.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2783 (Document n° 891). — Dépôt du rapport par M. Julien Brunhes, p. 3207 (Document n° 978). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Alex Roubert, p. 3208 (Document n° 979). — Discussion, p. 3228; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3330 (rectificatif, p. 3474).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6900 (Loi n° 49-1525 du 29 septembre 1948, J. O. du 1^{er} octobre 1948).

Conseil de la République. — Transmission d'un projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, sur les guides de montagne, p. 98 (Document n° 15). — Rapport par M. Ott (Document n° 63) et discussion, p. 206; adoption, à l'unanimité, de l'avis sur le projet de loi, p. 207.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 450 (Loi n° 48-267 du 18 février 1948, J. O. du 19 février 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Martel tendant à compléter l'article 14 du règlement en vue de décider le renvoi de tous les projets et propositions concernant le tourisme à l'examen pour le fond de la commission des moyens de communication, p. 3124 (Document n° 4130). — Dépôt du rapport par M. Beauquier, p. 3413 (Document n° 4522). — Adoption, p. 3693.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier (Loirat), tendant à assurer aux syndicats d'initiative des ressources financières leur permettant de remplir efficacement leur mission, p. 1026 (Document n° 3520).

Tourisme (commissariat). — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 71.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer sa décision supprimant le commissariat au tourisme et le remplaçant par une direction générale du ministère des travaux publics et des transports, p. 2933 (Document n° 4312).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un texte de loi portant organisation générale du tourisme et créant un centre national du tourisme français doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui aurait pour objet de développer au maximum l'industrie touristique, ressources essentielles de notre économie, p. 1191 (Document n° 109).

Traitements, soldes et indemnités. — V. Comptabilité publique.

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique (agents en activité et en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre (n° 3026), p. 363 (Document n° 3224). — Discussion, p. 382, 406. — Suite de la discussion, p. 321, 337, 385, 500; adoption, à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi, p. 533 (rectificatif, p. 612).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 213 (Document n° 68). — Dépôt du rapport par M. Alain Poher, p. 250 (Document n° 100). — Discussion, p. 269, 286; suite de la discussion, p. 390, 389; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 416 (rectificatif, p. 493).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1027 (Document n° 3511). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 1121 (Document n° 3552). — Discussion, p. 1166; adoption avec modifications, p. 1173 (rectificatif, p. 1289) (Loi n° 48-337 du 27 février 1948, J. O. du 28 février 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Borra sur la proposition de loi de M. Dagain tendant à fixer le sort du traitement des fonctionnaires suspendus de leur fonction pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi (n° 941), p. 3164 (Document n° 4761). — Discussion et adoption après modification du titre: Proposition de loi tendant à fixer les droits de traitement des fonctionnaires suspendus de leurs fonctions pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi, p. 3593 (rectificatif, p. 4712).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1963 (Document n° 728). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 3162 (Document n° 962). — Discussion, p. 3191; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 3194 (rectificatif, p. 3293).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6814 (Document n° 5501).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires brelois certaines indemnités (dites de poche) déjà accordées dans les localités sinistrées de Dunquerque, Saint-Lo, Saint-Nazaire, Lorient et Coutances, p. 3179 (Document n° 4535). — Dépôt du rapport par M. Eagon, p. 4572 (Document n° 4939). — Adoption, p. 4916.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Béné tendant à maintenir aux fonctionnaires retraités demeurés en activité le traitement afférent à la fonction qu'ils occupent et à les dispenser du prélèvement pour la retraite, p. 605 (Document n° 3301).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gizard tendant à compléter l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 relative à la réaffectation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique, p. 2106 (Document n° 3906).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie tendant à modifier le premier alinéa de l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite), et de l'amélioration de la situation des victimes de la guerre, p. 2264 (Document n° 4018).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charlot, tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941, p. 7662 (Document n° 5017).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 2 mars 1948 concernant les indemnités de résidence, p. 4416 (Document n° 4891). — Dépôt du rapport par M. Ballanger, p. 4719 (Document n° 4979).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mine Lempereur, tendant à inviter le Gouvernement à examiner, dans le plus bref délai, la situation des fonctionnaires dans les postes désertés, p. 563 (Document n° 3297).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thorez, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 32 de la loi du 19 octobre 1946 et à fixer le minimum vital applicable aux fonctionnaires, p. 1677 (Document n° 3761).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gresa, tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer le problème du reclassement de la fonction publique, à fixer le minimum vital applicable aux fonctionnaires et à accorder

der un acompte minimum de 2.500 francs par mois, p. 4535 (Document n° 4932).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lamps, tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi attribuant une prime mensuelle de 3.000 francs hiérarchisée aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, ainsi qu'aux militaires à solde mensuelle, aux personnels des collectivités locales et aux retraités de l'Etat et des collectivités locales, p. 6384 (Document n° 5175).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gresa, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité mensuelle de 3.000 francs aux fonctionnaires et assimilés et de 2.000 francs aux retraités, p. 8078 (Document n° 5061).

AGRICULTURE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Duchot, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 13 janvier 1918 de telle sorte que les ingénieurs et ingénieurs en chef des services agricoles bénéficient des mêmes traitements que les autres chefs de services techniques du ministère de l'agriculture, p. 115 (Document n° 40). — Ajournement de la discussion et renvoi à la commission, p. 241. — Retrait de la proposition de résolution, p. 1467.

AIR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Clostermann, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le bénéfice de l'indemnité de charges aéronautiques au personnel militaire affecté à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (air), p. 1026 (Document n° 3523).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Garaudy, tendant à attribuer aux élèves des écoles normales supérieures le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaire à dater de la présente année scolaire, qu'il avait déposée dans la séance du 22 mai 1917 (n° 1400), p. 2808.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garaudy, tendant à attribuer aux élèves des écoles normales supérieures le traitement et les avantages afférents à la fonction de stagiaires à dater de la présente année scolaire, p. 2899 (Document n° 4265). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 4199 (Document n° 4918). — Discussion, p. 5059; adoption, à l'unanimité, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à attribuer aux élèves des écoles normales supérieures un traitement et les avantages afférents à la condition de fonctionnaire stagiaire*, p. 5061 (rectificatif, p. 5296).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2027 (Document n° 778). — Dépôt du rapport par Mme Saunier, p. 2086 (Document n° 730). — Discussion, p. 2100; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à attribuer aux élèves des écoles normales supérieures et de l'école nationale des chartes le traitement et les avantages afférents à la condition de fonctionnaires stagiaires*, p. 2101.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5185 (Document n° 5123). — Discussion, p. 5328; adoption avec modifications, p. 5329 (Loi n° 48-131 du 26 août 1918, J. O. du 27 août 1918).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garaudy, tendant à inviter le Gouvernement à instituer une échelle unique des traitements du personnel enseignant du second degré, p. 1763 (Document n° 3811). — Dépôt du rapport par Mlle Diensch, p. 3918 (Document n° 4702). — Discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 4482.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol, tendant à inviter le Gouvernement à verser aux divers personnels de la fonction enseignante un acompte réduisant les disparités existant entre les traitements de ces personnels et ceux

d'autres fonctionnaires classés à l'indice égal sur la grille du prochain reclassement, p. 3907 (Document n° 4657). — Dépôt du rapport par M. Vialle, p. 3982 (Document n° 4687). — Discussion, p. 4011; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 4015.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pujol tendant au reclassement des professeurs et répétiteurs de l'école des langues orientales et de l'école des chartes, p. 114 (Document n° 33). — Dépôt du rapport par M. Pujol, p. 513 (Document n° 175). — Discussion, p. 997; adoption, p. 998.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Soullon tendant à inviter le Gouvernement à se conformer, en ce qui concerne la rémunération des heures supplémentaires dans l'enseignement, à la volonté nettement exprimée par le Parlement, p. 222 (Document n° 78). — Dépôt du rapport par M. Soullon, p. 490 (Document n° 157). — Discussion, p. 996; adoption, p. 997.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Claire Saunier tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux grandes écoles le bénéfice des dispositions relatives à l'école d'administration, c'est-à-dire l'octroi d'un traitement correspondant à l'indice 250 des échelles de reclassement de la fonction publique, p. 1031 (Document n° 331). — Dépôt du rapport par Mme Saunier, p. 1938 (Document n° 761). — Retrait de la proposition de résolution, p. 3332.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol tendant à faire bénéficier des versements d'attente mensuels les secrétaires techniques des services extérieurs des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, p. 5559 (Document n° 5218). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 6129 (Document n° 5352). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel David, p. 6369 (Document n° 5517).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à faire entrer dans le calcul du complément provisoire du traitement le versement d'attente accordé par les décrets d'octobre 1916 au personnel enseignant, p. 3822 (Document n° 4666). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 5939 (Document n° 5290).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à porter l'indemnité de fonction des provinciaux et censeurs du cadre de province promus au cadre supérieur au même taux que celle de leurs collègues du cadre des lycées de Paris, p. 2525 (Document n° 4123).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lucie Guérin tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application dans son intégralité l'article 9 de la loi du 13 août 1917 portant le n° 47-1916, relatif à la rémunération des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses des écoles normales primaires en stage de formation professionnelle, par l'inscription au budget de l'éducation nationale des crédits nécessaires à l'établissement de leurs traitements d'instituteurs stagiaires dès la première année de leur stage, p. 7172 (Document n° 5777).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret revalorisant l'indemnité de logement des inspecteurs d'académie, p. 7823 (Document n° 5877).

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à normaliser les pensions de retraite et indemnités accessoires servies aux inspecteurs principaux des régies financières, p. 5352 (Document n° 5110).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prise en charge par l'Etat de la rémunération des gouverneurs généraux, des gouverneurs, des inspecteurs généraux des affaires administratives, des secrétaires généraux, des administrateurs et des magistrats, ainsi que des dépenses de gendarmerie, dans

les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 177 (Document n° 3007). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 363 (Document n° 3225). — Discussion, p. 492; renvoi à la commission, p. 451. — Lecture d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Lisette, p. 587; discussion, p. 588; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 590 (rectificatif, p. 635).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 222 (Document n° 73). — Dépôt du rapport par M. Airic, p. 619 (Document n° 193). — Discussion, p. 620, 627; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 627.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1618. — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et adoption avec de nouvelles modifications, p. 1994 (Loi n° 48-183 du 21 mars 1918, J. O. du 25 mars 1918).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux agents européens des services publics dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, à l'exception de l'Indochine, les diverses mesures intervenues ou à intervenir dans la métropole et portant relèvement du traitement des fonctionnaires, p. 916 (Document n° 301). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 1542 (Document n° 568). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Vieljeux, p. 2859 (Document n° 910). — Adoption, p. 2963.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier les dispositions des articles 32 et suivants du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires de solde du personnel colonial, p. 4896 (Document n° 5036).

GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fontupt-Espéranber tendant à inviter le ministre des finances à contresigner le décret accordant l'indemnité de difficultés administratives aux gendarmes en résidence dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et l'arrêté attribuant l'indemnité de difficultés exceptionnelles d'existence (localités sinistrées) au même personnel, p. 5184 (Document n° 5125).

INTERIEUR

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à modifier l'article 59 de l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1912, modifié par l'article 1er de l'ordonnance du 25 août 1913, p. 1988 (Document n° 762).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5075 (Document n° 5105).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Garet sur la proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les secrétaires de parquet de l'indemnité exceptionnelle accordée aux greffiers des tribunaux par la loi du 7 octobre 1916 et le décret du 22 octobre 1916 (n° 4216), p. 1146 (Document n° 3675). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1978.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'augmenter l'indemnité de fonction des greffiers des tribunaux de paix et de police, p. 362 (Document n° 3232). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à relever l'indemnité de fonctions allouées aux greffiers de paix et de police, p. 203 (Document n° 3120). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à procéder sans retard au relèvement de l'indemnité de fonction allouée aux greffiers des tribunaux de paix et de simple police, p. 1677 (Document n° 3782). — Dépôt d'un rapport par M. Garet sur l. — La proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, ayant pour objet d'augmenter l'indemnité de fonction des greffiers des tribunaux de paix

et de police (n° 3232); II. — Les propositions de résolution: 1° de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à relever l'indemnité de fonction allouée aux greffiers de paix et de simple police; 2° de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à relever l'indemnité de fonction allouée aux greffiers de paix et de police; 3° de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à procéder sans retard au relèvement de l'indemnité de fonction allouée aux greffiers des tribunaux de paix et de simple police (n° 2967, 3120, 3782), p. 2107 (Document n° 3934).

Transfert de corps. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

Transports aériens. — V. Enquêtes parlementaires. — Interpellations n° 31. — Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 15. — Transports et voies de communication.

Transports maritimes. — V. Interpellations n° 101. — Marine marchande.

Transports et voies de communication. — V. Code du travail (salaires). — Commerce et industrie. — Conventions internationales. — Crédit foncier de France. — Électricité et gaz. — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).

AUTOMOBILES, VÉLO-MOTEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Peytel, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions nécessaires au redressement économique, à l'égard de l'automobile et des carburants, p. 7121 (Document n° 5738). — Rapporteur M. Michel Peytel, p. 7439 (Document n° 5746). — Adoption, p. 7168.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, tendant à inviter le Gouvernement à restituer leurs véhicules à tous les propriétaires de voitures automobiles réquisitionnées depuis la libération, p. 965 (Document n° 308). — Dépôt du rapport par M. Novat, p. 1565 (Document n° 582). — Adoption, après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures permettant la restitution de leurs véhicules aux propriétaires de voitures automobiles réquisitionnées*, p. 1833.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à préciser les règles de déréquisition des voitures automobiles, p. 682 (Document n° 3321). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier la loi n° 47-1502 du 41 août 1917 et la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne les réquisitions des véhicules automobiles, p. 682 (Document n° 3352). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure relative aux réquisitions de véhicules automobiles, p. 1123 (Document n° 3564). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938 relatif aux réquisitions, p. 2261 (Document n° 4015). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5352 (Document n° 5118).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Bessel sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à l'application de sanctions pénales et judiciaires à l'encontre des loueurs de voitures automobiles de 2^e classe convaincus de se livrer au trafic de location d'autorisations de circuler (n° 1243), p. 4017 (Document n° 4725).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Shmidt, tendant à étendre le champ d'application de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules et tracteurs automobiles, p. 4571 (Document n° 4929).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desjardins, tendant à faire attribuer par priorité des bons de pneumatiques aux propriétaires de voitures automobiles qui ont vu leurs bandages réquisitionnés au cours de la guerre, p. 7781 (Document n° 5861).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David, tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des facteurs ruraux des bicyclettes à moteur auxiliaire, p. 203 (Document n° 3143).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thiriet, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une priorité pour l'achat d'une voiture automobile à tous les invalides, par suite de l'amputation ou de la paralysie d'un membre inférieur, p. 2906 (Document n° 4196).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour: 1° satisfaire la fabrication des automobiles afin de satisfaire les besoins des marchés français; 2° augmenter les contingents d'essence à mettre à la disposition des usagers; 3° augmenter la production de pneumatiques de tourisme et utilitaires, p. 8120 (Document n° 5970).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaston Cardonne, tendant à inviter le Gouvernement à faire octroyer un nombre plus élevé de licences de voitures de tourisme et de bons d'achat de vélocycleurs à l'administration des contributions indirectes, p. 113 (Document n° 34).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

— Centres d'accueil.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par Mme Mety sur la proposition de loi de Mme Rabaté, tendant à l'aménagement dans toutes les grandes gares et dans les gares de correspondance, d'un local spécialement réservé aux enfants en bas âge et à leurs mères (n° 862), p. 1967 (Document n° 3873). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Rabaté, p. 2525 (Document n° 4412).

— Exploitation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Benoist sur le projet de loi tendant à approuver un quatrième avenant à la convention du 26 novembre 1929, approuvée par la loi du 4 mars 1933, passée entre l'Etat et la Société générale des chemins de fer économiques pour l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général de Châteaumeillant à la Guerche et de Sancoins à Lapeyrouse (n° 1473), p. 451 (Document n° 3253). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 971.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 618 (Document n° 488). — Dépôt du rapport par M. de Montgascon, p. 4291 (Document n° 435). — Discussion, p. 1371; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 4372.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3293 (Loi n° 48-1027 du 25 juin 1948, J. O. du 27 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la construction d'autorails en série afin de donner satisfaction aux nombreuses demandes des usagers et à décoordonner la ligne Foix-Saint-Giron en la dotant d'autorails permettant l'utilisation du gaz de Saint-Marcel, p. 2525 (Document n° 4124). — Dépôt du rapport par M. Poumadère, p. 3189 (Document n° 4457). — Adoption, p. 3693.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cardonne tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour la reconstruction de la ligne de chemin de fer d'Amélie-les-Bains à Aries-sur-Tech, p. 946 (Document n° 298). — Dépôt du rapport par M. Prévost, p. 1443 (Document n° 511). — Adoption, p. 2933.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jugo tendant à inviter le Gouvernement à rouvrir au trafic voyageurs la ligne Montauban-Saint-Sulpice, p. 3039 (Document n° 4308).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à décoordonner la ligne Arles-Port-Saint-Louis-du-Rhône, pour permettre une liaison par autorail entre ces deux villes, p. 3242 (Document n° 4165).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Benoist tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le trafic des transports S. N. C. F. dans la banlieue de Paris et à procéder au

déclassement des voitures dans lesdits trains aux heures de pointes, p. 7833 (Document n° 5878).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Victor tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 23 avril 1948 de M. le ministre des travaux publics et des transports, supprimant les trains omnibus de voyageurs sur les lignes de Charleville-Hirson (par Auvillers), Charleville-Hirson (par Liart), Amagne-Sainte-Menehould, Charleville-Rems, Sedan-Verdun et à maintenir le statu quo en attendant la réunion du conseil supérieur des transports, p. 1467 (Document n° 527).

— Personnel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à créer, en accord avec la Société nationale des chemins de fer français, une commission chargée de réexaminer la question du reclassement des agents de chemins de fer, p. 3601 (Document n° 4577). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 4772 (Document n° 4926).

— Réglementation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à maintenir en vigueur, jusqu'au 31 décembre 1949, les dispositions de l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemins de fer, p. 1356 (Document n° 3660). — Dépôt du rapport par M. Poumadère, p. 1709 (Document n° 3814); discussion, p. 1753; adoption, à l'unanimité, après modification du titre: *Projet de loi tendant à maintenir en vigueur, jusqu'au 31 décembre 1948, les dispositions de l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemins de fer*, p. 1754.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 762 (Document n° 232). — Lecture du rapport par M. Henri Buffet, p. 870; discussion et adoption, p. 871.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2024 (Loi n° 48-483 du 21 mars 1948, J. O. du 25 mars 1948).

— Subvention.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour l'octroi d'une indemnité compensatrice à la Société nationale des chemins de fer, p. 2088 (Document n° 4213). — Retrait du projet de loi, p. 6396.

— Tarifs.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. de Montgascon sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, simplifiant les surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français sur certaines catégories de transports (n° 932, année 1947), p. 360 (Document n° 124). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 500.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4217 (Loi n° 48-405 du 10 mars 1948, J. O. du 11 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Amiot sur la proposition de résolution de Mlle Prévost, tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français d'étendre aux bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs les dispositions réglementant la déviance des billets de congés payés (n° 1525), p. 2264 (Document n° 4011). — Adoption après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français d'étendre à certaines catégories de vieux travailleurs les dispositions réglementant la déviance des billets de congés payés*, p. 3230.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Bevaud tendant à rétablir le « collectif colonie de vacances » avec 75 p. 100 de réduction sur les tarifs ordinaires de la Société nationale des chemins de fer français, p. 1350 (Document n° 476). — Dépôt du rapport par M. Montgascon, p. 1762 (Document n° 644). — Discussion, p. 1841; adoption après modification du titre: *Le Conseil de la République invite le Gouvernement à remettre en vigueur, avant les toutes pro-*

chaines vacances, l'ancien taux de réduction de 75 p. 100 sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français pour les collectifs colonies de vacances », p. 1844.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Marano tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, comme en 1939, le collectif à 10 personnes avec 50 p. 100 de réduction sur les tarifs ordinaires de la Société nationale des chemins de fer français ou à réinstaurer un collectif pour sportifs similaire à l'ancien G. V. 8/108, p. 965 (Document n° 307). — Dépôt du rapport par M. Aléide Benoit, p. 1818 (Document n° 662). — Discussion, p. 1814; adoption, p. 1815.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Louis Bour sur: 1° la proposition de loi de M. Theetten tendant à proroger jusqu'à l'âge de vingt et un ans le bénéfice de la carte de réduction pour les familles nombreuses sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français; 2° sur la proposition de loi de M. Bour relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses (n° 896-2211), p. 7590 (Document n° 5808). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Cayeux, p. 8182 (Document n° 5986).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Savard sur la proposition de résolution de M. Auguet tendant à inviter le Gouvernement à relever pour certaines catégories d'enfants l'âge prévu en matière de réduction accordée aux familles nombreuses sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français (n° 2090), p. 2385 (Document n° 4048). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communications par M. Louis Bour, p. 7657 (Document n° 5923).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Lamblin sur la proposition de résolution de M. Airoldi tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour le rétablissement sur les chemins de fer du billet collectif à 50 p. 100 par groupe de 10 pour les sportifs (n° 2969), p. 7178 (Document n° 5611). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communications par M. Charles Benoit, p. 7172 (Document n° 5766).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à faire bénéficier, pour les déplacements officiels, les sociétés sportives d'amateurs d'une réduction de 75 p. 100 des tarifs de la S. N. C. F. lorsqu'elles participent à des compétitions ou à des championnats, p. 4066 (Document n° 4738). — Dépôt du rapport par M. Regaulle, p. 4270 (Document n° 4920).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à accorder des facilités de transport aux ouvriers agricoles saisonniers, p. 2199 (Document n° 3970). — Dépôt du rapport par M. Gros, p. 4211 (Document n° 4773).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Gilberte Roca tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tout groupe de jeunes gens de moins de 21 ans, avec accompagnateurs, à raison d'un accompagnateur pour 10 voyageurs ou fraction de 10, une réduction de 75 p. 100 sur les prix des transports, p. 3126 (Document n° 4119). — Dépôt du rapport par M. Lacaze, p. 4212 (Document n° 4792). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Schaff, p. 4123 (Document n° 4999).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer rendu nécessaire pour la mise en vigueur de l'article 67 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 prescrivant le retrait des pièces de monnaie de 0,10 F et de 0,20 F, p. 177 (Document n° 3096).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'énigmatiques par chemins de fer, pour tenir compte des propositions de la Société nationale des chemins de fer français, homologuées par décision du ministre des travaux publics et des transports, en date des 8 avril 1944 et 1^{er} août

1945, portant aménagement des tarifs généraux et spéciaux et concernant: d'une part, la réduction de 6 à 3 des séries de la classification générale des marchandises; d'autre part, la création de nouveaux régimes des transports substitués aux régimes de grande et de petite vitesse, p. 3882 (Document n° 4686).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à rétablir la réduction de 50 p. 100 accordée autrefois par les compagnies de chemin de fer aux sociétés musicales et chorales populaires d'amateurs se rendant, dans les concours, festivals ou tout autre manifestation artistique, p. 2381 (Document n° 4038).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri tendant à faire bénéficier les veuves de guerre ayant plusieurs enfants de moins de 18 ans de réductions spéciales sur les chemins de fer et à compléter dans ce sens la loi du 29 octobre 1921, p. 7058 (Document n° 3611).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à majorer d'une unité les charges des veuves de guerre non remariées, pour l'application de toutes dispositions, tant nationales que locales, comportant des avantages en faveur des familles nombreuses, p. 618 (Document n° 499).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4617 (Document n° 3722).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alex Roubert tendant à accorder des réductions sur le prix des transports par chemin de fer aux travailleurs saisonniers pour se rendre sur le lieu de leur travail, p. 1370 (Document n° 490).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3294 (Document n° 4189).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à adopter une tarification dégressive pour les trajets ferroviaires à grande distance, p. 2218 (Document n° 4999).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazuzé tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en accord avec la S.N.C.F. le billet collectif à 50 p. 100 en faveur des sociétés sportives, p. 4269 (Document n° 4802).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Carlier, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les départs séparés des conjoints d'une famille se rendant en vacances et utilisant les billets S. N. C. F. pour congés payés, p. 7372 (Document n° 5703).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier, pour les déplacements officiels, les sociétés sportives d'amateurs d'une réduction de 50 p. 100 des tarifs de la S.N.C.F. lorsqu'elles participent à des compétitions ou à des championnats, p. 7110 (Document n° 5722).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Maurice Béné sur la proposition de loi de M. Maurice Béné tendant à l'abrogation de l'acte du gouvernement de fait de Vichy dit loi du 30 novembre 1941 déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-lès-Chevreuse à Limours (n° 536, 1562), p. 3983 (Document n° 4694). — Adoption de la proposition de loi, p. 4281.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1906 (Document n° 706). — Dépôt du rapport par M. Buffet, p. 2115 (Document n° 787). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2304.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5752 (Loi n° 48-1401 du 7 septembre 1948, J. O. du 8 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gastéra tendant à inviter le Gouvernement: 1° à déclasser la ligne Port-Sainte-Marie-Riscle et le tronçon Auch-Tarbes; 2° à établir sur ces lignes un service d'autorails, p. 6752 (Document n° 5248). — Dépôt du rapport par M. Poumadère, p. 7373 (Document n° 5709).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à

inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles à la remise en vigueur des lignes de chemin de fer à faible trafic (dites lignes secondaires), notamment la ligne Nogent-le-Rotrou Courtalain reliant les deux plus grandes lignes de la région Ouest, p. 6699 (Document n° 5493).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lacaze tendant à inviter le Gouvernement au rétablissement du trafic voyageurs de la ligne Nancy-Nomény, p. 1968 (Document n° 723).

NAVIGATION INTÉRIEURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser le projet de mise en état de navigabilité de la Moselle entre Thionville et le Rhin, p. 2264 (Document n° 4019).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à utiliser pleinement les possibilités de transport de la navigation fluviale, p. 3882 (Document n° 4679).

ROUTES ET CHEMINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palowski tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'achèvement rapide de l'auto-route de l'Ouest, p. 6159 (Document n° 5148).

TRANSPORTS AÉRIENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jacques Gresa sur le projet de loi portant institution de la Compagnie Air France (n° 295-1953), p. 4678 (Document n° 3787). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 1733 (Document n° 3793); discussion, p. 1731; suite de la discussion, p. 2333, 2358, 2371; rejet, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 2382.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant institution de la Compagnie nationale Air France, p. 2382 (Document n° 4086). — Lecture du rapport par M. Philippe Livry-Level, p. 2510; discussion, p. 2511; adoption, au scrutin, p. 2522 (rectificatif, p. 2606).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1100 (Document n° 354) et dépôt d'une proposition de résolution de M. Julien Brunhes tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel pour l'examen dudit projet de loi; adoption de la proposition de résolution, p. 1100.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 2565 (Document n° 4183). — Dépôt du rapport, p. 2606 (Document n° 4206); adoption de la proposition de résolution, p. 2591.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1148. — Dépôt d'un rapport sur le projet de loi par M. Julien Brunhes, p. 1170 (Document n° 397). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, p. 1191 (Document n° 410). — Discussion, p. 1193, 1210; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1215 (rectificatif, p. 1321).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3001 (Document n° 4316). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 3039 (Document n° 4371). — Discussion, p. 3096; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3104 (Loi n° 48-976 du 16 juin 1948, J. O. du 17 juin 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant validation et modification de l'acte dit loi n° 531 du 4 octobre 1934 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, p. 4571 (Document n° 4933). — Dépôt du rapport par M. Pierre Montel, p. 5795 (Document n° 5264). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Gresa, p. 6459 (Document n° 5146). — Adoption, p. 6584.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3245 (Document n° 981). — Dépôt du rapport par M. Madelin, p. 3636 (Document n° 81, 2^e partie). — Discussion,

p. 3804; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3805.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8309.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture des crédits pour l'exploitation des lignes aériennes françaises dans le Pacifique Sud, p. 5939 (Document n° 5301). — Lecture du rapport par M. Lionel de Tinguy et discussion, p. 6898; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6900.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3310 (Document n° 4024). — Lecture du rapport par M. Janton, p. 3353; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3351.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6950 (Loi n° 48-4520 du 29 septembre 1948, J. O. du 30 septembre 1948).

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence le service central de la sécurité aérienne, p. 67.

— Dépôt d'un rapport de M. Max Brusset sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne (n° 966), p. 4397 (Document n° 5039).

— Dépôt d'un projet de loi portant organisation de l'aéronautique marchande, p. 3112 (Document n° 4512). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 5110 (Document n° 5161).

TRANSPORTS FERROVIAIRES ET ROUTIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers, p. 7110 (Document n° 5734). — Dépôt du rapport par M. Régaulde, p. 7963 (Document n° 5913). — Adoption, p. 6148.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3711 (Document n° 431, 2^e partie). — Lecture du rapport par M. Denvers, discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3803.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8308 (Loi n° 48-4976 du 31 décembre 1948, J. O. du 1^{er} janvier 1949).

Conseil de la République. — Lecture d'un rapport par M. Julien Brunhes sur un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers (Document n° 2) et adoption, p. 3.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 51 (Loi n° 48-37 du 7 janvier 1948, J. O. du 8 janvier 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras tendant à faire bénéficier les « pupilles de la nation » de la réduction de transport accordée aux militaires réformés avec une invalidité de 25 à 50 p. 100 et à compléter dans ce sens l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921, p. 7962 (Document n° 5907).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer la gratuité des transports aux sinistrés réfugiés hors de leur lieu de travail, p. 3652 (Document n° 4521). — Dépôt du rapport par M. Lenormand, p. 5109 (Document n° 5163).

TRANSPORTS DE LA RÉGION PARISIENNE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la réorganisation et la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne (n° 928, année 1917), p. 330 (Document n° 434). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Léo Hamon, p. 474 (Document n° 452). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julien Brunhes tendant à demander à l'Assemblée nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen dudit projet de loi, p. 474 (Document n° 455). — Rapporteur M. Julien Brunhes et adoption de la proposition de résolution, p. 489.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 1135 (Document

n° 3570). — Dépôt du rapport de M. Bour, p. 4159 (Document n° 3585); adoption, p. 4157. — **Conseil de la République.** — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 498. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. J.-M. Thomas sur le projet de loi, p. 518 (Document n° 170). — Discussion, p. 521; suite de la discussion, p. 551, 589; adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 600 (rectificatif, p. 521, 632, 799).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1116 (Document n° 3674); fixation de la date de la discussion, p. 1612. — Dépôt du rapport par M. Bour, p. 1678 (Document n° 3789). — Discussion, p. 1696; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 4711 (Loi du 21 mars 1948, J. O. du 26 mars 1948).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à compléter la loi du 1^{er} décembre 1910 portant résorption du personnel en excédent de la S. T. C. R. P., p. 417 (document n° 3218). — Dépôt du rapport par M. Verneyras, p. 1219 (Document n° 3613).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à faire bénéficier les aveugles civils de nationalité étrangère résidant dans le département de la Seine des avantages concédés aux aveugles français sur les transports parisiens, p. 3112 (Document n° 4526).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guyot tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement toutes poursuites ou mesures de contrainte engagées contre tout transporteur et l'annulation des réclamations de la société auxiliaire pour les transports d'approvisionnement de la région parisienne en ce qui concerne le remboursement des sommes perçues par les transporteurs, p. 5159 (Document n° 5114).

VOIES FERRÉES DES PORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant abrogation de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2328 du 12 octobre 1945 relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français pour l'ensemble des voies ferrées, des quais des ports maritimes et de navigation intérieure, p. 1281 (Document n° 3621) (Dépôt du rapport par M. Bianchini), p. 2199 (Document n° 3981). — Adoption du projet de loi, p. 2565.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1190 (Document n° 415). — Dépôt du rapport par M. Montgascon, p. 1514 (Document n° 553). — Discussion, p. 1803; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1801 (rectificatif, p. 1828).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4297 (Loi n° 48-1107 du 10 juillet 1948, J. O. du 11 juillet 1948).

Transporteur. — V. Artisans. — Transports et voies de communication (région parisienne).

Travail. — V. Accidents du travail. — Code du travail. — Conventions internationales. — Economies et finances (redressement). — Légion d'honneur. — Médaille du travail. — Ports maritimes. — Prisonniers et déportés.

Travail à domicile. — V. Code du travail (salaires).

Travail de nuit. — V. Ravitaillement.

Travail obligatoire. — V. Prisonniers et déportés.

Travailleurs forcés. — V. Code civil.

Travailleurs frontaliers. — V. Allocations familiales.

Travailleurs indépendants. — V. Allocations familiales. — Interpellations n° 152.

Travailleurs libres. — V. Agriculture (main-d'œuvre agricole).

Travaux. — V. Agriculture. — Ports maritimes.

Travaux publics (Ministère),

POINTS ET CHAUSSÉES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, p. 2105 (Document n° 3932). — Dépôt du rapport par M. Penoy, p. 3949 (Document n° 4707). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Triboulet, p. 4869 (Document n° 5011). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Penoy, p. 5624 (Document n° 5223). — Discussion, p. 6373; adoption, p. 6374.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2968 (Document n° 933). — Dépôt du rapport par M. Julien Brunhes, p. 3033 (Document n° 917). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3330.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6900 (Loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948, J. O. du 1^{er} octobre 1948).

Trésor (restitution au).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Cardot, tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de la restitution au Trésor des sommes qu'elles ont indûment perçues en cumulant, postérieurement au 1^{er} octobre 1915, les allocations familiales et de salaire unique du code de la famille avec les majorations d'enfants de la loi des pensions du 31 mars 1919, p. 1210 (Document n° 421). — Lecture du rapport par Mme Devaud, p. 1279; discussion et adoption, p. 1280.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Weber tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de la restitution au Trésor des sommes qu'elles ont indûment perçues en cumulant postérieurement au 1^{er} octobre 1915, les allocations familiales et de salaire unique du code de la famille avec les majorations d'enfants de la loi des pensions du 31 mars 1919, p. 7962 (Document n° 5903).

Tribunaux. — V. Justice (organisation).

Tribunaux administratifs. — V. Conseils de préfecture.

Tribunaux de commerce. — V. Code de commerce.

Tribunaux criminels. — V. France d'outre-mer (Tunis).

Tribunaux militaires. — V. Cours de justice. — Justice militaire.

Tribunaux de première instance. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 16, 29.

Tuberculose. — V. Denrées alimentaires et produits rationnés. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Stations sanatoriales de cure.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application la loi sur le dépistage obligatoire de la tuberculose par la radiophotographie systématique, p. 3125 (Document n° 4124). — Retrait de la proposition, p. 3294.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à rendre obligatoire le dépistage de la tuberculose pulmonaire par la radiophotographie systématique pour certaines catégories de personnes, p. 3882 (Document n° 4671) (rectificatif, p. 4572). — Dépôt d'un rapport par M. Cordonnier, p. 7657 (Document n° 8330).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à rendre obligatoire la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G., p. 3774 (Document n° 118, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8316 (Document n° 6623).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denis Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour certaines catégories de per-

sonnes la vaccination par le B. C. G. en scarifications cutanées, p. 7143 (Document n° 5029).

Tunnel. — V. Conventions internationales (tunnel sous la Manche).

Tunisie. — V. Commerce et industrie. — France d'outre-mer.

U

Unesco. — V. Conventions internationales.

Union française. — V. Conseil supérieur de la marine marchande. — France d'outre-mer.

Urbanisme. — V. Départements, villes et communes.

Usines. — V. Armée de terre (établissements et services extérieurs). — Commerce et industrie.

V

Vacances. — V. Code du travail (congrés payés). — Questions orales (Assemblées nationales), n° 52. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Vaccination. — V. Etudiants. — Santé publique (protection de la). — Tuberculose.

Valeurs étrangères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de payer aux porteurs de valeurs étrangères réquisitionnées le montant de leurs titres, sur la base du cours du franc au jour du paiement, p. 451 (Document n° 3265).

Valeurs mobilières. — V. Algérie. — Code civil. — Economies et finances (redressement).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à l'annulation de l'acte dit loi du 13 janvier 1941 promulgué par l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, ayant institué un article 112 bis du code général des impôts directs, p. 178 (Document, n° 3114).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gallavet modifiant l'article 2 de la loi du 27 juillet 1880 (modifié par l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1931) relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et interdits, et l'article 339, alinéa 7 du code civil (modifié par l'article 2 de la loi du 9 juillet 1931) relatif aux obligations du père, administrateur légal des biens des enfants mineurs, p. 6191 (Document n° 5163).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi du 49 février 1913, modifiant l'article 153 du code fiscal des valeurs mobilières, p. 7117 (Document n° 5621).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure invitant le Gouvernement à modifier les règles de dépôt des actions au porteur de la caisse centrale de dépôts et de virements de titres, p. 6136 (Document n° 5130). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à supprimer ou à transformer la caisse centrale de dépôt et de virements de titres, p. 6191 (Document n° 5157). — Dépôt du rapport par M. Denais, p. 7373 (Document n° 5709).

Vélocitateurs. — V. Transports et voies de communications (automobiles).

Vente (Promesse de). — V. Propriété immobilière.

Vente d'appartements. — V. Loyers (locaux).

Vente illicite. — V. Commerce et industrie.

Vente d'immeubles. — V. Propriété immobilière.

Ventes et prestations de services. — V. Impôts (taxes départementales et communales).

Ventes à vil prix.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grouzier tendant à indemniser les victimes de ventes à vil prix, p. 683 (Document n° 3365).

Vétérinaires. — V. Médecine vétérinaire. — Recherches vétérinaires.

Viande. — V. Commerce et industrie. — Impôts (chiffre d'affaires, production). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 48, 68.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à établir un projet de réforme du régime fiscal de la viande et de la charcuterie, p. 203 (Document n° 3138).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Gaborit tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-721 du 17 avril 1947 relatif à la restriction et à la consommation de la viande, p. 362 (Document n° 3221).

Victimes de la guerre. — V. Anciens combattants. — Cimetières. — Fonctionnaires (titularisation). — Interpellations n° 18, 120. — Loyers (baux ruraux). — Pensions et retraites (anciens combattants). — Prisonniers et déportés. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général, transports aériens). — Trésor.

Vieillards. — V. Agriculture (Lait et produits laitiers). — Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — Assurances sociales. — Hôpitaux et établissements hospitaliers.

Vieux travailleurs. — V. Agriculture (blé, faine et pain). — Assurances sociales. — Combustibles solides et dérivés. — France d'outre-mer (Départements). — Interpellations n° 31, 137, 159. — Loyers. — Pêche fluviale. — Postes (franchise postale). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 17, 42. — Radio-diffusion. — Tabacs. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Virements postaux. — V. Comptabilité publique. — Postes, télégraphes et téléphones.

Viticulture. — V. Courtiers en vins. — Enquêtes parlementaires. — Impôts (bénéfices agricoles, prélèvement). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 79, 86 (Conseil de la République), n° 10, 22.

Assemblée nationale. — Discussion d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon, tendant à la création du conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, p. 2631, adoption, au scrutin, p. 2638 (rectificatif, p. 2751).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1190 (Document n° 419). — Dépôt du rapport par M. Brettes, p. 1523 (Document n° 561). — Discussion, p. 1628, adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, p. 1632 (rectificatif, p. 1716).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis, p. 3918 (Document n° 4706). — Dépôt du rapport par M. Batarens, p. 4423 (Document n° 4900). — Discussion, p. 5061; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modifications, p. 5062 (Loi n° 48-1281 du 18 août 1948 (J. O. du 19 août 1948)).

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Boisron tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté complète du marché des vins (n° 466, année 1947) qu'il avait déposée au cours de la séance du 24 juillet 1947, p. 489.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Guille sur: 1^o le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole; 2^o la proposition de loi de M. Paumier tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes (n° 71, 1281, 1302, 2148), p. 1159 (Document n° 3572). — Discussion, p. 7075. — Suite de la discussion, p. 7233; adoption après modification du titre; *Projet de loi tendant à modi-*

fier certaines dispositions du statut viticole, p. 7245.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3510 (Document n° 27, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guille tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des vins délimités de qualité « supérieure », p. 982 (Document n° 3500). — Dépôt du rapport par M. Pouyet, p. 6007 (Document n° 5321). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Tinguy, p. 6100 (Document n° 5313). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pouyet, p. 6843 (Document n° 5516). — Adoption, p. 7262.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3510 (Document n° 32, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baz tendant à l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la taxe spéciale destinée à la direction de la répression des fraudes pour assurer la surveillance des vins à appellation d'origine « vins d'Alsace », p. 1357 (Document n° 3652). — Dépôt du rapport par M. Bas, p. 3724 (Document n° 4630). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bas, p. 7219 (Document n° 5063). — Adoption après modification du titre: *Proposition de loi relative à l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la taxe spéciale destinée à la direction de la répression des fraudes pour assurer la surveillance des vins à appellation d'origine d'Alsace*, p. 7801.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3536 (Document n° 106, 2^e partie).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à rétablir l'article 13 du code du vin, supprimé par le décret-loi du 31 mai 1933, et relatif aux déclarations de récolte, p. 258 (Document n° 3166). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 1677 (Document n° 3743). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Bernard Paumier, p. 3363 (Document n° 4196).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pronteau tendant à classer le produit « Pineau des Charentes » ou « Pineau charentais » dans la catégorie des vins doux naturels, p. 2248 (Document n° 4095). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 3883 (Document n° 4693).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antonin Gros tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs sinistrés de l'Hérault, du Gard et de l'Aude, à la suite des orages de grêle du 4 août dernier, des indemnités, des crédits à faible intérêt et des dégrèvements d'impôts, p. 5752 (Document n° 5259). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6099 (Document n° 5332).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Dorey sur la proposition de résolution de M. Courrière, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs de l'Aude, victimes de la grêle (n° 710, année 1947), p. 292 (Document n° 55).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures indispensables à l'approvisionnement en cuivre pur, p. 4896 (Document n° 5057). — Dépôt du rapport par M. Hocquigny, p. 7657 (Document n° 5332).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à modifier l'article 48 du code du vin, p. 1026 (Document n° 3511).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau relative à l'exonération de l'application des baisses de 5 à 10 p. 100 à certains marchés de vin, p. 1357 (Document n° 3655).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier tendant à modifier certaines dispositions de l'article 43 du code du vin, p. 2193 (Document n° 3989).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Braveny tendant à subordonner à l'autorisation préfectorale préalable l'achat de vignes et d'immeubles bâtis d'exploitation dans une partie de la Champagne viticole, p. 2632 (Document n° 4501).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gros tendant à accorder des indemnités en espèces: 1° aux viticulteurs dont les récoltes ont été successivement sinistrées par des calamités atmosphériques en 1947 et en 1948; 2° aux viticulteurs dont la récolte de 1948 a été sinistrée par des calamités atmosphériques, p. 7555 (Document n° 5794).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chaumel tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 48 du Code du vin, p. 4690 (Document n° 630).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4163 (Document n° 4767).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Llaute tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs de l'Aude et de l'Hérault victimes des gelées d'avril 1948, p. 2385 (Document n° 4057).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à intervenir efficacement dans l'intérêt matériel des populations sinistrées par les orages de grêle le 11 mai sur certaines communes de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône, et en juin dans plusieurs communes de l'arrondissement de Mâcon, p. 4937 (Document n° 5061).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Renée Reyraud tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs sinistrés de la Gironde et de la Dordogne, à la suite des orages de grêle du mois d'août, des indemnités, des crédits à faible intérêt et

des dégrèvements d'impôts, p. 5939 (Document n° 5307).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brillouet tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs sinistrés de la Charente-Maritime, à la suite des orages de grêle de fin juillet et commencement août des indemnités, des crédits à faible intérêt et des dégrèvements d'impôts, p. 6869 (Document n° 5520).

Voir également aux rubriques suivantes: **Agriculture (calamités agricoles).** — **Calamités publiques.**

Voies ferrées des ports. — **V. Transports et voies de communication.**

Voitures de place.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement une série de mesures pour pallier les difficultés qui pèsent actuellement sur les travailleurs du taxi, p. 449 (Document n° 3262). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions afin de faire inscrire les chauffeurs de taxis au fonds de chômage et à donner toutes instructions utiles aux services des contributions afin de surseoir au recouvrement des taxes et impôts dus par cette catégorie de travailleurs, p. 451 (Document n° 3269). — Dépôt du rapport par M. Pierre

André, p. 533; demande de discussion d'urgence, proposition devenue sans objet, les auteurs ayant satisfaction, p. 499.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions d'essence et de pneumatiques accordées aux artisans du taxi et à les exonérer des taxes locales et de transaction, p. 6136 (Document n° 5132).

W

Westphalie (Traité de). — **V. Légion d'honneur.**

Y

Yeux. — **V. Hopitaux et établissements hospitaliers.**

Z

Zay (Jean). — **V. Hommage national.**

Errata à l'Édition des débats parlementaires (TABLE DES NOMS)

ASSEMBLÉE NATIONALE

Page 18, 2^e colonne, 2^e alinéa, 8^e ligne,

Denis (Alphonse),

Supprimer:

« D'un projet de loi portant ratification des accords du 19 mars 1948 entre la France et la Pologne relatifs à diverses questions d'ordre financier et économique en qualité de rapporteur, p. 2962 = »

Page 18, 2^e colonne, 2^e alinéa, 3^e ligne,

Denis (André), après les mots: « parle au cours de la discussion »,

Ajouter:

« D'un projet de loi portant ratification des accords du 19 mars 1948 entre la France et la Pologne relatifs à diverses questions d'ordre financier et économique, en qualité de rapporteur, p. 2962 = »

Page 50, 3^e colonne, 1^{er} et 2^e alinéa, rétablir comme suit les interventions respectives de MM. Roucaute (Gabriel) et Roucaute (Roger):

« **Roucaute (Gabriel).** — Parle au cours de la discussion: d'un projet et de propositions de loi relatifs aux écoles privées des houillères, p. 2676 = d'une proposition de loi portant modification aux lois portant nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 2772 = d'un projet de loi portant redressement économique et financier, p. 5614 (son amendement, p. 5614) = d'un projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, p. 6031, 6034, 6036 (son amendement, p. 6036) = d'un projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédits pour l'exercice 1948, p. 6359. — Demande à interpeller: sur les tragiques événements survenus le mardi 26 octobre 1948, à Alès, au cours des opérations de police contre les puits de mines d'Alès, p. 9990 = sur les déclarations du ministre de l'Intérieur, d'après lesquelles de soi-disant interventions extérieures auraient déterminé des mouvements de grève que les dures conditions d'existence des travailleurs suffisent pleinement à expliquer et à justifier,

p. 6000; développe son interpellation, p. 7051. — Parle au cours de la discussion: d'un projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 7281, 7282, 7283 (son amendement, p. 7282) = d'une proposition de résolution relative à l'indemnisation des victimes de l'agression communiste contre la classe ouvrière, p. 7467 = d'un projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et votes et moyens pour 1949 (discussion des articles), p. 7959 = d'un projet de loi tendant à consentir des avances aux houillères nationales, p. 8131, 8131, 8131. »

« **Roucaute (Roger).** — Parle au cours de la discussion: de propositions de loi concernant le statut des déportés et internés de la résistance, p. 4302, 4304, 4310, 4313, 4316, 4319 (ses amendements, p. 4316, 4319) (son contre-projet, p. 4301) = d'un projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948, p. 4227 = d'une proposition de loi relative au statut et droits des combattants volontaires de la résistance, en qualité de rapporteur, p. 7510, 7512; en son nom personnel (ses amendements, p. 7569, 7571, 7573). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour (statut des combattants de la résistance, p. 7521. »

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Page 10, 1^{re} colonne, 5^e alinéa, 27^e ligne,

Denvers (Albert), après la page 1566,

Ajouter:

« Donne lecture d'un rapport sur un projet de loi relatif à l'ordre du Mérite maritime, p. 1800. »

Page 10, 2^e colonne, 3^e alinéa, 7^e ligne,

Depreux (René),

Supprimer:

« Donne lecture d'un rapport sur un projet de loi relatif à l'ordre du Mérite maritime, p. 1800. — Parle au cours de la discussion. »

Page 12, 3^e colonne, 1^{er} alinéa, 3^e ligne,

Dumont (Mireille), après p. 1068,

Ajouter:

« (Son amendement, p. 1068) ».

Même alinéa, 30^e ligne, remplacer:

« D'une proposition de loi ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1935, p. 1997 = »

Par:

« = D'un projet de loi relatif aux locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 2122, 2163 (son amendement, p. 2122). »

Page 12, 3^e colonne, 2^e alinéa, rétablir comme suit les interventions de Mme Yvonne Dumont:

« **Dumont (Yvonne).** — Parle au cours de la discussion: d'une proposition de loi tendant à accorder une garantie de l'État à la caisse des marchés, p. 1187 = d'une proposition de loi ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1935, p. 1997 = d'un projet de loi relatif aux locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 2122, 2163 (ses amendements, p. 2121, 2122) = d'un projet de loi tendant au redressement économique et financier, p. 2371 (son amendement, p. 2144) = d'un projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, p. 3090, 3091. — 2^e partie. — Est admise, p. 3173. »